P.L.U.

Plan Local d'Urbanisme

RIONS

1

Rapport de présentation

Format évaluation environnementale

Dossier d'Approbation

PRESCRIPTION commune	**Débat P.A.D.D.** commune	**ARRET** commune	*Compétence CdC Communauté de Communes*	**ENQUETE PUBLIQUE** CdC	**APPROBATION** CdC
05/11/2014	***29/02/2016***	***19/12/2016***	***01/01/2017***	***du 13/09/2017 au 13/10/2017***	

A. Vanel-Duluc architecte d.p.l.g.
urbaniste o.p.q.u.
architecte du patrimoine
C. Barroso ingénieur agronome écologue

TABLE DES MATIERES

A – PREMIERE PARTIE .....

DIAGNOSTIC OBJECTIFS CONTEXTUALISES DU PROJET DURABLE 9

A-I.1- LE CONTEXTE COMMUNAL 100
A-I-1-1- CONTEXTE TERRITORIAL ET GEOGRAPHIQUE ET ADMINISTRATIF 10
A-I-1-2- CONTEXTE HISTORIQUE 101

A-I-2- ANALYSE DE LA CONSOMMATION DE L'ESPACE 144
A-I.2.1 –ANALYSE DE LA CONSOMMATION DANS LE PLU 1915
A-I.2.2 –CAPACITE DE DENSIFICATION ET DE MUTATION DE L'ENSEMBLE DES ESPACES BATIS 1916
A-I.2.3 – L'ARMATURE URBAINE ET L'ARTIFICIALISATION 19

A-I-3- DEMOGRA¨HIE / LOGEMENT 24
A-I.3.1 – EVOLUTION DE POPULATION 266
A-I.3.2 – STRUCTURE DE LA POPULATION 29
A-I.3.3 – EVOLUTION DU LOGEMENT 322
A-I.3.4 – STRUCTURE DU LOGEMENT 324
A-I.3.5 – CADRAGE DES OBJECTIFS DE PRODUCTION DE LOGEMENTS 326

A-I-4-ACTIVITES / ECONOMIE ET SOCIETE 38
A-I-4-1- LA POLULATION ACTIVE 39
A-I-4-2- L'EMPLOI 411
A-I-4-3- L'AGRICULTURE 455
A-I-4-4- LES AUTRES ACTIVITES 511

A-I-5-EQUIPEMENTS / INFRASTRUCTURES / RESEAUX 56
A-I-5-1 – UN NIVEAU D'EQUIPEMENT SATISFAISANT 56
A-I-5-2 – LA VOIRIE 57
A-I-5-3- LES TRANSPORTS 59
A-I-5-4-LES STATIONNEMENTS 59
A-I-5-5- L'ASSAINISSEMENT 600
A-I-5-6-L'EAU POTABLE 65
A-I-5-7-LA SECURITE INCENDIE 67
A-I.5.8 – LE RÉSEAU ÉLECTRIQUE 68
A-I-5-9 – LE RÉSEAU GAZ DE VILLE : 69
A-I-5-10 – LES RÉSEAUX NUMERIQUES 69
A-I-5-11 – LA COLLECTE DES DECHETS 70
A-I-5-12 – LE TRAITEMENT DES DECHETS 71

A-II.1- SERVITUDES D'UTILITE PUBLIQUE 74
A-II-1-1- LISTE DES SERVITUDES 74
A-II-1-2- PRESCRIPTIONS NATIONALES PARTICULIERES 755

A-II.2- ARTICULATION AVEC LE S.C.O.T 766

A-II.3-PRISE EN COMPTE DES SCHEMAS REGIONAUX 76
A-II-3-1- SCHEMA REGIONAL DE COHERENCE ECOLOGIQUE 76
A-II-3-2- SCHEMA REGIONAL DU CLIMAT, DE L'AIR ET DE L'ENERGIE 77
A-II-3-3- SDAGE ADOUR GARONNE ET SAGE 77

B – DEUXIEME PARTIE .....

ETAT INITIAL DE L'ENVIRONNEMENT ENJEUX ET PROCESSUS D'EVOLUTION 79

B-I.1- DONNEES PHYSIQUES 81
B-I-1-1- CLIMAT 81
B-I-1-2-LA STRUCTURE GEOLOGIQUE 812
B-I-1-3- LE RELIEF 81

B-I.2- MILIEU NATUREL ET BIODIVERSITE 85

B-II.1- RESSOURCE EAU : CONTEXTE HYDROGRAPHIQUE ET HYDROGEOLOGIQUE 108

B-II.2 – RESSOURCE EAU : GESTION ET ENJEUX 113

B-II.3- SOL ET ESPACE 1166

B-II.4- ENERGIE 119

B-III.1- RISQUES 1255

B-III.2-NUISANCES 136

B-IV.1- PAYSAGE 142

B-IV.2- URBANISME 150

C – TROISIEME PARTIE ..... CHOIX ET JUSTIFICATION DU PROJET 165

C-I.1- APPROCHE GENERALE DESCRIPTIVE 167

C-II.1- PERSPECTIVES D'EVOLUTION DU TERRITOIRE SOUS LE P.O.S. EN VIGUEUR 168

C-II.2- PERSPECTIVES D'EVOLUTION DU TERRITOIRE. : HYPOTHESES ENVISAGEES ET RAISON DES CHOIX RETENUS 168

C-III.1- OBJECTIFS DU PADD ET JUSTIFICATION 171

C-III.2- ORIENTATIONS ET EMPLACEMENTS RESERVES 1755

C-IV.1- POTENTIEL 193

C-IV.2- SURFACES DES ZONES 195

D – QUATRIEME PARTIE ..... TRACABILITE ENVIRONNEMENTALE :INCIDENCES DU PROJET, SUIVI 197

D-I.1- DU POS AU PLU 199

D-I.2 - IMPACT SUR LES PARAMETRES ENVIRONNEMENTAUX,INDICATEURS ET SUIVI 210

D-I.3- EFFET SUR DES ESPACES SUCCEPTIBLES D'ETRE AFFECTES NOTABLEMENT 241

D-I.4- INCIDENCES NATURA 2000 245

D-II.1- EVITEMENT DES INCIDENCES NEGATIVES SUR L'ENVIRONNEMENT ET LA SANTE HUMAINE 248

D-II.2- REDUCTION DES INCIDENCES NON EVITEES 249

D-II.3- MESURES DE COMPENSATIONS OU JUSTIFICATION DES IMPOSSIBILITES 249

D-III.1- DEFINITION DES INDICATEURS 250

D-III.2- MODALITES DE SUIVI 253

E – CINQUIEME PARTIE ..... METHODOLOGIE, COMPATIBILITE SCOT ET DOCUMENTS SUPRA / RESUME NON TECHNIQUE 2555

E-I- METHODOLOGIE ET JUSTIFICATION DES MOYENS POUR ETABLIR L'EVALUATION ENVIRONNEMENTALE 259

E-II- JUSTIFICATION DE LA COMPATIBILITE DU PLU AVEC LE SCOT AVEC LE SDAGE « ADOUR-GARONNE » 259

E-III- COMPATIBILITE SRCAE ET PCET 259

E-III.1- JUSTIFICATION DE LA COMPATIBILITE AVEC LE SDAGE « ADOUR-GARONNE » 259

E-III.2- JUSTIFICATION DE LA COMPATIBILITE AVEC LE SAGE « NAPPES PROFONDES» 259

E-V—RESUME NON TECHNIQUE 261

E-V-1 – DIAGNOSTIC - OBJECTIFS CONTEXTUALISES DU PROJET DURABLE 261

E-V-2 - ETAT INITIAL DE L'ENVIRONNEMENT, ENJEUX ET PROCESSUS D'EVOLUTION 264

E-V-3 - CHOIX ET JUSTIFICATION DU PROJET 273

E-V-4 - TRACABILITE ENVIRONNEMENTALE, INCIDENCES DU PROJET, SUIVI 284

LE RAPPORT DE PRESENTATION

Article R151-3 **Créé par Décret n°2015-1783 du 28 décembre 2015** ***(au titre de l' évaluation environnementale)***	**Prise en compte dans le rapport de présentation**
Au titre de l'évaluation environnementale lorsqu'elle est requise, le rapport de présentation : 1° Décrit l'articulation du plan avec les autres documents d'urbanisme et les plans ou programmes mentionnés à l'article L. 122-4 du code de l'environnement avec lesquels il doit être compatible ou qu'il doit prendre en compte ;	A- PREMIERE PARTIE : DIAGNOSTIC ET OBJECTIFS CONTEXTUALISES DU PROJET DURABLE
2° Analyse les perspectives d'évolution de l'état initial de l'environnement en exposant, notamment, les caractéristiques des zones susceptibles d'être touchées de manière notable par la mise en œuvre du plan ;	B - DEUXIEME PARTIE : ETAT INITIAL DE L'ENVIRONNEMENT, LES PARAMETRES ENVIRONNEMENTAUX D - QUATRIEME PARTIE TRACABILITE ENVIRONNEMENTALE : INCIDENCES DU PROJET, SUIVI
3° Expose les conséquences éventuelles de l'adoption du plan sur la protection des zones revêtant une importance particulière pour l'environnement, en particulier l'évaluation des incidences Natura 2000 mentionnée à l'article L. 414-4 du code de l'environnement ;	C -TROISIEME PARTIE : CHOIX ET JUSTIFICATION DU PROJET D - QUATRIEME PARTIE TRACABILITE ENVIRONNEMENTALE : INCIDENCES DU PROJET, SUIVI
4° Explique les choix retenus mentionnés au premier alinéa de l'article L. 151-4 au regard notamment des objectifs de protection de l'environnement établis au niveau international, communautaire ou national, ainsi que les raisons qui justifient le choix opéré au regard des solutions de substitution raisonnables tenant compte des objectifs et du champ d'application géographique du plan ;	C -TROISIEME PARTIE : CHOIX ET JUSTIFICATION DU PROJET
5° Présente les mesures envisagées pour éviter, réduire et, si possible, compenser, s'il y a lieu, les conséquences dommageables de la mise en œuvre du plan sur l'environnement ;	D - QUATRIEME PARTIE TRACABILITE ENVIRONNEMENTALE : INCIDENCES DU PROJET, SUIVI
6° Définit les critères, indicateurs et modalités retenus pour l'analyse des résultats de l'application du plan mentionnée à l'article L. 153-27 et, le cas échéant, pour le bilan de l'application des dispositions relatives à l'habitat prévu à l'article L. 153-29. Ils doivent permettre notamment de suivre les effets du plan sur l'environnement afin d'identifier, le cas échéant, à un stade précoce, les impacts négatifs imprévus et envisager, si nécessaire, les mesures appropriées ;	D - QUATRIEME PARTIE TRACABILITE ENVIRONNEMENTALE : INCIDENCES DU PROJET, SUIVI
7° Comprend un résumé non technique des éléments précédents et une description de la manière dont l'évaluation a été effectuée. Le rapport de présentation au titre de l'évaluation environnementale est proportionné à l'importance du plan local d'urbanisme, aux effets de sa mise en œuvre ainsi qu'aux enjeux environnementaux de la zone considérée.	E -CINQUIEME PARTIE RESUME NON TECHNIQUE

A – PREMIERE PARTIE

DIAGNOSTIC
OBJECTIFS CONTEXTUALISES DU PROJET DURABLE

A- I- DIAGNOSTIC ET PREVISION DE DEVELOPPEMENT : LES OBJECTIFS TERRITORIALISES DU PROJET

Les paramètres du territoire, sa dynamique et les effets du développement

PRESENTATION DES OBJECTIFS GENERAUX DU PROJET D'URBANISME DURABLE

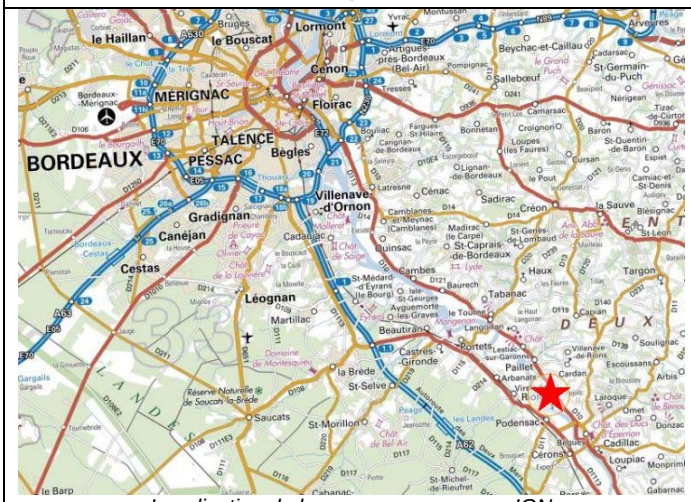
Les articles L. 110 et L. 121-1 du code de l'urbanisme énoncent les principes servant de cadre aux politiques nationales d'aménagement et d'urbanisme. Le PLU se doit de relayer ces objectifs selon la pertinence de son échelle territoriale.

CIBLES ET PRINCIPES GENERAUX	OBJECTIFS GENERAUX (DROIT DE L'URBANISME)	Prise en compte
	Objectifs inscrits dans l'article L. 110 du code de l'urbanisme	
EFFICACITE ENERGETIQUE réduire les émissions de gaz à effet de serre, les consommations d'énergie, économiser les ressources fossiles,	Lutter contre l'étalement urbain et la déperdition d'énergie, ainsi que permettre la revitalisation des centres-villes	+
	Assurer une gestion économe des ressources et de l'espace	+
	Permettre la mise en œuvre de travaux d'amélioration de la performance énergétique des bâtiments, notamment l'isolation extérieure, en adaptant les règles relatives à la protection du domaine public,	
	Créer un lien entre densité et niveau de desserte par les transports en commun	*supra*
BIODIVERSITE préserver la biodiversité notamment par la conservation, la restauration et la création de continuités écologiques,	Lutter contre la régression des surfaces agricoles et naturelles	+
	préserver la biodiversité notamment par la conservation, la restauration et la création de continuités écologiques	+
CLIMAT lutter contre le changement climatique et s'adapter à ce changement.		*supra*
	L121-1 du Code de l'Urbanisme	
EQUILIBRE TERRITORIAL entre	le renouvellement urbain, le développement urbain maîtrisé, la restructuration des espaces urbanisés, la revitalisation des centres urbains et ruraux, la mise en valeur des entrées de ville et le développement rural	+
	l'utilisation économe des espaces naturels, la préservation des espaces affectés aux activités agricoles et forestières, et la protection des sites, des milieux et paysages naturels	+
	la sauvegarde des ensembles urbains et du patrimoine bâti remarquables	+
SOCIETE La diversité des fonctions urbaines et rurales, la mixité sociale dans l'habitat	en prévoyant des capacités de construction et de réhabilitation suffisantes pour la satisfaction, sans discrimination, des besoins présents et futurs en matière d'habitat, d'activités économiques, touristiques, sportives, culturelles et d'intérêt général ainsi que d'équipements publics et d'équipement commercial, en tenant compte en particulier des objectifs de répartition géographiquement équilibrée entre emploi, habitat, commerces et services, d'amélioration des performances énergétiques, de développement des communications électroniques, de diminution des obligations de déplacements et de développement des transports collectifs	+
URBANISME	La qualité urbaine, architecturale et paysagère des entrées de ville	+
ENVIRONNEMENT	La réduction des émissions de gaz à effet de serre, la maîtrise de l'énergie et la production énergétique à partir de sources renouvelables, la préservation de la qualité de l'air, de l'eau, du sol et du sous-sol, des ressources naturelles, de la biodiversité, des écosystèmes, des espaces verts ,la préservation et la remise en bon état des continuités écologiques, et la prévention des risques naturels prévisibles, des risques technologiques, des pollutions et des nuisances de toute nature.	+

On relèvera plus particulièrement :

- assurer à toutes populations des conditions d'habitat, d'emploi, de services et de transports répondant à la diversité de ses besoins et de ses ressources,
- favoriser la diversité des fonctions et la mixité sociale,
- assurer la protection des milieux agricoles, naturels et des paysages,
- garantir la sécurité et la salubrité publiques, promouvoir l'équilibre entre le développement de l'espace urbain et la préservation du milieu rural, c'est-à-dire gérer le sol de façon économe,

A-I-1-1- CONTEXTE TERRITORIAL ET GEOGRAPHIQUE ET ADMINISTRATIF

	DONNEES DE CADRAGE	
 *Localisation de la commune– source : IGN*	**SUPERFICIE:**	1065ha
	DEPARTEMENT	33
		Appartient à l'arrondissement de Langon **Canton de L'Entre-Deux-mers** à 30km environ de Bordeaux, dans la zone des premières côtes de Bordeaux.
	ALTITUDE	2m/ 117m
	HYDROLOGIE	Bassin versant de la Garonne
	ZONE INONDABLE	PPRI de la Garonne
	CdC	**Communauté de Communes des Coteaux de Podensac, des Coteaux de Garonne, de Lestiac-sur-Garonne, de Paillet et Rions** depuis le 1er janvier 2017.
	SCOT	**SCOT SUD GIRONDE** **Non approuvé**
	SDAGE	**SDAGE Bassin Adour-Garonne**
	PLH	Pas de PLH

A-I-1-2- CONTEXTE HISTORIQUE

	DONNEES DE CADRAGE
	Ancienne cité contrôlant un territoire rural étendu de part et d'autre de la vallée de la Garonne, Rions a perdu au fil des siècles son rôle dominant pour devenir le village que l'on connaît aujourd'hui. Si les traces du passé sont encore bien présentes, l'époque contemporaine a été à l'origine d'une profonde mutation dans le fonctionnement de la ville, qui se tourne désormais davantage vers la route et les coteaux que vers le fleuve qui s'est progressivement éloigné entraînant l'abandon du port. L'histoire du site s'inscrit autant dans la structure du bourg que dans le parcellaire de la commune, en particulier celui du palus qui a fossilisé les lits successifs de la Garonne et de ses bras
Extrait du rapport de présentation de la ZPPAUP	

L'origine de Rions est incertaine. Certains auteurs évoquent l'occupation de grottes, dont celle dite de Charles VII, et un site pré-romain nommé Aquita. Aucun vestige, ni aucune découverte n'est venu attester une telle assertion.
Une nécropole romaine a été identifiée au-devant de la porte du Lhyan. Une mosaïque et un buste ont été trouvés place Cazaux Cazalet. Diverses constructions ont été localisées dont une villa à Pascaud, une dalle de marbre blanc avec un épitaphe daté du consulat de Tatien (466) à l'emplacement de l'hôpital Saint-Etienne, deux pièces de monnaie romaines à l'emplacement du monument aux morts et dans une propriété voisine, des fragments de briques et de murs ; rue du Canton, rue romaine et rue de Lavidon. D'autres constructions sont apparues aux Eyres (briques, poteries, marches d'escalier), à Salins (*tegulae*, poteries de l'époque de Flavien), à Saint-Seurin et au château Jourdan (mosaïques).
Les érudits du XIX^{ème} siècle, s'appuyant sur le *Gallia Christiana* ont voulu voir dans Rions une cité gallo-romaine créée à l'emplacement d'une villa du nom de Reontium ou Rhyuntium
L'idée, pour séduisante qu'elle soit, fait fi des témoignages archéologiques. La nécropole et l'abondance des témoignages dispersés sur le territoire communal prouvent une densité de constructions indiquant la présence d'une agglomération. Bordeaux devient au II^{ème} siècle la capitale de la province d'Aquitaine, qui occupe alors près du tiers de la Gaule. Dans le voisinage d'Agen, de Bazas, non loin de Lectoure d'Eauze et de Dax, il est peu probable qu'une autre cité d'importance ait pu trouver sa place. Rhyuntium a très certainement été un vicus dont le développement est lié à l'axe fluvial de la Garonne.
Les troubles du III^{ème} siècle, qui voient Bordeaux, Dax, Vésone et les autres cités s'entourer d'une muraille et l'Empire se mettre en défense, furent certainement propices au développement d'un castrum sur cette corniche naturelle surplombant le fleuve et dotée d'un port. Réduit fortifié de faible importance, comportant un accès depuis la terre et depuis le port alors beaucoup plus proche de la falaise. Le regain de prospérité des deux premiers tiers du IV^{ème} siècle a du profiter à la petite cité vers laquelle ont du se retirer nombre de ces notables qui ont alors massivement déserté les grandes villes.
Forte de son rayonnement du Bas Empire, le castrum a du rester un pôle urbain lorsque l'organisation héritée de l'Empire s'estompe en Aquitaine dans le courant du VI^{ème} siècle. Grégoire de Tour (v 538- v 594) mentionne la villa Reontio (*De Gloria Confessio, chapitre 48*). Dans cette période marquée par les grandes invasions, ce sont successivement, les Wisigoths, les Francs, les Basques puis les Sarrasins qui envahissent et se disputent les territoires des Gaules. Cité fluviale, Rions à du subir les raids normands du IX^{ème} siècle qui empruntent la vallée de la Garonne, notamment celui de 844 qui les a conduit jusqu'à Toulouse.
Au côté du castrum apparaît vraisemblablement dès le VII^{éme} siècle un faubourg à caractère religieux, à côté duquel se développe un faubourg marchand, interface entre les exploitations agricoles des coteaux et le port.
A partir du IX^{ème} siècle, la fin des invasions et l'instauration de la féodalité permettent à la démographie de reprendre son essor ; la période romane est une période de renouveau et de prospérité. Elle se caractérise par une forte vitalité des communautés rurales qui confortent le réseau paroissial des églises et par l'essor du mouvement monastique fondant de nombreuses abbayes contribuant à mettre en valeur des zones jusque-là boisées ou mal exploitées.
Le secteur du Broussey conserve les traces d'une motte féodale au voisinage de sites gallo-romains montrant la continuité de l'occupation humaine et du maillage du territoire.
Le premier jalon retenu par l'histoire apparaît avec la fondation de l'abbaye de La Sauve Majeure en 1079. Cette fondation à laquelle s'associe le duc d'Aquitaine Guillaume VIII modifie profondément le paysage local. En effet, le duc confère un privilège d'immunité à l'abbaye et un statu de sauveté au village qui pourrait se former auprès du monastère. Forte de la faveur des ducs, l'abbaye devient un chef-lieu de congrégation de grand rayonnement. Au milieu du XI^{ème} siècle, Auger de Seguin est seigneur de Rions et contribue à la dotation de l'abbaye. Le Grand cartulaire de la Sauve-Majeure relève que Guilhem Seguin cède ses possessions sur la *cour* de Bruges à la demande du duc Guillaume. En 1080, Bernard Seguin confirme la donation faite l'année précédente. Les Seguin de Rions pourraient descendre de Seguin, comte de Bordeaux et de Saintes, lieutenant de Charles le Chauve, tué par les Normands en 857, lui-même probablement parent du comte Seguin au service de Charlemagne.
En 1125, Guilhem prend le titre de Seguin I^{er} et défend, armes à la main, les privilèges de La Sauve avec d'autres seigneurs locaux face aux prétentions du seigneur d'Escoussan. Richard, fils de Seguin, s'opposera en vain à son tour à l'abbaye pour la juridiction de Corbiac. En 1198, Guilhem Seguin II assiste à la cour plénière ducale de Bordeaux. Son château est qualifié comme l'un des plus importants du Bordelais. En 1253, Guilhem Seguin III est assiégé à Rions par les troupes de Henri III d'Angleterre. En cette seconde moitié du XIII^{ème} siècle, Guilhem Seguin IV prend le titre de baron de Rions. Sa seigneurie s'étend sur les deux rives de la Garonne à Virelade, Cérons, Barsac, Illats, Bommes et Loupiac. Malgré l'importance des revenus produits par *l'honneur* de Rions ainsi que les *graves* et les pêcheries du port de Langoiran, de l'ordre de 1500 sous, les besoins en trésorerie sont importants et le noble baron est contraint d'affermer ses récoltes à un bourgeois, Arnaud de Castet, pour six ans en 1277.
L'histoire locale a retenu le nom d'Amanieu de Grésillac, doyen de la cathédrale d'Angoulême, évêque de Tarbes, en 1224, puis archevêque d'Auch, en 1226. Capturé en 1242 par l'empereur Frédéric Barberousse alors qu'il se rendait à un concile à Rome sur la convocation d'Innocent IV, il péri dans un cachot de Capoue. Sa dépouille fût ensevelie à la Sauve.
L'environnement de Rions a considérablement évolué. La Sauve n'est plus la grande entreprise de mise en valeur du terroir qu'elle fût jusqu'au XII^{ème} siècle et l'ordre Dominicain n'a plus toutes les faveurs, mais l'abbaye reste une grande institution très puissante et fort possessionnée dans l'Entre-deux-Mers. La vigne a été développée à défaut d'avoir été réintroduite au XII^{ème} siècle. La puissante famille de Grailly détient la vicomté de Benauges à l'imposante forteresse et ne cesse d'accroître ses possessions en Aquitaine. Jean de Grailly, le fameux captal de Buch, sénéchal de Guyenne, fonde la bastide de Cadillac, à moins de 5 kilomètres au Sud, qu'il dote de

coutumes en 1280. La petite citée est ceinturée de murs de pierres entre 1315 et1330, preuve de sa vitalité. Les Escoussans s'emparent de Langoiran et y édifient un château en cette même période.

La fin du XIII^{ème} siècle est néfaste pour Rions et ses barons. La ville est prise en 1293 par l'armée du roi de France commandée par le connétable Arnoult, puis reprise par Edouard.I^{er} l'année suivante avant d'être à nouveau assiégée et reprise par un corps d'armée français mené par Charles de Valois et Raoul de Nesle. Ce dernier siège fut particulièrement sanglant puisque la garnison anglo-gascone est exécutée ainsi que les chevaliers, les gentilhommes et les officiers. La ville et le château sont détruits. En 1313 Seguin IV meurt sans avoir pu reconstruire son château. Guillaume Seguin V obtient d'Edouard II l'autorisation d'entourer la ville de murailles mais finit par renoncer à son projet et vend sa seigneurie en 1317 à Bérard. d'Albret, seigneur de Vayres, de Vertheuilh et de Gironde, le plus jeune des fils d'Amanieu VII, sire d'Albret, au service d'Edouard II alors que son père est partisan du roi de France Charles IV.

Il s'en suit un procès entre Guillaume Seguin et Bérard qui s'achève, en 1327, en faveur de ce dernier. La vente par inféodation attribue la totalité des terres et le droit de Justice aux Albret.

Rions entre définitivement dans les domaines des Albret qui sont entrés en possession de Bazas et de Tartas au XIII^{ème} siècle. Localement les seigneuries de Gensac et de Castelmoron sont acquises, en 1321, par mariage par Bernard d'Isy, frère aîné de Bérard, à qui échoit le titre de sire d'Albret en 1326.

Bernard d'Isy est un haut personnage du parti anglo-gascon. En 1338, son frère Bérard entame des négociations pour qu'il ralie le parti d'Edouard III. Celui-ci lui octroie les châteaux et châtellenies de Saint-Macaire, Blaye et Bourg, en manière de compensation des pertes possibles de ses domaines de Meilhan, Casteljaloux, Nérac et Labrit exposés aux attaques des Français ou de Gaston II, comte de Foix, leur allié. Bernard d'Isy est chargé de signer une trêve avec Philippe VI de Valois le 5 avril 1342 puis, le 23 juillet, un traité avec Alphonse XI de Castille. En 1344, il est chargé d'organiser le mariage de la fille d'Edouard, Jeanne, avec le fils d'Alphonse. En 1350, il met en gage ses biens pour venir au secours de Poitiers assiégée par le roi de France Jean I° le Bon. Il reçoit en dédommagement du roi-duc une pension annuelle de 645 livres.

En 1325, les affrontements de la guerre de la Saint-Sardos en Agenais réveillent les tensions latentes entre les couronnes de France et d'Angleterre.

La ville reçoit ses coutumes du roi Philippe de Valois, en 1328. Vers 1329, les Cordeliers implantent leur couvent à l'Est du prolongement du faubourg méridional qui s'est développé le long de la rue de Lavidon et de la rue Judaïque. Il y occupe jusqu'à la Révolution une surface importante. Face au couvent, la ville gère l'hôpital Saint-Etienne destiné à l'hébergement des pèlerins qui se maintiendra jusqu'au XVII^{ème} siècle.

La création d'une enceinte devient capitale pour restaurer le prestige de la cité et assurer sa protection. Bernard d'Isy obtient des subsides du roi-duc et l'édification est entreprise en 1330. Le tracé enveloppe la citée romane et inclus le faubourg mais exclu le couvent et l'hôpital comme il est alors d'usage.

Les remparts adoptent donc la forme allongée irrégulière qui les caractérise encore aujourd'hui enfermant un polygone de 330 m. sur 170 m de profondeur ; des tours ponctuent les angles elles sont carrées du côté du fleuve, rondes ailleurs. Trois portes monumentales contrôlant le plateau sont édifiées au Nord, à l'Est et au Sud. Seule la porte orientale subsiste aujourd'hui, il s'agit de la porte du Lhyan, restaurée au XIX^{ème} siècle. Deux poternes permettent l'accès au fleuve et au port.

Au-delà de l'enceinte subsistent des constructions comme en témoignent les vestiges des XIII-XIV^{ème} siècles, au Sud de l'actuelle place d'Armes.

La guerre de Cent Ans débute dès 1337, mais ne prend réellement d'ampleur qu'à partir de 1345. Rions renforce encore ses défenses. Un système de double fossé divisé par une étroite langue de terre, dont les traces sont encore visibles aujourd'hui, est mis en place en avant de la muraille côté terre.

Le baron de Rions rallie le roi de France en 1346. Le duc de Lancaster s'empare alors de la ville. En 1368, c'est le tour d'Arnaud-Amanieu, fils et successeur de Bertrand d'Isy, de rejoindre le parti français lors de l'appel des seigneurs gascons. Las de ces combats où les grands monnaient leur appui mais qui prend souvent les cités en otage les plaçant sous l'autorité d'un camp ou de l'autre au gré des combats ou des négociations, les bourgeois s'organisent et, en 1379, Rions rejoint la ligue des «Filleules de Bordeaux» qui réuni Bourg, Cadillac, Saint-Macaire, Saint-Emilion, Libourne et Castillon. Ainsi Rions est aux mains des Français en 1404 puis repasse rapidement aux mains des Anglais.

En 1406, Henri IV d'Angleterre confisque les terres des Albret qui sont alors au service du roi de France Charles VI.

En 1420, la ville assiégée par les français est secourue par les bordelais.

En 1434, Bertrand de Monferrand, seigneur de Langoiran, et tenant du parti anglais épouse Rose d'Albret et réclame la dot de sa femme ; Rions. Sa demande est bien accueillie par Henri VI qui lui restitue la seigneurie en 1438. Mais en 1450, la baronnie est attribuée à Jean Rostaing. Dans le corps d'armée français expédié en Guyenne cette même année sous le commandement de Jean de Blois, comte de Périgord et de Penthièvre, vicomte de Limoges, figurent Amanieu d'Orval, second fils du sire d'Albret, Charles et Philippe de Culant, Poton de Xaintrailles et Jean Bureau. L'armée s'empare de Bergerac le 10 octobre puis de Gensac. La rudesse de l'hiver mit fin à la campagne. Les Anglo-gascons mettent à profit la trêve pour réinvestir les places prises par les Français.

En 1451, le siège de la ville par le Comte d'Armagnac aboutit à sa capitulation. Le 12 juin, Rions se trouve comprise dans la capitulation de Bordeaux et est baillée en garde au sire d'Albret. En 1452, les rionnais se soulèvent, permettant le retour d'une garnison anglaise. La bataille qui s'ensuit est violente et tourne définitivement à l'avantage des français. Charles VII, dit-on, assista à ce siège, après lequel il se reposa dans la grotte au pied de la citadelle qui porte aujourd'hui son nom. Le 17 juillet 1453 la bataille de Castillon met fin à la guerre de Cent Ans.

Dès ce mois de juillet 1453, les biens confisqués par le roi d'Angleterre sont restitués au sire d'Albret, comte de Dreux et captal de Buch, par le roi de France.

Jean d'Albret, époux de Catherine de Foix, roi de Navarre, comte de Foix rendit hommage à son neveu le roi François I° en 1515.

Le 29 avril 1550, la sirie d'Albret est érigée en duché par lettre du roi adressée à Antoine de Bourbon, époux de Jeanne d'Albret, reine de Navarre, avec autorisation d'établir des sénéchaussées. De celle de Castelmoron ressort les justices ordinaires de Castelmoron, Rions, Gironde, Vayres, Puynormand, Pellegrue, Pessac, Gensac...

Malgré l'attachement de Rions aux Albret, la pénétration de la Réforme se fait avec difficulté probablement en raison d'une localisation périphérique sur l'Entre-deux-Mers et de l'éloignement de Sainte-Foy qui est localement la grande place protestante. En 1560, le synode de Clairac confirme la diffusion du protestantisme sur toute la région. De 1560 à 1598, ce ne sont que pillages et massacres entre les deux partis où la sauvagerie de Durfort, sire de Duras, champion des huguenots, le dispute à celle de Blaise de Montesquiou, sire de Montluc, défenseur de la doctrine catholique. Rions est infiltrée par une bande de Huguenots, qui parviennent à pénétrer dans le couvent de Cordeliers. Un pillage s'organise et la ville est rapidement prise

La paix ne fut rétablie qu'après l'accession d'Henri de Navarre, seigneur de Rions, à la couronne de France en 1589 et avec la proclamation de l'Edit de Nantes autorisant la liberté de culte dans le royaume. En 1590, le maréchal de Matignon venu de Bordeaux pour reprendre la ville, se heurta à une forte résistance et dû accorder aux rebelles une paix honorable. Ses bourgeois, soucieux de maintenir leurs privilèges entretiennent les fortifications. Edifiée à partir d'une tour maîtresse de la muraille, la citadelle renforce l'angle Nord-Ouest à partir du XVI^{ème} siècle et une échauguette est bâtie à l'extrémité Sud-Est, au XVII^{ème} siècle lors d'une reconstruction partielle de l'enceinte Au cours des XVIII^{ème} et XIX^{ème} siècles, les marais Girondins sont progressivement assainis et mis en valeur à des fins agricoles, principalement avec le développement d'un vignoble extensif. Les vallées de la Garonne et de la Dordogne vivent leur âge d'or grâce au vignoble et à la batellerie. Le port de Rions est victime de l'éloignement du fleuve et il perd de son importance au profit de celui de Cadillac dont la seigneurie qui s'est transmise, par mariages successifs, aux comtes de Foix puis aux Albret, a

bénéficié du rôle politique joué de 1598 à 1642 par Jean-Louis Nogaret de la Valette, duc d'Epernon et époux de Marguerite de Foix-Candale, puis accessoirement par son fils Bernard (1592-1661) qui fut également gouverneur de la Guyenne et seigneur de Rions. La baronnie de Rions passe ensuite à la famille de Chabannes-Curton puis à celle de Ribérac et enfin, de 1724 à 1789, aux marquis de Sallegourde.
Au XVIII^{ème} siècle, le glacis n'est plus nécessaire et deux places y sont aménagées ; ce sont les actuelles places Jules de Gères et place d'Armes.
A l'époque contemporaine, le fleuve se détourne du pied de la falaise, et le bourg n'est plus desservi que par le bras de Garonne, l'estey, encore existant aujourd'hui. Cet éloignement du fleuve et l'apparition de nouveaux modes de transports terrestres entraînent le déclin définitif de l'activité fluviale, entre les deux guerres mondiales. La ville se réorganise ; elle ignore le fleuve et se tourne vers le chemin de fer et la route qui empruntent le même chenal aux pieds des coteaux. Désormais Rions regarde vers l'intérieur des terres.
De la seconde moitié du XIX^{ème} siècle au début du XX^{ème}, la ville connaît de profondes transformations, que ce soit à l'intérieur ou à l'extérieur de ses murs, qui ne constituent déjà plus, qu'un symbole de son important passé. Les douves devenues inutiles sont divisées en parcelles et vendues à des particuliers.
Alors que la route nationale et le chemin de fer apparaissent, Rions, jusque-là confinée dans sa muraille, connaît un développement urbain important au-delà de son enceinte. S'implantant partiellement sur l'ancien glacis, la croissance urbaine de cette époque s'établit principalement au Nord et à l'Est du bourg, mais aussi le long de la nouvelle route nationale. L'école et la mairie, situées depuis 73 ans dans le même bâtiment sur la place Cazaux-Cazelet, déménagent pour leur emplacement actuel, sur la place Jules de Gères alors nivelée.
Parallèlement à cette extension urbaine extérieure, l'intérieur du bourg médiéval est modernisé. Les rues du Lhyan et de Lavidon sont élargies et alignées. Le cimetière situé en arrière de l'église est déplacé, libérant un nouvel espace public à l'intérieur des murs. La muraille est percée
Au sud-ouest du bourg, plusieurs constructions sont démolies. Enfin, les anciennes portes d'accès nord et sud sont détruites. Seule la porte est subsiste bien qu'elle menace de s'écrouler. Elle est finalement restaurée après que la municipalité ait obtenu des subsides. La porte du Lhyan et l'actuelle place du Général de Gaulle devient l'entrée principale de la ville commandant l'accès à la gare et à la route nationale.
L'évolution urbaine de la seconde moitié du XX^{ème} siècle aboutit au village que nous connaissons aujourd'hui.
Le chemin de fer disparaît vers 1930, et l'essentiel du trafic routier s'effectue par la route nationale. La création de l'autoroute A63 a permis de diminuer le transit routier local et a entraîné le déclassement de la nationale devenue chemin Départemental 10.
A la fin des années 1970, le bourg s'étend au Nord par la construction d'un imposant ensemble d'une centaine de logements ; la résidence Saint-Seurin.
L'urbanisation a poursuivi l'expansion pavillonnaire, commencée à la fin du XIX^{ème} siècle autour de la gare, entre le bourg et cette dernière et le long de la route nationale, mais surtout en continuité des hameaux anciens sur les coteaux. Plus récemment l'habitat ancien du bourg a renoué avec les faveurs de la population et la vacance a fortement reculé. Toutefois, à côté d'un habitat de caractère s'est développé un habitat médiocre promu par des marchands de sommeil.

Conclusion
Modelée au fil des siècles selon les vicissitudes de l'histoire, l'occupation du site de Rions s'est profondément renouvelée, passant d'un castrum au Bas-Empire, à une citée romane puis à une ville fortifiée gothique pour devenir un important bourg puis une petite agglomération. Autant d'étapes de son développement urbain qui ont laissé de nombreuses traces encore visibles et qui font la richesse de la commune.
Ancienne cité contrôlant un territoire rural étendu de part et d'autre de la vallée de la Garonne, Rions a perdu au fil des siècles son rôle dominant pour devenir le village que l'on connaît aujourd'hui. Si les traces du passé sont encore bien présentes, l'époque contemporaine a été à l'origine d'une profonde mutation dans le fonctionnement de la ville, qui se tourne désormais davantage vers la route et les coteaux que vers le fleuve qui s'est progressivement éloigné entraînant l'abandon du port. L'histoire du site s'inscrit autant dans la structure du bourg que dans le parcellaire de la commune, en particulier celui du palus qui a fossilisé les lits successifs de la Garonne et de ses bras

A-I-2- ANALYSE DE LA CONSOMMATION DE L'ESPACE naturels, agricoles et forestiers - généralités

<table>
<tr><td></td><td colspan="4">DONNEES DE CADRAGE</td></tr>
<tr><td>URBANISME</td><td colspan="4">P.O.S. : PLAN D'OCCUPATION DES SOLS approuvé le 27 mars 2002

SCOT Sud Gironde depuis le 1er janvier 2017, non approuvé</td></tr>
<tr><td rowspan="6">PRODUCTION DE LOGEMENTS
Période étudiée 2006/2014</td><td colspan="4">Méthode : d'après registre Permis de Construire fourni par la mairie</td></tr>
<tr><td>Logements neufs</td><td>Division de logements existants</td><td>Changement de destination</td><td>Total</td></tr>
<tr><td>59</td><td>1</td><td>14</td><td>74</td></tr>
<tr><td>80%</td><td>1%</td><td>19%</td><td></td></tr>
<tr><td>Surface de terrain</td><td></td><td></td><td></td></tr>
<tr><td>7ha33</td><td></td><td></td><td></td></tr>
<tr><td colspan="4">74 logements produits (compris dans bâti existant) sous forme de :
64 individuels (86%)
10 collectifs (14%)</td></tr>
<tr><td>INDICATEURS</td><td colspan="4"></td></tr>
<tr><td>Production de logements</td><td colspan="4">8 logts/an</td></tr>
<tr><td>Consommation de l'espace</td><td colspan="4">0ha81 / an</td></tr>
<tr><td>Densité urbaine</td><td colspan="4">Réalisation de 8 logts/an - dont 1.7 logts/an dans les bâtiments existants
soit 7 logts/an consommateurs de foncier</td></tr>
<tr><td></td><td colspan="2">Moyenne tout confondu
990m2/logement
10 logts/ha</td><td colspan="2">Moyenne réellement consommatrice de foncier
1242m2/logement
8 logts/ha</td></tr>
<tr><td>Logement individuel/ collectif</td><td colspan="2">86% de logements individuels</td><td colspan="2">14% de logements collectifs</td></tr>
<tr><td>Consommation d'espace
Bâti existant</td><td colspan="2">802% de logements consommateurs d'espace</td><td colspan="2">20% de logements créés dans du bâti existant</td></tr>
<tr><td rowspan="2">Logement social</td><td colspan="4"></td></tr>
<tr><td colspan="2">Locatif social : 42 locatifs sociaux en 2015</td><td colspan="2"></td></tr>
</table>

A-I.2.1 – ANALYSE DE LA CONSOMMATION DANS LE PLU période 2006-2014

Méthode :

Ce bilan a été réalisé pour la localisation graphique par superposition du cadastre du POS et du cadastre actuel. Pour la quantification du nombre de logements, la commune a transmis son relevé détaillé (individuel, collectif, changement de destination ou divisions de l'existant) des permis de construire délivrés, qui permettent d'apprécier le nombre et la nature des logements créés. Cette quantification est donc réelle.
La période retenue 2006/2014 correspond à celle qui est détaillée dans le registre de la mairie. Il n'a pas été possible d'avoir des données sur 10 ans.

Période 2006/2014

La consommation a été exclusivement le fait d'opération en lien avec le logement.

74 logements ont été créés sur la période 2006/2014 (9 ans) soit **10 logements/an** en moyenne dont **59** ont consommé du foncier soit **7logements/an** en moyenne.
Sur la quantité globale de logements produits :
14% des logements ont été réalisés sous forme de **collectifs**.
86% des logements ont été réalisés sous forme de **logements individuels**.

En bilan d'analyse sur la période 2006/2014, la commune montre une consommation foncière totale de **7ha33** en zone d'habitat.
Cette consommation est mise en parallèle de la production de **59 logements** sur la commune hors utilisation de bâtiments existants, sur la même période.
20% des logements sont créés dans des édifices existants.

Soit une consommation foncière :

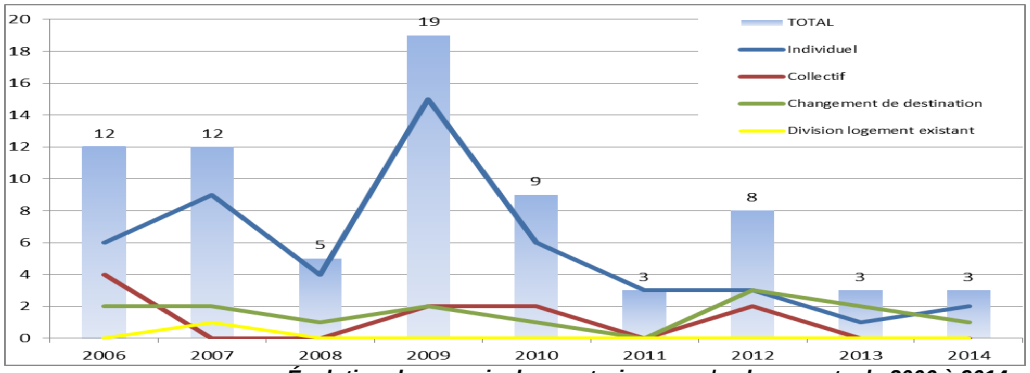
- *Moyenne tout confondu*

990m2/logement
10 logts/ha

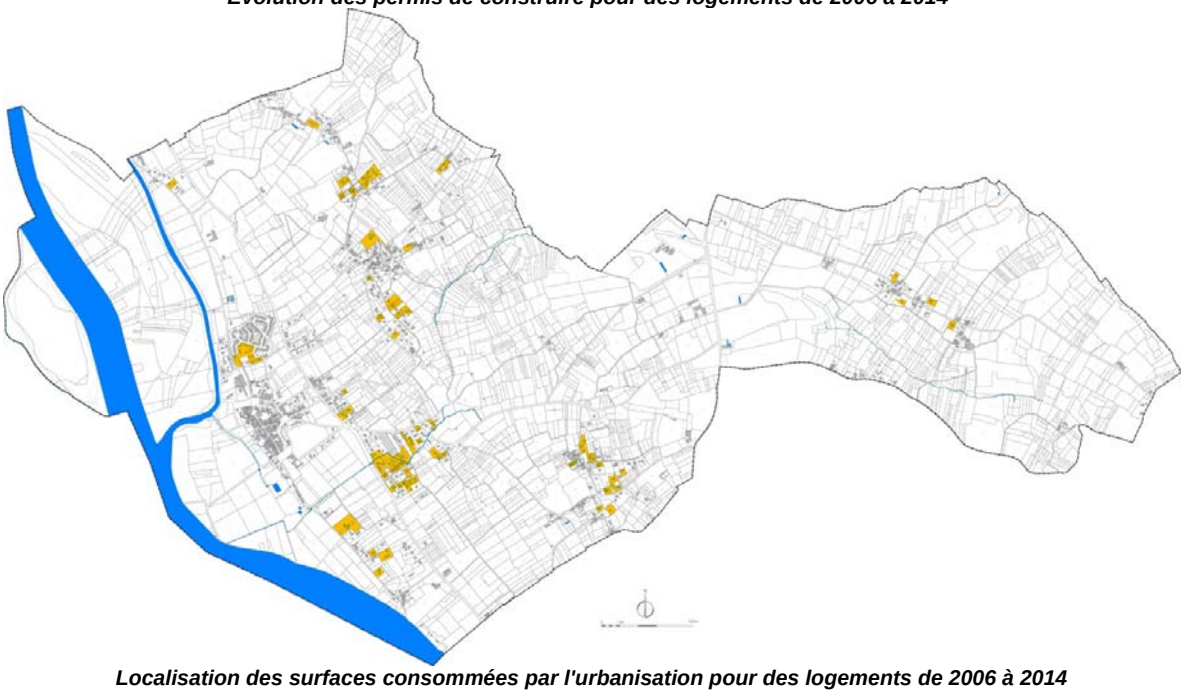
- *Moyenne réellement consommatrice de foncier*

1242m2/logement
8 logts/ha

	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014			
Individuel	6	9	4	15	6	3	3	1	2	49		
Collectif	4			2	2		2			10		59
Changement de destination	2	2	1	2	1		3	2	1	14		
Division logement existant		1								1		15
TOTAL	12	12	5	19	9	3	8	3	3	74		



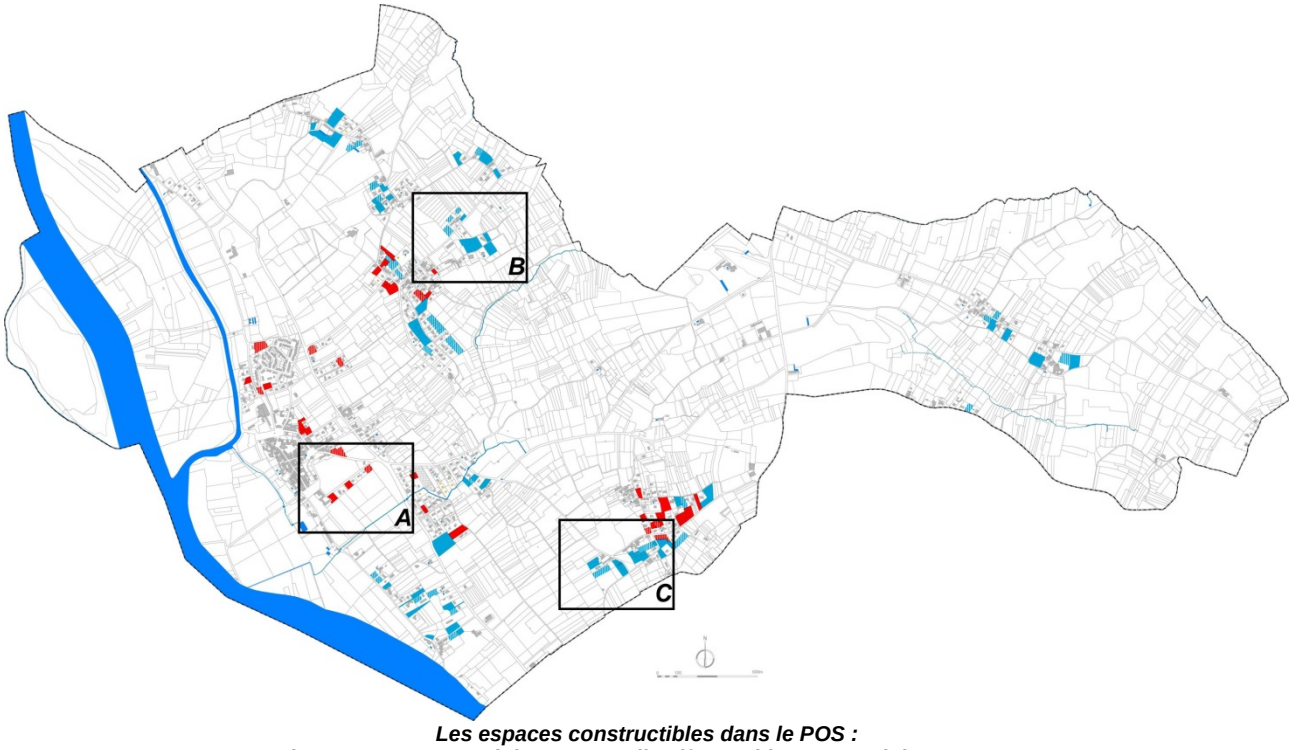
Évolution des permis de construire pour des logements de 2006 à 2014



Localisation des surfaces consommées par l'urbanisation pour des logements de 2006 à 2014

A-I.2.2 – CAPACITE DE DENSIFICATION ET DE MUTATION DE L'ENSEMBLE DES ESPACES BATIS, en tenant compte des formes urbaines et architecturales (article 139 loi ALUR)

Le POS dispose d'espaces constructibles non consommés dans lesquels des constructions peuvent être réalisées.
Il peut s'agir de parcelles entièrement disponibles mais également de terrains issus de divisions foncières.



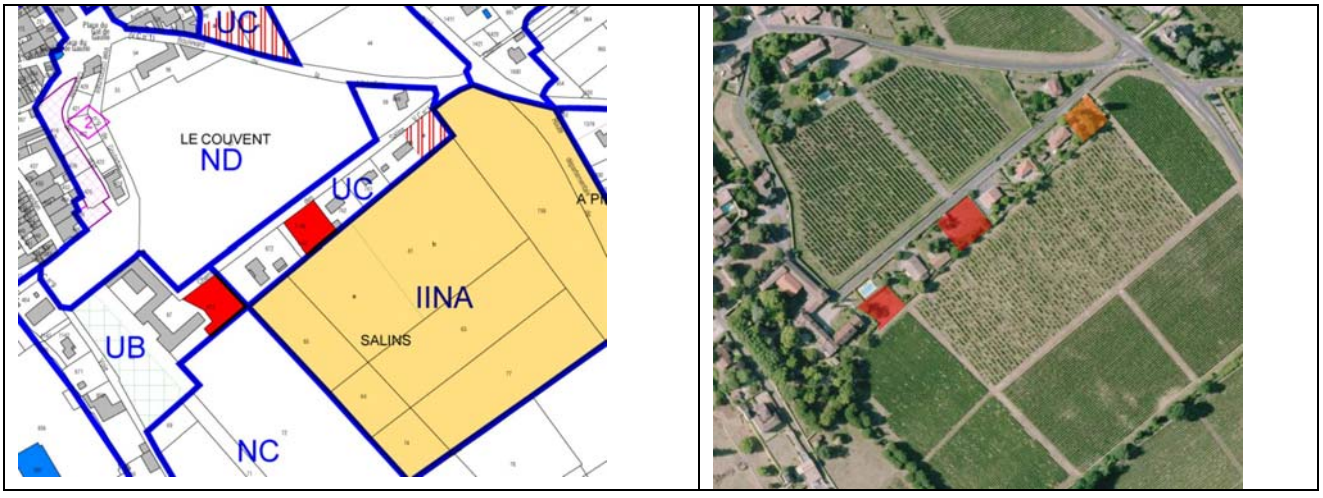
Les espaces constructibles dans le POS :
en rouge les espaces en assainissement collectif et en bleu en assainissement autonome

Cette analyse se base sur le plan de POS actuellement mis en révision, et conformément au texte de loi ALUR estime le potentiel dans les formes urbaines et architecturales existantes.
Des simulations seront faites par ailleurs afin de raisonner en termes de densification possible, voire souhaitable au regard des autres textes législatifs en vigueur.

Les terrains teintés en rouge correspondent aux terrains en assainissement collectif (zones U),
Les teintes en bleu correspondent aux terrains en assainissement autonome (dont NB)
Les teintes jaunes correspondent à des secteurs d'urbanisations futures (NA)

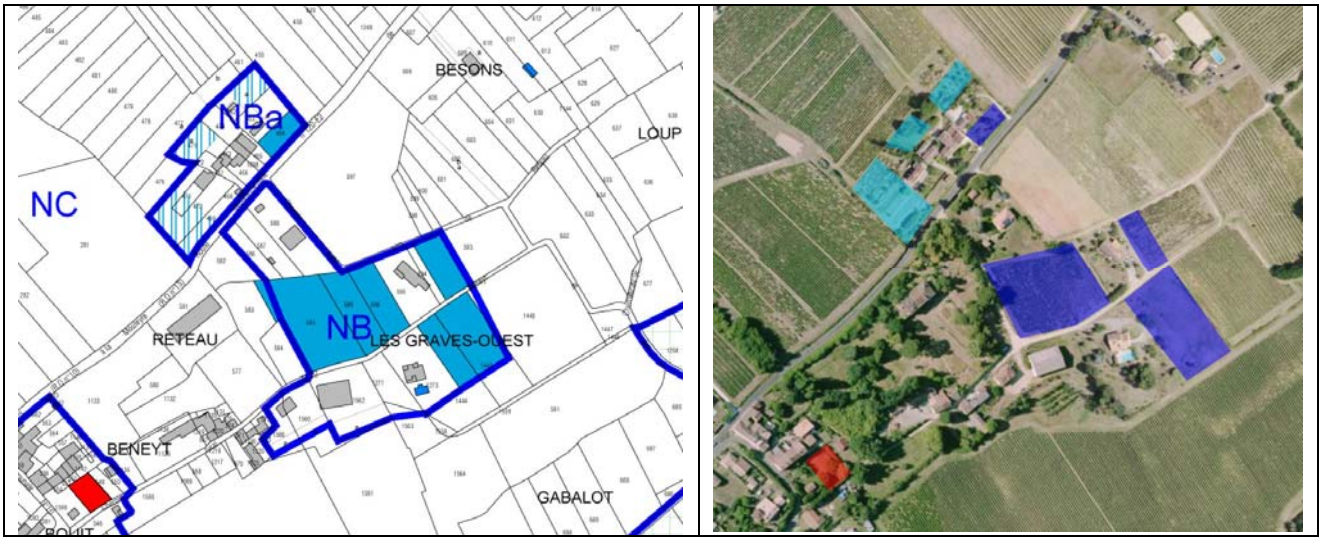
Plusieurs secteurs sont identifiés afin de réaliser des zooms illustrant les différents scénarios rencontrés sur le territoire.

Secteur A



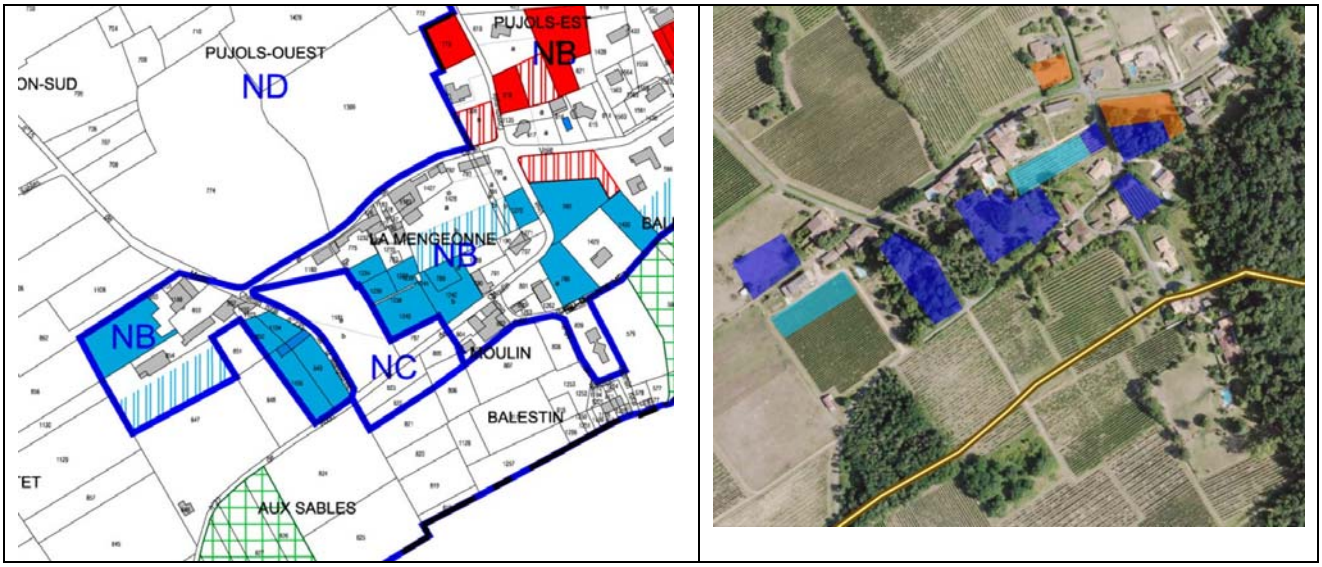
Situé proche du centre-bourg de Rions, il s'agit d'un secteur à dominante agricole.
Les terrains rouges disposent de l'assainissement collectif ce qui permet d'envisager une certaine densification.
On voit sur la photographie aérienne des espaces agricoles avec une première urbanisation linéaire sans doute en attente d'un épaississement prévue sur la zone agricole IINA.
Les terrains disponibles en zone UC sont des « dents creuses ».
L'absence de protection permet une densification sur les jardins existants par division comme le montre l'aplat orange situé sur la zone UC.

Secteur B



Situé dans l'espace Nord du territoire, les zones NB du POS n'ont pas toutes été consommées.
Des possibilités de divisions foncières (en bleu pâle sur la photo aérienne) ou des parcelles (en bleu foncé) permettent de prévoir une urbanisation sur ces secteurs actuellement en partie viticoles.
Pour information ces secteurs sont en assainissement autonome.

Secteur C



Situé au Sud Est de la commune, cet exemple montre des espaces boisés importants mais que l'absence de protection dans le POS/PLU permet d'urbaniser actuellement.
Pour information ces secteurs sont en assainissement autonome pour la partie Sud de la zone et en assainissement collectif sur la partie Nord.

LES ZONES U ET NB

	Parcelles				Divisions foncières			
	Asst Collectif		Asst Autonome		Asst Collectif		Asst Autonome	
Zones	**Surface (ha)**	**Potentiel en nombre de logements**	**Surface (ha)**	**Potentiel en nombre de logements**	**Surface (ha)**	**Potentiel en nombre de logements**	**Surface (ha)**	**Potentiel en nombre de logements**
UB	0.70	7			0.33	4		
UC	0.85	8			0.53	5	0.33	2
1NA	0.08	1						
NB	1.93	15	7.31	51	0.49	6	2.78	30
NBa			1.89	26			0.82	5
TOTAL	**3.56**	**31**	**9.20**	**77**	**1.35**	**15**	**3.93**	**37**

Dans le cadre de la loi ALUR, en tenant compte des formes urbaines et architecturales existantes :

	Surface	***Nombre de logements estimés***
Parcelles	12ha76	108
Divisions foncières	5ha28	52
Total	**18ha04**	**160**

NOTA : le lot estimé en zone 1NA dans le tableau est le dernier lot d'un lotissement réalisé

Moyenne de ***8logts/ha*** non compris les zones NA d'urbanisation future pour 8ha37 dont :

- 2ha15 en zone INA
- 6ha22 en zone IINA

Le potentiel s'établit à 160 logements.

Sur la période 2006/2014, la consommation foncière moyenne s'établit à 8logts/ha.
Sur cette base, le potentiel estimé restant dans l'emprise POS en dehors des zones NA est alors de :
18ha04 * 8logts/ha = ***160 logements en zones U et NB***

LES ZONES NA

Les zones NA représentent :
INA : 2ha15
IINA : 6ha22
Soit au total ***8ha37.***
Le potentiel sur la ***base de 10logts/ha*** (moyenne du POS) est donc de ***85 logements en*** **zones INA et IINA.**

Les zones U, NB et NA

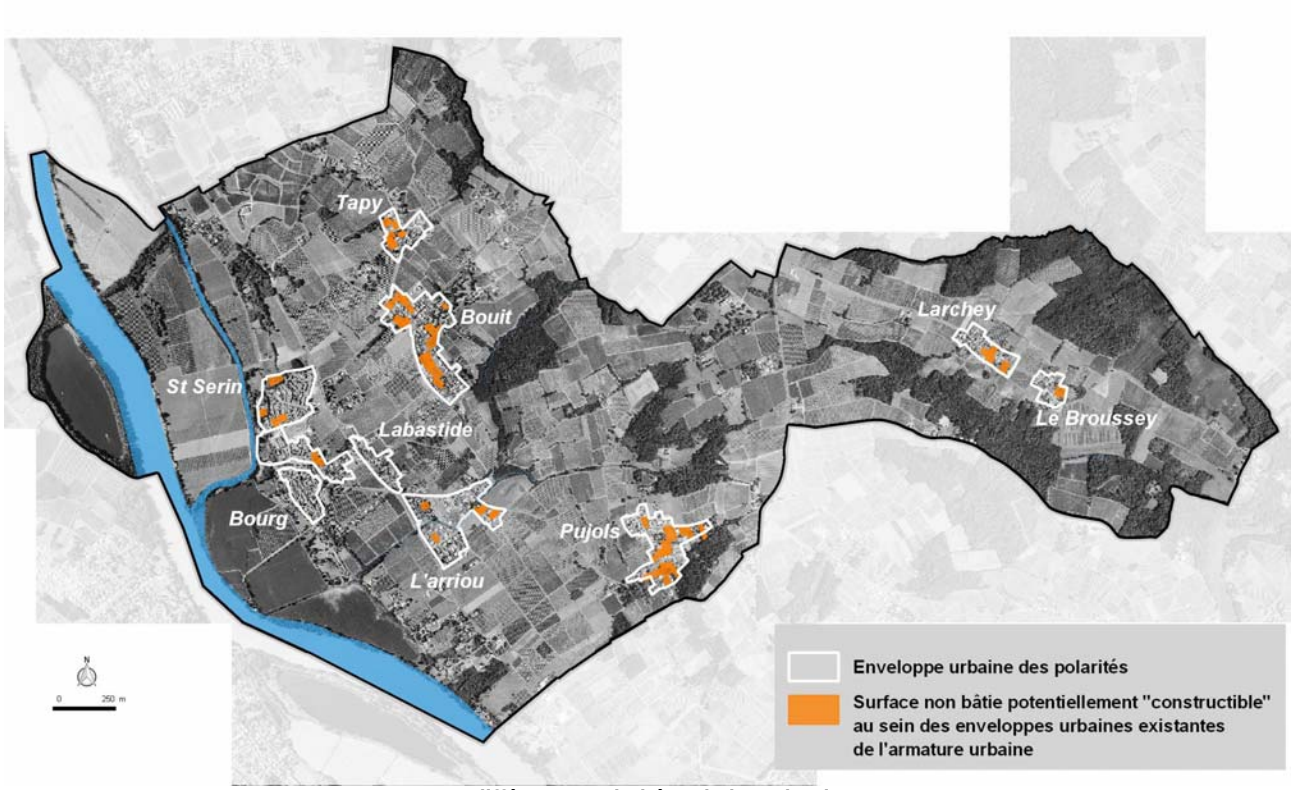
Au final l'ensemble des surfaces restant disponibles pour de la construction se répartissent entre les zones U/NB (2/3) et NA (1/3) pour un total estimé sur la base de la consommation 2006/2014 à un ***potentiel minimum de 245 logements*** pour une superficie estimée à environ ***26ha41***

A-I.2.3 – L'ARMATURE URBAINE ET L'ARTIFICIALISATION

	DONNEES DE CADRAGE
STRUCTURE DE L'ARMATURE URBAINE	Centralité du bourg et des quartiers satellites (Arriou, La bastide, St Serin) Polarités de quartier sur les collines intermédiaires (Pujols, Bouit) Quartiers plus éloignés à vocation patrimoniale importante (Larchey, Le Broussey, Tapy)
INDICATEURS	
Enveloppe urbaine bâties existante *(surface 2016)*	*59ha17*
Surfaces non bâties disponibles dans l'enveloppe urbaine bâtie existante	**TOTAL : 7ha17** Dont moins de 5% dans la centralité bourg et satellites

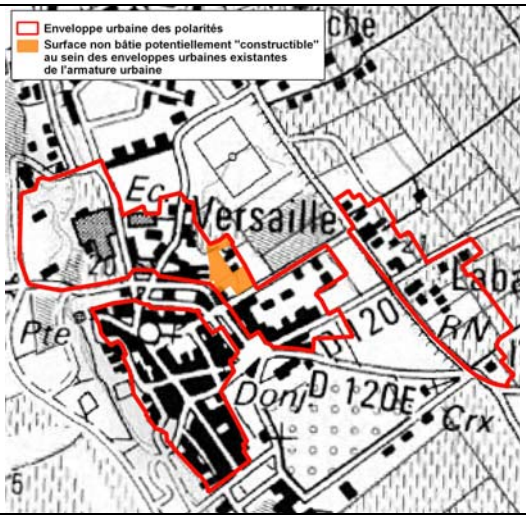
Les enveloppes urbaines des polarités *(hors secteurs d'activités)*
Les différentes polarités de l'armature urbaine existante présentent des surfaces non bâties au sein des enveloppes urbaines déterminées sur le schéma sur lequel on peut distinguer :

- La centralité du bourg
- Le quartier Saint Serin rattaché à la centralité du bourg
- Le quartier Labastide - L'Arriou rattachés à la centralité du bourg
- Le quartier Bouit, quartier constitué par un groupe d'habitations importants
- Le quartier Pujols quartier constitué par un groupe d'habitations importants
- Le quartier Tapy, petit groupe d'habitations
- Le quartier Larchey, petit groupe d'habitations
- Le quartier Broussey, petit groupe d'habitations

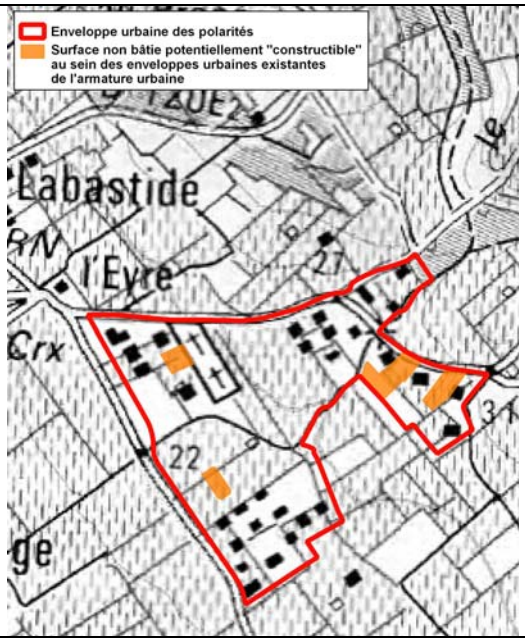


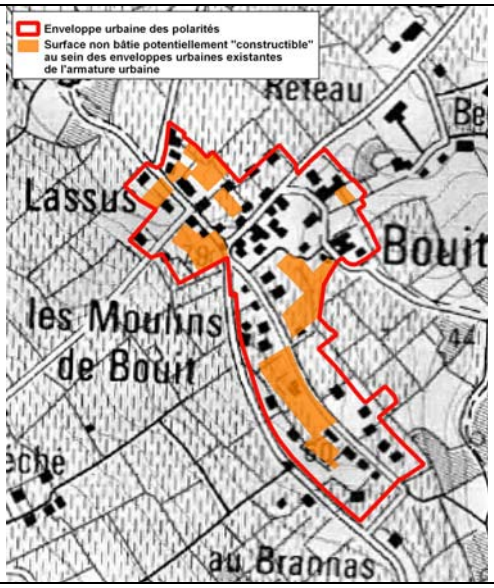
Les différentes polarités urbaines de Rions

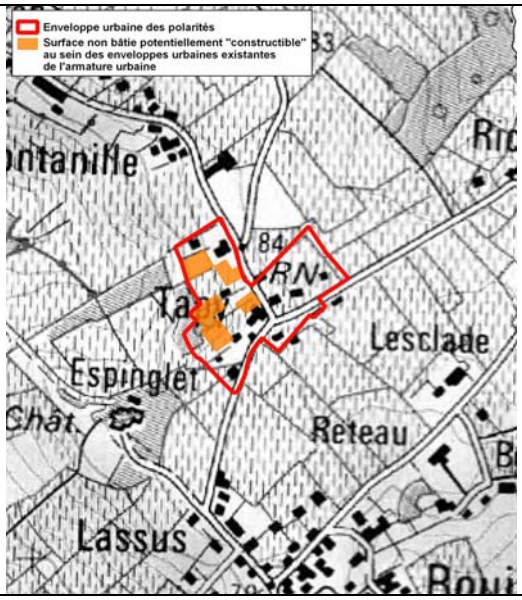
Fond de plans IGN non à jour du bâti existant à la date d'arrêt du PLU

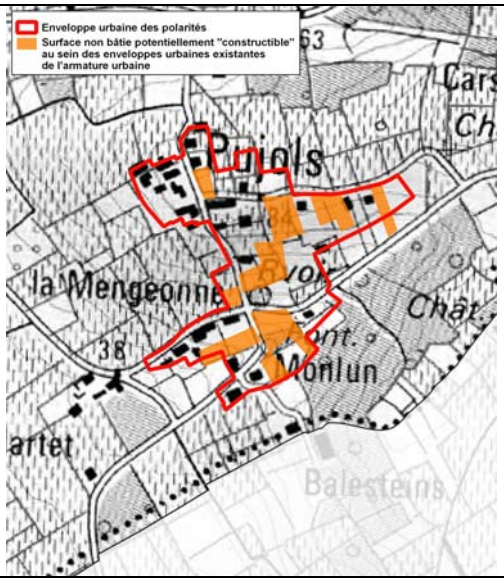
CENTRALITE DU BOURG	
Surface enveloppe urbaine existante de l'armature urbaine (2015) : 12ha26 *Correspondant au bourg médiéval il est caractèrisé par une armature urbaine dense dans laquelle il y a très peu de potentiel constructible.* Surfaces non bâties potentiellement « constructibles » au sein des enveloppes urbaines existantes de l'armature urbaine (hors zone boisée, paysagère d'intérêt et hors zone non équipée) ***: 0ha30*** *NB : les zones inondables et le fossé périphérique à la cité médiévale sont des espaces libres non constructibles de fait*	

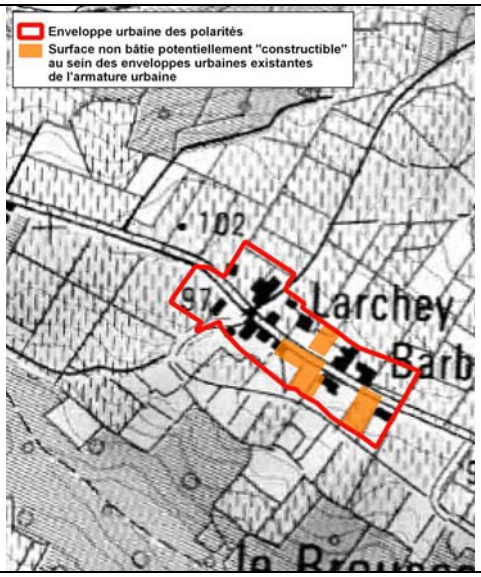
QUARTIER St SERIN	
Surface enveloppe urbaine existante de l'armature urbaine (2015) : 7ha04 *Ce lotissement très proche du bourg constitue actuellement un espace urbain insulaire construit d'une seule pièce.* *Seulles quelques terrains restent mobilisables.* Surfaces non bâties potentiellement « constructibles » au sein des enveloppes urbaines existantes de l'armature urbaine : ***0ha54***	

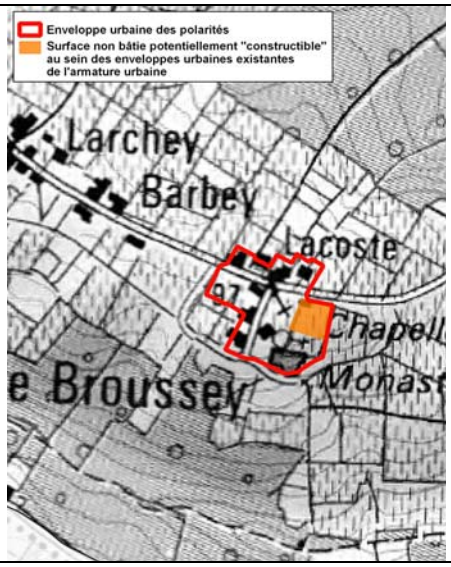
QUARTIER L'ARRIOU	
Surface enveloppe urbaine existante de l'armature urbaine (2015) : 10ha25 *C'est avec le bourg et St Seurin le troisième secteur de centralité urbaine, dans la plaine et sur l' 'axe principal de circulation.* *Quelques « dents creuses » peuvent être constatées au sein de ce quartier.* Surfaces non bâties potentiellement « constructibles » au sein des enveloppes urbaines existantes de l'armature urbaine ***: 0ha56***	

QUARTIER BOUIT	
Surface enveloppe urbaine existante de l'armature urbaine (2015) : 11ha33	
Issu d'une urbanisation ancienne ce quartier s'est également développé récemment en particulier le long de l'axe et grace à la mise en place de l'assainissement collectif sur une partie. *Son empise actuelle dévoile en quelque sorte des terrains qui se situent dans son enveloppe urbaine.* Surfaces non bâties potentiellement « constructibles » au sein des enveloppes urbaines existantes de l'armature urbaine : ***2ha25***	

QUARTIER TAPY	
Surface enveloppe urbaine existante de l'armature urbaine (2015) : 3ha70	
En continuité de Bouit c'est également un ancien encrage urbain, dans lequel se situent quelugs « dents creuses » Surfaces non bâties potentiellement « constructibles » au sein des enveloppes urbaines existantes de l'armature urbaine : **0ha60**	

QUARTIER PUJOLS	
Surface enveloppe urbaine existante de l'armature urbaine (2015) : 8ha75	
Après Bouit le quartier Pujols est l'autre quartiers important situé sur les collines, lui aussi avec un ancrage ancien et la mise en place d'un assainissement collectif sur une partie qui a permis son développement. *De nombreiuses « dents creuses » se situent dans son enveloppe actuelle.* Surfaces non bâties potentiellement « constructibles » au sein des enveloppes urbaines existantes de l'armature urbaine : **2ha09**	

QUARTIER LARCHEY	
Surface enveloppe urbaine existante de l'armature urbaine (2015) : 3ha60 *Plus élmoigné de la centralité du bourg ce secteur atteste d'une occupation ancienne mélée à des maisons plus récentes. Des effets de « dents creuses » sont signalées dans son emprise urbaine.* Surfaces non bâties potentiellement « constructibles » au sein des enveloppes urbaines existantes de l'armature urbaine : **0ha57**	

QUARTIER LE BROUSSEY	
Surface enveloppe urbaine existante de l'armature urbaine (2015) : 2ha24 *Le site du Brousey est particulier du fait de la présence du Monastère et de ses abords.* *Le lieu est ancien, patrimonial et une parcelle attenante au monastère peut constituer un potentiel compte tenu de sa situation.* Surfaces non bâties potentiellement « constructibles » au sein des enveloppes urbaines existantes de l'armature urbaine : **0ha26**	

Quartier	*Surface enveloppe urbaine*	*Potentiel*	*%*
le bourg	12,26	0,30	*2,45*
St Serin	7,04	0,54	*7,67*
L'Arriou	10,25	0,56	*5,46*
Bouit	11,33	2,25	*19,86*
Tapy	3,70	0,60	*16,22*
Pujols	8,75	2,09	*23,89*
Larchey	3,60	0,57	*15,83*
Le Broussey	2,24	0,26	*11,61*
Total	***59,17***	***7,17***	***12,12***

Bilan

- ***La centralité du bourg avec St Serin et L'Arriou***
  compte 1h40 de disponibilité sur une enveloppe urbaine globale de 29ha55 soit ***4.74%***
- ***Les quartiers Bouit Tapy et Pujols***
  disposent d'une enveloppe urbaine de 23ha78 pour une disponibilité foncière de 4ha94 soit ***20.77%***
- ***Larchey et Le Broussey***
  sur une enveloppe urbaine de 5ha84 dispose de 0ha83 de disponibilité soit ***14.21%***

Ce sont dans les espaces intermédiaires des collines, sur les quartiers en partie équipés de l'assainissement collectif que la disponibilité foncière est la plus forte dans les enveloppes urbaines existantes.
La centralité du bourg et de ses quartiers satellites disposent dans leur enveloppe urbaine de la plus faible disponibilité foncière.

Synthèse / Enjeux
Questionnements spécifiques au territoire

Synthèse

La commune a produit 8logts/an (2006/2014) soit un total de 59 logements neufs et 15 logements issus de la restructuration du parc (gisement très faible aujourd'hui)
86% de logements individuels et 14% sous forme de logement collectif.
La production de logements atteint 8logts/ha en neuf.
La consommation foncière moyenne annuelle est de 0.81ha.
Il reste un potentiel d'environ 26.5ha de surfaces constructibles non consommées dans le POS actuel (dont 8ha environ en zone NA).
Une grande partie de ce potentiel s'inscrit dans les enveloppes urbaines existantes, pour environ 7ha et fait l'objet d'une forte rétention foncière, ces terrains étant constructibles depuis plus de 30 ans.

Les enjeux du PLU / Questionnements spécifiques au territoire

Réduire la consommation de l'espace et augmenter les densités de constructions :

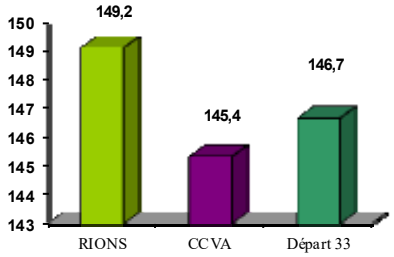
		DONNEES DE CADRAGE
	ECHELLE COMMUNALE **RIONS**	***ECHELLE INTERCOMMUNALE*** **Communauté de Communes Vallon de l'Artolie**
POPULATION		
Repère historique	1806 . : 1520 habitants 1954 : 825 habitants	
Population INSEE	**1589** habitants en 2012 18% de la population communautaire 149habt/km2	**8987** habitants en 2012 145hab/km2
LOGEMENTS		
Nombre total	**733**	**4149**
résidences principales au 01/01/2012	**90.3%**	**89.9%**
résidences secondaires en 2012	**3.4%**	**3.1%**
logements vacants	**6.3%**	**7.0%**
locatif	**36%**	**30%**
HLM/Logt Social	**?**	**?**
DYNAMIQUE		
Population	**+11 à 12 habitants/an** en moyenne Période 1999/2012	+79 à 80 habitants/an en moyenne
Logements	**+ 8 à 9 logements principal /an** Période 1999/2012	+ 56 logements principal/an en moyenne
Propriété/ Locatif	**2 logements en propriété pour 1 locatif**,	3 logements en propriété pour un locatif environ
Soldes	**Solde naturel positif** depuis 1975	
Indice de jeunesse		
Ménages	**651 ménages en 2012** 2.4personnes/ménage	
Impact du logt/habts	**1logt = 0.4habitant**	
Ancienneté *Propriétaire* *Locataire*	 18 ans 9 ans	

Sources : Insee, RP1968 à 1990 dénombrements - RP1999, RP2009, 2012 exploitations principales, Sysdau

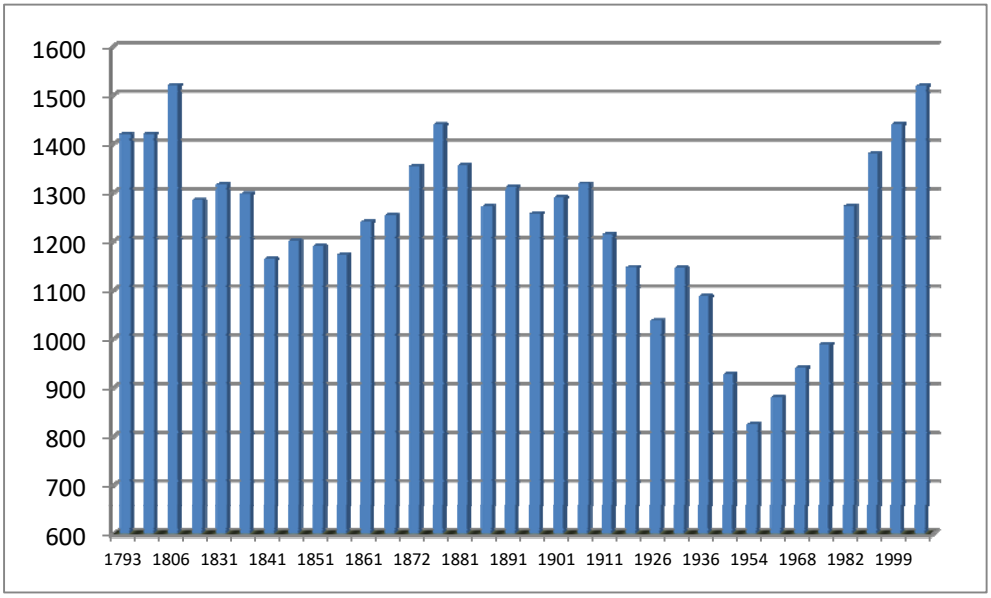
Une communauté de communes marquée par un développement à la périphérie de la CUB: 1 %/an entre 2007 et 2012 : Rions se situant à 0.7% par an.

1 583 habitants au premier janvier 2013, (1589 en 2012, 1 533 habitants en 2011) soit 17% de la population de la communauté de communes (8987 habitants en 2012). La commune s'inscrit dans un contexte communautaire présentant un développement sensible (+13% entre 1999 et 2012), alors que la CUB se situe sur une progression de 9% et que les communes hors CUB se situent à 11%.

Environ **149 habitants au km²**, une densité moyenne équivalente à la moyenne communautaire.



Densité de population en 2012en nombre d'habitants au Km²



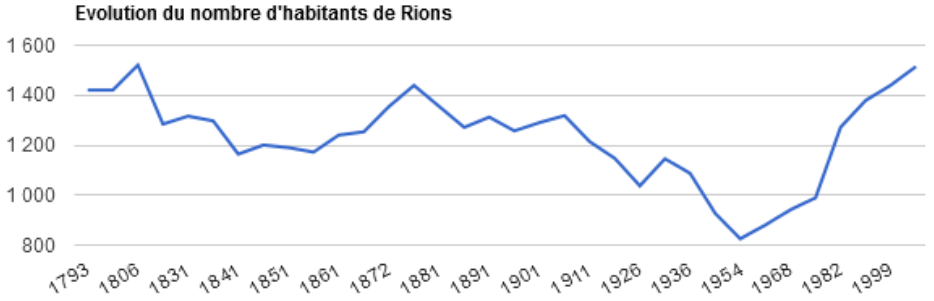
Histogramme de l'évolution démographique

A-I.3.1 – EVOLUTION DE POPULATION

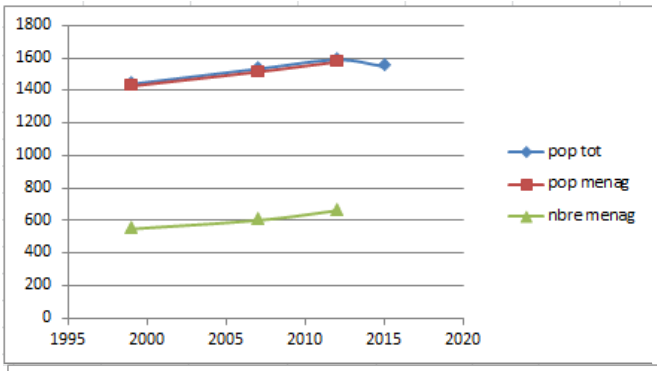
Sources : Insee, RP1968 à 1990 dénombrements - RP1999 et RP2009, 2012 exploitations principales.

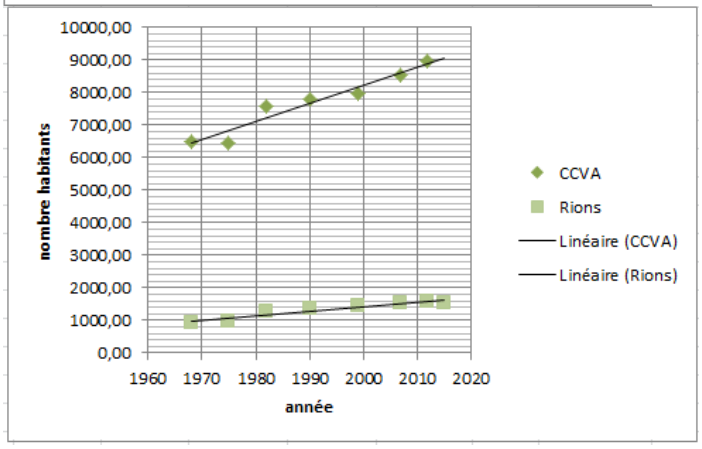
La commune a montré une démographie alternant des phases de régression et de croissance jusqu'en 1954 où elle a atteint son minimum démographique (825 habitants). Depuis la croissance s'est installée.
Cette croissance atteignant 11 à 12 habitants/an entre 1999 et 2012. Entre 2007 et 2012, la commune gagne 56 habitants. En 2015, les données affichent un recul démographique: 1548 habitants, soit 41 habitants de moins qu'en 2012.
Entre 2007 et 2012, la commune accueille près de 12 ménages nouveaux par an.

Avec 1520 habitants en 1806, Rions a montré un déclin démographique global jusque en 1954 où elle atteint son minimum historique en 1954 (825 habitants). Depuis la reprise démographique est constante. La commune a dépassé son maximum historique dans les années 2004.



La commune se développe à un rythme moyen annuel de l'ordre de 11 à 12 habitants, ce qui correspond à près de 12 ménages nouveaux par an sur 2007/2012.Le recensement provisoire de 2015 indique une population de 1548 habitants, soit une réduction de 41 habitants depuis 2012 (-13 à 14 habitants par an). Cette diminution s'explique par l'absence de mise sur le marché de terrains et de disponibilités pour des logements nouveaux.



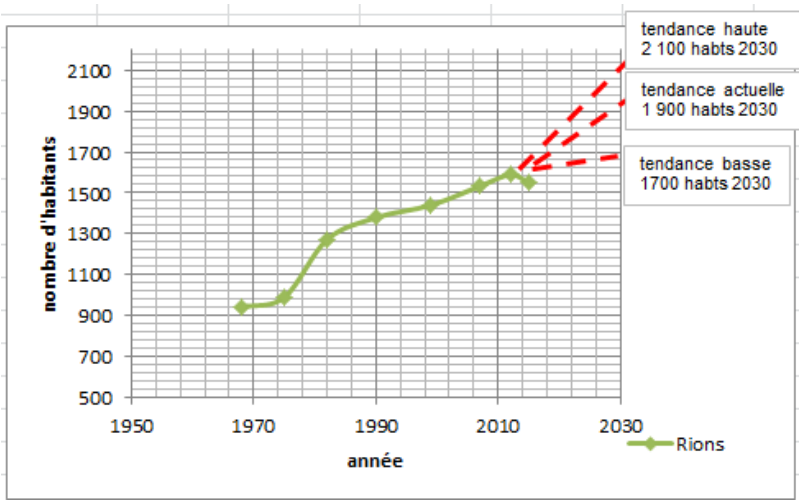


Évolution démographique comparée RIONS, CCVA

Sur la commune, la différence entre la population totale et la population des ménages est de l'ordre d'une douzaine de personnes (communauté religieuse).

	1999	2007	2012	2015
Population totale	1440	1533	1589	1548
Population des ménages	1428	1515	1576	
Nombre de ménages	549	602	662	

Plusieurs scénarii peuvent être envisagés :



2030: la tendance « médiane » qui correspond au scénario actuel (jusqu'en 2012), montre un phénomène qui atteindrait les 1900 habitants

La commune a subi un retard qu'elle souhaite rattraper, le contexte territorial élargi montrant une attractivité indiscutable.
Du fait de la dynamique globale du territoire, en progression démographique, et de la situation particulièrement accessible de Rions (axe de desserte du transport collectif vers la métropole Bordelaise), des scénarios de croissance sont esquissés, au regard de ce qu'un PLU pourrait offrir comme possibilité de développement qui n'étaient alors pas présentes dans le POS.

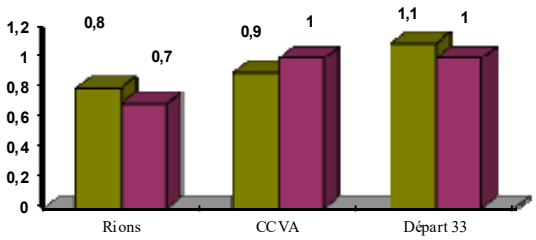
	1968	1975	1982	1990	1999	2007	2012	2015
CC Vallon de l'Artolie	6503	6470	7570	7775	7951	8531	8987	
Rions total	941	989	1272	1379	1440	1533	1589	1548
Evolution moyenne inter-recensement pop totale		+6 à 7/an	+40 à 41/an	+13 à 14/an	+7/an	+11 à 12/an	+11/an	-13/an
RIONS population ménages					1428	1515	1576	
Evolution moyenne inter-recensement pop ménage						+87 soit +11/an	+61 soit 12/an	
Diifférentiel pop totale/pop ménage					12	18	13	

Les Variations

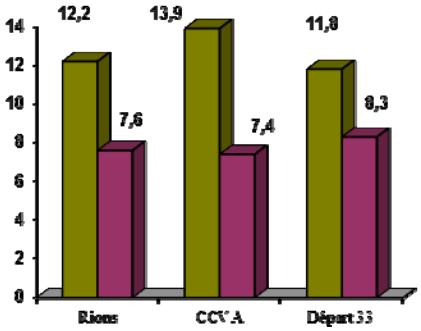
Une progression démographique traduite par un rythme annuel avec 0.7%/an de variation sur la commune de Rions entre 2007 et 2012 (contre 0.8%/an entre 1999 et 2007). Le solde naturel contribue majoritairement au phénomène démographique. Une natalité favorable qui s'inscrit dans les phénomènes moyens. La donnée 2015 montrant une population en recul (1548 habitants) devra être interprétée en fonction du maintien de cette tendance et des autres indicateurs d'analyse non disponibles aujourd'hui.

Rions, contrairement au phénomène communautaire moyen, présente une légère régression du taux moyen annuel de variation entre les périodes 99/2007 et 2007/2012, de l'ordre de -0.1%. Cette progression est en grande partie due aux apports naturels.

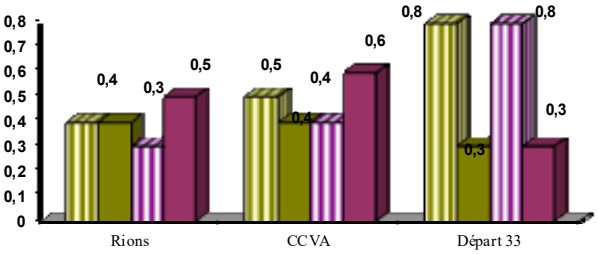
Le solde naturel contribue ainsi à la croissance car il est positif à l'instar du phénomène moyen communautaire.



Taux moyens annuels de variation depuis 1999
En vert : 1999/2007, en violet : 2007/2012

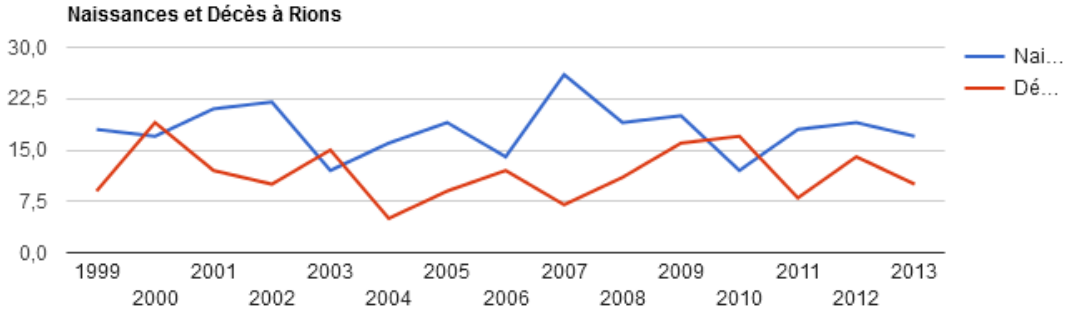


Taux de natalité (vert) et de mortalité (violet) 2007/2012



Contribution des soldes dans la variation moyenne annuelle
En vert : 1999/2007, en violet : 2007/2012
En rayé : migratoire, En uni : naturel

Le taux de natalité est de l'ordre de 12.2 pour mille entre 2007 et 2012 contre 11.7 pour mille entre 1999 et 2007. Ce taux après avoir diminué de 1975 à 2007, progresse depuis les années 2007 égale le niveau de 1990/1999 (12.2). La mortalité reste faible: elle est de 7.6 pour mille dans cette période et est relativement stable depuis 1990. La commune se place dans une situation équivalente au contexte moyen communautaire.



En 2014 12 décès pour 19 naissances

Variation annuelle moyenne de la population en %	1968 à 1975	1975 à 1982	1982 à 1990	1990 à 1999	1999 à 2007	2007 à 2012
Rions	0,7	3,6	1	0,5	0,8	0,7
CC Vallon de l'Artolie	-0,1	2,3	0,3	0,2	0,9	1
Gironde	0,7	0,9	0,9	0,7	1,1	1

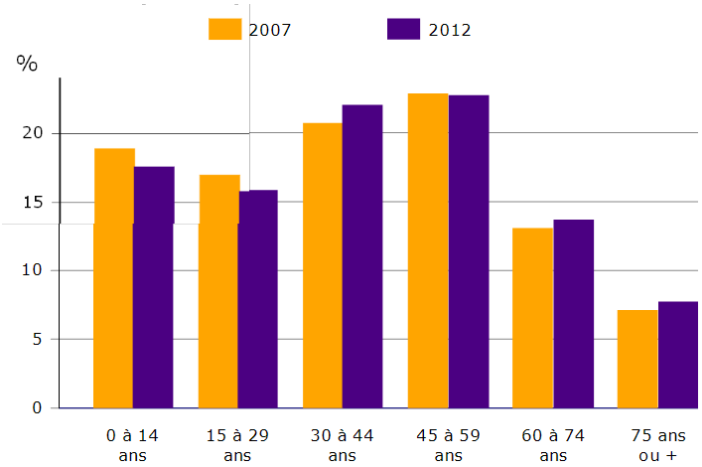
Variation annuelle moyenne communale de la population en %

A-I.3.2 – STRUCTURE DE LA POPULATION

Sources : Insee, RP1968 à 1990 dénombrements - RP1999 et RP2007, 2012 exploitations principales.

La structure par âge

La structure par âge communale montre une population moins jeune que la moyenne communautaire. Un territoire toutefois marqué par un rajeunissement sensible.
Près de 33.6% de la population a moins de 30 ans en 2012 sur la commune, soit plus d'un tiers des habitants.



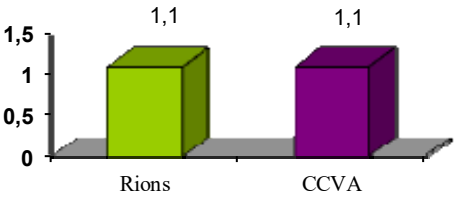
Population communale par grandes tranches d'âge

En 2012, 33.6% de la population a moins de 30 ans; le chiffre communautaire est de 34,6% ; 15.2% d'habitants ont plus de 65 ans en 2012 (15.4 sur l'intercommunalité)..

Une structure démographique en rajeunissement montrant une progression des tranches 0-14 ans qui est à confirmer.

L'indice de jeunesse

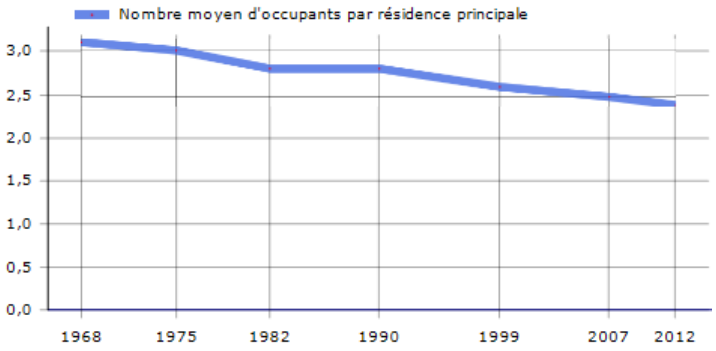
L'indice de jeunesse illustrant le rapport entre la tranche d'âge 0-19 ans et 60 ans et plus, s'élève à 1,1 soit le chiffre d'équilibre (1). La situation communale est semblable au contexte moyen de l'intercommunalité (1.1).



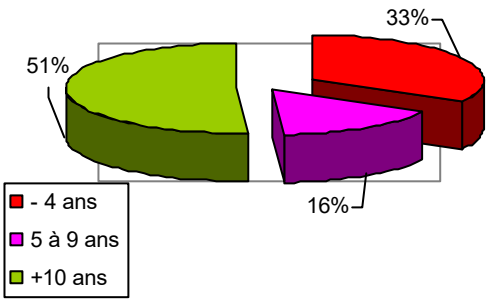
Les ménages

La réduction de la taille des ménages est la conséquence du vieillissement et des changements sociaux. La taille des ménages s'est réduit de près d'une demi-personne entre 1968 et 2012 : 2,4 personnes en 2012 contre 3,8 en 1968.

La taille des ménages
En 2012, la commune compte 662 ménages soit 60 ménages de plus qu'en 2007 alors que la population des ménages augmentait de 56 habitants. La population augmente donc moins vite que le nombre de ménages.
La taille moyenne des ménages est passée de 3,1 personnes en 1968 à 2.4 en 2012.



Nombre moyen d'occupants par résidence principale- à RIONS 1968/2012



Ancienneté d'emménagement des ménages en 2012

	Nombre de ménages	Part des ménages en %	Population des ménages	Nombre moyen de pièces par	
				logement	personne
Ensemble	**662**	**100,0**	**1 576**	**4,6**	**1,9**
Depuis moins de 2 ans	*84*	*12,7*	*183*	*4,1*	*1,9*
De 2 à 4 ans	*135*	*20,3*	*332*	*4,2*	*1,7*
De 5 à 9 ans	*106*	*15,9*	*283*	*4,5*	*1,7*
10 ans ou plus	*338*	*51,0*	*778*	*4,9*	*2,1*

Source : Insee, RP2012 exploitation principale

Près d'un tiers de la population a emménagé dans sa résidence principale depuis moins de 4 ans ; cela correspond à 33% du nombre de ménages communaux (2.3 personnes/ménage).
Les familles installées depuis plus de 10 ans correspondent à 51% des ménages et représentent 49% de la population pour une taille moyenne de 2.3 personnes.

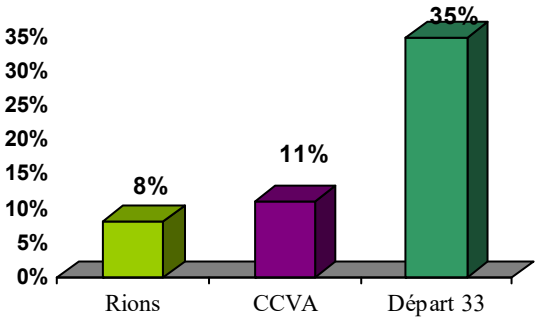
LOGEMENTS

Sources : Insee, RP1968 à 1990 dénombrements - RP1999 et RP2009, 2012 exploitations principales.

Un développement de 8 à 9 résidences principales par an entre 1999 et 2012. Une moyenne supérieure entre 2007 et 2012 avec 12 logements annuels principaux en moyenne.
Un parc de logements qui montre une proportion de près de 92% des maisons dans le parc contre 88% dans la moyenne communautaire.
Le parc secondaire est marginal ; il représente 3.4% environ du parc. Le parc vacant s'est réduit entre 2007 et 2012 de près de 35%, soit près de 5 logements par an.
En 2012, il constitue 6.3% du par cet correspond à 46 logements.

		1999	2007	2012	Évolution 2007/2012
	Population ménage	1428	1515	1576	4% soit +61 habitants 12/an
Logements	**Ensemble**	**623**	**690**	**733**	**6% soit +43 logements 9/an**
	Résidences principales	549 88.2%	602 87.2%	662 90.3%	10% soit + 60 +12/an
	Résidences secondaires et logements occasionnels	29 4.6%	17 2.5%	25 3.4%	47% soit +8 1.6/an
	Logements vacants	45 7.2%	71 10.3%	46 6.3%	-35% soit -25 -5 /an
	Maisons	nc	624 90.3%	673 91.7%	8% soit+49 10/an
	Appartements	nc	64 9.2%	61 8.3%	-5% soit-3 -0.6/an

- **733 logements** dont 662 résidences principales au premier janvier 2012 soit près de 18 % du parc de résidences principales de la communauté de communes.



- **Les résidences principales représentent 90.3%** du parc de logements, soit une proportion supérieure (89.9%) au niveau moyen communautaire. Cette proportion augmente depuis 1999.
  Le parc de logement secondaire est relativement stable et reste marginal : 3.4% du parc, soit un niveau équivalent à la moyenne communautaire (3.1%).

- Le logement vacant rassemble 6.3% (46 logements) du parc, en réduction depuis 2007 et à un niveau normal pour assurer la fluidité du marché (7% sur l'intercommunalité). Entre 2007 et 2012, le parc de logements a produit 10 maisons par an et perd 0.6 appartements par an.

- 91.7% des résidences sont des maisons en 2012, 8.3% sont des appartements ; ceci montre une différence pour Rions dans la situation moyenne communautaire (88,1% de maisons et 11.2% d'appartement en 2011).

A-I.3.3 – EVOLUTION DU LOGEMENT

Sources : Insee, RP1968 à 1990 dénombrements - RP1999 et RP2009, 2012 exploitations principales.

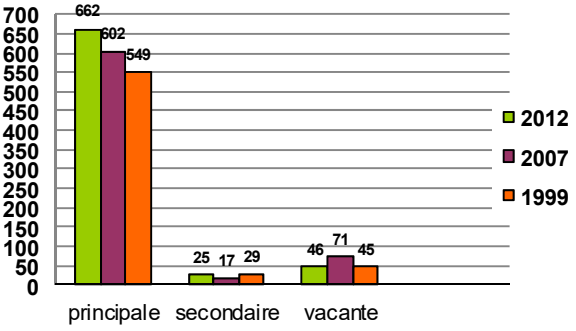
Un développement modéré : 60 résidences principales créées entre 2007 et 2012 soit près de 12 par an
Cette production correspond à 21.5% de la production sur la CCVA (279 logements soit 56 logements principaux par an).
La résidence secondaire reste marginale.

Sur la commune, la restructuration du parc semble non négligeable eu égard au fait que 5 logements vacants disparaissent chaque année (2007/2012).

Une progression de production des logements qui s'intensifie :
8 par an entre 1999 et 2007, puis 12 entre 2007 et 2012

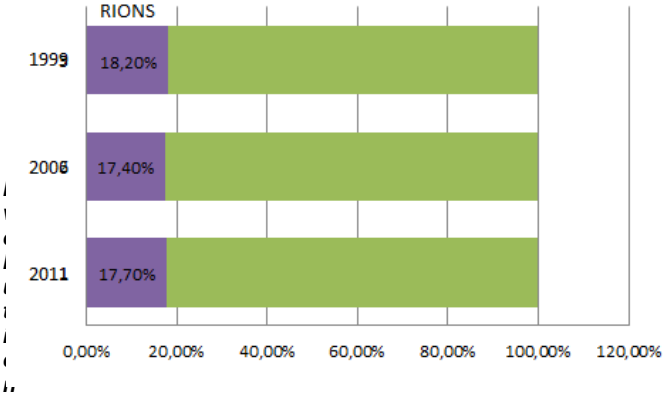
Sur la période 1999/2012, le parc communal de résidences principales augmente de 20.5% -soit 1.6%/an- contre 24% sur l'intercommunalité.

Entre 1999 et 2012, la production annuelle de logements comptabilise 8 à 9 résidences principales par an environ et moins de 1 par an pour les secondaires et vacantes.

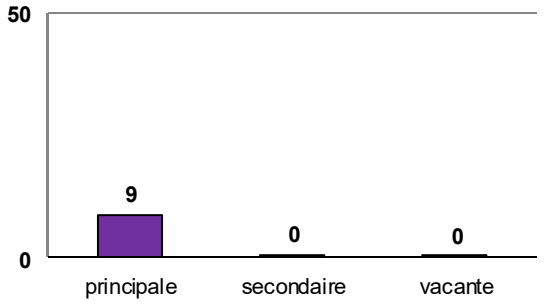


Évolution des effectifs de logements

En 2012, Rions comptabilise 17.7% du parc de résidences principales de la CCVA.
Depuis 2007, avec 12 personnes supplémentaires par an pour 12 logements principaux produits, l'impact démographique de la construction tend à monter un fort taux de desserrement des ménages.



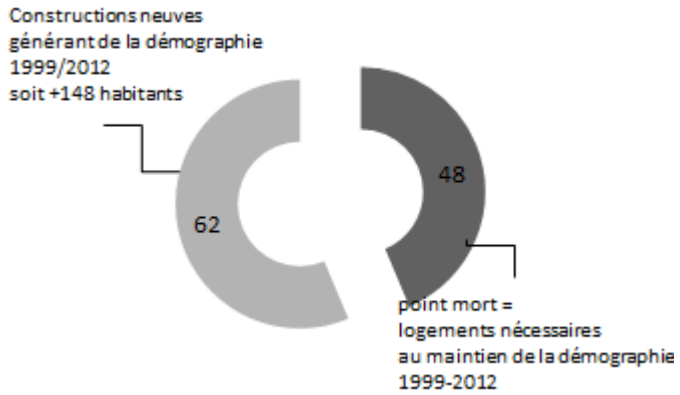
Évolution de la part des résidences principales communales dans le parc communautaire



Production annuelle de logement entre 1999 et 2012

Effet démographique des logements produits 1999/2012 (méthode du point mort)

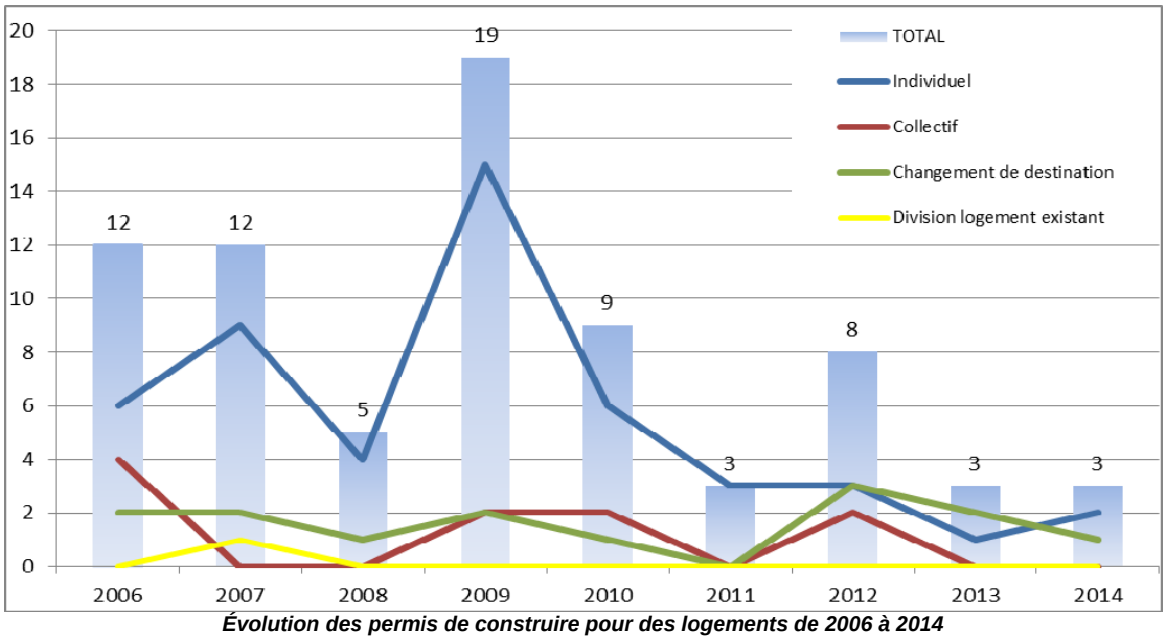
Situation 1999/2012 : +148 habitants



Entre 1999 et 2012, le point mort (le nombre de logements nécessaires à maintenir la démographie) correspondait à 48 logements sur les 110 produits, soit près de 43% du parc de logement produit.
Ce sont donc 62 logements qui ont contribué à l'évolution démographique entre 1999 et 2012: +148 habitants.

L'évolution du nombre et de la nature des permis de construire.

Entre 2006 et 2014, 74 logements sont réalisés sur la commune répartis en 86% de maisons individuelles, 14% en logements collectifs, hors réhabilitation de l'existant.



Évolution des permis de construire pour des logements de 2006 à 2014

	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014			
Individuel	6	9	4	15	6	3	3	1	2	49		
Collectif	4			2	2		2			10		59
Changement de destination	2	2	1	2	1		3	2	1	14		
Division logement existant		1								1		15
TOTAL	12	12	5	19	9	3	8	3	3	74		

***Données Sitadel* RIONS (source Dreal Aquitaine)**
Nombre de logements autorisés

	individuel	groupés	collectifs	TOTAL
2006	10	6	0	16
2007	11	0	0	11
2008	5	0	0	5
2009	10	5	0	15
2010	11	2	0	12
2011	3	2	0	5
2012	1	4	0	5
2013	0	2	0	2
2014	2	0	0	2
2015	5	0	0	5
TOTAL	**58**	**21**		**79**
Avril 2016	10	6	0	16

Entre 2006 et 2014, 74 logements ont fait l'objet de permis de construire (source registre des permis de la commune) soit un rythme annuel moyen de 8 logements. L'année 2009 fait état d'une forte progression

Plus que de logements collectifs, ce sont des logements groupés qui sont mentionnés dans les données Sitadel
Sur ce type de territoire le logement « collectif » est peu représenté, mais c'est un premier pas vers une économie d'espace substantielle et une diversification de l'offre.

A-I.3.4 – STRUCTURE DU LOGEMENT

Sources : Insee, RP1968 à 1990 dénombrements - RP1999 et RP2009, 2012 exploitations principales.

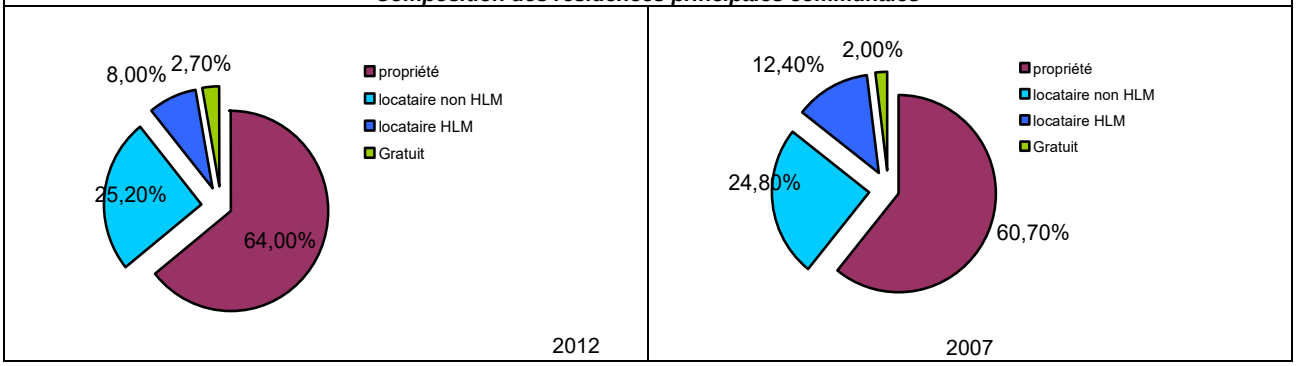
Le statut d'occupation

En 2012 :
64% des résidences principales sont occupées à titre de propriétaire sur la commune ; le chiffre communautaire est de 69.3%.
Le parc locatif HLM diminue de 29% (-22 logements) entre 2007 et 2012 mais le parc locatif privé compense globalement car la commune dispose en 2012 de 220 locatifs contre 224 en 2007.
58 logements en propriété sont créés pour 4 logements en locatif perdus entre 2007 et 2012 - dont 22 locatifs HLM
Un parc locatif important (33.2% du parc) contre 27.8% au niveau communautaire.
Un parc de logement locatif HLM notable (53 logements) ou 8% du parc principal (2.5% au niveau communautaire).

Entre 2007 et 2012, le parc locatif perd 4 unités pour les 58 logements principaux en propriété créés,. On notera que près d'un logement/an occupé à titre gratuit est créé entre 2007 et 2012. Depuis 1999, le parc locatif HLM ne cesse de se réduire passant de 84 unités à 53 unités en 2012, et ce, sans être renouvelé. L'accession sociale à la propriété est effective, mais n'est pas complétée par un dispositif de création de locatif social permettant de renouveler le parc et donc la population.

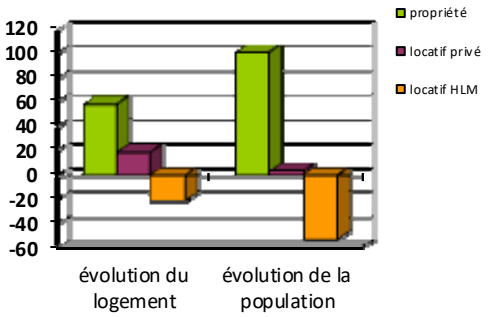
L'ancienneté moyenne d'emménagement dans le logement en 2012, est de 18 ans en propriété, 8.9 en locatif (18.8 en locatif social).

Composition des résidences principales communales



	2012			2007	
	Nombre	%	Nombre de personnes	Nombre	%
Ensemble	662	100	1576	602	100
Propriétaire	424	64	1050	366	60,7
Locataire	220	33,2	492	224	37,2
Locataire HLM	53	8	128	75	12,4
Gratuit	18	2,7	33	12	2

Résidences principales selon le statut d'occupation



Entre 2007 et 2012, les mutations du parc de logements sont importantes :

- 22 logements locatifs HLM sont transformés en logement en propriété. La production réelle de logement en propriété est donc de 38 logements soit 7 logements par an (36 +22 HLM en propriété=58).
- Dans cette période, le parc privé locatif a augmenté de 18 logements. la production annuelle de nouveaux logements en locatif est donc de 3 à 4 logements/an.
- Le logement HLM locatif a perdu 4 résidences en moyenne annuelle dans cette période.

Ainsi, entre 2007 et 2012, la commune a vu se créer le parc locatif privé, phénomène masqué par la perte des 22 locatifs HLM. Mais ce parc locatif privé a généré peu d'impact démographique.
Au global, sur la commune, la résidence en propriété a généré le plus de démographie entre 2007 et 2012.

La taille moyenne des logements est stable depuis 1999 : 4.6 pièces. Pour autant les logements très récents présentent 4.1 pièces alors que ceux de 10 ans ou plus montrent une moyenne de 4.9 pièces.

En 2012, on compte 284 logements construits avant 1946, ce qui atteste d'un patrimoine ancien notable sur ce territoire.
La plupart des appartements ont été produits avant 1946.

	Nombre	%
Résidences principales construites avant 2010	**655**	**100,0**
Avant 1946	*283*	*43,3*
De 1946 à 1990	*257*	*39,3*
De 1991 à 2009	*115*	*17,5*

Le parc social

Les données statistiques gouvernementales recensent en 2014, 43 logements locatifs sociaux.
En 2014, aucun logement n'a été attribué pour 12 demandes.

Type de logement	Nombre de logements dans cette commune	Nombre de demandes de logement en attente dans cette commune	Nombre de logements attribués dans cette commune en 2014
Chambre	0	0	0
T1	0	0	0
T2	0	3	0
T3	15	5	0
T4	26	4	0
T5	2	0	0
T6 et plus	0	0	0

Intitulé de l'organisme	Nombre de logements dans cette commune	Nombre de logements attribués dans cette commune en 2014
O.P.H. GIRONDE HABITAT	42	0
S.A. CLAIRSIENNE	1	0

Au niveau communautaire, le taux de pauvreté en 2012 est de 10.5%, relativement plus favorable que la situation départementale (12.1%). Pour repère le taux de pauvreté sur l'aire urbaine de Bordeaux est de 11.2%. La médiane des revenus fiscaux en 2012 est de 19 197 par ménage à Rions et 19 929 sur l'intercommunalité (20 930 sur l'aire urbaine de Bordeaux), montrant une situation globale de revenus plus modestes à Rions.

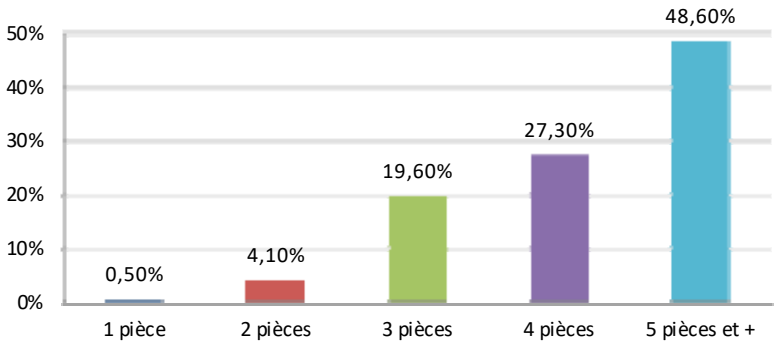
Le taux de pauvreté correspond à la proportion d'individus (ou de ménages) dont le niveau de vie est inférieur pour une année donnée à un seuil, dénommé seuil de pauvreté (exprimé en euros). L'INSEE, mesure la pauvreté monétaire de manière relative, le seuil de pauvreté est déterminé par rapport à la distribution des niveaux de vie de l'ensemble de la population. On privilégie en Europe le seuil de 60 % du niveau de vie médian.

La taille des logements

En 2012, 5 pièces en moyenne par logement pour une taille moyenne de famille de 2,4, ce qui peut traduire une certaine sous-occupation.
La taille du logement reste stable entre 2007 et 2012.
La moindre diversité du parc de résidences principales : au niveau des statuts d'occupation, de la taille des logements et du type de logement (maisons majoritaires).

- Entre 2007 et 2012, le nombre moyen de pièces en résidence principale a demeuré à 4,6 pièces. Les données communautaires montrent une taille moyenne équivalente pour la résidence principale entre les maisons composées en moyenne de 4,9 pièces et les appartements de 2.7 pièces. Sur la commune les valeurs respectives sont de 4,8 pièces par maisons et 3 pièces par appartements.

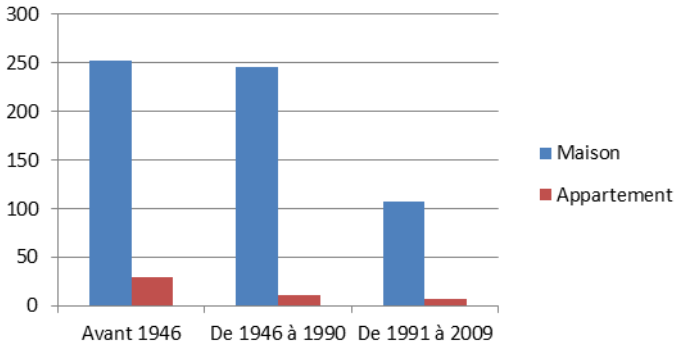
- Près de 48,6% du parc de résidences principales comporte 5 pièces et plus (contre 45,5% en 2007)



Répartition des logements communaux en fonction de leur taille

L'âge des logements

Un parc de résidences principales ancien : 43% des logements antérieurs à 1946, 39% édifiés entre 1946 et 1990 et seulement 18% entre 1991 et 2009.



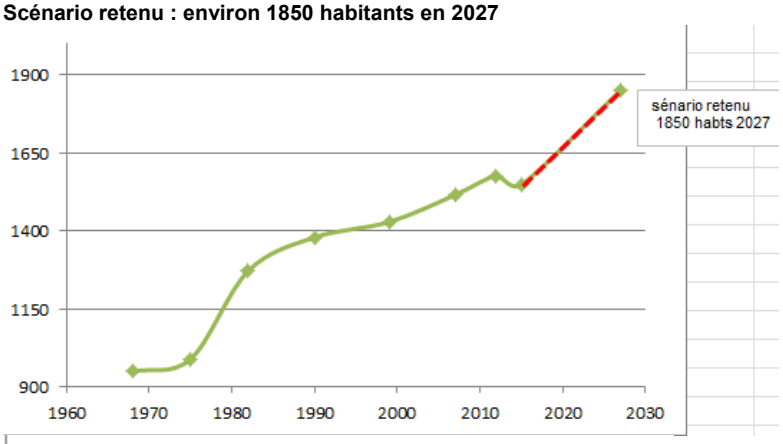
Résidences principales construites avant 2009

A-I.3.5 –CADRAGE DES OBJECTIFS DE PRODUCTION DE LOGEMENTS

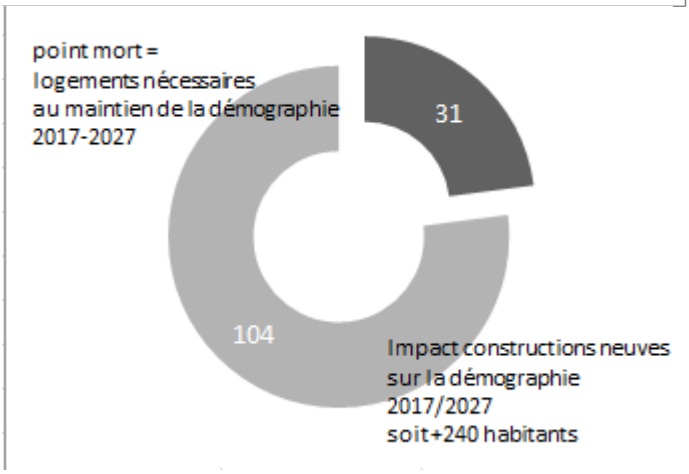
La commune est concernée en matière de politique de l'habitat par :
Le PIG Gironde
La zone 3 ou C montrant un secteur non considéré en tension pour le logement.

Besoins en logements au regard de l'objectif démographique recherché
Le projet de PLU prévoit un objectif démographique de l'ordre de 1850 habitants en 2027, s'inscrivant dans la volonté de redynamiser la démographie au regard des quelques années de régression. En effet, la difficulté de maintien des classes de l'école, le faible nombre de permis de construire conduisent la commune à développer un projet pour rendre attractif le village, à travers l'aménagement du centre-bourg (étude CAUE), des espaces publics…et la mise en œuvre du PLU. De fait la commune de Rions entend rattraper le retard démographique enregistré ces dernières années pour maintenir la vie du village.

Scénario retenu : environ 1850 habitants en 2027



Le scénario retenu est de 1850 habitants environ à l'horizon 2027 (01/01/2017 au 31/12/2027). Ceci représente un apport de 240 habitants, soit une croissance annuelle moyenne de 1.27%/an entre 2017 et 2027, soit +21 à +22 habitants/an.
(1610 habitants estimés au 01/01/2017)



Sur cette base, le besoins en logements nouveaux est évalué à 135 logements soit 13 à 14/an.

PM : production annuelle de logements 2006/2014 de 8 logements/an (avec un recul démographique constaté)

Hypothèses :
Variation des résidences secondaires +6 -
Variations des logements vacants :-4
Renouvellement logements : 0
Taille des ménages 2027 :2,3

LE PLH – Plan Local de l'Habitat

Absence de données

Le SCOT

Le SCOT n'est pas approuvé.

DEMOGRAPHIE / LOGEMENT

Synthèse / Enjeux
Questionnements spécifiques au territoire

Synthèse

- Une communauté de communes marquée par un développement à la périphérie de la CUB: 1 % par an entre 2007 et 2012 : Rions se situant à 0.7% par an.
- La croissance démographique atteint 11 à 12 habitants par an entre 1999 et 2012. En 2015, les données affichent 41 habitants de moins qu'en 2012.
- Le solde naturel contribue majoritairement au phénomène démographique.
- Un développement de 8 à 9 résidences principales par an entre 1999 et 2012. Une moyenne supérieure entre 2007 et 2012 avec 12 logements annuels principaux en moyenne.
- Le parc secondaire est marginal ; il représente 3.4% environ du parc.
- Entre 2006 et 2014, 74 logements sont réalisés sur la commune répartis en 86% de maisons individuelles, 14% en logements collectifs, hors réhabilitation de l'existant.
- 58 logements en propriété sont créés pour 4 logements en locatif perdus entre 2007 et 2012 - dont 22 locatifs HLM
- Un parc locatif important (33.2% du parc) contre 27.8% au niveau communautaire. Un parc de logement locatif HLM notable (53 logements) ou 8% du parc principal (2.5% au niveau communautaire).

Les enjeux du PLU / Questionnements spécifiques au territoire

- Assurer le renouvellement des générations
- Assurer la diversification du parc de logement (taille, locatif, accession, individuel/collectif.)
- Offrir les possibilités aux personnes aux revenus modestes d'accéder au logement, préserver la mixité sociale et inter générationnelle
- Assurer la restauration du parc ancien dans la cité médiévale

Objectifs/ Moyens

Objectifs

- Inverser la tendance démographique de baisse de la population
- Maintenir la vie de village dynamique sur la commune : pôle public central lieu de rencontre et d'activités, services et commerces, liaisons douces, animations.
- Organiser la constructibilité dans la centralité du village pour structurer le bourg et répondre aux objectifs durables : limiter les déplacements, densifier, mutualiser les espaces publics, préserver les paysages, économiser les ressources énergétiques notamment.
- La volonté de diversifier l'offre en logement (locatif, social, maison de retraite) est appuyée en même temps que la nécessité de faire évoluer le niveau des équipements et les structures commerces/services de proximité.

Moyens

- Ouvrir de nouvelles zones à l'urbanisation et privilégier le renouvellement urbain dans les centralités, majoritairement sur la centralité du bourg
- Prévoir le confortement des quartiers de l'armature urbaine en privilégiant les constructions au sein des enveloppes urbaines existantes.
- Compléter le tissu urbain en maintenant un ensemble d'équipements et d'espaces publics, en préservant les espaces arborés ou les espaces libres de perspectives qui participent à la qualité du village
- Respecter et prendre en compte les circulations douces
- Le règlement doit permettre la réalisation des logements dans le respect des formes urbaines existantes tout en favorisant une certaine densité dans les opérations les plus importantes

A-I-4-ACTIVITES / ECONOMIE et SOCIETE
Une économie relativement diversifiée avec un volet tourisme notable

ACTIVITES / ECONOMIE et SOCIETE		DONNEES DE CADRAGE
INTERCOMMUNALITE		
	• Hausse de l'emploi communautaire • Dominance du secteur tertiaire et agricole dans les emplois • Réduction de l'emploi du secteur de l'agriculture • Développement du secteur de la construction et des services	21.2% de l'emploi : agricole 58.9% de l'emploi : tertiaire
COMMUNE		
ACTIVITES		
EMPLOIS	73 emplois sur la commune en 2014 contre 67 en 2012 27,3% de l'emploi est agricole	18% de l'emploi communautaire. Emploi agricole communautaire : 21,2%
actifs	803 actifs en 2013 17% actifs communaux ayant emploi travaillent sur la commune (122 personnes) 83% actifs communaux ayant emploi travaillent hors commune	Navettes domicile-travail concernent 77% des actifs
retraités	10%	9% département 8.8% intercommunalité
chômage	104 demandeurs d'emplois en 2012	Stable
ASSOCIATIONS	18 associations en 2016	Le tissu associatif montre la vie sociale du village
AGRICULTURE		
Nombre d'exploitations	**Une vingtaine d'exploitations productives** en 2015	
Taille moyenne exploitation	*15 ha environ*	
Surface agricole	618ha en SAU en 2015 soit près de 58%du territoire 478 ha de vignes	
Type principal	Viticulture	
Diversifications	Agrotourisme peu développé Transformation et vente directe Label de qualité : AOC, bio	
Localisation	Ensemble du territoire	
Devenir	Pérennité des structures : assurée	Économie agricole en maintien
AOC	Appellations d'Origine Contrôlées « Cadillac », « Côtes de Bordeaux », « Premières Côtes de Bordeaux », « Bordeaux supérieur », « Bordeaux » et « Crémant de Bordeaux » 715 ha	

ARTISANAT			
Quantité	Quelques établissements (15 environ)		
Implantation	Sur l'ensemble du territoire + ZA		
COMMERCES / SERVICES			
Quantité	73 établissements en 2013	traiteur alimentation, tabac, presse, dépôt de pain Marché dominical 2 bars	
TOURISME	***Peu développé***		
Capacité accueil	4 Gîtes 4 Chambres d'hôtes 2 Restaurants		
Loisirs	Randonnées, tourisme		

Le territoire communal s'inscrit le long d'un axe privilégié de liaison vers la métropole Bordelaise.
La desserte autoroutière vers Toulouse, l'Espagne, Paris reste assez proche et permet d'irriguer ce territoire avec des accès depuis St Selve, Langon, Bordeaux notamment.
La réflexion menée par le SCOT Sud Gironde a fait état de besoin pour l'accueil d'activités économique en rive droite, en extension de la zone d'activité de Boisson située en partie sur Rions et Béguey, du fait de la situation très accessible de la zone existante et des équipements en présence (dont station d'épuration).
De fait, une emprise de 4ha a été prévue pour cette extension.

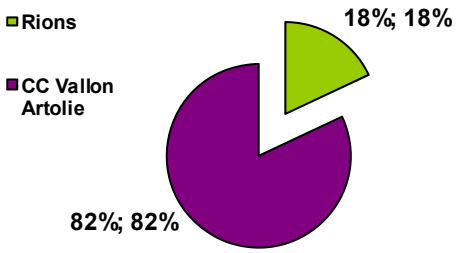
A-I-4-1- LA POPULATION ACTIVE

Sources : Insee, RP1968 à 1990 dénombrements - RP1999 et RP2010et 2012 exploitations principales.

Actifs et taux d'activité

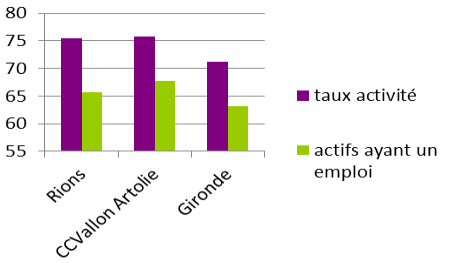
Un bassin d'actifs stable et représentant 18% des actifs communautaires

- Très faible progression du nombre d'actifs sur la commune entre 2007 et 2012 : 1 066 actifs (15-64 ans) en 2012 contre 998 en 2007 (soit +68 ou +6%) , alors que le nombre d'actifs communautaires enregistre une hausse conséquente de 36% pour 2 105 actifs supplémentaires.
- ***Rions*** représente près de 18% des actifs de la communauté de communes du Vallon de l'Artolie en 2012 (3,5% en 1999).



Les bassins d'actifs communal et communautaire en 2012

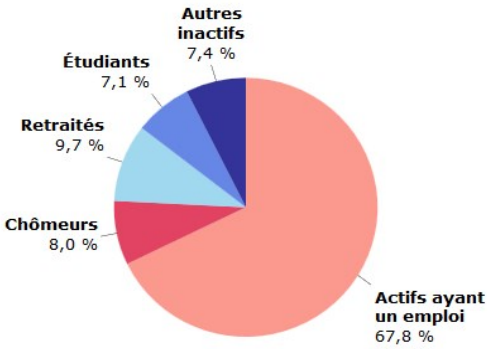
- Le taux d'activité communal (15-64 ans) est de 75.4% et reste assez proche de la valeur communautaire tout en restant légèrement inférieur (75.8%). Il est supérieur à la valeur départementale (71.2%). Le taux d'actifs ayant un emploi confirme ce constat.



Taux d'activité et taux d'actifs ayant un emploi en 2012

Une part des actifs en progression
Des contrats CDI majoritaires et une initiative privée notable

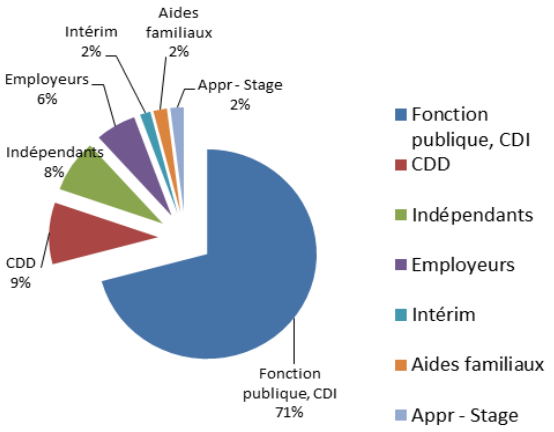
- On note entre 2007 et 2012 une progression sensible du nombre d'actifs (+2.6%).
- Hausse du nombre de retraités (+1.1%), qui est inférieure à la proportion communautaire (8.8% à Rions contre 9.7% dans la CC).
- Baisse du nombre d'étudiants et autres inactifs, respectivement -1.9% et -2.3% pour atteindre 7.9% en 2012.



	2012	2007
Ensemble	**1066**	**998**
Actifs en %	75.4	72.3
Inactifs en % dont :	24.6	27.7
élèves, étudiants et stagiaires non rémunérés en %	7.9	9.8
retraités ou préretraités en %	8.8	7.7
autres inactifs en %	7.9	10.2

Population de 15 à 64 ans par type d'activité

- Un travail salarié et stable majoritaire (fonction publique, CDI) : 70% des emplois des 15 ans ou plus en 2012 (72.2% au niveau communautaire) ; une initiative privée notable, 14% d'employeurs et d'indépendants (7% au niveau communautaire).



Statut et condition d'emploi des 15 ans ou plus en 2012

	Hommes	%	Femmes	%
Ensemble	387	100	324	100
Salariés	302	77,9	295	91,3
Titulaires de la fonction publique et contrats à durée indéterminée	253	65,5	246	76,1
Contrats à durée déterminée	25	6,5	42	13
Intérim	14	3,6	2	0,6
Emplois aidés	1	0,3	2	0,6
Apprentissage - Stage	8	2,1	3	0,9
Non-Salariés	85	22,1	28	8,7
Indépendants	38	9,9	20	6,2
Employeurs	34	8,8	7	2,2
Aides familiaux	13	3,4	1	0,3

Statut et condition d'emploi des 15 ans ou plus en 2012

A-I-4-2- L'EMPLOI

Sources : Insee, RP1968 à 1990 dénombrements - RP1999, RP2010 et RP2012 exploitations principales.
La CdC indiquée dans le texte correspond à la CdC existante en 2012.

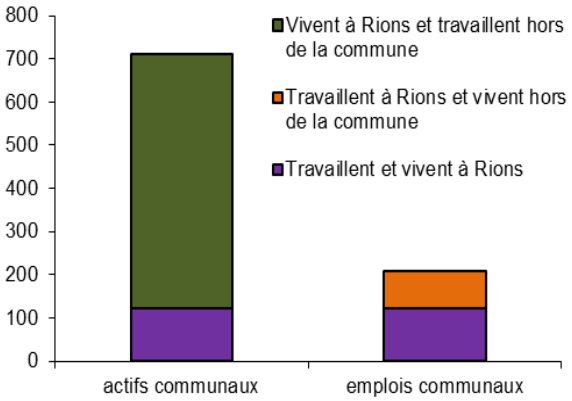
Structure du bassin d'emploi et mobilité

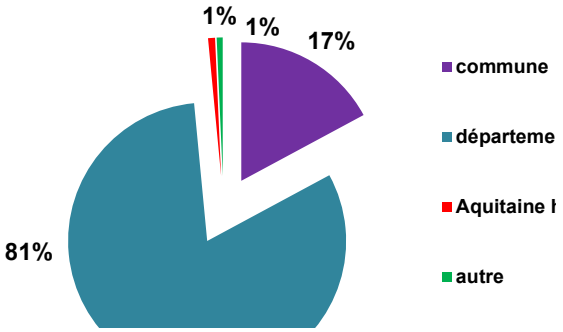
Le bassin d'emploi de la CUB attractif par sa proximité.
Les navettes domicile-travail saturent le réseau routier sur la CUB et constituent une part importante des émissions de gaz à effet de serre.

Le poste du transport est à la fois très consommateur en énergie et corrélativement, producteur de pollution et nuisance avec notamment les gaz à effet de serre, les particules en suspension dans l'air et les nuisances sonores.

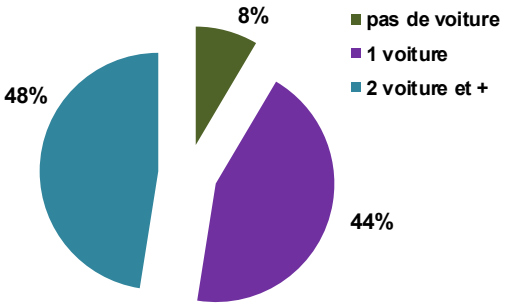
- Environ 16% des actifs de la communauté de commune ayant un emploi travaillent sur la communauté ; la majorité des actifs travaillent dans le département.
- 17% des actifs communaux ayant un emploi travaillent sur la commune, c'est à dire 122 personnes en 2012 ; ce chiffre est en légère progression depuis 2007 (92 personnes) ; 91,5% des ménages possèdent au moins une voiture, dont 47,5% au moins deux.

Au total 684 personnes effectuent quotidiennement des navettes domicile-travail pour venir travailler à Rions ou se déplacer sur leur lieu de travail depuis Rions.





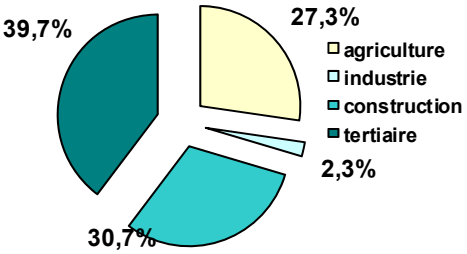
Lieu de travail des actifs communaux ayant un emploi en 2012



Équipement automobile des ménages en 2012
69,5% des ménages disposent d'au moins un emplacement réservé au stationnement de leur voiture

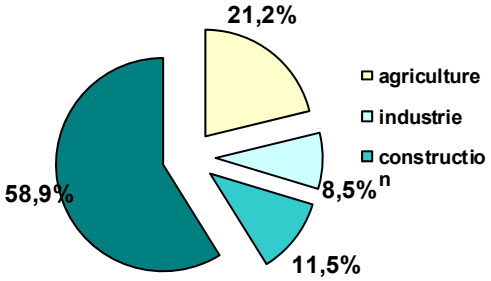
Le nombre d'emplois s'est stabilisé sur ce territoire, on compte 1 640 emplois sur l'intercommunalité.
Le développement du secteur tertiaire et de la construction sur l'intercommunalité (+2.5% et +1.5%).
L'emploi salarié agricole et industriel régresse faiblement.

Ensemble	88	100
Agriculture, sylviculture et pêche	24	27,3
Industrie	2	2,3
Construction	27	30,7
Commerce, transports, services divers	12	13,6
dont commerce et réparation automobile	2	2,3
Administration publique, enseignement, santé, action sociale	23	26,1



Emploi communal par secteur d'activité en 2013

1640 emplois sur l'intercommunalité en 2013 (+72 soit +4% depuis 2006) ; 58,9% de l'emploi communautaire concerne le domaine tertiaire (contre 56,4% en 2006) et 21,2% est agricole. L'emploi agricole régresse quelque peu mais reste un secteur d'importance (-2,1% entre 2006 et 2013). L'emploi industriel diminue également (-1,3%), contrairement à la construction (+1,5%) qui progresse.
Au bilan les secteurs qui progressent entre 2006 et 2013 sur la communauté de communes sont ceux du domaine tertiaire et de la construction.



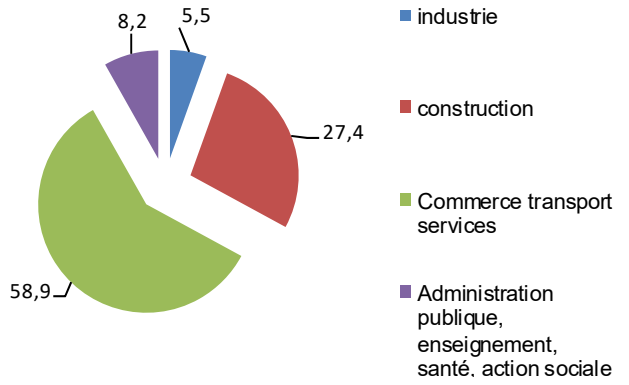
Emploi communautaire par secteur d'activité en 2013

Au 31/12/2015, la sphère productive communale correspond à 48% des établissements et 39% des salariés.
L'économie présentielle représente 79% des établissements et 50% des emplois salariés.

	Établissements		Postes salariés	
	Nombre	%	Nombre	%
Ensemble	**127**	**100,0**	**89**	**100,0**
Sphère productive	48	37,8	39	43,8
dont domaine public	*0*	*0,0*	*0*	*0,0*
Sphère présentielle	79	62,2	50	56,2
dont domaine public	*3*	*2,4*	*24*	*27,0*

Un tissu économique communal correspondant à 73 entreprises en 2014 contre 67 en 2012.
73 entreprises non agricoles en 2014, avec une palette d'activités diversifiées.

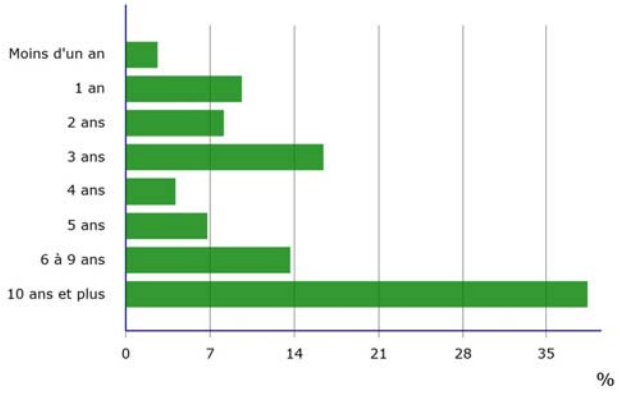
Au 1er janvier 2014, la commune compte 73 entreprises hors agriculture ;



	nombre	%
Ensemble	73	100
industrie	4	5,5
construction	20	27,4
Commerce transport services	43	58,9
Administration publique, enseignement, santé, action sociale	6	8,2

Entreprises non agricoles par secteur d'activité sur Rions au 01/01/2014

On notera une dynamique de création d'entreprises moyenne sur la commune puisque plus de 30% d'établissements se sont créés depuis 3 ans ou moins.

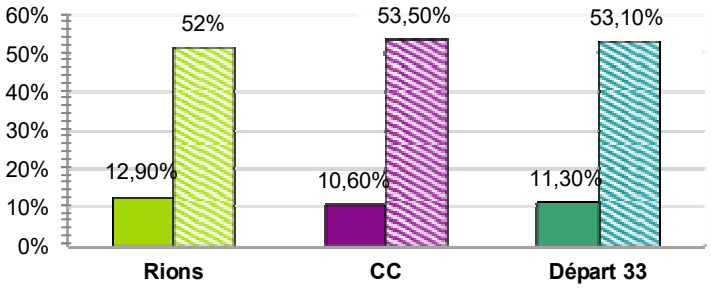


Source : sirene

En 2012, 7 établissements ont été créés : 1 dans l'industrie, 1 dans la construction, 5 dans les services (dont 1 dans le commerce).

L'augmentation légère du chômage qui représente 12,9% des actifs en 2012

En 2012, la commune compte 13 demandeurs d'emploi (15-64 ans), contre 12 en 2007, traduisant une baisse nuancée de l'emploi des actifs communaux. Un taux de chômage (12,9%) plus important que la moyenne communautaire (10.6%) et départementale (11,3%). Une dynamique locale de l'emploi inférieure à la moyenne départementale ; la part des femmes au chômage a largement baissé depuis 2007 (-9%) et est moins importante que les moyennes départementale et communautaire.



Taux de chômage et part des femmes parmi les chômeurs en 2012 (15-64 ans) (taux chômage au sens du recensement en uni, part de femmes en rayé)

	Rions	*CC Vallon Artolie*	*Dépt 33*
Nombre de chômeurs	**104**	**467**	**77973**
Taux de chômage en %	12,9	10,6	11,3
Part des femmes parmi les chômeurs en %	51,5	53.5	53,1

Chômage (au sens du recensement) des 15-64 ans en 2012

Synthèse

Synthèse

- Un bassin d'emploi local, communal en léger développement
- Des activités dominées par le secteur tertiaire ;
- Un taux d'activité important
- Un Chômage faible
- Des besoins en mobilité important pour l'emploi

A-I-4-3- L'AGRICULTURE

Source : recensements généraux agricoles 88 à 2010, entretiens commune mars 2015



Maïs dans le palus
axesite



Chai collectif en centre bourg
axesite



Coteaux en Vignoble et perspectives lointaines, Rions axesite

Poids économique territorial : une viticulture, valeur forte de l'agriculture

Sur la communauté de communes des Vallons de l'Artolie, la part de l'emploi agricole en part relative est de l'ordre de 21.2%, dont 70% de salariés en 2012. Une légère baisse de l'emploi agricole (2.1%) est à noter entre 2006 et 2012.
Sur la commune, avec 27.3%, l'emploi agricole reste un secteur important du tissu économique local.
Ces chiffres montrent que l'activité agricole reste un secteur à soutenir : il s'adapte difficilement dans ces espaces de monoculture viticole et reste soumis à une pression foncière de plus en plus marquante.

La spécificité de l'agriculture dans ce contexte doit être réfléchie :

- La prise en compte des fonctionnalités agricoles : respect des entités majeures, protection des terres/terroir d'intérêt, évitement des proximités résidentiel/équipements publics/vignoble,
- La diversification des filières de production, et l'œnotourisme
- Le développement des Circuits courts et locaux
- La qualité : qualités géographiques, filière biologique,
- La Contribution environnementale (dont le paysage) des activités agricoles et prise en compte des conséquences sur l'exploitation

Méthode et objectifs

L'approche du diagnostic agricole s'est effectuée selon trois phases :

- Phase 1 : Traitement des données agricoles documentaires et statistiques.
- Phase 2 : Recueil des données agricoles communales.
  Rencontre en mairie avec les exploitants agricoles (22/03/2016) afin de recueillir les informations concernant les exploitations et les problématiques agricoles
- Phase 3 : Visite de terrain pour apprécier et identifier les grandes entités agricoles, et analyser les problématiques (rendus cartographiques notamment)

L'objectif de la démarche consiste à faire un état des lieux exhaustif de l'activité agricole selon ses composantes à la fois qualitatives et quantitatives afin de mettre en évidence ensuite les grands enjeux agricoles par secteur géographique.

Repères

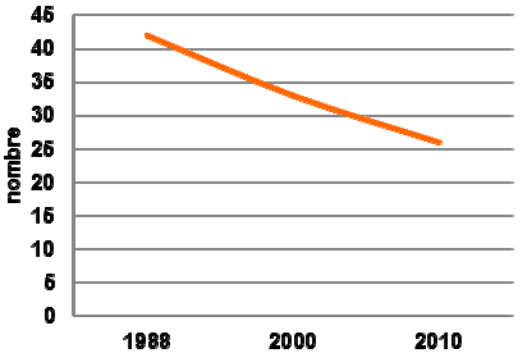
En 2010, la surface agricole utilisée sur la commune par les exploitations communales correspondait à 404 ha dont 390 ha en vigne et on dénombrait 26 exploitations (RGA 2010) contre 33 en 2000 (RGA 2000).
Le temps de travail agricole correspondait en 2010 à 53 UTA (unité de travail annuel).
En 2014, la surface en vigne était de 449ha soit 41.6% du territoire communal.

Données de cadrage communal

3

Nombre d'exploitations et orientation	Moins d'une vingtaine d'exploitations communales productives Orientation viticole majoritaire sauf ponctuellement céréales sur palus notamment
Surfaces exploitées	618ha en SAU sur la commune en 2015 avec une taille moyenne de 15ha/exploitations communale. 53 ha de céréales, 87 ha de prairies, 478 ha de vignes
Une valorisation qualité	Territoire appartenant à l'aire géographique des Appellations d'Origine Contrôlées « Cadillac », « Côtes de Bordeaux », « Premières Côtes de Bordeaux », « Bordeaux supérieur », « Bordeaux » et «Crémant de Bordeaux » 715 ha en AOC sur la commune soit plus de 66% du territoire La vigne existante correspond à 480 ha environ en 2016 (67.4% de la surface de l'AOC).
Taille moyenne des exploitations	Morcellement foncier important pour certaines exploitations
Pérennité des structures	15 exploitations viticoles majeures - Pérennité assurée en majorité
Dynamisme	Agriculture relativement stable Difficulté de la diversification pour cette agriculture viticole Quelques projets de développement œnotourisme ou diversification
DOO du SCOT	Non approuvé

Les exploitations : une dynamique des exploitations professionnelles



Évolution du nombre d'exploitations communales 1988- 2010 (RGA).

Le nombre total d'exploitations communales *(ayant leur siège sur la commune)*:*
De 2000 à 2010, ce nombre se réduit passant de 33 unités à 26.
En 2010, le nombre d'exploitations communales est de l'ordre de 2.41 exploitations au km² sur ***Rions***

En 2016, l'inventaire en mairie a permis de contacter environ une dizaine de structures (dont trois hors commune) et d'évaluer à moins d'une vingtaine d'exploitations productives (18) le nombre de structures communales auxquelles 3 exploitations extérieures viennent s'ajouter.

Les entités agricoles : approche spatiale

Identifier des entités agricoles homogènes pour expliquer les dynamiques et enjeux en cours

L'analyse du potentiel et des contraintes agricoles

Potentiel des terres et organisation des structures agricoles

Le territoire communal s'articule sur quatre grandes entités :

1- **L'unité des palus**, inscrite dans la zone inondable de la Garonne, marquée par une humidité importante, des sols alluvionnaires et profonds ; cet espace est en partie concerné par le périmètre de l'AOC/AOP viticole Crémant de Bordeaux. Une partie de ces espaces est occupée par des céréales, des prairies ponctuelles, peupleraies et de la vigne. Le bâti est exempt de ce secteur.

Atout : diversification agronomique possible, paysage de qualité (bord de Garonne, perspective cité médiévale..), biodiversité, régulation des eaux, diversification maraichage notamment envisageable
Contraintes : risque inondations, érosion ponctuellement par ravinement des eaux provenant du drainage des zones amont, contraintes intrants agricoles/qualité des eaux,
Enjeux : diversification des cultures, biodiversité (espace concerné en partie par Natura 2000)
Actions envisagées : maintien des vocations agricoles, appréciation des enjeux liés à la biodiversité et aux paysages. A noter projet de voix douce le long de la Garonne.

2- **L'unité intermédiaire** de la première terrasse, entre palus et coteaux, marquée par le développement urbain et les voies de communications, des sols alluvionnaires ; cet espace est en partie concerné par le périmètre de l'AOC/AOP viticole. Cet espace est marqué par une imbrication bâti résidentiel ou d'activité, équipements et vignes, avec la présence d'une exploitation agricole importante en plein centre formant des volumes industriels marquants. La structure paysagère du village, les vues sur le cœur ancien forment un ensemble très sensible où les espaces ouverts en vignes, imbriqués dans l'urbain jouent un rôle majeur dans la mise en scène du village. L'ODG et l'INAO ont par ailleurs largement insisté sur la nécessité de préserver la qualité emblématique des paysage des coteaux de Garonne, notamment en marge de la départementale, en vue depuis la Garonne ; au regard de la valorisation de l'AOC où le paysage a son importance.

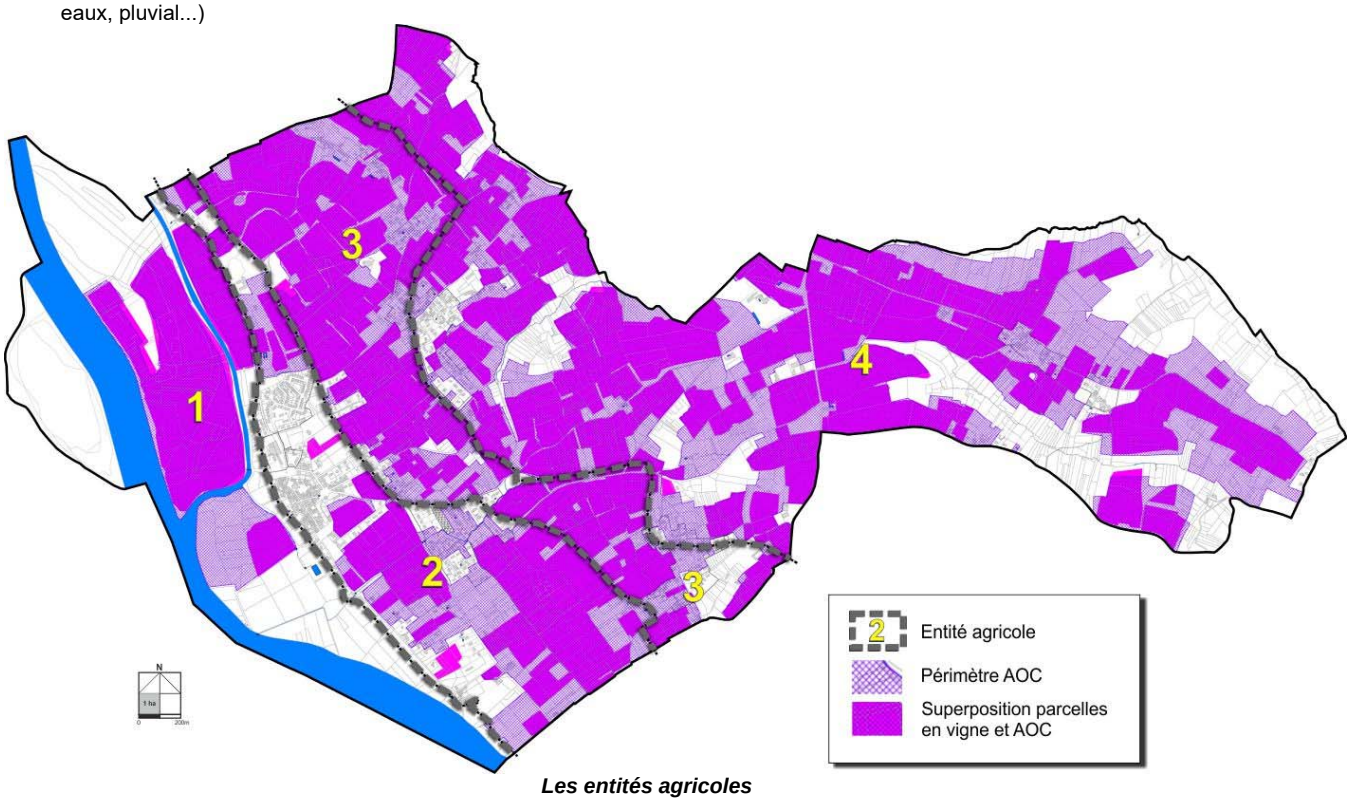
Atout : diversification agronomique possible, paysage de qualité (entrée/traversée de bourg, perspective cité médiévale..),
Contraintes : proximité résidentiel et équipements publics, ponctuellement érosion, parcelles agricoles non exploitables du fait de la présence des habitations
Enjeux : paysage, respect de l'identité du bourg, gestion des lisières agricoles/urbains, maintien des espaces en vigne dans l'urbain
Actions envisagées :, appréciation des enjeux liés aux paysages et à l'activité agricole. Cette zone concerne les secteurs de développements à prévoir pour respecter les logiques urbaines et d'équipement.

3- **Les coteaux de Garonne**, occupés majoritairement par les vignes, les principaux quartiers constitués en limite coteaux/plateau, parfois très importants. Une grande partie de ces coteaux constituent les ensembles agronomiques les meilleurs (terroirs d'intérêt pour exposition, qualité des terres…) pour la vigne et sont globalement majoritairement concernés par les AOC viticoles.

Atout : espace de production majoritairement dédié à la vigne sur les entités AOC, paysage identitaire des coteaux de Garonne, présence d'édifices emblématiques (châteaux), perspectives majeures
Contraintes : cohabitation habitat aux abords des espaces urbanisés, érosion, lisières agricoles sensibles, impact des rejets d'assainissement sur certaines parcelles agricoles, parcelles agricoles non exploitables du fait de la présence des habitations, exploitations enclavées ponctuellement
Enjeux : maintenir les grandes entités agricoles fonctionnelles, promouvoir la diversification (oenotourisme, tourisme culturel)
Actions envisagées : conservation maximale des entités viticoles, réflexion sur la diversification agricole, proscrire de nouvelles implantations d'habitat isolé, appréhender la question des lisières agricole/urbain, et limiter le développement en prenant en compte les questions de paysage, d'agriculture et d'impact environnemental (paysage, qualité des eaux, pluvial...)

4- **Le plateau**, occupé par les vignes, avec une présence boisée forte -la forêt couvrant des thalwegs importants- et ponctuellement les espaces de prairies, avec quelques quartiers constitués mais réduits à l'exception des quartiers dans l'interface coteau/plateau. Une partie de ces coteaux constituent les ensembles agronomiques les meilleurs (terroirs d'intérêt pour exposition, qualité des terres…) pour la vigne et sont globalement majoritairement concernés par les AOC viticoles.

Atout : espace de production majoritairement dédié à la vigne sur les entités AOC, paysage identitaire, présence d'édifices emblématiques (châteaux, monastère..), perspectives majeures
Contraintes : cohabitation habitat aux abords des espaces urbanisés, érosion, lisières agricoles sensibles, impact des rejets d'assainissement sur certaines parcelles agricoles, parcelles agricoles non exploitables du fait de la présence des habitations, exploitations enclavées ponctuellement
Enjeux : maintenir les grandes entités agricoles fonctionnelles, promouvoir la diversification (oenotourisme, tourisme culturel)
Actions envisagées : conservation des entités foncières dans une vocation agricole, réflexion sur la diversification agricole, proscrire de nouvelles implantations d'habitat isolé, appréhender la question des lisières agricole/urbain, et limiter le développement en prenant en compte les questions de paysage, d'agriculture et d'impact environnemental (paysage, qualité des eaux, pluvial...)



Les entités agricoles

Les caractéristiques de l'agriculture communale

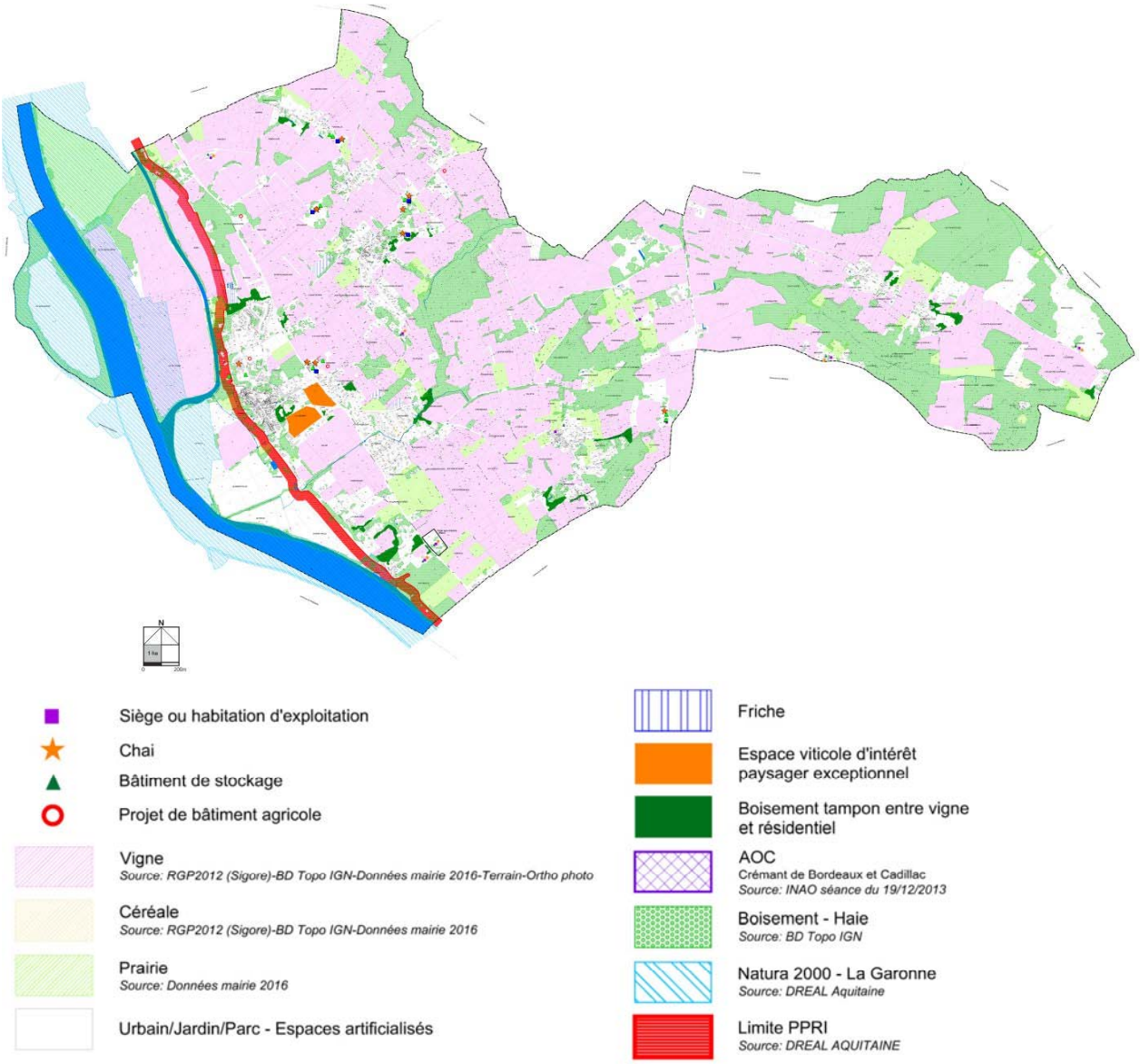
Un territoire concerné par des identifications géographiques
Rions s'inscrit dans l'aire géographique des Appellations d'Origine Contrôlées « Cadillac », « Côtes de Bordeaux », « Premières Côtes de Bordeaux », « Bordeaux supérieur », « Bordeaux » et « Crémant de Bordeaux », qui recouvrent 715 ha en 2015.
La commune de Rions appartient aux aires géographiques des produits sous Indication Géographique Protégée (IGP) suivants : Agneau de Pauillac, Atlantique, Bœuf de Bazas, Canard à foie gras du Sud-Ouest et Jambon de Bayonne.

Les exploitants agricoles communaux
En 2010, l'activité agricole présentait 53 Unités de Travail Annuel (équivalent temps complet) selon les sources du RGA.

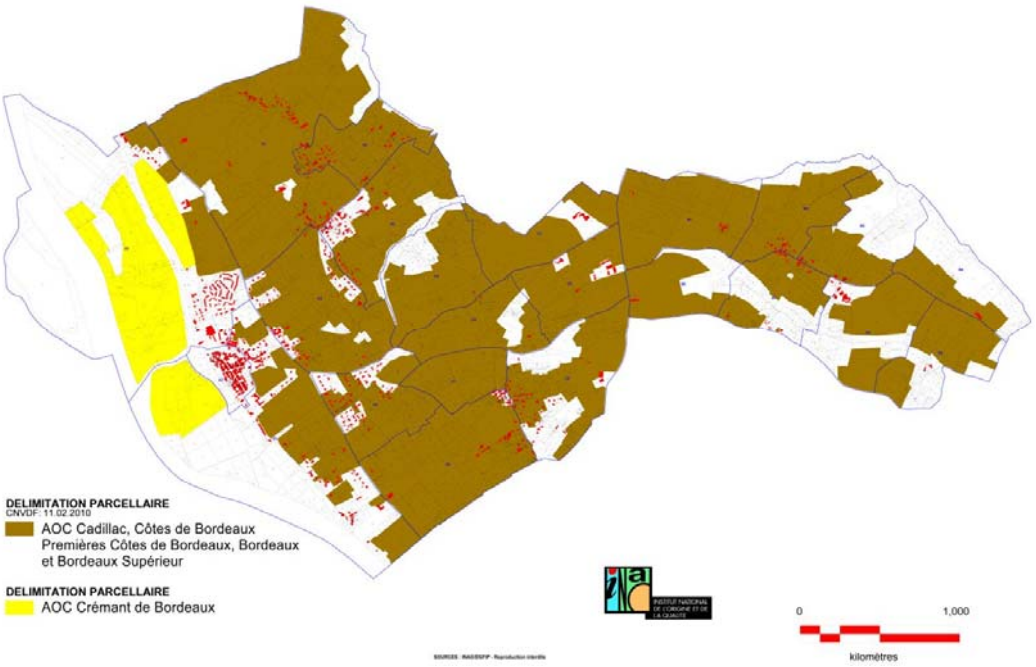
Le foncier agricole
Les entretiens en commune en décembre 2016, montrent une taille variable pour les exploitations viticoles professionnelles :
- 12 à plus de 100ha de vignes

La disponibilité foncière semble satisfaisante, les terres étant vendues ou louées par les exploitations sans succession.
Le morcellement des exploitations reste encore un facteur limitant malgré une nette amélioration du fait des restructurations spontanées.

Les productions agricoles
Une agriculture basée sur la viticulture



Inventaire agricole (2016)

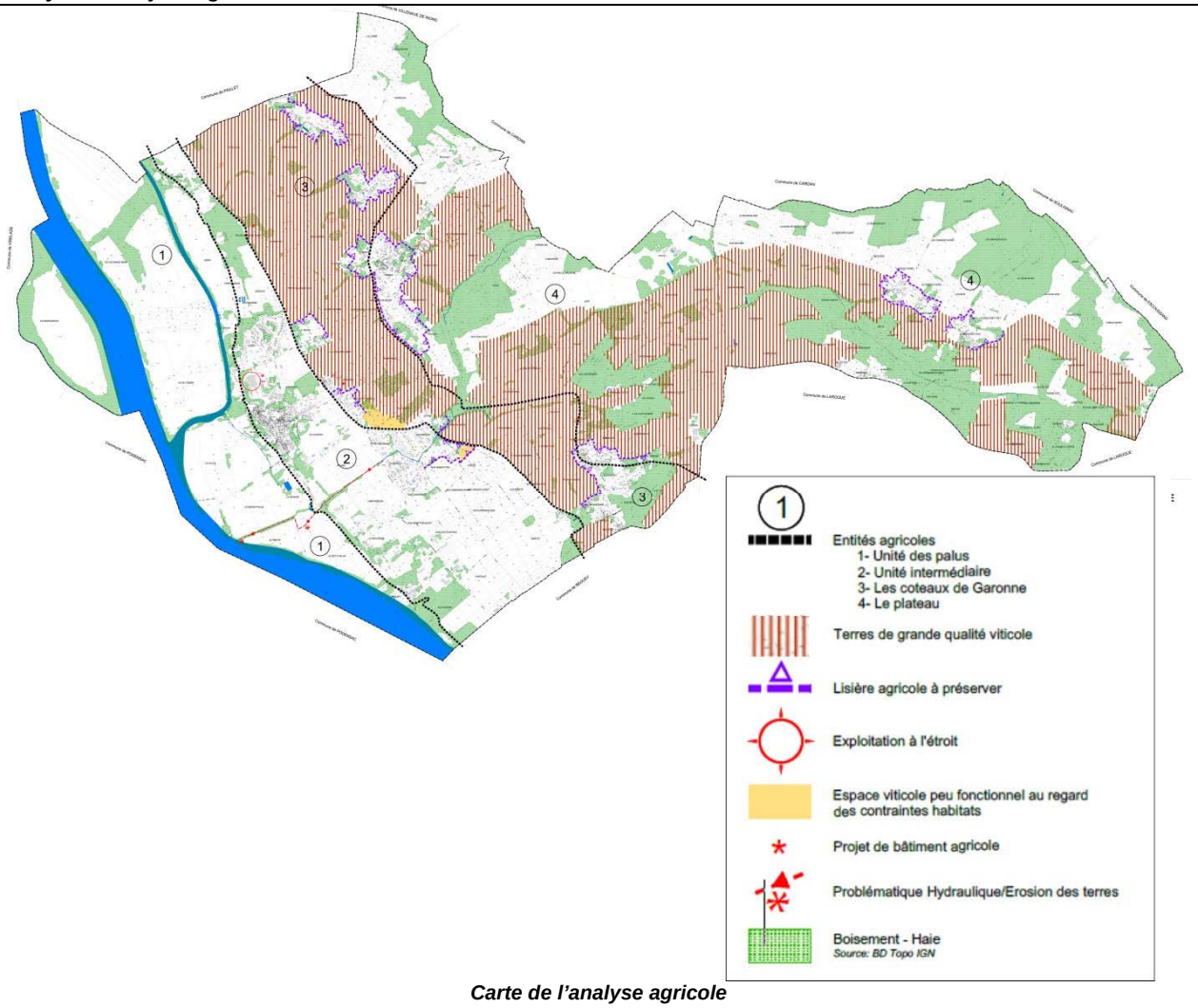


Surfaces en AOC sur la commune

L'orientation élevage a quasiment disparu sur la commune (une seule exploitation en bovin viande) ; les cultures végétales, à l'exception de la vigne restent limitées à quelques ensembles en céréales notamment sur le palus.
En 2010, les délimitations AOC couvrent 715ha des 1078ha de la commune (soit 66.3% du territoire) ; la vigne existante correspond à 482ha environ (67.4% de la surface de l'AOC). Entre 2000 et 2014, la surface en vigne s'est réduite d'environ 9,7% sur la commune.

La commune compte une vingtaine de structures viticoles qui élaborent leur vin, vendu à la propriété ou au négoce.
Plusieurs chais ayant une activité notable sont donc recensés. Plusieurs exploitations indiquent des besoins de construction de nouveaux bâtiments, voire de délocalisation.

La diversification :
La diversification vers le tourisme fait partie des projets envisagés par les acteurs locaux : hébergement touristique pour développer le tourisme rural et culturel, tourisme en lien avec le vin…
La vente directe est une pratique traditionnelle dans les exploitations viticoles de la commune.
Quelques exploitations ont développé une activité d'hébergement (chambre d'hôte, gite)



Carte de l'analyse agricole

Les entretiens avec les exploitants agricoles ont permis de relever de nombreux points relayés dans la carte d'analyse ci-jointe :

- **Un problème dominant** : des situations de proximité avec un environnement résidentiel qui induisent des conditions d'exploitations difficiles voire impossible. Ces situations correspondent à plusieurs cas :
  - les structures bâties de l'exploitation sont à l'étroit et peuvent difficilement évoluer. Une exploitation envisage une délocalisation complète
  - les parcelles sont grevées par la proximité des résidences et sont non fonctionnelles
  - les parcelles sont impactées par les rejets des assainissements autonomes qui se déversent sur les parcelles exploitées
  - des lisières entre le vignoble et le résidentiel sont identifiées comme sensibles et à préserver pour assurer la fonctionnalité des espaces viticoles. La gestion de ces marges fait l'objet d'une réflexion avec la profession, et devrait permettre de cadrer les grands principes.

- Ponctuellement, la question des ruissellements et de l'érosion des terres, notamment au niveau du ruisseau de Nau et d'autres terrains en pente.

- Des exploitations relativement dynamiques avec certaines structures importantes et ayant des projets dont la programmation est parfois dans le court terme. La volonté de préserver le terroir viticole est une position commune dominante. La question de la diversification reste également un sujet à soutenir pour assurer une meilleure valorisation et connaissance du territoire et des productions locales en général.

- Un projet agro-industriel de brasserie est à noter

- D'une façon unanime, les contraintes impliquées par la ZPPAUP en vigueur vont à l'encontre de l'activité viticole, en particulier par des prescriptions « insoutenables », ou des logiques qui n'ont pas su intégrer la réalité d'un territoire vivant. De nombreux refus de permis pour des constructions agricoles ont été cités. La question de l'évolution de la ZPPAUP vers un document actualisé et intégrant les enjeux économiques au sens larges, tout en composant avec la protection patrimoniale est posée.

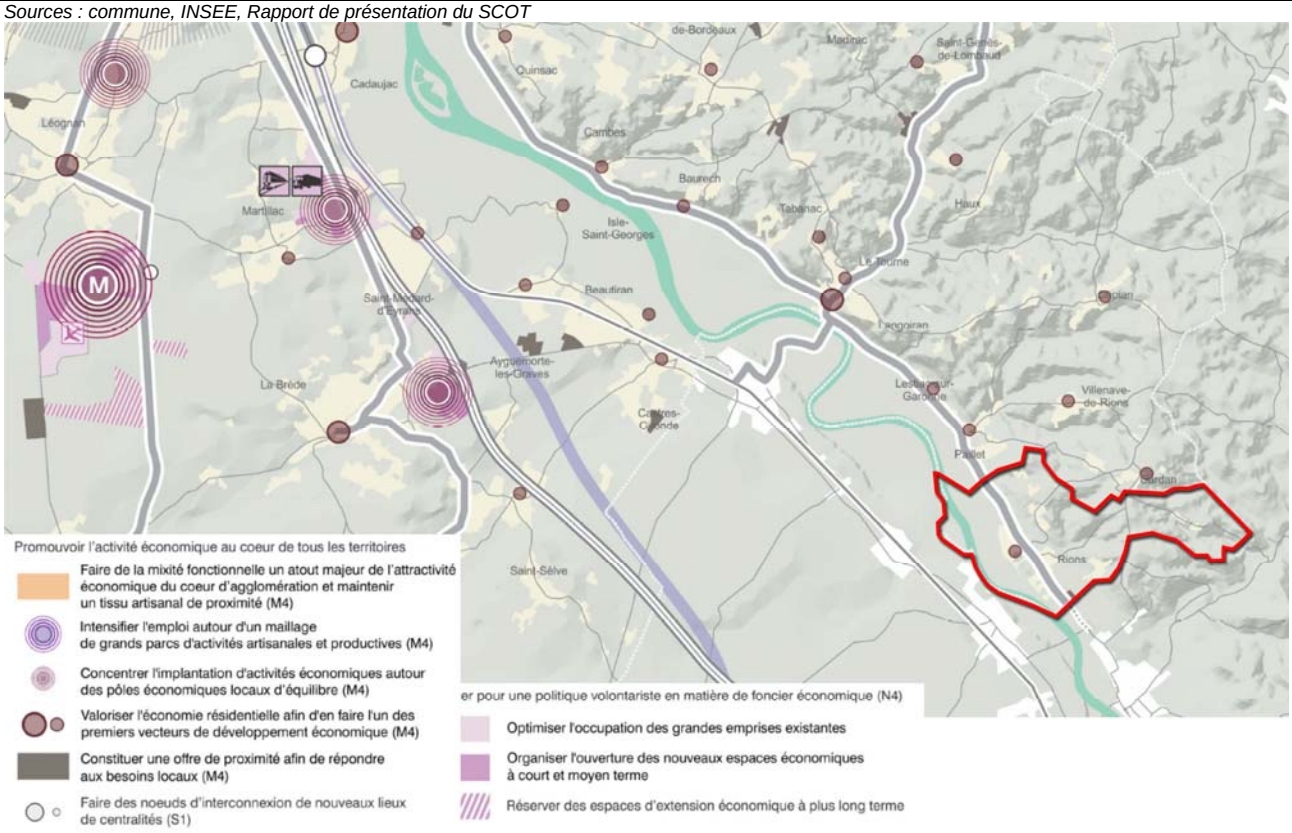
Perspectives

L'agriculture communale s'inscrit dans un terroir viticole de qualité, sur un territoire d'influence de l'agglomération bordelaise, induisant une pression foncière non négligeable.
La dynamique agricole est satisfaisante avec des exploitations viables dont certaines renommées et de grande taille.
Cette dynamique est exprimée à travers des projets de construction de bâtiments (chais, stockage, extension, voire délocalisation) et une sensibilité déclarée sur des fronts viticoles avec les zones habitées : la gestion de ces lisières est un enjeu important, et va de pair avec la nécessité de préserver les fonctionnalités agricoles et les grands ensembles plantés en vigne.
La diversification, et l'implantation d'activité agro-industrielle sont des sujets d'actualité : tourisme rural ou culturel, œnotourisme, vente directe…
Le sujet de la règlementation des constructions agricoles devra être actualisé au regard d'une ZPPAUP considérée comme excessive voire incompatible avec les besoins de l'activité agricole.
Les contraintes environnementales, dont le paysage, la biodiversité et la pollution sont des éléments impactant fortement l'activité, ce qui doit nécessiter d'anticiper, notamment en matière de gestion des espaces et des lisières urbain/vigne.
La nécessaire limitation de la consommation des espaces agricoles, sur un territoire majoritairement couvert par des identifications géographiques de qualité s'impose d'autant plus au regard du caractère qualitatif du terroir ; pour autant, de nombreux terrains en AOC se situent dans des espaces urbanisés, ou en limite immédiate, impliquant des mise en valeur parfois impossibles.
C'est donc un regard très précis qui permettra de fixer les opportunités de développement du village, à travers les enjeux agricoles, mais également paysagers, environnementaux et économiques.

A-I-4-4- LES AUTRES ACTIVITES

Les activités artisanales et industrielles

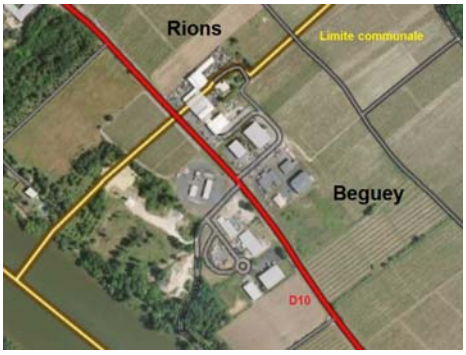
Sources : commune, INSEE, Rapport de présentation du SCOT



La métropole active
Source : Carte du SCOT (Aire métropolitaine bordelaise)

La commune de ***Rions*** s'inscrit en retrait des grands centres d'activité économique, dans un rayon de proximité (Langoiran).
L'économie communale, en dehors de l'activité agricole est du registre de l'économie résidentielle : artisanat, services et commerces de proximité, dont le développement est à prévoir pour conforter l'attractivité de la commune.

Rions dispose d'une zone d'activité localisée en bordure de l'axe principal de la D10, à la limite de Beguey. Cette zone est plus étendue sur la commune de Beguey et déborde sur Rions



Les activités sur la commune regroupent :

Domaine d'activité	Nombre d'entreprises
Bâtiment	8
Menuiserie	3
Plomberie	2
Peinture	1
Ferronnerie	1
Garage	1
Transport	1
Fabrique de bière	1

Les commerces et services de proximité

Sources : commune

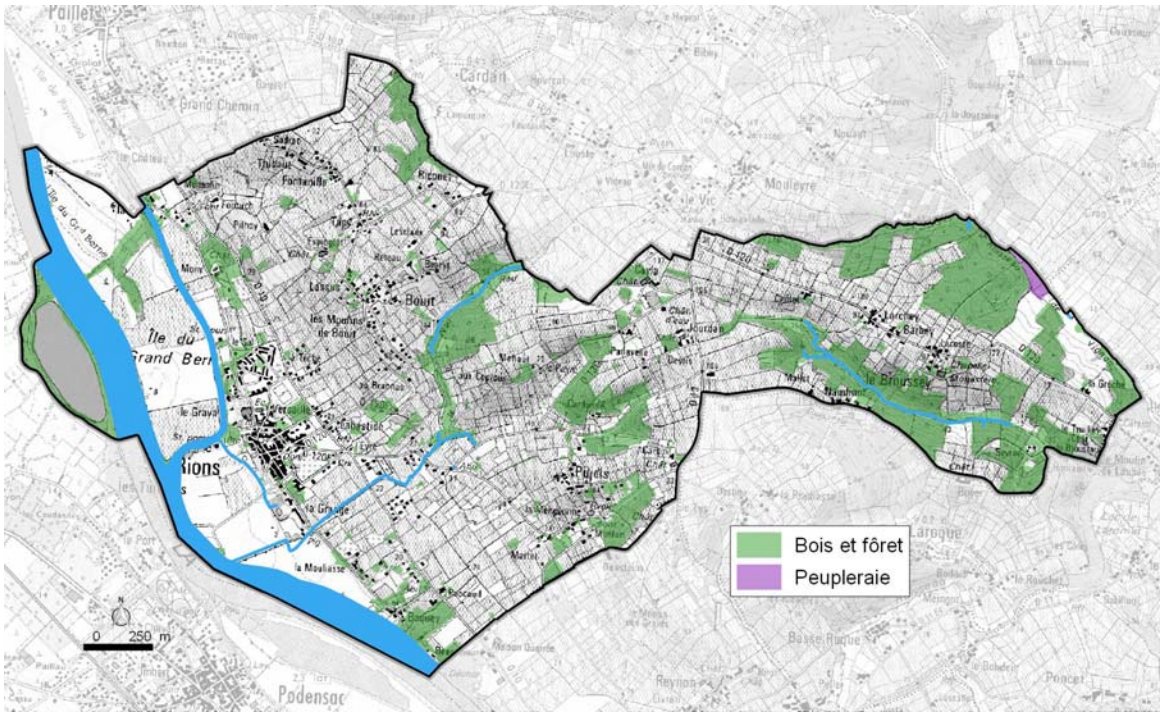
Sur la commune les commerces de proximité sont limités à l'essentiel et se situent dans le bourg :

- Un traiteur
- Une alimentation, tabac, presse, dépôt de pain
- Marché dominical
- 2 bars

La sylviculture

http://inventaire-forestier.ign.fr/carto/carto/afficherCarto/33 - BD Topo IGN

La couverture boisée de la commune avec 222ha environ correspond à près de 21% de la surface du territoire de ***Rions*** ; la sylviculture est présente ponctuellement des boisements de production, notamment en limite Est avec les peupleraies.
Contrairement à d'autres territoires viticoles, la commune a conservé un caractère boisé encore très prégnant : cela constitue en grande partie son identité paysagère.



L'accueil et le tourisme

Source : Gîtes de France, http://geoidd.developpement-durable.gouv.fr, Commune

Le tourisme est une activité importante sur le territoire communautaire qui est riche en vestiges gallo-romains situés dans la plupart des villages du vallon de l'Artolie (Cadillac, Loupiac, Sainte-Croix-du-Mont, Langoiran) et en particulier à ***Rions***, où l'on peut également observer la remarquable organisation médiévale du bourg. Le territoire communal s'inscrit dans différents parcours comme la route des vins (11 domaines sur la commune), mais aussi la découverte des milieux naturels et des paysages caractéristiques du territoire (Coteaux, plaines, la Garonne et ses abords). La commune ne dispose pas d'hôtel.
Un office de tourisme ouvre à Rions de juin à octobre et dépend de l'office de tourisme du Cadillacois et du Langoirannais.
Sur la commune, 4 gîtes ruraux et 4 chambres d'hôtes accueillent les touristes. On ne trouve ni hôtel, ni camping à ***Rions***.
L'hébergement touristique est assuré sur la commune par des hébergeurs privés.

Restauration – Hôtellerie-Gîtes	
4 Gîtes 4 Chambres d'hôtes	13 chambres
2 Restaurants	19 à 21 personnes

Les activités de loisirs

Source : site internet de la mairie,

Rions dispose aux abords immédiats du bourg de grands espaces dédiés aux sports et aux loisirs.
Leur situation est stratégique tant du point de vue urbain (entre le bourg ancien et le quartier St serin) que par rapport à l'axe de circulation intercommunal que constitue la D10. Des chemins de petite randonnée permettent de découvrir le territoire, notamment le palus et bord de Garonne.
Un projet de piste cyclopédestre est à noter le long de la Garonne.

La pêche

Il n'y a pas de pécheurs réguliers sur la commune, simplement des pécheurs occasionnels qui utilisent les pontons sur la Garonne de façon traditionnelle.

La chasse

Une Associations de Chasse Agréée, assure la gestion de la chasse sur la commune.

Les associations

Le tissu associatif est important et anime de nombreuses activités et festivités sur la commune tout au long de l'année.
Les structures communales permettent le déploiement de ces activités de façon très satisfaisante.

Sportive	Loisirs	Culturelles
Football Club du Vallon de l'Artolie Moderato Cantabile Tennis Club de l'Artolie	Moto Club « Les Epaves » A.C.C.A. de Rions Association rionnaise des parents d'école	La maison des jolies frimousses Association Famill'ensemble Automne vermeille Jeunes sapeurs-pompiers Comité des fêtes Musaraigne Boaz'art Compagnie Vie de bohème Les jardins de la citadelle Sauvegarde de Rions Les amis du nouveau cercle populaire de Rions Anciens combattants

Synthèse / Enjeux
Questionnements spécifiques au territoire

Synthèse de la situation économique

- L'activité communale montre des phénomènes dynamiques avec une progression de l'emploi communal
- L'activité agricole a présenté un repli préoccupant mais semble se stabiliser : elle reste un secteur à soutenir
- Un village assez peu pourvu en services et commerces de proximité
- Un manque de visibilité des commerces/services implantés
- Une zone d'activité principale
- Un territoire attractif pour le tourisme péri-urbain (patrimoine, paysage, œnotourisme)
- Un bourg marqué par la présence d'une structure de chai importante

Les enjeux/ Questionnements spécifiques au territoire

- Assurer un développement des activités en lien avec le potentiel du territoire et adapté aux besoins de la population projetée
- Contribuer au maintien de l'emploi sur la commune notamment en assurant un équilibre entre les activités agricoles, et le développement des activités
- S'inscrire dans une réflexion intercommunale pour promouvoir les transports collectifs;
- Offrir les possibilités de développement et diversification des activités communales, notamment les services et commerces de proximité, l'hébergement touristique ou hôtelier
- Soutenir l'activité agricole en maintenant des unités de' production fonctionnelles et en permettant l'adaptation des structures

Objectifs/ Moyens

Objectifs

Agriculture :

- Conforter et diversifier cette activité (circuit court, diversité des productions..)
- Prise en compte de la spécificité des palus (enjeux environnementaux/risques inondation), et du bourg médiéval encadré par des vignes formant un écrin à haute valeur paysagère
- Préserver l'intégrité paysagère des coteaux de Garonne
- La préservation des espaces agricoles majeurs et la prise en compte des lisières viticoles/urbain
- La prise en compte des besoins structurels en terme de bâti et d'aménagements agricole, d'adaptation des édifices existants

Artisanat et industrie

- A développer en cohérence avec les zones d'activités de l'intercommunalité,

Commerces et services

- Dynamiser et permettre un développement de ces activités en particulier en agissant sur les équipements et espaces publics du centre bourg, en structurant les implantations aujourd'hui peu lisibles
- Assurer un confort d'accès par du stationnement et la sécurité des voiries.

Moyens

- Identifier les espaces importants au plan agricole par un zonage garantissant leur fonctionnement, maintenir des espaces agricoles non bâtis, pour la qualité des paysages, leurs valeurs environnementales notamment.
- Conserver les possibilités d'implantation d'activités artisanales
- Limiter la consommation des espaces agricoles en adaptant des formes urbaines et des densités s'inscrivant dans la singularité villageoise
- Anticiper les contraintes environnementales pour évaluer les besoins spatiaux des productions agricoles (respect des lisières viticole/urbain, éloignement des ruisseaux, limitation des intrants agricoles…).
- Permettre une diversification effective des activités agricoles de production et permettre des diversifications touristiques compatibles avec l'activité agricole
- Intégrer les contraintes des zones inondables en termes de constructibilité agricole

A-I-5-EQUIPEMENTS / INFRASTRUCTURES / RESEAUX

		DONNEES DE CADRAGE
ENSEIGNEMENT		
Maternelle/ Primaire	Sur 2014/2015 en enseignement public environ 142 élémentaire + maternelle	Capacité suffisante
Collège - Lycée	le collège et lycée à Podensac	
SERVICES PUBLICS		
Centre loisirs	Capacité, garderie et vacances	
Poste	Cerons	
Pompiers	Cadillac	
INFRASTRUCTURES		
VOIRIE		
Principale	RD 10 et RD 13	
Liaisons douces	Dans le bourg : trottoir et cheminements piétons Le long de la départementale, cheminement piéton permettant l'accès aux arrêts de bus	
TRANSPORTS		
Collectifs bus	Bus CD toute l'année pour trajets hors commune Bus privé de ramassage scolaire	
train	Gare de Podensac à quelques kilomètres, ligne Bordeaux/Langon	
STATIONNEMENTS	Bourg, nombreux stationnements	Capacité suffisante
RESEAUX		
ASSAINISSEMENT COLLECTIF		
Compétence	Communauté de Commune du vallon de l'Artolie	
Schéma directeur d'assainissement	2000	
Capacité	Station communale: 1500 eq/habts	
Utilisation	378 abonnés en 2013	
Résiduel	660 eq/habts en 2013	
Rejet	Garonne	
Conformité	Conforme en 2015	
Localisation réseau collectif	Sur le bourg, Bouit et Pujols en partie	
Branchements	378 en 2013	
ASSAINISSEMENT NON COLLECTIF - AUTONOME		
Compétence	SPANC Communauté de Commune du vallon de l'Artolie	
Nombre	294 installations en 2013	
Contrôle	nc	
Aptitude des sols	Variable mais globalement satisfaisante	
EAUX PLUVIALES		
Gestion	Compétence communale	
EAU POTABLE		
Compétence	Communauté de Commune du vallon de l'Artolie	
Ressource	Forage sur la commune + périmètres de protection Capacité satisfaisante de la ressource	
Population estimée	781 abonnés en 2013 13.5m³/an en consommation moyenne	
Sécurité incendie	satisfaisant en majorité	
Electricité	EDF quelques situations isolées et ponctuelles de poste limitants	
DECHETS		
Traitement	.incinération usine Astria de Bègles + valorisation énergétique.	
Compétence	La compétence du traitement des déchets est conférée au SEMOCTOM à Béguey Production 2015 : 615 kg/hab/an	
Point tri	nc	
Numérique		
	Couverture haut débit - Absence du très haut débit	

A-I-5-1 – UN NIVEAU D'EQUIPEMENT SATISFAISANT

L'offre en équipements et services publics est satisfaisante sur la commune.

L'enseignement et l'accueil de l'enfance

La commune dispose d'une école maternelle et d'une école primaire publique.
Ces établissements dépendent de la commune de Rions et possèdent leur propre cantine qui assure 110 repas par jour.
Le collège public le plus proche est situé sur la commune voisine de Podensac qui dispose également d'une école maternelle et primaire publique.
Les élèves vont à Podensac pour suivre l'enseignement secondaire.
Un ramassage scolaire quotidien est assuré pour acheminer les enfants vers les écoles.
Pour le secondaire, collèges et lycées, un ramassage scolaire journalier (Département) est assuré.

Les structures concernant l'enseignement sont suffisantes actuellement mais l'emprise de l'école est limitée et ne permettra pas à terme son extension.

Une structure d'accueil de loisirs (sans hébergement) existe sur la commune, elle accueille des enfants de 3 à 17 ans tout au long de l'année scolaire et pendant une partie des vacances. Cette structure est située à l'école élémentaire de la commune et permet d'accueillir les enfants de Rions, Villenave de Rions, Capian et Cardan.
Les bâtiments de crèches/haltes garderie sont gérés par la communauté des communes et répartis sur les communes voisines (Le Tourne et Langoiran). La commune dispose de 11 assistantes maternelles et d'une maison d'assistantes maternelles

Les services publics

Le CCAS se situe dans la Mairie de Rions**,** des permanences de services délocalisées sont organisées (Banque alimentaire, Secours catholique, Restaurant du Cœur, France Alzheimer, Mutualité Sociale Agricole).
Les autres services sociaux sont également répartis sur les communes voisines. La Mission Locale est gérée par la Communauté de Communes du Vallon de l'Artolie pour l'insertion des jeunes, ainsi qu'un service "pôle emploi". L'agence nationale pour l'emploi est située à Langon. Il faut noter qu'un service nommé T2000 Tremplins pour l'emploi est situé à Paillet. Il s'agit d'une association d'insertion par l'activité économique. Son objectif est avant tout de faciliter le retour au travail des demandeurs d'emploi, par des missions de travail, un accompagnement social et professionnel, des informations sur leurs droits et leurs démarches.

La commune dépend de la gare de Podensac à 2 Km. Le réseau transgironde (transport en autobus géré par le Conseil Général de la Gironde) dessert la commune quotidiennement avec 3 lignes qui permettent de rejoindre Bordeaux mais aussi des communes voisines telles que Créon, Arbis, Langoiran, Branne, etc …

Le bureau de poste le plus proche se trouve à Cerons (3 km).
Le centre des impôts le plus porche se trouve à Podensac (1.5 km).
Le centre de secours le plus proche se trouve à Cadillac (4.4 km).

Les équipements publics

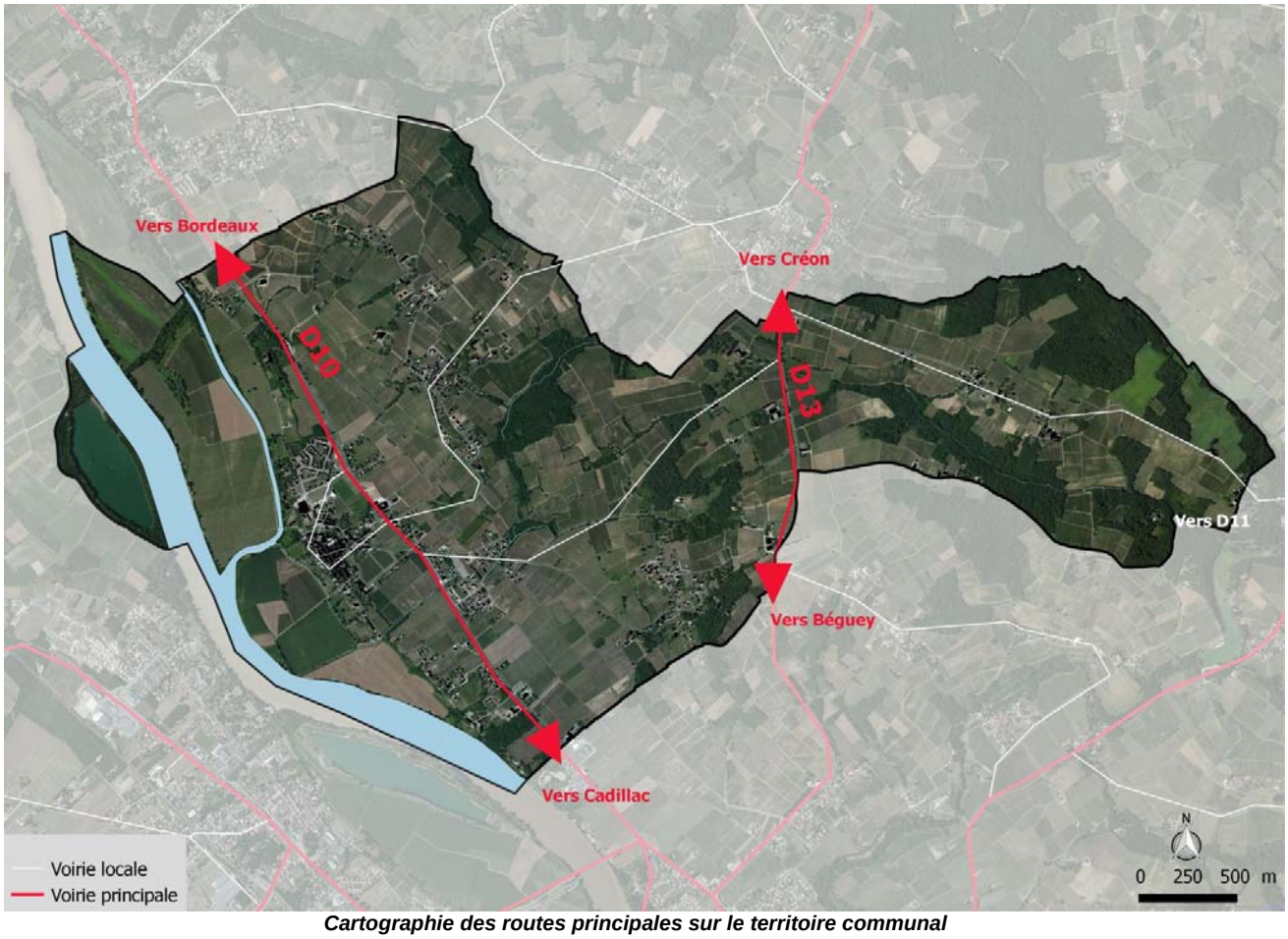
Les équipements publics permettent le déroulement de nombreuses activités générant des lieux de rencontre et du lien social :

- La salle des fêtes communale située dans le bourg est une salle polyvalente utilisée par l'école, les associations communales, et peut être louée pour des manifestations familiales (mariages…) . Cette salle dispose des équipements pour accueillir environ 140 personnes,
- City Stade de Rions,
- Complexe Sportif de Rions,
- Terrain de tennis de Rions.

Un centre bourg bien doté et organisé sur la convivialité, la sécurité, les mobilités, les services, commerces, vecteur d'une unité de village

A-I-5-2 – LA VOIRIE

Source : BD Topo © IGN / 2016, http://www.donnees.aquitaine.developpement-durable.gouv.fr



Cartographie des routes principales sur le territoire communal

Le réseau des voies de circulation s'organise autour de l'axe principal constitué de la RD10 reliant la N230et la D1113.
Rions se situe à environ 11 km de l'autoroute A62.

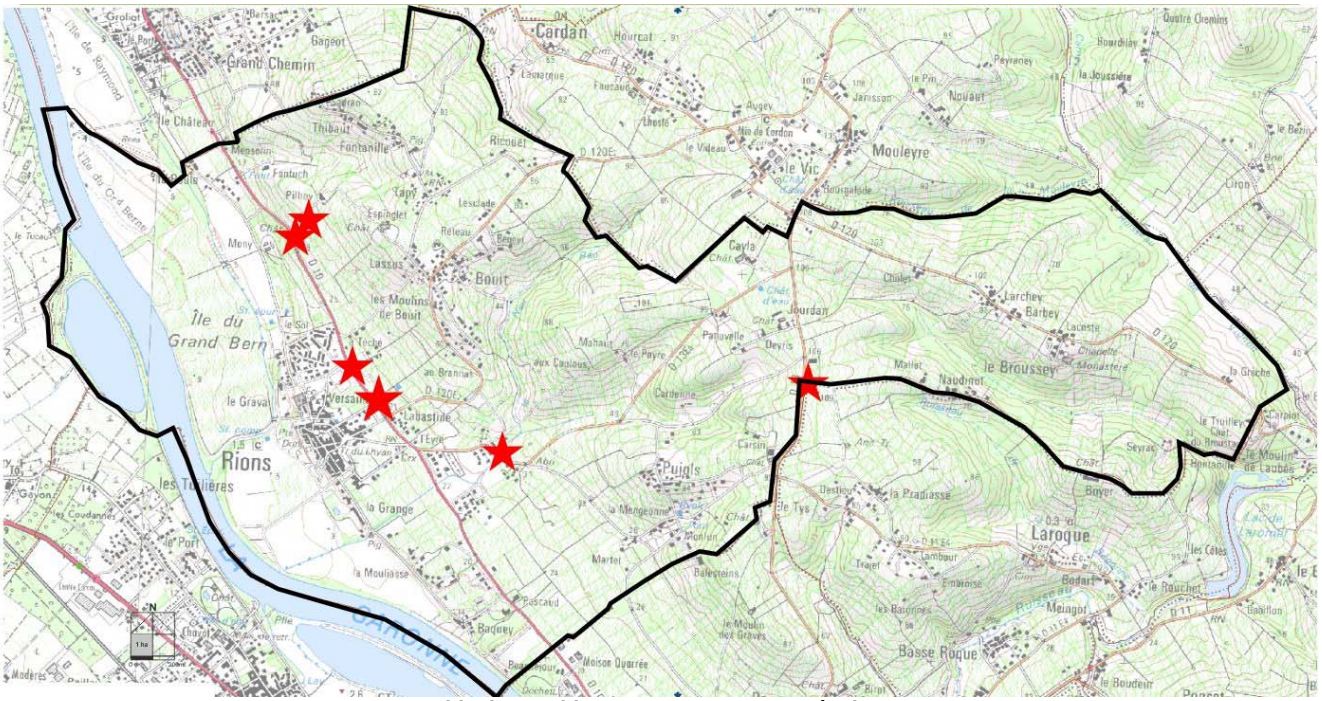
- la R.D. 10, axe principal traversant la commune. Cet axe présente ponctuellement des problèmes de sécurité au niveau des intersections avec les principaux quartiers. La vitesse des véhicules et la configuration des carrefours est à l'origine de ces problèmes.
- la R.D. 13 axe desservant les quartiers intérieurs de la commune.

Le passage de la départementale RD10 sur le territoire communal engendre des nuisances sonores : classée en catégorie 1, une bande de 30 m par rapport à l'axe de la voie formalise le risque de nuisance minimal à prendre en compte. Une partie du tracé se situe aux abords de la zone urbaine.

L'accidentologie communale ne permet pas de relever de problèmes récurrents et importants sur le territoire. On notera des points de vigilance au niveau de la traversée du village et des lignes droites sur départementales vers Paillet en particulier, qui peuvent induire des comportements de vitesse excessive.
Le fait que le cœur de vie du village se situe en retrait des axes de trafic est une situation favorable à la sécurité, d'autant plus si les itinéraires d'accès à ce pôle de vie favorisent les cheminements doux aménagés.

Type de route	Nombre de blessés	Nombre de tués	Année
Route départementale 10	1		2005
Route départementale 10		1	2008
Route départementale 13	1		2010
Route départementale 10		1	2013
Voie communale	1		2014
Total	**3**	**2**	

Accidents entre 2004 et 2014 à Rions



Cartographie des accidents entre 2004 et 2014 à Rions
Source : http://carmen.application.developpement-durable.gouv.fr

Les liaisons douces

Le bourg ancien présente des cheminements doux permettant les relations avec les pôles publics et les milieux naturels de la Garonne
Le long de la Route départementale une voie douce est possible depuis le stade jusqu'au bourg. La cité médiévale comporte un réseau de rues étroites où la circulation est limitée voire interdite.
Une aire de co-voiturage existe entre la RD et le bourg
Un projet d'itinéraire doux est prévu le long de la Garonne dans un cadre intercommunal.


Voie douce


Arrivée vers le bourg


Aire de co voiturage

Les mobilités internes

Le territoire communal présente un bourg compact et central irrigué par un réseau de liaisons piétonnes plus ou moins aménagées (trottoirs plus ou moins continus, voies piétonnes dans le cœur historique, bande pédestre aménagée, chemins ruraux sur le bas du bourg ancien) assurant les cheminements vers les services publics.
Ce réseau devra être conforté et amélioré.
Les implantations résidentielles dans les quartiers sont éloignées et ne se prêtent pas à une mise en place de mobilités douces efficientes.

A-I-5-3- LES TRANSPORTS

Le territoire communal est desservi par un axe structurant du réseau TransGironde et bénéficie ainsi d'une desserte cadencée vers la métropole.
Les déplacements à l'extérieur du territoire communal concernent la majorité des personnes ayant un emploi, et ce, préférentiellement en direction de l'agglomération Bordelaise. Pour les services et besoins de la vie quotidienne, c'est la situation dans la géographie communale qui influence le rapport vers le cœur de ***Rions*** ou vers les autres polarités rurales de proximité.
Aujourd'hui, les besoins en transport sont toutefois essentiellement relayés par le transport automobile.

Bus
Le Conseil Départemental de Gironde propose un service de bus sur son territoire.
La commune est concernée par 4 lignes : 501 Bordeaux Stalingrad Langon liaison en 1 heure et 4 arrêts,
5011 Renfort Bordeaux Stalingrad Langon,
481 Collège de Créon,
582 Collège de Cadillac.

Transport scolaire
Assuré vers les collèges et Lycées de la carte scolaire

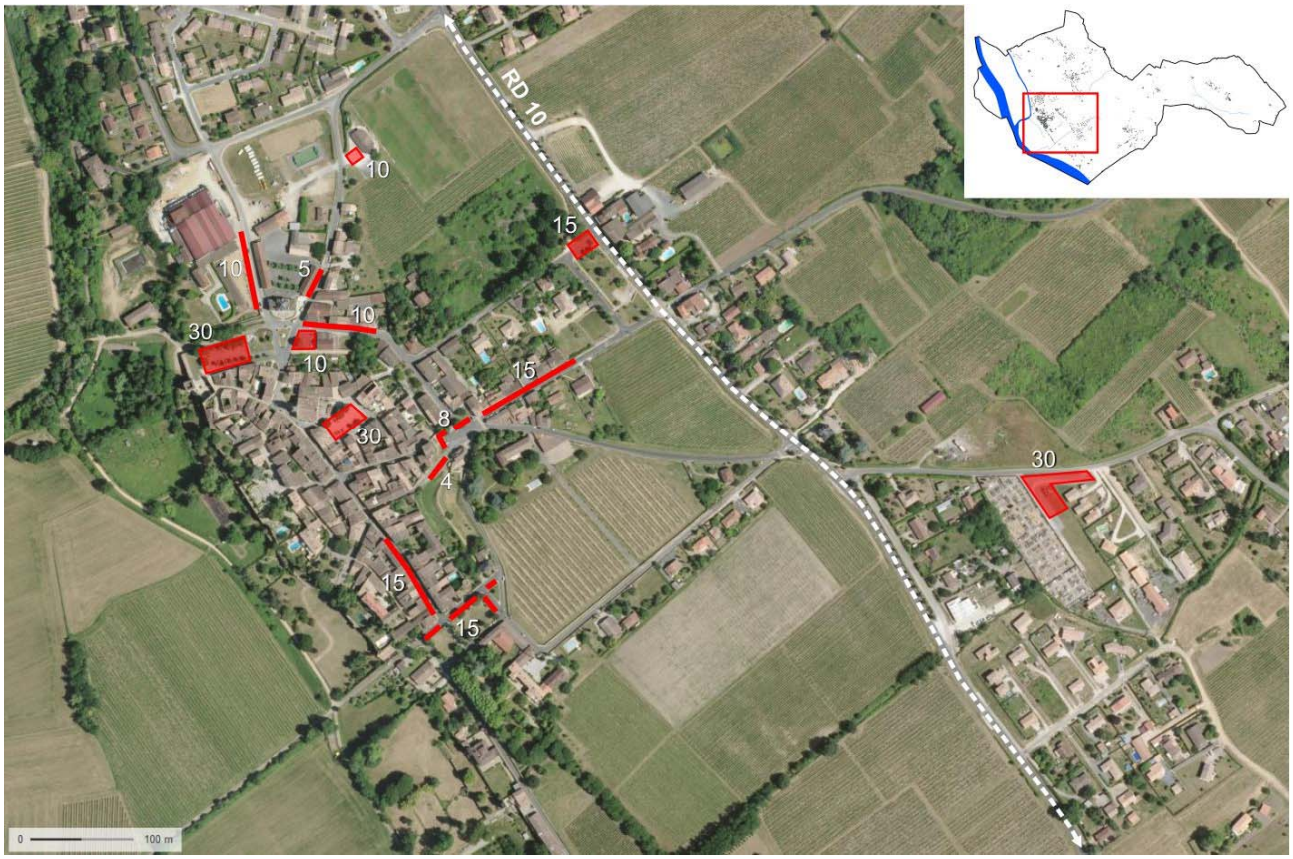
Taxi
Disponible sur la commune (1 taxi).

Train :
Gare à Podensac à 2 km, Gare à Bordeaux à 24 km environ.

Avion
Aéroport de Bordeaux Mérignac à 33 km.

A-I-5-4-LES STATIONNEMENTS

A ce jour, la capacité en stationnement dans le bourg est suffisante, avec ***près de 200 places de stationnements publiques*** dans un rayon de 500m autour du centre bourg.



Cartographie et capacité des stationnements

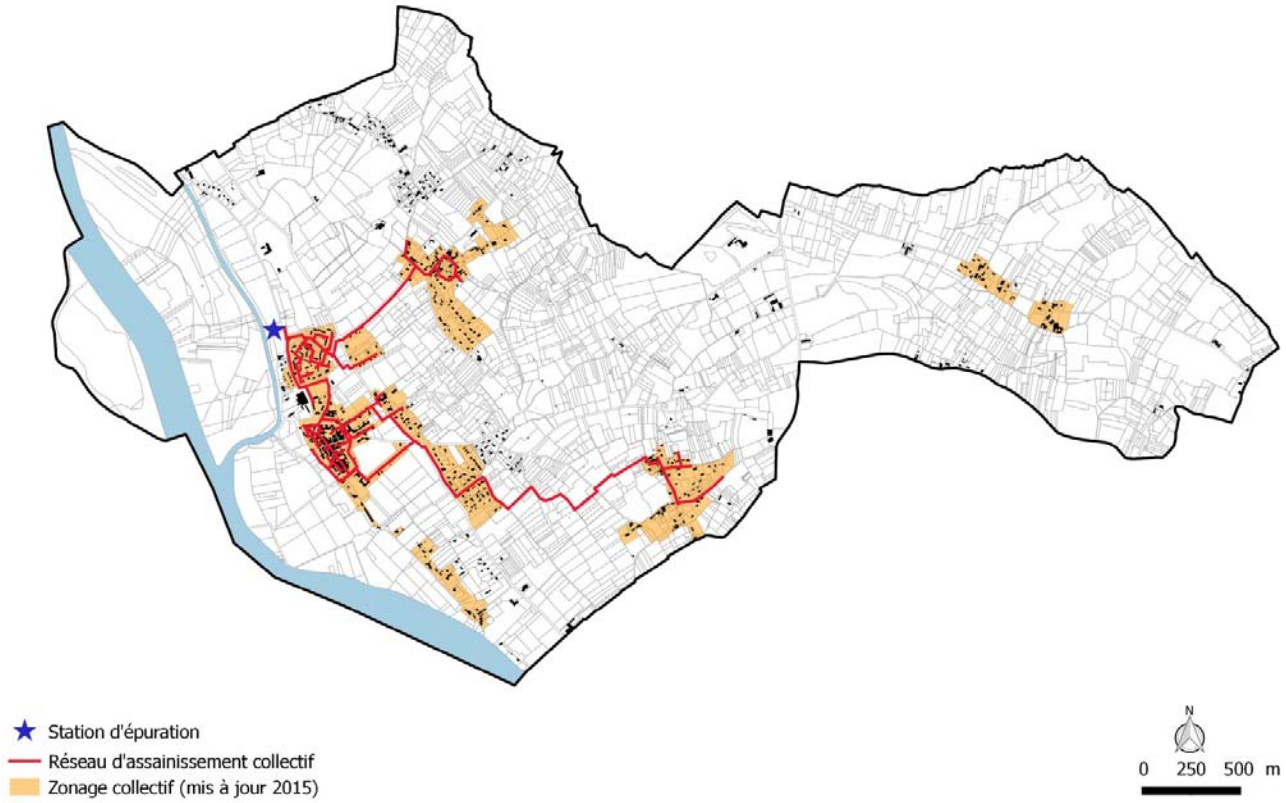
Une étude menée par le CAUE conclut : *« conjuguées aux places à l'intérieur des murailles, elles permettent d'accueillir plus de 130 véhicules. Cela doit être une piste d'étude pour la municipalité qui souhaite désengorger les rues du centre bourg d'un stationnement trop présent ».*

Source : rapport annuel du délégataire eau, assainissement 2013, données communale, sieag

A-I-5-5- L'ASSAINISSEMENT : un réseau collectif desservant le bourg

Un schéma directeur d'assainissement a été réalisé en 2000.
La commune dispose d'un zonage de l'assainissement collectif approuvé en 2013.
Le Syndicat Intercommunal des Eaux et d'Assainissement gère la collecte et le traitement des eaux usées sur la commune de ***Rions***.
La commune assure les compétences de l'assainissement collectif par délégation au Syndicat Intercommunal des Eaux et d'Assainissement de ***Rions*** via un contrat d'affermage avec la Lyonnaise des eaux ; la compétence de l'assainissement non collectif (SPANC) est géré par le SIEA de Rions.

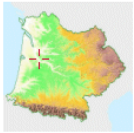
Le réseau collectif
Le réseau d'assainissement a été créé dans les années 1980 ; il dessert le bourg et ses abords, une partie des quartiers de Bouit et Pujols. Neuf postes de relèvement sont présents dont un équipé d'un trop plein.
378 abonnés sont raccordés au réseau d'assainissement en 2014 représentant 832 Equivalents Habitants, soit 55 % de la capacité de la station.
Le réseau est sensible à l'intrusion des eaux parasites.



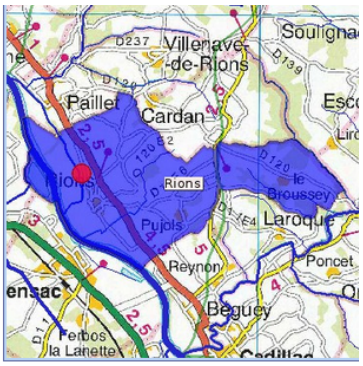
Cartographie du réseau d'assainissement collectif

L'unité de traitement

Code de la STEP :	0533355V003
Nom du maître d'ouvrage de la STEP :	S.I.E. ET ASSAINISSEMENT DE RIONS
Nom de l'exploitant de la STEP :	-
Date de mise en service :	02 novembre 2005
Date de mise hors service :	-
Niveau de traitement :	Secondaire bio (Ntk)
Capacité :	1 500 éq-hab.



Raccordements communaux
10%..100%





Le présent paragraphe entend présenter les caractéristiques techniques générales des ouvrages, leurs capacités (dont la capacité résiduelle) et leur problématique éventuelle eu égard notamment aux enjeux environnementaux.

Le traitement des eaux usées est réalisé par une station d'épuration communale d'une capacité de 1 500 équivalents habitants réalisée en 1981. Cette station d'épuration a été mise en service en 2005 en filière boue activée aération prolongée faible charge (extension de l'ancienne unité datant des années 1980, 1000 éq/hab).
La filière boue est gérée par un système de filtre planté de roseaux. Le réseau est séparatif.

Caractéristiques du système de traitement

PARAMETRES	CHARGES NOMINALES	NORMES DE REJET
Débit m3/j	225 tps sec	
MES kg/j	105	Rendement 50%
DCO kg/j	180	Rendement 60%
DBO kg/j	90	35 mg/l Rendement 60%
NK kg/j	nc	
Pt (Kg/j)	nc	

Milieu de rejet
La Garonne (Natura 2000, trame bleue, axe migrateurs)
Élimination des sous-produits : filtre à roseau (17.55 T de MS en 2013) puis compostage

Paramètres globaux de fonctionnement de l'installation (données 2014) et capacité résiduelle

Tableau de l'année d'activité 2014 :

Paramètres	Pollution entrante			Rendement	Pollution sortante	
	Charge	% Capacité	Concentration		Charge	Concentration
VOL	138 m3/j	61 %			138 m3/j	
DBO5	51 Kg/j	56 %	370 mg/l	99 %	0,4 Kg/j	2,9 mg/l
DCO	110 Kg/j	61 %	800 mg/l	97 %	3,7 Kg/j	27 mg/l
MES	28 Kg/j		200 mg/l	97 %	0,8 Kg/j	5,9 mg/l
NGL	13 Kg/j		93 mg/l	95 %	0,7 Kg/j	5,1 mg/l
NTK	13 Kg/j		93 mg/l	97 %	0,4 Kg/j	2,9 mg/l
PT	1,3 Kg/j		9,4 mg/l	39 %	0,8 Kg/j	5,9 mg/l

Pour l'année 2014, l'exploitant a fourni des données d'auto surveillances relatives au fonctionnement de la STEP. Ces données ont été compilées par le SDDE. Les données chiffrées sont compilées pour tout type de temps. Il apparait que :
La charge organique moyenne sur l'année est de 51 kg de DBO5 par jour, soit 56% de la charge nominal
Le flux de pollution collecté est de l'ordre de 840 EH. **La capacité résiduelle de la station d'épuration est donc de 660 EH.**

Qualité du rejet

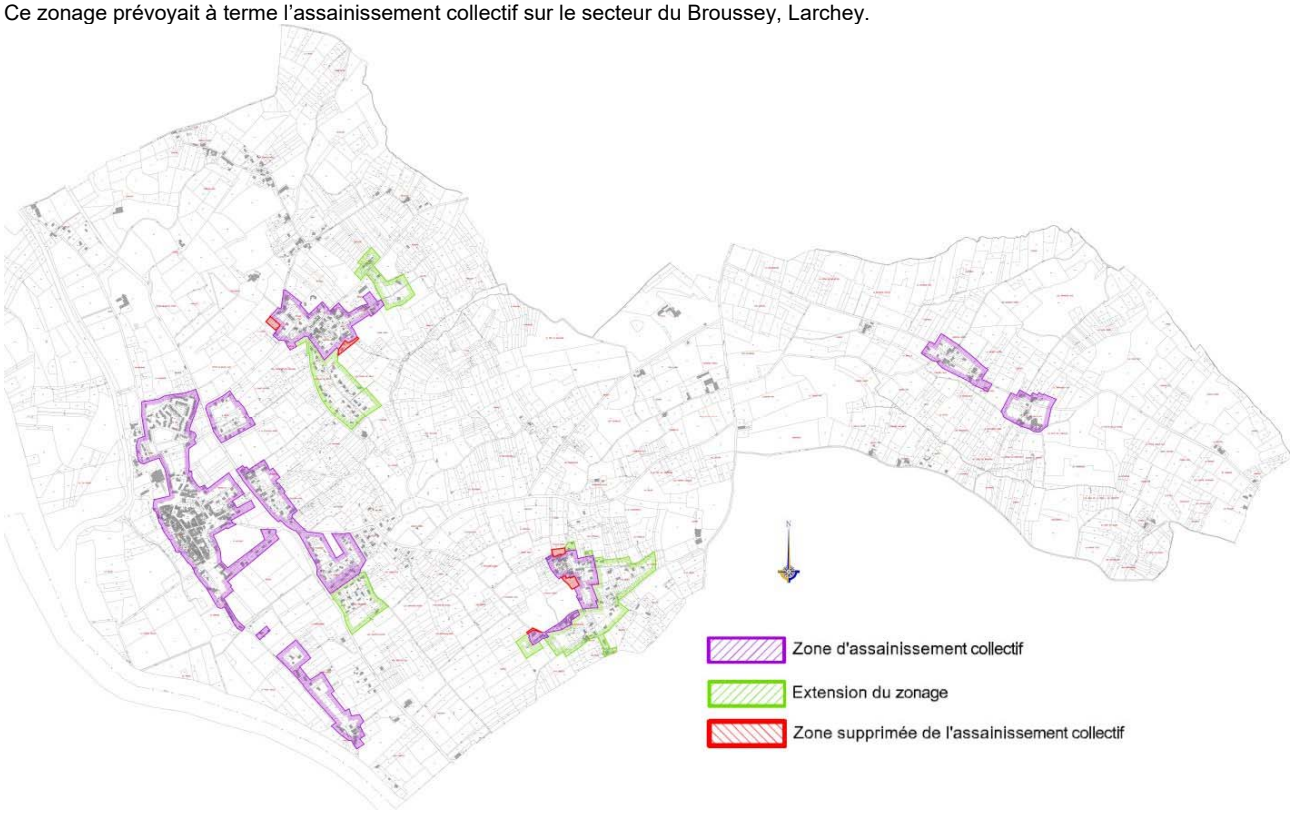
Le rejet est de bonne qualité sur l'année 2014. Les rendements épuratoires sont très bons.

Le bassin de la Garonne, milieu récepteur des eaux traitées de la station d'épuration est un cours d'eau sensible pour la qualité des eaux : zone Natura 2000, arrêtés de biotope, axe prioritaire pour les poissons migrateurs et la vie piscicole en général (priorité 1).

Le système d'assainissement a été déclaré conforme en 2015

Zonage de l'assainissement collectif

Ce zonage prévoyait à terme l'assainissement collectif sur le secteur du Broussey, Larchey.



Zonage collectif d'assainissement

Source : SOCAMA

L'assainissement non collectif des eaux domestiques

Source: étude de schéma directeur d'assainissement –bilan spanc – rapport annuel

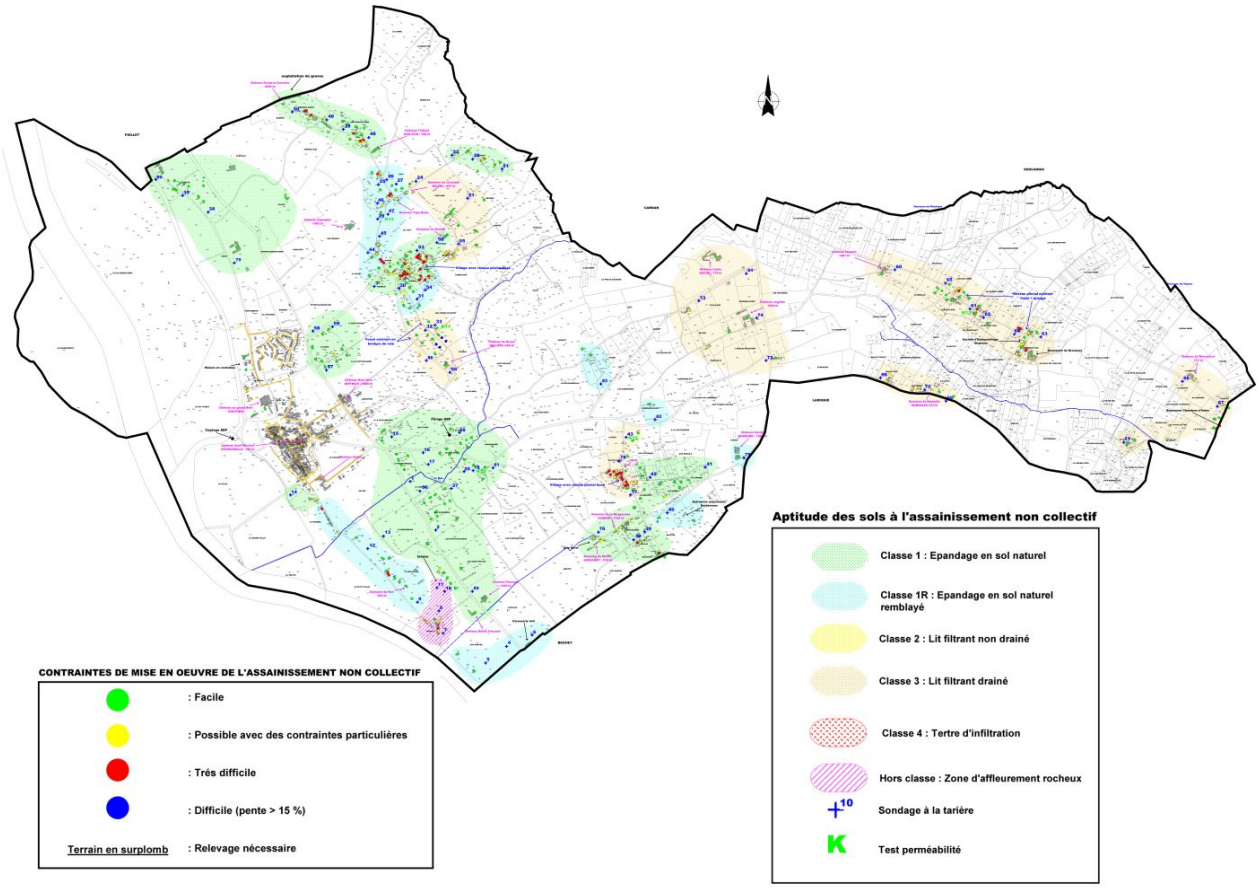
La compétence de l'assainissement non collectif est gérée par le SIEA de Rions.
En 2013, le service d'assainissement non collectif comptait 294 abonnés.

Le bilan des **dispositifs autonomes date de 2010 et est en cours d'actualisation, la donnée n'est pas disponible.**

Aptitude des sols

La commune dispose d'une carte d'aptitude des sols à l'assainissement autonome établie en 2000.
Les sols rencontrés sur la commune de ***Rions*** sont dans l'ensemble assez variés et dont la perméabilité est parfois limitée. Cette carte distingue 5 classes de type de sol, de la classe 1 permettant le traitement dispersion par le sol en place, à la classe 4 en filière tertre et classe 5 : hors classe, inapte.

- sur la partie basse les affleurements calcaires sont courants rendant difficile la mise en place de dispositifs d'assainissement non collectif (Baquey, la Mouliasse),
- sur la moyenne terrasse les sols sont à dominante limono-sableuse avec des perméabilités et des profondeurs correctes (la Poule, Teche, Nau, Davittes, la Mengeonne),
- sur les zones de pentes et de pieds de coteaux on rencontre soit des sols argileux faiblement perméables et hydromorphes (Pujols, Lesclade, Picadis), soit des sols graveleux ou limono-sableux à perméabilité correcte sans traces d'hydromorphie (Tribeau, Carsin, Tapy).
- sur l'extrémité est de la commune dans la zone de coteaux, on ne rencontre que des sols à dominante argileuse, faiblement perméables et hydromorphes (Jourdan, Broussey, Broustaret).



Carte de l'aptitude des sols à l'assainissement individuel selon le Schéma Directeur

La gestion des eaux pluviales

Les eaux pluviales sont l'un des aspects essentiels à maîtriser dans la planification et l'aménagement du territoire. Il est possible de distinguer **quatre enjeux majeurs** de la gestion des eaux pluviales :

- **Inondations** : limiter les crues liées au ruissellement pluvial, les phénomènes d'érosion et de transport solide qui sont associés, ainsi que les débordements de réseaux ;
- **Pollution** : préserver ou restaurer la qualité des milieux récepteurs par la maîtrise des flux des rejets de temps de pluie ;
- **Assainissement** : limiter la dégradation du fonctionnement des stations d'épuration par temps de pluie et le risque de non-conformité ;
- **Aménagement** : envisager l'aménagement du territoire en maîtrisant les trois risques précédents

La commune ne dispose pas de schéma directeur des eaux pluviales.

Au sein du bourg communal, des ouvrages de collecte des eaux surfaciques (grilles avaloirs) sont présents sur la chaussée.
Ces ouvrages recueillent les eaux superficielles accumulées sur les surfaces imperméabilisées, puis les acheminent via un réseau souterrain et aérien en direction du réseau hydrographique superficiel.
Les eaux pluviales des espaces bâtis privatifs sont infiltrées dans le sol via des puisards.
Les eaux de ruissellement de la voirie, sont conduites naturellement vers des fossés puis leur exutoire naturel (nombreux thalwegs).

En dehors du bourg communal, les eaux de ruissellement sont directement recueillies par le réseau de fossés présents en limites parcellaires ou en bordure de voirie. Ces eaux sont également acheminées de façon gravitaire vers le réseau hydrographique superficiel.

Ponctuellement, des ouvrages de gestion/traitement des eaux pluviales peuvent être mis en place au sein de zones d'habitats regroupés récemment créées. Ces dispositifs permettent d'assurer une collecte de la totalité des eaux de ruissellement, d'abattre leur concentration en polluants, puis les restituer au réseau hydrographique superficiel à débit régulé afin d'éviter tout afflux hydraulique.

Le point sensible dans le bourg concerne le ruisseau de Nau sur sa zone aval, qui traverse des parties urbanisées. Une étude hydraulique a identifié ces zones à risque (voir chapitre risque). Une vigilance devra être portée sur l'urbanisation dans ce bassin versant de façon à ne pas aggraver cette situation.

A-I-5-6- L'EAU POTABLE :

Source : rapport annuel 2013

Structure gestionnaire

La Commune de Rions adhère au Syndicat Intercommunal SIAEPA de Rions. La compétence recouvre la production, la protection du point de prélèvement, le traitement, le transfert, le stockage et la distribution de la ressource.
La société Lyonnaise des eaux est délégataire du service de distribution et d'exploitation de la ressource (contrat à échéance au 30/06/2018)

Ressource

Le syndicat est alimenté par trois forages, deux situés sur la commune de Rions (puits de captage de Naudinot et forage de l'Eyre).

L'eau provenant de forages profonds et de la nappe plio-quaternaire assure l'alimentation en eau du réseau public intercommunal.
Ces ressources permettent de délivrer 167m³/h ou 4 000 m³/j.
Des périmètres de protections ont été établis et concernent le territoire de Rions.

Nom	Localisation	Nature de la ressource	Débit d'exploitation nominaux	Traitement	Périmètre de protection
Ressources exploitées par le SIAEPA Rions					
Puits de Naudinot	Rions	Plio-quaternaire	100 m³/h	L'eau issue du forage profond après mélange avec les eaux du puits suit un traitement de déferrisation et de chloration dans la station de production située à Rions	Arrêté préfectoral du 02/06/1993
Forage de l'Eire	Rions	Eocène (profond)	67 m³/h		Arrêté préfectoral du 29/04/2003
Ressources autres dont le périmètre impacte le territoire de Rions					
Forage Château d'eau Périmètre de protection débordant sur Rions	Villenave de Rions	Oligocène	8 m3/h		Arrêté préfectoral du 06/11/2009

Consommation

Au 31/12/2013, la commune compte 781 abonnés (777 en 2012) au service de l'adduction en eau potable. En moyenne, la consommation annuelle moyenne d'un abonné est de 103,5 m³ par an environ en 2013 (2.02 personnes/abonné en moyenne).
Les volumes généraux produits ont baissé entre 2007 et 2008 (-11% environ).

Le service public prélève 294 527 m³ pour l'exercice 2013 soit une baisse de 11% par rapport à l'année 2012 :

- Puits de Naudinot : 112 908 m³
- Forage de l'Eire : 218 081m³

La part des pertes est de 50 577 m³ en 2013.

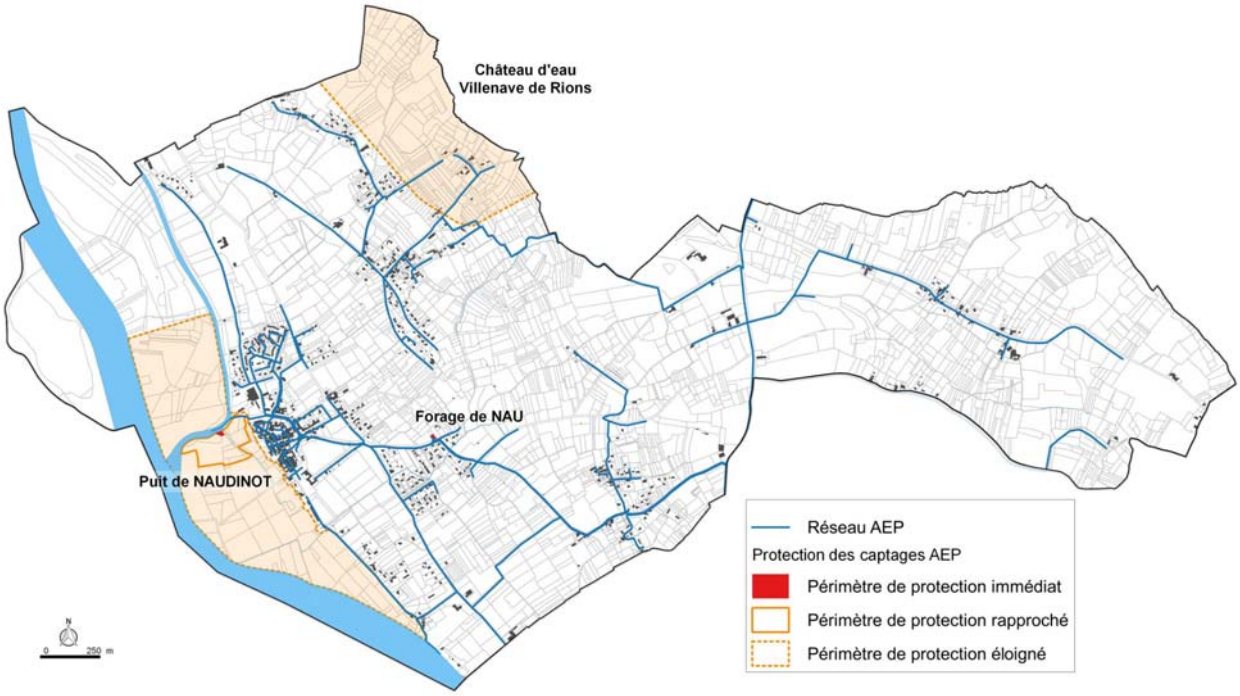
Cette consommation correspond à 906 m3/j et laisse une marge importante eu égard à la capacité nominale de la ressource (88% de marge). En pointe la consommation est de 1110 m3/j, et laisse donc une marge appréciable.
Dans le cadre du SAGE nappe profonde, une interconnexion est en cours pour réduire les prélèvements sur l'éocène moyen (actuellement : prélèvement moyen annuel : sur le quaternaire environ 2/3, sur l'éocène environ 1/3)
Le syndicat met en place des mesures pour favoriser les économies d'eau.

Réseau-Distribution

Le syndicat compte près de 102.41 km de canalisation en 2013.
Le rendement du réseau en 2013 est satisfaisant (76%).

Traitement-distribution-qualité

Après traitement, les eaux distribuées sont de bonne qualité avec 100% des prélèvements conformes pour les paramètres physico-chimiques et 89.4% pour les paramètres de microbiologie.



Schématisation du réseau d'eau potable sur la commune

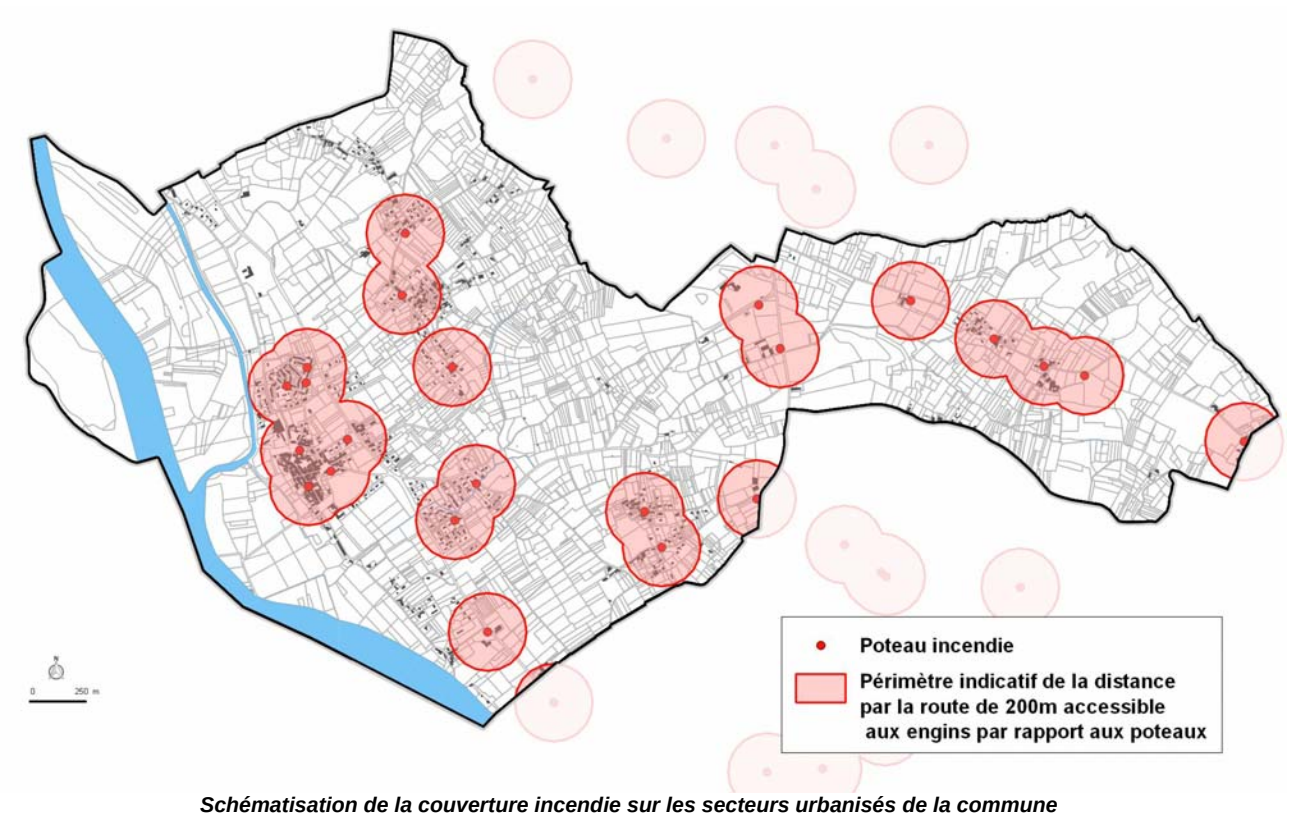
A-I-5-7-LA SECURITE INCENDIE

Source : Rapport du SDIS 2016

Rappels généraux :
Il conviendra d'implanter des points d'eau incendie de façon à ce que toute construction puisse bénéficier d'une défense incendie conforme à la nouvelle règlementation.

La défense incendie est assurée par un réseau de 23 poteaux incendie répartis sur le territoire communal. 16 poteaux sont signalés en anomalie, 8 pour cause de la faiblesse du débit et 8 autres sont signalés comme indisponibles.

Quelques secteurs bâtis ne sont pas couvert pas ces dispositifs comme le montre la carte ci-dessous :



Schématisation de la couverture incendie sur les secteurs urbanisés de la commune
(le cercle de 200m est indicatif et ne traduit pas la distance effective par les voies carrossables)

Date : 22/05/2014 **Commune : RIONS**
Tournée ressources en eau n° : 2014-RIONS-014-CADI Représentants : Mairie N Gestionnaire réseau N
C.I.S : CADILLAC Autres services :
Matériel de Contrôle : Casomobile

N°	Type	Adresse	Débit maximum	Débit à 1 bar	Pression dynamique	Pression statique	Capacité	Codes Anomalies	Etat
1	PI100	MAIRIE	51	40	0,0	3,8		4 MUR - 30 - 38 (1)	Débit faible
2	PI100	PLACE DU GENERAL DE GAULLE	35	29	0,0	4,0		4 MUR - 30	Débit faible
3	PI100	PASCAULT	100	80	0,0	3,8			Disponible
4	PI100	STATION DE POMPAGE "MAINGEONNE"	120	120	0,0	7,4			Disponible
5	PI100	CARSIN (D13)	83	62	0,0	3,6			Disponible
6	PI100	CHOLET	25	15	0,0	2,1		10 - 31 - 38 (1)	Indisponible
7	PI100	LE BROUSSEY	22	3	0,0	1,8		31	Indisponible
8	PI100	BOUIT	28	22	0,0	2,1		31 - 38 (1)	Indisponible
9	PI100	GAYLA	108	82	0,0	2,0			Disponible
10	PI100	RUE DE LAVIDON	29	22	0,0	4,0		4 MUR - 31 - 38 (1)	Indisponible
11	PI100	SAINT SEURIN 1 (ENTRÉE PRINCIPALE)	52	40	0,0	3,9		30	Débit faible
12	PI100	SAINT SEURIN 2 (APPARTEMENT 35)	51	40	0,0	4,0		30	Débit faible
13	PI100	PLACE DE LA GARE	52	40	0,0	4,0		30	Débit faible
14	PI100	JOURDAN	0	0	0,0	0,0		6	Indisponible
15	PI100	5, LE NAU SUD	70	53	0,0	3,0			Disponible
16	PI100	LESCLADE	18	12	0,0	2,0		10 - 31	Indisponible
17	PI100	8, CHEMIN DES MOULINS	40	22	0,0	6,0		30	Débit faible
18	PI100	CARPIOT	0	0	0,0	0,0		6	Indisponible
19	PI100	SAINT SEURIN 3 (APPARTEMENT 60)	53	40	0,0	3,9		30	Débit faible
20	PI100	LES DAGOISSES	65	52	0,0	3,7			Disponible
21	PI100	BARBEY	34	14	0,0	2,0		30	Débit faible
22	PI100	PUJOLS	70	44	0,0	4,8			Disponible
23	PI100	LE BROUSSEY	21	7	0,0	1,8		31	Indisponible

Rapport SDIS 2014

Les Feux de forêt

Source : Porté à Connaissance

Rions n'est pas affectée par le risque feux de forêts dirigés au Dossier Départemental des Risques Majeurs de 2012.

A-I.5.8 – LE RÉSEAU ÉLECTRIQUE

Source ; rapport SDEE octobre 2016

L'ensemble de la commune est desservi par le réseau électrique EDF qui alimente 822 clients via un réseau BT de 22.738 km majoritairement aérien (3.813 km en souterrain).

Les Postes HTA/BT

On dénombre sur la commune 27 postes HTA/BT qui se répartissent en 13 postes au sol et 14 sur poteau avec des puissances variant de 250Kva à 50 Kva :

PUISSANCES DES POSTES HTA/BT	NOMBRE
• 250 Kva	4
• 160 Kva	9
• 100 Kva	11
• 50 Kva	3

TYPE DE POSTE	NOMBRE
• POSTE AU SOL	
○ Rural compact (RC) ou (RS)	8
○ PSS-B (SB)	1
○ PAC (UC) ou (UP) ou (IM)	2
○ Cabine Haute (CH)	1
○ Cabine Basse (CB)	1
• POSTE SUR POTEAU H61	14

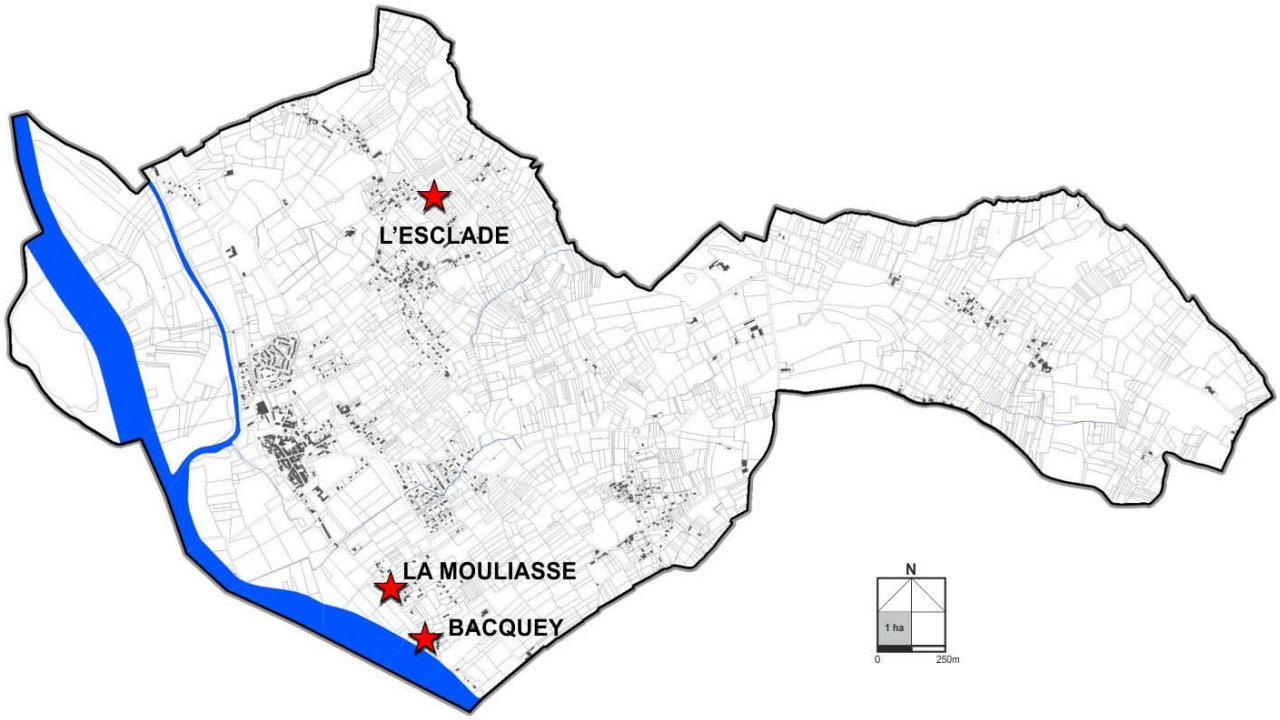
La majorité des postes HTA/BT est utilisée à un niveau de capacité satisfaisant. Ces postes disposent ainsi d'une réserve de puissance autorisant de nouveaux raccordements domestiques.
Les secteurs desservis par les postes Bacquez, La Mouliasse et le Moulin sont plus limités puisqu'ils sont utilisés respectivement à 85-83 et 97% de leur capacité. Le poste de Moulin passera à 100 Kva dans le cadre de travaux financés par ENEDIS.

Le réseau BT

Des chutes de tensions sont à noter sur les secteurs :

- Desservi par le poste La Mouliasse : un renforcement est à prévoir rapidement du fait des dépassements des valeurs autorisés, un seul branchement supplémentaire provoquera une chute de tension non autorisée
- Desservi par le poste l'Esclade : même situation que le poste La Mouliasse

Aucune contrainte d'intensité n'est à noter.



Secteurs déficitaires en électricité

A-I-5-9 – LE RÉSEAU GAZ DE VILLE :

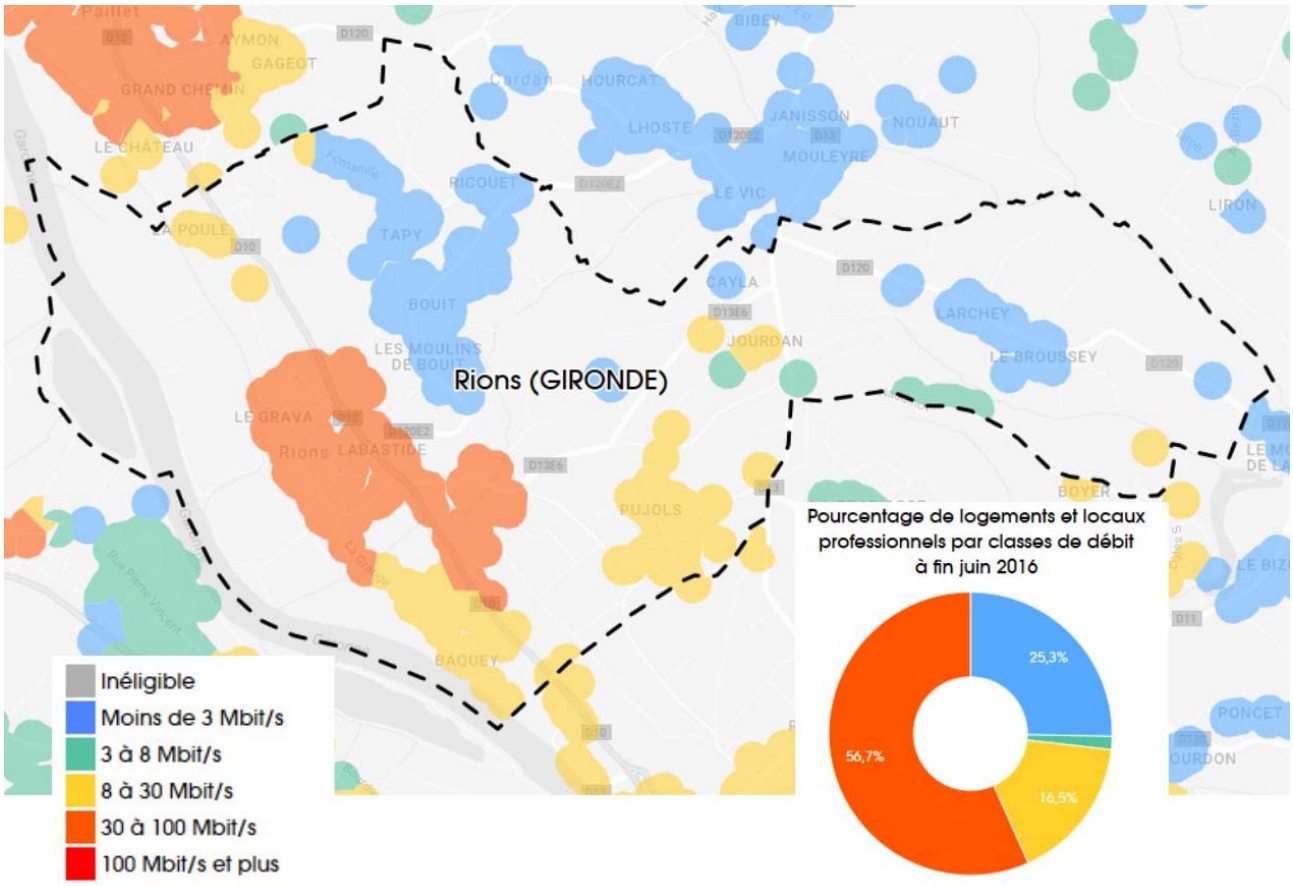
Source : http://www.grdf.fr/collectivites-territoriales/mes-services/communes-desservies

La commune est desservie en gaz naturel.

A-I-5-10 – LES RÉSEAUX NUMERIQUES

Source : http://observatoire.francethd.fr/, ariase.com

La commune ne dispose pas d'équipements donnant accès au très haut débit. Pour autant, la desserte ADSL est présente et satisfaisante dans le bourg, moins rapide dans les écarts.
Seulement 16.5% environ des logements et locaux professionnels sont raccordés à une desserte supérieure à 8 MBit/s et inférieure à 30 Mbit/s.



A-I-5-11- LA COLLECTE DES DECHETS

Sources : site du Syndicat de l'Entre-deux-Mers-Ouest pour la Collecte et le Traitement des Ordures Ménagères (S.E.M.O.C.T.O.M.)

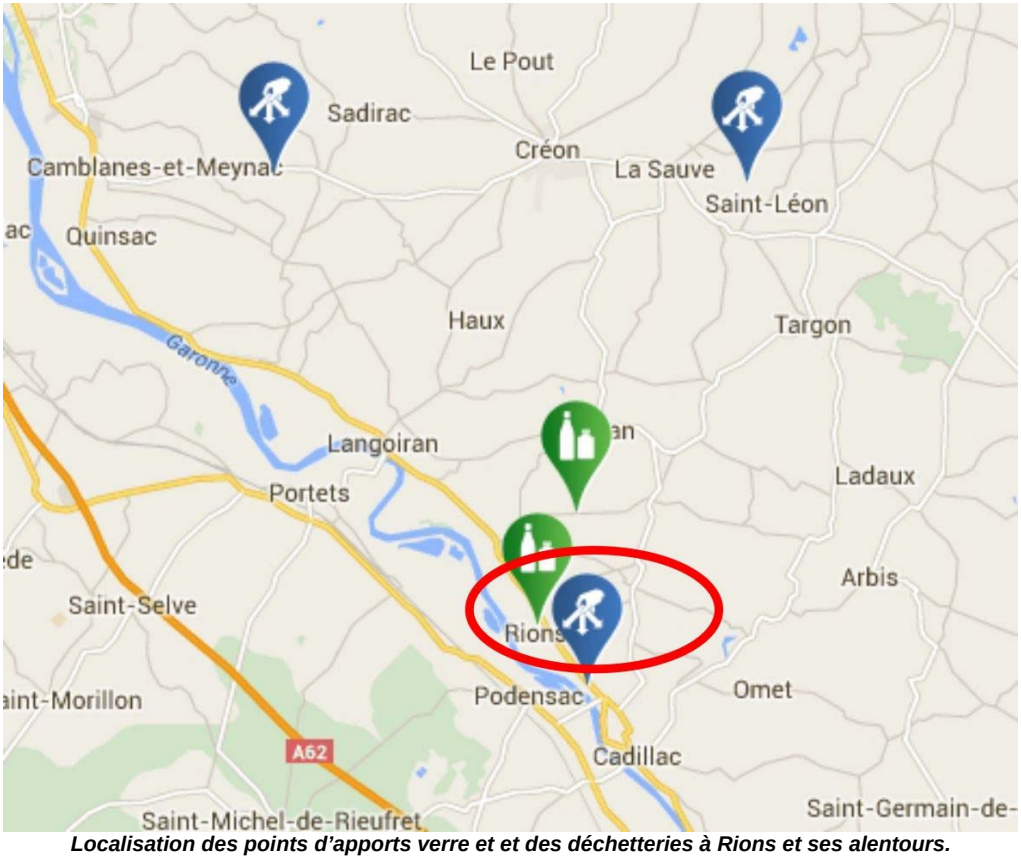
Le Syndicat de l'Entre-deux-Mers-Ouest pour la Collecte et le Traitement des Ordures Ménagères (S.E.M.O.C.T.O.M.) a été créé par arrêté préfectoral du 28 janvier 1980. Il assure la compétence en matière de collecte et traitement des déchets :

- La collecte et le traitement des déchets ménagers et assimilés ;
- Les collectes, le tri, la valorisation des matériaux recyclables ;
- La construction et l'exploitation de déchèteries, de recycleries ;
- La collecte et le traitement des déchets valorisables : DEEE, vêtements, mobiliers, huiles, piles, batteries, bois, meubles, etc
- La collecte et le traitement des encombrants et tout autre déchet ;
- La collecte et le traitement des déchets verts et des bio-déchets ;
- La commercialisation des produits ;
- Les actions de prévention et de communication.

Il y a sur le territoire d'intervention du syndicat 3 types de collectes à domicile :

- La collecte des ordures ménagères résiduelles (OMR) en bacs à couvercle bordeaux.
- La collecte des matériaux recyclables (le tri) en bacs à couvercle jaune.
- La collecte du verre (pots, bocaux, flacons) en bac à couvercle vert qui concerne quelques communes ayant acceptés les surcoûts de collecte.

Des points d'apports volontaires pour le verre existent sur la commune.
La déchetterie la plus proche est située à Béguey.



Localisation des points d'apports verre et et des déchetteries à Rions et ses alentours.

A-I-5-12- LE TRAITEMENT DES DECHETS

Source : http://www.semoctom.com

La compétence du traitement des déchets est conférée au SEMOCTOM à Béguey.

Les Filières de traitement valorisation :

Ordure ménagères et assimilés : incinération usine Astria de Bègles + valorisation énergétique.

L'unité de valorisation énergétique (UVE) de Bègles : Astria

(tonnes)	2011	2012	Evolution
Ordures ménagères résiduelles	76 499,50	77 092,41	0,78%
Tout-venant incinérable	12 419,82	12 204,52	-1,73%
Refus centre de tri	6 299,87	6 384,42	1,34%
Déchets non ménagers	12 106,68	13182,31	8,88%
Total	107 325,87	108 863,66	1,43%

Outre les tonnages ci-dessus mentionnés en provenance de La Cub, Astria a pris en charge des déchets incinérables en provenance d'autres producteurs. Ceci a porté le tonnage total incinéré par Astria à 266 250 tonnes en 2012.

Ce tonnage total incinéré (Cub + hors Cub) a produit :

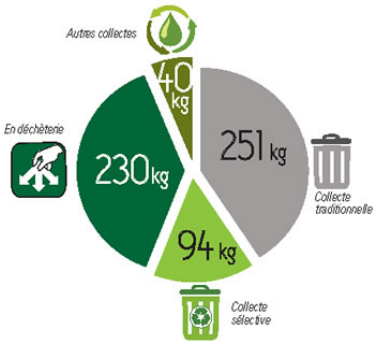
- 60 925 tonnes de mâchefers, dont 40 710 tonnes sont valorisées en sous-couche routière, 4 730 tonnes sont valorisées en matière (fer et aluminium), 7 834 tonnes sont en attente de valorisation et 7 651 tonnes ont dû être enfouies au centre de stockage de déchets non dangereux de Clérac (17).
- 6 913 tonnes de cendres et 805 tonnes de « gâteaux » de filtres ont été enfouies au centre de stockage de déchets dangereux de Graulhet (81).
- 148 802,66 MWh d'électricité dont 120 340 MWh ont été vendus.

Gestion des particuliers : compostage individuel.

Recyclable : centre de tri de Saint-Léon et valorisation, plate-forme de compostage.

Les tonnages

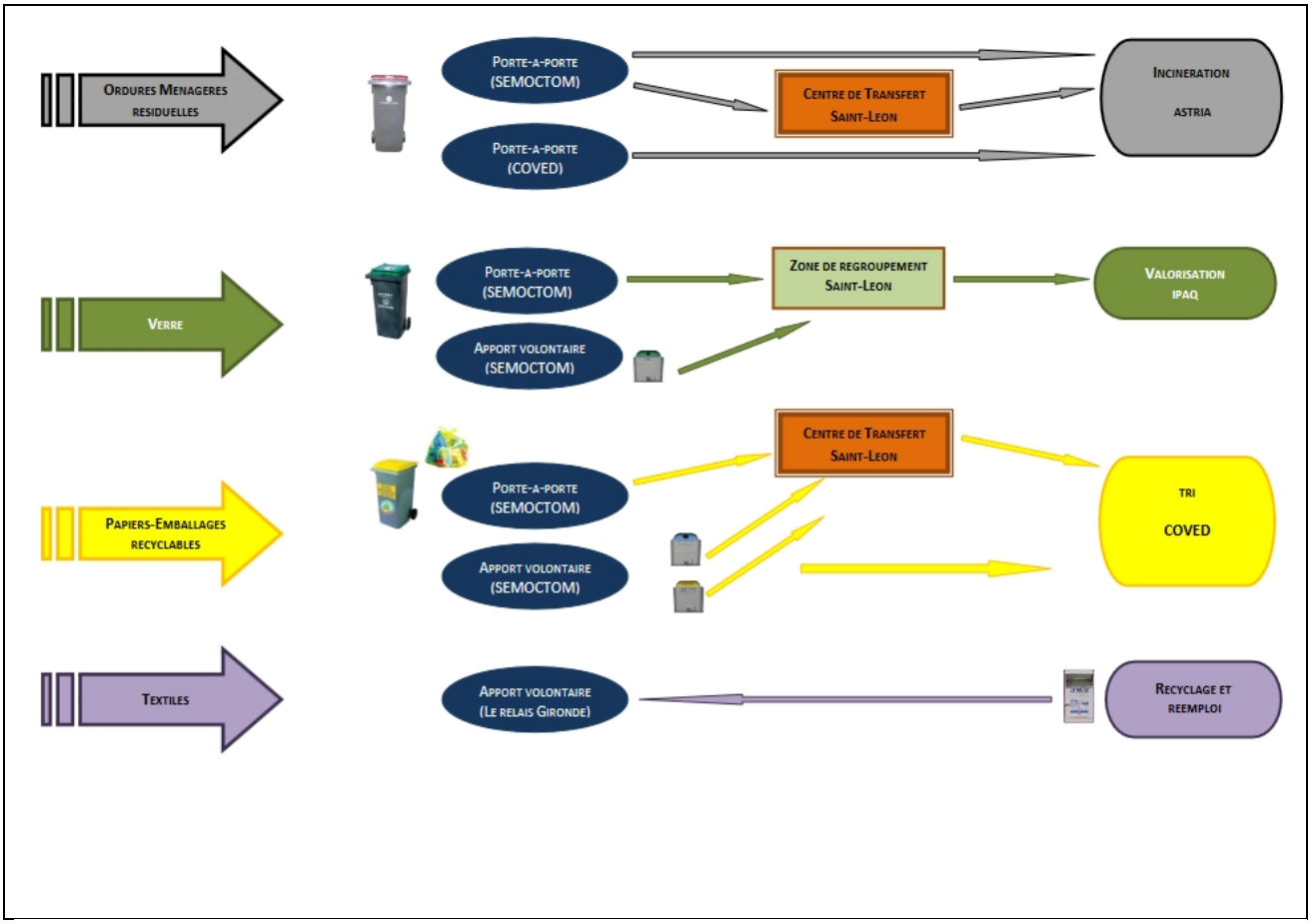
En 2013, 923 000 tonnes de déchets ménagers et assimilés ont été collectées en Gironde, soit 615 kg par habitant.



Ces **615 kg par Girondin** se décomposent ainsi :

- 251 kg pour la collecte traditionnelle,
- 94 kg pour la collecte sélective,
- 230 kg pour les déchèteries,
- 40 kg pour les autres collectes.

Les filières par type de déchets



Synthèse / Enjeux
Questionnements spécifiques au territoire

Synthèse

Le niveau des équipements de la commune est satisfaisant :

- Eaux usées du bourg, Bouit et Pujols traitées via une STEP communale, conforme et de 1500 eh. Point de rejet au niveau de la Garonne, avec une capacité résiduelle importante (600 à 650 eq/hab)
- les bâtiments publics assurent leur fonction dans de bonnes conditions
- la sécurité incendie reste à améliorer pour desservir certains quartiers
- la qualité de la ressource en eau est satisfaisante de même que son approvisionnement quantitatif
- transport collectif régulier sur un axe structurant vers la métropole bordelaise
- liaison ferroviaire à valoriser via la gare de Podensac
- réseau électrique ponctuellement limité sur certains postes (

Les enjeux du PLU / Questionnements spécifiques au territoire

Les équipements structurels de la commune sont le fondement de l'organisation et de la gestion de la vie communale ; la collectivité doit :

- Faire évoluer les équipements dans le bourg en fonction des besoins induits par le développement urbain et les besoins inhérents à l'activité
- Préserver les ressources en eau
- Affirmer la politique de liaisons douces dans le village et d'alternative à la voiture individuelle
- S'adapter aux contraintes de territoire au plan des risques et de la sécurité
- Maintenir et conforter le niveau l'accessibilité par des mobilités douces et la sécurité aux équipements
- Affirmer le pôle d'équipements en prévoyant des extensions à terme pour l'avenir du village :
- Optimiser le réseau d'assainissement collectif

Objectifs/ Moyens

Objectifs

- Limiter la consommation d'eau
- Respecter les objectifs du SDAGE et du SAGE nappe profonde
- Raccorder le plus possible les habitations nouvelles au système d'assainissement commun
- Optimiser la gestion des eaux pluviales notamment sur le bassin versant du Nau
- Garder de bonnes valeurs qualitatives et quantitatives pour les cours d'eau
- Limiter la pollution sur les milieux aquatiques, les masses d'eau souterraines et le réseau hydrographique
- dynamiser la centralité du bourg en développant les activités et en assurant les équipements nécessaires à ce fonctionnement (stationnements, accès, écoles, espaces publics…)
- Limiter l'urbanisation sur les terrains éloignés et isolés du réseau d'assainissement collectif, et limiter l'urbanisation sur les sols peu favorable à l'assainissement autonome.

Moyen

- Développer un maillage de liaisons douces en lien avec des espaces publics renforcés
- Optimiser les réseaux existants et favoriser le développement sur les zones raccordées ou raccordables aux réseaux existants (assainissement collectif, eau potable)
- Réserver les espaces nécessaires à l'avenir pour la structuration des équipements collectifs à terme,

A-II- SERVITUDES ET ARTICULATION AVEC LES AUTRES DOCUMENTS

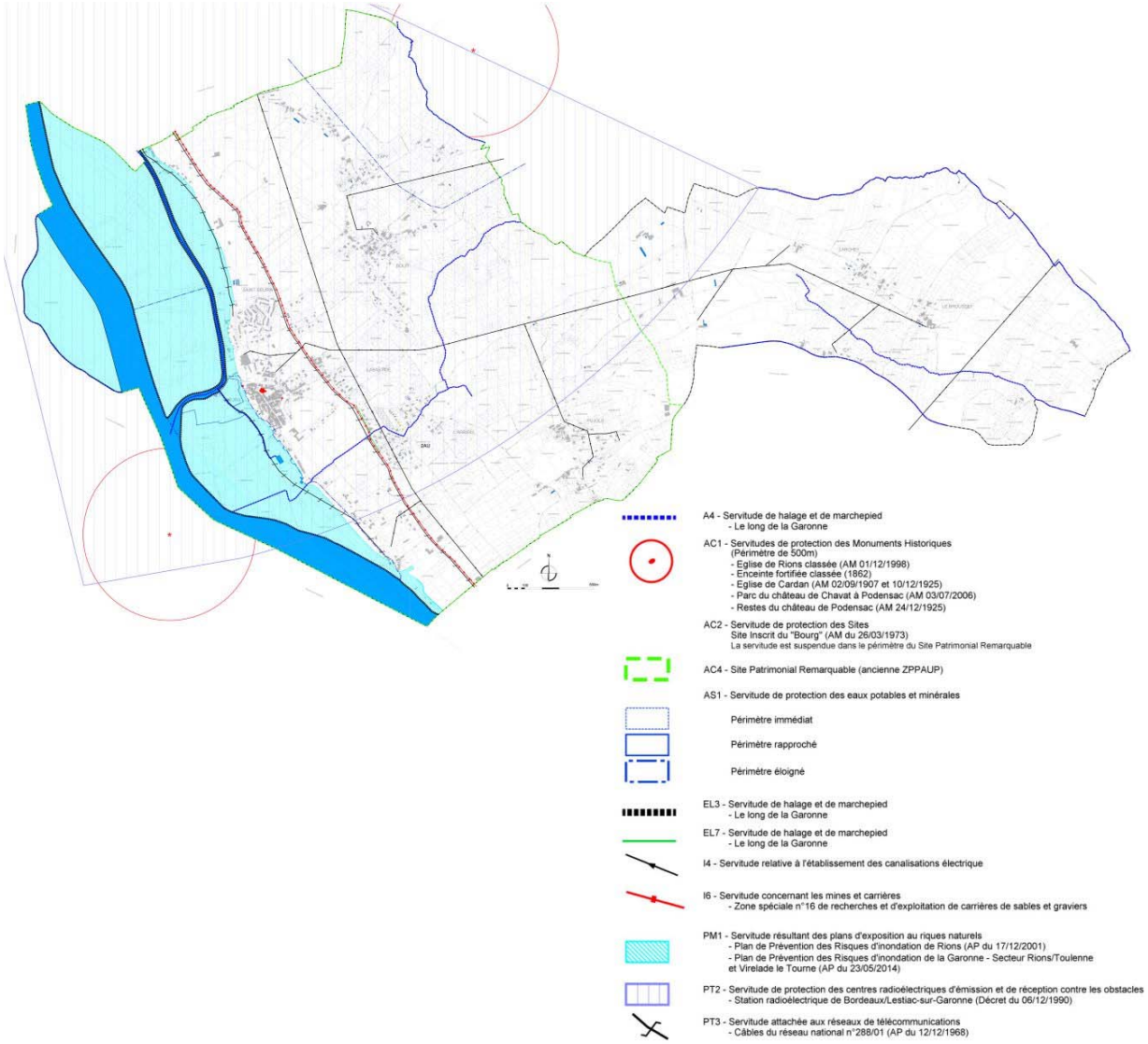
A-II.1- SERVITUDES D'UTILITE PUBLIQUE

Source : Porter à Connaissance

Ce paragraphe récapitule l'ensemble des servitudes indiquées dans les chapitres thématiques afin d'en donner un aperçu complet et global.

A-II-1-1- LISTE DES SERVITUDES

Code	Nom officiel de la servitude
A4	Servitudes concernant les terrains riverains des cours d'eau non domaniaux ou compris dans l'emprise du lit de ces cours d'eau (tous cours d'eau non domaniaux). • Ruisseau le NAU
AC1	Servitude de protection des Monuments Historiques • Eglise de Rions classée le 01/12/1908 • Enceinte fortifiée classée en 1862 • Rayon de protection de l'église de Cardan : portail et abside classés le 02/09/1907, restes de l'édifice classé le 10/12/1925 • Parc du château du Chavat de Podensac, ses serres et le château d'eau classés le 03/07/2006 • Restes du château de Podensac inscrit le 24/12/1925
AC2	Servitudes de protection des sites et monuments naturels • Bourg (totalité de la section D dite du bourg) site inscrit le 26/03/1973 *Cette servitude est suspendue dans le périmètre du Site Patrimonial Remarquable.*
AC4	Servitude de –Site Patrimonial Remarquable (anciennement ZPPAUP)
AS1	Servitudes attachées à la protection des eaux potables et minérales • Forage communal de l'Eyre, AP du 02/06/1993 • Forage Naudinot, AP du 29/04/2003 • Forage « Château d'eau » périmètre de protection immédiate et éloignée, AP du 05/11/2009
EL3	Servitude de halage et de marchepied • Marchepied le long de la Garonne
EL7	Servitudes d'alignements des voies nationales, départementales ou communales • RD10 décision du CG du 03/05/1937 • RD 120 et RD 120 E2 décision du CG du 20/08/1880
I.4	Servitudes relatives à l'établissement des canalisations électriques. Réseaux de distribution Moyenne Tension et Basse Tension.
I.6	Servitudes concernant les mines et carrières établies au profit des titulaires de titres miniers, de permis d'exploitation de carrières ou d'autorisation de recherches de mines et carrières. • Zone spéciale n°16 de recherches et d'exploitation de carrières de sables et graviers.
PM1	Servitudes résultant des plans de prévention des risques naturels prévisibles. • Plan de prévention du Risque Inondation de la commune de Rions (AR du 17/12/2001). • Plan de prévention du risque inondation de la Garonne – secteurs Rions/Toulenne et Virelade/Le Tourne (AR du 23/05/2014)
PT2	Servitudes de protection des centres radioélectriques d'émission et de réception contre les obstacles. • Station radioélectrique de Bordeaux/Lestiac-sur-Garonne (décret du 06/12/1990).
PT3	Servitudes attachées aux réseaux de télécommunications. • Câbles du réseau national n°288/01 (Arrêté préfectoral du 12/12/1968)



Cartographie des servitudes d'utilité publiques de la commune

A-II-1-2- PRESCRIPTIONS NATIONALES PARTICULIERES

Loi Montagne, Loi littoral
La commune n'est pas concernée

Projet d'Intérêt Général (P.I.G.)
La commune n'est pas concernée

A-II.2- ARTICULATION AVEC LE S.C.O.T.

Le SCOT n'est pas approuvé et le DDO en cours de rédaction.

A-II.3-PRISE EN COMPTE DES SCHEMAS REGIONAUX

A-II-3-1- SCHEMA REGIONAL DE COHERENCE ECOLOGIQUE

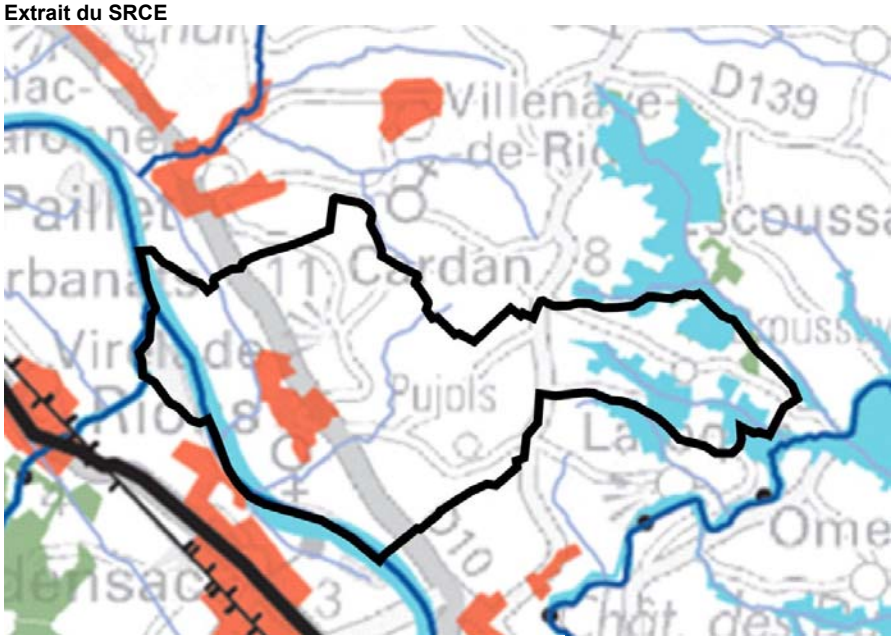
Il est élaboré conjointement par la Région et l'Etat (article L. 371-3 du code de l'environnement).
Il comprend notamment :

a) Une présentation et une analyse des enjeux régionaux relatifs à la préservation et à la remise en bon état des continuités écologiques ;
b) Un volet identifiant les espaces naturels, les corridors écologiques, ainsi que les cours d'eau, parties de cours d'eau, canaux ou zones humides mentionnés respectivement aux 1° et 2° du II et aux 2° et 3° du III de l'article L. 371-1 du code de l'environnement ;
c) Une cartographie comportant la trame verte et la trame bleue mentionnées à l'article L.371-1 du code de l'environnement ;
d) Les mesures contractuelles permettant, de façon privilégiée, d'assurer la préservation et, en tant que de besoin, la remise en bon état de la fonctionnalité des continuités écologiques ;
e) Les mesures prévues pour accompagner la mise en œuvre des continuités écologiques pour les communes concernées par le projet de schéma.

Ce schéma approuvé en Aquitaine en 2014, a été annulé en juin 2017..

Le territoire communal est concerné par la Garonne et les principaux affluents au titre de la trame bleue.
On notera que le territoire communal ne comporte pas de zones humides élémentaires référencées dans le SDAGE.

Extrait du SRCE



Cours d'eau

Cours d'eau de la Trame Bleue

ELEMENTS FRAGMENTANTS

Infrastructures linéaires de transport

Liaisons principales et Laisons régionales >5000v/j

Autoroutes ou type "autoroutier"

Projet LGV GPSO - Priorité 2030

Ligne à Grande Vitesse (LGV)

Voies ferrées électrifiées

Zones urbanisées

A-II-3-2- SCHEMA REGIONAL DU CLIMAT, DE L'AIR ET DE L'ENERGIE

Il est également élaboré conjointement par la Région et l'État (article L. 222-1 du code l'environnement).
Il fixe à l'échelon du territoire régional et à l'horizon 2020 et 2050 :
a) Les orientations permettant d'atténuer les effets du changement climatique et de s'y adapter, conformément à l'engagement pris par la France, à l'article 2 de la loi n° 2005-781 du 13 juillet 2005 de programme fixant les orientations de la politique énergétique, de diviser par quatre ses émissions de gaz à effet de serre entre 1990 et 2050, et conformément aux engagements pris dans le cadre européen. A ce titre, il définit notamment les objectifs régionaux en matière de maîtrise de l'énergie ;

b) Les orientations permettant, pour atteindre les normes de qualité de l'air mentionnées à l'article L. 221-1, de prévenir ou de réduire la pollution atmosphérique ou d'en atténuer les effets. A ce titre, il définit des normes de qualité de l'air propres à certaines zones lorsque les nécessités de leur protection le justifient ;

c) Par zones géographiques, les objectifs qualitatifs et quantitatifs à atteindre en matière de valorisation du potentiel énergétique terrestre, renouvelable et de récupération et en matière de mise en œuvre de techniques performantes d'efficacité énergétique telles que les unités de cogénération, notamment alimentées à partir de biomasse, conformément aux objectifs issus de la législation européenne relative à l'énergie et au climat. A ce titre, le schéma régional du climat, de l'air et de l'énergie vaut schéma régional des énergies renouvelables au sens du III de l'article 19 de la loi n° 2009-967 du 3 août 2009 de programmation relative à la mise en œuvre du Grenelle de l'environnement.

Enfin, lorsque la commune qui élabore un PLU :
- n'appartient pas à un établissement public de coopération intercommunale (EPCI) et n'est pas membre d'une autorité organisatrice de transports urbains,
- mais se situe à moins de quinze kilomètres de la périphérie d'une agglomération de plus de 50 000 habitants, elle doit recueillir désormais l'avis de l'autorité organisatrice de transports sur les orientations de son projet d'aménagement et de développement durables (article L.123-9 du code de l'environnement).

En Aquitaine le schéma a été approuvé le 15 novembre 2012.
Le SRCAE définit les grandes orientations et objectifs régionaux en matière de lutte contre le changement climatique, d'efficacité énergétique, de développement des énergies renouvelables terrestres et d'amélioration de la qualité de l'air.
Les objectifs fixés par le scénario de référence du SRCAE d'Aquitaine sont les suivants :

- une réduction de 28,5% des consommations énergétiques finales d'ici 2020 par rapport à celles de 2008,
- une production des énergies renouvelables équivalente à 25,4% de la consommation énergétique finale en 2020,
- une réduction de 20% des émissions de gaz à effet de serre (GES) d'ici 2020 par rapport à celles de 1990,
- une réduction des émissions de polluants atmosphériques, notamment les oxydes d'azote et les particules en suspension.

L'Aquitaine se positionne ainsi sur une trajectoire devant permettre d'atteindre une division par 4 des émissions de GES d'ici 2050, par rapport à celles enregistrées en 1990.

Le PLU doit également prendre en compte :
La stratégie nationale de transition énergétique vers un développement durable (SNTEDD) 2015-2020 qui s'appuie notamment sur la dynamique de transition énergétique en fixant le cap en matière de développement durable
La loi POPE de 2005 et Engagement pour l'environnement, visant la réduction des consommations énergétiques
La loi de transition énergétique pour une croissance verte (TEPCV) qui fixe une série d'objectifs et de mesures qui visent à une plus grande sobriété énergétique
Le Plan Régional Santé Environnement
Le Plan climat Aquitaine notamment

A-II-3-3- SDAGE ADOUR GARONNE et SAGE

Le SDAGE ADOUR GARONNE et deux SAGE concernent le territoire (voir les chapitres relatifs à la ressource en eau et milieux aquatiques) :

- Le SAGE « Nappes Profondes de la Gironde » révisé,
- Le SAGE « Garonne » est en cours d'élaboration,
- La commune est concernée par le Plan de gestion des Étiage Garonne Ariège (mis en œuvre)

B – DEUXIEME PARTIE
ETAT INITIAL DE L'ENVIRONNEMENT
ENJEUX ET PROCESSUS D'EVOLUTION

B-I- VOLET NATURE ET BIODIVERSITE

MILIEU NATUREL		DONNEES DE CADRAGE
		136.56 ha concerné par Natura 2000 et 89.60 ha par une ZNIEFF Plus de 21% du territoire est concerné par des milieux référencés d'intérêt écologique (Natura 2000 + znieff)
CLIMAT	Climat océanique	
RELIEF	Topographie peu marquée, rupture de pente de la vallée de la Garonne, des vallons des ruisseaux du Nau et de la Bégonne	
HYDROLOGIE		Réservoirs biologiques
Natura 2000	FR 7200700 : La Garonne	Biodiversité élevée en zone alluviale **Habitats prioritaires**
ZICO		
ZNIEFF	ZNIEFF II : 720015759 Vallées et côteaux de l'Euille et de ses affluents	

B-I.1- DONNEES PHYSIQUES

B-I-1-1- CLIMAT

Sources : DOCOB Natura 2000 la Garonne, http://www.infoclimat.fr

Le climat est semi-océanique. La température moyenne est de 12.8°C.
Les hivers sont généralement assez doux avec des gelées toutefois fréquentes entre décembre et février. La température moyenne entre novembre et février est de 7.1°C.
Concernant l'ensoleillement, en Gironde ce chiffre atteint 2055 heures par an. Pour comparaison la moyenne globale du Sud-Ouest est de 1950 heures par an.
Cette zone bénéficie d'une faible amplitude thermique annuelle et d'un taux d'humidité important issu des brouillards induits par la Garonne. Les variations de température moyenne entre les différents mois sont relativement faibles.
Les précipitations atteignent en moyenne 910mm et sont réparties tout au long de l'année (influence océanique) avec le plus souvent des mois de juin, juillet et août relativement secs (50 mm/ 24 heures en moyenne).

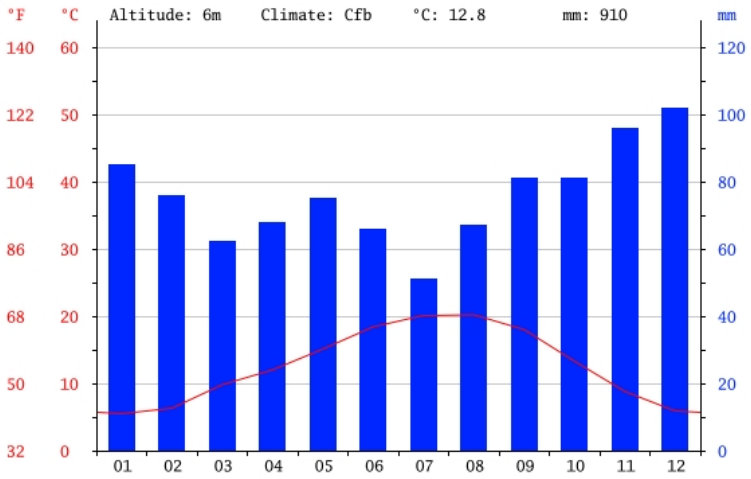


Diagramme ombrothermique Rions

Les vents dominant sont de secteur ouest, apportant la pluie mais le régime des vents montre des vents de toute direction qui influence la météorologie. Les brouillards sont fréquents.
Les conditions climatiques et topographiques sur ce territoire déterminent des conditions favorables à la présence d'habitats humides remarquables ou rares.

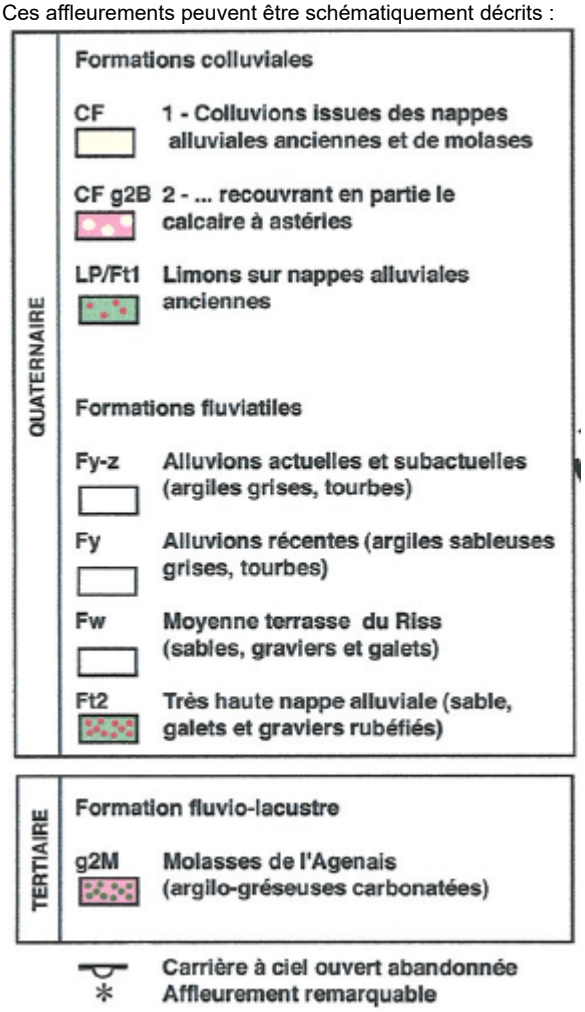
Une pluviométrie importante à intégrer pour la gestion des eaux pluviales
Un climat favorable à des habitats humides d'intérêt écologique
Un potentiel solaire notable

B-I-1-2- LA STRUCTURE GEOLOGIQUE

Source : géoportail.fr, SIEAG, carte géologique BRGM feuille de Podensac (1/50000)

La commune de Rions se situe dans l'Entre Deux Mers dont le socle géologique est constitué de dépôts carbonatés marins, le Calcaire à Astérie ; la carte géologique présente une diversité des roches affleurantes de par la présence de la vallée de la Garonne et de quelques accidents tectoniques.

Ces affleurements peuvent être schématiquement décrits :



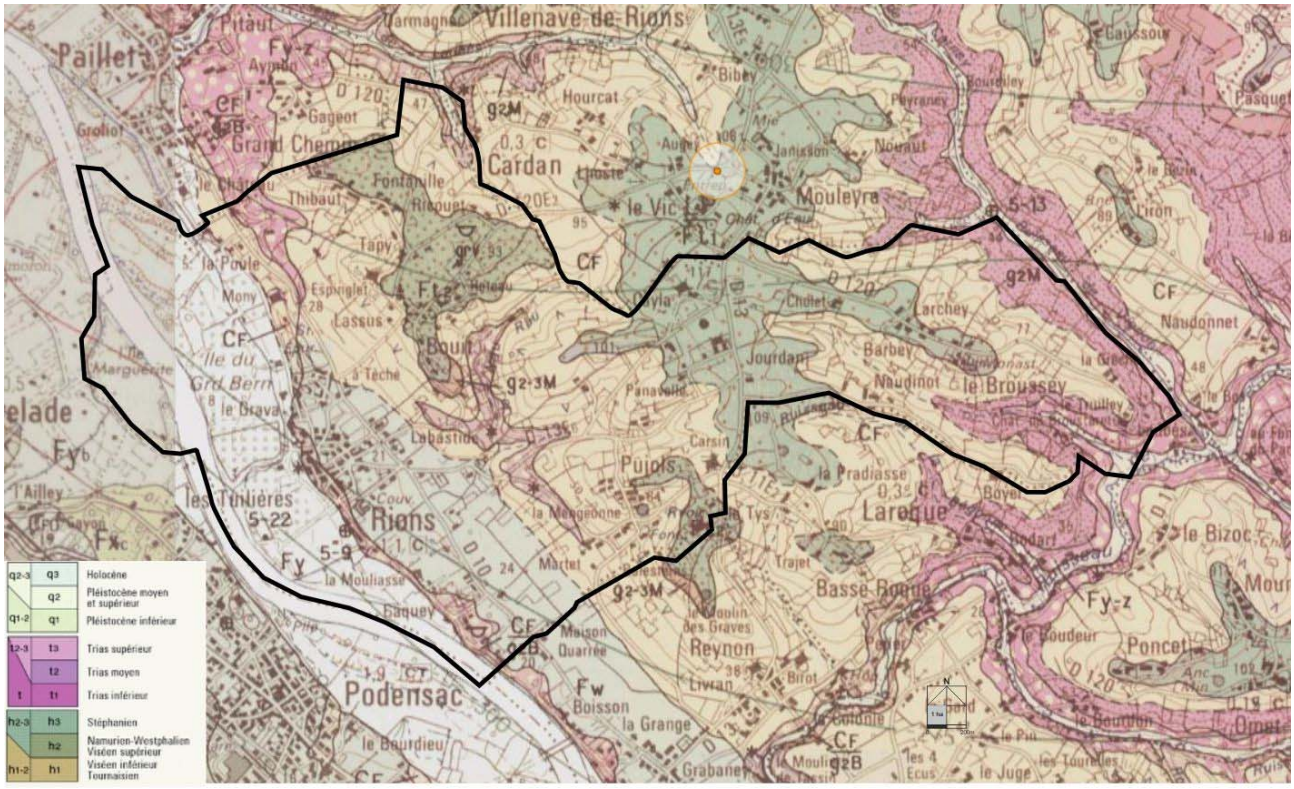
Le Calcaire à Astérie forme le socle de la région de l'Entre Deux Mers mais ne se retrouve que faiblement en affleurement sur Rions. Il est souvent recouvert de formations colluviales de type limon, sable ou argile
L'affleurement présent à Rions a été le support de l'implantation de la cité ancienne en limite de la plaine inondable. Ce socle présente des cavités qui génèrent une instabilité. Des zones à risque ont donc été identifiées.

Les alluvions récentes se retrouvent dans la plaine inondable de la Garonne : argile sableuse, tourbe

La moyenne terrasse Riss de nature sableuse, graveleuse avec galets de quarts subarrondis s'étend entre les niveau 40m et 10 m NGF sur une bande de 50 à 100 m de large

La très Haute nappe alluviale est composée de sables, graviers et galets rubéfiés. Elle est peu étendue et se retrouve à l'Est de Pujols et entre Bouit et Thibaut

Molasse de l'Agenais
Formation d'origine fluvio-lacustre de type argilo-gréseuse carbonatée qui recouvre une grande partie des coteaux



Carte géologique (BRGM)

Le territoire communal présente une variété de formations géologiques. Les ressources en eau produites par les aquifères sont importantes, notamment dans les aquifères profonds.

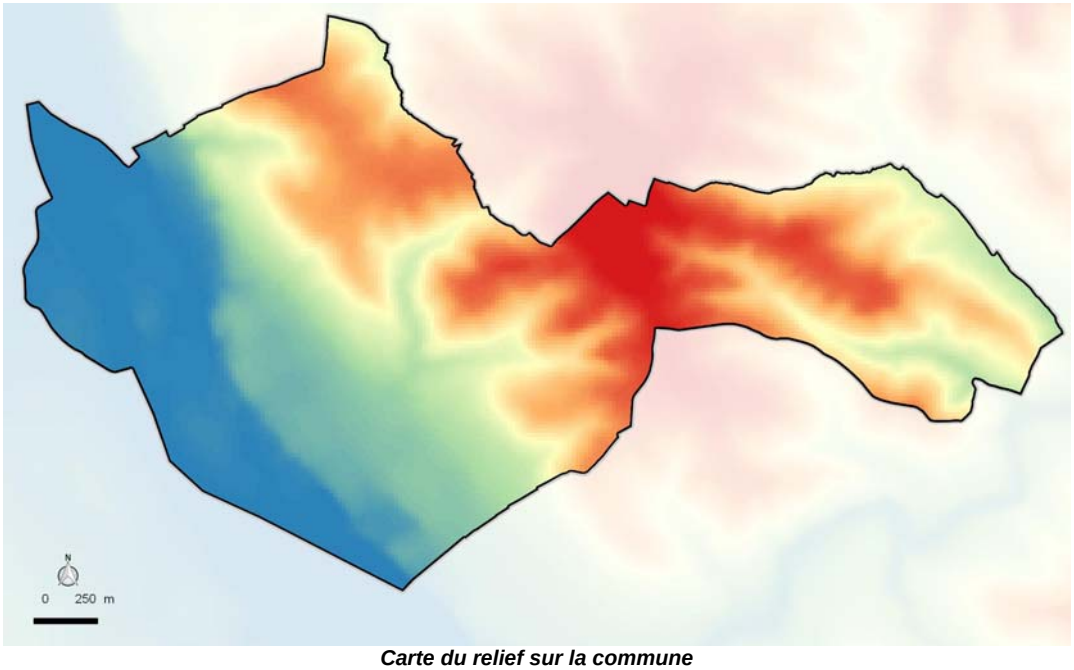
- **Esquisse Pédologique**

Les sols rencontrés sur la commune sont assez variés :

- sols de la plaine et des terrasses alluviales : sableux, limoneux avec éléments grossiers graviers et galets pouvant être très filtrants. Les sols de la plaine sont marqués par l'hydromorphie. La perméabilité des sols situés sur les terrasses alluviales est bonne.
- Sur les coteaux, selon la situation topographique notamment les sols peuvent être localement très argileux et donc peu perméables

Les sols sur la commune présentent des capacités d'infiltration variées, mais une bonne partie présente une perméabilité plutôt favorable à la mise en place de dispositifs d'assainissement autonome.

B-I-1-3- RELIEF

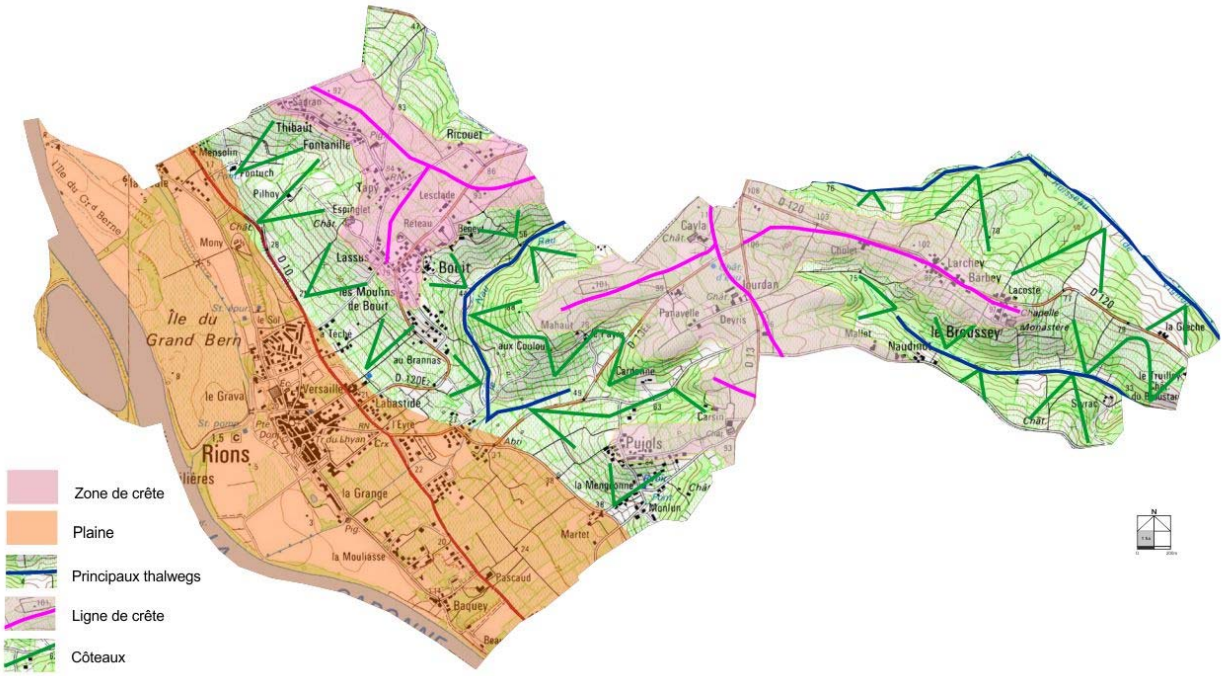


Carte du relief sur la commune

La commune s'inscrit dans la structure de la plaine de la Garonne, en rive droite, marqué par une ligne de coteau qui offre une première ligne de crête culminant entre 90m et 110 m. La commune constitue une transition entre les plateaux calcaires de l'Entre-Deux-Mers et la large vallée alluviale de la Garonne.

Le relief peut être décliné en 3 grands ensembles :
- un plateau, sur des secteurs tels que le Cayla (117 m NGF).
- des coteaux escarpés où la pente peut atteindre de 50 à 70%. Ils sont entaillés par les ruisseaux de Nau et de la Bégonne.
- une plaine ou « palu » qui constitue la zone la plus basse de la commune et dont la partie à moins de 10 m NGF, constitue la zone inondable par les hautes eaux de la Garonne.

Le territoire présente des lignes de crête qui permettent de nombreux point de vue et des visions lointaines sur le grand paysage.



Carte schématisée des grands ensembles du relief

B-I.2- MILIEU NATUREL ET BIODIVERSITE

Sources : prospections terrain, DOCOB Garonne, SCOT, INPN,

Méthodologie de l'approche écologique

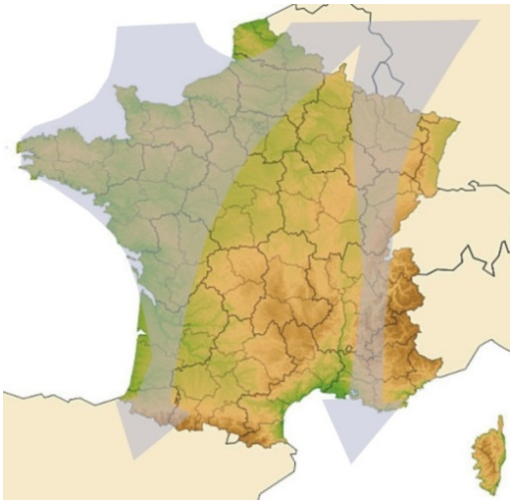
Recherche documentaire (ingénieur agronome écologue, Christine Barroso)

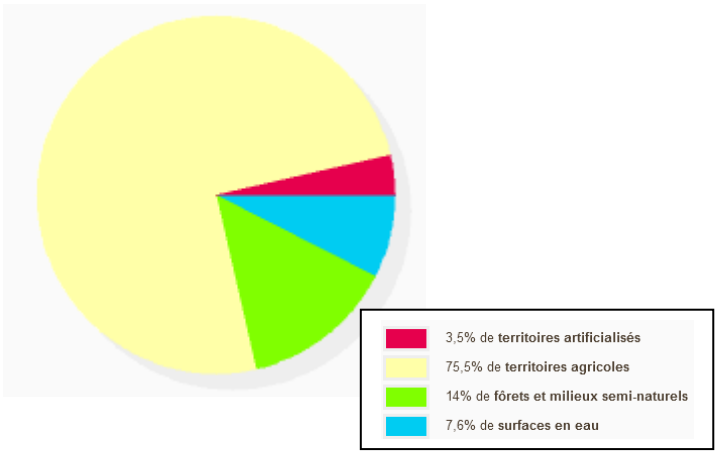
- Analyse des fiches standards de l'inventaire national du patrimoine naturel (inpn.mbhn.fr)
- Intégration des éléments relatifs à la gestion des eaux (contrat de rivière), du profil environnemental de la Gironde
- Intégration du diagnostic écologique et des éléments du DOCOB du site Natura 2000 (La Garonne aval)
- Données naturalistes mutualisées : faune-aquitaine.org, inpn.fr (inventaire national du patrimoine naturel),

Expertise terrain (C Barroso)
Visite sur les sites de densification et de développement urbain susceptibles d'être impactés (printemps/été-automne 2016 et hiver/printemps 2015)

Démarche d'accompagnement dans le PLU
Localisation des sites naturels d'intérêt et des zones d'évitement, proposition de zonage intégrant la sensibilité des espaces de biodiversité
Propositions d'évitement

B-I-2-1-LE CONTEXTE BIOGEOGRAPHIQUE ET OCCUPATION DU SOL GENERALE





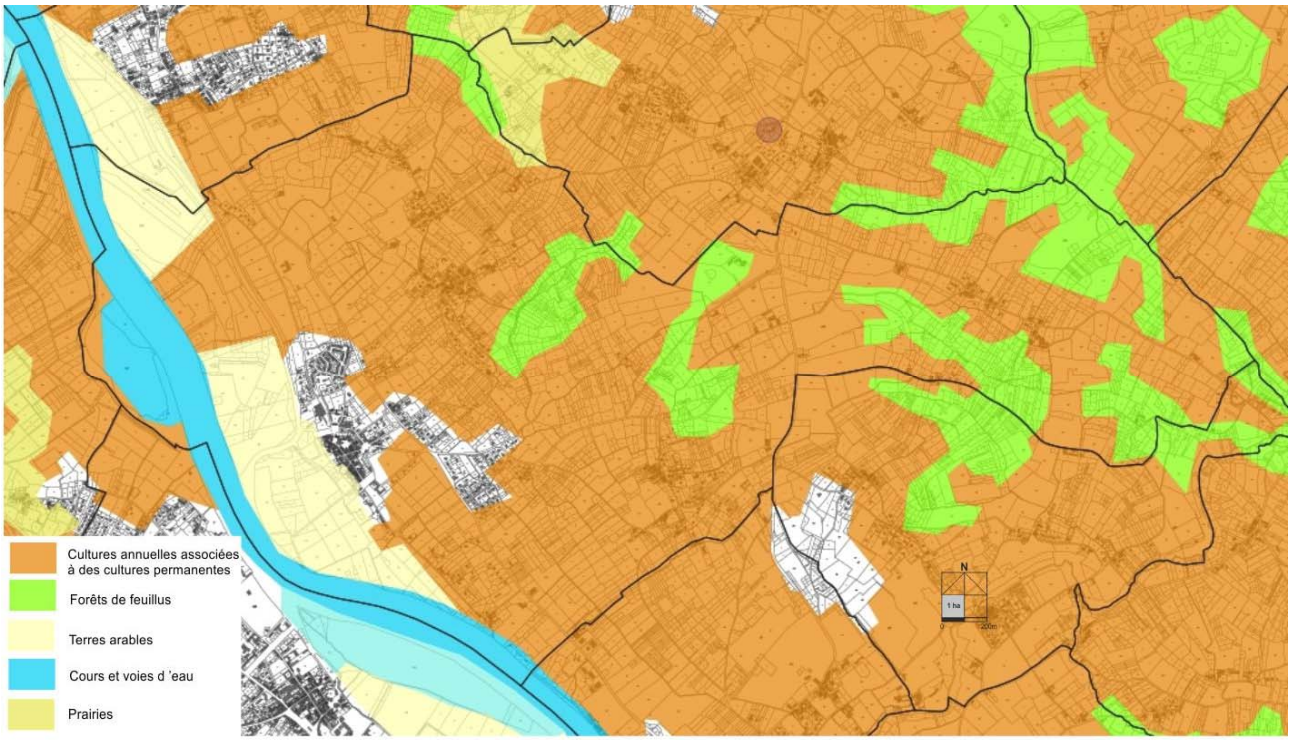
Source : Union européenne-SOeS BD CORINE Land Cover 2006



- Rions se situe dans l'axe de migration notamment de l'avifaune du paléarctique occidental.
- La commune présente un **caractère agricole dominant** avec 74% de surfaces destinées à l'agriculture et 22% de forêts et milieux semi-naturels (14% de bois).

Rions s'inscrit sur une zone d'influence atlantique, dans une zone charnière entre l'influence des Landes Sud Gironde et les espaces des coteaux de Garonne. On trouve surtout des espèces remarquables dans les milieux de ripisylves ou zones humides en bord de Garonne

La préservation de la biodiversité s'inscrit sur la nécessaire protection des milieux d'accueil pour les espèces et sur le maintien de leur fonctionnalité biologique.
Les milieux d'intérêt référencés s'inscrivent au niveau de la Garonne, des ruisseaux majeurs, mais d'autres espaces tels que certains boisements, fond de vallons, prairies naturelles notamment peuvent présenter un intérêt pour le maintien des biodiversités.
La configuration de la commune eu égard au risque inondation, préserve les milieux naturels liés à la Garonne du développement urbain.

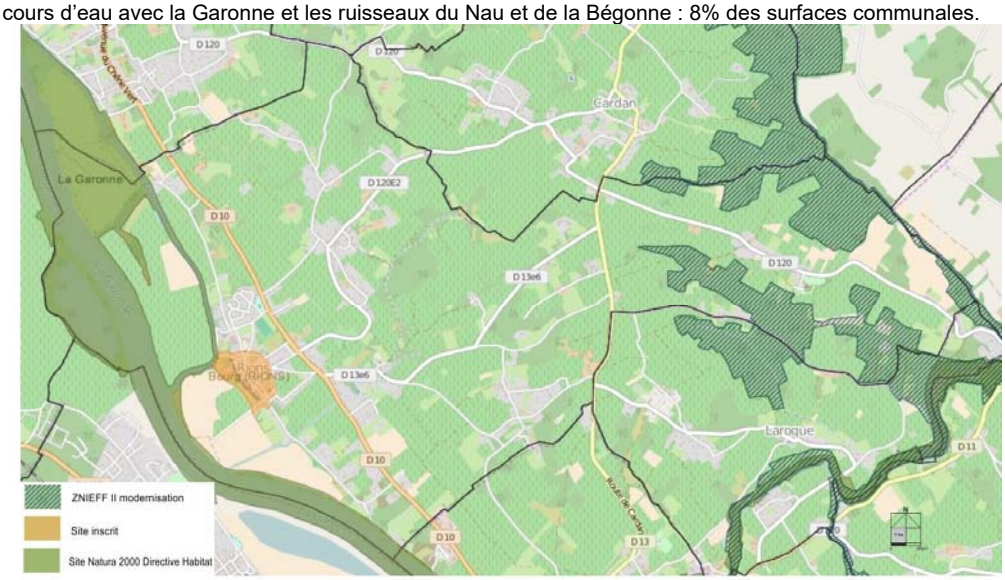


Occupation du sol

Source : http://cartographie.nature33.fr/visualiseur/

Le territoire présente un assemblage diversifié de milieux :

- des surfaces agricoles destinées à la vigne sur une partie importante des coteaux, des terres cultivées surtout en plaine où l'on retrouve les grandes cultures (maïs, …) : 74% des surfaces communales,
- des forêts de feuillus morcelées et que l'on trouve souvent en fond de vallon humide : 14 % des surfaces communales,
- des espaces urbanisés, à l'origine au centre bourg puis au niveau des petits hameaux : 5% des surfaces communales,
- cours d'eau avec la Garonne et les ruisseaux du Nau et de la Bégonne : 8% des surfaces communales.



Sites naturels majeurs

Source : http://cartographie.nature33.fr/visualiseur/

Le territoire est concerné par les éléments de référence suivants :

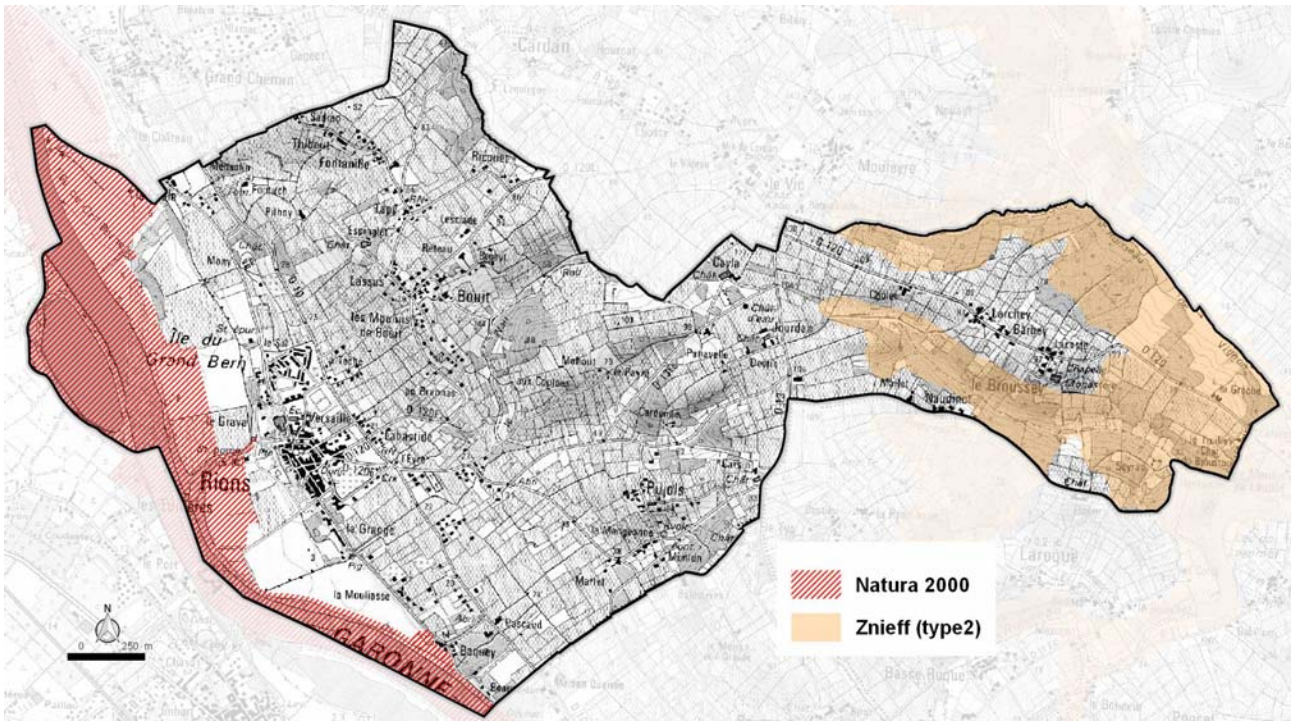
- Zone Naturelle d'intérêt écologique faunistique et floristique 720015759 « Vallées Et Coteaux De L'Euille Et De Ses Affluents» (type 2) couvrant 8% du territoire,
- La zone Natura 2000 FR7200700 « La Garonne » dont le DOCOB est validé,
- Axe à migrateurs amphihalins et continuités du SDAGE (liste 1 et 2) : lit de la Garonne et du Barboue,
- Trame verte et bleue : SCOT et SRCE.

B-I-2-2- LES PERIMETRES REGLEMENTAIRES ET D'INVENTAIRES LIES AU PATRIMOINE NATUREL

Source : DREAL Aquitaine, INPN, DOCOB de la Garonne

Rions est marquée par la présence de secteurs à enjeux, faisant l'objet d'un classement en périmètres réglementaires ou d'inventaires :

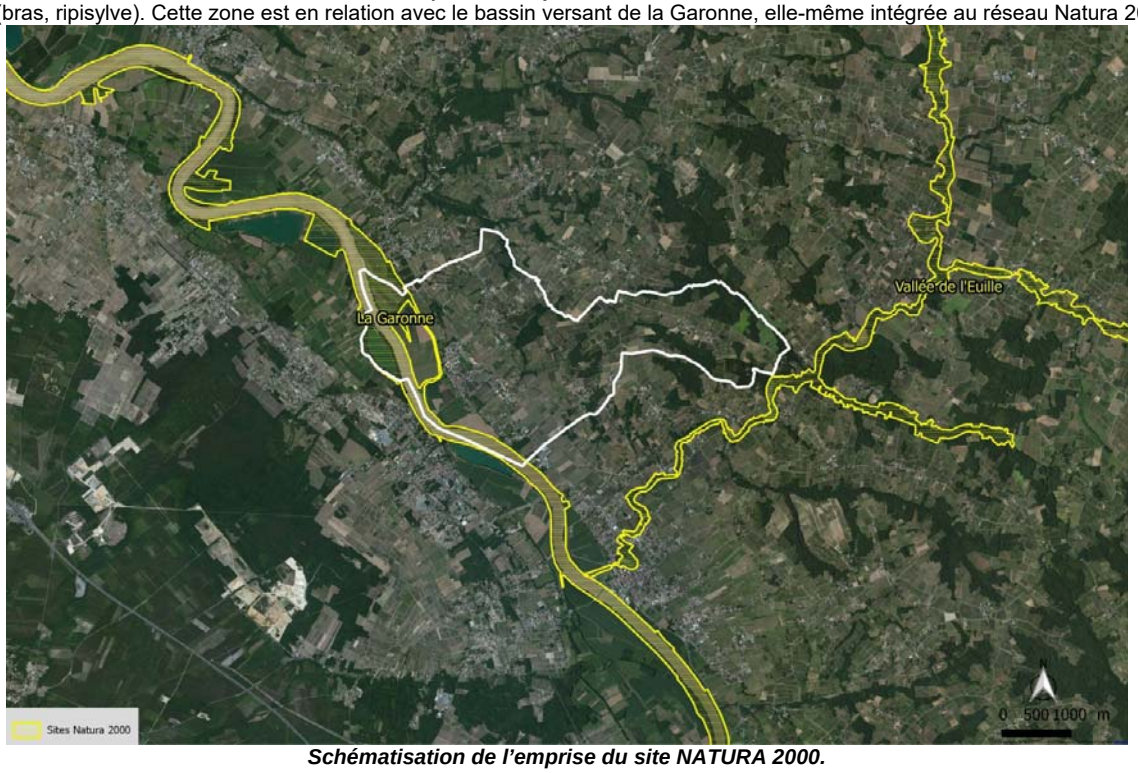
- 1 ZNIEFF de type 2 : « Vallées Et Coteaux De L'Euille Et De Ses Affluents»
- 1 site Natura 2000 au titre de la Directive « Habitat » : « La Garonne » (FR7200700)



Périmètres règlementaires et d'inventaires liés au patrimoine naturel

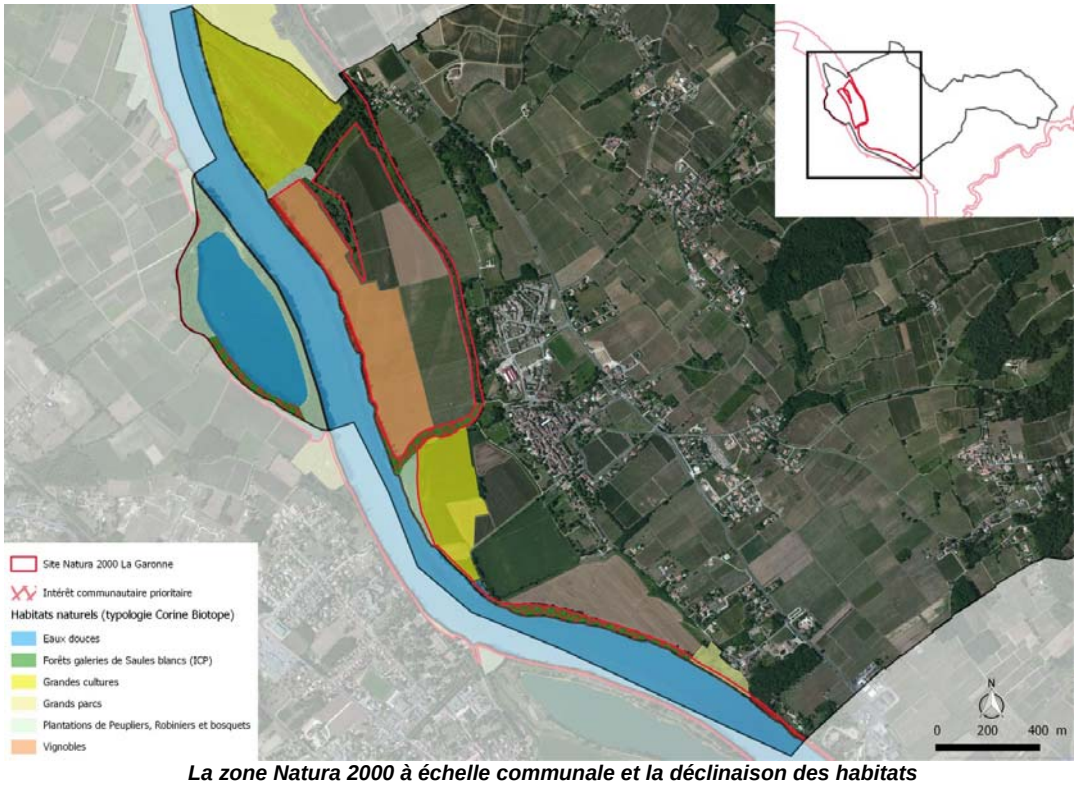
NOTA : attention au tracé des zones Natura 2000
La zone Natura 2000 portée sur les plans est celle des données SIG fournies par la DREAL. Il y a une différence avec le périmètre proposé au Docob mais non fourni au bureau d'étude. Toutefois l'étude tient compte de cette différence.

La zone Natura 2000, FR 7200700 « La Garonne », ayant fait l'objet d'un DOCOB concerne la commune et le lit de la Garonne et ses abords (bras, ripisylve). Cette zone est en relation avec le bassin versant de la Garonne, elle-même intégrée au réseau Natura 2000.



Schématisation de l'emprise du site NATURA 2000.
Source : DREAL Aquitaine

La zone FR7200700 – La Garonne
(source : formulaire standard de données de l'inventaire national du patrimoine naturel du Muséum national d'histoire naturelle, Docob))



La zone Natura 2000 à échelle communale et la déclinaison des habitats

Description générale

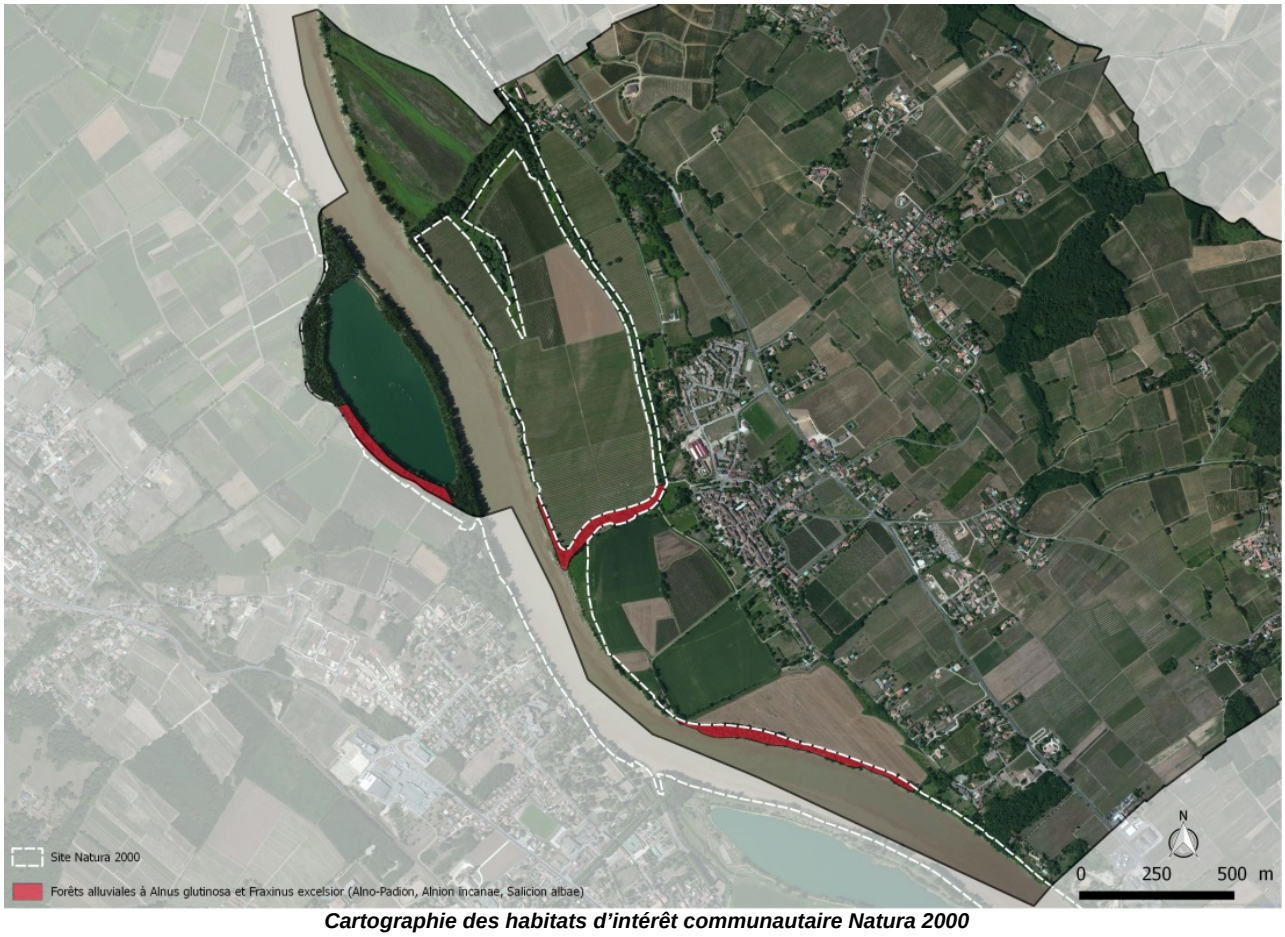
Ce site comprend l'ensemble du lit mineur ainsi que les berges attenantes. Il a été désigné pour son rôle d'axe prépondérant dans la migration et la reproduction d'espèces piscicoles amphihalines et la présence d'une espèce floristique emblématique et endémique des côtes atlantiques françaises, l'Angélique des estuaires (*Angelica heterocarpa*).
La vulnérabilité de ce site est importante et nécessite de mieux gérer la pêche, de protéger et restaurer les frayères, de maîtriser les pollutions et les effets des aménagements sur le fleuve (accès aux affluents et à la partie amont du lit mineur).

Hiérarchisation (DOCOB) des enjeux du point de vue des habitats naturels

Intitulé EUR	*Nom français du groupement végétal*	*Code Cahiers d'habitat*	*Localisation sur le site*	*Niveau de menace*	*Représent-ativité sur le site (en %)*	*Dires d'expert*	*Enjeu défini*
Mégaphorbiaies hygrophiles d'ourlets planitaires et des étages montagnard et alpin	Mégaphorbiaies oligohalines à Angélique des estuaires et Guimauve officinale des niveaux moyens des berges des fleuves soumis aux marées	6430-5	Berges de la Garonne soumises aux marées dynamiques	Fort	<1%	Habitat uniquement présent sur la façade atlantique française au niveau mondial. Milieu abritant plusieurs espèces patrimoniales comme l'Angéliques des estuaires espèce d'intérêt communautaire et l'Oenanthe de Foucaud.	Très fort
Forêts alluviales à Alnus glutinosa et Fraxinus excelsior (Alno-Padion, Alnion incanae, Salicion albae)	Saulaies arborescentes à Saule blanc	91E0*-1	Lit mineur et berges de la Garonne	Fort	3,33%	Habitat en très forte régression sur le territoire national comme dans le reste de l'Europe. Ces milieux peuvent accueillir des espèces patrimoniales comme l'Angélique des estuaires, espèce d'intérêt communautaire endémique de la façade atlantique française.	Très fort
	Saulaies-peupleraies arborescentes	91E0*-1	Lit mineur et berges de la Garonne	Fort			
Lacs eutrophes naturels avec végétations du Magnopotamion ou de l'Hydrocharition	Herbiers aquatiques à Myriophylle à épis	3150-4	Lit mineur de la Garonne non soumis aux marées dynamiques	Moyen	<1%	Habitat présent sur l'ensemble des rivières, canaux et fossés du territoire national. Ces habitats peuvent accueillir des espèces patrimoniales comme la Grande Naïade protégée au niveau régional	Fort
	Herbiers aquatiques des eaux calmes et profondes des grands fleuves à Potamot noueux	3150-4	Lit mineur de la Garonne non soumis aux marées dynamiques	Moyen			
	Herbiers aquatiques des eaux faiblement courantes à stagnantes à Grande Naïade	3150-4	Lit mineur de la Garonne non soumis aux marées dynamiques	Moyen			
Mégaphorbiaies hygrophiles d'ourlets planitaires et des étages montagnard et alpin	Mégaphorbiaies à Pétasite hybride	6430-3	Berges de la Garonne soumises aux marées dynamiques	Moyen	<1%	Habitat principalement observé dans les régions de montagnes près des eaux vives. Il est beaucoup plus rare en plaine. Ce milieu peut accueillir l'Angélique des estuaires	Fort
Forêts mixtes de Quercus robur, Ulmus laevis, Ulmus minor, Fraxinus excelsior ou Fraxinus angustifolia riveraines des grands fleuves (Ulmenion minoris)	Frênaies-chênaies-ormaies des grands fleuves, faciès sciaphile	91F0-3	Lit majeur de la Garonne en Gironde	Fort	<1%	Habitat en forte régression sur le territoire national comme dans le reste de l'Europe. Ces milieux peuvent accueillir des espèces patrimoniales comme l'Angélique des estuaires, espèce d'intérêt communautaire endémique de la façade atlantique française.	Fort
	Frênaies-chênaies-ormaies des grands fleuves, faciès de dégradation à *Acer negundo*	91F0-3	Lit majeur de la Garonne	Moyen			
Lacs eutrophes naturels avec végétations du Magnopotamion ou de l'Hydrocharition	Voiles flottants mésotrophiles à eutrophiles à Spirodèle à plusieurs racines	3150-4	Lit mineur de la Garonne non soumis aux marées dynamiques	Faible	<1%	Habitat présent sur l'ensemble du territoire national. Habitat fugace dans le temps, observé de manière ponctuelle sur le site et difficile à suivre	Moyen
Rivières des étages planitaires à montagnards avec végétation du Ranunculion fluitans et du Callitricho-Batrachion	Voiles annuels à Spirodèle à plusieurs racines en contact avec les herbiers des eaux courantes	3260-5	Lit mineur de la Garonne non soumis aux marées dynamiques	Moyen	<1%	Habitat présent sur l'ensemble du territoire national. Habitat fugace dans le temps, observé de manière ponctuelle sur le site et difficile à suivre	Moyen
	Herbiers aquatiques des eaux peu profondes mésotrophes à Potamot de Suisse	3260-5	Lit mineur de la Garonne non soumis aux marées dynamiques	Moyen	<1%	Habitat présent sur l'ensemble des grands cours d'eau du territoire national. Ces habitats sont en nette croissance au sein des cours d'eau français	Moyen
	Herbiers aquatiques submergés à Renoncule à pinceau et Vallisnérie en spirale	3260-5	Lit mineur de la Garonne non soumis aux marées dynamiques	Moyen			
Rivières avec berges vaseuses avec végétation du Chenopodion rubri p.p. et du Bidention p.p.	Communautés des sédiments alluviaux vaseux dominées par Leersie faux-riz	3270-1	Berges et grèves du lit mineur	Moyen	<1%	Habitat présent sur l'ensemble des grands cours d'eau du territoire national. Le cortège floristique est souvent appauvri du fait de la régulation artificielle des niveaux d'eau	Moyen
	Groupements héliophiles à Bidens frondosa, Polygonum hydropiper et Echinochloa crus-galli	3270-1	Berges et grèves du lit mineur	Moyen			
	Groupements à Souchet comestible	3270-1	Berges et grèves du lit mineur	Moyen			
	Groupements à Souchet comestible, faciès à Amaranthus blitum ssp emarginatus, Euphorbia maculata et Portulaca oleracea	3270-1	Berges et grèves du lit mineur	Moyen			
Mégaphorbiaies hygrophiles d'ourlets planitaires et des étages montagnard et alpin	Communautés riveraines des fleuves et rivières dominées par la Baldingère	6430-4	Berges de la Garonne	Moyen	<1%	Habitat présent sur l'ensemble du territoire européen et largement répandu sur le territoire français Ces milieux peuvent accueillir des espèces patrimoniales	Moyen
	Mégaphorbiaies eutrophiles des sols humides de bords de cours d'eau à Ortie dioïque et Liseron des haies	6430-4	Berges de la Garonne et lisières des boisements alluviaux	Faible			
	Ourlets nitrophiles à Sureau Yèble	6430-6	Berges de la Garonne	Moyen	<1%	Habitat présent sur l'ensemble du territoire européen et largement répandu sur le territoire français Ce milieu accueille très souvent une flore banale	Moyen

Enjeux de premier ordre :
La commune est concernée par l'habitat d'intérêt communautaire prioritaire Forêts alluviales à *Alnus glutinosa* et *Fraxinus excelsior* (*Alno-Padion, Alnion incanae, Salicion albae*) – 91E0. Situé au-dessus de la limite des hautes-eaux, cet ensemble regroupe les saulaies (arbustives et arborescentes) constituées de différentes espèces de saules (*Salix alba, S. purpurea, S. viminalis*) ainsi que les saulaies-peupleraies composées principalement de peupliers (*Populus spp.*).
Ces saulaies se trouvent donc en lien direct avec la rivière, en formation longiligne et fragmentée le long du cours d'eau. Elles représentent 5.96 hectares sur la commune de Rions.

Elles sont souvent menacées par l'abaissement de la nappe alluviale, les plantations de peupliers, les travaux hydrauliques, les dépôts de gravats et la présence d'espèces exotiques. S'agissant d'un stade d'évolution intermédiaire entre les mégaphorbiaies et les boisements alluviaux à bois durs, les crues sont susceptibles d'influencer l'évolution du milieu vers l'un ou l'autre de ces stades.



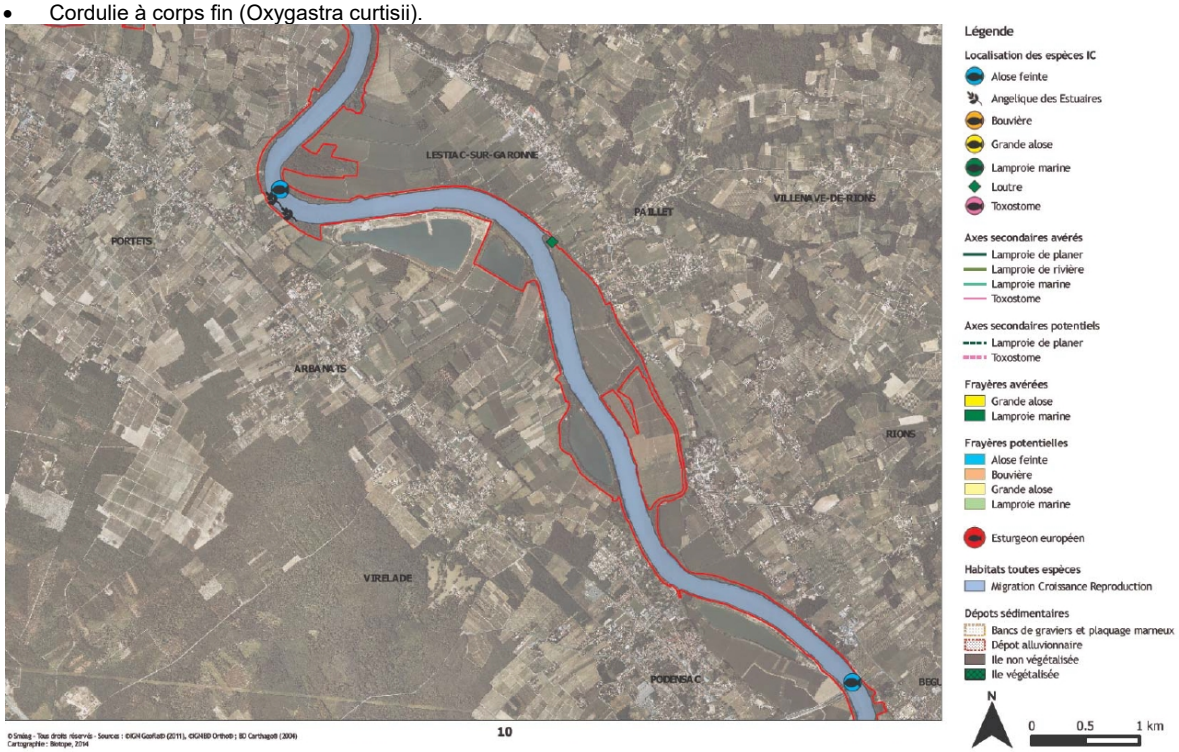
Cartographie des habitats d'intérêt communautaire Natura 2000

Les espèces en présence

Espèce	*Code EUR*	*Niveau de menace (sur ou hors site pour les migrateurs)*	*Rareté sur le site/importance du site pour l'espèce*	*Dires d'expert*	*Enjeu défini*
Angélique des estuaires	1607*	Fort	Rare/Site très important pour l'espèce	Espèce endémique des côtes atlantiques française. Population localement menacée par les plantes invasives (Renouée du Japon), l'urbanisation et la diminution de son habitat (localement réduit à un mince cordon rivulaire). De plus, la partie aval de la Garonne constitue l'une des populations les plus importantes de l'espèce au niveau national	Très fort
Vison d'Europe	1356*	Fort	Très rare	Enjeu de conservation régionale majeur pour l'espèce (le site a un rôle de vecteur de dispersion sur l'ensemble du réseau hydrographique de la Garonne aval)	Très fort
Esturgeon	1101*	Fort	Rare/Site très important pour l'espèce	Enjeu de conservation mondiale majeur pour l'espèce (dernière population mondiale sur le bassin Gironde-Garonne-Dordogne)	Très fort
Grande alose	1102	Fort	Très rare/Site très important pour l'espèce	L'espèce est en très fort déclin depuis une vingtaine d'années et ce malgré la présence d'aires de reproduction favorables sur la partie amont du site	Très fort
Saumon Atlantique	1106	Fort	Très rare/Site peu important pour l'espèce	L'espèce est en fort déclin sur son aire de répartition mais le nombre d'ouvrages présent sur l'ensemble du linéaire limite pour le moment l'importance du site pour cette espèce	Très fort
Alose feinte	1103	Fort	Rare/Site important pour l'espèce	L'espèce est en fort déclin sur son aire de répartition. Elle semblerait utiliser préférentiellement la zone aval du site	Très fort
Loutre d'Europe[8]	1355	Fort (?)	Manque de données	Espèce en effectif plutôt stable en Gironde mais pas en Lot-et-Garonne. Ses habitats (zones humides ...) étant rares et menacés sur la Garonne, son niveau de menace reste fort.	Fort (?)
Toxostome	1126	Moyen	Manque de données	Le Sud-Ouest (bassin Adour-Garonne) constitue la dernière localisation de l'espèce où l'absence du Hotu empêche l'hybridation, ce qui renforce le niveau d'enjeu de moyen à fort	Fort
Lamproie marine	1095	Moyen	Assez rare	L'espèce semble bien présente sur le site avec un nombre de géniteurs limité mais stable depuis plusieurs années	Moyen
Lamproie de rivière	1099	Moyen	Manque de données	L'espèce est en déclin sur son aire de répartition. L'absence d'ouvrages au sein de la zone d'étude est plutôt favorable à l'espèce	Moyen
Lamproie de Planer	1096	Moyen	Manque de données	L'espèce est en déclin sur son aire de répartition néanmoins les caractéristiques morphologiques de la Garonne au sein du site ne semblent pas correspondre aux besoins biologiques de l'espèce	Moyen
Bouvière	1134	Moyen	Manque de données	L'espèce ne semble pas être en déclin sur son aire de répartition, les habitats favorables à l'espèce au sein du site sont présent, elle reste néanmoins dépendante du maintien des herbiers aquatiques et de la présence de mollusques d'eau douce (Unionidés) pour assurer sa reproduction	Moyen

Les espèces du site Garonne sont dans leur grande majorité des espèces piscicoles, même si la présence de la Loutre et du Vison d'Europe ont été constatées sur le site. Le Vison fait l'objet d'un plan national de restauration de l'espèce.
La cartographie des espèces d'intérêt communautaire du DOCOB nous montre que sur la commune de Rions aucun relevé d'espèces n'a été constaté. Cependant on trouve en amont un relevé de l'espèce Alose feinte et en aval, une localisation de la Loutre.
Des espèces non inscrites au FSD ont été trouvées sur le site :

- Vison d'Europe (Mustela lutreola),
- Loutre (Lutra lutra),
- Cordulie à corps fin (Oxygastra curtisii).



Cartographie des espèces d'intérêt communautaire

Vulnérabilité :
Nécessite de mieux gérer la pêche, de protéger et restaurer les frayères, de maîtriser les pollutions et les effets des aménagements sur le fleuve (accès aux affluents et à la partie amont du lit mineur).

- Présence d'espèces animales à caractère envahissant : Ragondin, Rat musqué, Vison d'Amérique, Écrevisse de Louisiane, Écrevisse Américaine, Écrevisse de Californie, Corbicule asiatique, Perche soleil, Poisson-chat, Pseudorasbora.

- Présence d'espèces végétales au caractère envahissant avéré : Érable négundo ;Ailante ou Faux vernis du Japon Bident à fruits noirs ;Chénopode fausse-ambroisie ;Vergerette du Canada ;Herbe de la Pampa ;Souchet vigoureux et Souchet comestible ;Élodée dense ;Topinambour ;Balsamine de l'Himalaya ;Jussie ;Paspale à deux épis ;Renouée du Japon ;Robinier faux-acacia ;Séneçon du Cap ; Lampourde glouteron

La situation de la zone Natura 2000 sur la commune, ainsi que celle des habitats d'intérêt, limite les risques d'impacts liés à l'urbanisation du fait de la zone inondable et du PPRI qui en font des zones inconstructibles. Les impacts éventuels du document d'urbanisme ne seront qu'indirects, en lien notamment avec la qualité et la gestion des eaux.

ZONES NATURELLES D'INTERET ECOLOGIQUES FAUNISTIQUES ET FLORISTIQUES (ZNIEFF)

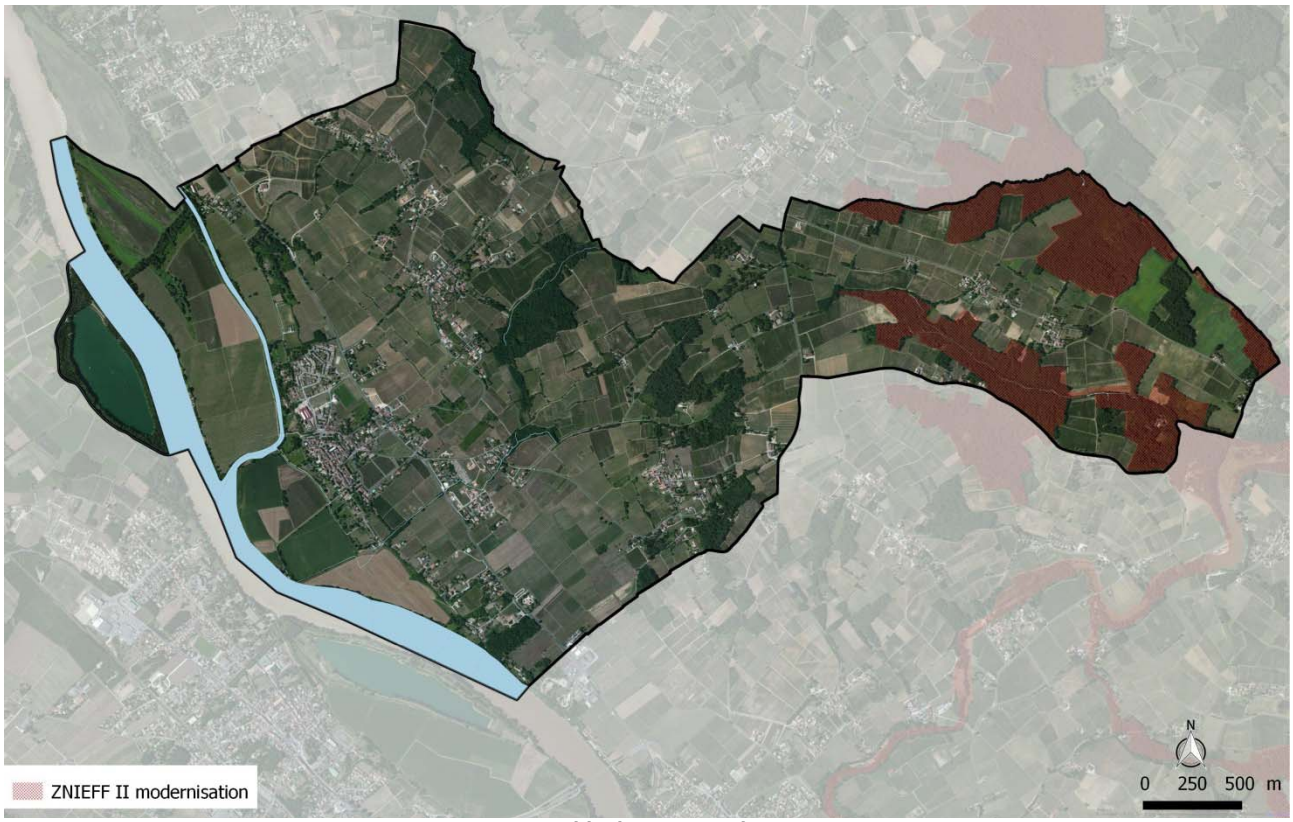
Source : https://inpn.mnhn.fr

La commune de Rions est concernée la ZNIEFF II 720015759 VALLEES ET COTEAUX DE L'EUILLE ET DE SES AFFLUENTS (1043 ha au total).
Cette ZNIEFF correspond à un réseau hydrographique de bonne qualité (hormis quelques problèmes ponctuels), bordé de coteaux boisés particulièrement diversifiés.

Sur la commune, cette ZNIEFF qui s'étend sur 89.60 ha est majoritairement caractérisée par des ensembles boisés feuillus correspondant à des vallons éloignés des espaces urbanisés. Ainsi, les risques d'atteinte à ces espaces en lien avec l'urbanisation ne seront qu'indirects et très éventuels.

Du fait de la variabilité des sols et de la topographie, on observe le développement d'une végétation varié appartenant aux étages submontagnard, collinéen, atlantique et subméditerranéen.
Les espèces rares et protégées sont essentiellement présentes sur le vallon de la Boye, hormis le vison d'Europe qui fréquente également l'Euille. Ces éléments particuliers sont identifiés dans une ZNIEFF de type I.

L'évolution de la zone depuis 1993 montre deux tendances contradictoires : quelques secteurs (minoritaires) ne sont plus exploités et évoluent en friches arborées ; à l'inverse, de nombreuses parcelles ont été défrichées pour implanter de la vigne. Cette évolution provoque un morcellement de plus en plus important des massifs boisés, ce qui nuit à l'équilibre écologique de ces milieux.
Dans la vallée de l'Euille, certains tronçons sont fortement plantés en peupliers.



Cartographie des ZNIEFF de type II

B-I-2-3-IA DIVERSITE DES HABITATS : esquisse générale

Les inventaires de terrains au niveau des zones de densification et de développement de ***Rions*** ont permis d'identifier une vingtaine habitats naturels et anthropiques selon la typologie CORINE Biotope.

Récapitulatif de l'état des connaissance des habitats d'intérêt sur le territoire de *Rions*
Source: annexe I - Directive Habitat, docob, terrain, INPN, CNBA…

Habitat	Nomenclature	Enjeu	Localisation
Eaux libres, Zone à truites	EUR 3260 CB 24	**Fort**	Garonne Habitat faune piscicole migratice
Eaux oligotrophes à végétations amphibies atlantiques, fontaines et sources	EUR 3160	**Fort**	Potentiellement dans les sources
Affleurement, cavités rocheuses	EUR	**Moyen à fort**	Ponctuel sous bassement bourg (calcaire à Astérie, cavités)
Prairies mésophile	EUR 6210 CB 38	**Moyen**	Zones agricoles ponctuels
Prairie humide eutrophe	CB 37.2	**Moyen**	Zones agricoles ponctuels
Landes sur sol calcaire, Fruticée à genevrier commun	EUR CB 31.88	**Moyen à fort**	Habitat très ponctuel coteaux (Secteur Broussey)
Fourrés mixtes	CB 31.8F54	nc	
Chênaie Charmaie aquitanienne	EUR CB 41.22	**Moyen**	Boisements ponctuels dispersés dans le territoire
Autre bois caducifolié	EUR CB 41.H	**Moyen**	
Plantation de peupliers		Faible	Plaine Garonne majoritairement
Forêt alluviales de Frênes et d'Aulnes et Saules	**EUR 91E0* CB 44.3**	**Très fort**	
Forêt mixte des grands fleuve Quercus robur, Ulmus minor, Fraxinus excelsior	EUR 91F0-3	**fort**	Berges Garonne ponctuel
Aulnaie non riveraine	CB 41c2	**Moyen à fort**	
Mégaphorbiaies	**EUR 6430**	**Très fort**	Berges Garonne ponctuel
Vergers, Vignoble intensif,	EUR 83.15	Faible	Ensemble territoire
Alignements d'arbres, Petits bois, bosquets	EUR CB 84.1, 84.3	**Moyen**	Ensemble du territoire
Pelouses de parc	EUR CB 85.12	Faible	Maisons de ville, grandes propriétés
Ville, Terrain en friche, canal	EUR CB 85, 86, 86.1, 87, 89.24	Faible	urbain
Formation de Bambous	83.32	Faible	Plaine/Garonne
Formation de Robinier	83.324	Faible	Dispersé et ponctuel sur le territoire

-nc : non connu, *** Habitats naturels d'intérêt communautaire**

Les eaux courantes et milieux amphibies : les ruisseaux, sources

Le réseau hydrographique de la Garonne

La Garonne présente un intérêt écologique majeur en terme piscicole notamment pour son intérêt vis à vis des espèces migratrices amphihalines. Elle est concernée par la zone Natura 2000 FR7200700 au titre de la directive habitat.
Ce cours d'eau est classé en deuxième catégorie piscicole à cypinidées dominant et en contexte piscicole dégradé ;
La Garonne, sur la commune, figure dans la liste 1 et 2 des cours d'eau pour la protection et la restauration des continuités écologiques.

- liste 1 des cours d'eau : la construction de tout nouvel ouvrage faisant obstacle à la continuité écologique est interdit ;
- liste 2 des cours d'eau : il convient d'assurer ou de rétablir la libre circulation des poissons migrateurs et le transit des sédiments,

La qualité des eaux sur la commune fait partie des enjeux du SDAGE Adour-Garonne :

- l'axe migrateurs amphihalins

Les principales richesses naturelles liées à ce milieu d'eau courante sont la faune piscicole et notamment la qualité du milieu pour la reproduction des poissons notamment migrateurs (anguille, esturgeon, lamproie)
La commune comporte un plan d'eau de 15 ha environ séparé le long de la Garonne.

Les sources

Sur le territoire communal, les sources sont peu nombreuses. Ces milieux spécifiques restent très localisés et développent de micro-habitats important dans leur contribution à certaines espèces inféodées aux milieux aquatiques (batraciens et insectes notamment), d'autant plus que le territoire reste relativement dominé par les vignobles.

Synthèse

Les milieux aquatiques présents sur le territoire communal sont relatifs aux types :

- Milieux aquatiques des eaux douces courantes
- Eaux oligotrophes



Forêt alluviale en bord de Garonne à Rions (ancien bars mort)(Axesite)

Trois habitats associés d'intérêt communautaire sont signalés :

- *Forêts alluviales;*
- *Forêts mixtes riveraines des grands fleuves*
- *Mégaphorbiaie riveraine*

- Du fait des enjeux liés aux espèces inféodées au milieu aquatique (Esturgeon, Lamproie, Anguille…), la Garonne présente un intérêt majeur
- La présence de milieux spécifiques comme les anciens bras morts à Rions est à signaler : ce sont des espaces de biodiversité majeure, rares et à conserver.



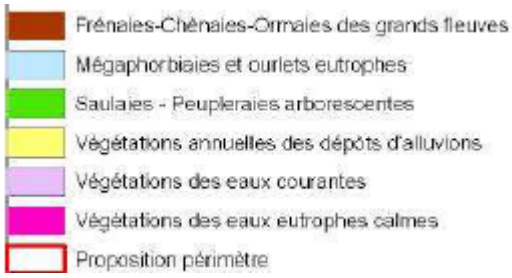
Les foyers de biodiversité de la Garonne à Rions (SMEAG) (anciens bras morts)



La Garonne à Rions (Axesite)



Source (lavoir de Rions)



De manière générale, les eaux courantes constituent des continuités écologiques importantes dans le fonctionnement des écosystèmes. La Garonne, concernée par Natura 2000, est présente sur le territoire de Rions. Ces habitats constituent également des zones refuges pour la faune (poissons, amphibiens, insectes, oiseaux et mammifères). Les ripisylves ont également un rôle important dans la fixation des berges, la régulation et l'épuration des eaux.
D'un point de vue paysager, les corridors boisés formés par les ripisylves structurent l'espace donnant une identité propre à la commune.

Enjeux, perspectives

La qualité de l'eau et le maintien des milieux humides sont des enjeux prioritaires pour lesquels le PLU peut avoir des leviers d'action. La rationnalisation des dispositifs d'asssainissement permet de limiter la pollution des eaux.
Quant aux ripisylves, au vu de leur intérêt écologique et des services rendus (fixation des berges, régulation et épuration des eaux), ce sont des habitats à préserver strictement, en proscrivant des aménagements invasifs pouvant les impacter.

Végétation de prairies, des bandes enherbées, Landes

Ces formations regroupent des ensembles diversifiés selon leur situation topoclimatique et les modes d'exploitation : spatialement on peut identifier les prairies d'affinité méditerranéenne sur le coteau assez représentées ; d'autres types de prairies restent largement ponctuelles : les prairies mésophiles et celles à faciès plus ou moins humide en plaine, à l'état de parcellaire résiduel. Ces prairies assurent également un rôle biologique déterminant dans l'alimentation de nombreuses espèces et les réservoirs entomologiques. Ces prairies restent très rares à l'échelle locale du fait des pratiques agricoles et de la couverture en vignoble.
Les autres espaces agricoles, maïs en plaine, et la couverture du vignoble forment des espaces qui permettent la circulation des espèces, et leur maintien dans certains cas.
Ces espaces ouverts offrent des habitats spécifiques, et présentent des milieux propices à de nombreuses espèces patrimoniales et peu répandues localement comme les cortèges d'affinité méditerranéenne.



Bande enherbée du vignoble (axesite)

<u>Aucun habitat d'intérêt communautaire n'est à signaler</u>

Les milieux prairiaux présents sur le territoire communal sont relatifs aux types :
Bandes enherbées des vignobles
Prairies mésophile
Lande sur sol calcaire
Prairie humide eutrophe



Prairie mésophile (axesite)



Prairie eutrophe (axesite)

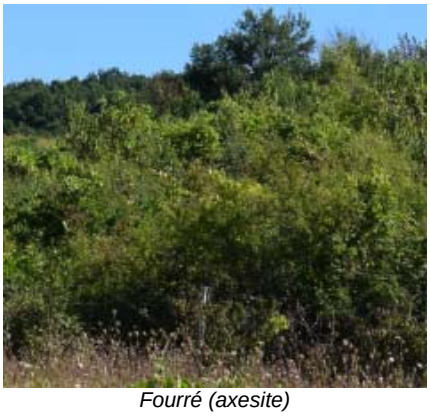
Ces milieux constituent des formations écologiques très localisées et d'extension peu importante sur la commune.
Ils forment des espaces ouverts offrant une richesse spécifique parfois très importante. Considérés comme des espaces de nature « ordinaire », les fonctions biologiques des prairies sont essentielles pour le maintien des biodiversités.
On citera par exemple l'intérêt comme réservoir d'entomofaune et de nourrissage des espèces insectivores (nombreuses espèces de chauve-souris et d'oiseaux), des petits mammifères…
Les faciès méditérannéen ponctuellent sur les coteaux induisent la présence de milieux d'intérêt.

Enjeux, perspectives
Du fait de la monoculture viticole, le maintien des espaces prairiaux, sous forme de prairies ou de bandes enherbées est important pour maintenir els équilibres biologiques.
Le maintien des espaces des landes sur les coteaux calcaires, au vu de leur intérêt écologique.

Végétation des fourrés et manteaux arbustifs

Fourrés (CCB : 31.8) :
Il s'agit de formations pré-forestières arbustives. Ils sont en général dominés par les Ronces. Leur intérêt est en général faible, mais il dépend essentiellement des espèces qui les composent.

Ronciers (CCB : 31.831) :
Il s'agit de formations de Ronces (Rubus sp.). Cet habitat très commun présente une faible valeur patrimoniale mais peut potentiellement servir de zones d'alimentation et de nidification pour les passereaux.



Fourré (axesite)



Friche et Fourré arbustif à Rions (axesite)

Aucun habitat d'intérêt communautaire n'est à signaler

Les enjeux liés aux fourrés et aux manteaux arbustifs dépendent de leur composition et peut être très variable. Cependant on peut noter que leur morphologie en fourrés denses offre des refuges intéressant pour la faune.

Enjeux, perspectives
Les enjeux liés à ces habitats sur la commune de Rions sont faibles.

Végétations localisées et typées

Végétation herbacées des berges
Ces milieux se cantonnent à des espaces ponctuels. Ils forment des ensembles sur les lisières de la Garonne.
- la mégaphorbiaie hydrophile
Si ces espaces restent à l'état relativement relictuels sur la commune du fait des reboisements et de l'exploitation agricole, ils forment encore un type de formation spécifique. Il s'agit d'un habitat d'intérêt communautaire.

Milieux rocheux, cavités et grottes
Ces milieux sont très localisés sur le coteau et constituent des espaces spécifiques. Les cavités sont des lieux présentant une flore muscinale et ptéridérale particulière. Les zones rocheuses présentent des infractusosités favorables à de nombreuses espèces, insectes, reptiles, amphibien, chirptères…

Ces espaces couvrent des surfaces très ponctuelles et offrent une richesse spécifique parfois très importante tant au point de vue faunistique que floristique.

Enjeux, perspectives
Leur situation de la mégaphorbiaie en zone inondable la préserve de tout développement urbain.
Les affleurements rocheux et cavités, du fait de la problématique risque sont également des sites sans potentiel de développement.



Affleurement rocheux et cavité - sous bassement du village de Rions (axesite)

La végétation forestière

Les formations forestières associent des forêts plantées et notamment les peupleraies dans la plaine, et des formations relativement diversifiées selon la situation hydrique. On trouve ainsi :

- Les ensembles liés au réseau hydrographique principal : la série de végétation du bord des eaux (ripisylve à base d'Aulnes, Tilleuls, de Frênes, de Saules, de Chênes, de Noisetiers,....) est présente le long des ruisseaux principaux ; ces boisements forment une trame de diversité dans le vignoble. Ces milieux constituent des continuités écologiques importantes dans le fonctionnement des écosystèmes. Ils sont particulièrement riches et intéressants pour la faune invertébrée (insectes notamment), les amphibiens, l'ichtyofaune et les mammifères

- **Les boisements fragmentés des espaces agricoles**: la Chênaie, ou la Chênaie-Charmaie, le plus souvent avec quelques essences associées telles que l'Aulne, le Frêne, le Châtaignier, le Charme, le Merisier, ou le Pin en fonction de la qualité du substrat.....Ces Chênaies sont très réduites et ponctuelles. La formation des coteaux et du thalwegs nord sont les plus étendues.

- **Les zones de feuillus et les haies**, avec de vieux arbres au niveau notamment des lisières forestières ou en bord de chemin, offrent des sites favorables à des espèces particulières tels certains insectes longicornes (lucane, grand capricorne..), les chauves-souris et les rapaces nocturnes.

- **L'Aulnaie non riveraine** : petit peuplement sur le secteur de Pujols présentant une floraison de Cyclamen en sous-bois. Formation rare sur le territoire

- La Frênaie-Chênaie-Ormaie du bord de Garonne, relictuelles

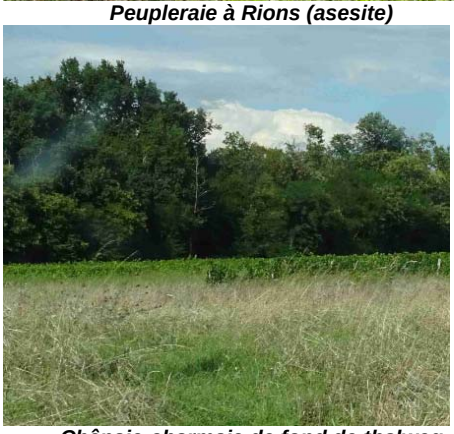
- Les Saulaies de berges associés aux peupliers formant également des bandes relictuelles

- **Les Peupleraies** dans la plaine de la Garonne, en parcellaire important

<u>Un habitat d'intérêt communautaire est à signaler :</u>
Frênaies Ormaies des grands fleuves



Peupleraie à Rions (asesite)



Chênaie-charmaie de fond de thalweg



Aulnaie non riveraine à Pujols (axesite)

Ces milieux constituent des formations écologiques d'extension plus ou moins importante et de typologie variée.
Ils constituent des habitats et des continuités écologiques majeures dans la mesure où ils peuvent englober des espaces spécifiques très localisés (sources).
La diversité de ces formations permet le maintien de différentes populations parfois menacées : chiroptères, rapaces nocturnes, insectes, avifaune, amphibiens, mammifères…

Enjeux, perspectives

Les formations boisées en plaine inondable sont de fait préservées de tout développement.
Les boisements ponctuels des coteaux, des vallons Nord forment des entités majeures et uniques au sein du vignoble dominant, d'où la nécessité de les préserver au titre de leur intérêt écologique et du service écologique rendu, au niveau de la régulation des eaux, de leur épuration…
Une attention particulière doit être menée dans le maintien des lisières structurées, sur les marges des espaces agricoles.

Les formations anthropiques

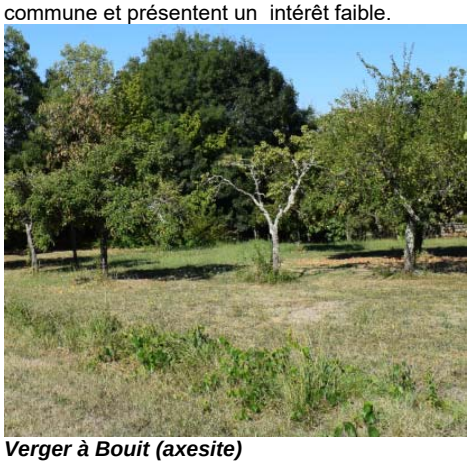
Haies et alignements d'arbres (CCB : 84.1) :
Cet habitat boisé de faible superficie présente une forme linéaire. L'intérêt patrimonial de cet habitat dépend des espèces qui le composent (essences, densité, etc.), mais repose également sur leur âge. En effet, les plus vieux alignements peuvent abriter des espèces d'insectes saproxylophages, souvent patrimoniaux. Ils peuvent en outre offrir des cavités permettant la nidification de nombreux oiseaux. Par ailleurs leur rôle dans l'alimentation des espèces est à noter : des essences mellifères aux essences à fructification ; ces espaces sont des lieux de nourrissage important . Leur d'intérêt de conservation varie donc de faible à modéré selon les essences la configuration de la haie et l'état de conservation.

Vignoble, Vergers (CCB : 83) :
La qualité faunistique et floristique de ces milieux dépend de l'intensité des pratiques agricoles et de la présence de bandes enherbées. Cet habitat peut potentiellement abriter des plantes messicoles rares.
Les vergers sont présents sur la commune sous forme de petits vergers ou de vergers relictuels de conduite extensive : ils présentent ainsi un intérêt pour la biodiversité, pour les pollinisateurs, certains oiseaux et peuvent présenter une flore spécifique.

Formations de Robiniers (CCB : 83.324) :
Cet habitat correspond à des boisements dominés par une seule espèce : le Robinier faux-acacia, espèce pionnière qui peut toutefois rendre des services écologiques important (plante messicole) notamment pour le maintien des abeilles et des pollinisateurs (un des maillons de base de la chaîne alimentaire).

Jardins, murs , potagers (CCB : 85.11/85/32) :
La catégorie des jardins arborés diffèrent de celle appelée jardins par la présence de grands et vieux arbres remarquables. Ces arbres ont parfois une forte valeur patrimoniale de par leur âge et les habitats qu'ils représentent pour la faune. Ces habitats ont un intérêt de conservation variable.
Les potagers sont de petits espaces, souvent au sein des jardins ou sur des parcelles attenantes aux habitations. Il s'agit de milieux anthropisés très régulièrement entretenus. Leur intérêt de conservation est variable.

Espaces verts (CCB : 85.4) :
Cet habitat anthropique correspond aux zones végétalisées internes aux bourgs ou aux centre-villes. Ces espaces très entretenus accueillent une biodiversité commune et présentent un intérêt faible.



Verger à Bouit (axesite)

Dans le cas des formations anthropiques, les enjeux sont dépendants du type de végétation qui les compose mais de manière générale ils sont moyens.
La cité médiévale eu égard à la présence des murs de pierres, du sous bassement calcaire affleurant, et d'un environnement végétal important illustre particulièrement les enjeux de la nature en ville.

Enjeux, perspectives
Le maintien du végétal dans la cité, et la continuité des espaces avec les peuplements de plaine est à maintenir. Les plantes envahissantes, elles, sont à surveiller afin qu'elles ne colonisent pas de plus grandes surfaces.



Parcs, haies, jardins à Rions (axesite)



Chemin en ville (-Rions) axesite



La vigne au pied de la cité (axesite)

Ces milieux sur la commune présentent des intérêts écologiques divers, mais à l'exception des vignobles, de nombreux milieux anthropisés présentent un caractère très naturel et extensif avec une biodiversité non négligeable. :

B-I-2-4-LES ZONES HUMIDES

Lors des prospections de terrain, il a été identifié 6 types d'habitats naturels caractéristiques des zones humides au sens de l'arrêté du 24 juin 2008 modifié par l'arrêté du 1er octobre 2009 précisant les critères de définition et de délimitation des zones humides. Ces habitats figurent en annexe IIB de l'arrêté listant les habitats naturels caractéristiques des zones humides. Ces habitats se situent en zone inondable, en zone inconstructible du PPRI.

Les habitats humides recensés au sein des parcelles prospectées sont les suivant :

- - Aulnaies rivulaires (CCB : 44.3 | EUR28 : 91E0*),
- Forêts alluviale des grands fleuves (CCB : 44.4 | EUR28 : 91F0),
- Mégaphorbiaie (EUR 37.7, 6430)
- Prairie humide non déterminée, sur zone inondable (–EUR 81)

B-I-2-5-LA FLORE

Flore patrimoniale

L'analyse de la bibliographie et notamment des données du Conservatoire Botanique (CBNSA) via l'Observatoire de la Flore Sud-Atlantique (OFSA) relève la présence d'espèces patrimoniales sur la commune de Rions:

-
- Angélique des estuaires (*Angelica heterocarpa* J. Lloyd), protégée au niveau national. Cette espèce est inféodée aux berges des cours d'eau soumis à la marée. Cette ombellifère fait l'objet d'un Plan National d'action, elle présente un enjeu de conservation très fort. Sa présence est mentionnée sur les berges de la Nive.

Les inventaires de terrains n'ont pas permis de recenser d'espèces patrimoniales au sein des terrains expertisés au regard des zones constructibles projetées.

B-I-2-6-L'INVENTAIRE DES ESPECES FAUNISTIQUE : UNE BIODIVERSITE REMARQUABLE

Source : DOCOB, faune-aquitaine.org, inpn.fr, terrain, LGPE, CBNSA

L'inventaire partiel des espèces d'intérêt sur le territoire de Rions (présence avérée ou potentielle) montre que le territoire présente une biodiversité notable avec la présence d'espèces protégées.

Introduction

Le territoire de Rions se distingue de par sa topographie, la présence de la plaine inondable de la Garonne et habitats humides associés. Cette configuration spatiale conditionne la présence d'un cortège faunistique riche et diversifié, aussi bien inféodé aux milieux terrestres typiques des coteaux de Garonne qu'aux zones humides de la Garonne. Enfin, la localisation géographique du territoire communal, dans l'axe de la chaîne pyrénéenne, justifie également la présence de nombreuses espèces d'oiseaux en migration pré et postnuptiale voire en halte migratoire.

Les données de l'INPN sont très lacunaires et ne suffisent pas à caractériser le territoire:

NOM référentiel	NOM vernaculaire	Texte	
Alauda arvensis Linnaeus, 1758	Alouette des champs	Directive 79/409/CEE (Directive Oiseaux)	Convention de Berne, 1979
Acipenser sturio Linnaeus, 1758	Esturgeon européen, Esturgeon de l'Europe Occidentale	Directive 92/43/CEE (Directive Habitat) Annexe II et IV Convention OSPAR Protocole de Barcelone Arrêté interministériel du 9 juillet 1999 Arrêté interministériel du 20 décembre 2004	Règlement (CE) N° 338/97 Annexe A et B Convention de Berne, 1979
Alosa alosa (Linnaeus, 1758)	Alose vraie, Grande Alose	Directive 92/43/CEE (Directive Habitat) Annexe II et V Convention OSPAR Arrêté interministériel du 8 décembre 1988	Convention de Berne, 1979 Protocole de Barcelone
Angelica heterocarpa J.Lloyd, 1859	Angélique à fruits variés, Angélique à fruits variables	Directive 92/43/CEE (Directive Habitat) Annexe II et IV Arrêté interministériel du 20 janvier 1982	Convention de Berne, 1979
Petromyzon marinus Linnaeus, 1758	Lamproie marine	Directive 92/43/CEE (Directive Habitat) Annexe II Arrêté interministériel du 8 décembre 1988	Convention OSPAR Protocole de Barcelone
Barbus barbus (Linnaeus, 1758)	Barbeau fluviatile	Directive 92/43/CEE (Directive Habitat) Annexe II	
Capreolus capreolus (Linnaeus, 1758)	Chevreuil européen, Chevreuil	Convention de Berne, 1979	
Anguilla anguilla (Linnaeus, 1758)	Anguille européenne	Convention OSPAR	Protocole de Barcelone
Esox lucius Linnaeus, 1758	Brochet	Arrêté interministériel du 8 décembre 1988	
Salmo trutta trutta Linnaeus, 1758	Truite de mer	Arrêté interministériel du 8 décembre 1988	
Vallisneria spiralis L., 1753	Vallisnérie en spirale, Vallisnérie	Arrêté interministériel du 8 mars 2002	

Source: http://inpn.mnhn.fr

En dehors du site Natura 2000 et du site ZNIEFF, il n'existe à ce jour que très peu d'inventaires formalisés disponibles.

Méthode et limites

Le croisement des diverses données bibliographiques et de terrain a permis de dresser un inventaire partiel mais représentatif des espèces fréquentant le territoire communal. Les données recueillis sur le site Faune-Aquitaine proviennent de données participatives. Leur authenticité n'étant pas vérifié sur le terrain, la présence des espèces reste potentielle. Il a été choisi d'étudier les espèces observées sur la période 2009-2013, au sein de la maille n° E043N640 comprenant le territoire de Rions, ayant fait l'objet d'un effort d'observation évalué comme étant fort.

Avifaune

Sur la base des données issues de Faune-Aquitaine, 120 espèces d'oiseaux sont potentiellement présentes sur le territoire communal de Rions. Parmi elles, 9 constituent des nicheurs possibles, 1 sont des nicheurs probables et 8 sont des nicheurs certains. Parmi les 8 espèces dont la nidification est probable, aucune ne présente un statut d'intérêt communautaire suite à leur inscription en Annexe I de la Directive « Oiseaux » ?

Cet inventaire met en évidence la richesse et diversité avifaunistique du territoire communal. Ceci s'explique notamment par la variété des habitats et le nombre important de connections entre eux.

Reptiles
D'après la bibliographie disponible, 2 espèces de reptiles seraient potentiellement présentes sur le territoire communal. La présence du Lézard des murailles (espèce protégée au niveau national), espèce ubiquiste colonisant tout une vaste gamme d'habitats, est avérée notamment au sein des secteurs urbanisés.
Les lisières, milieux prairiaux, et autres habitats naturels exposés plein Sud, constituent des milieux de prédilection pour la chasse, le transit et la chauffe des espèces suivantes : Couleuvre verte et jaune, Lézard vert occidental.
La richesse du territoire en milieux aquatiques et zones humides associées, justifie la présence potentielle de la Couleuvre à collier et la Couleuvre vipérine, espèces inféodées au réseau hydrographique superficiel.

Amphibiens
Le territoire communal de Rions est marqué par la présence de nombreux habitats favorables aux amphibiens :
- réseau hydrographique superficiel ;
- réseaux de canaux et fossés en eau ;
- zones humides, fontaines, cavités

La présence de 9 espèces d'amphibiens est mentionnée:
- Crapaud calamite ;
- Rainette méridionale ;
- Grenouille verte ;

Les milieux aquatiques et humides quadrillant le territoire communal constituent des milieux favorables à la réalisation du cycle biologique de la plupart des anoures et urodèles.
Les cours d'eau permanents, zones humides, constituent les secteurs préférentiels pour ces espèces.
Enfin, les talwegs et boisements humides des fonds de coteaux sont quant à eux favorables à la réalisation du cycle biologique de la Salamandre tâchetée.

Mammifères (Hors Chiroptères)
Des espèces d'intérêt communautaire ont été mises en évidence dans la ZNIEFF des coteaux de l'Euille:
- Le statut de conservation global du Vison d'Europe sur ce site apparaît comme étant défavorable mais il n'y a pas de données concernant Rions

La base de données Faune-Aquitaine mentionne la présence possible de 5 espèces de mammifères sur le territoire communal. Il s'agit entre autres du Blaireau européen, de la Crocidure musette (mircrommifère), du Renard roux, du ragondin et du raton Laveur.

Chiroptères
L'alternance de milieux ouverts (prairies, landes,…) et de milieux fermés (boisements) sont favorables aux espèces de chiroptères. Les milieux prairiaux et tout particulièrement les prairies pâturées et prairies humides constituent des milieux de prédilection pour la recherche de proies.
Les lisières de bois, cours d'eau ainsi que les réseaux de haies sont utilisés par les chiroptères lors de leur phase de déplacement entre les gîtes et les zones de chasse mais également durant la recherche de proies.
Ces éléments linéaires constituent donc de véritables repères pour les chiroptères au sein du territoire communal.
Enfin, les anciennes bâtisses, les cavités ou encore les arbres présentant des cavités peuvent être fréquentés pour le gîte des individus.
Il n'y a pas de mention sur la base des données issues de Faune-Aquitaine.

Entomofaune
Odonates
La diversité de milieux aquatiques (réseau de fossés dans la plaine, Garonne, bras mort, cours d'eau,…) et de zones humides (Bois marécageux d'Aulnes, Aulnaie rivulaire, fourré de Saule, etc…) justifie l'attrait du territoire communal pour les espèces d'odonates. Ces habitats constituent des milieux préférentiels pour la réalisation du cycle biologique complet des odonates.
Près d'une quinzaine d' espèces sont potentiellement présentes sur site dont 1 espèce d'intérêt communautaire : l'Agrion de Mercure.

Aeschne bleue (*Aeshna cyanea*)
Agrion de Mercure (*Coenagrion mercuriale*)
Caloptéryx vierge (C.v.meridionalis) (*Calopteryx virgo meridionalis*)
Chlorocordulie à taches jaunes (*Somatochlora flavomaculata*)
Cordulégastre annelé (*Cordulegaster boltonii*)
Ischnure élégante (*Ischnura elegans*)
Libellule déprimée (*Libellula depressa*)
Libellule fauve (*Libellula fulva*)
Naïade aux yeux bleus (*Erythromma lindenii*)
Nymphe au corps de feu (*Pyrrhosoma nymphula*)
Orthétrum bleuissant (*Orthetrum coerulescens*)
Orthétrum brun (*Orthetrum brunneum*)
Sympétrum sanguin (*Sympetrum sanguineum*)
Sympétrum strié (*Sympetrum striolatum*)

Rhopalocères
Les milieux prairiaux composant le paysage à l'étude justifient la présence d'espèces communes telles que le Fadet commun, Tircis, Citron, Vulcain, Piéride, ….
D'après la base de données Faune-Aquitaine, une vingtaine d'espèces pourraient affectionner le territoire à l'étude.

Aurore (*Anthocharis cardamines*)
Azuré commun (Argus bleu) (*Polyommatus icarus*)
Azuré de la Faucille (*Cupido alcetas*)
Azuré des Nerpruns (*Celastrina argiolus*)
Azuré du Trèfle (*Cupido argiades*)
Azuré Porte-Queue (*Lampides boeticus*)
Belle-Dame (*Vanessa cardui*)
Carte géographique (*Araschnia levana*)
Collier de corail (*Aricia agestis*)
Cuivré commun (*Lycaena phlaeas*)
Cuivré fuligineux (*Lycaena tityrus*)
Fadet commun (Procris) (*Coenonympha pamphilus*)
Grande Tortue (*Nymphalis polychloros*)
Hespérie de la Mauve / de l'Aigremoine (P.malvae/m (*Pyrgus malvae / malvoides*)
Myrtil (*Maniola jurtina*)
Paon du Jour (*Aglais io*)
Piéride de la Rave (*Pieris rapae*)
Piéride du Chou (*Pieris brassicae*)
Piéride du Navet (*Pieris napi*)
Souci (*Colias croceus*)
Tircis (*Pararge aegeria*)
Vulcain (*Vanessa atalanta*)

Coléoptères
Au vu de la présence de vieux arbres remarquables au sein de boisements de feuillus ou encore sur des espaces verts privatifs ou publics, l'existence de populations de Lucane cerf-volant ou de Grand Capricorne est tout à fait possible. Toutefois, malgré la présence d'habitats favorables, la présence de ces espèces n'a pas été avérée.

Piscifaune
Voir données Natura 2000

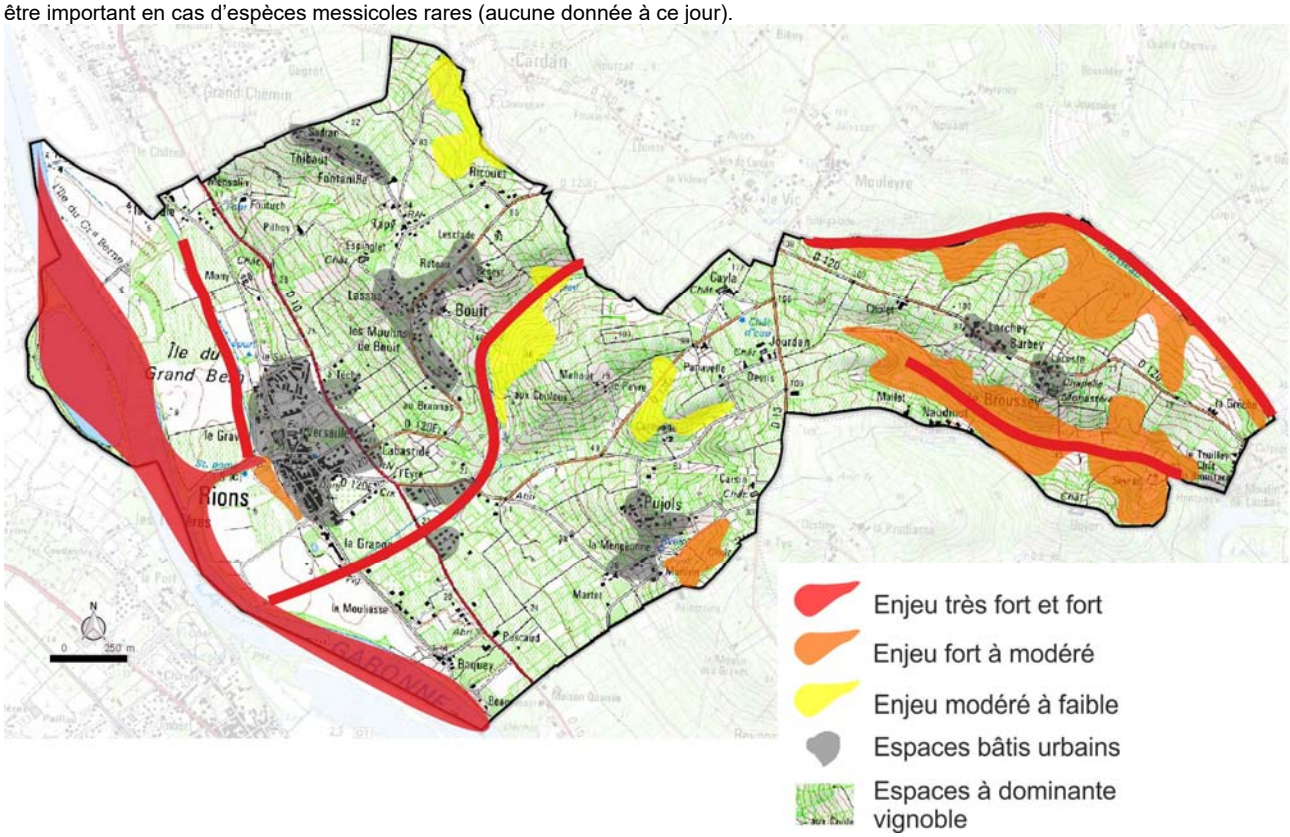
Bioévaluation des enjeux faunistiques

Le tableau suivant présente les enjeux liés à la présence d'espèces patrimoniales ou d'intérêt communautaire ainsi qu'à leurs habitats d'espèces associés :

Habitats naturels	Habitats d'espèces associés	Enjeu correspondant
Forêt de Frêne et d'Aulne à Laîches/ Aulnaie rivulaire / Bois marécageux d'Aulne / Aulnaie	Habitats favorables à la réalisation du cycle biologique des amphibiens odonates , rhopalocères, reptiles mammifères et autres espèces inféodées aux zones humides	**Enjeu fort à très fort**
Cours d'eau, réseau de fossés en eau, bras morts, thalwegs en eau	Habitat préférentiel pour la réalisation du cycle biologique des poissons, amphibiens, odonates, reptiles, mammifères et autres espèces inféodées aux milieux aquatiques Important corridor écologique favorable au transit des espèces aquatiques et terrestres (chiroptères, grands mammifères,...)	**Enjeu fort à très fort**
Cavité, affleurements calcaires	Milieu rare sur la commune et propices à des espèces typées	**Enjeu fort**
Fourré/ haies	Formations arbustives de zones humides favorables à la reproduction des espèces des amphibiens/odonates et au refuge de nombreuses espèces de passereaux ou encore de mammifères	**Enjeu modéré**
Prairie	Milieux prairiaux favorables à la réalisation du cycle biologique des odonates et rhopalocères ainsi qu'à l'alimentation d'espèces semi-aquatiques	**Enjeu modéré**
Lande, fourré,	Habitat favorable aux passereaux et faune spécifique	**Enjeu modéré**
Chênaie Charmaie, boisements divers	Boisements de feuillus favorables à la nidification d'espèces d'oiseaux, à la réalisation du cycle biologique d'espèces saproxyliques, au refuge d'espèces cavicoles (Pic noir, chiroptères), au refuge des mammifères durant la période diurne (grands mammifères, Genette,...), à la réalisation du cycle biologique de l'Ecureuil roux ainsi qu'à l'ensemble des espèces inféodées aux milieux boisés	**Enjeu modéré**
Alignements d'arbres et/ou de chênes/Arbres anciens	Habitats favorables à la réalisation du cycle biologique des coléoptères saproxyliques (Lucane cerf-volant, Grand Capricorne), au refuge des espèces cavicoles) / Corridor écologique favorable au transit des espèces terrestres et chiroptères	**Enjeu modéré**
Prairies mésophiles	Milieux prairiaux favorables à la réalisation du cycle biologique des espèces communes de rhopalocères, au refuge et à la chasse des reptiles (Couleuvre verte et jaune), à la recherche de proies des rapaces et chiroptères, et à l'alimentation d'espèces d'oiseaux granivores	**Enjeu Modéré**
Culture/verger/	Habitats soumis à une agriculture intensive : habitats favorables à l'alimentation d'espèces d'oiseaux (passereaux, rapaces,…) lors des opérations de fauche, labour ou de récolte des cultures	**Enjeu faible à modéré**
Jardin arboré, potager, verger, espace vert, bosquet de laurier, coupe rase, zone remaniée, chemin, route, zone urbanisée	Habitats fortement influencés par l'Homme, milieux urbains, milieux divers parfois dégradés : grande variabilité des intérêts, mais présence d'espaces d'intérêt dans la ville, parcs boisés, murets, haies..	**Enjeu très faible à modéré**
Landes, fourrés, friches, roncier, Formation de Robinier	Milieux semi-fermés favorables au refuge d'espèces communes d'oiseaux et de mammifères	**Enjeu faible**

Carte de synthèse des enjeux biodiversité sur le territoire

Cette carte permet d'indiquer les secteurs de sensibilité du milieu naturel au titre des habitats et des espèces.
Le vignoble est constitutif d'un espace de biodiversité ordinaire à enjeu variable, généralement moindre mais ponctuellement pouvant être important en cas d'espèces messicoles rares (aucune donnée à ce jour).



B-I-2-7- TRAME VERTE ET BLEUE

Source : Prospections terrain, SCOT Aire métropolitaine bordelaise

L'organisation du territoire et son fonctionnement peuvent schématiquement s'aborder sur quatre ensembles malgré des interactions évidentes. L'analyse des perspectives d'évolution requiert une approche sectorielle en fonction des problématiques inhérentes à chaque secteur :

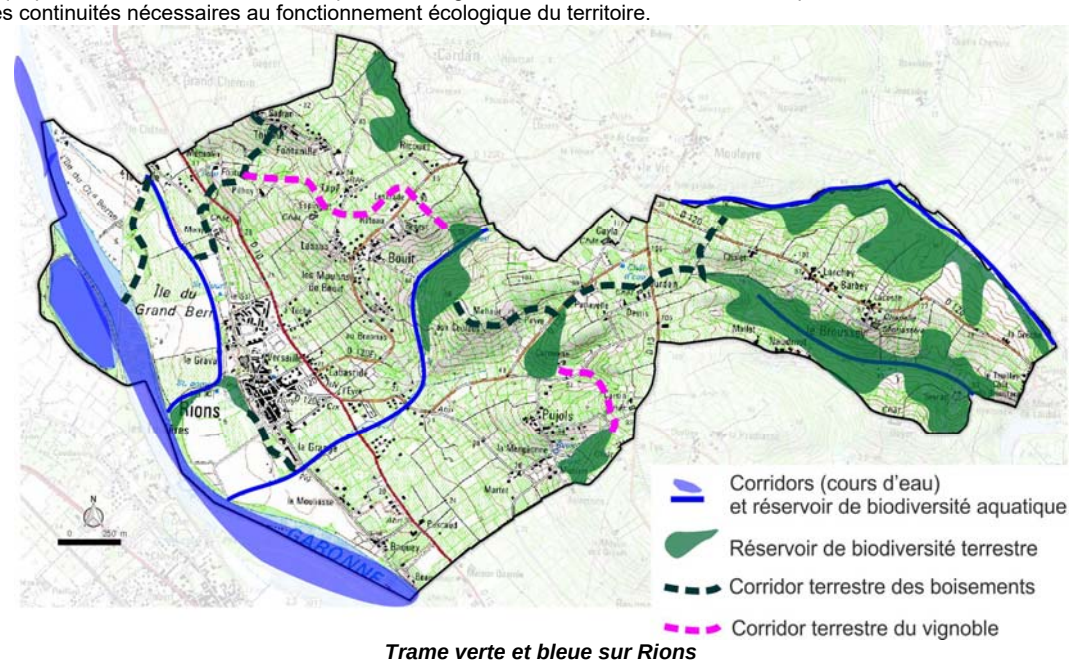
L'ensemble « réservoirs, corridors et cours d'eau » forme les continuités écologiques.

Réservoirs de biodiversité

Les Réservoirs de biodiversité désignent les espaces naturels et les zones humides importants pour la préservation de la biodiversité, au sens de l'article L. 371-1 du code de l'environnement « *La trame verte et la trame bleue ont pour objectif d'enrayer la perte de biodiversité en participant à la préservation, à la gestion et à la remise en bon état des milieux nécessaires aux continuités écologiques, tout en prenant en compte les activités humaines, et notamment agricoles, en milieu rural …».* D'après la définition du guide méthodologique national, ces réservoirs correspondent aux « *espaces où la biodiversité est la plus riche et la mieux représentée. Les conditions indispensables à son maintien et à son fonctionnement sont réunies et une espèce peut y exercer l'ensemble de son cycle de vie. Ce sont soit des réservoirs à partir desquels les individus d'espèces présentes se dispersent, soit des espaces rassemblant des milieux de grand intérêt ».*

La déclinaison de la trame verte et bleue sur le territoire intègre à la fois les données du SRCE et du SYSDAU, complétées de la connaissance terrain à l'échelle de la commune.

La proposition acte la présence des réservoirs de biodiversité et corridors aquatiques que sont la Garonne, le Nau et les ruisseaux Vignon, Begonne, Naudinaut.
Eu égard à la présence d'habitats humides spécifiques ou de boisements d'intérêt dans la plaine alluviale, des réservoirs de biodiversité sont pris en compte aux abords du bras mort, et du sous bassement du village (bocage). Les massifs boisés ont été intégrés aux réservoirs de biodiversité liés aux boisements feuillus. Les continuités terrestres se basent sur des espaces très souvent jalonnés par des haies qui permettent la circulation des espèces. Le vignoble, est considéré comme un espace de biodiversité ordinaire : il permet d'établir des continuités nécessaires au fonctionnement écologique du territoire.



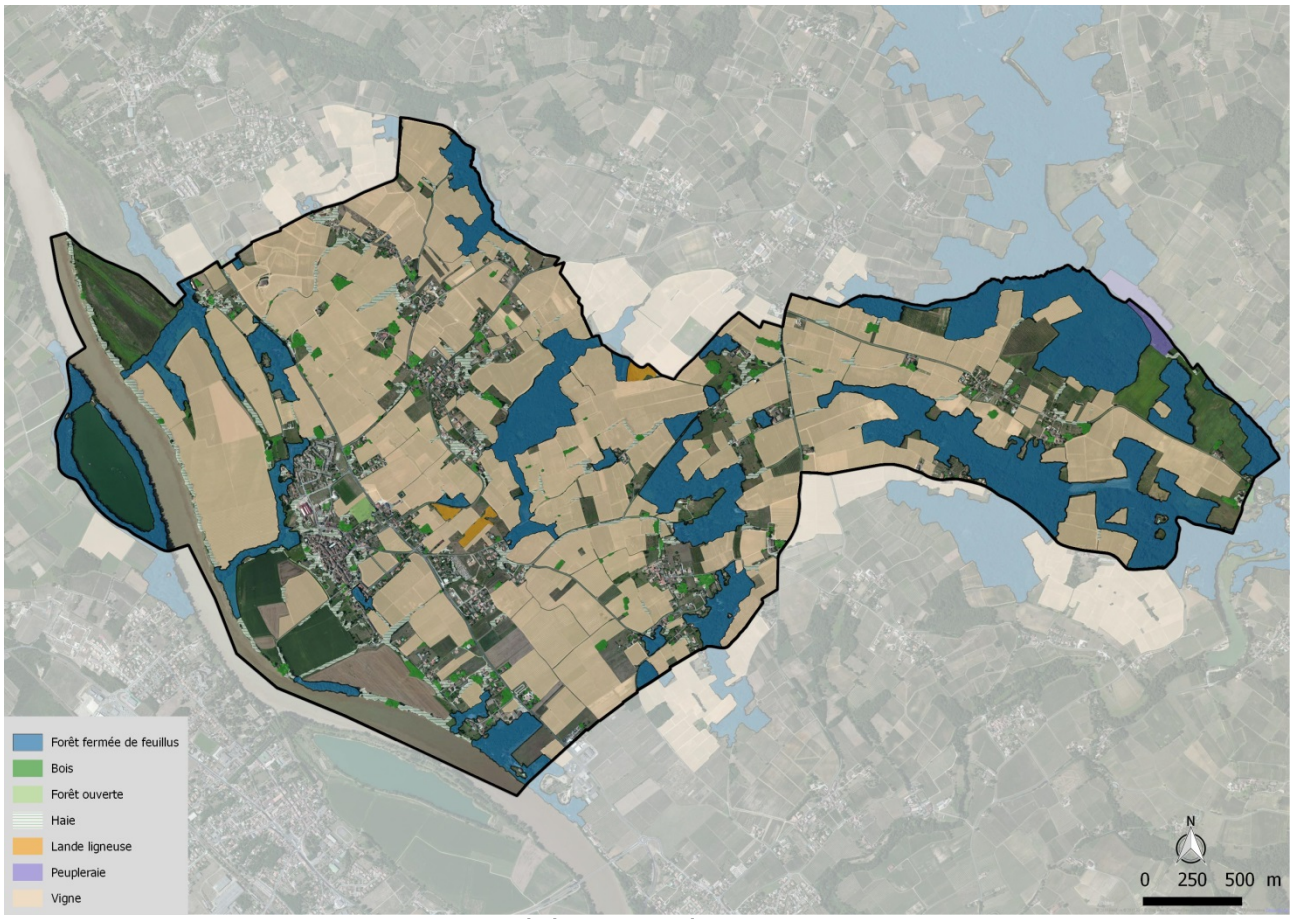
Trame verte et bleue sur Rions

Protection des boisements

Source : BD Topo © IGN / 2015

Les boisements relèvent d'intérêts différents qui se superposent : paysage/biodiversité, gestion des risques, qualité de l'eau…D'une façon générale leur intérêt peut être explicité ainsi :

LOCALISATION	ENJEU DE PRESERVATION
Boisements Nord	Maintien des sols, structure paysagère, intérêt écologique (biodiversité et corridors écologiques)
Boisements alluviaux ou bande boisée de bord de ruisseaux	Très réduits mais constituant des habitats d'intérêt (Frênaie, Aulnaie) aux abords de la Garonne, du bras mort,
Boisements de l'espace viticole (haies, boquets, parcs)	Maintien des sols, biodiversité ordinaire, structuration du paysage
Boisements périphérique	Maintien des sols, paysage, biodiversité
Boisements des espaces urbains	Qualité paysagère, biodiversité ordinaire, continuités et régulation hydrologique
Haies, bandes boisées	Régulation climatique et hydrologique, fonctionnalité écologique, paysage (site protégé), biodiversité



Les boisements sur la commune

Synthèse / Enjeux
Questionnements spécifiques au territoire

Synthèse

- Le milieu naturel communal présente une diversité biologique tant par ses habitats que ses espèces : la commune dispose d'une mosaïque paysagère appréciable.
- Le patrimoine naturel communal présente des milieux d'intérêt majeurs localisés sur la plaine de la Garonne et ses zones inondables, sur les ruisseaux et leurs habitats humides, dans les coteaux boisés. Quelques espèces menacées et/ou protégées sont présentes.
- L'enjeu de préservation des espaces naturels est essentiel pour assurer le maintien de la biodiversité et l'équilibre du territoire : cette biodiversité est liée à des processus complexes incluant les activités agricoles, et forestières.
- Le réseau hydrographique et notamment la Garonne et ses affluents, abrite plusieurs espèces et la nécessité de préserver la qualité des eaux est prioritaire.
- Les zones prairiales servent au maintien des milieux ouverts spécifiques
- Les zones de boisements sur les coteaux forment des îlots de biodiversité au sein de l'espace viticole dominant : ils sont nécessaires au maintien des équilibres écologiques.
- Le maintien des habitats spécifiques liés aux zones humides, aux habitats rocheux est important.
- De même, il faut aider à la préservation des espèces patrimoniales dont certaines sont très rares.

Objectifs/ Moyens

Objectifs

- Maintien des continuités écologiques, de la mosaïque d'habitat et de la biodiversité, pour assurer la pérennité des équilibres biologiques
- Protection, entretien, réhabilitation et aménagement des milieux sensibles
- Maintien des feuillues de lisières, de haies ou de bord de ruisseaux
- Protection des massifs boisés les plus significatifs dont Réservoirs de biodiversité
- Réduction des pollutions diffuses et amélioration de la qualité des eaux
- Préservation de certains espaces végétaux importants
- Protection des zones humides

Moyens

- Les grands ensembles naturels ont une vocation à être intégrés à la zone naturelle en évitant le développement des zones urbaines dans ces espaces
- Assurer le maintien ou permettre la restauration des continuités écologiques fonctionnelles du site avec son environnement (réseau hydrographique, boisements)
- La gestion des marges ou des interfaces entre espaces agricoles et urbains implique des choix de zonage précis dans ces zones de mixité, où le maintien d'espaces naturels permet de conserver la biodiversité ordinaire
- Prendre en compte la trame verte et bleue en limitant fortement l'urbanisation des zones de corridors ou de réservoirs
- Le règlement de la zone Naturelle est limitatif et ne prévoit pas de développement ou de constructions nouvelles sauf sous-secteur spécifique
- Une zone naturelle très limitative sera prévue pour rendre lisible les réservoirs de biodiversité notamment
- Limiter les possibilités d'aménagement sur les sites sensibles
- Permettre les actions de gestion et de restauration des milieux

B-II- VOLET RESSOURCES

B-II.1- RESSOURCE EAU : CONTEXTE HYDROGRAPHIQUE ET HYDROGEOLOGIQUE

Source : SIEAG, SMEAG, SANDRE, SDAGE, SAGE

RESSOURCE EN EAU		DONNEES DE CADRAGE
COURS D'EAU	- La Garonne Le ruisseau du Nau, la Barboue	Réseau hydrographique traversant le territoire de Rions relativement clairsemé.
MASSES D'EAU SUPERFICELLE	1 masse d'eau rivière : - La Barboue 1 masse d'eau de transition Estuaire fluvial Garonne Amont - Ruisseau de Hillans	Sensibilité du milieu récepteur La Garonne : enjeu biodiversité
MASSES D'EAU SOUTERRAINE	plusieurs masses d'eau souterraine : alluvions et calcaires	Nappes profondes : sensibilité de cette nappe surexploitée Pression forte
EAU POTABLE	Alimentation issue de prélèvements dans la nappe éocène et alluviale Rions (périmètre de protection)	prélèvement d'eau potable sur la commune
ZONAGES LIES AU SDAGE	- Axe migrateurs amphihalins - Cours d'eau en Liste 1 et 2	La Garonne : cours d'eau à enjeu écologique
GESTION DES EAUX USEES	1 STEP communale qui dessert en quasi-totalité le bourg et en partie Bouit et Pujols	1500 eh, capacité résiduelle d'environ 600 eh Conforme

B-II-1-1 RESEAU HYDROGRAPHIQUE DE LA COMMUNE : DES ENJEUX QUALITATIFS

Le territoire communal se situe dans le bassin versant de la Garonne ; la Garonne longe la commune sur la quasi-totalité de sa limite occidentale. On trouve également les ***ruisseaux du Nau*** qui longe le Bouit, ***les ruisseaux du Vignon*** et ***de la Mouleyre*** qui marquent la limite communale à l'Est et ***la Barboue*** à l'Ouest.



Réseau hydrographique

Deux masses d'eau superficielle sur le territoire de Rions

Le territoire de Rions est concerné par la présence de 1 masse d'eau rivière et une masse d'eau de transition:

FRFT33 Estuaire Fluvial Garonne Amont FRFRT33_9 La Barboue

Masses d'eau superficielle : état, pressions et objectifs

L'état, les pressions et les objectifs fixés par le SDAGE Adour-Garonne 2016-2021 sur les masses d'eau superficielles drainant le territoire communal de Rions, sont présentés dans les tableaux suivants.

	RUISSEAU LA BARBOUE (FRFRT33_9)
Etat écologique	**Bon**
Etat chimique	**Non classé**
Pression des rejets de stations d'épuration domestiques	**Significative**
Pressions liées aux débordements des déversoirs d'orage	**Non significative**
Pression des rejets de stations d'épuration industrielles (macro-polluants)	**Significative**
Pression des rejets de stations d'épuration industrielles (MI et METOX)	**Significative**
Indice de danger « substances toxiques » global pour les industries	**Non significative**
Pression liée aux sites industriels abandonnés	**Inconnue**
Pression de l'azote diffus d'origine agricole	**Non significative**
Pression par les pesticides	**Non significative**
Pression de prélèvement AEP	**Pas de pression**
Pression de prélèvement industriel	**Pas de pression**
Pression de prélèvement irrigation	**Pas de pression**
Altération de la continuité	**Minime**
Altération de l'hydrologie	**Minime**
Altération de la morphologie	**Minime**
Objectif état écologique	**2015**
Objectif état chimique	**2021**

	ESTUAIRE FLUVIAL (FRFT33)
Etat écologique	**Médiocre**
Etat chimique	**Non classé**
Pression ponctuelle Pollution domestique	**Inconnue**
Pression diffuse Nitrates navigation	**Inconnue** **Inconnue**
Altération hydro morphologiques et régulation écoulements	**Non significative**
Aménagement du territoire	**Non significative**
Ouvrage de protection	**Non significative**
Terres gagnées sur la mer	**Inconnue**
Modifications apport d'eau douce et intrusion salée	**significative**
Extractions rejets	**Inconnue**
Aménagement pêche	**Inconnue**
Aménagement d'exploitation	**Inconnue**
Activité navigation	**Inconnue**
Activité anthropique	**Inconnue**
Objectif état écologique	**2027**
Objectif état chimique	**2027**

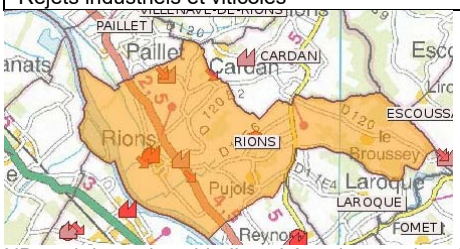
ETAT (2013) SDAGE		2010-2015
Ecologique	Chimique	
médiocre	Non classé	Estuaire
bon	Non classé	Barboue

OBJECTIF			2010-2015
Global	Ecologique	Chimique	
2027	2015	2027	Esturaire
2027	2027		Barboue

Points de rejet industriels
Etablissements industriels polluants
Stations d'épuration industrielles

Atouts	
Station d'épuration 1500 eq/hab	Garonne
Eau potable Périmètres de protection	Nappe alluviale Forage de Nau Puits de captage ?

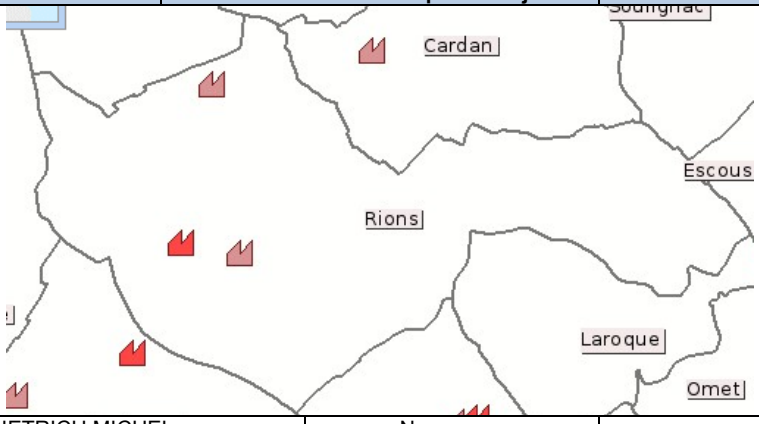
Contraintes	
Rejets de pluvial et ANC Rejets industriels et viticoles	Garonne 4



NB : voir les enjeux biodiversité et risques dans les thèmatiques dédiées

Une ressource superficielle sans enjeu pour l'alimentation en eau potable (AEP) et ponctuellement sollicitée pour l'irrigation

- **USAGE DOMESTIQUE :** Néant
- **REJETS D'EAUX DOMESTIQUES :** 1 station d'épuration collective est recensée sur la commune avec la Garonne comme milieu récepteur.
- **USAGE AGRICOLE :** Non renseigné
- **USAGE INDUSTRIEL :** Plusieurs points de rejets industriels sont recensés sur le territoire de Rions :

Origine du rejet industriel	Cours d'eau sollicité pour le rejet	Masse d'eau superficielle concernée
		
EI33355100 DIETRICH MICHEL	Non connu	
EI33098100 G.A.E.C. DES VIGNOBLES REYNE	Non connu	
EI33355001 SARL LES CHAIS DE RIONS	Non connu	
EI33355101 S.C.E.A. DES VIGNOBLES REAUT		

B-II-1-2 LES MASSES D'EAU SOUTERRAINE : DES RESSOURCES A PRESERVER

Les masses d'eau souterraines représentent en général une ressource en eau de grande quantité et de bonne qualité, et ce d'autant plus si elles sont profondes dans les couches du sol. Leur utilisation première consiste en l'alimentation en eau potable des populations et l'irrigation. Dans le sous-sol de la commune de Rions, plusieurs masses d'eau souterraines sont recensées et présentent des enjeux forts ; notamment la nappe éocène (SAGE Nappe profonde) utilisée pour l'eau potable.

FRFG062 Alluvions de la Garonne aval
FRFG068 Calcaires de l'Entre 2 Mers du BV de la Garonne
FRFG071 Sables, graviers, galets et calcaires de l'éocène nord AG
FRFG072 Calcaires du sommet du crétacé supérieur captif nord-aquitain
FRFG073 Calcaires et sables du turonien coniacien captif nord-aquitain
FRFG075 Calcaires, grés et sables de l'infra-cénomanien/cénomanien captif nord-aquitain
FRFG080 Calcaires du jurassique moyen et supérieur captif

Unité de référence	Garonne Atlantique		Nappes profondes	
Des enjeux forts au niveau qualitatif et quantitatif	Alluvions de la Garonne aval FRFG062 Type Alluvial libre	Calcaires entre 2 mers FRFG068 Type sédimentaire non alluviale libre	Sables, graviers, galets et calcaires de l'éocène nord AG FRFG071 Type sédimentaire non alluviale captif	Calcaires du sommet du crétacé supérieur captif nord-aquitain FRFG072 Type sédimentaire non alluviale captif
Etat quantitatif : Cause(s) de dégradation Etat chimique : Cause(s) de dégradation	Bon Bon état r Mauvais Pesticides		Mauvais Mauvais état Bon	

Pression qualitative **Occupation agricole des sols** (répartition des cultures, azote organique et phytosanitaires) : **Elevage :** **Non agricole** (nitrates issus de l'assainissement autonome, phytosanitaires utilisés par les usagers non agricoles, sites et sols pollués,...) : **Des milieux aquatiques et écosystèmes terrestres** (impact des échanges des milieux aquatiques superficiels sur la masse d'eau souterraine) : **Sur les milieux aquatiques et écosystèmes terrestres** (impact des échanges de la masse d'eau souterraine sur les milieux aquatiques superficiels) : **Pression quantitative** **Prélèvement agricole :** **Prélèvement industriel :** **Prélèvement eau potable :** **Recharge artificielle** (par modification directe ou indirecte de la recharge) : **Des milieux aquatiques et écosystèmes terrestres** (impact des échanges des milieux aquatiques superficiels sur la masse d'eau souterraine) : **Sur les milieux aquatiques et écosystèmes terrestres** (impact des échanges de la masse d'eau souterraine sur les milieux aquatiques superficiels) :	Pression Forte Moyenne Moyenne Inconnue Inconnue Pression Evolution Forte → Moyenne → Moyenne → Absente Inconnue Inconnue	Pression Forte Moyenne Moyenne Inconnue Inconnue Pression Evolution Moyenne → Faible → Moyenne → Absente Inconnue Inconnue	Pression Faible Faible Faible Absente Absente Pression Evolution Moyenne → Moyenne ↗ Forte ↗ Absente Faible Absente	Pression Faible Faible Faible Absente Absente Pression Evolution Faible → Faible → Moyenne → Absente Faible Faible
Objectif état global : **Type de dérogation :** **Objectif état quantitatif** **Objectif état chimique :**	Bon état 2021 Conditions naturelles Bon état 2015 Bon état 2021		Bon état 2021 Conditions naturelles Bon état 2021 Bon état 2015	

Unité de référence	Nappes profondes		
	Calcaires et sables du turonien coniacien FRFG073 Type :Dominante sédimentaire non alluviale, captif	Calcaires, grés et sables de l'infra-cénomanien/cénomanien FRFG075 Dominante sédimentaire non alluviale captif	Calcaires du jurassique moyen et supérieur captif FRFG080 Dominante sédimentaire non alluviale
Etat quantitatif : **Cause(s) de dégradation** **Etat chimique :** **Cause(s) de dégradation**	Bon Bon	Mauvais Mauvais état Bon	Mauvais Mauvais état Bon
Pression qualitative **Occupation agricole des sols** (répartition des cultures, azote organique et phytosanitaires) : **Elevage :** **Non agricole** (nitrates issus de l'assainissement autonome, phytosanitaires utilisés par les usagers non agricoles, sites et sols pollués,...) : **Des milieux aquatiques et écosystèmes terrestres** (impact des échanges des milieux aquatiques superficiels sur la masse d'eau souterraine) : **Sur les milieux aquatiques et écosystèmes terrestres** (impact des échanges de la masse d'eau souterraine sur les milieux aquatiques superficiels) : **Pression quantitative** **Prélèvement agricole :** **Prélèvement industriel :** **Prélèvement eau potable :** **Recharge artificielle** (par modification directe ou indirecte de la recharge) : **Des milieux aquatiques et écosystèmes terrestres** (impact des échanges des milieux aquatiques superficiels sur la masse d'eau souterraine) : **Sur les milieux aquatiques et écosystèmes terrestres** (impact des échanges de la masse d'eau souterraine sur les milieux aquatiques superficiels) :	Pression Faible Faible Faible Absente Absente Pression Evolution Forte → Faible → Forte ↗ Absente Absente Absente	Pression Faible Faible Faible Absente Absente Pression Evolution Forte → Faible → Moyenne ↗ Absente Absente Absente	Pression Faible Faible Faible Absente Absente Pression Evolution Forte ↗ Faible → Forte ↗ Absente Faible Moyenne
Objectif état global : **Type de dérogation :** **Objectif état quantitatif** **Objectif état chimique :**	Bon état 2015 Bon état 2015 Bon état 2015	Bon état 2021 Conditions naturelles Bon état 2021 Bon état 2015	Bon état 2027 Conditions naturelles Bon état 2027 Bon état 2015

Données SDAGE 2010-2015

Une ressource sollicitée sur le territoire communal

- **USAGE DOMESTIQUE**

Des forages destinés au prélèvement d'eau potable dans les masses d'eau souterraine existent sur le territoire communal de Rions (périmètre de protection institués). Les ouvrages ont prélevés 314 813 m3 au total en 2014.

Nature\Usage	Eau Potable		Total	
	Volume	Nb d'ouvr.	Volume	Nb d'ouvr.
Nappe captive	314 813	2	314 813	2
Total	314 813	2	314 813	2

- **IRRIGATION**

A l'échelle du territoire communal, aucun prélèvement à usage agricole n'a été recensé.

- **USAGE INDUSTRIEL**

Néant

B-II-2-1- LES DOCUMENTS D'AMENAGEMENT ET DE GESTION DE L'EAU AVEC LESQUELS LE PLU DOIT ETRE COMPATIBLE : SDAGE ADOUR GARONNE ET SAGE

Zonages Réglementaires

Approuvé par le préfet coordonnateur de bassin en décembre 2015, le SDAGE Adour-Garonne pour la période 2016-2021 répond aux orientations de l'Union européenne et de la directive cadre sur la politique de l'eau (D.C.E. 2000/60/CE). Le SDAGE fixe les orientations fondamentales d'une gestion équilibrée de la ressource en eau sur le bassin Adour-Garonne. Il doit être compatible avec les programmes et les décisions administratives dans le domaine de l'eau. Il constitue le projet pour l'eau du bassin Adour-Garonne.

Il traite à cette échelle :

- les **règles de cohérence**, **continuité**, **solidarité** entre l'amont et l'aval, à respecter par les différents SAGE : par exemple les questions de débits, de qualité, de crues et de poissons migrateurs,
- les **enjeux significatifs** à l'échelle du bassin, par exemple certains milieux aquatiques exceptionnels, les points noirs toujours dénoncés de la politique de l'eau,
- les **orientations** relevant de la responsabilité ou de l'arbitrage des organismes de bassin : priorités de financement, banques de données sur l'eau, organisation institutionnelle de la gestion...

Le socle du SDAGE 2016-2021 est constitué de **4 orientations fondamentales**. Ces nouvelles priorités tiennent compte des dispositions du SDAGE précédent (2010-2015) et des objectifs de la D.C.E. :

- ***orientation A*** : **créer les conditions de gouvernance favorables** en vue d'une politique de l'eau cohérente et à la bonne échelle :
  - mieux gérer l'eau en local tout en rationnalisant les efforts,
  - renforcer les connaissances et partager les savoirs dans le contexte du changement climatique,
  - mieux évaluer le cout des actions et les bénéfices environnementaux,
  - prendre en compte les enjeux de l'eau dans l'aménagement du territoire ;
- ***orientation B*** : **réduire les pollutions** qui compromettent le bon état des milieux aquatiques mais aussi les différents usages. Il convient donc :
  - d'agir sur les rejets de polluants (assainissement et rejets industriels),
  - de réduire les pollutions d'origine agricole,
  - de préserver et reconquérir la qualité de l'eau (eau potable et usages de loisirs),
  - de préserver et reconquérir la qualité des eaux et des milieux littoraux ;
- ***orientation C*** : **améliorer la gestion quantitative** en maintenant une quantité d'eau suffisante dans les rivières capable d'assurer les prélèvements pour l'eau potable, les activités économiques et de loisirs et tout en assurant le bon état des milieux aquatiques :
  - approfondir les connaissances et valoriser les données,
  - gérer durablement la ressource en eau dans le contexte du changement climatique,
  - gérer les situations de crise (sécheresses…) ;
- ***orientation D*** : **préserver et restaurer les milieux aquatiques** (zones humides, lacs, rivières…) :
- réduire l'impact des aménagements hydrauliques,
- gérer, entretenir et restaurer les cours d'eau et le littoral,
- préserver et restaurer les zones humides et la biodiversité liée à l'eau,
- préserver et permettre la libre circulation des espèces piscicoles et le transport naturel des sédiments,
- réduire la vulnérabilité et les aléas d'inondation.

Statut et gestion des masses d'eau

- Non classée en Zone sensible
- Non classée en Zone vulnérable
- Non classée en Zone de répartition des eaux (ZRE)
- Axes grands migrateurs amphihalins : Les axes à grands migrateurs amphihalins représentent le potentiel de développement de ces espèces migratrices amphihalines dans le bassin Adour Garonne. Sur ces axes les objectifs sont :
  - Restaurer et préserver la continuité écologique et interdire la construction de nouveaux obstacles.
  - Préserver et restaurer les zones de reproduction des espèces amphihalines.
  - Mettre en œuvre les programmes de gestion des poissons migrateurs amphihalins
  - Améliorer la connaissance sur les poissons grands migrateurs amphihalins
- Zone Natura 2000 : la Garonne
- PGE GARONNE ARIEGE Mis en œuvre
- SAGE Nappes profondes de Gironde Mis en œuvre
- SAGE Vallée de la Garonne Élaboration

La commune est concernée par la zone de vigilance pesticide du SDAGE .

La ressource en eau souterraine et de surface est concernée par les enjeux mentionnés au SDAGE, et relatifs aux unités hydrologiques de références Garonne Atlantique et Nappes Profondes.

Objectifs de l'unité hydrologique de référence (SDAGE) : Garonne Atlantique et Nappes profondes

Les objectifs pouvant trouver une expression dans le PLU sont :

Nappes profondes	Garonne atlantique
Rejets diffus et pollutions ponctuelles Aménager l'espace pour limiter l'érosion et lutter contre les transferts Mettre en place des techniques de récupération des eaux usées ou pluviales pour limiter les déversements par temps de pluie Eaux souterraines Réduire l'impact des activités anthropiques potentiellement polluantes sur les eaux souterraines Maîtriser les prélèvements sur les eaux souterraines	Rejets diffus et pollutions ponctuelles Aménager l'espace pour limiter l'érosion et lutter contre les transferts Adapter les prescriptions de rejet à la sensibilité du milieu naturel Mettre en place des techniques de récupération des eaux usées ou pluviales pour limiter les déversements par temps de pluie Fonctionnalités Entretenir, préserver et restaurer les zones humides Limiter ou interdire la création de plans d'eau et limiter l'impact des plans d'eau existants Quantitatif Favoriser les économies d'eau : sensibilisation, économies, réutilisation d'eau pluviale ou d'eau de STEP, mise en oeuvre des mesures agroenvironnementales Inondations Elaborer et mettre en oeuvre les préconisations du schéma de prévention des crues et des inondations

B-II-2-2- DES ZONAGES REGLEMENTAIRES POUR RECONNAITRE, PRESERVER OU AMELIORER L'ETAT QUALITATIF ET QUANTITATIF DES EAUX SOUTERRAINES ET SUPERFICIELLES

Source : Agence de l'eau Adour Garonne, SIEAG

Le SDAGE Adour-Garonne définit des zonages réglementaires ou des territoires de gestion concernant la ressource en eau.

Des zonages et territoires de gestion pour la pérennité de l'eau potable et de la ressource en eau

- **ZONE A PRESERVER POUR SON UTILISATION FUTURE EN EAU POTABLE (ZPF SOUTERRAINE)**

Identification des Zones à Préserver pour l'alimentation en eau potable dans le Futur (ZPF). Le niveau national et Européen identifie désormais ce concept comme zone d'alimentation en eau potable future (ZAEPF). Parmi ces ZPF, des ZOS (Zones à objectifs plus stricts) ont été identifiées comme des zones nécessité des programmes pour réduire les coûts de traitement de l'eau potable. Ces zones sont des portions de masses d'eau souterraine, cours d'eau et lacs stratégiques pour l'AEP dans le bassin Adour-Garonne. Deux représentations possibles pour les eaux superficielles: par masse d'eau rivière & lac, ou par bassin versant de ces rivières ou lacs

Le territoire communal de RIONS, une ZPF et une ZOS est recensée.



- **AIRE D'ALIMENTATION DE CAPTAGE PRIORITAIRE**

L'aire d'alimentation d'un captage d'eau potable (prise d'eau superficielle ou captage d'eau souterraine) correspond aux surfaces sur lesquelles l'eau qui s'infiltre ou ruisselle participe à l'alimentation de la ressource en eau dans laquelle se fait le prélèvement, cette ressource étant actuellement utilisée pour l'alimentation en eau potable ou susceptible de l'être dans le futur.
La commune n'est pas concernée

- **ZONE DE REPARTITION DES EAUX (ZRE)**

La commune est concernée

ZONE DE SERVICE DE PREVISION DES CRUES (SPC)

La commune est concernée.

- **PERIMETRES DE PROTECTION DE CAPTAGE POUR ASSURER UNE PROTECTION DE LA RESSOURCE**

Source : Arrêtés préfectoraux de création des périmètres

Indépendamment des périmètres liés au SDAGE, les forages d'alimentation en eau potable sont dotés de périmètres de protection.
Les installations, ouvrages, travaux et activités réalisés à des fins non domestiques entraînant des prélèvements sur les eaux superficielles ou souterraines sont soumis à autorisation ou déclaration.
Les points de captage d'eau en vue de la consommation humaine font l'objet de protections.

- Les périmètres institués pour la protection des points de prélèvement valent servitudes d'utilité publique.
- Les périmètres de protection comportent :
  - Le périmètre de protection immédiate,
  - Le périmètre de protection rapprochée,
  - Le cas échéant, le périmètre de protection éloignée.

Sur la commune de *RIONS*, trois périmètres de captage concernent le territoire (voir chapitre réseau/eau potable).

Des zonages pour la qualité écologique et chimique des milieux aquatiques

- **AXES MIGRATEURS AMPHIHALINS**

Les axes à grands migrateurs amphihalins représentent le potentiel de développement des espèces migratrices amphihalines dans le bassin Adour Garonne identifié par les COGEPOMI (Comité de Gestion des Poissons Migrateurs), dans l'état des connaissances actuelles. La préservation et la restauration de la continuité écologique constituent un enjeu majeur sur ces cours d'eau.

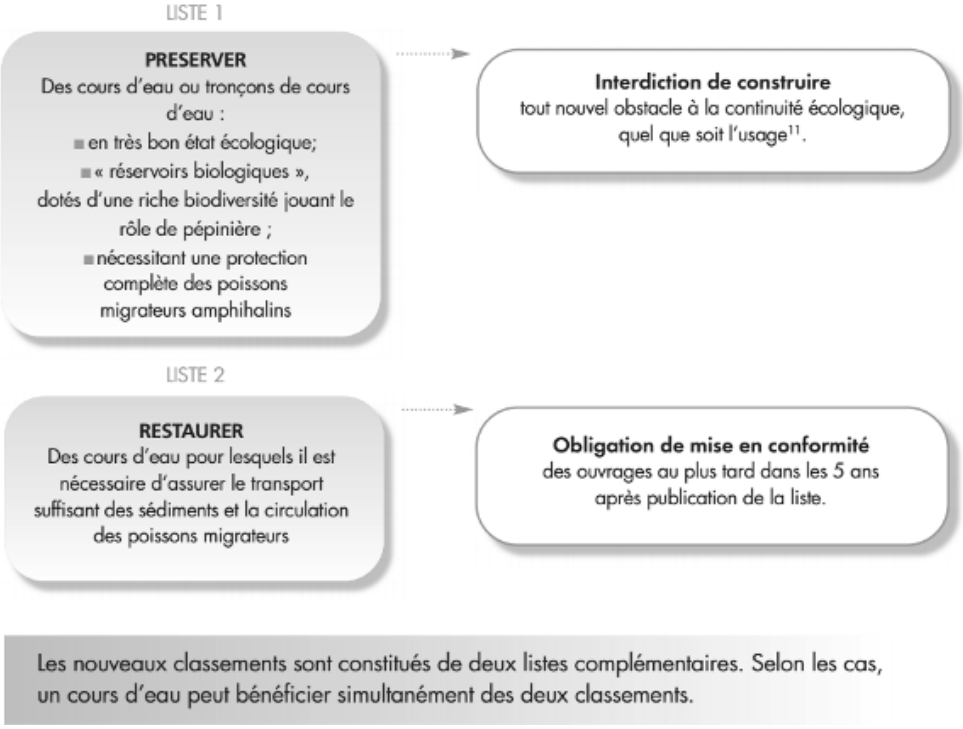
Les grands axes migrateurs amphihalins, et les usages qui leurs sont associés, constituent un patrimoine écologique, économique et culturel indéniable dans la région Aquitaine. Une reconstitution pérenne des stocks, dans des conditions aussi naturelles que possible, doit permettre à la fois de restaurer le fonctionnement des écosystèmes estuariens, des fleuves et des rivières, d'attester une amélioration de la qualité des milieux, et de maintenir des activités de pêche raisonnées et durables.

Le bassin Adour Garonne reste le seul en Europe à accueillir l'ensemble des huit espèces patrimoniales de poissons grands migrateurs amphihalins : la Grande Alose, l'Alose feinte, la Lamproie marine, la Lamproie fluviatile, le Saumon atlantique, la Truite de mer, l'Anguille et l'Esturgeon européen.
Ces espèces symboliques contribuent à la préservation de la biodiversité et constituent des bio-indicateurs pertinents et intégrateurs de la qualité des milieux et de leur bon fonctionnement à l'échelle d'un grand bassin.

La Garonne, présente sur la commune de *Rions*, est classée en axe migrateur amphihalin.
Ce classement n'impacte pas directement l'occupation des sols mais il est nécessaire de veiller à ce que la qualité des eaux superficielles ne soit pas dégradée par des rejets anthropiques (eaux pluviales, eaux usées,…), afin de favoriser le maintien de ces espèces à fort enjeu dans nos rivières.

- **LISTES 1 ET 2 DES COURS D'EAU**

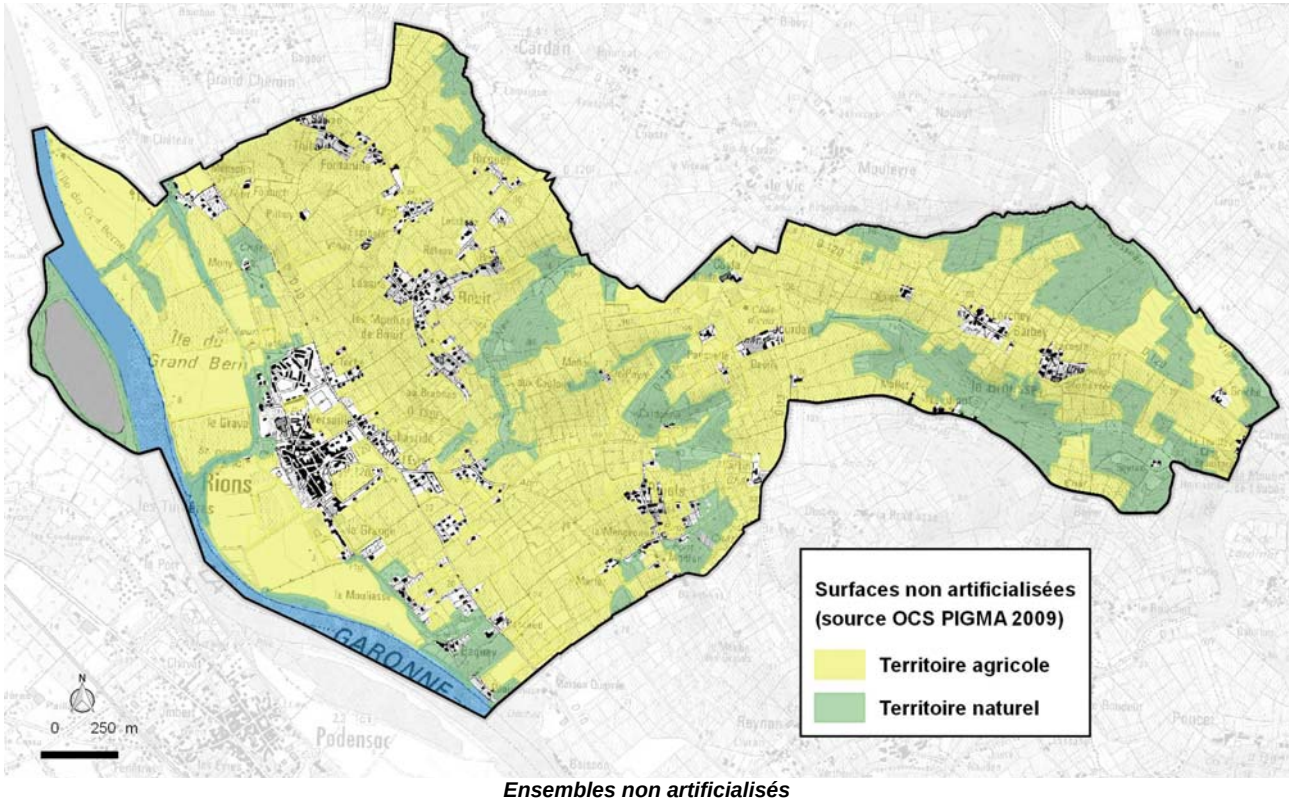
La loi sur l'eau a réformé le classement des cours d'eau pour les adapter aux exigences de la DCE.
L'objectif est de restaurer la continuité sédimentaire et écologique des cours d'eau afin de contribuer au maintien ou à l'atteinte des objectifs de qualité inscrits dans le SDAGE. En effet, le bon état écologique intègre la notion essentielle de continuité écologique entre les habitats aquatiques.



La Garonne, constitue un cours d'eau classé en liste 1 et 2 de la Loi sur l'Eau.

B-II-3-1- ESPACE NON ARTIFICIALISE

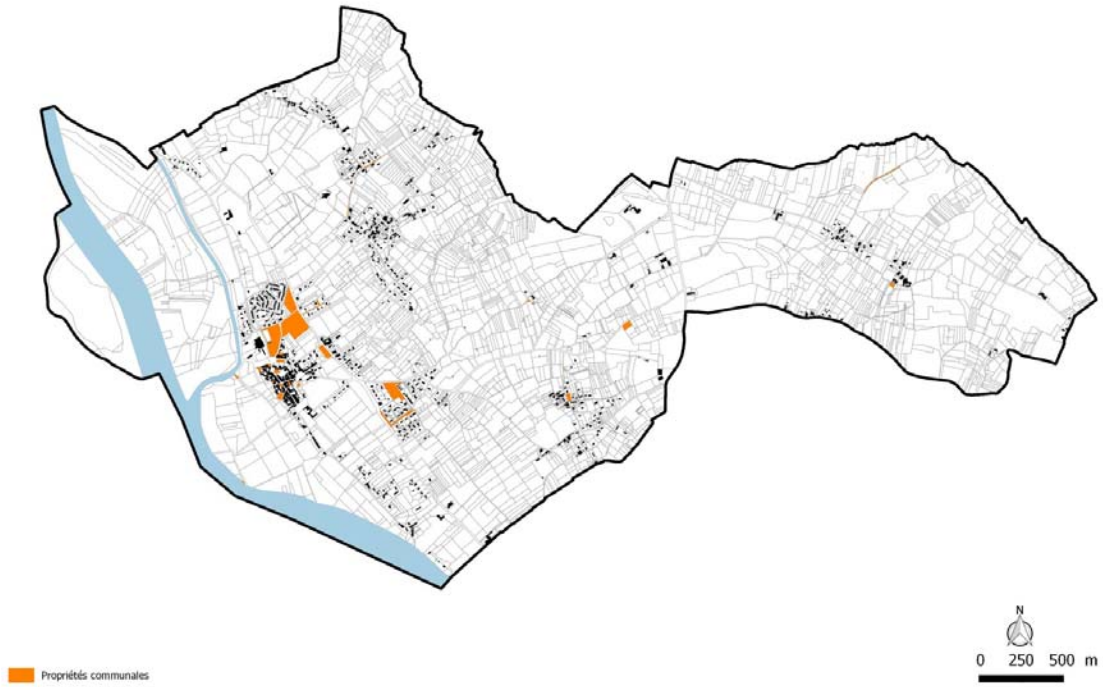
La partie dédiée à l'activité agricole montre l'importance de la ressource espace en matière agricole. Les ensembles non artificialisés sur la commune comptent 850 ha en 2015 soit 77% du territoire. Entre 2006 et 2014, la commune a consommé **0ha81/an**.



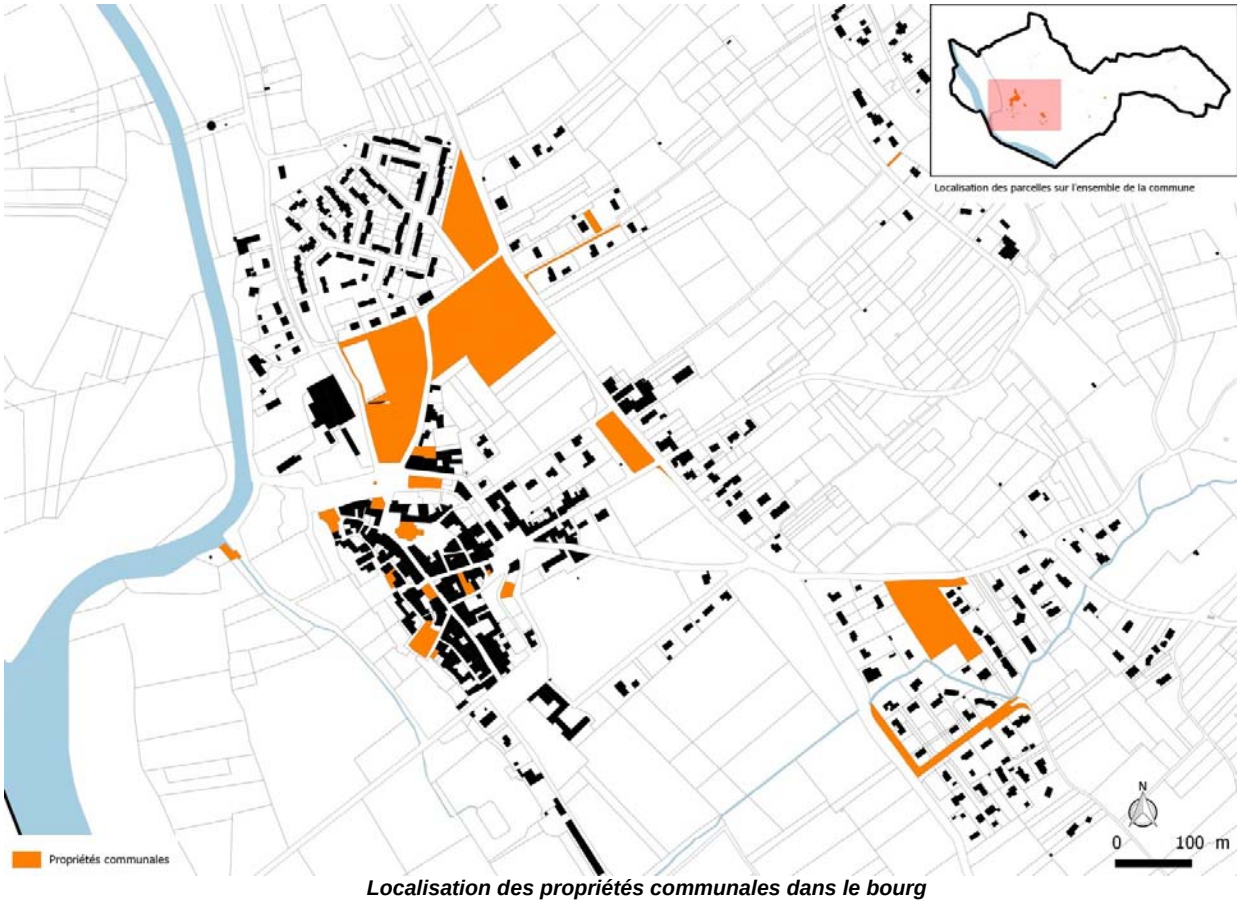
Ensembles non artificialisés

B-II-3-2- PROPRIETES COMMUNALES

Les emprises des propriétés publiques se concentrent sur le bourg.



Localisation des propriétés communales (6.36 ha)



Localisation des propriétés communales dans le bourg

Il s'agit principalement d'équipements publics : écoles, mairie, église, cimetière, équipements de sports, etc…
La commune ne dispose pas de foncier sur des parcelles lui permettant d'envisager des programmes importants de type logements par exemple. ..
Des outils fonciers comme le DPU (Droit de Préemption urbain) sont utilisés pour la maîtrise de certains espaces stratégiques dans le bourg.

B-II-3-3- LES RESSOURCES EN MATERIAUX DE CONSTRUCTION : ABSENCE DE ZONE D'INTERET EXTRACTIF

Source : http://mineralinfo

Le schéma départemental des carrières constitue le cadre de référence des entreprises du bâtiment et des travaux publics, pour trouver des matériaux afin de faire face à leurs besoins, en respectant trois objectifs :

assurer les besoins en matériaux ;
la protection de l'environnement ;
l'organisation de l'espace local.

Ce schéma a été approuvé le 31 mars 2003 pour une durée maximum de dix ans, délai après lequel il devra être révisé. Il peut néanmoins faire l'objet d'une mise à jour dans les conditions prévues à l'article R 515-7 du code de l'environnement.

Le schéma départemental des carrières est obsolète.

Il n'existe pas sur la commune de carrière exploitée et il n'est pas mentionné de potentialité de gisement.

Le Code de l'Environnement prévoit que chaque département soit couvert par un schéma départemental des carrières définissant les conditions générales de leur implantation dans le département. Ils doivent prendre en compte :

- l'identification des ressources géologiques départementales, leurs utilisations et les carrières existantes,
- l'intérêt économique national et l'estimation des besoins en matériaux du département et de sa périphérie,
- l'optimisation des flux de transport entre zones de production et de consommation,
- la protection des paysages, des sites et des milieux naturels sensibles.

Source : plan climat territorial, Orecca

B-II-4-1 – CONSOMMATION ET PRODUCTION ENERGETIQUES

Source : ORECCA (orecca.fr, observatoire régional énergie changement climatique air)

Le contexte Aquitain

Le bilan énergétique 2010 de la région Aquitaine publié par l'Observatoire Régional Energie Changement Climatique Air en Aquitaine (ORECCA) comptabilise :

Production énergétique

2475 ktep pour la **production d'énergie primaire**. Elle est couverte à 61% par des énergies renouvelables. Cette production se répartit de la façon suivante :

- Combustibles : 93% (bois : 41%, gaz naturel : 25%, pétrole : 12%, biocarburants : 11%, autres combustibles : 4%)
- Electricité : 6%
- Chaleur : 1%

2639 ktep pour la **production d'énergie secondaire**. Cette production se décompose comme suit :

- Electricité : 90% (centrale nucléaire : 85,6%, centrales à combustibles fossiles : 2,8%, centrales à combustibles renouvelables : 1,6%)
- Chaleur : 10%

La part des énergies renouvelables dans cette production est estimée entre 3% et 11%.
Le bois est l'énergie renouvelable majoritairement produite (à 66,8%) suivi des biocarburants avec 18,1% de la production.

Consommation Energétique

La **consommation totale d'énergie finale** s'est élevée à **8538 ktep** en 2010. La décomposition par secteur est la suivante (en raison des arrondis, la somme des pourcentages est supérieure à 100%) :

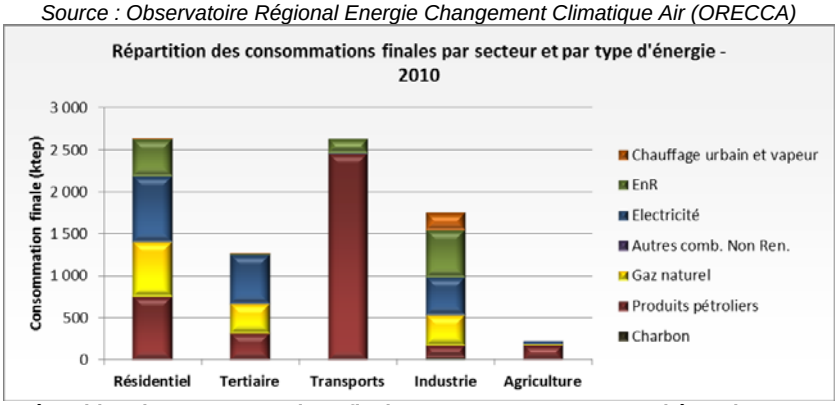
- Résidentiel : 2.647 ktep soit 31%
- Tertiaire : 1.272 ktep soit 15%
- Transports : 2.637 ktep soit 31%
- Industrie : 1.757 ktep soit 21%
- Agriculture : 226 ktep soit 3%

Les sources d'énergies sollicitées se répartissent en :

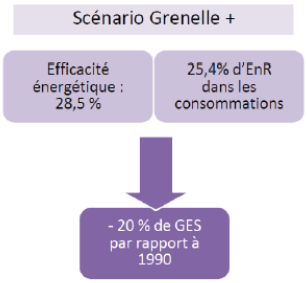
- Produits pétroliers : 45%
- Electricité : 22%
- Gaz naturel : 16%
- Energies renouvelables : 14%
- Chauffage urbain / chaleur : 3%

Les secteurs résidentiel et industriel montrent une sollicitation plus importante des énergies renouvelables dans leur consommation énergétiques, alors que les transports et l'agriculture restent majoritairement consommateurs des produits pétroliers.

Production d'énergie en Aquitaine en 2010
Source : Observatoire Régional Energie Changement Climatique Air (ORECCA)



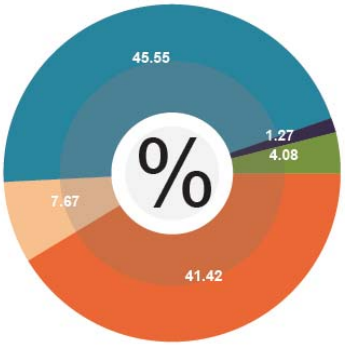
Répartition des consommations finales par secteur et par type d'énergie en 2010
Source : Observatoire Régional Energie Changement Climatique Air (ORECCA)

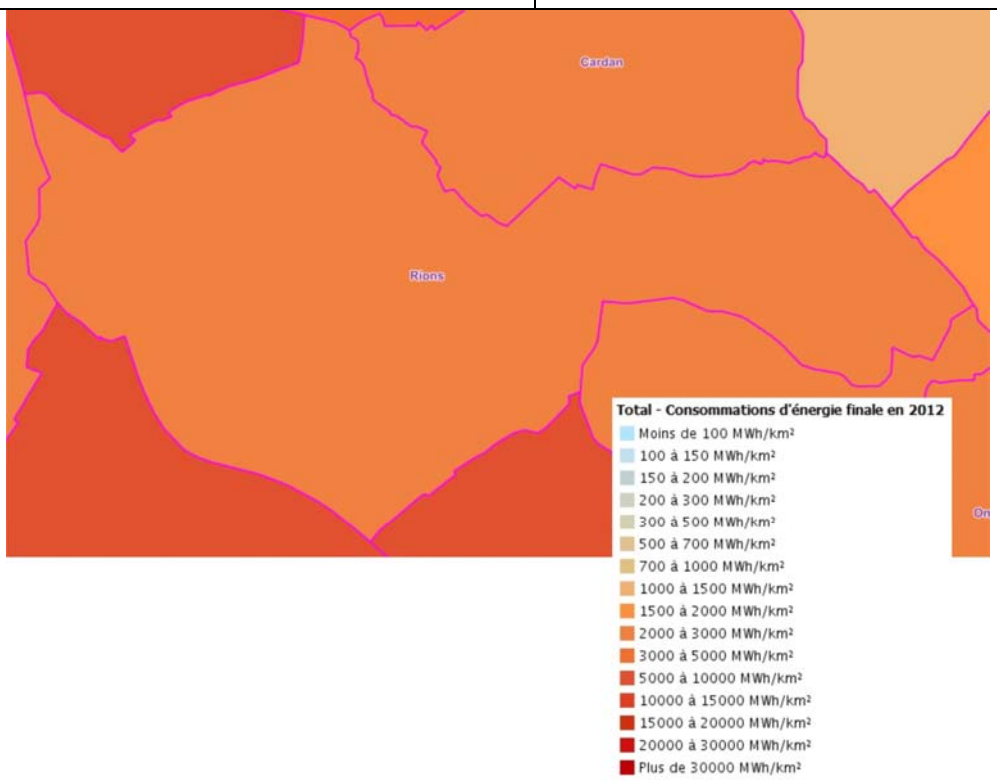


Sur la période 2008/2020, le SRCAE Aquitaine fixe un objectif «Grenelle +» de réduction de GES de 20%. Pour y arriver, l'efficacité énergétique doit être améliorée de 28,5% et les EnR couvrir 25,4% de la consommation d'énergie finale.

Une première approche montre donc un bilan déficitaire au niveau de l'Aquitaine : 5 114 ktep produits contre 8538 ktep consommés. Par ailleurs, le **rapport entre production d'énergie d'origine renouvelable** (entre 1.577 ktep et 1.790 ktep) **et consommation totale d'énergie finale** (8.538 ktep) **est compris entre 18,5% et 21%**. Il faut toutefois remarquer qu'une part importante de ce pourcentage est due à la production de bois et de ses dérivés dont les chiffres sont approximatifs.

Le territoire de la commune

Production énergétique	Consommation Énergétique
Il n'existe pas de données précises et référencées pour connaitre la production énergétique du territoire communal. Toutefois il est certain que le territoire de Rions est faiblement producteur d'énergie. Dispositifs individuels : Solaire : **quelques installations solaires** sur la commune permettant une **production de 0 à 15MW/h** sont recensées au 1er janvier 2013. Eolien : non connu Géothermie : non connu Autre : Dispositifs collectifs : Solaire : absence de centrale Eolien : absence Hydraulique : absence de centrale ou barrage producteur Géothermie : absence Bois : absence de filière organisée Biomasse : absence de filière organisée Bioénergie : absence de filière organisée Valorisation des déchets : site Astria Bègles, valorisation électrique	Sur la commune la consommation énergétique liée au transport est de 700 à 1000MWh/km, soit 45.5% de la consommation énergétique finale (190 GWh en 2012). Le résidentiel représente une forte part également (41.42%).  Consommation énergétique totale : répartition annuelle par secteur Résidentiel Tertiaire Transports Industrie Agriculture



Consommation énergétique totale en 2012

Rions présente une consommation énergétique modérée eu égard au contexte local : entre 2000 et 3000 MWh/km²

Les principaux leviers de réduction des consommations énergétiques se situent au niveau de :

- l'efficacité énergétique des bâtiments (45 kWh /m² par an exigence fixée par la RT2012), ce qui peut être renforcé par des formes urbaines et des conditions d'implantations optimales
- la réduction des flux de transport ainsi que les dispositifs de mobilités alternatives
- la sobriété énergétique en général
- le recours à des énergies renouvelables

L'ensemble de ces solutions peut avoir un impact important sur le territoire, notamment d'un point de vue visuel. A ce titre, il convient d'étudier les faisabilités dans les secteurs sensibles.

Le SRCAE (schéma régional climat air énergie) fixe des objectifs ambitieux pour l'Aquitaine qui dépassent ceux du Grenelle de l'environnement :

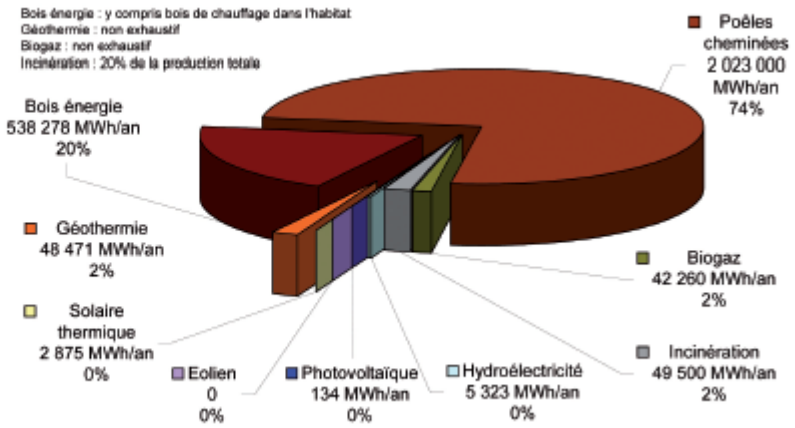
• une réduction de 28,5 % à 41 % des consommations énergétiques finales d'ici 2020 par rapport à celles de 2008 ;
• et une production des énergies renouvelables de 25,4 % à 34,6 % de la consommation énergétique finale en 2020 ;
• qui permettront une réduction de 20 % des émissions de gaz à effet de serre d'ici 2020 par rapport à celles de 1990

B-II-4-2 – LE POTENTIEL DE DEVELOPPEMENT DES ENERGIES RENOUVELABLES

Source : pect 33, sdenr33

Le Conseil général de la Gironde a engagé une politique globale visant à promouvoir le développement des énergies renouvelables sur son territoire.
La production d'énergie renouvelable a été estimée en 2006 : elle représente seulement 4,7% de la consommation du département et 19.6% en incluant le bois de chauffage. La production d'énergie électrique renouvelable correspond à 0.75% de la consommation départementale.

Figure 4- Répartition de la production des filières d'énergies renouvelables à 2006.



Le bois énergie reste la source renouvelable majeure sur le département.

En Gironde le potentiel global en énergie renouvelable est estimé à 1625 GWh/an.

Filière	Estimation de l'énergie du potentiel par filière (GWh par an)	Estimation du potentiel d'installations et d'équipements
Bois-energie	703 GWh/an	54 000
Solaire photovoltaïque	634 GWh/an	263 776
Géothermie	138 GWh/an	2 870
Solaire thermique	67 GWh/an	22 400
Eolien	62 GWh/an	Installations de 24 MW
Biogaz Méthanisation	19 GWh/an	4
Hydraulique	2,3 GWh/an	27 anciens moulins
Soit un total Enr	1 625 GWh/an	

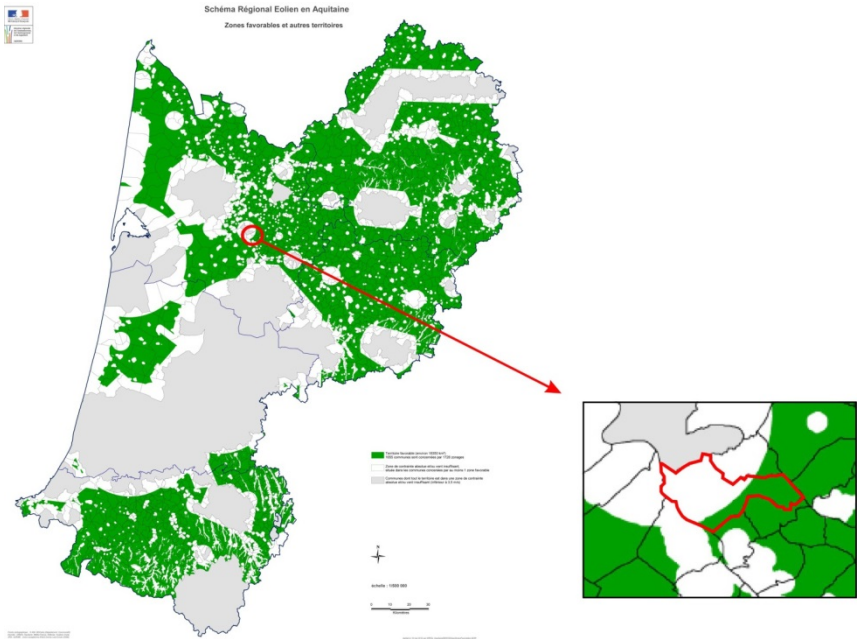
Potentiel des énergies renouvelables en Gironde par filière.

Les gisements par filière

***L'énergie hydraulique* : ponctuelle en Gironde et non favorable sur la commune**
Le territoire de Gironde dispose d'un potentiel localisé sur des structures existantes compte tenu notamment des enjeux environnementaux (barrage, moulins). Ces structures restent limitées en nombre.
Aucun équipement n'est recensé sur la commune.

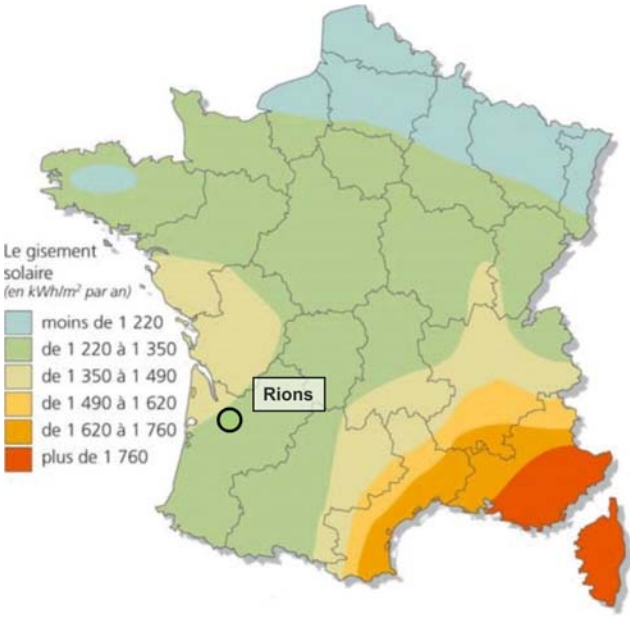
Le Schéma Régionale Éolien Aquitaine (SRE) définit les zones favorables et défavorables à l'éolien, notamment au regard des servitudes aéronautiques et militaires. Toutefois, il a été annulé le 12 Février 2015 par le Tribunal Administratif de Bordeaux car il n'a pas fait l'objet d'une évaluation environnementale.

L'éolien : favorable sur une partie de la commune
Source : Schéma Régional Éolien en Aquitaine - juillet 2012



Le Schéma Régional Éolien classe la commune de Rions comme une zone favorable au développement de l'éolien. Le SRE définit une zone de 375ha favorable sur le territoire communal, sur un total de 1065ha, soit un peu plus d'un tiers de sa surface favorable, principalement sur la zone des coteaux.

L'énergie solaire : un potentiel individuel



Valeur de l'énergie du rayonnement solaire reçu sur un plan orienté sud d'inclinaison égale à la latitude du lieu

L'ensoleillement moyen annuel se situe entre 1275 et 1325Wh/m2/an, ce qui permet une valorisation de cette ressource. La configuration du territoire et ses contraintes limitent les possibilités, notamment du point de vue de l'implantation au sol de champs photovoltaïques (AOC notamment) et des sites paysagers sensibles.
La ressource solaire est relativement importante et permet donc une utilisation pertinente d'installations solaires thermiques (production estimée d'environ 520 kWh/m²/an pour une installation solaire collective, 460 kWh/m²/an pour un chauffe-eau individuel ou 350 kWh/m²/an pour un système solaire combiné) ou photovoltaïques (production estimée de 1300 kWh/an pour 10 m² de modules poly-cristallins). Les filières thermiques et photovoltaïques constituent la seconde source majeure de développement des énergies renouvelables en Gironde ; elles correspondent à un gisement net estimé à 67 GW/an pour le solaire thermique et 634 GWh/an pour le photovoltaïque, principalement sur les édifices existants.

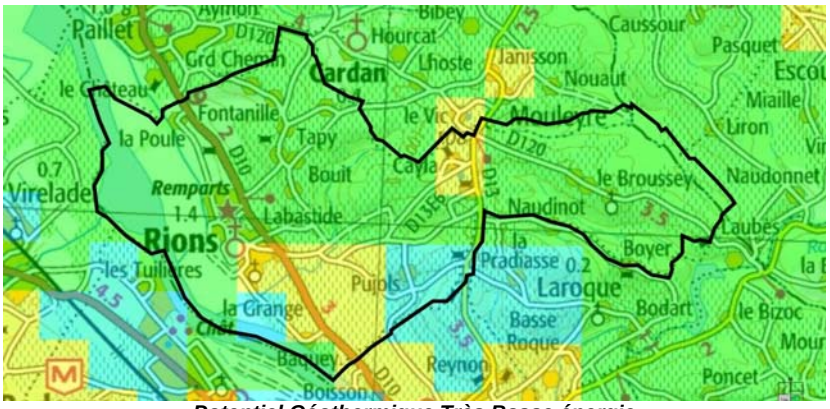
La filière bois énergie **: peu important sur la commune**
En Gironde, 2% des prélèvements en bois seulement sont destinés au bois de feu. Mais la ressource bois énergie est constituée également des produits des différentes filières bois (déchets, rebut, élagage, résidus de process..) développées dans la région. C'est le plus fort gisement de développement d'énergie renouvelable en Gironde.
Il n'existe pas de chaudière collective sur ce secteur, mais la filière bois reste assez présente en termes de chauffage individuel complémentaire. Le potentiel pourrait être développé.

***Le potentiel de biomasse* (hors bois de chauffage)**
La biomasse correspond à de nombreuses matières organiques : bois, déchets des industries de transformation du bois, déchets agricoles (pailles, lisiers...), déchets de jardins (tonte, élagage..) fraction fermentescible des déchets ménagers et des industries agro-alimentaires, biogaz de décharge ou produits de méthanisation (lisiers, boues d'épuration, décharges...). Le pouvoir calorifique de cette matière organique peut servir à produire de l'électricité à partir de procédés thermiques (pyrolyse, gazéification, combustion directe) ou biochimiques (digestion anaérobie ou méthanisation).
Ce type d'installation n'est pas recensé sur la commune.
La filière méthanisation s'inscrit dans ce potentiel. En Gironde, le potentiel de développement est important et à 80% d'origine agricole. Le territoire communal est adapté à des projets individuels ou semi-collectifs de valorisation par production d'électricité.

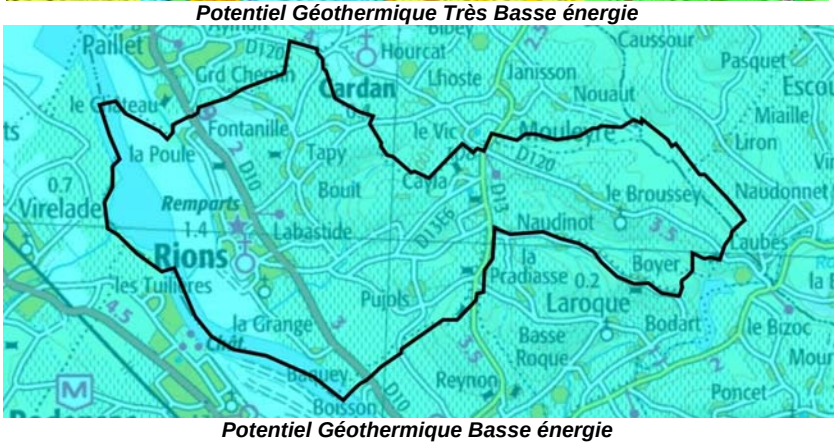
***La géothermie :* un potentiel communal très basse énergie et basse énergie très variable**
Source : Outil d'aide à la décision en matière de géothermie très basse et basse énergie en région Aquitaine - Atlas du potentiel géothermique des aquifères - BRGM – Mars 2011.

La Gironde ne possède pas de potentiel géothermique haute énergie, mais le sol offre des possibilités basse énergie ou très basse énergie.
La géothermie désigne à la fois la science qui étudie les phénomènes thermiques internes du globe ainsi que les processus industriels qui visent à l'exploiter, pour produire de l'électricité ou de la chaleur. On distingue trois types de géothermie :
- La géothermie très basse énergie (température inférieure à 30°C) qui permet une production de chaleur et/ou de froid depuis un aquifère peu profond comme une nappe libre grâce à l'utilisation de pompes à chaleur
- La géothermie basse énergie (température comprise entre 30 et 90°C), qui consiste à utiliser de la chaleur, par extraction d'eau chaude contenue dans les aquifères profonds des bassins sédimentaires et d'utiliser cette eau directement pour le chauffage, via un échangeur de chaleur
- La géothermie haute énergie (température supérieure à 150°C).

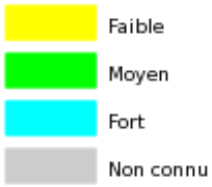
Cette énergie est abondante et disponible à l'échelle planétaire. En outre, son utilisation ne génère ni déchet ni gaz à effet de serre. Selon le BRGM, à l'échelle de l'Aquitaine, le potentiel calorifique est important, tant en très basse qu'en basse énergie (potentiel fort respectivement sur 50% et 68% de la superficie régionale). Les principaux réservoirs géothermaux en Aquitaine à plus de 60°C sont formés de terrains sédimentaires (Crétacé, Jurassique supérieur, Lias et Trias) qui reposent sur le socle ancien. Les formations sont de type poreux (grès, sables, calcaires oolithiques, dolomies…) ou de type fissuré ou karstique (calcaires poreux ou non).



Potentiel Géothermique Très Basse énergie



Potentiel Géothermique Basse énergie



Le potentiel très basse énergie fluctue de faible à fort sur le territoire communal. La grande majorité du territoire communal recèle un potentiel moyen.

Le potentiel basse énergie est fort sur tout le territoire communal.

Synthèse / Enjeux
Questionnements spécifiques au territoire

Synthèse

- Enjeu majeur sur la qualité du milieu récepteur Garonne
- Consommation de l'espace : 0.81 ha/an sur la dernière décennie
- Potentiel en matériaux de construction : absent
- Energie renouvelable : potentiel éolien, géothermie à valoriser notamment. Forte consommation dues aux transports sur la commune.

Les enjeux du PLU / Questionnements spécifiques au territoire

- Limiter les impacts sur le milieu récepteur
- Optimiser la consommation de l'espace et la réduire
- Assurer les moyens de développer les énergies renouvelables et les mobilités douces et alternatives à la voiture individuelle
- Recentrer le développement pour réduire les dépenses énergétiques et la consommation de l'espace

B-III- RISQUES - NUISANCES

B-III.1- RISQUES

		DONNEES DE CADRAGE
RISQUES		
Zone inondable	PPRI approuvé le 17/12/2001	
Risques Industriel	- Site pollué	
Naturel	- Effondrement des carrières souterraines abandonnées - Eboulement - Mouvement de terrain - Risque sismique - Retrait gonflement des argiles - Remontée de nappes - Inondation	
NUISANCES		
Marge de recul routes grande circulation		
L111-6 à 10	Non concernée	
Zone de bruit	Concernée	
Carrière	Concernée	

Deux grands types de risques existent sur le territoire communal :
- les risques technologiques ou industriels,
- les risques naturels.

La prise en compte des risques majeur nécessite :
- d'identifier les secteurs soumis aux aléas (R123-11)
- de donner des prescriptions réglementaires pour réduire l'aléa
- de ne pas augmenter le risque
- de ne pas augmenter la population soumise à ce risque

B-III-1-1- RISQUES INDUSTRIELS

Source : PAC – BRGM Basias

Le risque industriel majeur peut se définir par tout événement accidentel, susceptible de se produire sur un site industriel, entraînant des conséquences graves sur le personnel du site, ses installations, les populations avoisinantes et les écosystèmes.
Les risques industriels peuvent se caractériser par :
- l'incendie
- l'explosion
- les effets induits par la dispersion de substances toxiques
- la pollution des écosystèmes

Une règlementation stricte et des contrôles réguliers sont appliqués sur les établissements pouvant présenter de tels risques.

Il est distingué :
- les installations classées soumises à déclaration
- les installations classées soumises à enregistrement
- les installations classées soumises à autorisation

La commune comporte un établissement visé par la législation des installations classées pour la protection de l'environnement (hors agriculture) :

Il s'agit d'un garage qui propose la vente de 4x4 et la préparation de ceux-ci pour le loisir ou la compétition. Cet établissement est situé au lieu-dit Pascaud. Cet établissement est classé en raison des activités de stockage, dépollution, démontage, de véhicule tout terrain et de réparation, entretien de véhicules à moteur, dont carrosserie et tôlerie.

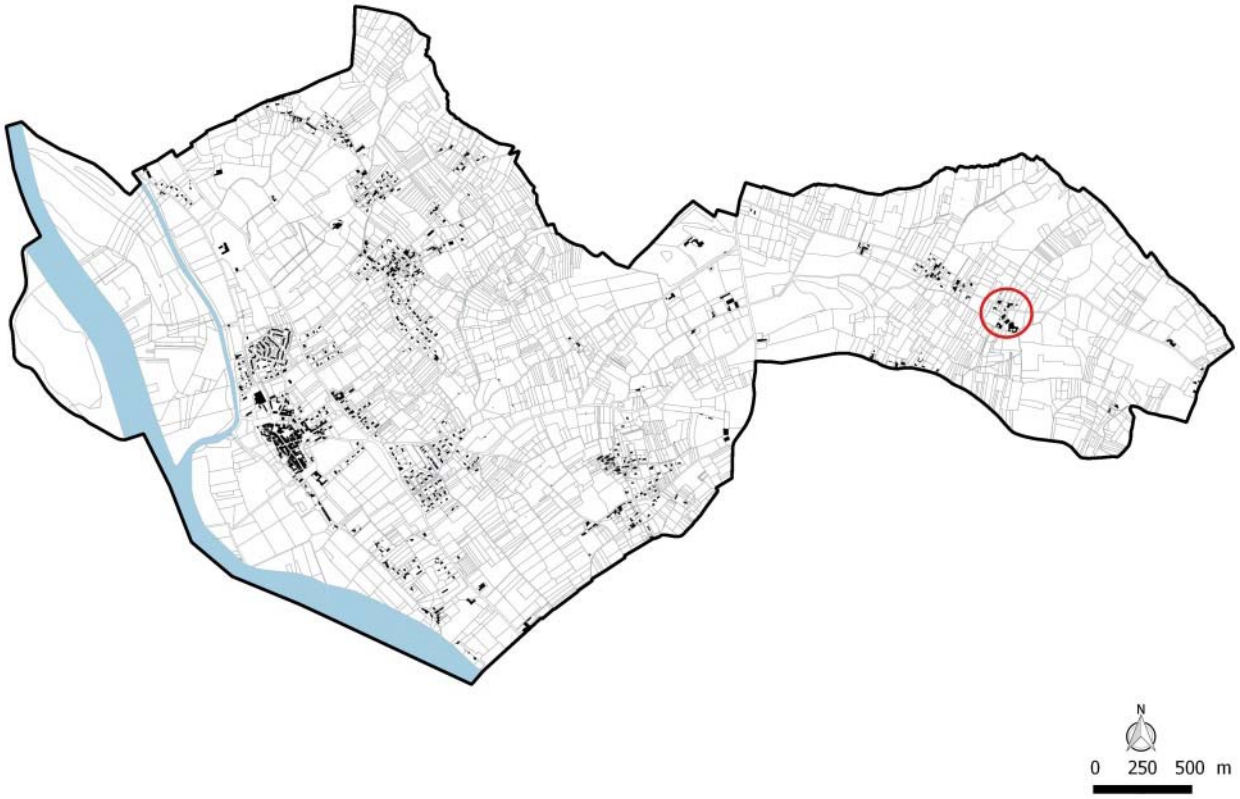
Sites industriels et activités de services

La base de données BASIAS (BRGM) ne mentionne aucun site à Rions.

Installations classées et sites pollués

Source : BASOL

La base de données BASOL (BRGM) mentionne un site pollué sur la commune.



Cartographie des sites pollués sur la commune

Il s'agit de l'ancienne décharge non autorisée, exploitée par la commune de ***Rions*** à partir des années 1980 jusqu'en 1994, au lieu-dit « Le Broussey ». La création dans les années 1980 du Syndicat de l'Entre deux Mers Ouest pour la Collecte et le Traitement des Ordures Ménagères (SEMOCTOM), canalisant les ordures ménagères sur d'autres sites, a dû permettre d'en limiter les apports sur le site.

Géoréférencement :

Référentiel	Coordonnée X	Coordonnée Y	Précision	Précision (autre)
LAMBERT93				

Référentiel	Coordonnée X	Coordonnée Y	Précision	Précision (autre)
LAMBERT II ETENDU	387098	1966349	Commune (centre)	

Parcelles cadastrales :

Cadastre			Section cadastrale	N° de parcelle	Précision parcellaire	Source documentaire	Observations
Nom	Arrondissement	Date					
Rions		18/07/2014	B	638			
Rions		18/07/2014	B	637			

Le site aurait principalement reçu des déchets inertes et des encombrants. Les analyses de sol effectuées sur un échantillon de surface présentant un indice visuel de contamination par des cendres ont mis en évidence la présence d'hydrocarbures et de plomb. Ces paramètres restent cependant en dessous des valeurs de référence.
Des analyses ont été réalisées sur le cours d'eau non pérenne en période de hautes eaux en amont et en aval de la zone d'influence du site. Aucun impact de la décharge n'est observé au vu des paramètres analysés.

B-III-1-2- RISQUES NATURELS

Source : Dreal Aquitaine, Prim.net

Le territoire communal est concerné par les risques naturels suivants :

Risque sismique

Selon les décrets n°2010-1254 du 22/10/2010 relatif à la prévention du risque sismique et n+2010-1255 du 22/10/2010 portant délimitation des zones de sismicité, la commune est classée en **zone de sismicité très faible 1** au Dossier Départemental des Risques Majeurs.

Arrêté de reconnaissance de catastrophes naturelles : une forte occurrence de problématique des inondations et mouvements de terrain.

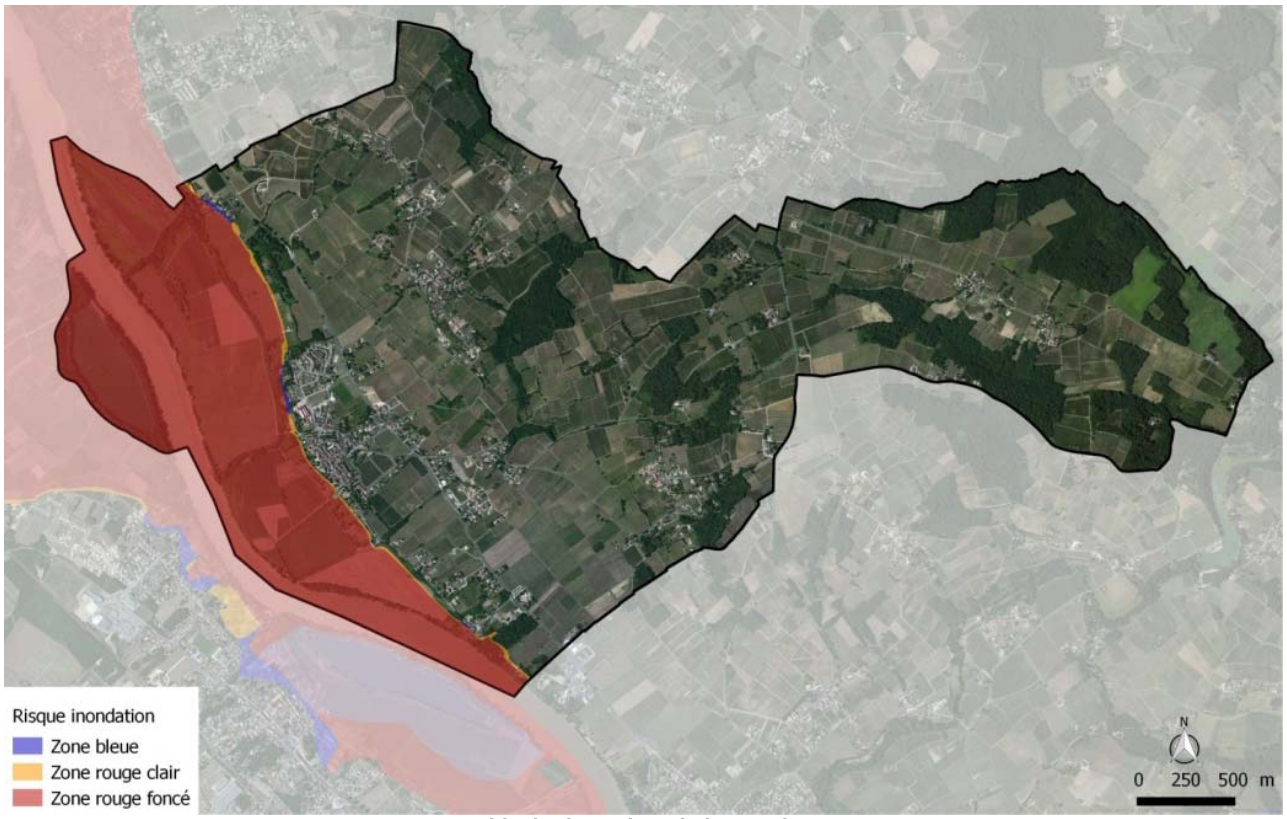
Type de catastrophe	Début le	Fin le	Arrêté du	Sur le JO du
Tempête	06/11/1982	10/11/1982	30/11/1982	02/12/1982
Inondations et coulées de boue	08/12/1982	31/12/1982	11/01/1983	13/01/1983
Inondations et coulées de boue	29/06/1988	30/06/1988	19/10/1988	03/11/1988
Mouvements de terrain consécutifs à la sécheresse	01/06/1989	31/12/1989	04/12/1990	15/12/1990
Mouvements de terrain consécutifs à la sécheresse	01/01/1990	31/12/1990	04/12/1991	27/12/1991
Mouvements de terrain consécutifs à la sécheresse	01/01/1991	30/06/1992	16/08/1993	03/09/1993
Inondations, coulées de boue, glissements et chocs mécaniques liés à l'action des vagues	25/12/1999	29/12/1999	29/12/1999	30/12/1999
Mouvements de terrain différentiels consécutifs à la sécheresse et à la réhydratation des sols	01/07/2003	30/09/2003	11/01/2005	01/02/2005
Mouvements de terrain différentiels consécutifs à la sécheresse et à la réhydratation des sols	01/01/2005	31/03/2005	20/02/2008	22/02/2008
Mouvements de terrain différentiels consécutifs à la sécheresse et à la réhydratation des sols	01/07/2005	30/09/2005	20/02/2008	22/02/2008
Inondations et chocs mécaniques liés à l'action des vagues	24/01/2009	27/01/2009	28/01/2009	29/01/2009
Inondations et coulées de boue	25/07/2014	25/07/2014	02/10/2014	04/10/2014

Risque inondation

Sur la commune, un Plan de Prévention des Risques Inondation de la Garonne (Secteurs Virelade-Le Tourne et Rions-Toulenne) a été approuvé en date du 23/05/2017.

Par application de l'article L126.1 du Code de l'Urbanisme, le PPRI approuvé vaut « Servitudes d'Utilité Publique ».

Sur la commune, 230ha87 sont inondables soit 21,5% de sa surface. La grande majorité de ces surfaces sont agricoles, mais on trouve 5ha46 de zone inondable qui concerne des espaces de vie.



Cartographie du risque inondation sur la commune

Les zones mentionnées dans la carte obéissent à la catégorisation suivante :

	Zones peu ou pas urbanisées	Zones urbanisées	
		Centre urbain	Hors centre urbain
Aléa faible (h < 1 m **ET** v < 0,5 m/s)	Rouge clair	Bleu	Bleu
Aléa fort (h ≥ 1 m **OU** v ≥ 0,5 m/s)	Rouge foncé	H < 2m Violet	
Zone en arrière des digues	Grenat	Grenat	Grenat

On note que la zone rouge foncée occupe la majeure partie du territoire inondable de Rions. Cette zone se trouve être peu urbanisée, surtout occupée par des activités agricoles et aucune habitation n'y est implantée.
Les zones bleues et rouge clair occupent une partie étroite en limite de zone inondable.

Depuis 1982, 5 arrêtés de reconnaissance de catastrophes naturelles inondation ont été pris sur la commune, ce qui représente en moyenne une inondation importante tous les 7 ans. Le risque d'inondation est donc important sur la commune.

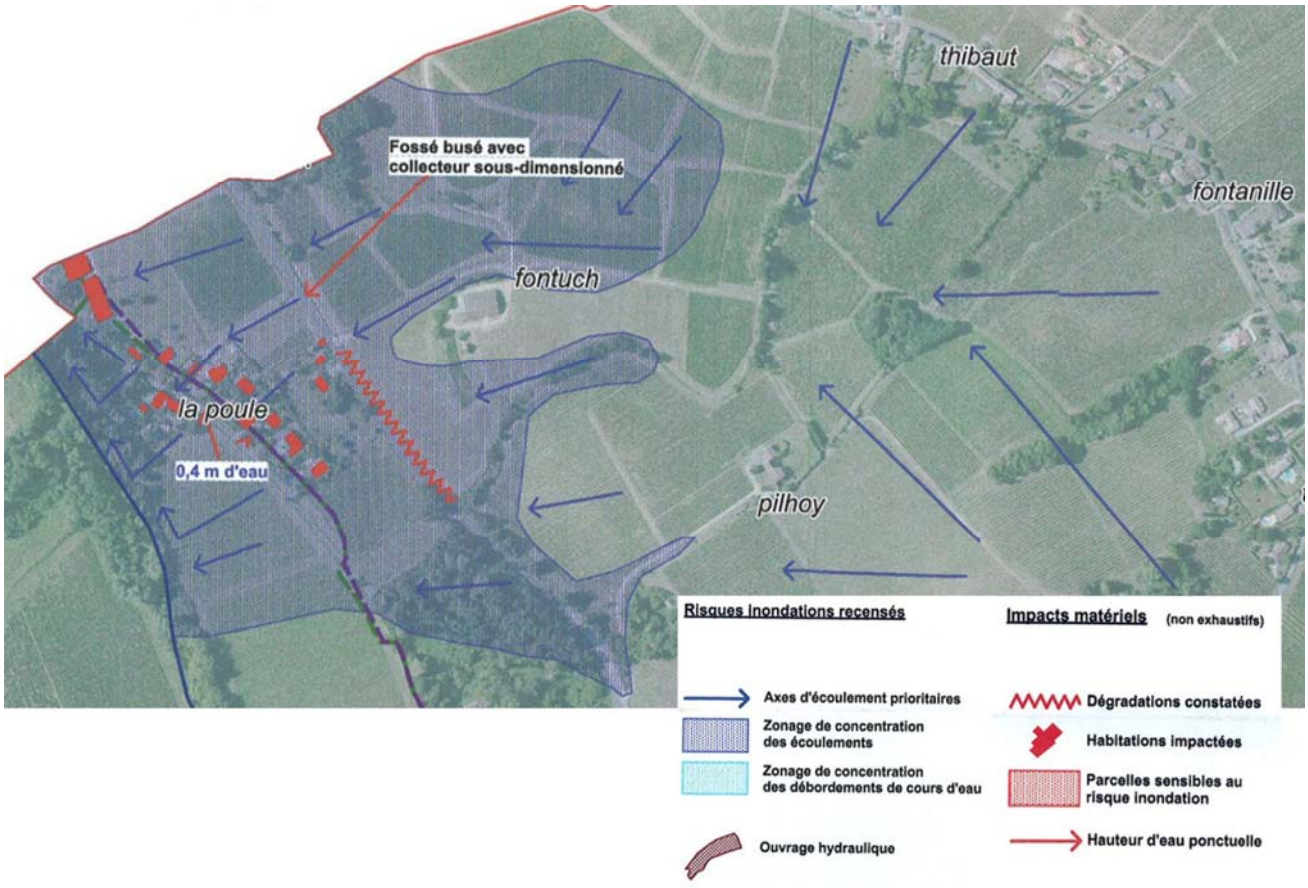
Autre risque d'inondation



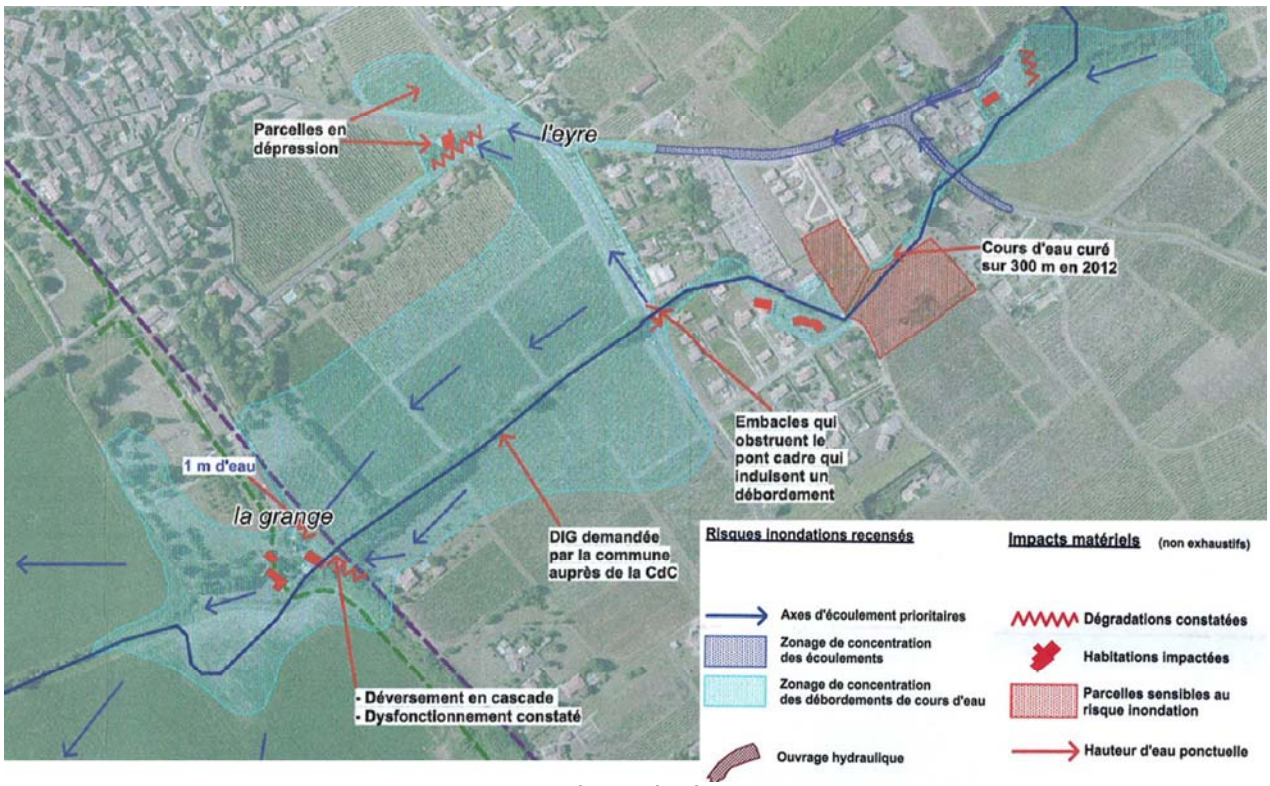
La commune comporte d'autres zones à risque au regard des écoulements d'eau, dans le secteur de la Poule, et le long du ruisseau du Nau.

Cartographie des risques d'inondations, écoulement et débordement
Source : Etude CEREMA (15/09/2015)





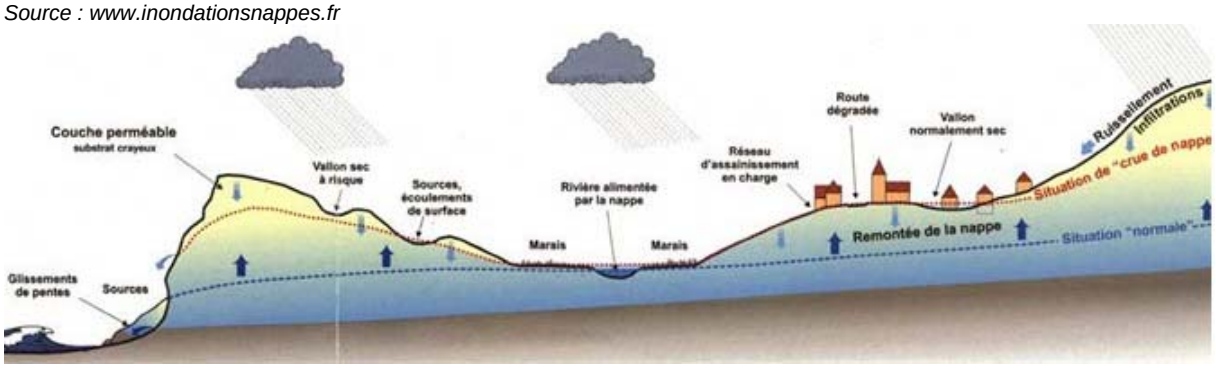
Zoom sur le quartier de La Poule
Source : Etude CEREMA (15/09/2015)

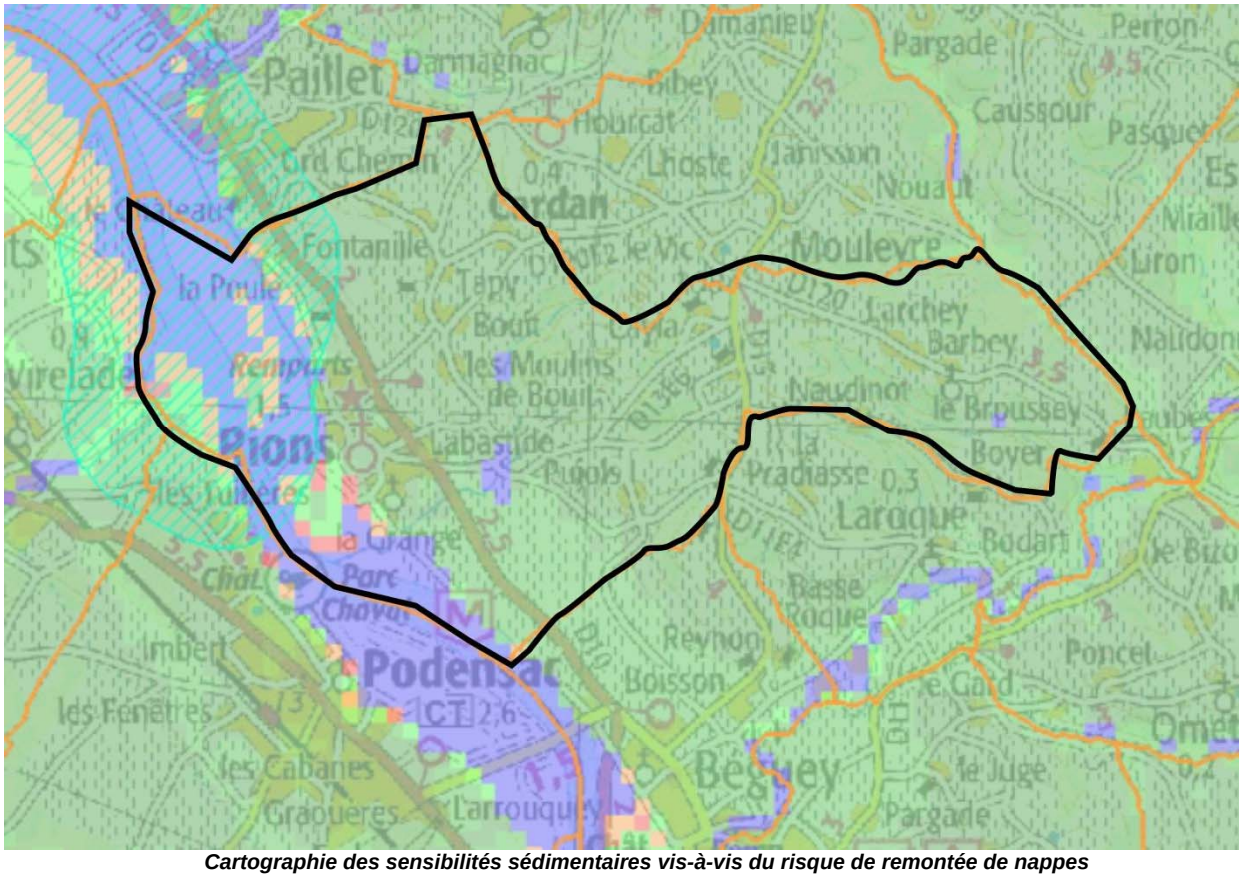


Zoom sur le quartier de La Grange
Source : Etude CEREMA (15/09/2015)

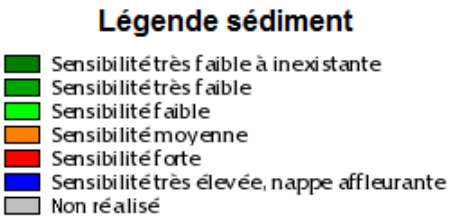
Risque remontées de nappes

Source : www.inondationsnappes.fr





Cartographie des sensibilités sédimentaires vis-à-vis du risque de remontée de nappes



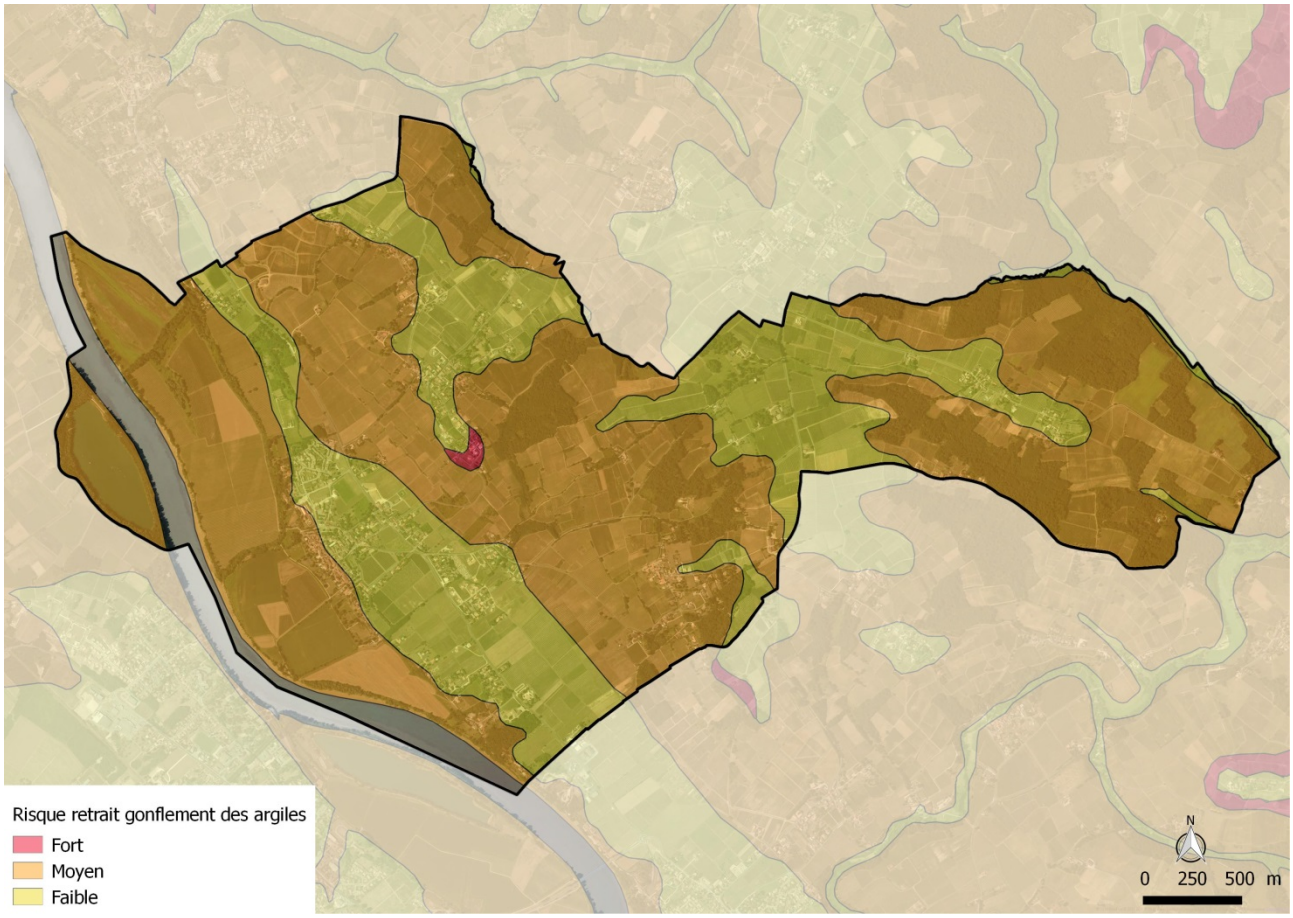
Le zonage des secteurs concernés recoupe la vallée de la Garonne ainsi que quelques thalwegs.

Ce risque implique des précautions en termes de constructibilité :
Lorsque les conditions sont réunies pour que le phénomène se produise, celui-ci ne peut être évité. En revanche certaines précautions doivent être prises pour éviter les dégâts les plus importants :

- **éviter la construction d'habitation dans les vallées sèches**, ainsi que dans les dépressions des plateaux calcaires
- **déconseiller la réalisation de sous-sol** dans les secteurs sensibles, **ou réglementer leur conception** (préconiser que le sous-sol soit non étanche, que le circuit électrique soit muni de coupe-circuit sur l'ensemble des phases d'alimentation, y réglementer l'installation des chaudières et des cuves de combustible, y réglementer le stockage des produits chimiques, des phytosanitaires et des produits potentiellement polluants…)
- **ne pas prévoir d'aménagements de type collectifs** (routes, voies ferrées, trams, édifices publics, etc…) dans ces secteurs
- **mettre en place un système de prévision du phénomène**. Dans les zones sensibles à de tels phénomènes, un tel système doit être basé sur l'observation méthodique des niveaux de l'eau des nappes superficielles.

Risque retrait gonflement des argiles

Source : www.argiles.fr



La commune présente des secteurs d'aléas faible, moyen et fort de retrait et gonflement des argiles sur 100% de son territoire :

- 69.8 % Moyen
- 30% Faible
- 0.2% Fort

Cette sensibilité est plutôt moyenne mais semble forte eu égard aux nombres d'arrêté catastrophes naturelles mentionnant ces incidences. Les zones de risque moyen se trouvent surtout sur les coteaux et dans la vallée de la Garonne. Une zone de petite étendue de risque fort se trouve au lieu-dit des Brannas.
Pour les construction nouvelles, il pourra être nécessaire de procéder à une étude définissant les dispositions constructives nécessaires pour assurer la stabilité des constructions vis-à-vis du risque avéré de tassement ou de soulèvement différentiel et couvrant la conception, le pré-dimensionnement et l'exécution des fondations, ainsi que l'adaptation de la construction et de son environnement immédiat aux caractéristiques du site
Les dispositions réglementaires sont définies en application d'articles du Code de l'Environnement, sans préjudice des règles normatives en vigueur, notamment les règles de l'art et les normes de construction, les règles techniques et normes d'assainissement appropriées aux sites.

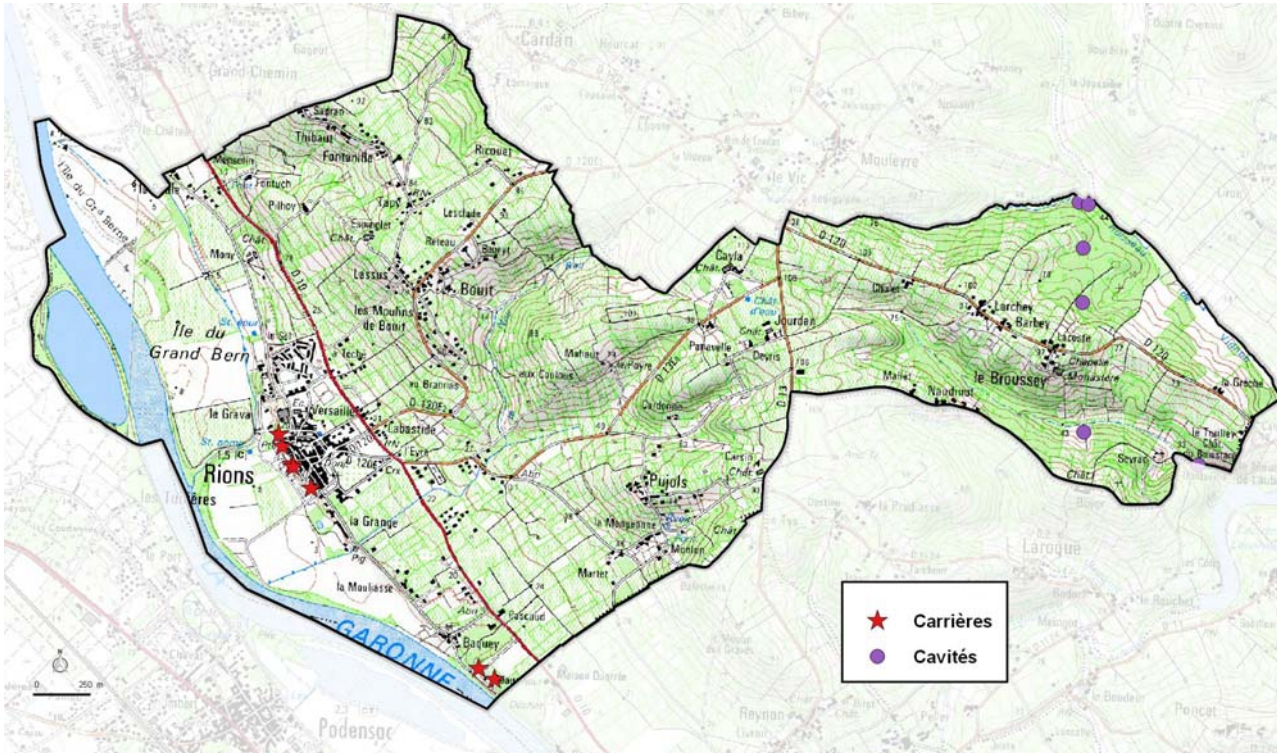
Risque cavités souterraines

Source : www.cavites.fr

La commune comporte des secteurs impactés par des mouvements de terrain en lien avec des cavités souterraines.

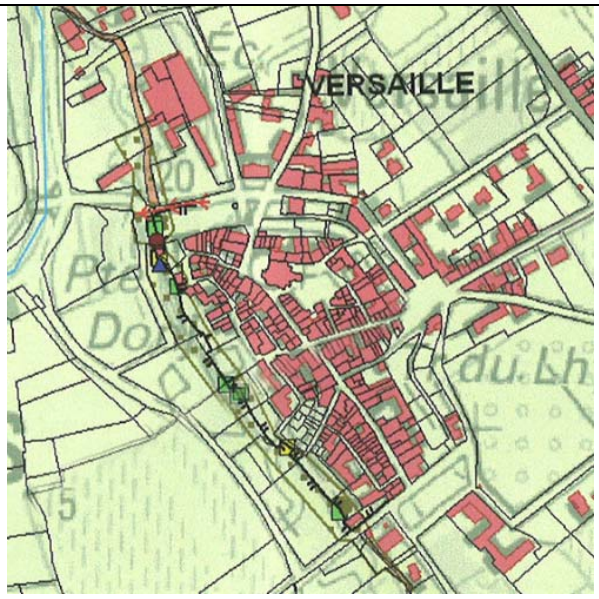
Une étude menée par le CEREMA a permis d'identifier et de localiser globalement les secteurs à risque. L'absence d'étude fine implique que l'ensemble des secteurs tramés soient considérés comme inconstructibles.

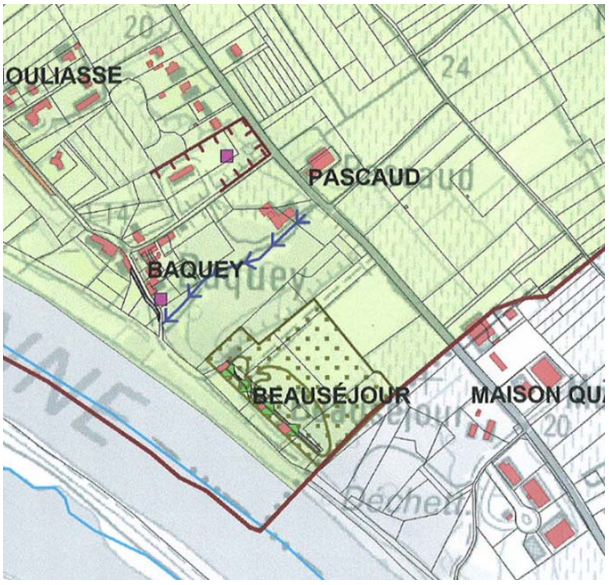
Identifiant	Nom	Type
AQIAA0020146	Clottet_Le_Bourg_de_Rions_05	carrière
AQIAA0020143	Clottet_Le_Bourg_de_Rions_O2	carrière
AQIAA0020148	Aux_Graves_01	carrière
AQIAA0020149	Aux_Graves_02	carrière
AQIAA0020142	Clottet_Le_Bourg_de_Rions_01	carrière
AQIAA0020144	Clottet_Le_Bourg_03	carrière
AQIAA0020145	Clottet_Le_Bourg_de_Rions_04	carrière
AQIAW0012469	Petit_Gouffre	naturelle
AQIAW0012413	Grotte_Boyer	naturelle
AQIAW0012415	Grotte_Nouaut	naturelle
AQIAW0012414	Grotte_Hontanille	naturelle
AQIAW0012416	Grotte_Brousey_1	naturelle
AQIAW0012467	Grotte_Brousey_2	naturelle
AQIAW0012468	Grand_Gouffre	naturelle



Cartographie des cavités naturelles et des carrières

On trouve 7 cavités issues de l'exploitation de carrières, principalement situées à proximité du bourg et au lieu-dit Baquey.
On trouve également 7 cavités naturelles aux Broussey et à Boyer.





Une étude du CEREMA a précisé la question des risques liés aux cavités et effondrements de terrain.

Cartographie des mouvements de terrain liée à l'évènement climatique du 25-07-2014

Rions

Carte informative

Eboulement de falaise, glissement de terrain, coulée boueuse, présence de carrière souterraine et érosion de berges

Cerema
Direction Territoriale - Sud Ouest
Laboratoire de Bordeaux

ÉCHELLE : 1/6000

Dossier N° : 17.33Z68
Mise à jour : 15/09/20

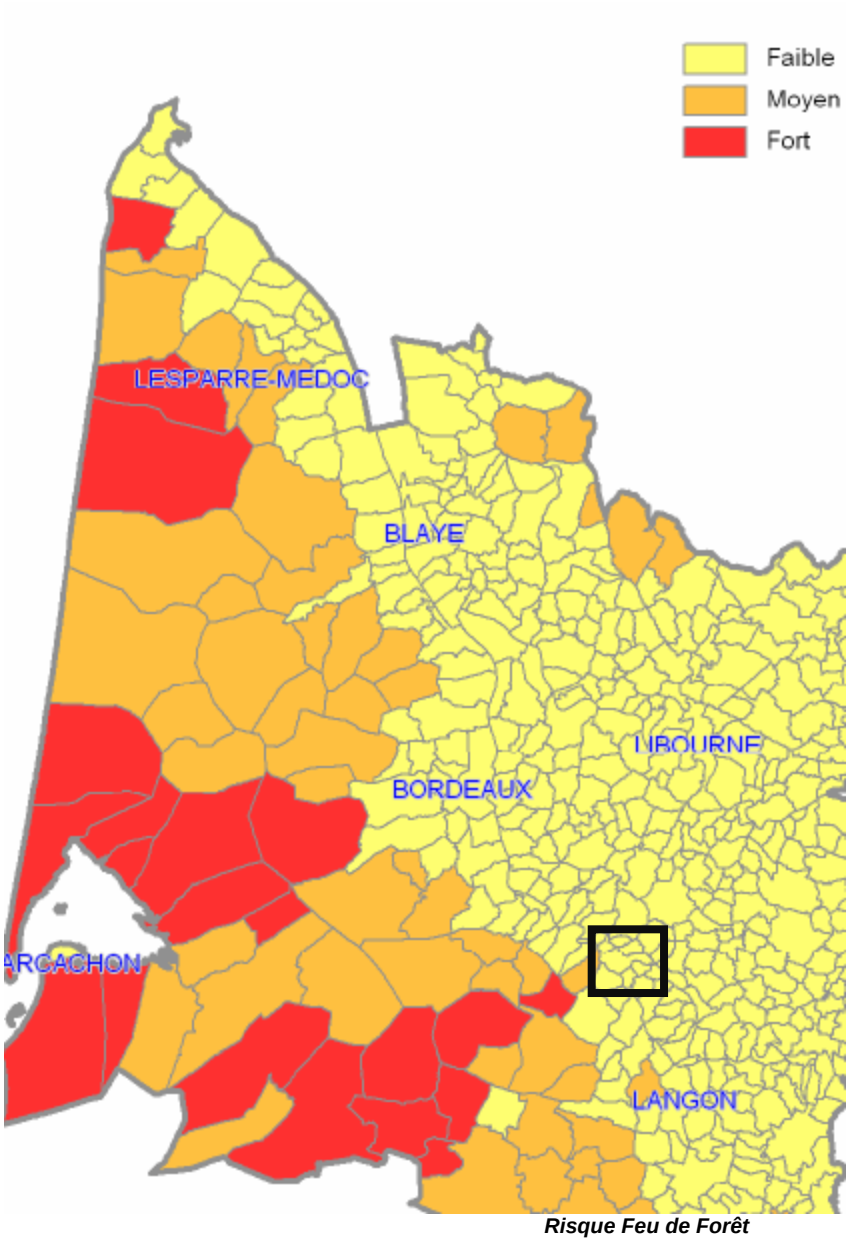
Zone de carrières souterraines - Périmètre de Risques Mouvements de Terrain
source : Conseil Général Gironde, service des carrières souterraines

Carrière aérienne, zone d'emprunt,
Entrée de carrière souterraine
Cavité naturelle
Effondrement de carrière souterraine
Affaisement de carrière souterraine
Coulée boueuse, ravines
Ecoulement d'eau, ruissellement
Source, captage, zone humide
Escarpement rocheux
Niche d'arrachement
Blocs et pierres
Talus instable
Glissement de terrain
Escarpement, ligne rupture topographi

Risque majeur feu de forêt

Source : gironde.gouv.fr

La commune est classée commune forestière et est concernée par le risque feu de forêt à **enjeu faible**.



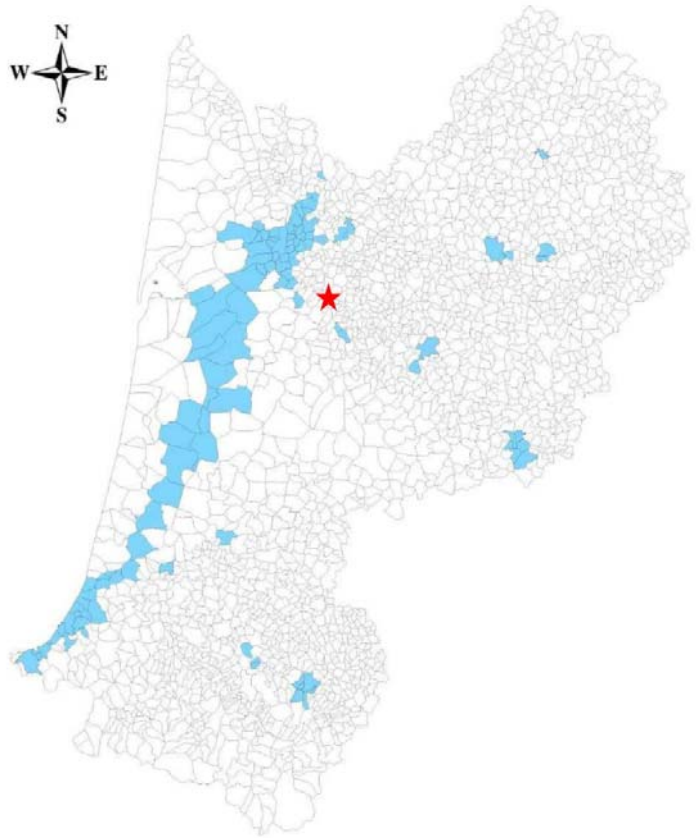
Risque Feu de Forêt

B-III-2-1- QUALITE DE L'AIR



Les sources d'émissions sont séparées en sources mobiles et en sources fixes:
<u>sources mobiles:</u>
Sources linéaires: axes de communication tels que les transports routiers, aériens, ferroviaires, maritimes et fluviaux
Sources surfaciques: circulation, urbaine, les engins spéciaux industriels, domestiques et agricoles
<u>Sources fixes</u>:
Sources linéaires: gazoduc, oléoduc, etc
Sources surfaciques: sources non incluses dans la catégorie des GSP, le secteur résidentiel / tertiaire, le secteur agricole
Source ponctuelles: grandes sources ponctuelles (GSP) du secteur industriel

Zone sensible



Dans le cadre de la Loi Grenelle II, des documents d'orientation sur le changement climatique et la pollution atmosphérique doivent être mis en place : ce sont les Schémas Régionaux Climat Air Énergie (SRCAE).
Ces schémas imposent de cartographier des zones dites « sensibles » pour lesquelles des orientations destinées à prévenir ou à réduire la pollution atmosphérique seront renforcées. Ces zones sensibles se définissent principalement en fonction des dépassements des valeurs réglementaires.

On notera sur ce territoire viticole la question des impacts des produits phytosanitaires épandus.
La commune de Rions ne se situe pas dans une zone sensible pour les objectifs de prévention de la pollution atmosphérique.

Cartographie des zones sensibles de pollution atmosphérique en Aquitaine

Depuis la loi sur l'air et l'utilisation rationnelle de l'énergie de 1996, la qualité de l'air doit être surveillée et les citoyens informés. Deux dispositifs concernent le territoire. Il s'agit du plan régional pour la qualité de l'air (PRQA), et du programme de surveillance de la qualité de l'air (PSQA).
Le Plan Régional de Qualité de l'Air (PRQA) La réglementation européenne, avec la directive n°96/62/CCE du 27 septembre 1996, prévoit l'évaluation et la gestion de la qualité de l'air ambiant. À l'échelle régionale, l'outil de planification est le Plan Régional de Qualité de l'Air comme précisé dans l'article L.222-1 du code de l'environnement. Il évalue l'état environnemental et sanitaire régional vis-à-vis de la pollution atmosphérique et fixe des orientations pour respecter les objectifs de qualité. Le PRQA doit dorénavant être intégré au volet air du Schéma Régional Climat, Air, Énergie en cours d'élaboration, conformément à la loi portant engagement national pour l'environnement du 12 juillet 2010 (dite Grenelle II). Ce Schéma vise à harmoniser les orientations de l'État sur les thématiques Climat, Air, Énergie afin de coordonner les actions et développer les synergies. Le PRQA Aquitaine a été arrêté par le Préfet de région le 18 mars 2002. Valable pour cinq ans, il a été révisé pour la période 2010-2015. Il fixe les orientations à moyen et long terme pour prévenir et réduire la pollution atmosphérique et atteindre les objectifs de qualité fixés dans ce même plan.
Les orientations que peut relayer le PLU sont les suivantes :

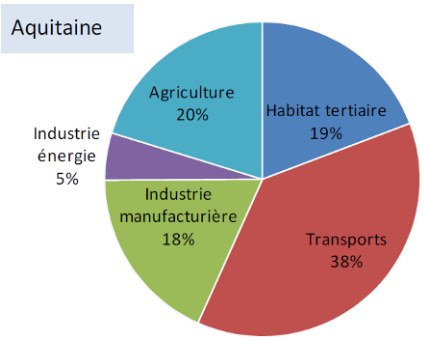
- Réduire les risques en matière de santé en évitant d'augmenter l'exposition à la pollution notamment en zone sensible et aux abords des grandes sources de pollution,
- Mieux gérer les risques pour l'environnement, les écosystèmes et le patrimoine bâti,
- Structurer le développement des agglomérations et maîtriser l'urbanisation périurbaine ,
- Favoriser les modes alternatifs à la voiture pour les déplacements de courte distance en centre-ville (bicyclettes, marche à pied...).

La commune reste dans un secteur globalement peu affecté par les pollutions atmosphériques. Les abords de la départementale 10, sont les espaces les plus exposés ; Il n'existe pas de station de mesure fixe de la qualité de l'air sur le territoire et ce secteur n'a pas fait l'objet de campagne de mesure spécifique.

Les émissions de polluants atmosphériques montre que les monoxydes d'azote et les particules en suspensions résultent majoritairement des transports, du résidentiel et de l'industrie. L'activité viticole induit d'autres polluants spécifiques.
Le secteur de ***Rions*** reste peu impacté globalement par les transports. L'importance de la couverture viticole peut amener à conclure à un impact des produits phytosanitaires sans avoir de données de mesures.

B-III-2-2- EMISSIONS DE GAZ A EFEFT DE SERRE ET CHANGEMENT CLIMATIQUE

En Aquitaine, les émissions de gaz à effet de serre sont estimées à 24,8 millions de tonnes équivalent CO_2 en 2008 (soit 4,7% des émissions françaises en 2008). Le secteur des transports est le principal émetteur sur le territoire régional avec 38% des émissions. Par ailleurs, on constate une quasi-stabilité des émissions de GES en Aquitaine entre 1990 et 2008 (+0,2%) due notamment à la forte baisse des émissions de l'industrie de l'énergie et de l'agriculture couplé à l'augmentation des émissions des secteurs du bâtiment, de l'industrie et des transports.



Répartition des émissions de gaz à effet de serre par secteurs en Aquitaine en 2008 - *Source : SRCAE Aquitaine, 2012*

Figure 1 : Répartition des émissions de gaz à effet de serre par secteurs en Aquitaine en 2008
Source : SRCAE Aquitaine, 2012

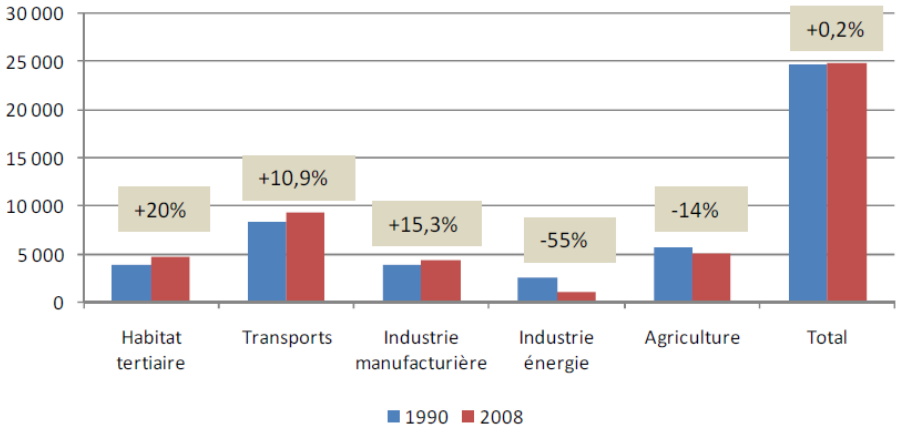


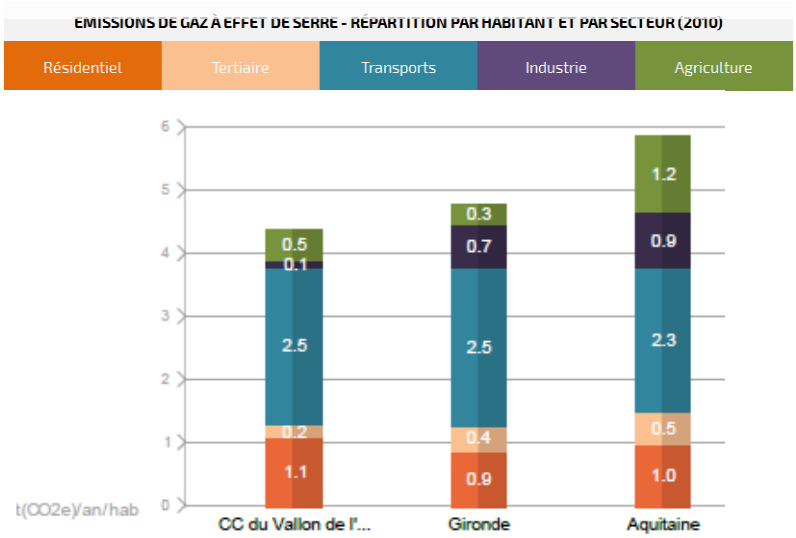
Figure 2 : Evolution des émissions de gaz à effet de serre ente 1990 et 2008 par secteur (en milliers de teqCO_2)
Source : DREAL Aquitaine, SRCAE Aquitaine, 2012

En outre, le changement climatique est d'ores et déjà en marche. Ainsi, le sud-ouest a subi une **hausse de 1,1°C des températures moyennes** au cours du 20ème siècle. Ces modifications du climat seront à l'origine de **multiples impacts** sur les territoires (augmentation des risques climatiques, recul du trait de côte…), sur les populations (augmentation des risques caniculaires et des maladies respiratoires…), sur les écosystèmes (perte de biodiversité, raréfaction et dégradation de la ressource en eau…) ainsi que sur

les activités économiques (perte de rendement de l'agriculture, problèmes d'approvisionnement énergétique…), à long terme mais aussi dans un avenir plus proche. Il convient donc de mettre en œuvre des **mesures d'adaptation** afin de limiter les impacts négatifs du phénomène et de tirer parti des éventuels impacts positifs.

La commune s'inscrit sur un territoire urbain à potentiel de développement du transport collectif, sur un axe structurant du réseau de bus en lien avec la métropole bordelaise.
La dégradation de la qualité de l'air par les émissions polluantes est un problème de santé publique pour ses nombreuses conséquences médicales. Les nuisances sonores sont également impactantes pour la santé des populations qui y sont soumises. La commune est relativement peu soumise à ces impacts.
Environ 17% des actifs communaux ayant un emploi travaillent sur la commune en 2012 (14.5% en 2007), c'est à dire 122 personnes (92 en 2007);
Les moyens de transports pour le travail concernent à la fois le transport collectif (ligne structurante vers Bordeaux de transGironde) et la voiture individuelle. Les déplacements domicile/travail impliquent quotidiennement 798 personnes. Le transport collectif concerne 3.5% des actifs communaux (25 personnes environ).

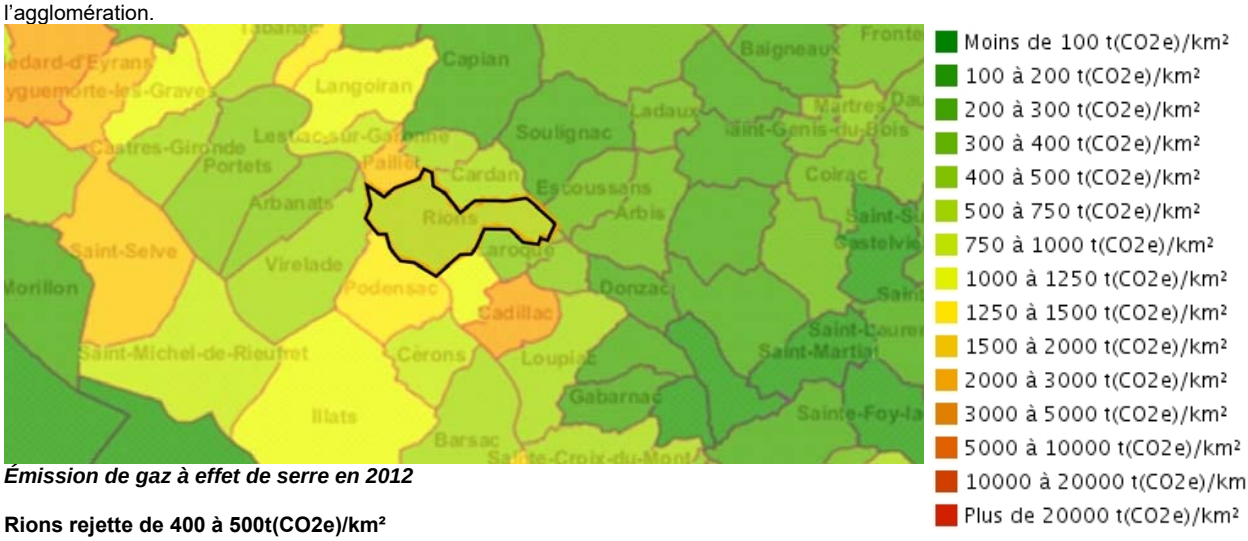
Aussi, les lois Grenelle de 2009 et 2010 ont instauré et généralisé l'utilisation de différents outils permettant aux territoires de s'emparer de ces questions d'atténuation et d'adaptation au changement climatique, tels que les **Schémas Régionaux Climat Air Energie** et les **Plans Climat Energie Territoriaux** dès lors obligatoires pour toutes les collectivités de plus de 50 000 habitants (loi Grenelle 2).
Selon l'Observatoire Régional Energie Changement Climatique Air (ORECCA), la communauté de communes Vallon de l'Artolie présente un total d'émissions de gaz à effet de serre de **38 kt CO_2**, dont 57.56% dues aux transports et 24.95 % liées au résidentiel.



Émissions de gaz à effet de serre en 2010
Source : Observatoire Régional Énergie Changement Climatique Air (ORECCA)

ORECCA - Emissions des Scopes 1 et 2 de gaz à effet de serre par commune en 2012

Selon la cartographie réalisée par l'Observatoire Régional Energie Changement Climatique Air (ORECCA) dans le cadre du bilan des émissions de gaz à effet de serre en Aquitaine, la commune de Rions présente des émissions de gaz à effet de serre estimées **entre 400 et 500 t(CO2e)/km2 ou 4,4t (CO2eq)/habitant/an**. Ce niveau d'émission reste semblable aux communes proches de l'agglomération.



Émission de gaz à effet de serre en 2012

Rions rejette de 400 à 500t(CO2e)/km²

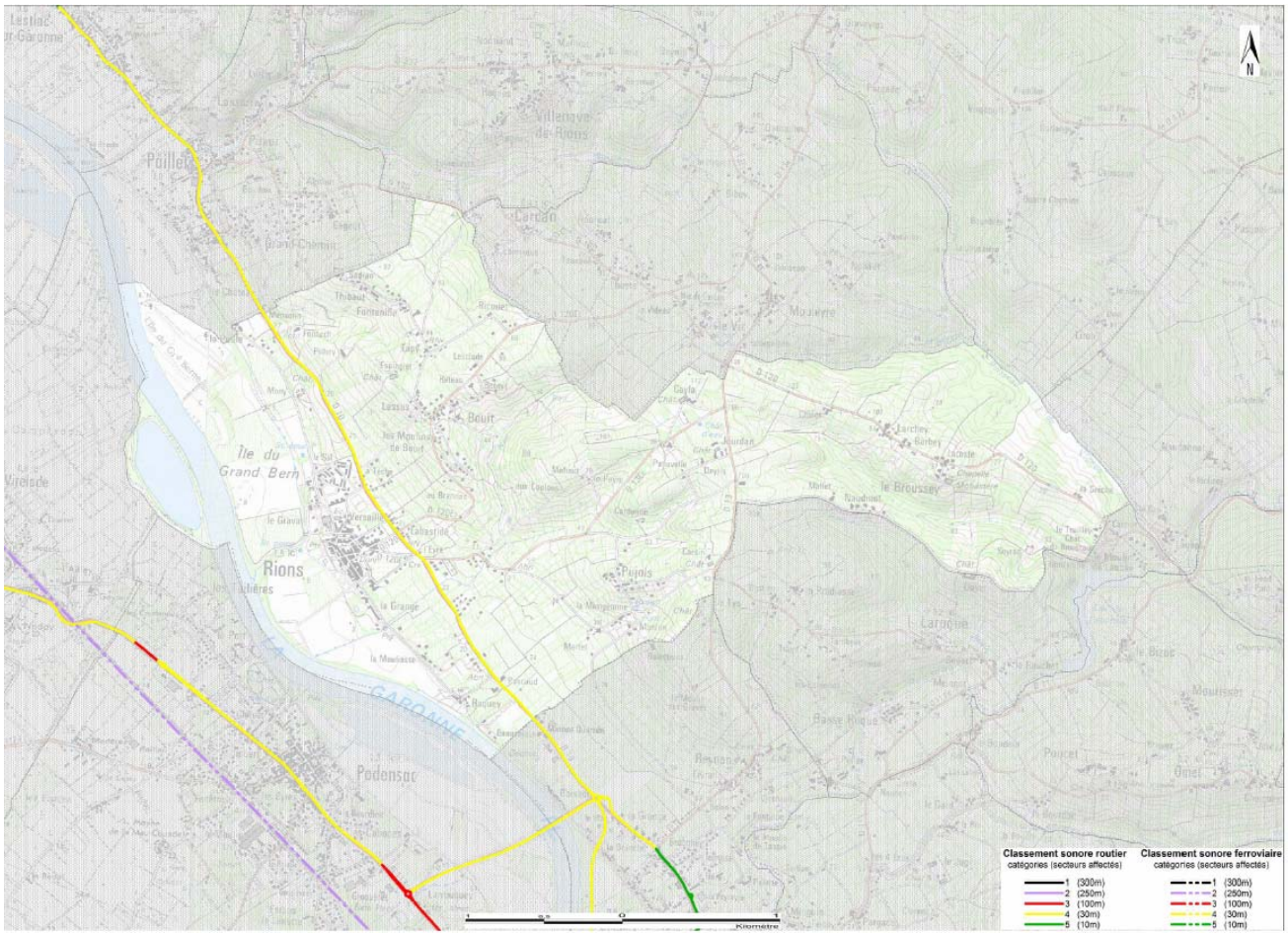
Sur la commune la consommation énergétique liée au transport est de 700 à 1000MWh/km, soit 45.5% de la consommation énergétique finale (190 GWh en 2012). Le résidentiel représente une forte part également (41.42%). Rions rejette de 500 à 750t(CO2e)/km².

B-III-2-3- NUISANCES SONORES

Source : DDTM

La cartographie des zones de bruits s'inscrit aux abords des infrastructures.
La commune n'est pas concernée par les cartes de bruits stratégiques du département.

La commune est concernée par une zone de bruit de la RD10- catégorie 4



Cartographie des zones de bruits aux abords des infrastructures
Source : l'arrêté préfectoral du 2 juin 2016

Sur le territoire communal, l'arrêté préfectoral du 2 juin 2016 relatif au classement sonore des infrastructures terrestre de Gironde a classé la RD1O en 4ème catégorie, ce qui implique le report d'une zone pouvant être affectée par le bruit de 30 mètres de part et d'autre de la voie.

Des prescriptions en matière d'isolement acoustique des habitations sont prévues dans ces zones affectées par le bruit.

En outre les espaces d'activités induisent des contraintes sonores importantes du fait notamment des trafics, et occasionnent des conflits entre habitat et activités sur les zones mixtes ou longées par des voies de circulation empruntées par ces trafics.
Les espaces les plus sensibles sont donc les abords de la zone d'activité mais la confrontation avec les espaces habités est très ponctuelle.

Transports terrestres
Dans le département, le Plan de prévention du bruit dans l'environnement (PPBE) relatif aux infrastructures terrestres ne mentionne pas de problématique sur la commune.

Transports aériens
La commune n'est pas concernée par une zone d'exposition au bruit liée aux transports aériens.

B-III-2-4- AUTRES ELEMENTS AFFECTANT L'OCCUPATION DES SOLS

Les marges de recul sur routes départementales hors agglomération

Le Département a prescrit par sa délibération du 18 décembre 1991 des marges de recul de part et d'autre des axes de la voirie départementale pour l'implantation de nouvelles constructions selon les normes ci-dessous :
Routes départementales de 1ère catégorie, la RD 10 :

- Habitation : 35 mètres de l'axe
- Autres : 25 mètres de l'axe

Routes départementales de 2ème catégorie, la RD 13 :

- Habitation : 25 mètres de l'axe
- Autres : 20 mètres de l'axe

Routes départementales de 4ème catégorie, les RD 13E6, 120 et 120E2 :

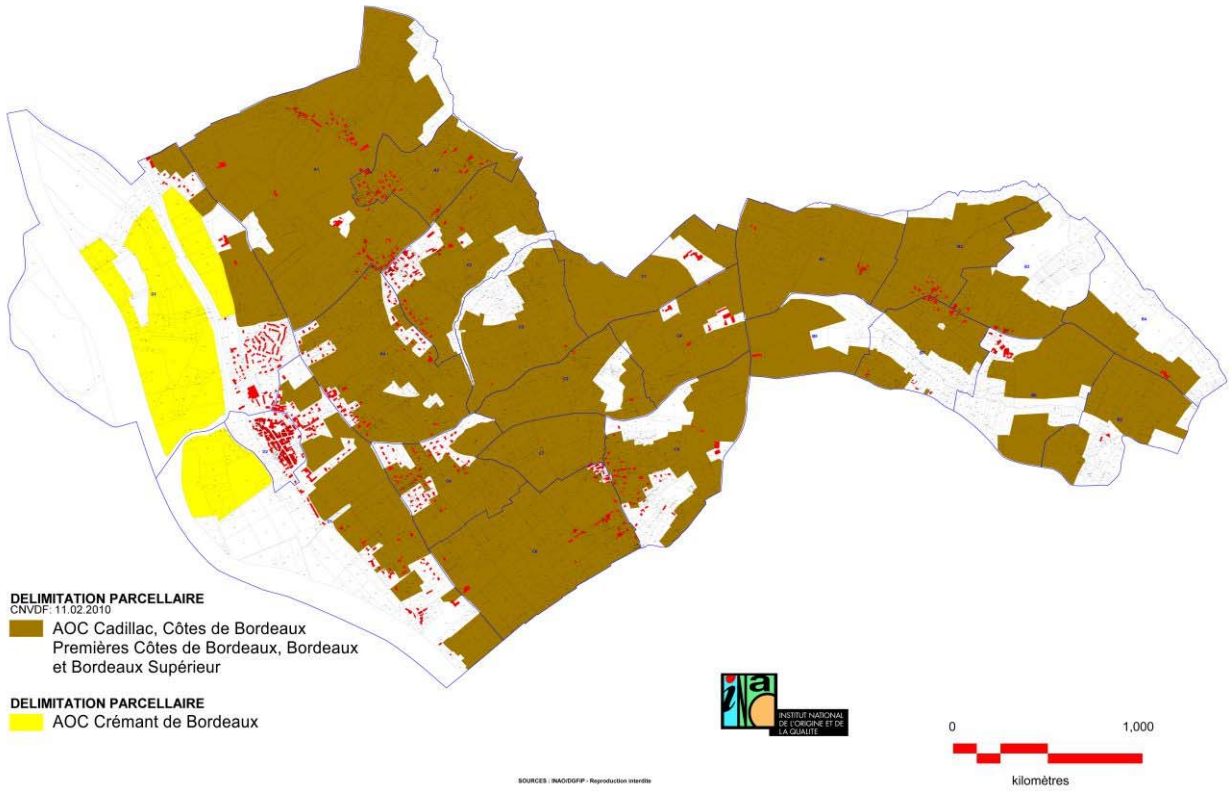
- Habitation : 10 mètres de l'axe
- Autres : 8 mètres de l'axe

Les voies classées à grande circulation

Article L.111-6 du Code de l'Urbanisme – Amendement Dupont
La commune n'est pas concernée.

Périmètre AOC / AOP

Le territoire communal est en partie compris dans le périmètre AOC de plusieurs appellations viticoles.
On y trouve les Appellations d'Origine Contrôlées « Cadillac », « Côtes de Bordeaux », « Premières Côtes de Bordeaux », « Bordeaux supérieur », « Bordeaux » et « Crémant de Bordeaux ».



Les AOC viticoles sur le territoire communal

Rions appartient aux aires géographiques des produits sous Indication Géographique Protégée (IGP) suivants : Agneau de Pauillac, Atlantique, Bœuf de Bazas, Canard à foie gras du Sud-Ouest et Jambon de Bayonne.

B-IV- CULTURE – PATRIMOINE – CADRE DE VIE

		DONNEES DE CADRAGE
LE PAYSAGE		
Echelle territoire	Relief de plaine inondable et de collines Nombreux points de vues Bourg marqué par son insularité et son écrin paysager	Des espaces à sensibilité paysagère Abords du, bourg médiéval Collines ouvertes Demeures et châteaux
LE PAYSAGE URBAIN ET ARCHITECTURAL		
Patrimoine urbain	Une centralité du bourg Entités de quartiers	Préserver l'identité du bourg Contribution des espaces agricoles ouverts autour du bourg et des quartiers
Patrimoine architectural	***Protégé (MH)***	Préserver un patrimoine identitaire

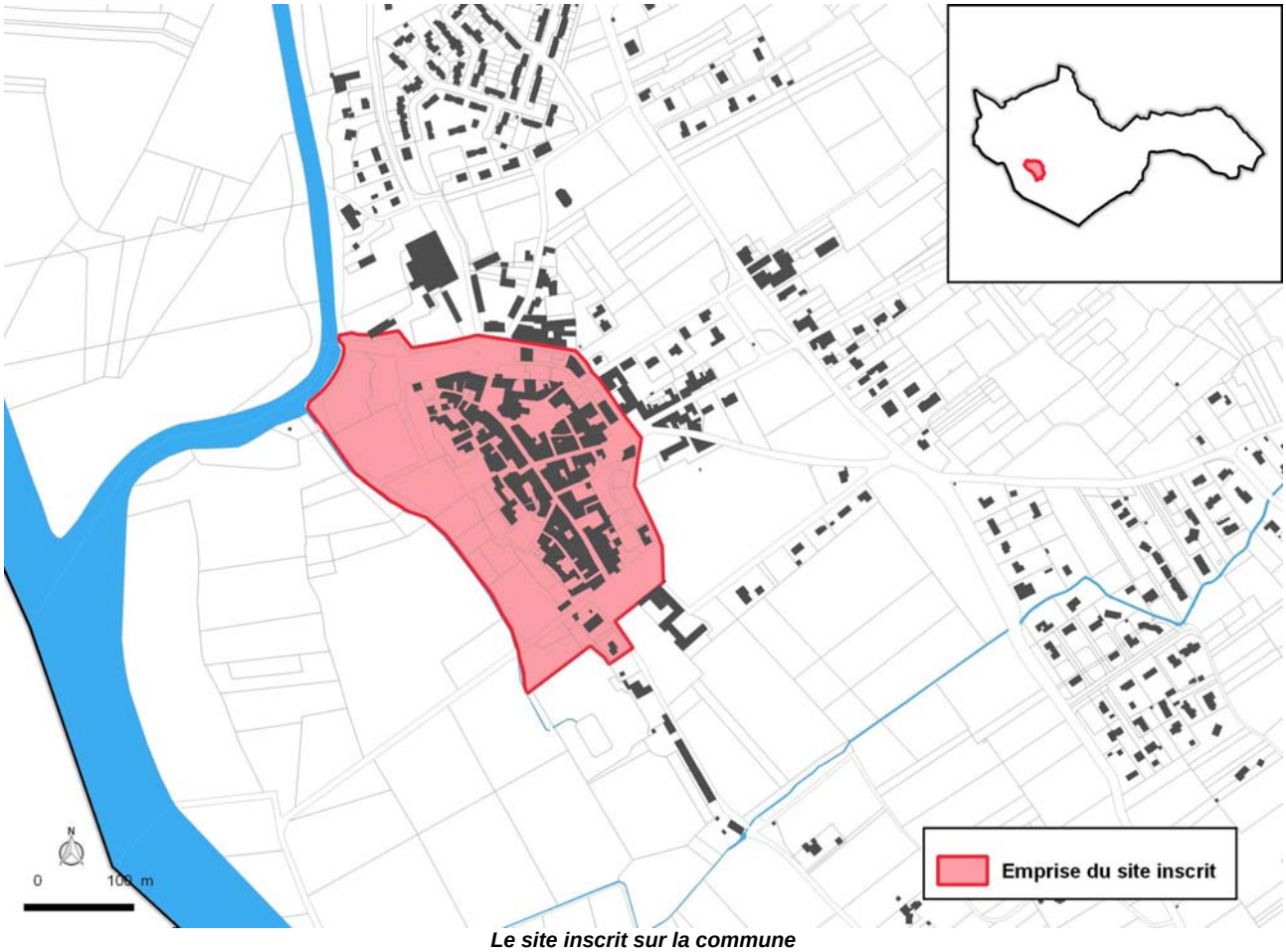
PATRIMOINE RECONNU	
Servitudes	**Monuments Historiques** • Eglise de Rions classée le 01/12/1908 • Enceinte fortifiée classée en 1862 • Rayon de protection de l'église de Cardan : portail et abside classés le 02/09/1907, restes de l'édifice classé le 10/12/1925 • Parc du château du Chavat de Podensac, ses serres et le château d'eau classés le 03/07/2006 **Site inscrit** • Bourg (totalité de la section D dite du bourg) site inscrit le 26/03/1973 **Site Patrimonial Remarquable (ancienne ZPPAUP Zone de Protection du Patrimoine Architectural Urbain et Paysager)** • Approuvée le 27 mai 2009

B-IV-1-1- PATRIMOINE PAYSAGER

Source : Porter a connaissance, terrain

Données de cadrage : Patrimoine protégé au titre des Site

Code	Nom officiel de la servitude
AC2	**Servitude de protection des Sites Monument Naturels** Sites inscrit - Bourg (totalité de la section D dite du bourg) site inscrit le 26/03/1973 *La servitude est suspendue à l'intérieure du Site Patrimonial Remarquable (servitude AC4)*



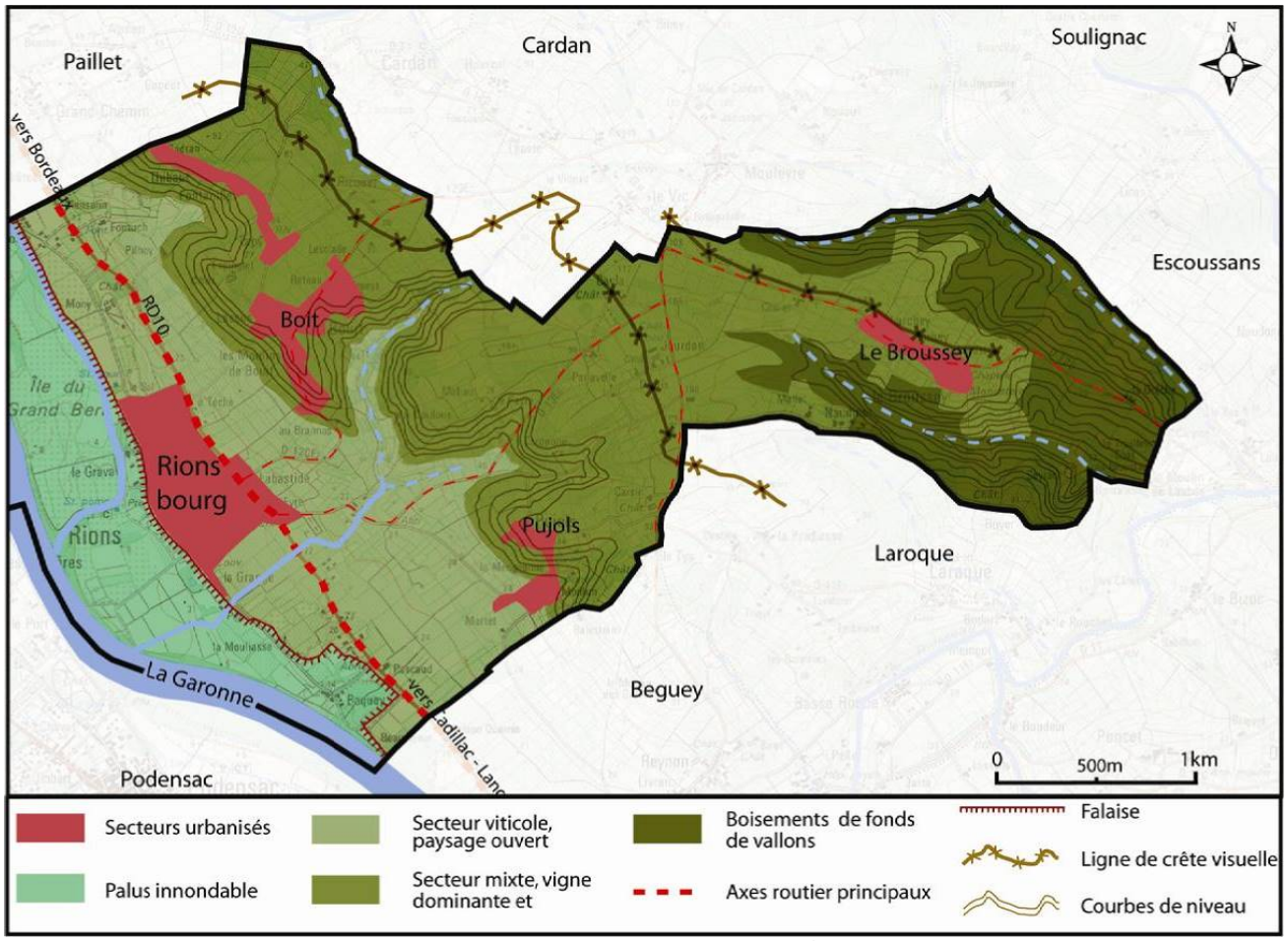
Le site inscrit sur la commune

Les grandes entités paysagères *(dont source rapport de présentation zppaup)*

La commune de Rions appartient à une vaste unité structurale que délimitent la Dordogne au Nord et la Garonne au Sud ; le plateau de l'Entre-Deux-Mers. L'inscription dans cette aire géographique conditionne un certain nombre de caractéristiques physiques du territoire, comme le relief, l'hydrologie, l'occupation du sol et les paysages.
Le territoire communal a une superficie de 1065ha, il s'étend de la vallée de la Garonne jusqu'à l'intérieur des terres. Cette configuration est à l'origine d'une topographie et d'une hydrographie particulière qui permettent l'identification de milieux naturels variés, conduisant à la lecture de plusieurs entités paysagères.

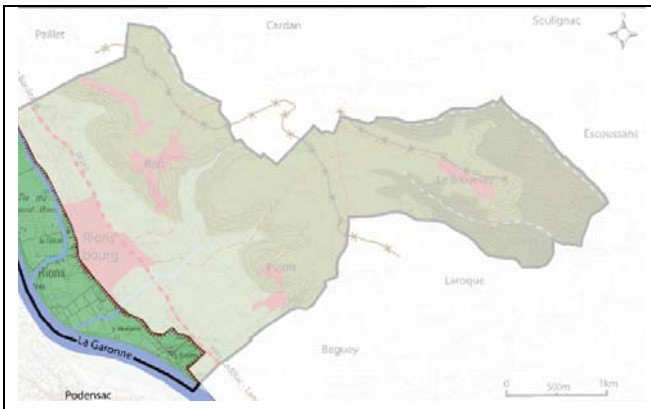
Ainsi, d'est en ouest, trois unités topographiques et paysagères sont repérables.

1. ***Le palu cultivé dans la plaine inondable de la Garonne***
2. ***Les coteaux de la Garonne***
3. ***Les coteaux boisés des profondes vallées intérieures***



Les grandes entités paysagères *(source Rapport de présentation ZPPAUP)*

Le palu cultivé dans la plaine inondable de la Garonne *(photos axe&site)*



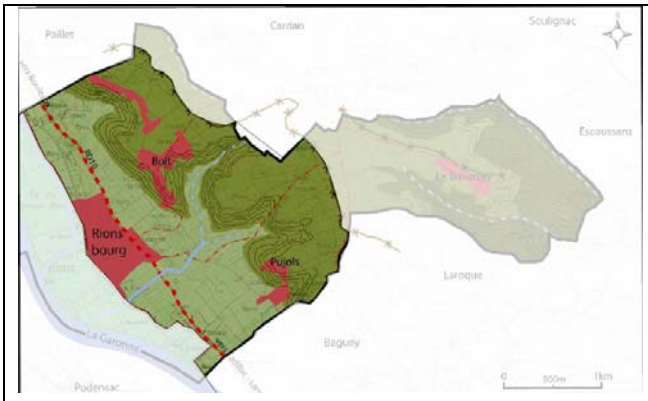
Au moment de l'implantation de la ville de Rions, et jusqu'à il y a quelques siècles, la Garonne s'écoulait au pied de la falaise, et constituait la principale voie de communication. Rions a ainsi longtemps été tournée vers son port.
Le lit majeur du fleuve s'est progressivement décalé vers l'est, et a entraîné l'apparition d'une vaste zone marécageuse inondable nommée ***«le palu ».*** A partir du XVIII^{ème} siècle, ces marais sont plantés de vignes, puis de vergers. C'est aujourd'hui la maïsiculture, particulièrement adaptée à ce type de secteur hydromorphe, qui domine le paysage de la plaine.
Cette utilisation intensive de l'espace par les productions agricoles entraîne une uniformisation du paysage.
Sur le palu, les boisements sont résiduels. La particularité hydrographique liée à la présence d'un bras de la Garonne a permis le développement d'une mince ripisylve le long de l'île du Grand Bern. Aussi, on retrouve une peupleraie le long du fleuve.





Traits dominants :	***Caractère et fonction paysagers***	***Recommandations et potentiel***
Espace de plaine inondable à physionomie agricole et naturelle **Masses végétales :** vignoble, prairies, boisements dont peupleraies **Lignes végétales :** lisière le long de la Garonne notamment, haies ou lisières boisées, lignes marquantes des peupleraies **Bâti :** rare et ponctuel	Plaine inondable en lien avec l'histoire liée au fleuve Points de vue sur les coteaux et le bourg médiéval	Zone inondable 

Les coteaux de la Garonne



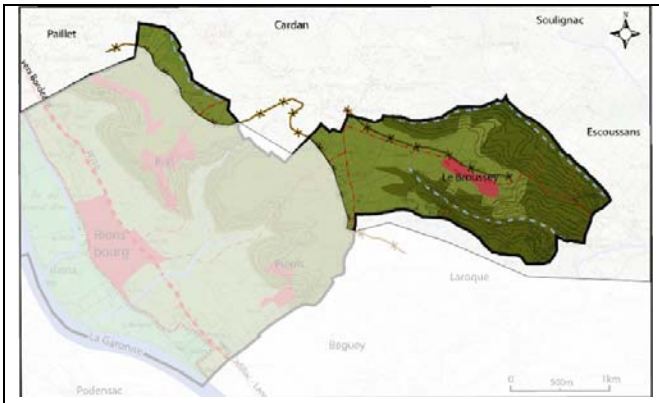
Du bord de la falaise jusqu'à une ligne de crête visuelle sur les hauteurs, les coteaux de la Garonne, de par leurs caractéristiques pédologiques, sont particulièrement adaptés à la culture de la vigne, qui est omniprésente dans le paysage.
Les coteaux accueillent également la plupart des secteurs urbanisés de la commune. Le bourg fortifié s'est implanté au bord de la falaise, dominant la plaine alluviale. Plus récemment, une urbanisation pavillonnaire diffuse s'est développée sur les hauteurs, en continuité des anciens hameaux. Cette urbanisation nouvelle est fortement visible de la route départementale 10 ; sa limitation constitue un enjeu important dans la perception paysagère et l'organisation urbaine de Rions.
Cet ensemble paysager reste l'image de marque des appellations viticoles et doit être préservé en limitant des constructions isolées supplémentaires, en préservant les perspectives existantes et en respectant le patrimoine rural bâti existant et son accompagnement végétal.





Traits dominants :	*Caractère et fonction paysagers*	*Recommandations et potentiel*
Espace très en vue d'occupation variée selon une logique liée à la déclivité. Ancrage urbains fort, vignoble et boisement. **Masses végétales :**, boisements, bosquets **Lignes végétales :** lisières, haies **Bâti :**viticole isolé, bourgs	Elément emblématique du territoire et fortement perceptible Ancrage urbain ancien (bourgs) Centralité du village Importance des coupures végétales	- maintien des éléments boisés - réflexion sur les limites avec la zone agricole et les lisières urbaines (traitement des marges) - réflexion sur les formes urbaines : densification, liaisons douces, espaces publics… - Limitation de constructions nouvelles isolées très perceptibles

Les coteaux boisés des profondes vallées intérieures



A l'ouest de la ligne de crête des coteaux et de la RD13, le paysage est marqué par un relief important provoqué par les profondes vallées qui entaillent le plateau de l'Entre-deux-Mers. La vigne est encore présente sur les hauteurs, et les fonds des vallons humides sont occupés par des épais boisements de feuillus.
La route qui permet d'accéder au hameau de Broussey constitue la ligne de crêtes entre les deux vallons et offre des points de vues remarquables sur le paysage et sur le hameau et son monastère. Ce Paysage présente donc des sensibilités par les perspectives et les panoramas lointaines qu'il délivre.









Traits dominants :	*Caractère et fonction paysagers*	*Recommandations et potentiel*
-Masses végétales : vignoble, boisements, arbres isolés en silhouette **-Lignes végétales :** lisière des boisements, **-Bâti :** très ponctuel, isolé et relatif au vignoble	-Espace agricole en vignoble -Ouverture panoramique sur le grand paysage - Chemins sous couvert boisé	- zone viticole identitaire dont la vocation est à préserver - Importance des trames boisées dans ce paysage ouvert - maintien des chemins - perspectives et panoramas à prendre en compte.

Le bourg

Implanté entre La Garonne et la RD, le bourg de Rions est constitué par le noyau central médiéval, dans ses remparts.
La lisibilité du bourg est double face : depuis les berges et depuis la route mais également depuis les coteaux du fait des édifices émergeant du velum bâti de la ville médiévale.

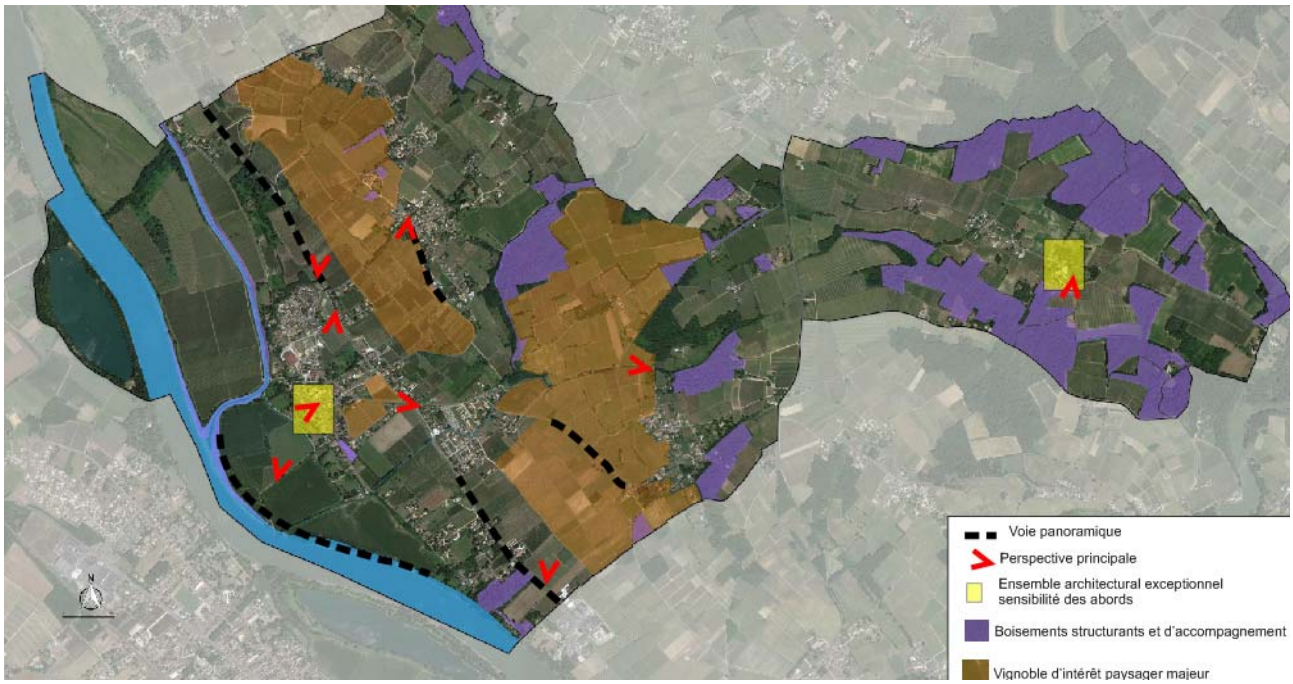




Traits dominants :	*Caractère et fonction paysagers*	*Recommandations et potentiel*
Bâti organisé encerclé de ses remparts Quelques édifices émergeants qui signalent sa présence Ceinture végétale qui marque l'écrin des remparts Développement du plateau public au Nord du bourg	Cœur du bourg bien identifié Problème de lisibilité de l'accès au bourg,	Faciliter la lisibilité et l'accès au bourg Relation et lien du plateau public arrière Respect des espaces viticoles participant de l'écrin du bourg qui forment un ensemble exceptionnel.

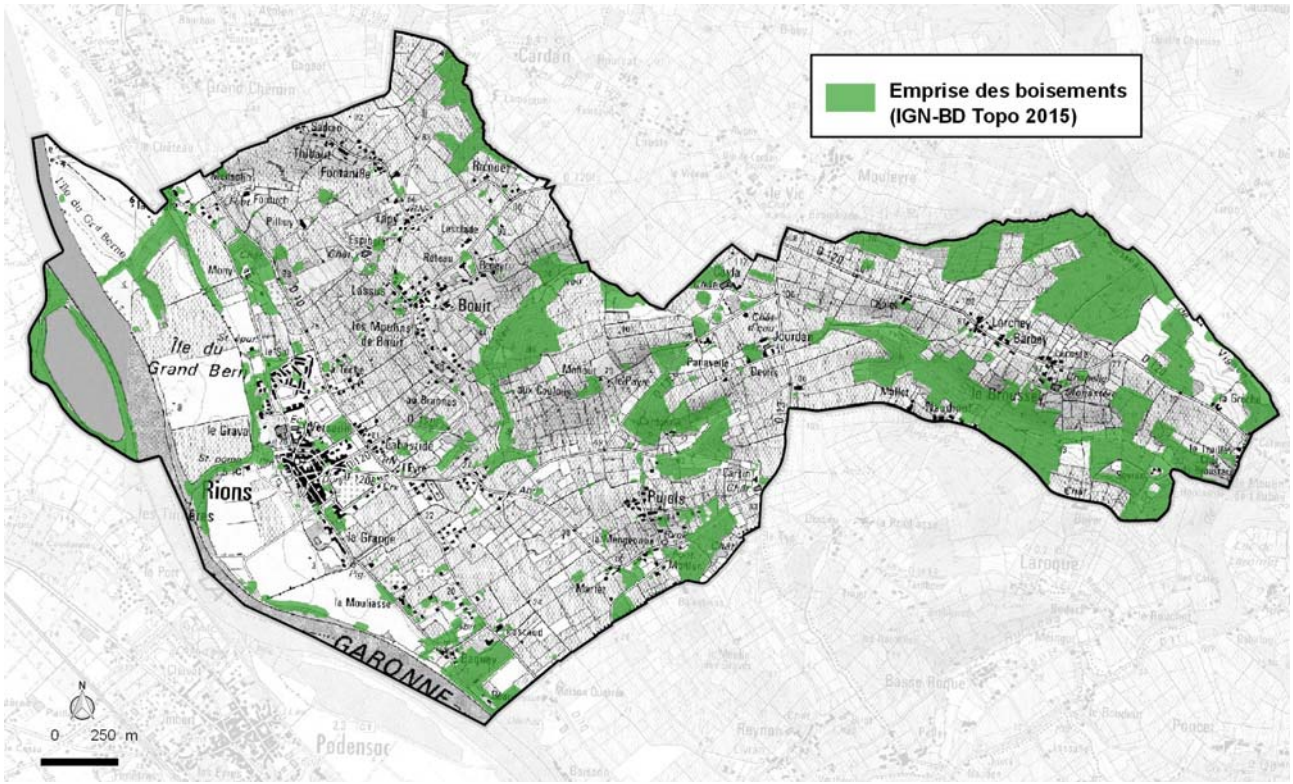
Synthèse des éléments de sensibilité paysagère
Les éléments sensibles concernent :

- Les vastes étendues viticoles le long de la D10 constituant un paysage unique et emblématique des appellations viticoles
- Les espaces de perspectives, soit sur le bourg, soit sur le grand paysage notamment
- Les abords de la cité médiévale et son écrin de vigne
- La cité et le monastère comme constitutifs d'un patrimoine exceptionnel
- Les boisements structurants pour la biodiversité, les paysages, l'accompagnement des édifices ou le maintien des lisières entre vigne et zones urbanisées résidentielles.



B-IV-1-2- LA COUVERTURE BOISEE

Le réseau de boisements sur la commune permet de visualiser son importance et sa contribution à la structure paysagère du territoire de ***Rions.***



Emprise des boisements sur le territoire communal



Les boisements d'intérêt

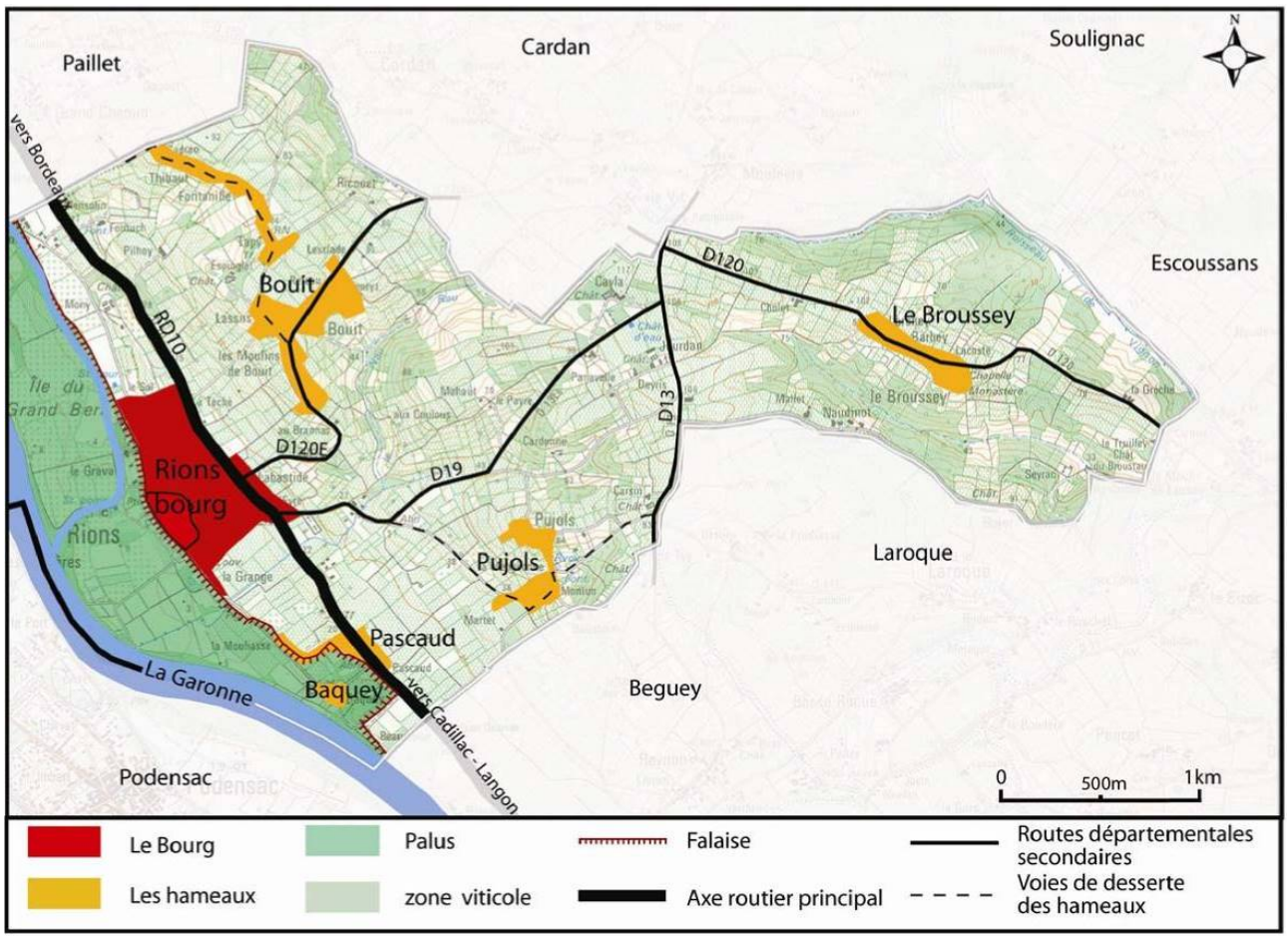
Le territoire communal présente un grand nombre de boisement ayant un rôle majeur à différentes échelles :

- à l'échelle du grand territoire pour leur intérêt écologique (réservoirs de biodiversité notamment), le maintien des sols et la régulation des crues et des ruissellements
- à l'échelle du paysage communal ou local par des massifs, oustructures visibles depuis des sites lointains
- à l'échelle du quartier pour l'accompagnement paysager, l'insertion ou le maintien des sols.

Les boisements d'intérêts sont ainsi répartis sur l'ensemble de la commune et présentent des enjeux de préservation divers :

LOCALISATION	ENJEU DE PRESERVATION
Plaine de la Garonne	
	Intérêt de ces boisements en terme écologique pour les habitats et la régulation hydrologique. Zone inondable Maintien de la biodiversité, paysage emblématique et bassin d'expansion des crues dans le lit majeur Coupure d'urbanisation Qualité d'écrin de la cité médiévale
Coteaux de la Garonne et vallons Nord	
	Intérêt paysager et de maintien des sols sur ces zones très en vue dans le paysage Limitation des nuisances par les effets de lisières entre urbain/vignoble Réservoirs de biodiversité et continuité écologiques
Zone d'activité	
	Insertion paysagère et maintien des sols
Zones urbanisées	
	Insertion et diversité des paysages. Préservation des végétaux arborés structurants Qualité et identité des ambiances Ecrin du bourg médiéval

B-IV-2-1- TYPOLOGIES D'IMPLANTATION DU BATI



Extrait du RP de la ZPPAUP

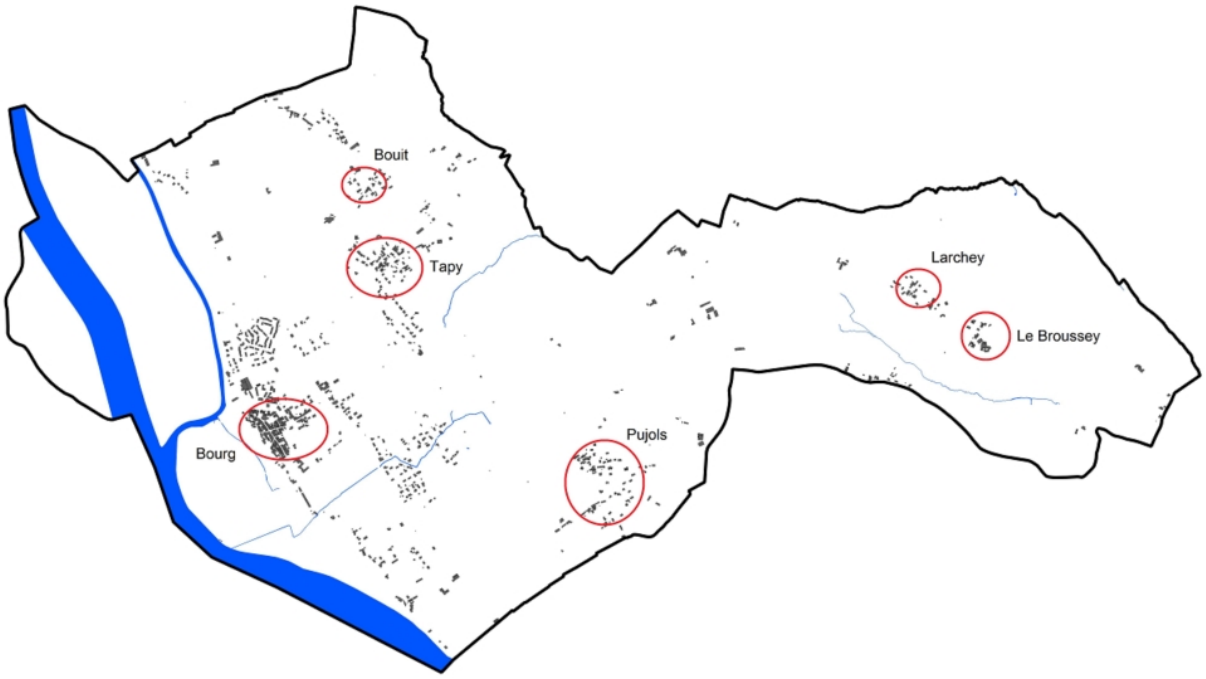
Le centre bourg occupe une place privilégiée, confortée par des services de proximité publics ou privés (Mairie, Ecoles, équipements sportifs..), C'est un lien qui irrigue le territoire vers le Sud de la commune par les voies de circulation qui y convergent.
On trouve des quartiers bien distincts, d'implantation ancienne autour desquels les constructions nouvelles se sont développées
L'habitat collectif qui est quasiment absent.
Des espaces bâtis de types lotissements se sont développés dans la deuxième moitié du XX° siècle.
La topographie et l'espace agricole qui marque fortement la commune, permet également des effets de « coupures d'urbanisation » importants.
De nombreuses vues perspectives se découvrent au fur et à mesure de la visite de la commune, tant vers des espaces naturels que vers des espaces urbanisés (
On peut noter la présence de bâtiments civils remarquables : les châteaux.

B-IV-2-2- ANALYSE GENERALE DES QUARTIERS – TYPES URBAINS – CARACTERISTIQUES DU BATI

Il peut se décomposer en plusieurs catégories:

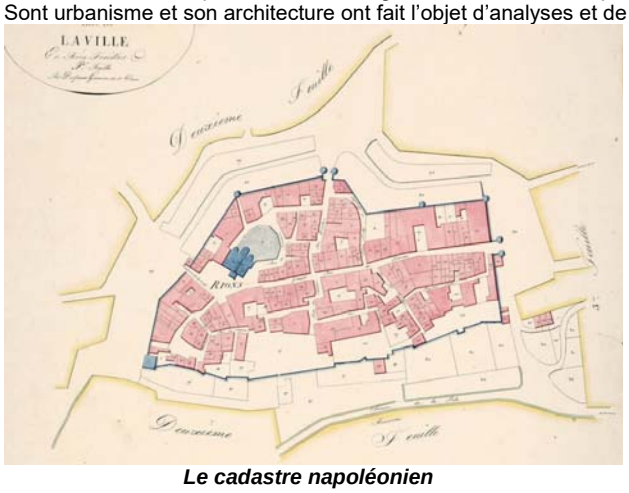
- le « bourg», et les quartiers
- les lotissements
- l'habitat dispersé.
- les châteaux

Le bourg et les quartiers



Le bourg

Connu et reconnu le patrimoine du bourg constitue un élément phare de l'urbanisation du territoire.
Sont urbanisme et son architecture ont fait l'objet d'analyses et de protection au titre du patrimoine



Le cadastre napoléonien



Le bourg ancien



Les vues perspectives vers le bourg ancien et l'écrin paysager de celui-ci font partie des fondamentaux

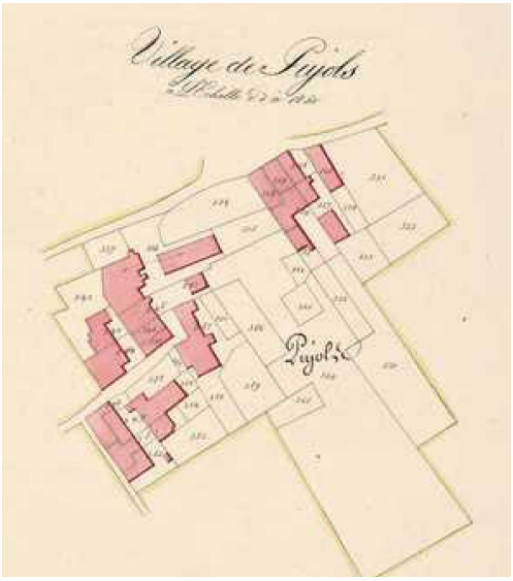
Les quartiers

Pujols, Tapy et Bouit sont disposés sur les collines intermédiaires
Ces quartiers anciens disposent d'édifices patrimoniaux





Le cadastre napoléonien Bouit



Le cadastre napoléonien Pujols



Le quartier Bouit



Le quartier Tapy



Le quartier Pujols

Les édifices anciens *(source Rapport de présentation ZPPAUP)*

Le bâti de Rions conserve, en élévation, des témoignages de constructions dont la chronologie s'étend du XII° au XX° siècles. Le bâti médiéval est assez peu conservé et nous est parvenu en assez mauvais état.
Le bâti médiéval apparaît dans des ensembles importants comme l'ancien cercle adossé aux remparts, un habitat modeste comme dans la rue d'Aquitaine mais surtout dans des éléments de réemploi ou des murs de refends.
Le bâti d'époque Renaissance, d'expression gothique ou italianisante, est également présent mais sur un nombre restreint d'édifices alors que des descriptions et des inventaires du XIX° siècle font supposer un nombre plus important de vestiges.
La première moitié du XVII° siècle semble être une période de regain de prospérité. Plusieurs immeubles importants de qualité s'y rattachent.
La fin du XVII° et XVIII° siècles sont aussi assez bien représentés essentiellement par le style Louis XV.
Le XIX° siècle semble dominant, probablement en raison des travaux de réalignement de rues qui ont touché tout le coeur du bourg dès le milieu du siècle.
Le XX° siècle poursuit durant son premier quart l'élan du siècle précédent. A la charnière des deux siècles, un tissu commercial s'est considérablement développé le long des rues du Lyhan et de Lavidon. La plupart des façades ont reçu un habillage en boiserie de leur rez-de-chaussée. Ils ont aujourd'hui pratiquement tous disparus.
L'Entre deux Guerres a laissé son empreinte avec un bâti aux façades enduites rehaussées de harpages en saillie avec des bandeaux de bois découpé.
La seconde moitié du XX° siècle a vu se développer une requalification du bâti ancien avec la suppression des enduits qui ont laissé des murs moellons bruts, et le recours à des percements plus larges que hauts en particulier pour l'aménagement de garages. Les années 1990-2005 correspondent à une prise en compte plus importante des caractéristiques des bâtiments dans les projets de rénovation.

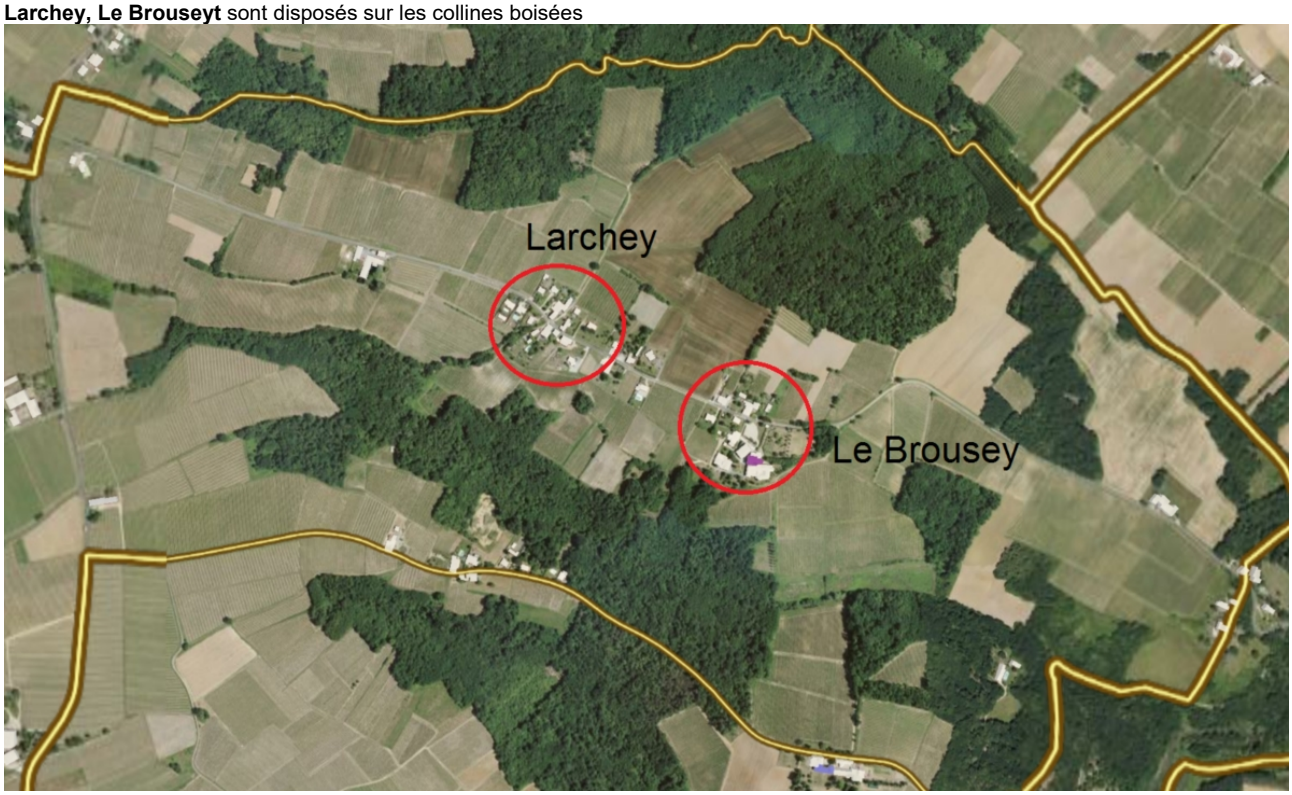


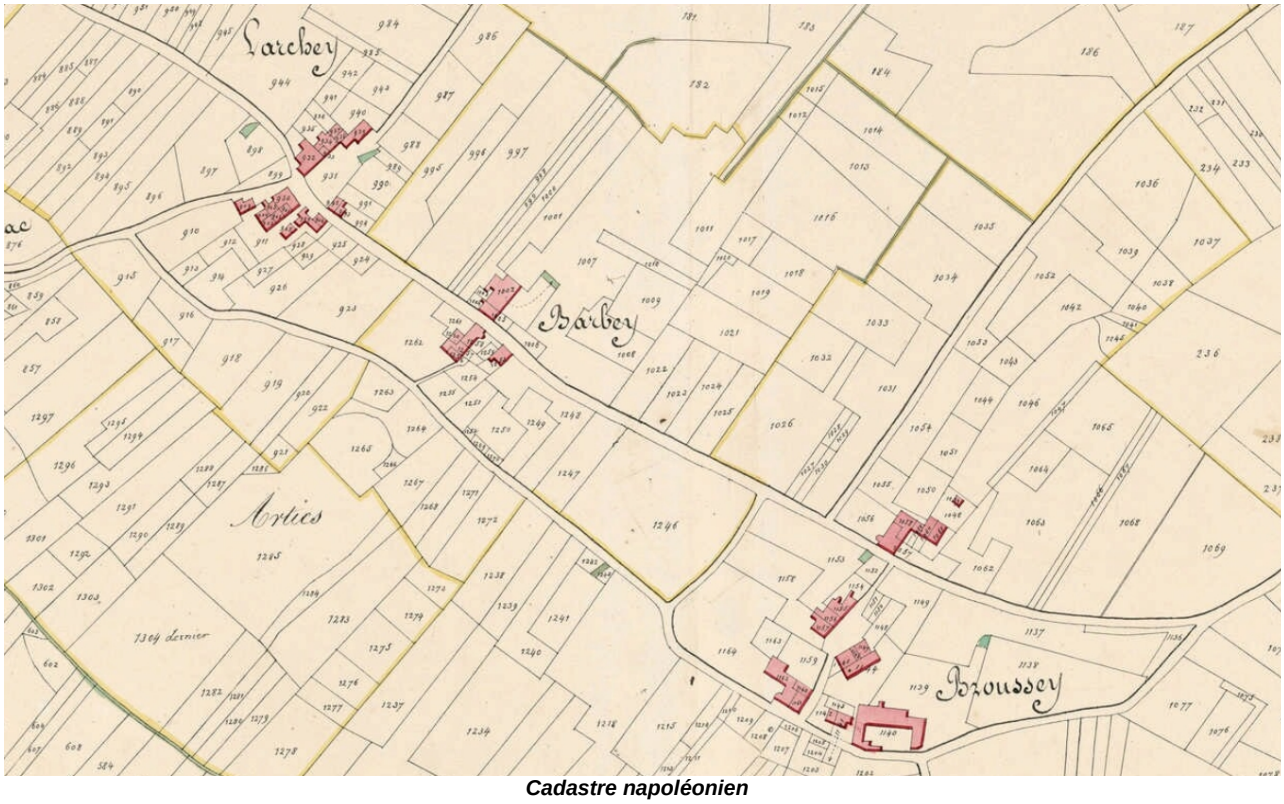





Enjeux
Ces édifices font partie de l'histoire de la commune et de la région.
Leur état, compte tenu de leur architecture, nécessite des travaux souvent importants et coûteux.
Leur restauration ne peut se faire qu'au travers d'une évolution permettant de subvenir à ces travaux courants, tout en respectant le caractère exceptionnel de ces édifices.
Leur potentiel en termes de logements est important mais nécessite des travaux que la ZPPAUP et le PLU ne peuvent seuls impulser.

Larchey, Le Brouseyt sont disposés sur les collines boisées





Cadastre napoléonien





Cadastre napoléonien Le Broussey









Le monastère du Broussey : un patrimoine exceptionnel

Enjeux

Le Monastère du Broussey constitue un patrimoine exceptionnel qui ne fait l'objet d'aucune protection particulière.
La ZPPAUP ne couvre pas cette partie du territoire.
il y a lieu d'être vigilant à l'évolution de ces édifices autant qu'à celle de leur environnement

Les lotissements

Les opérations d'habitat regroupé se sont développées dans la deuxième moitié du 20° siècle avec des habitations pavillonnaires à proximité des grands axes et du bourg ancien.
Ces interventions ont souvent apporté une banalisation des espaces que ce soit par l'arrivée d'organisation urbaines insulaires aussi bien que par un apport de style architectural sans grand lien avec le lieu dans lequel les constructions prennent place









Le lotissement Saint Seurin à proximité du bourg, séparé par les espaces d'équipements collectifs

Enjeux

Les opérations existantes doivent être reliées à leur environnement et rattachées au quartier dans lequel elles ont pris racine.

L'habitat dispersé

Situées au milieu d'un jardin ou parc ces maisons se caractérisent par leur unité et leur individualité. Leur architecture est emprunte du style local et reprend les principaux éléments comme la volumétrie simple, le toit à plusieurs pentes, les ouvertures plus hautes que larges, etc…
Les maisons neuves sont généralement d'une volumétrie beaucoup plus standardisé.
Les besoins ne sont plus les même, les modes d'habiter non plus. Leur implantation, leur volumétrie, la disposition de leurs ouvertures peuvent également faire abstraction des données climatiques et techniques compte tenu des progrès qui ne font plus craindre les vents et intempéries comme autrefois.



L'habitat dispersé s'est réalisé au grès des opportunités sans recherche de cohérence général, en suivant les voies et réseaux. Cela a souvent conduit à une urbanisation linéaire, qui questionne au plan de l'urbanisme, de la charge induite pour la collectivité sur l'entretien des réseaux, de la consommation des espaces
Au plan architectural, ces habitations sont aussi des exemples de l'architecture qui a pu s'exprimer sur le territoire.











Enjeux

Les édifices principaux sont importants mais les annexes et les clôtures forment un ensemble indissociable et méritent une approche précise, ainsi que l''accompagnement paysager est important dans la perception
La modernité et les nouveaux modes d'habiter en lien avec les énergies renouvelables doivent trouver leur place sur un territoire très identitaire

Les châteaux

Ils demeurent la marque de fabrique de ces territoires viticoles





Jourdan



Espinguet



Cayla



Mony

Enjeux

Les édifices sont emblématiques de ce territoire.

Cette identité est importante tant pour les habitants que dans le paysage que ces châteaux ponctuent par leur situation souvent isolée.

Les végétaux participent largement de cette perception et intégration.

B.IV.2.3. PATRIMOINE ARCHEOLOGIQUE

Source : PAC

La commune comporte de nombreux sites archéologiques témoignant de son histoire ancienne ; certains de ces sites se situent dans les emprises urbaines de la commune.

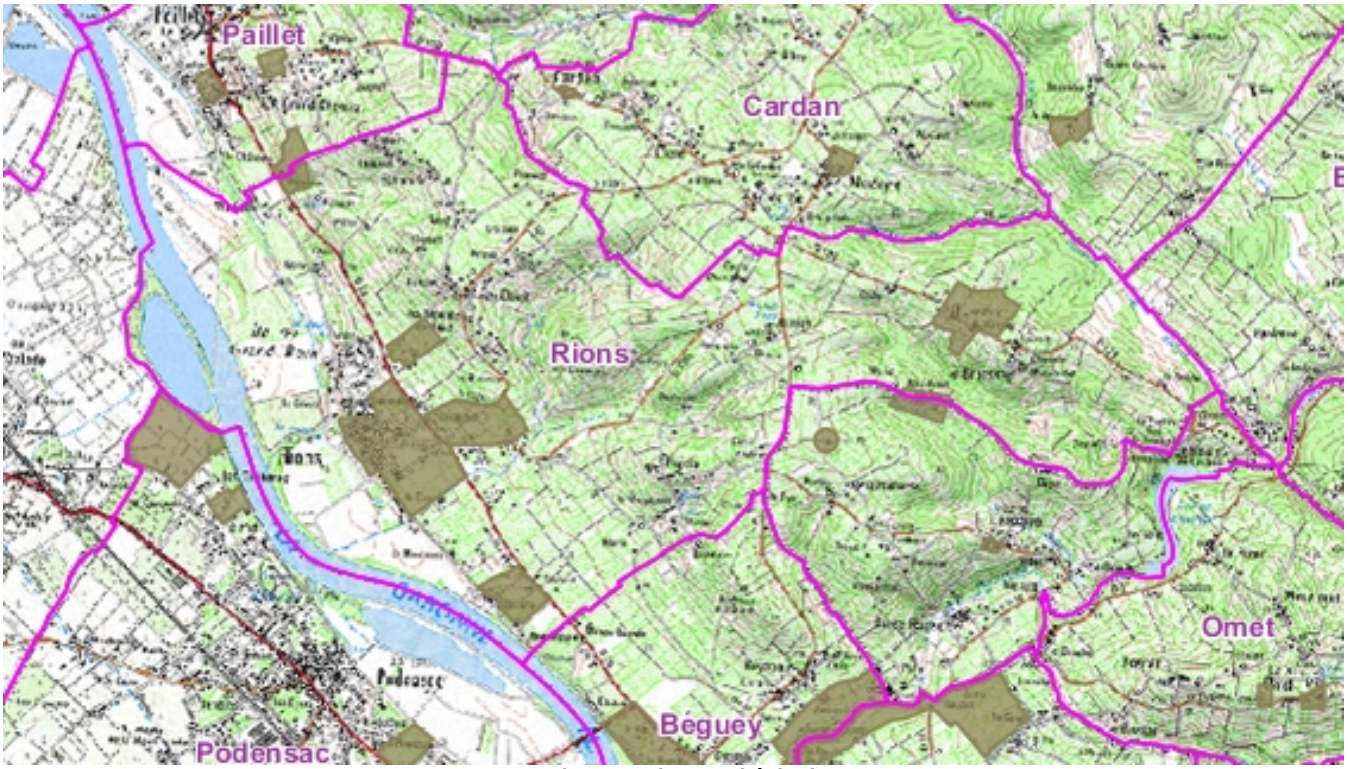
1 Pièce de la Chapelle : villa, et sépultures antiques, chapelle et cimetière médiévaux, Le bourg, Versailles, Le Couvent, La Bastide, L'Eyre, Salins : nombreuses occupations de l'Antiquité au Moyen Age,

2 Saint-Seurin : occupation antique

3 Fontuch : villa antique

4 Broussey, La Motte : occupation de l'Antiquité au Moyen Age.

5 Naudinot : vestiges gallo-romains



Zones de protections archéologiques

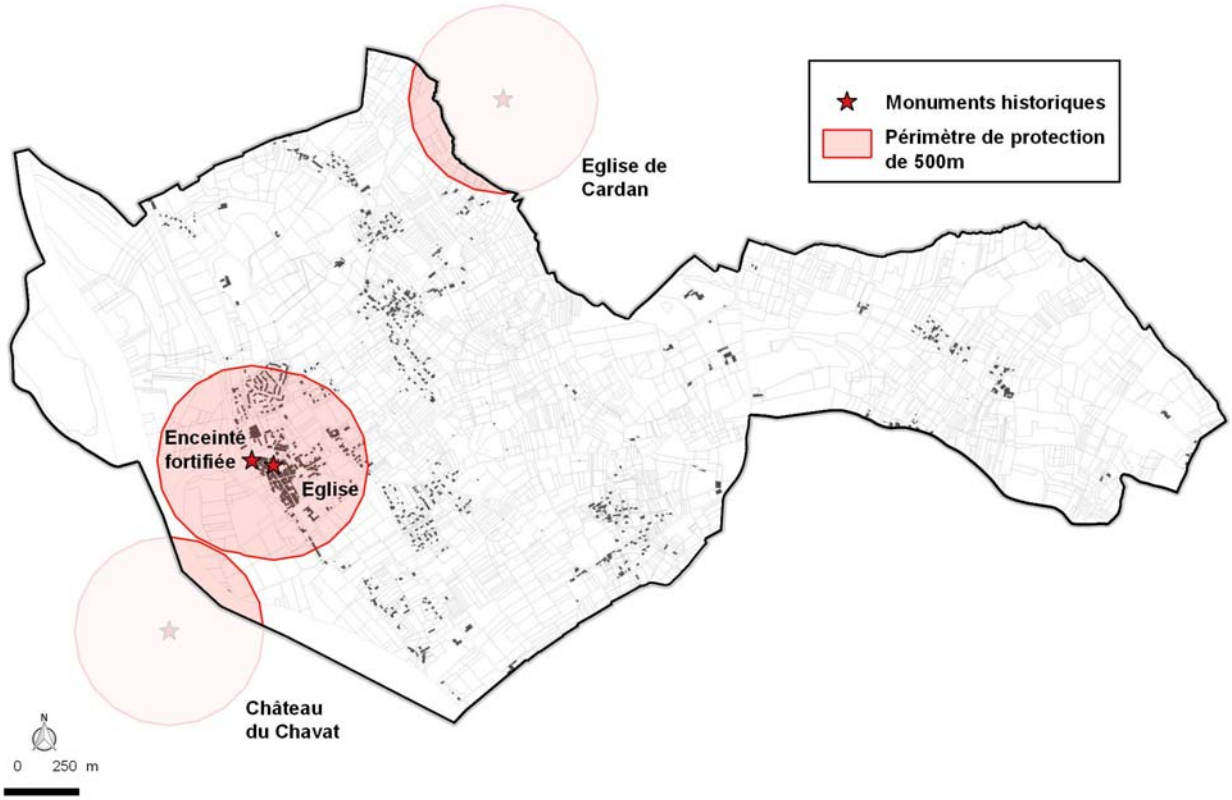
Pour la prise en compte du patrimoine archéologique, il conviendra de se conformer à l'arrêté préfectoral n°AZ.09.64.10 du 28/12/2009.
Conformément aux dispositions de l'article L522-5 du Code du Patrimoine, les projets d'aménagement affectant le sous-sol des terrains sis dans les zones définies ci-après sont présumés faire l'objet de prescriptions archéologiques préalablement à leur réalisation.
Par ailleurs, en dehors de ces zones, des découvertes fortuites aux cours de travaux sont possibles. En ce cas, afin d'éviter toutes destruction de site qui serait susceptible d'être sanctionnée par la législation relative aux crimes et aux délits contre les biens (article 322-1 et 322-2 du Code Pénal), le service régional de l'archéologie devra en être immédiatement prévenu, conformément à l'article L531-14 du Code du Patrimoine

B.IV.2.4. LES MONUMENTS PROTEGES

Source : atlasdupatrimoine.gouv.fr

Les Monuments Historiques

L'avis de l'Architecte des Bâtiments de France est requis dans un rayon de 500m en abords d'un Monuments Historique.

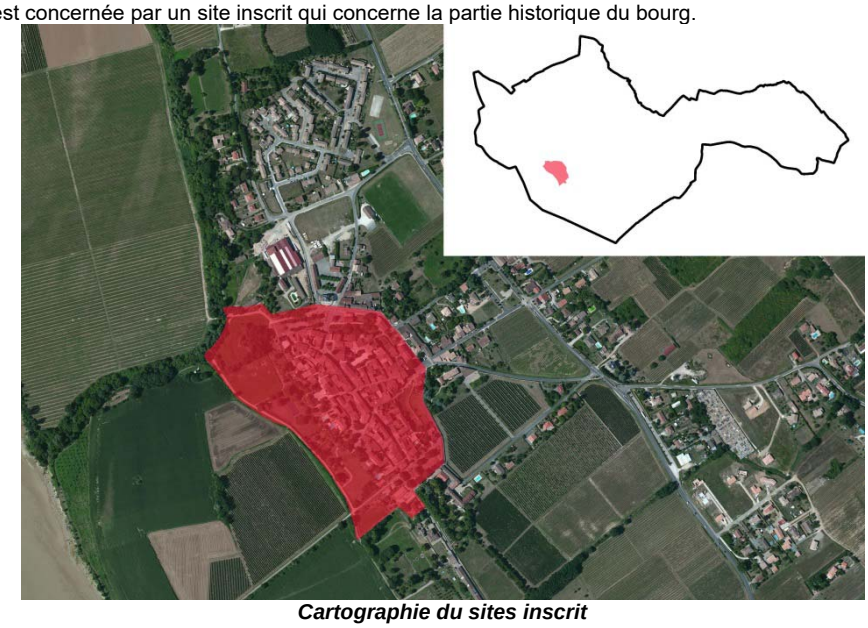


Cartographie des périmètres de protection autour des monuments historiques

- Eglise de Rions classée le 01/12/1908
- Enceinte fortifiée classée en 1862
- Rayon de protection de l'église de Cardan : portail et abside classés le 02/09/1907, restes de l'édifice classé le 10/12/1925
- Parc du château du Chavat de Podensac, ses serres et le château d'eau classés le 03/07/2006

Le site Inscrit

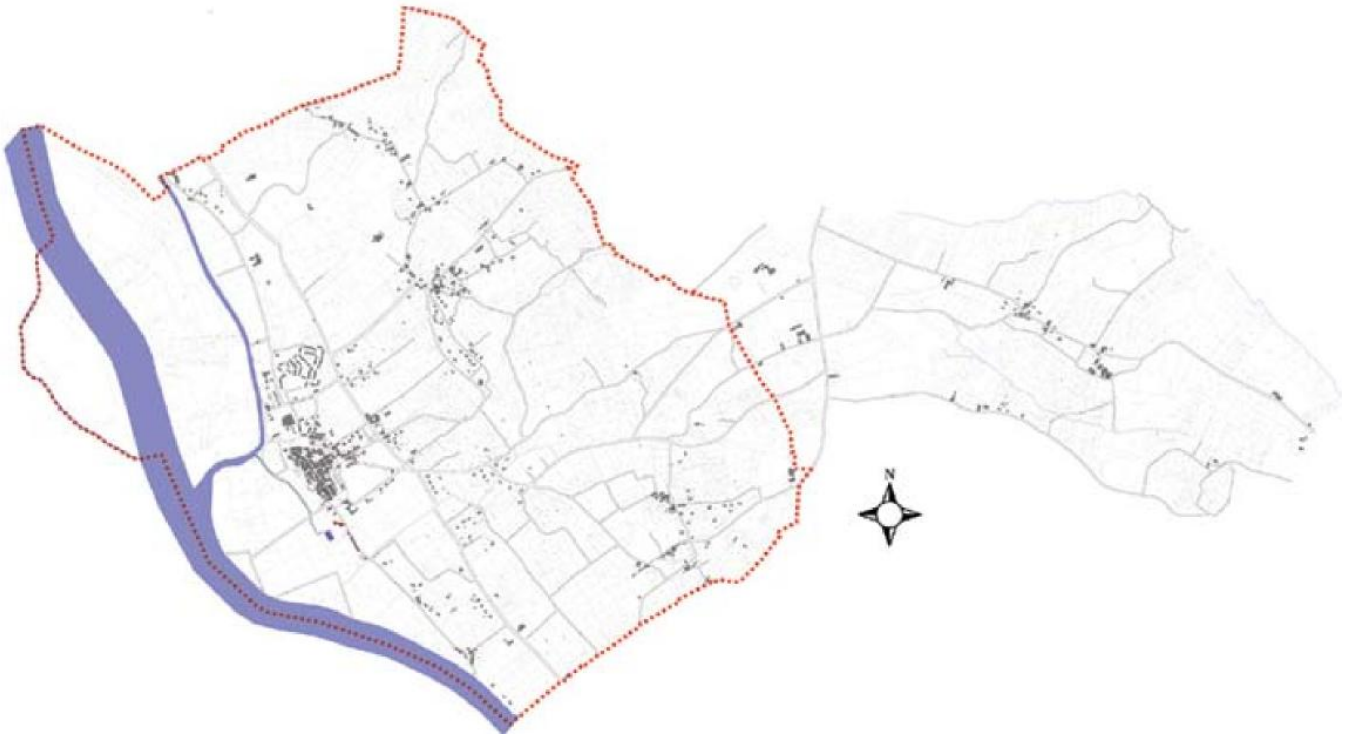
La commune de Rions est concernée par un site inscrit qui concerne la partie historique du bourg.



Cartographie du sites inscrit

La Z.P.P.A.U.P. Zone de Protection du Patrimoine Architectural Urbaine et Paysager

L'avis de l'Architecte des Bâtiments de France est requis dans ce périmètre
Les enjeux paysagers couvrent la vallée avec les coteaux et les paluds. Le périmètre de la ZPPAUP comprend toute la partie de la commune de Rions placée plus ou moins en dessous de la ligne de crête. L'essentiel de ce territoire étant à vocation naturelle ou agricole, c'est l'ensemble du territoire communal qui est concerné à l'exception de la partie extrême à l'est en deçà de la ligne de crête de la vallée



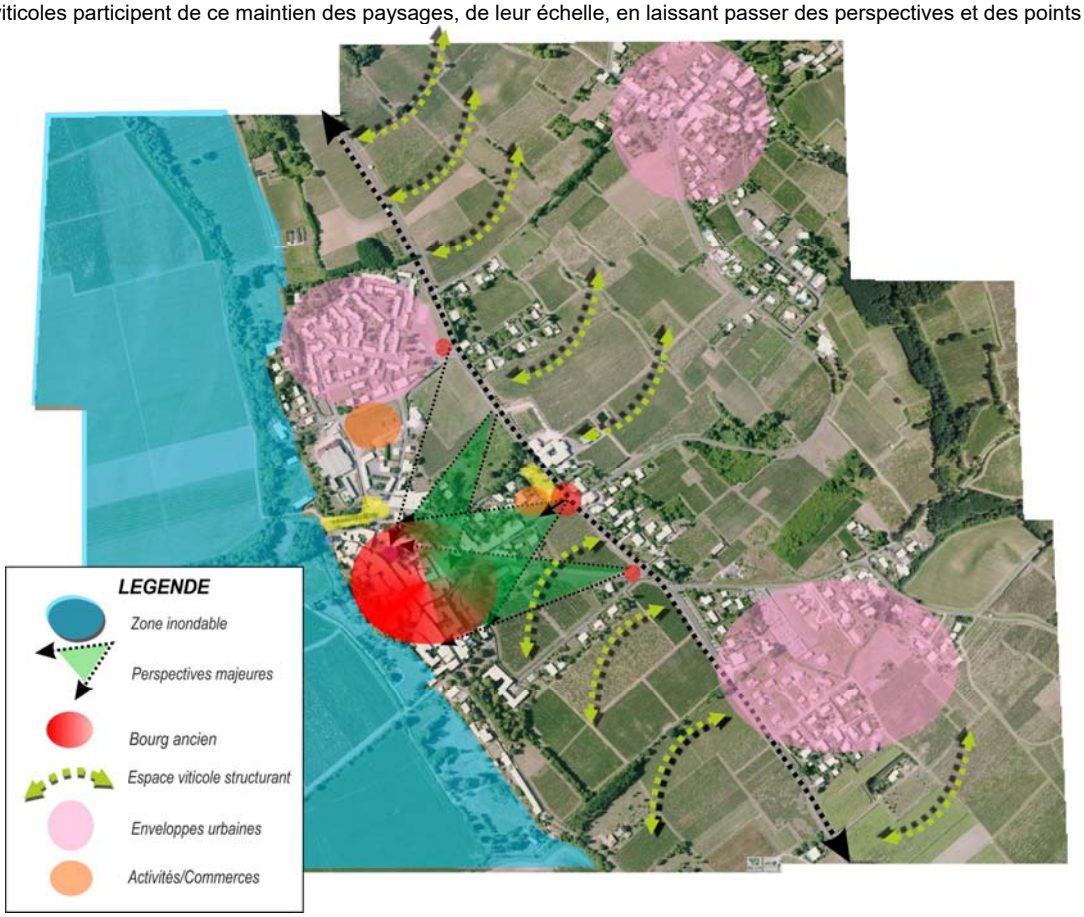
La ZPPAUP approuvée le 27 mai 2009 est postérieure à l'approbation du POS et s'applique en tant sur servitude.

La ZPPAUP est devenue Site Patrimonial Remarquable suite à la loi LCAP (LOI n° 2016-925 du 7 juillet 2016 relative à la liberté de la création, à l'architecture et au patrimoine)

B.IV.2.5. LA PRISE EN COMPTE DES PREOCCUPATIONS PAYSAGERES, DE CADRE DE VIE

Diagnostic

La prise en compte des problématiques paysagères, du cadre de vie, trouvent un écho au plan de l'architecture dans les caractéristiques de ce territoire, en particulier dans les espaces urbanisés.
Le bourg médiéval ancien constitue un véritable joyau vers lequel converge ne nombreuses perspectives en particulier tout au long du parcours sur la RD amis également depuis les berges
L'urbanisation plus récente a été respectueuse de ces espaces paysagers, en veillant à laisser un écrin autour du « monument urbain » , conservant ainsi une dimension paysagère importante.
Les espaces viticoles participent de ce maintien des paysages, de leur échelle, en laissant passer des perspectives et des points de vue.





Vue depuis les berges



Vue depuis les coteaux

Enjeux

Certains espaces urbains sont plus sensibles que d'autres à toute intervention visant à réduire la couverture paysagère, à la fois constitutive d'un cadre de vie, à échelle du bourg par un écrin paysager fondamental.
A l'heure de la densification urbaine et de la préservation de l'environnement le bourg se trouve en situation de paradoxe : préverver de toute urbanisation les lieux les plus propices à la densification.

B.IV.2.6. LA PRISE EN COMPTE DES PREOCCUPATIONS ENVIRONNEMENTALES

Diagnostic

La prise en compte des problématiques environnementales trouvent un écho au plan de l'architecture dans les questions notamment de production d'énergie, de modes d'isolation et de confort.
La maison ancienne intègre en partie ces question, notamment dans son mode d'implantation mais également par sa volumétrie monolithe qui va dans le sens d'une moindre déperdition thermique ainsi que par l'épaisseur de ses murs qui retiennent la chaleur à l'intérieur en hiver et apporter de la fraicheur en été. Par l'orientation des maisons, permettant un réchauffement dès les premiers rayons de soleil et une façade se protégeant des intempéries.

Enjeux

Sur une commune au patrimoine architectural très identitaire, la question de concilier l'évolution technique, les besoins nouveaux, les préoccupations environnementales, avec le respect d'une forme, d'un paysage, d'une identité, que ce soit sur le bâti existant aussi bien que sur le bâti nouveau.

Synthèse / Enjeux
Questionnements spécifiques au territoire

Synthèse

- Le village présente des caractéristiques architecturales et paysagères de qualité : bourg médiéval et ses abords, châteaux et demeures, ensemble du Broussey
- Des quartiers ont évolué par des constructions principalement pavillonnaires, pour autant dans certains espaces la présence végétale reste importante
- Le patrimoine architectural et paysager de la commune est très identitaire (site, ZPPAUP, monuments historiques)

Les enjeux/ Questionnements spécifiques au territoire

- Réflexion sur les formes urbaines, sur les lieux de centralité et de développement eu égard à la cité médiévale
- Réflexion sur les zones de transition entre espace urbain et agricole, structuration des limites de l'urbain, évitement de l'étalement urbain
- Réflexion sur la densification et le maintien du cadre paysager très identitaire du village, un paradoxe
- Conservation d'un patrimoine architectural et moyens de le préserver
- Accompagnement réglementaire du patrimoine architectural à venir dans le respect d'une identité forte

Objectifs/ Moyens

Objectifs

- Maintien d'une architecture de qualité, localisation des sites de développement
- Accompagnement de l'évolution architecturale du bâti et de la création de bâti nouveau
- Encadrement du recours à des techniques nouvelles notamment en termes d'énergies renouvelables eu égard à la protection de l'aspect des maisons et des paysages
- Protection de certains quartiers au plan de leur enveloppe non bâtie, qui participe à leur identité et à l'écrin plus général du village

Moyens

- Les quartiers les plus « urbains » constituent l'armature des zones urbaines qu'il convient de conforter, que ce soit en termes de centralités comme en termes de polarités ; cependant, la cité médiévale reste un objet de patrimoine isolé et en continuité de laquelle le développement ne semble pas opportun pour en préserver la lisibilité et le cachet
- Prendre en compte la sensibilité des crêtes, les perspectives et la qualité des hameaux denses traditionnels
- Le développement est possible le plus souvent dans le tissu déjà existant par comblement des espaces entre les secteurs bâtis
- L'activité agricole, les écrins « naturels » des entités bâties cadrent les développements
- Le bâti doit être accompagné par des règles sur la volumétrie notamment que ce soit sur le bâti existant aussi bien que le nouveau.
- Les énergies renouvelables ne doivent pas aller à l'encontre de la préservation de la qualité architecturale et des perspectives.
- Les maisons existantes doivent pouvoir être maintenues et permettre d'évoluer par des extensions et annexes dans une proportion et distance limitées.

C – TROISIEME PARTIE
CHOIX ET JUSTIFICATION DU PROJET

C-I- DEMARCHE DE PRINCIPE
Un projet adapté au territoire

Le Plan Local d'Urbanisme en ce qu'il a pour objectif de planifier le développement d'un territoire est l'occasion d'entrer dans une démarche de projet de développement durable, dont il faut expliciter les contours.

C-I.1- APPROCHE GENERALE DESCRIPTIVE

La commune de ***Rions*** représente un territoire de 1065 ha marqué par la plaine inondable (Palu) de la Garonne et le vignoble de l'entre-deux-mer.
Son territoire est donc fortement concerné par la zone Natura 2000 de la Garonne et des abords qui présentent une biodiversité reconnue (Natura 2000, zones humides…).
La population officielle au premier janvier **2013** est estimée à **1 583 habitants**. La commune est traversée par un axe structurant (D10) du transport collectif départemental qui la relie à Bordeaux.
Auparavant t inscrite dans la communauté de communes des Vallons de l'Artolie et dans le SYSDAU de l'aire métropolitaine bordelaise, Rions dépend à partir de janvier 2017 de la communauté de communes de Cadillac, coteaux de Garonne, Paillet et Rions et du SCOT Sud Gironde.

Au sens du SYSDAU, Rions s'inscrivait dans les bassins de vie, notamment dans celui des vallons de l'Artolie où la croissance démographique doit rester en moyenne de l'ordre de 1%/an.
Rions qui a connu une période de recul démographique souhaite fixer de nouvelles populations, dans le cadre de la mixité sociale et intergénérationnelle afin d'assurer une dynamique de vie pérenne sur le village.

Considérée comme un village des bassins de vie, la commune de ***Rions*** souhaite affirmer son identité de cité historique associé au caractère viticole de son territoire, notamment ses grands paysages de coteaux et de plaine.
C'est ainsi qu'elle se positionne comme un village résidentiel vivant qui souhaite reconquérir une qualité de village, maintenir l'art de vivre local avec le lien social et les animations au cœur de village, et développer l'activité économique en lien avec les commerces et services de proximité, le tourisme et la viticulture notamment.

Si la majorité des grands commerces et services sont situés sur la métropole bordelaise, la commune entend structurer et étoffer les services et commerces de proximité dans le cœur de village pour maintenir une vie locale agréable et conviviale.
La question de la mobilité avec la présence d'une ligne structurante qui dessert le territoire est un atout pour la commune qui peut ainsi opter pour un développement urbain durable ; tout en développant un maillage déjà bien présent de liaisons douces sur le village.
La future voie verte le long de la Garonne sera également un axe de cheminement doux qui permettra de découvrir le village depuis son plus beau point de vue, celui des berges de Garonne.

L'agriculture doit pouvoir trouver toute sa place, sur un territoire qui saura offrir les possibilités de son adaptation aux changements contemporains (diversification, circuits courts, qualité, changement climatique..) et à certains enjeux comme le tourisme (route des vins) et la gestion des lisières entre le vignoble et le résidentiel (santé publique).

La relative proximité de l'autoroute et la présence de la zone d'activité communale complète l'éventail d'attractivité de la commune comme pôle d'emploi local. Le besoin en terme d'implantation nouvelle en rive droite a conduit la collectivité à un projet d'extension de la zone de Boisson, à cheval sur Beguey et Rions.
L'étendue et la diversité de ses espaces constituent une réelle attractivité pour un tourisme péri-urbain de proximité, ou des activités économiques diversifiées en lien avec le loisir, le tourisme.

C-II- PRESENTATION MOTIVEE DES SOLUTIONS ENVISAGEES ET RETENUES

La commune a mis en révision son Plan d'Occupation des Sols afin de faire évoluer son document de planification en lien avec les textes de loi qui met en situation les communes disposant d'un POS de réaliser un PLU (Grenelle)

La commune se situe dans une intercommunalité qui dépend du SCoT SUD GIRONDE, non approuvé.

Dans cette optique, la commune a eu pour ambition de mettre en cohérence l'ensemble des politiques sectorielles en matière d'habitat, de déplacements, d'équipements, d'environnement, de développement économique. L'objectif est également de tendre vers l'équilibre entre zones à urbaniser, zones naturelles, agricoles ou forestières, dans la perspective d'un développement durable et équilibré.

C-II.1- PERSPECTIVES D'EVOLUTION DU TERRITOIRE SOUS LE P.O.S. en vigueur

Ce chapitre concerne les évolutions prévisibles de l'environnement en général en l'absence de nouveau plan d'urbanisme.
Le POS actuel présente encore de nombreuses surfaces urbanisables qui, si elles étaient toutes ouvertes à l'urbanisation entraineraient, à terme, une consommation non maitrisée des espaces.
Par ailleurs, la Loi impliquant la caducité des POS, la commune serait soumise au RNU qui ne permet pas une gestion de projet de territoire.

De fait, le POS est ancien et ne relaie pas les nouveaux enjeux de l'urbanisme.

C-II.2- PERSPECTIVES D'EVOLUTION DU TERRITOIRE. : HYPOTHESES ENVISAGEES ET RAISON DES CHOIX RETENUS

Ce chapitre explore les options envisagées pour le parti d'aménagement du document d'urbanisme.

1/ Des enjeux biodiversités actualisés et pris en compte

Dans un premier temps, l'actualisation des éléments concernant la biodiversité (Habitats d'intérêt, zones humides, réservoirs de biodiversité, corridors aquatiques…) a été le support du projet de territoire et n'a pas remis en question fondamentalement la structure urbaine existante. Cela a eu pour conséquence des retraits ponctuels de parcelles ou parties de parcelles au sein des enveloppes urbaines ou l'évitement du développement en continuité de certaines d'entre-elles.

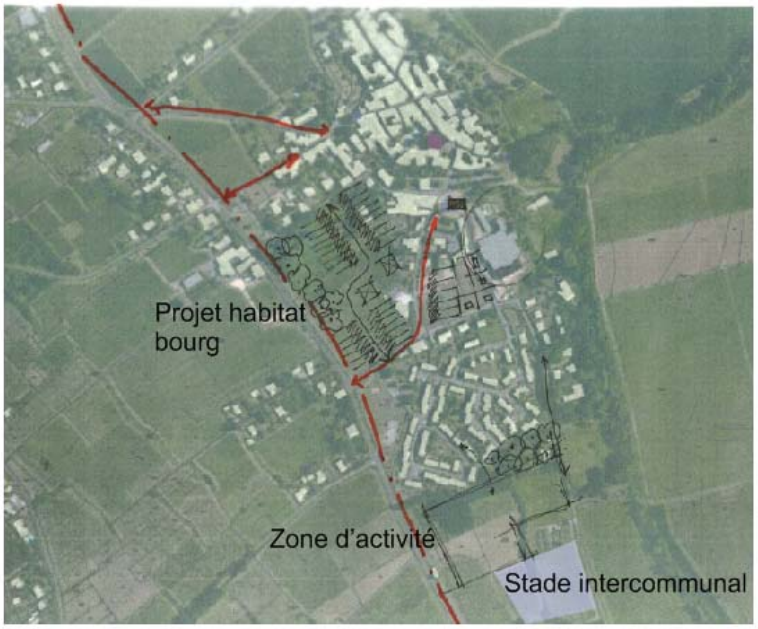
2/ La prise en compte des risques

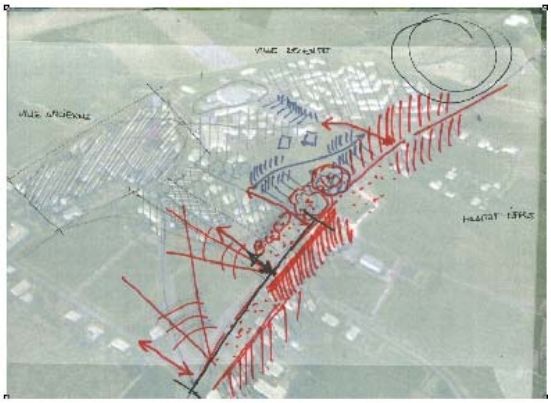
La présence d'un PPRI et de problématiques localisées ayant occasionné récemment des sinistres (débordements du Nau, instabilité des sols en lien avec des cavités anciennes..) a permis de configurer précisément les zones à risques pour les éviter.

3/ Une armature urbaine héritée de l'urbanisation des 20 dernières années

Un développement préférentiel sur le bourg

Le travail sur l'armature urbaine et le potentiel existant à l'intérieur des enveloppes bâties des polarités retenues a induit une difficulté majeure.
En effet, la singularité de la cité médiévale, ses points de vue perspectifs, la zone inondable configurent dans la réalité de qualité où le développement urbain n'est pas envisageable malgré la logique de la continuité. Au contraire, il 'est avéré nécessaire de prévoir du développement sur des secteurs non en vue directe avec la cité historique.
Si rapidement il a été établi que les quartiers historiques, identifiés comme structurants, en partie équipés pour certains du réseau collectif (Bouit, Pujols), devaient recevoir un développement limité, adapté aux contraintes de chaque site, la question du développement au bourg a conduit à plusieurs réflexions.
Une des propositions était de bâtir le développement au bourg sur l'emprise des installations sportives existantes, celles-ci devant être déplacées vers l'Ouest. Une zone d'activité/équipement a été envisagé le long de la D10 en amont du village sur des terroirs viticoles que le SYSDAU avait identifié à préserver. Cette option n'a pas été retenue du fait de la volonté de la commune de maintenir ses équipements sportifs proches de l'école, au cœur du village.

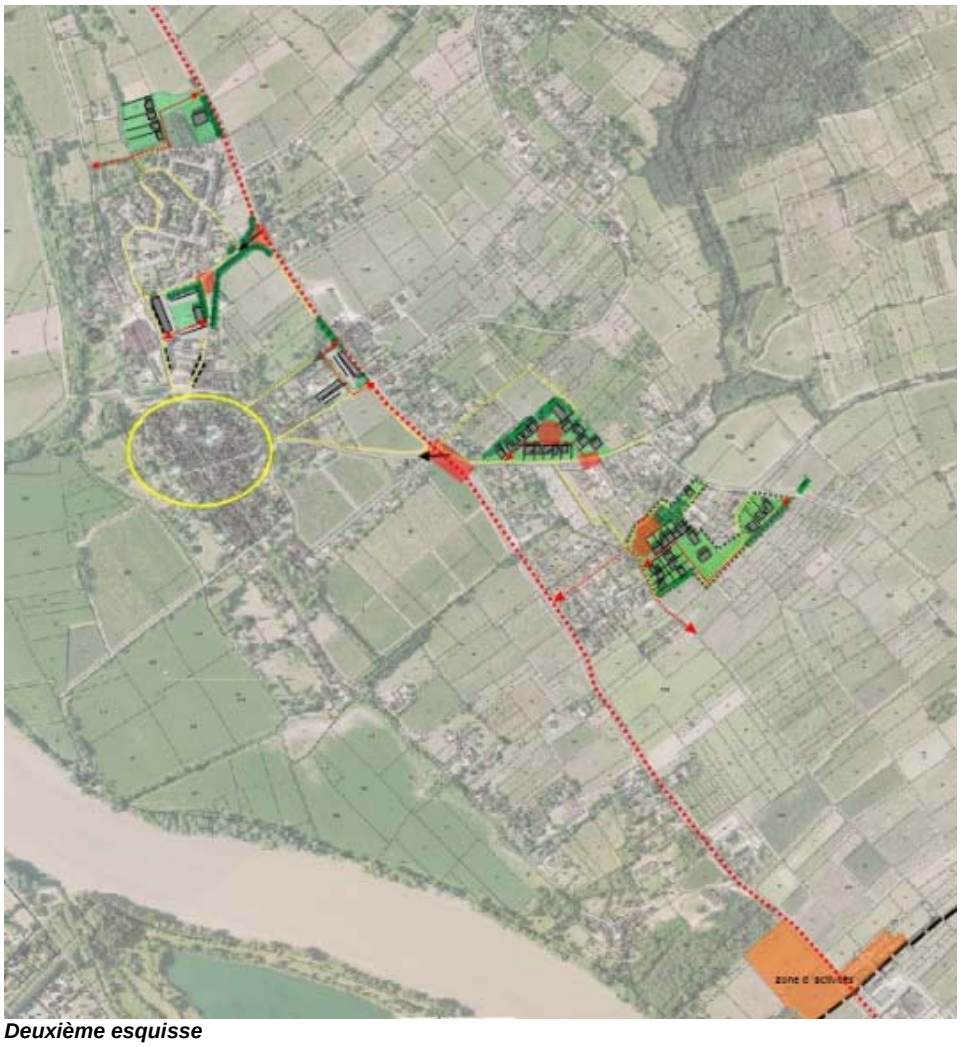




Première option envisagée pour le développement du bourg (diagnostic des séquences paysagères image de droite)

Le projet a donc été réorienté pour prévoir des zones de développement qui respectent les perspectives sur la cité, et se situent sur des quartiers périphériques ayant déjà été urbanisés (la Bastide).
Le projet maintient une zone d'activité en entrée Ouest, et maintien l'existante à l'Est en limite de Béguey. Il prévoit de structurer l'urbanisation nouvelle sur des zones AU avec une proportion 1/3 collectif, 1/3 pavillonnaire, 1/3 accolé. Le projet prévoit de hiérarchiser les entrées dans la ville, et notamment un pôle commercial sur la D10 au niveau du parking existant.

Cette esquisse a été présentée en réunion PPA en janvier 2016, ce qui a permis de valider les principes à l'exception de la zone d'activité Ouest qui s'inscrivait sur des terroirs à préserver au sens du Sysdau.
Par la suite, cette esquisse a été travaillée et précisée pour arriver à la forme validée dans le présent dossier.
Notamment sur la zone 1AU en bordure du Nau, une partie de la zone soumise aux inondations a été consacrée à un espace non constructible permettant en autre la mise en place d'un bassin de rétention pour réguler les eaux induites par le projet et soulager les zones aval.



Deuxième esquisse

Les schémas des orientations d'aménagement ont intégré un maillage de liaisons douces connecté à l'existant. Compte tenu de la volonté de la commune de réaliser une opération de logement dans le cadre de la mixité sociale, l'outil emplacement réservé a été retenu que une des deux zones 1AU, qui est phasée en trois temps afin de réguler le développement démographique. Il est à noter que les orientations d'aménagement et de programmation, conformément aux demandes exprimées en réunion et par courrier ont pris en compte la question des lisières agricoles/urbains.

Dans le même temps, le diagnostic agricole et les investigations de terrains, notamment sur les milieux en présence, ont permis de traduire les zonages A et N ; les enveloppes des quartiers ont été traduites par le zonage U en évitant les impacts sur la biodiversité et en limitant les impacts sur le vignoble.
La prise de conscience des potentiels existants issue de l'étude de densification et du POS ont permis de mettre en évidence des terrains trop en pente, qui ont été retirés de la constructibilité, ou des surfaces trop importantes qu'il s'est agi de limiter.

La prise en compte de la perméabilité des sols a finalement été un critère objectif pour éviter certains secteurs.

Suite aux avis des personnes publiques associées, la zone de l'Arriou a été classée en 2AU pour garantir la cohérence des opérations dans le temps, la première étant maîtrisée par la collectivité à Bastide.

4/ Le projet de développement communal et cadrage SCOT

La commune souhaitait inverser la tendance observée à la chute démographique. Elle a envisagé une enveloppe entre 200 et 400 habitants supplémentaires pour 2030 dans le PADD. Ce chiffre a été affiné de façon à prendre en compte les dynamiques souhaitées par le SYSDAU et pour conserver un rythme proche d'une moyenne effective avant les phénomènes de chute du nombre de permis.
La volonté de maîtriser le développement a donc conduit à un gabarit visant un objectif de 1850 habitants en 2027 soit 240 habitants de plus entre le 01/01/2017 et le 31/12/2027.
Cela correspond à environ 13/14 logements par an (méthode du point mort) pour laquelle la résorption de la vacance a été estimée à 4 logements. La vacance se site particulièrement dans la cité médiévale, sur des situations d'immeubles en mauvais état pour lesquelles des outils pourraient permettre la résorption à terme (mais à plus long terme que le PLU). De plus compte tenu du faible gisement du parc à restructurer (largement investi les années précédentes), ce potentiel n'a pas été pris en compte.

Concernant le logement social, la commune n'a pas indiqué d'objectifs spécifiques mais a prévu un emplacement réservé au titre de l'article L151-41-4° du code de l'urbanisme. L'orientation d'aménagement de la zone AU précise les éléments du projet.

La commune entend utiliser le recours au bilan triennal sur la production de logements afin de permettre le cas échéant des procédures d'adaptation du PLU. La temporalité du PLU pourrait s'entendre également entre 2017 et 2027, l'approbation intervenant en 2017.

Lors de l'approbation, la commune relève du SCOT Sud Gironde qui n'est pas approuvé.

5/ Zones d'activité

La commune a repris le zonage de la zone d'activité existante dans le POS en continuité de la zone d'activité de Béguey. Il a été choisi de la prévoir sur la rive Sud de la voie afin de maintenir les perspectives sur les coteaux.
Afin d'assurer le maintien des écrins végétaux, le boisement existant est protégé par un espace boisé classé au titre du paysage mais également des enjeux biodiversité puisqu'il s'agit en partie d'un boisement d'intérêt communautaire, certes dégradé, mais dont la continuité jusqu'au fleuve mérite sa protection intégrale.
Cette zone prévue actuellement en assainissement autonome sur des sols aptes, pourrait certainement être raccordée à la station de Béguey. Cette disposition devra être précisée avec l'autorité compétente.
Suite à l'enquête publique et l'avis des services, cette zone a fait l'objet de modification de façon de la mettre en recul des risques, et de présenter une emprise qui s'inscrit dans une réflexion urbaine (rester dans le prolongement de l'emprise actuelle de Beguey) et paysagère.
L'emprise a donc été réduite. Le PLUi devant prendre ensuite le relai pour préciser le projet global sur l'ensemble de l'extension.

6) Agriculture

La commune maintient son positionnement global sur la protection des espaces agricoles et la protection de cette activité.
Cela se traduit par la prise en compte des terres effectivement exploitées, la limitation de la constructibilité et l'économie de l'espace dans les écarts, la protection des terroirs et des paysages (Ap).
Le règlement entend assurer les besoins en constructibilité de cette activité, en couvrant également ceux liés à la diversification.

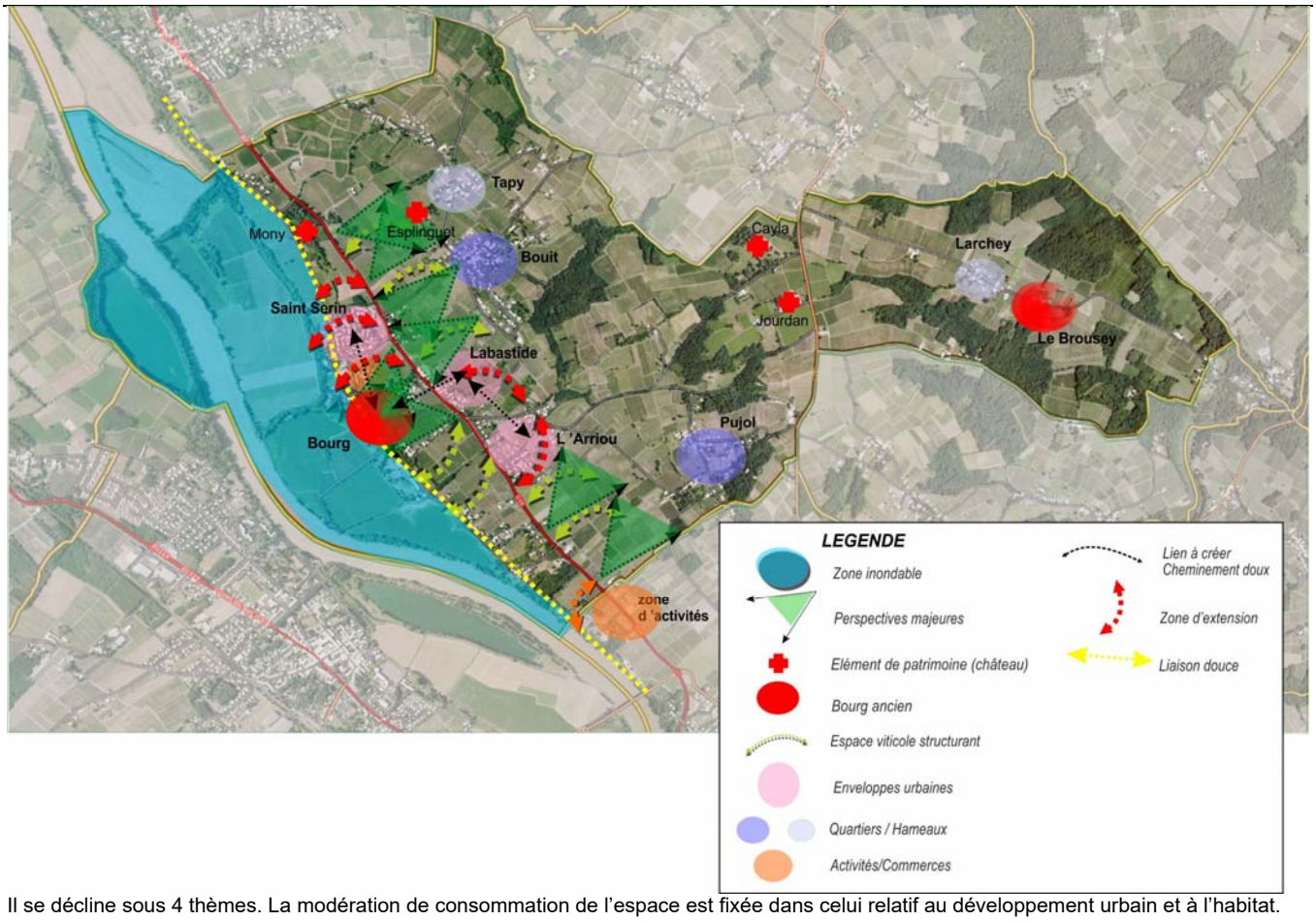
7) Patrimoine

La commune maintient ses objectifs de protection des paysages et des édifices d'intérêts. Elle souhaite à terme réviser la ZPPAUP pour prévoir un périmètre plus restreint intégrant la cité médiévale, et sans continuité, le monastère du Broussey. C'est notamment cette dimension patrimoniale qui a conduit la commune à ne pas prévoir de zone constructible au Broussey contrairement à ce qui existait dans le POS.
Les éléments de patrimoine identifiés dans la ZPPAUP ont été majoritairement traduits dans le PLU. Le règlement ne donne des indications architecturales que sur les secteurs situés en dehors du site patrimonial remarquable, le règlement actuel du Site Patrimonial Remarquable (ex-zppaup) étant applicable en tant que servitude et ne correspondant pas toujours aux éléments produits dans l'article 11.

C-III- ARGUMENTATION DES RAISONS DU CHOIX DU PROJET

C-III.1- OBJECTIFS DU PADD ET JUSTIFICATION

LES OBJECTIFS du PADD



Il se décline sous 4 thèmes. La modération de consommation de l'espace est fixée dans celui relatif au développement urbain et à l'habitat.

A – DEVELOPPEMENT URBAIN ET HABITAT

1/ Donner la priorité de développement à la centralité du bourg tout en affirmant les hameaux/quartiers historiques de la commune

Globalement le projet communal consiste à partir des espaces urbains existants réfléchir à des espaces de développement, en privilégiant les secteurs raccordés au réseau d'assainissement collectif, en mettant en valeur le patrimoine ancien, en préservant l'attrait touristique du bourg et l'activité viticole qui s'y trouve sous forme d'incrustations.

Le projet de petite ville est un élément majeur qui oriente la réflexion autour du noyau historique avec une gestion des paradoxes liées à sa préservation, sa mise en valeur et la volonté de développement affichée. L'image d'une « poupée » russe peut être associée à ce projet avec un cœur historique véritable noyau urbain, puis des développements par strates dont celle mettant en valeur ce cœur suivie d'éléments de développement plus urbains.

Il s'agit également de favoriser la mixité de l'habitat en permettant une diversification de l'offre en logements et des formes urbaines sur le territoire communal dans le respect des spécificités du cadre de vie; et du patrimoine

Les possibilités d'urbanisation sur des terrains situés dans des enveloppes urbaines existantes ne sont pas très importantes et la difficulté consiste à trouver des espaces de développement dans la logique des enveloppes urbaines existantes tout en respectant d'autres logiques qui relèvent de la mise en valeur du patrimoine, dont notamment l'écrin du bourg, et la préservation autant que faire se peut des entités viticoles importantes.

La commune dispose de services majeurs et importants dont l'école située au centre de gravité de la ville actuelle, entre le bourg ancien et les lotissements pavillonnaires.

Ainsi les élus souhaitent proposer un projet structurant les lieux de vie, de services afin d'éviter l'écueil des communes dortoirs et conforter l'ancrage patrimonial et paysager du bourg.

Objectifs:

La singularité de la commune est telle, que le bourg, à l'intérieur de ses fortifications, véritable cœur historique au patrimoine architectural reconnu, constitue à la fois une référence patrimoniale et urbaine forte, et un site insulaire qu'il faut préserver.

Cette situation contraint donc son développement dans ses abords immédiats du fait de perspectives majeurs et d'enjeux paysagers et implique une réflexion décalée spatialement.

La volonté communale consiste à réfléchir à une urbanisation cohérente fédérateur d'un petit centre-ville, malgré des écueils tels que la présence de la RD 10 qui sépare les principales zones d'habitat, la conservation d'un écrin paysager pour conserver un bourg ancien attrayant, la présence de la zone inondable qui borde la ville, la réalité d'une viticulture encastrée dans l'urbain et vice versa.

Pour autant elle dispose d'atouts importants comme la présence de l'école, d'équipements publics de sports et loisirs, de salles communales qui forment un cœur de ville vivant.

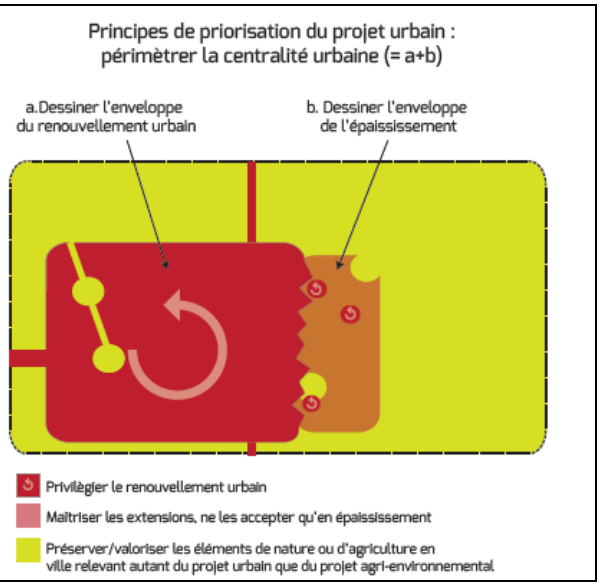
Le bourg ancien quant à lui dispose d'un potentiel qui nécessiterait une mobilisation de moyens en termes qualitatif dans une politique de restauration éclairée. La zppaup ne suffit pas à cette impulsion et cela reste du long terme. Dans le court et moyen terme, la volonté communale est de réaliser un véritable centre bourg en lien avec les habitations et services existants, englobant les quartiers de L'Arriou, Labastide, et Saint Serin, trois secteurs d'habitat importants aujourd'hui en déconnexion du bourg.
Les quartiers de Bouit et Pujol sur lesquels la collectivité a investi en termes d'assainissement collectif méritent un confortement dans l'enveloppe urbaine existante.
Tapy et Larchey demeurent des hameaux qui resteront également dans leur enveloppe tout en évoluant sur eux même.

2/ Maîtriser l'augmentation de la population et assurer un projet durable
La volonté de permettre aux jeunes de la commune d'y rester devra trouver une/des réponses. L'accueil d'une population nouvelle est également un enjeu fort.
La commune souhaite que la démographie redevienne positive avec un objectif d'ici 2030 qui se situe dans une fourchette entre 1800 et 2000 habitants maximum.
- Transports et déplacements
La nécessité de la coordination des politiques de mobilités avec les réflexions de planification est nécessaire : Les habitudes du territoire ne vont pas dans le sens du transport collectif, mais des dispositifs variés et multiples pourraient permettre l'alternative à la voiture individuelle.
La commune dispose d'une aire de co voiturage mais la question de la mobilité dépasse le cadre de la compétence de la commune.
Objectifs
Favoriser les liaisons douces, développer les espaces publics, réfléchir sur des liens entre les quartiers, en particuliers autour de la RD10 est un enjeu important.
Améliorer l'accessibilité aux commerces et services existants dans le village et envisager d'étoffer cette offre semble majeur pour permettre à la population de venir et rester vivre à Rions.
- ***Les réseaux d'énergie***
Favoriser les énergies renouvelables, la récupération des eaux pluviales le recours aux énergies solaire, géothermique tout en préservant l'identité des quartiers et du centre bourg historique, du patrimoine architectural et paysager existant en orientant et encadrant le développement d'installations à fort impact paysager

3/ Prendre en compte le risque inondation et préserver les zones de captages eau potable
Au sujet des **risques inondations**, le PLU avait tramé des zones susceptibles d'être inondées sur certains sites ponctuels. Le territoire communal présenté également un enjeu pour la **protection des ressources en eau** utilisées pour l'eau potable.
Objectifs : le **maintien en zone non bâtie des zones où le risque inondation est connu** est une évidence au regard des connaissances actuelles, de même que, **la protection de la ressource en eau** aux abords des zones de captage AEP.

4/ Objectifs chiffrés de modération de la consommation de l'espace et de lutte contre l'étalement urbain
Le fait de développer la commune majoritairement sur des espaces en assainissement collectif va renforcer une utilisation économe de l'espace.
L'utilisation de bâtiments existants est également un levier intéressant permettant à la fois la sauvegarde d'un patrimoine et une moindre consommation des terrains.
L'utilisation et l'extension de bâtiments existants est également un levier intéressant permettant à la fois la sauvegarde d'un patrimoine et une moindre consommation des terrains. Le PLU fera en sorte de permettre ce type d'aménagement.
La modération de consommation de l'espace prend comme référence la consommation constatée dans le diagnostic, c'est-à-dire 0.81 par an (sur la période 2006/2014.
Plusieurs « entrées » peuvent être considérées dans la notion de consommation de l'espace. La collectivité en propose trois qui permettent de fixer des objectifs de modération de la consommation de l'espace.

- Assurer une densité moyenne approchant 14 logements/ha dans la production nouvelle, contre une densité de 8 à 10 logements constatée entre 2006 et 2014
- limiter les extensions urbaines affectée au le logement, au-delà des enveloppes urbaines identifiées dans le PLU, à 0ha50 par an environ, en moyenne Il s'agit de la notion d'urbanisation « en épaississement ».
- limiter la consommation des surfaces actuellement non artificialisées, qui seront affectées au logement à moins de 0.85 par an (renouvellement et extension)



B- PROTECTION DES ESPACES NATURELS, AGRICOLES ET FORESTIERS

1/Orientations en matière de protection des espaces agricoles et forestiers
L'activité viticole est un sujet important pour ce territoire autant sur le plan économique qu'environnementale et paysager.
Les habitants sont très attachés au cadre de vie de la commune, fait de paysages naturels et agricoles variés. La commune note une attractivité de son territoire . Le projet communal s'inscrit dans **une volonté de consommation limitée et optimisée des espaces de production** agricole, **en conservant les entités fonctionnelles existantes**.
Le territoire communal ne dispose pas d'un massif de production forestier.
Objectif : Garantir la viabilité de l'économie agricole passe par une constructibilité agricole qui devra pouvoir évoluer vers des aménagements ou constructions à même de répondre à des besoins ou des projets de diversification.
Ces constructions ou aménagements devront être strictement nécessaires à l'activité agricole et dans le respect du patrimoine, des paysages et de l'environnement : les enjeux prospectifs liés au développement des circuits courts, de la transformation à la ferme, de la valorisation des sous-produits (énergie, éco-construction, litière…) ainsi que les diversifications mesurées venant compléter le revenu agricole (hébergement, loisirs, pédagogie…) auront bien entendu toute leur place dans les possibilités d'évolution des exploitations.

2/ Orientations en matière de protection des espaces naturels et préservation et remise en état des fonctionnalités écologiques supports de la trame verte et bleue
La commune souhaite réévaluer les conditions du développement démographique et économique communal en tenant compte notamment également des enjeux environnementaux (notamment le site Natura 2000 « La Garonne», la zone inondable), des contraintes agricoles, des caractéristiques paysagères et patrimoniales, des corridors écologiques, des trames vertes et bleues, des équipements communaux et de la situation avec les communes limitrophes

C/ PROTECTION DES PAYSAGES, DU PATRIMOINE ET DU CADRE DE VIE, ET DE L'IDENTITE DU TERRITOIRE

La qualité du cadre de vie du territoire est liée aux importantes surfaces agricole et naturelle, aux caractéristiques paysagères et patrimoniales, aux équipements communaux, à la présence de sites protégés spécifiques -protections au titre des sites ,des monuments historiques, de la ZPPAUP.

1/ Il s'agira en particulier **de déterminer les secteurs ou quartiers les plus propices au développement urbain** des prochaines années, compte tenu des caractéristiques particulières du cadre bâti de la commune et de l'identité propre à chaque quartier.
Sur les coteaux plusieurs quartiers relèvent également d'une histoire et d'une identité forte qui transparait au travers d'un patrimoine architectural et urbain ancien, autour duquel le développement s'est réalisé.
Le territoire est étendu et une partie des constructions réalisées pendant le POS sont situées dans des espaces qui aujourd'hui ne sont pas assimilables à de véritables quartiers.
Au plan de la forme urbaine, cela s'est en partie traduit par une urbanisation linéaire le long des voies parfois sur les crêtes, dont une grande partie en assainissement autonome et qui ne constitue pas aujourd'hui une cible de développement.

2/ La **présence de l'assainissement collectif** peut conduire à une **urbanisation qui peut se densifier** aujourd'hui. Les aspects environnementaux, impactant une grande partie du territoire sont des éléments qui influencent la commune dans son choix d'opter pour un raccordement majoritaire des nouvelles constructions à l'assainissement collectif.
Objectif : les aspects environnementaux, impactant une grande partie du territoire sont des éléments qui influencent la commune dans son choix d'opter pour un raccordement majoritaire des nouvelles constructions à l'assainissement collectif.

3/ enjeu patrimonial majeur
L'enjeu patrimonial est majeur. Le bourg constitue un élément incontournable et reconnu, sa mise en valeur est indispensable de même que sa reconquête en termes d'habitat. La ZPPAUP qui peut être transformée en AVAP est un élément important qui participera à cette reconquête mais nécessite un accompagnement plus poussé comme un secteur sauvegardé par exemple afin d'empêcher la transformation irréversible de ce patrimoine commun
Le monastère du Bousey doit être préserver de toute urbanisation nouvelle étrangère à sa vocation .
Les châteaux les plus emblématiques (Cayla, Jourdan, Mony, Esplinguet) doivent être préservés comme éléments de notre patrimoine.
.

D/ OFFRIR UN SOCLE ECONOMIQUE ET SOCIAL ADAPTES AUX BESOINS

1/ Développement économique
Favoriser la diversité des fonctions et assurer le maintien et le développement des activités économiques en particulier en limite avec Beguey
Le bourg ancien participe de ces activités économiques directes, mais également indirectes par la répercussion en termes d'image, sur l'attrait touristique de la commune.
La commune est parfaitement placée dans une perspective de développement touristique à échelle intercommunale entre la Communauté de Communes des vallons de l'Artolie et des Coteaux de Garonne, que ce soit au plan du patrimoine bâti, du tourisme fluvial, de l'œnotourisme.
Cette économie touristique devra être relayée dans les possibilités offertes par le PLU

2/ Développement des communications numériques
Le bourg connait un débit satisfaisant.
La fibre optique passe sur la commune, il reste à ce qu'elle la desserve. Ceci pourrait alors permettre une réflexion sur le télé travail par exemple, en lien avec la thématique sur les mobilités.

3/Equipement commercial
Renforcer les commerces et services existants dans et à proximité du bourg, à la fois pour les visiteurs et pour la population
Le marché dominical qui existe est déjà un élément fédérateur ponctuel qu'il faut renforcer.

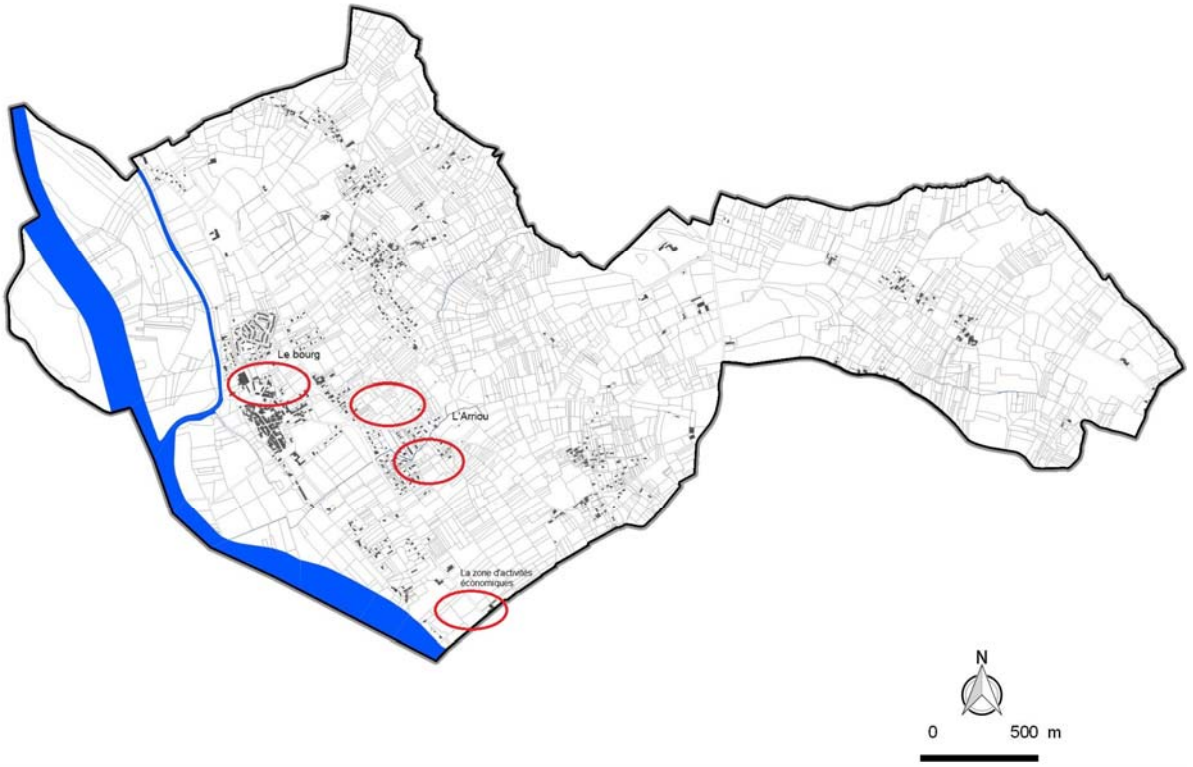
4/Loisirs
Les activités de loisirs sont tournées vers le sport avec une plaine pourvues d'équipements qui sont également importants dans leur relation avec l'école. Paradoxalement ces secteurs se situent sur des emprises qui pourraient utilement accueillir des logements et participer ainsi à lier le centre ancien et le quartier Saint Serin. Une réflexion plurielle en termes d'usages et de requalification sur ces espaces est nécessaire.

Objectifs PADD	Justification	Document supra
A – DEVELOPPEMENT URBAIN ET HABITAT • Donner la priorité de développement au bourg et sa couronne urbaine et dans un second temps aux quartiers ou hameaux historiques • Maîtriser l'augmentation de la population avec l'objectif de ne pas dépasser +200/400 habitants à l'horizon de 2030, • Limiter l'artificialisation nouvelle pour le logement entre le 01/01/2017 et le 31/12/2027 à moins de 0.85 ha par an • Limiter les extensions urbaines à moins de 0.50ha/an • Atteindre une densité moyenne de 14 logements par ha contre 8 à 10 constaté sur la 2006/2014 • Prise en compte des risques d'inondation et de la gestion des eaux pluviales • Prendre en compte la question des mobilités et de l'énergie	Rions est un centre de vie très local du point de vue de ses équipements scolaires, administratifs, culturels, sportifs. La configuration du territoire, autant que son histoire explique la structure des sites bâtis et l'implantation urbaine, en partie dans la centralité du bourg, mais également dans des quartiers structurés qui ne peuvent considérés comme des espaces naturels ou agricoles. En accès aisé à la métropole, la commune se situe sur une périphérie rurale, largement viticole, avec un patrimoine historique remarquable. A ce titre la commune justifie un projet de développement maîtrisé pour maintenir et conforter la vie sociale et économique de son territoire. Le développement de la zone d'activité existante, des structures commerciales et d'équipements seront le support de la dynamique de ce territoire dont le développement a été très modéré. L'économie de l'espace en modulant les espaces de développement et la densité au regard des formes urbaines et de la nécessaire diversité de l'offre en logement trouve une place centrale dans le projet conformément aux enjeux nationaux et locaux.	absence de PLH
B- PROTECTION DES ESPACES NATURELS, AGRICOLES ET FORESTIERS	Soutenir l'économie agricole pour assurer le maintien et le développement d'une agriculture locale Protection des entités agricoles et prise en compte des lisières vigne/urbain Prise en compte des éléments de la biodiversité (réservoirs, corridors, habitats d'intérêt, natura 2000) Protection des paysages notamment des coteaux et des perspectives vers la cité médiévale Prise en compte de la trame bleue et déclinaison locale Prise en compte des milieux d'intérêt des inventaires terrains, notamment des zones humides	
C/ PROTECTION DES PAYSAGES, DU PATRIMOINE ET DU CADRE DE VIE, ET DE L'IDENTITE DU TERRITOIRE • Déterminer les secteurs ou quartiers les plus propices au développement urbain des prochaines années, • La présence de l'assainissement collectif peut conduire à une urbanisation qui peut se densifier aujourd'hui • Préserver le Broussey et les châteaux/demeures emblématiques	Conforter/renforcer l'ancrage des services et commerces de proximité dans le bourg Maintenir et développer les activités culturelles, sportives et de loisirs procèdent de ce même objectif Economiser l'espace et limiter l'artificialisation et l'extension urbaine Maîtriser les pollutions diffuses et limiter leur impact (prise en compte de l'aptitude des sols) Préserver le patrimoine architectural et les paysages, notamment l'identité « coteaux de Garonne »	Cohérence avec la politique d'aménagement économique communautaire SDAGE Adour Garonne

D/ OFFRIR UN SOCLE ECONOMIQUE ET SOCIAL ADAPTES AUX BESOINS • Développement économique • Développement des communications numériques • Equipement commercial • Loisirs	Conforter le pole artisanal communal et permettre l'installation de nouvelles activités afin de diversifier le bassin d'activité local Prévoir un bassin de vie qui maintienne un niveau d'emploi suffisant Assurer le maintien de l'économie de la sphère productive, notamment l'agriculture Le réseau numérique est un facteur de développement indéniable qu'il est important de développer et d'optimiser Offrir le panel de services et commerces de proximité Assurer un cadre de vie harmonieux et garant du lien social, c'est-à-dire maintenir la ruralité	Politique économique et touristique de l'intercommunalité

C-III-2-1- LES ORIENTATIONS D'AMENAGEMENT ET DE PROGRAMMATION

La commune traduit ses intentions dans le dossier d'orientations sur des secteurs importants dans son projet.
Ce sont tous des secteurs en lien avec le logement
Dès lors que le choix est acté de préserver les abords du bourg médiéval, la constructibilité est obligée de s'écarter de ce centre urbain.
A cela s'ajoute les aspects de préservations des terres agricoles et des paysages ainsi que la prise en compte de la ZPPAUP qui rend une grande partie du territoire inconstructible.
La mise en place des réseaux est également un élément important dans le projet de développement.
Les secteurs concernés par les orientations sont ceux qui accueilleront principalement la population à venir. Les orientations visent à la fois à une maitrise de la forme urbaine, de la prise en compte des risques et de l'environnement au sens large, tout en veillant à éviter de gaspiller un foncier rare sur ce territoire. La maitrise foncière en partie communale via un emplacement réservé est destinée à assurer à minima un développement nécessaire au maintien des équipements et à la vie dans la commune.



Le secteur du bourg
Il est destiné à mettre en valeur le bourg médiéval dans un premier temps en portant attention au passage sur la route d départementale.
En confortant les équipements d'intérêt général situés entre le bourg et la route, la collectivité souhaite mettre pérenniser ces équipements tout en aménageant les accès, stationnements qui pourront ainsi être mutualisés entre les besoins des équipements et ceux des visiteurs.
Le lotissement Saint Seurin pourra ainsi être relié au bourg via des liaisons douces qui existent déjà mais ne sont pas formalisées.
Une réflexion sur la végétalisation et les cheminements doux est initiées pour apporter une qualité d'entrée de ville qui fait aujourd'hui défaut.
Sont ainsi anticipés l'agrandissement de l'école, les stationnements, ainsi qu'une réflexion à long terme sur les espaces les plus propices à la mise en place de commerces. Ils sont ainsi utilisés à la fois pour capter le visiteur et apporter à la population locale présente et à venir des services complémentaires. La situation le long de la route départementale répond à ces deux attentes, du passage et des extensions futures situées sur sa rive Nord..

Le secteur au Nord de la route départementale (l'Arriou) se compose de deux espaces.
Les deux se calent dans une armature urbaine existante dans laquelle les espaces viticoles se trouvent en situation d'enclaves.
L'un est couvert par un emplacement réservé au titre de l'article L151-41-4° du code de l'urbanisme et vise la réalisation de logements dans le cadre de la mixité sociale avec une maitrise communale. Collectifs, maisons accolées, maisons individuelles et cheminements doux reliant au bourg via des aménagements sur la départementale.
L'autre secteur se situe entre le cimetière et les secteurs viticoles sur des terrains impactés en partie par des risques hydrauliques qui ont été intégrés sous formes d'espaces publics pouvant accueillir un bassin de rétention. Le secteur propose une urbanisation mixte faite de maisons individuelle en lien avec l'environnement immédiat mais également de maisons plus accolées et de collectifs.

Zone d'activité
En limite de la commune voisine de Beguey, le long de la RD10, en continuité de la zone d'activité économique existante, une orientation d'aménagement est proposée pour l'implantation d'acteurs économiques, en particulier des artisans.
Un secteur bâti pourra se présenter sous forme linéaire le long de la D10. Il est important de présenter une façade « vitrine » dans le sens où les différentes façades se succèdent sur un même plan afin de renforcer l'aspect unitaire et cohérent du bâti le long de la voie.
Les espaces de stockage et de stationnement sont reportés en arrière-plan sur les espaces les moins en vue de la route départementale.
Une voirie interne le avec un seul accès sur la RD10 permettra de desservir l'ensemble de la zone. Au plan paysager des pourront être installés le long de la D10 de manière à marquer paysagèrement la séquence bâtie.Une autre rangée pourra venir marquer la transition entre la zone d'activités et les terrains naturels situés en partie Sud.

C-III-2-2- LES EMPLACEMENTS RESERVES

Le projet prévoit une trentaine d'emplacements réservés dont une partie préexistait au POS, afin de permettre la mise à niveau de certains aménagements routiers ou certains équipements :

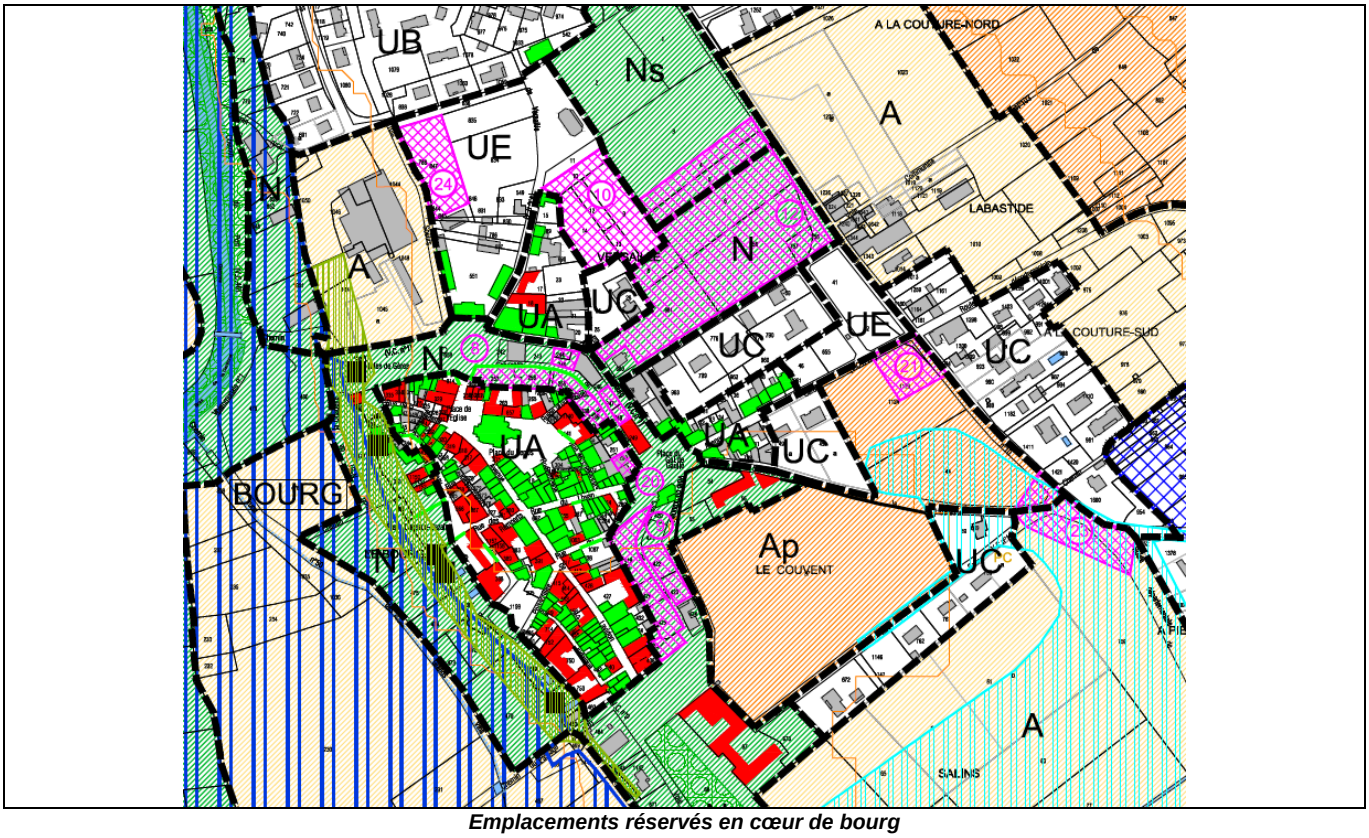
N° POS	N° PLU	**- Des emplacements réservés concernent la RD10 au titre du conseil départemental**	
R1		***Aménagement de la RD10***	***Supprimé suite à l'avis PPA et l'EP***
R2		***Aménagement de la RD10***	
R3		***Aménagement de la RD10***	
	21	Aménagement du carrefour	Ajouté
	22	Aménagement du carrefour	Ajouté
	23	Aménagement du carrefour	Ajouté

Les autres concernent la commune :

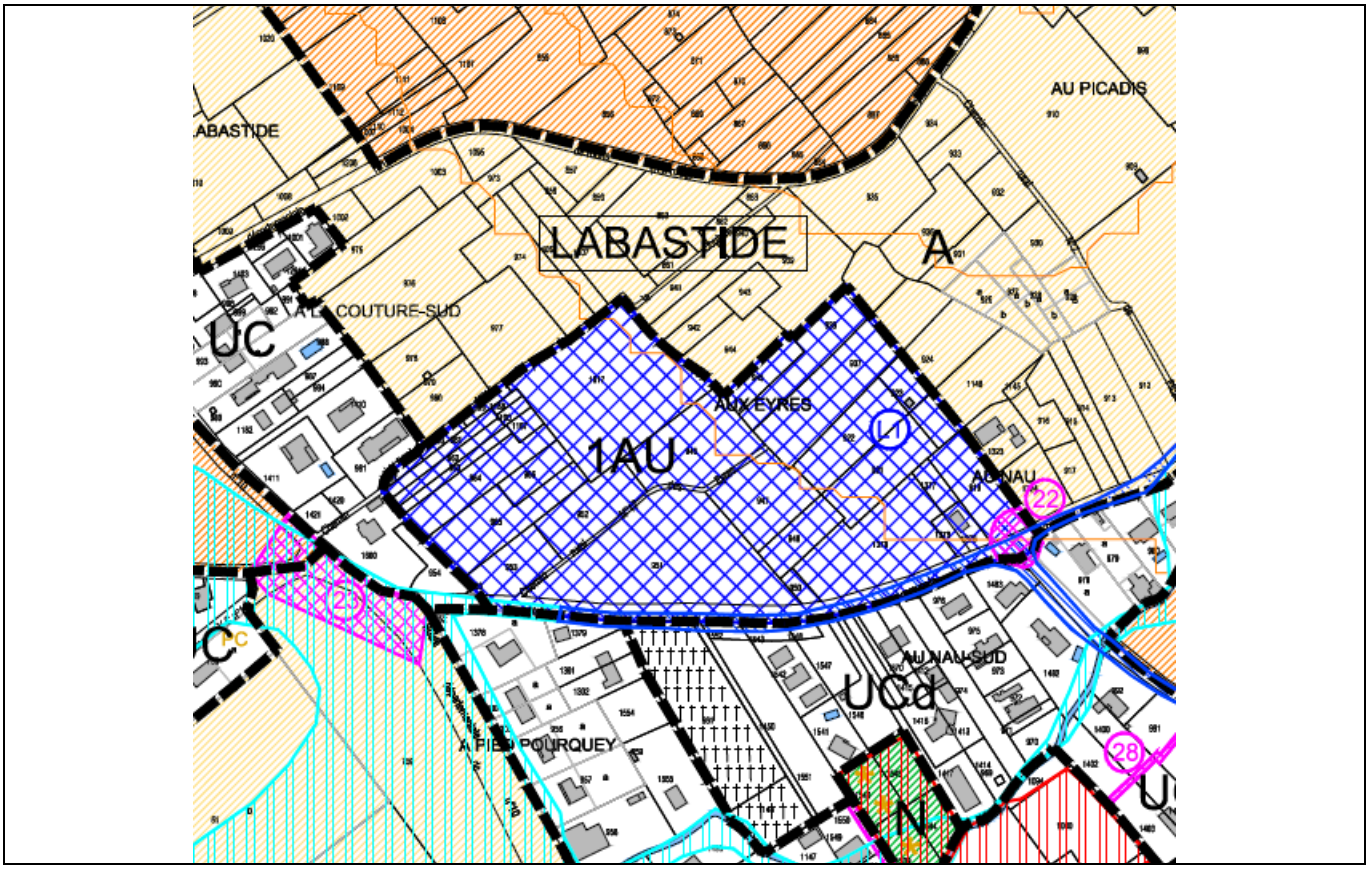
N° POS	N° PLU	**- Des élargissements de voirie et aménagement de carrefour sont indiqués - Des créations de voie pour désenclaver des secteurs - Des créations de chemins piétons pour conforter le maillage existant conformément au PADD**	
R4	1	Elargissement à 10m du chemin rural n°39 aux Dagoisses	Conservé
R5	2	Elargissement à 10m de l'emprise de la VC n°24 à Thibeau-Sud	Conservé
R6	3	Elargissement à 10m de l'emprise de la VC n°25 à Tapy	Conservé
R7	4	Elargissement à 10m du chemin rural n°14 aux «Moulins de Bouit »	Conservé
R8	5	Création d'une voie de désenclavement	Conservé
R9	6	Création d'une voie de désenclavement	Conservé
R10	7	Elargissement à 10m du chemin de Baquey	Conservé
	14	Elargissement de la voie à 4m d'emprise	Ajouté
	15	Elargissement de la voie à 7m d'emprise	Ajouté
	16	Elargissement de la voie à 10m d'emprise	Ajouté
	17	Elargissement de la voie à 10m d'emprise	Ajouté
	18	Elargissement de la voie à 8m d'emprise	Ajouté
	19	Aménagement du carrefour	Ajouté
	25	Elargissement de la voie à 10m d'emprise	Ajouté
	26	Elargissement de la voie à 12m d'emprise	Ajouté
	27	Création d'un chemin piéton de 3m d'emprise	Ajouté
	28	Création d'un chemin piéton de 3m d'emprise	Ajouté

N° POS	N° PLU	**- L'extension du groupe scolaire et des stationnements liés du fait des problématiques actuelles - La création d'un espace public au droit de la D10 pour conserver un espace de mise en valeur de l'entrée de village - L'extension des équipements sportifs nécessaires à terme - La mise en valeur de la muraille et des fossés en périphérie de la cité médiévale pour promouvoir l'attractivité du site en terme touristique notamment - Un équipement de loisirs et tourisme en bord de Garonne afin d'assurer l'accueil sur ces espaces qui seront des sites d'intérêt pour le tourisme et les loisirs dans le cadre de la mise en valeur du fleuve - L'extension du cimetière étant été réalisée, l'emplacement n'est pas reconduit**	
1	8	Mise en valeur des fossés	Conservé
2	9	Mise en valeur des fossés	Conservé
3	10	Extension d'équipements sportifs	Conservé
4		***Extension du cimetière***	***Supprimé***
5	11	Aménagement d'un équipement de tourisme et de loisirs	Conservé
6	12	Création d'un espace public	Conservé
	13	Aménagement de talutage	Ajouté
	20	Mise en valeur de la muraille	Ajouté
	24	Stationnement-extension groupe scolaire	Ajouté

Une étude préalable a été réalisée par le CAUE afin de projeter des aménagements pour les stationnements et les voies. Les avis PPA, notamment le conseil départemental ont conduits à retirer des emplacements réservés initialement prévus.



Emplacements réservés en cœur de bourg



Au titre de l'article L151-41-4° du code de l'urbanisme, un emplacement est réservé en vue de la réalisation de logements dans le cadre de la mixité sociale. Une orientation d'aménagement et de programmation définit le programme de logement, qui prévoit une mixité entre des logements collectifs, accolés et individuels. Des accès sont indiqués ainsi que des liaisons douces en particulier avec le bourg historique.

C-III.2.3 – Le ZONAGE et le REGLEMENT: principales orientations

Plusieurs critères d'ordre technique, économique et esthétique, ont guidé l'évolution du zonage, notamment :

- Les accès et voiries (dimensions, sécurité).
- Les risques
- La viabilité : présence ou non des équipements eau (existence et capacité du réseau), électricité, assainissement, protection incendie, cheminements doux…
- L'utilisation actuelle des sols et leur valeur en particulier dans le domaine agricole ou écologique
- Les appréciations liées au paysage, à sa valeur esthétique à l'échelle communale.
- La proximité ou non d'installations agricoles.
- L'accroissement ou non de la dispersion et des charges de fonctionnement de la collectivité.
- Les secteurs d'équipements sont projetés en termes d'espaces centraux fédérateurs pour le long terme



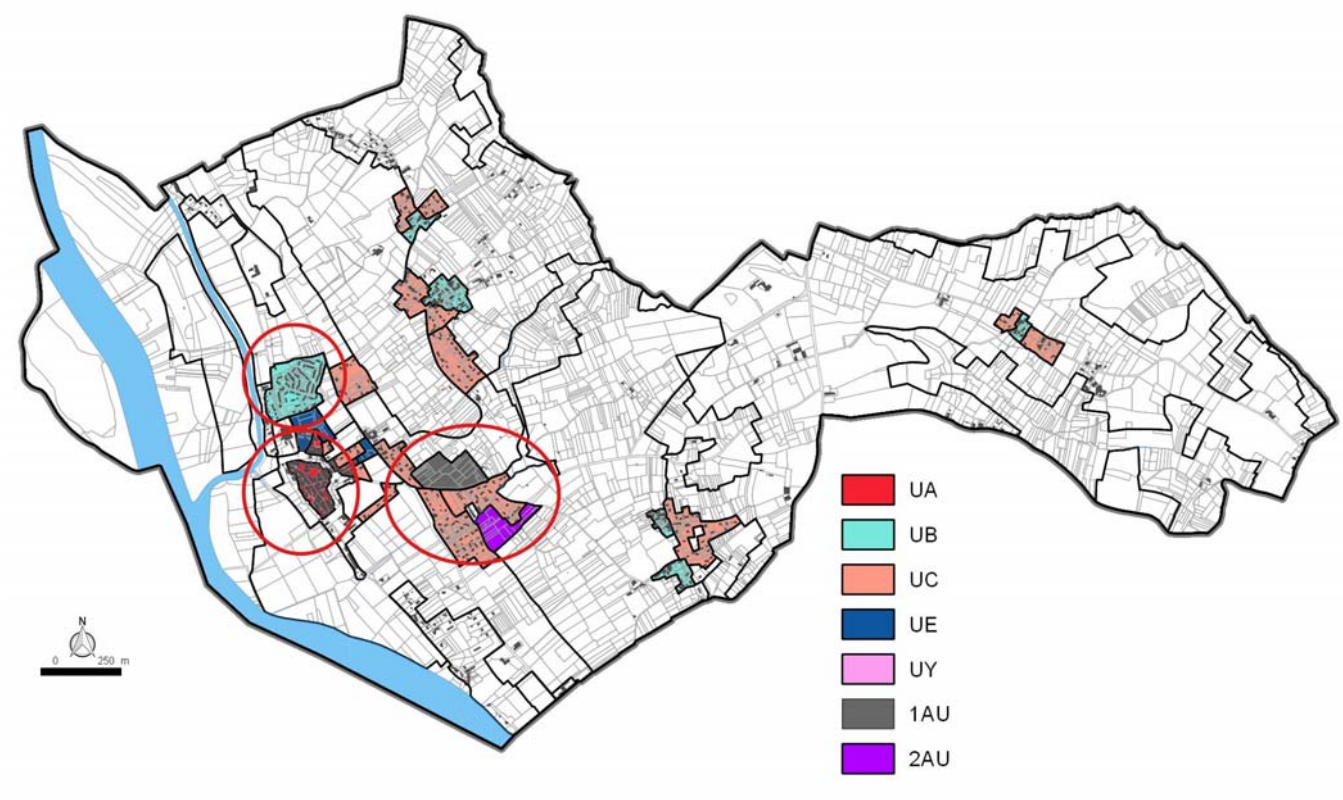
Enveloppes urbaines

La centralité du Bourg

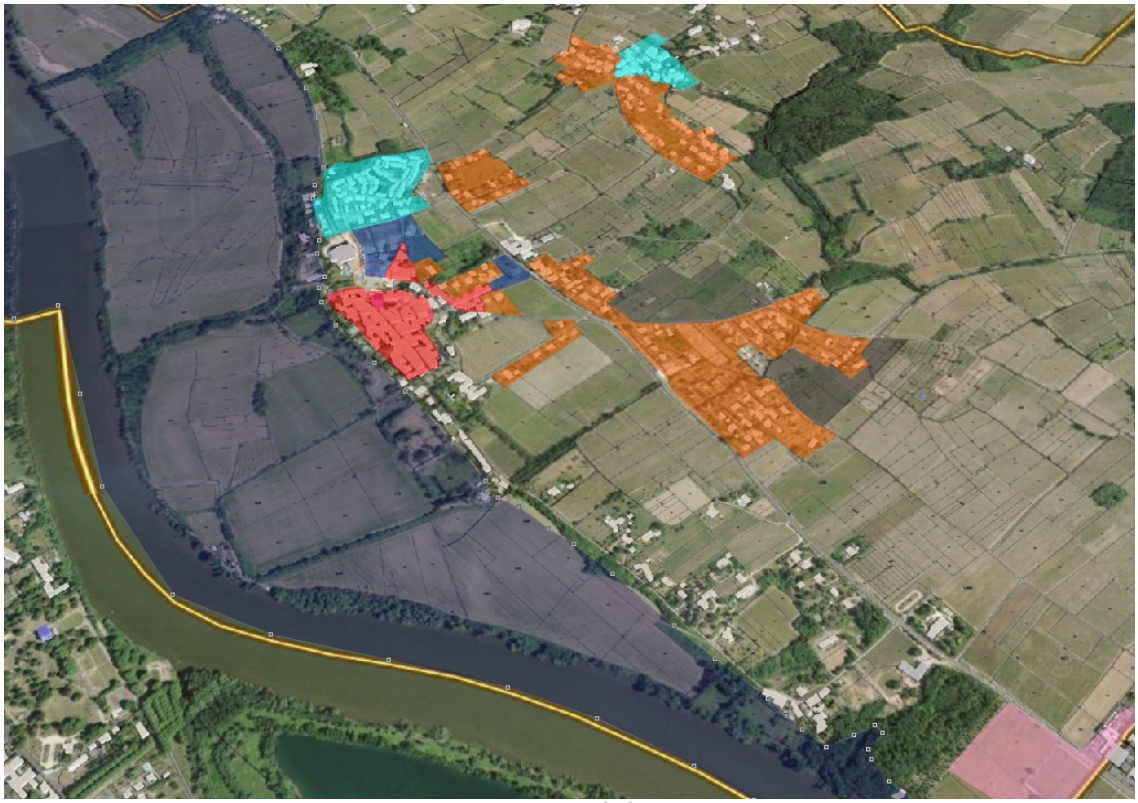
Le zonage ***UA*** indique la présence du bourg médiéval. La zone UE fait l'interface entre ces deux secteurs comme transition à la fois fonctionnelle et urbaine.
Des zones N et A sont indiquées très proche du bourg ancien, les plus importantes au plan paysager sont protégés de la constructibilité (N et Ap).
La zone inondable fait frontière naturelle sur le flanc ouest du bourg ancien.
L'ensemble de ces espaces sont reliés à l'assainissement collectif

La centralité Labastide-L'Arriou et St Serin

La zone UB, représente le développement pour les logements dans un modèle pavillonnaire de la fin du 20° siècle. Alors que la zone UC représente des logements ponctuellement implantés dans de plus grands jardins qui participent à « l'écrin végétal » du bourg.



Zonage PLU



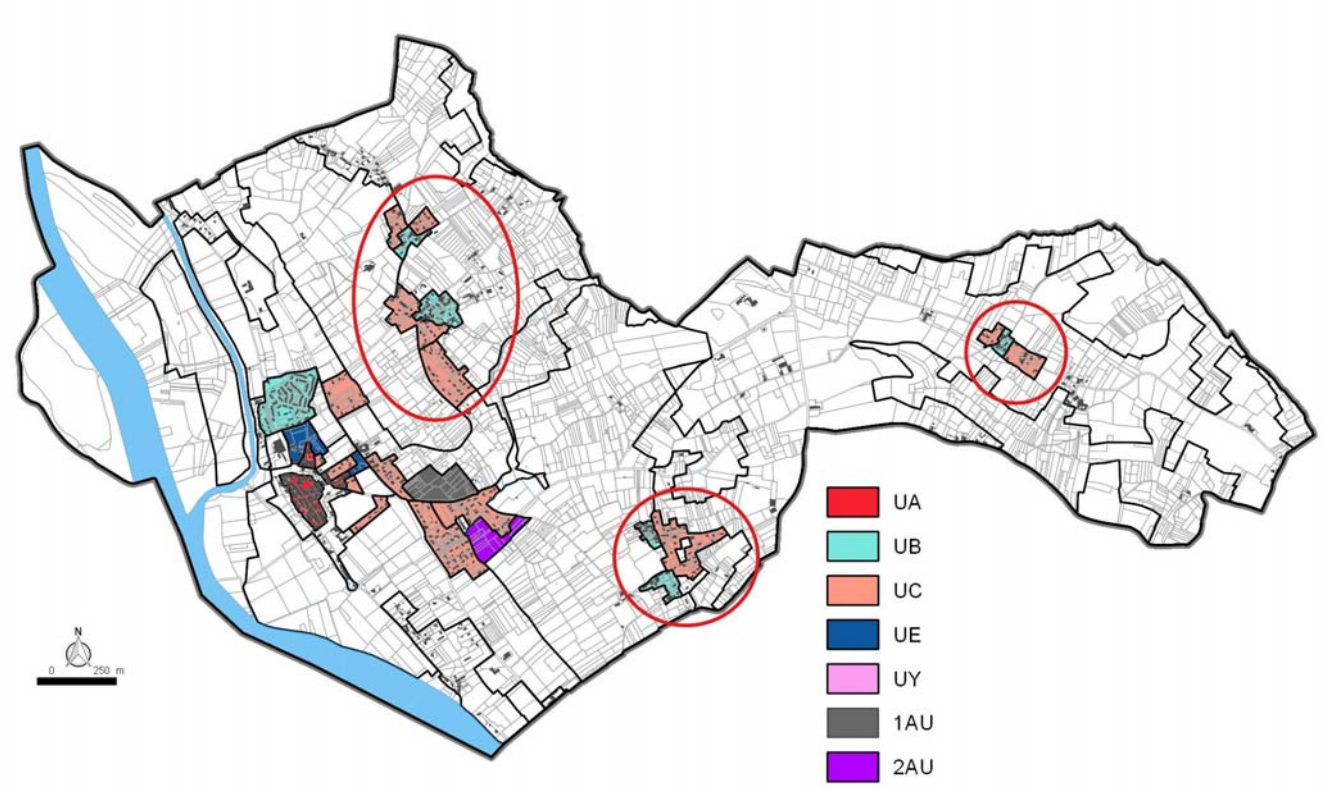
Les zones urbaines

La zone inondable très prégnante cale le front Ouest du bourg.
Le zonage cantonne les secteurs constructibles sur des espaces existants pour les zones U
Les zones AU prennent place en continuité de quartiers existants au plus près possible du bourg et des équipements publics eu égard aux respects de l'enveloppe paysagère du bourg médiéval, de la zone inondable, de la préservation des zones agricoles et des perspectives, tout en tenant compte de la présence des réseaux.

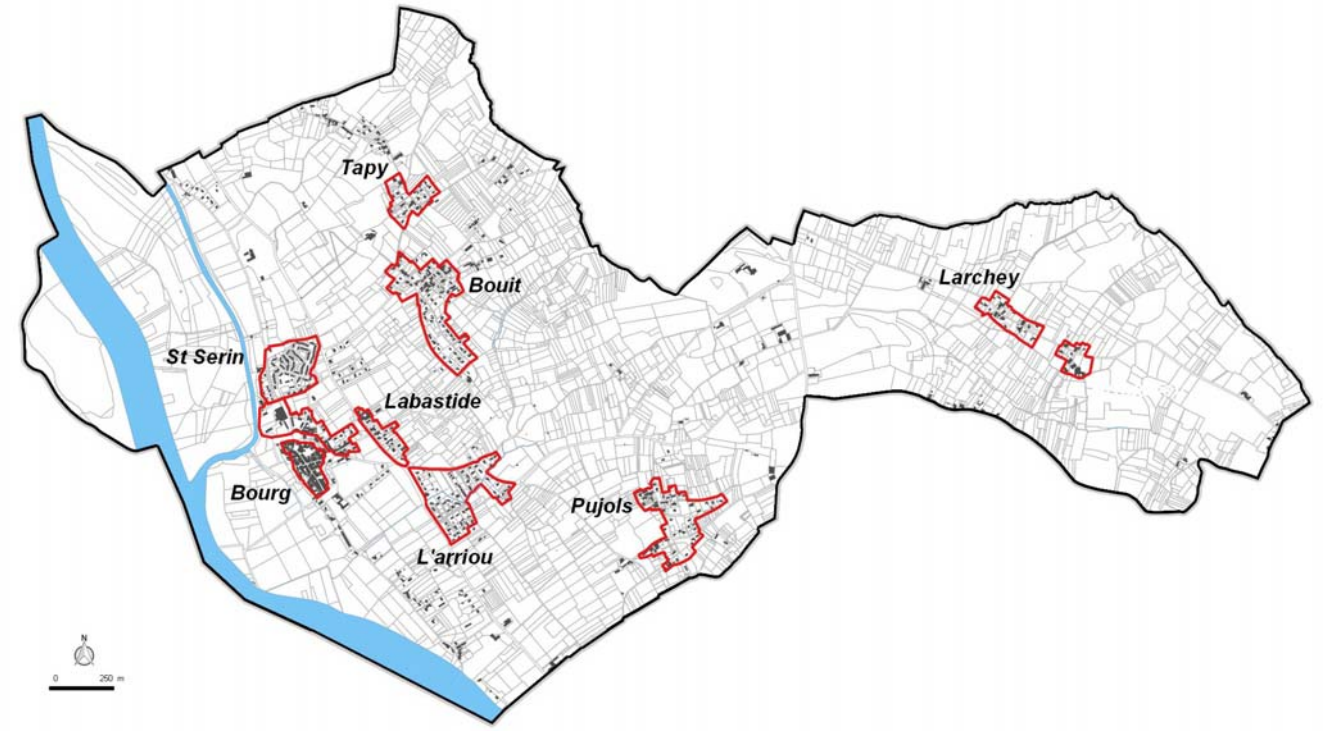
Les quartiers

Ces espaces ne sont pas la cible du développement ; ils correspondent à des espaces urbanisés conséquent qu'il est prévu de conforté de façon très limitée. Plusieurs entités ont été définies :

- ***Le quartier Bouit et le quartier Tapy*** dont la zone urbaine est calée au plus près des constructions existantes. Sur Bouit, un secteur s'étend très légèrement vers le Nord en lien avec la mise en place de l'assainissement collectif, mais ce potentiel fait face à une urbanisation existante de l'autre côté de la route
- ***Le quartier Pujols***, relié à l'assainissement collectif partiellement ne se développe pas au-delà de ses limites actuelles. Le zonage a été calé pour éviter des pentes importantes non propices aux constructions
- ***Le quartier Larchey*** est le plus au Nord et constitue la porte d'entrée au quartier du Broussey dans lequel prend place l'abbaye. Ces espaces ont été calés sur les maisons existantes à l'exception de Broussey qui a été versé en zone agricole en vue de sa préservation en tant que patrimoine que ce soit in situ aussi bien que par rapport à son environnement immédiat.



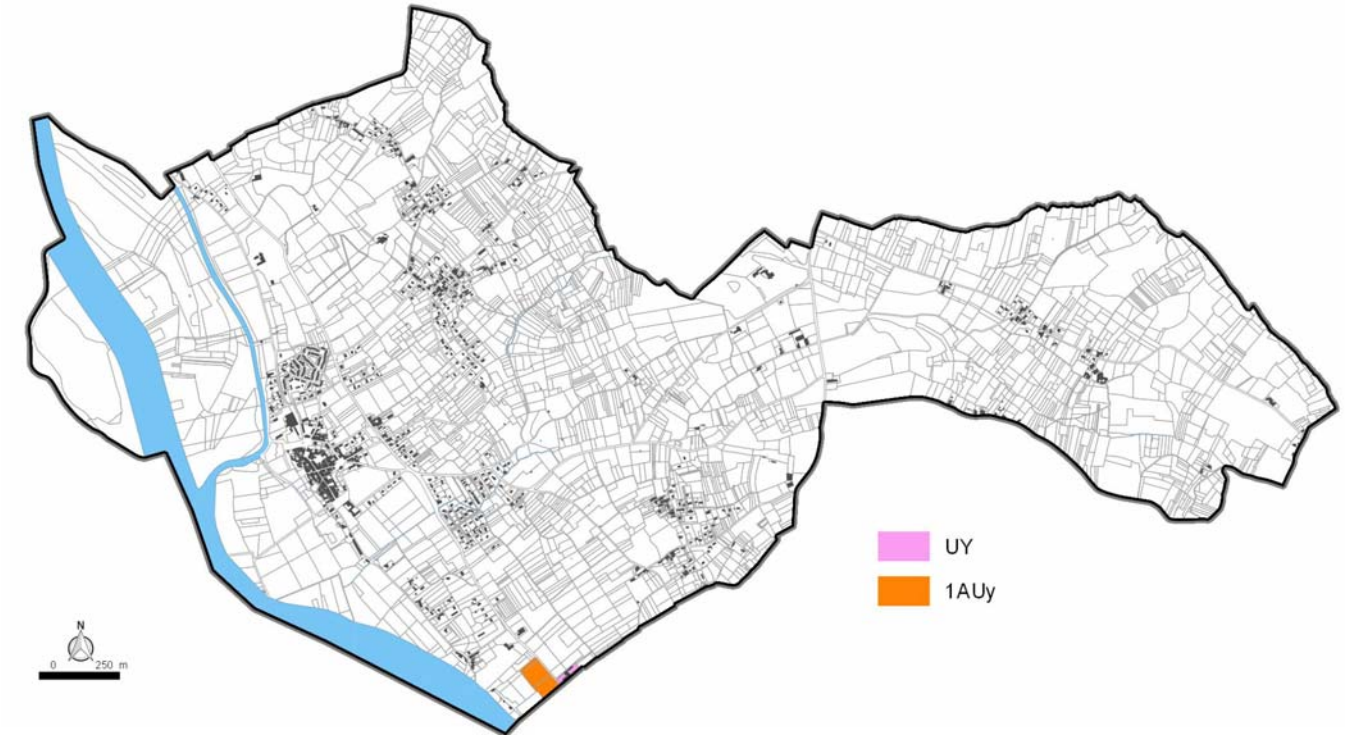
Zonage PLU



Enveloppes urbaines

Les zones d'activités

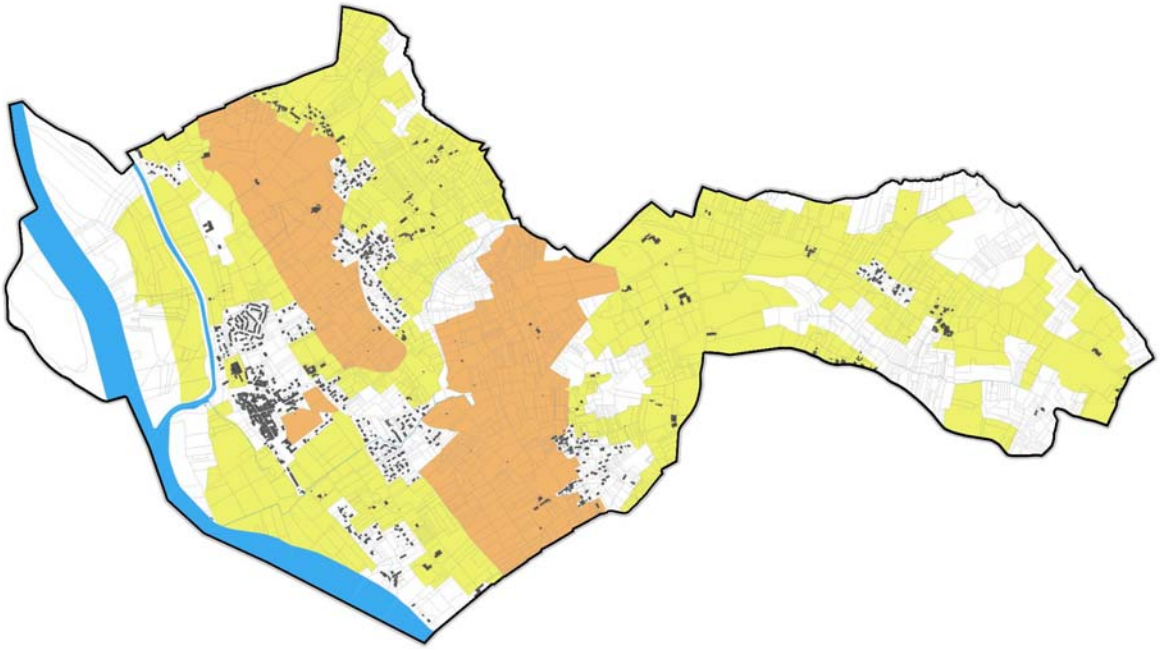
Le zonage a relayé le site d'activités existant en continuité de celui de Beguey:
Les volontés de développement déjà initiées dans le POS mais en continuité de ce qui existe le long de la voie a été transformé dans le PLU sur la rive opposée mais toujours en continuité avec Beguey. En effet les terrains y sont plus propices car n'étant impactés ni par des espaces en vignes ni par des perspectives majeures qu'il y a lieu de préserver.
Cette zone se cale également sur les boisements existants qui sont portés en Espaces Boisés Classés ce qui atteste de la volonté de contenir cette urbanisation.



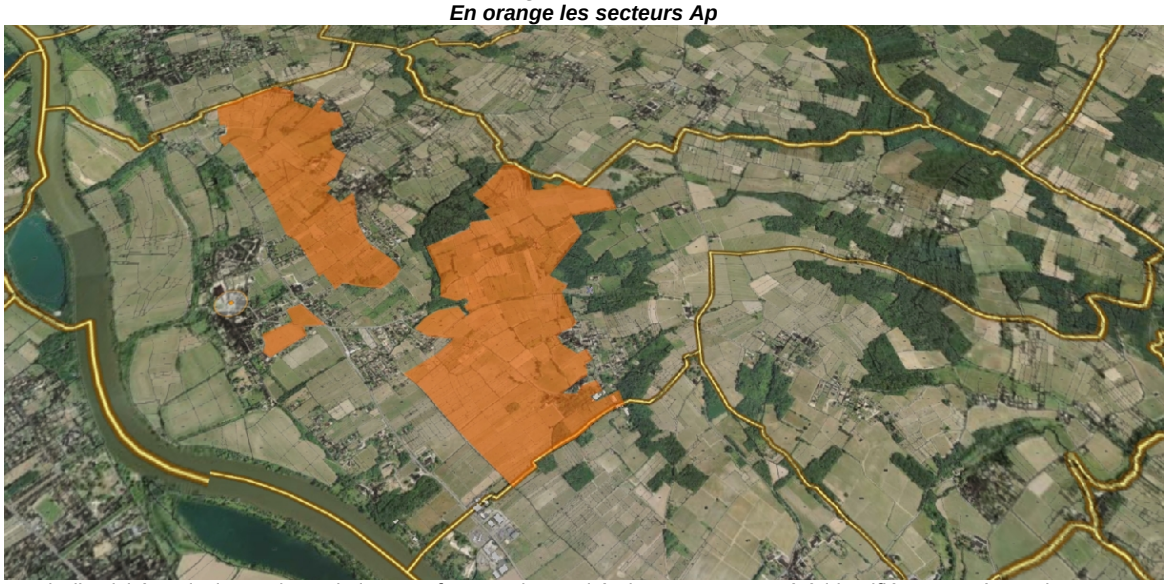
La zone 1AUY



Le développement prévu sur la gauche de la route. La droite de la route prévue au POS en zone d'activité est versée en zone Agricole
La zone 1AUy est prévue sur la gauche de la RD10.



Les zones agricoles sur le territoire
En orange les secteurs Ap



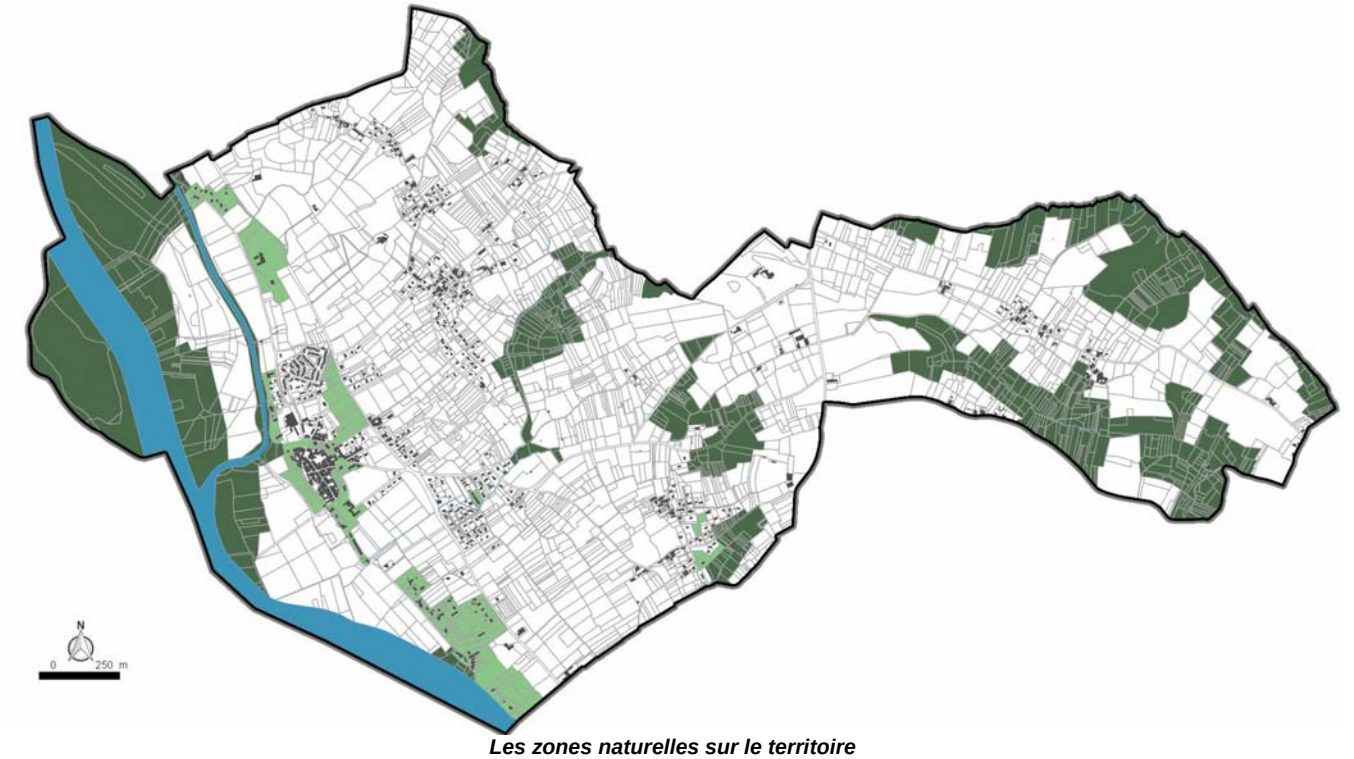
La présence de l'activité agricole sur le territoire est forte et des entités importantes ont été identifiées pour être prises en compte via le zonage A qui assure la constructibilité nécessaire à l'activité agricole. Certains espaces agricoles eu égard à leur caractère inondable et aux enjeux de biodiversité ont été intégrées en zone N.
Le PLU met en valeur deux grands espaces de coteaux très perceptibles tant depuis la route départementale que depuis le bourg médiéval en les intégrant au zonage Ap. Le secteur Ap délimite en effet les espaces agricoles sensibles sur le plan du paysage, comme les coteaux agricoles fortement perceptibles (qui sont également les meilleurs terroirs de l'AOC), sur lesquelles la constructibilité est très limitée (extension mesuré de ce qui existe). Cette vocation paysagère cumulée aux enjeux de terroirs explique la limitation de la constructibilité.

L'activité agricole tient un rôle important en termes de perception de ces espaces. Cette identification répond en partie à des indications, relayées en cela dans les préconisations du SCOT. On notera également en plein bourg, des espaces viticoles à enjeu paysager majeur, dans l'approche de la cité médiévale. Ces espaces sont également classés en zone Ap.
Le bourg est ainsi protégé dans son écrin naturel mais également par des espaces agricoles qui ont été portés en secteurs Ap.

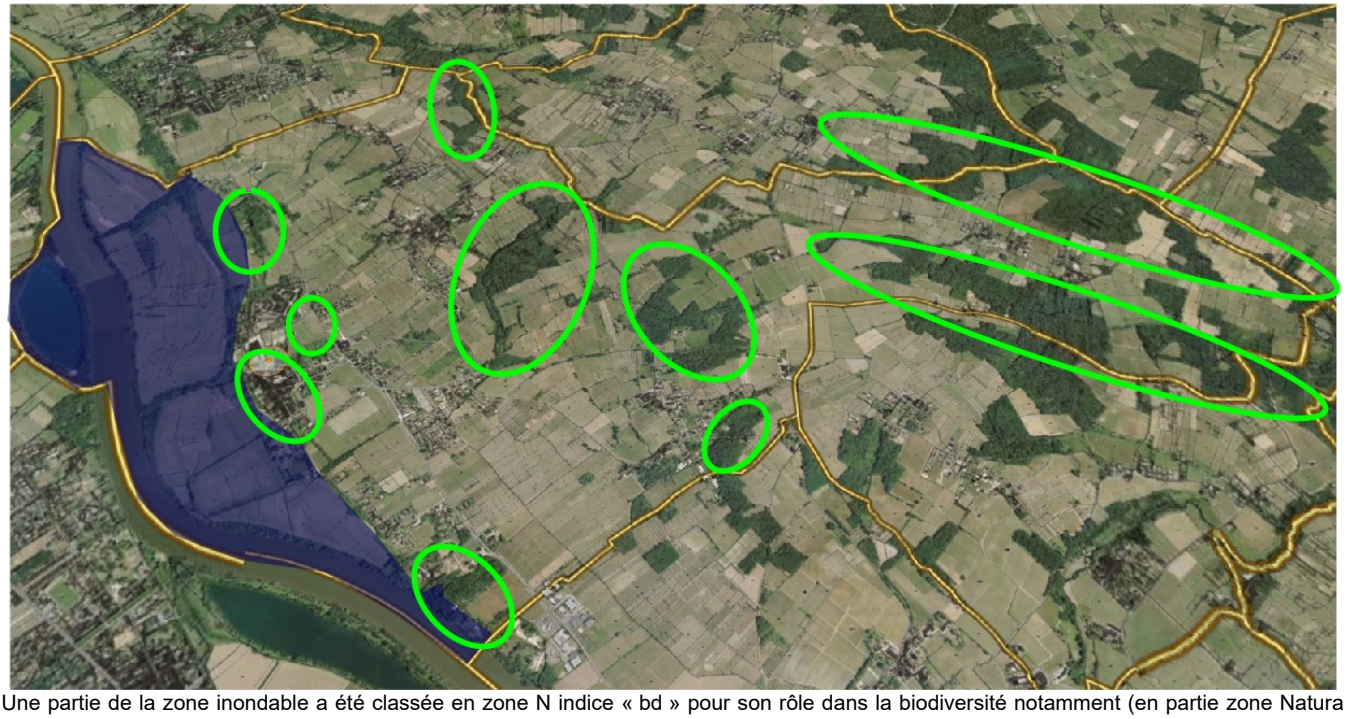


La route départementale longue les terrains en vigne, au fond la silhouette de la ville médiévale

Les zones naturelles



Les zones naturelles sur le territoire
En vert foncé les zones Nbd



Une partie de la zone inondable a été classée en zone N indice « bd » pour son rôle dans la biodiversité notamment (en partie zone Natura 2000).
La zone Nbd a intégré l'ensemble des éléments relatifs à la biodiversité : à savoir les réservoirs de biodiversité, dont les massifs boisés des vallons Nord, la Garonne et le plan d'eau…
Le document d'urbanisme a relayé avec le zonage « naturel », les principaux boisements mais également des secteurs plus modestes en surfaces mais très importants comme l'écrin du bourg médiéval, l'entrée de ville Nord-Ouest et Sud Est, les espaces d'équipements d'intérêt général en lien avec le sport dans le centre près des équipements collectifs.
Cette proximité des zones naturelles vis-à-vis de l'espace urbain du bourg est un élément important de la perception du village et de l'effet de nature en ville.

Le règlement

En zone UA

	5-superficie minimales	*6- Voie et emprises publiques*	*7-Limites séparatives*	*9-Emprise au sol*	*10-Hauteur*	*14-COS*
UA	Sans objet	A l'alignement	Sur les limites ou à 3m	Au dela de 15m 30%	7m50 maxi 3m50 bati à rez de chaussée	Sans objet

- *Art. 1 et 2 prévoient de favoriser le logement, ainsi que les commerces, bureaux, services en évitant les fonctions naissantes (industrie, entrepôts, exploitations agricoles ou forestières), certaines fonctions comme les artisans étant traitées en fonction des nuisances induites soumises à condition.*
- *Art. 3 et 4 prévoient un raccordement aux réseaux pour les constructions qui le nécessitent,*
- *Art. 5 n'a pas lieu d'être (loi ALUR)*
- *Art. 6 et 7 : la forme urbaine portent à s'implanter à l'alignement et en ordre continue sur au moins 15m d'épaisseur pour conserver la croute bâtie sur la rue et les places, les intérieurs d'îlots sont moins denses*
- *Art.8 sans objet afin de ne pas empêcher la densification dans le village*
- *Art.9, l'emprise au sol est pas fixée dans les cœurs d'ilots afin de maintenir un rapport du bâti avec les espaces non bâtis en particulier pour les espaces verts*
- *Art 10, la hauteur se cale sur l'existant, avec une indication pour les édifices à rez de chaussée*
- *Art 11, des règles architecturales visent à maintenir une cohérence dans le bourg. Le site patrimonial remarquable (ex zppaup) s'applique comme servitude*
- *Art 12, le stationnement doit être pris en compte dans les opérations nouvelles, avec une exigence limitée pour permettre les opérations et compte tenu des nombreux stationnements existants sur les espaces publics centraux. La réhabilitation de l'existant pourra moduler la nécessité afin de reconquérir le bourg,*
- *Art 13 les jardins et alignements doivent être préservés*
- *Art 14, 15 et 16 sont issus des règles précédentes et ne sont pas renseignés davantage*

En zone UB

	5-superficie minimales	*6- Voie et emprises publiques*	*7-Limites séparatives*	*9-Emprise au sol*	*10-Hauteur*	*14-COS*
UB	Sans objet	A l'alignement ou à 5m	Sur les limites ou à 3m	40%	8m faîtage	Sans objet

- *Art. 1 et 2 prévoient de favoriser le logement, ainsi que les commerces, bureaux, services en évitant les fonctions naissantes (industrie, entrepôts, exploitations agricoles ou forestières), certaines fonctions comme les artisans étant traitées en fonction des nuisances induites soumises à condition. Les extensions de bâtiments d'exploitations peuvent être autorisées*
- *Art. 3 et 4 prévoient un raccordement aux réseaux pour les constructions qui le nécessitent, les divisons parcellaire sont anticipées quant aux conséquences sur les accès*
- *Art. 5 n'a pas lieu d'être (loi ALUR)*
- *Art. 6 et 7 : la forme urbaine portent à s'aligner sur l'alignement ou à 5m de l'alignement avec des exceptions en rapport avec l'existant et sur limites séparatives ou en retrait de manière à favoriser la densification*
- *Art.8 sans objet afin de ne pas empêcher la densification*
- *Art.9, l'emprise au sol est fixée, il est nécessaire de maintenir un rapport du bâti avec les espaces non bâtis en particulier pour les espaces verts. Le cas des constructions ayant déjà atteint la limite est prévu pour les extensions.*
- *Art 10, la hauteur se cale au faitage pour conserver un velum bâti maximal à ne pas dépasser*
- *Art 11, des règles architecturales visent à maintenir une cohérence Le site patrimonial remarquable (ex zppaup) s'applique comme servitude*
- *Art 12, le stationnement doit être pris en compte dans les opérations nouvelles, avec une exigence de deux places par logements*
- *Art 13 les jardins et alignements doivent être préservés*
- *Art 14, 15 et 16 sont issus des règles précédentes et ne sont pas renseignés davantage*

En zone UC

	5-superficie minimales	***6- Voie et emprises publiques***	***7-Limites séparatives***	***9-Emprise***	***10-Hauteur***	***14-COS***
UC	*Sans objet*	*A 5m mini de l'alignement*	Sur les limites ou à 3m	*30%*	*8m faîtage*	*Sans objet*

,

- Art. 1 et 2 prévoient de favoriser le logement, ainsi que les commerces, bureaux, services en évitant les fonctions nuisantes (industrie, entrepôts, exploitations agricoles ou forestières), certaines fonctions comme les artisans étant traitées en fonction des nuisances induites soumises à condition. *Les extensions de bâtiments d'exploitations peuvent être autorisées*
- *Art. 3 et 4 prévoient un raccordement aux réseaux pour les constructions qui le nécessitent, les divisons parcellaire sont anticipées quant aux conséquences sur les accès*
- Art. 5 *n'a pas lieu d'être (loi ALUR)*
- Art. 6 et 7 : dispositions par rapport aux voies : en recul pour l'habitation et possibilité en limite séparative. Les annexes peuvent s'implanter librement
- Art.8 : pas de distances entre les constructions pour permettre la densification urbaine
- Art.9, l'emprise au sol est fixée à 30% pour conserver une harmonie entre le bâti et le végétal
- *Art 10, la hauteur se cale au faitage pour conserver un velum bâti maximal à ne pas dépasser*
- *Art 11, des règles architecturales visent à maintenir une cohérence Le site patrimonial remarquable (ex zppaup) s'applique comme servitude*
- *Art 12, le stationnement doit être pris en compte dans les opérations nouvelles, avec une exigence de deux places par logements*
- *Art 13 les jardins et alignements doivent être préservés*
- *Art 14, 15 et 16 sont issus des règles précédentes et ne sont pas renseignés davantage*

En zone UE

	5-superficie minimales	***6- Voie et emprises publiques***	***7-Limites séparatives***	***9-Emprise***	***10-Hauteur***	***14-COS***
UE	Sans objet	*En limite ou à 2m*	*En limite ou à 3m*	Sans objet	*8m faîtage*	*Sans objet*

- Art. 1 et 2 prévoient de favoriser les équipements d'intérêt collectif, le logement étant entendu comme logement de fonctions
- *Art. 3 et 4* prévoient un raccordement aux réseaux pour les constructions qui le nécessitent,
- Art. 5 n'a pas lieu d'être (loi ALUR)
- Art. 6 et 7 : dispositions assez ouverte compte tenu des programmes à mettre en place qui peuvent nécessité des implantations particulières (dont lié à l'accessibilité par exemple)
- Art.8 : pas de distances entre les constructions pour permettre des programmes spécifiques
- Art.9, pas d'emprise au sol pour permettre des programmes spécifiques
- Art 10, la hauteur se sale au faîtage pour garder un velum
- *Art 11, des règles architecturales visent à maintenir une cohérence Le site patrimonial remarquable (ex zppaup) s'applique comme servitude*
- *Art 12, le stationnement doit être pris en compte dans les opérations nouvelles, avec une exigence de deux places par logements*
- *Art 13 les espaces verts doivent être préservés*
- *Art 14, 15 et 16 sont issus des règles précédentes et ne sont pas renseignés davantage*

En zone UY

	5-superficie minimales	***6- Voie et emprises publiques***	***7-Limites séparatives***	***9-Emprise***	***10-Hauteur***	***14-COS***
UY	Sans objet	A 4m mini de l'alignement	A 4m minimum	70%	8m au faîtage	Sans objet

- Art. 1 et 2 prévoient de favoriser les activités, commerces, artisanats, industries et limitent le logement à ce qui est nécessaire de type gardiennage avec installation de ce logement dans le volume de l'activité afin d'éviter des divisions ultérieures susceptibles d'apporter une population sans lien avec les activités économiques et donc antagoniste avec la vocation de la zone.
- Art. 3 et 4 prévoient un raccordement aux réseaux pour les constructions qui le nécessitent,
- Art. 5 n'a *n'a pas lieu d'être (loi ALUR)*
- Art. 6 et 7 : un recul de 4m mini par rapport à l'alignement et aux séparatifs est indiqué
- Art.8 une distance entre bâtiments de 4m permettant le passage d'engins et des secours est nécessaire
- Art.9, l'emprise au sol permet de laisser des espaces entre les constructions ainsi que pour les stationnements et manœuvres d'engins. Pour autant elle permet d'utiliser le terrain de façon optimale
- Art 10, la hauteur est identique à celle des équipements collectifs de la zone UE s'agissant d'activités économiques qui nécessitent parfois des ouvrages techniques il y a des exceptions
- *Art 11, des règles architecturales visent à maintenir une cohérence Le site patrimonial remarquable (ex zppaup) s'applique comme servitude*
- *Art 12, le stationnement doit être pris en compte dans les opérations nouvelles, avec une exigence de deux places par logements*
- *Art 13 les espaces verts doivent être préservés*
- *Art 14, 15 et 16 sont issus des règles précédentes et ne sont pas renseignés davantage excepté le numérique, important pour les activités économiques*

En zone 1AU

	5-superficie minimales	***6- Voie et emprises publiques***	***7-Limites séparatives***	***9-Emprise***	***10-Hauteur***	***14-COS***
1AU	Sans objet	A l'alignement ou à 5m	*En limite ou à 3m*	Sans objet	8m au faîtage	Sans objet
1AUy	Voir zone UY					

Pour être constructible l'opération doit porter sur l'ensemble de la zone et des orientations d'aménagement indiquent les éléments à retenir pour l'urbanisation de ces zones

- Art. 1 et 2 prévoient les destinations en lien avec les orientations d'aménagement le secteur 1AUn est réservé aux ouvrages hydrauliques
- Art. 3 et 4 prévoient un raccordement aux réseaux pour les constructions qui le nécessitent,
- Art. 5 *n'a pas lieu d'être (loi ALUR)*
- Art. 6 et 7 :dispositions laissant de la souplesse compte tenu des orientations d'aménagement
- Art.8 : pas de distances entre les constructions pour permettre la densification
- Art.9, pas d'emprise au sol, la commune souhaitant garder une évolution possible du site en fonction des projets proposés. Ces derniers sont « calés » avec les orientations d'aménagement.
- Art 10, la hauteur se cale sur l'ensemble de ce qui est prescrit sur les autres zones
- Art 11, des règles architecturales simples surtout pour ce qui impacte le plus sur le paysage *Le site patrimonial remarquable (ex zppaup) s'applique comme servitude*
- Art 12, le stationnement doit être pris en compte dans les opérations pour ne pas venir utiliser les espaces publics
- Art 13 le végétal est important dans la perception des quartiers et dans le cadre de vie, il y a des règles pour créer à minima ces espaces
- Art 14, 15 et 16 sont issus des règles précédentes et ne sont pas renseignés davantage, excepté le numérique pour ces quartiers nouveaux

La zone 1AUy est fortement inspiré du règlement de la zone UY. Pour autant cette zone est dédiés aux artisans, leurs dépôts, leurs bureaux . les équipements d'intérêt collectif sont limités à ce qui sera liés et nécessaires au développement de l'activité économique de la zone.

Ajouter 2AU
Soumise à minima à la modification du PLU

En zone A

	5-superficie minimales	***6- Voie et emprises publiques***	***7- Limites séparatives***	***9-Emprise***	***10-Hauteur***	***14-COS***
A	Sans objet	75m ou 25m / axe voie 10m / alignement	A 5m minimum	60m² pour extension et annexes	8m au faîtage (Habitation) 3m50 au faîtage (Annexes)	Sans objet
Ap	Sans objet					Sans objet

- Art. 1 et 2 prévoient ce qui est nécessaire à l'agriculture mais également les extensions et annexes des habitations (loi Macron *article L151-12 du code de l'urbanisme*). A noter que dans le **secteur Ap** les constructions sont interdites à l'exception des extensions des constructions existantes.
- Art. 3 et 4 prévoient un raccordement aux réseaux pour les constructions qui le nécessitent,
- Art. 5 *n'a pas lieu d'être (loi ALUR)*
- Art. 6 et 7 : un recul par rapport à l'importance de la voirie publique est indiqué pour des raisons de sécurité ainsi que de paysage..
- Art.8 une distance entre bâtiments de 4m permettant le passage d'engins et des secours est nécessaire entre bâtiments agricoles.
- Art.9, l'emprise reprend les dispositions décrites à l'article 2 pour limiter les habitations (Loi Macron)
- Art 10, la hauteur se cale au faitage : impact sur l'espace environnant
- Art 11, des règles architecturales simples surtout pour ce qui impacte le plus sur le paysage *Le site patrimonial remarquable (ex zppaup) s'applique comme servitude*
- Art 12, le stationnement doit être pris en compte dans les opérations pour ne pas venir utiliser les espaces publics
- Art 13 le végétal est important dans la perception des quartiers et dans le cadre de vie, il y a des règles pour créer à minima ces espaces
- Art 14, 15 et 16 sont issus des règles précédentes et ne sont pas renseignés davantage,

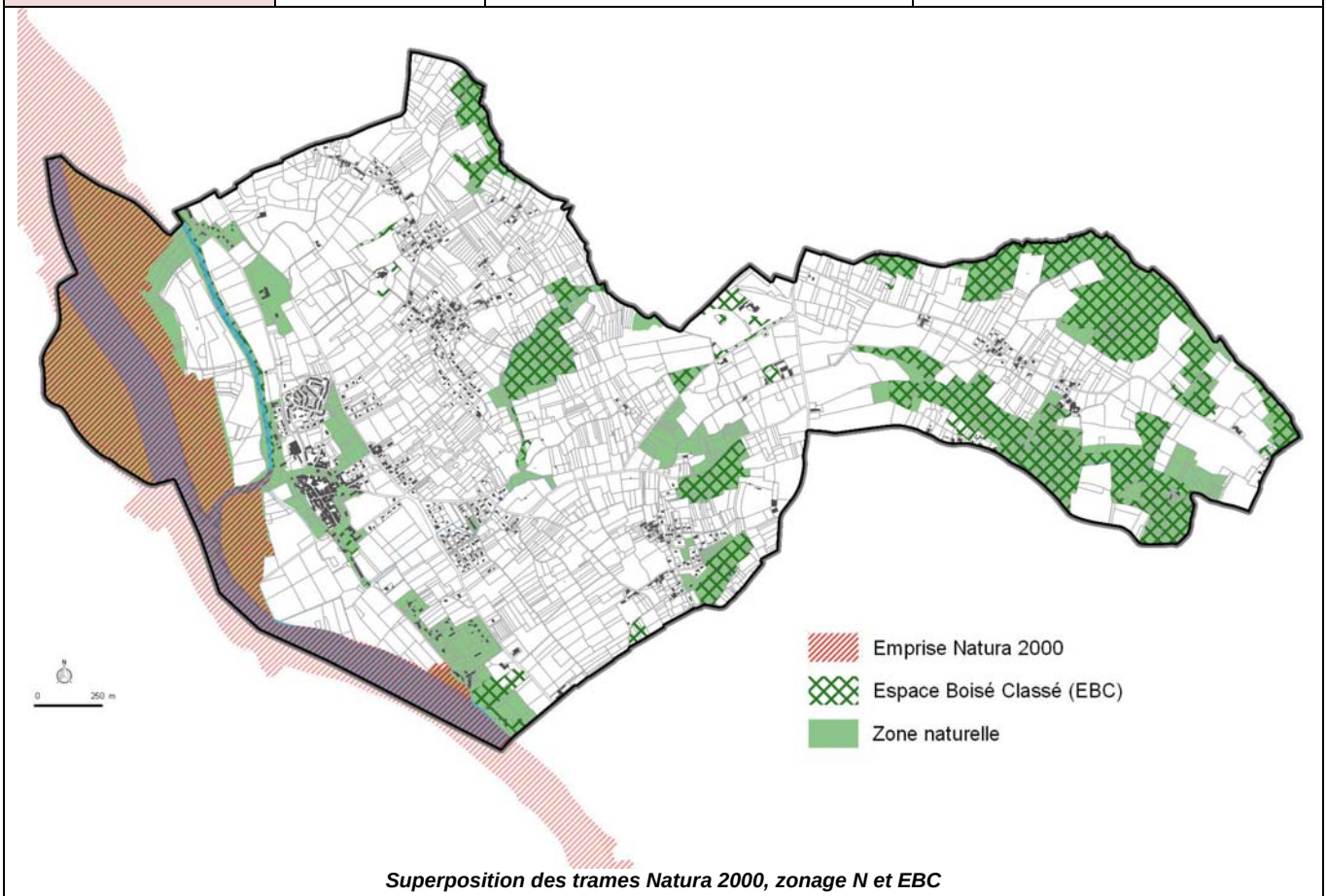
En zone N

	5-superficie minimales	***6- Voie et emprises publiques***	***7-Limites séparatives***	***9-Emprise***	***10-Hauteur***	***14-COS***
N	Sans objet	75m ou 25m / axe voie 10m / alignement	A 5m minimum	60m² pour extension et annexes	8m au faîtage (Habitation) 3m50 au faîtage (Annexes)	Sans objet
Nbd						
Ns						

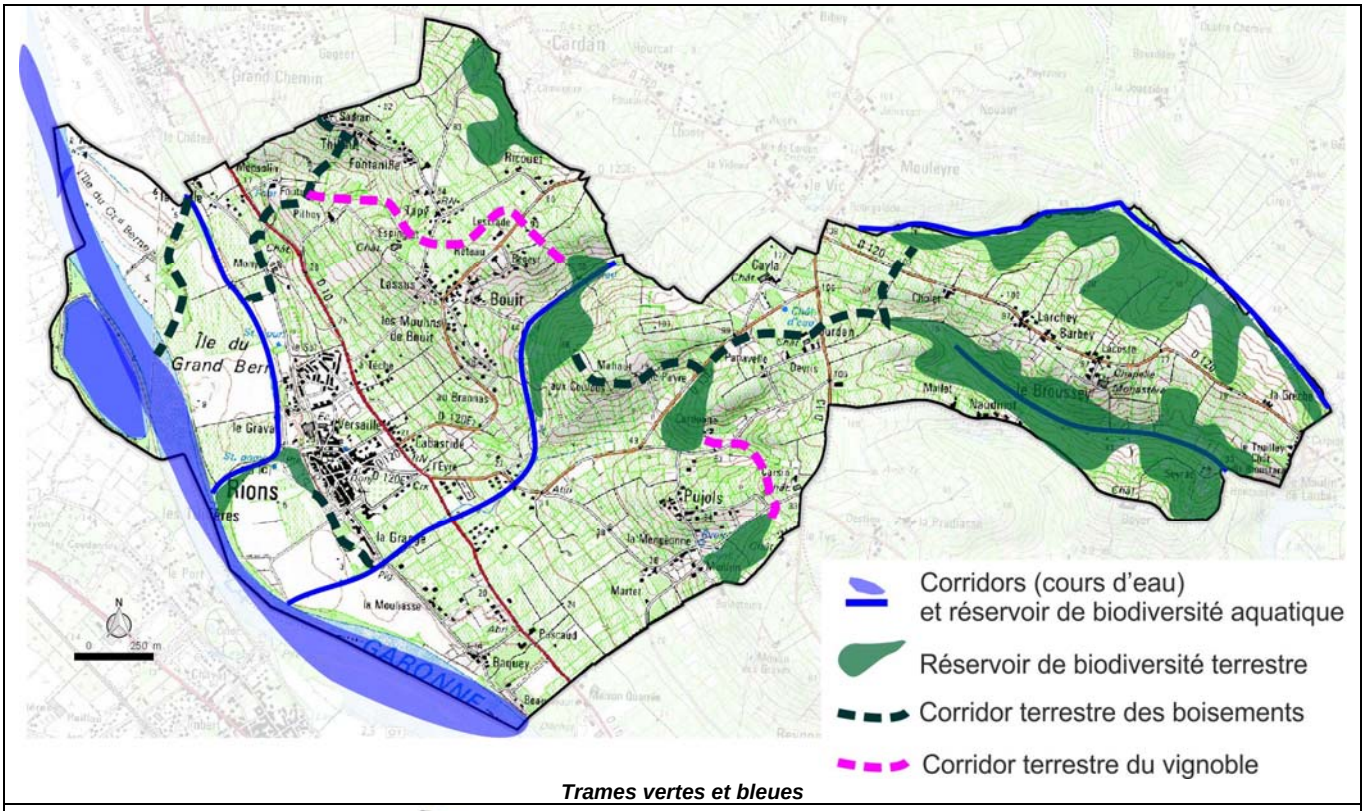
- Art. 1 et 2 prévoient en fonction des zones : en règle générale, pas de bâti en zone naturelle excepté les extensions et annexes des habitations (loi Macron *article L151-12 du code de l'urbanisme*.) ainsi que les bâtiments agricoles de faibles dimensions. Des secteurs sont plus strictes Nbd pour des questions de biodiversité le secteur NS est réservé aux loisirs
- Art. 3 et 4 prévoient un raccordement aux réseaux pour les constructions qui le nécessitent,
- Art. 5 *n'a pas lieu d'être (loi ALUR)*
- Art. 6 et 7 : un recul par rapport à l'importance de la voirie publique est indiqué pour des raisons de sécurité ainsi que de paysage.
- Art.8, aucune distance entre bâtiments
- Art.9, l'emprise reprend les dispositions décrites à l'article 2 pour limiter les habitations (loi Macron)
- Art 10, la hauteur se cale au faitage : impact sur l'espace environnant
- Art 11, des règles architecturales simples surtout pour ce qui impacte le plus sur le paysage *Le site patrimonial remarquable (ex zppaup) s'applique comme servitude*
- Art 12, le stationnement doit être pris en compte dans les opérations pour ne pas venir utiliser les espaces publics
- Art 13 le végétal est important dans la perception des quartiers et dans le cadre de vie, il y a des règles pour créer à minima ces espaces
- Art 14, 15 et 16 sont issus des règles précédentes et ne sont pas renseignés davantage,

C-III.2.4 –ARGUMENTATION DES CHOIX DE DELIMITATION DES ZONES AU REGARD DES ENJEUX ENVIRONNEMENTAUX ET AUTRES

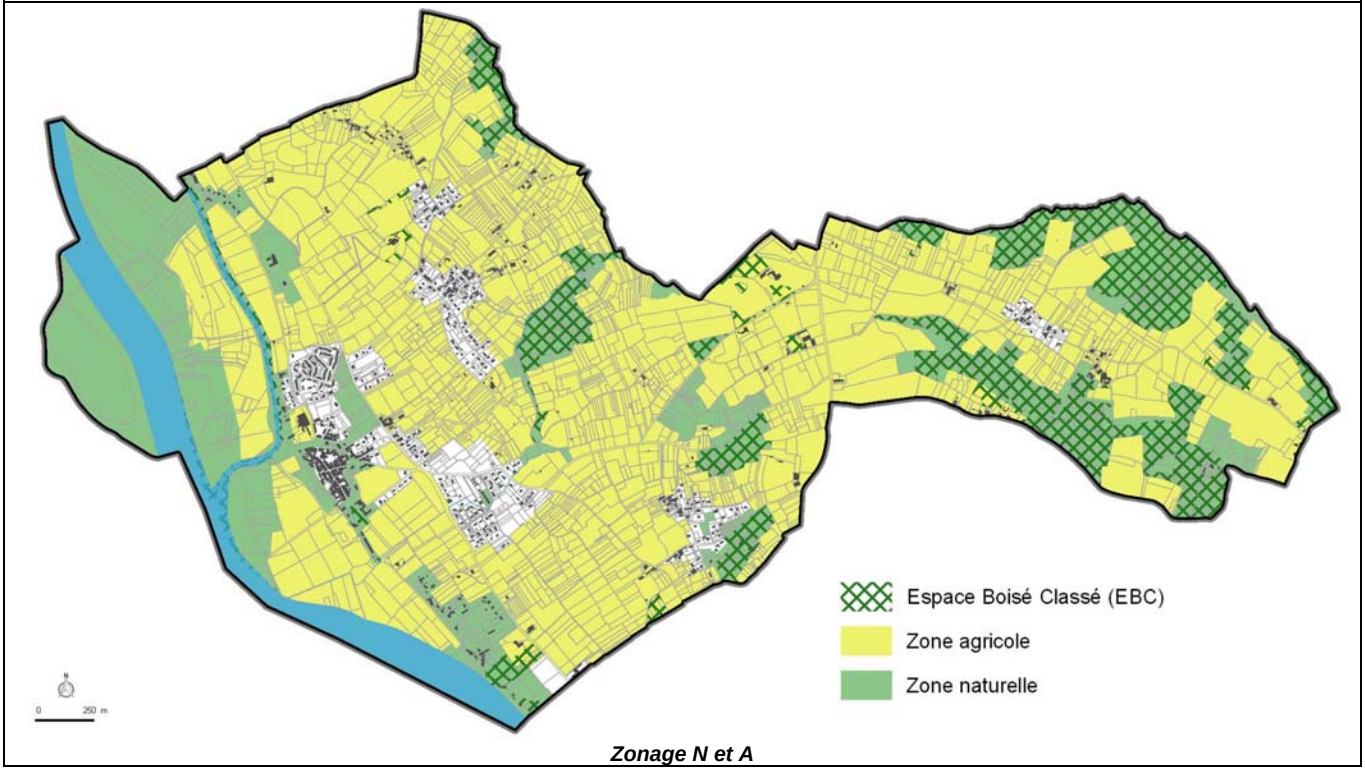
Volet	Thématique	Choix de zonage et justification	Choix et justification réglementaires ou d'orientation
BIODIVERSITE Objectifs : maintien des biodiversités	Milieux, Fonctionnalité Espèces Corridors écologiques Réservoir de biodiversité	Les espaces naturels d'intérêt majeurs ont été intégrés au zonage N, secteur Nbd : Natura 2000 (entièrement en zone Nbd), réservoirs biologiques, thalwegs des ruisseaux, massifs boisés…L'ensemble des zones humides de la plaine inondable de la Garonne a été inclus dans le zonage N. Les boisements les plus importants du point de vue biodiversité et paysage ont été protégés avec l'outil Espace Boisé Classé.	Limitation de la constructibilité en zone N (secteur Nbd strict) tout en affirmant le maintien très encadré des zones habitées existantes en y prévoyant des possibilités d'aménagement, limitées à des extensions et des annexes, Constructibilité agricole limitée



Superposition des trames Natura 2000, zonage N et EBC



Trames vertes et bleues

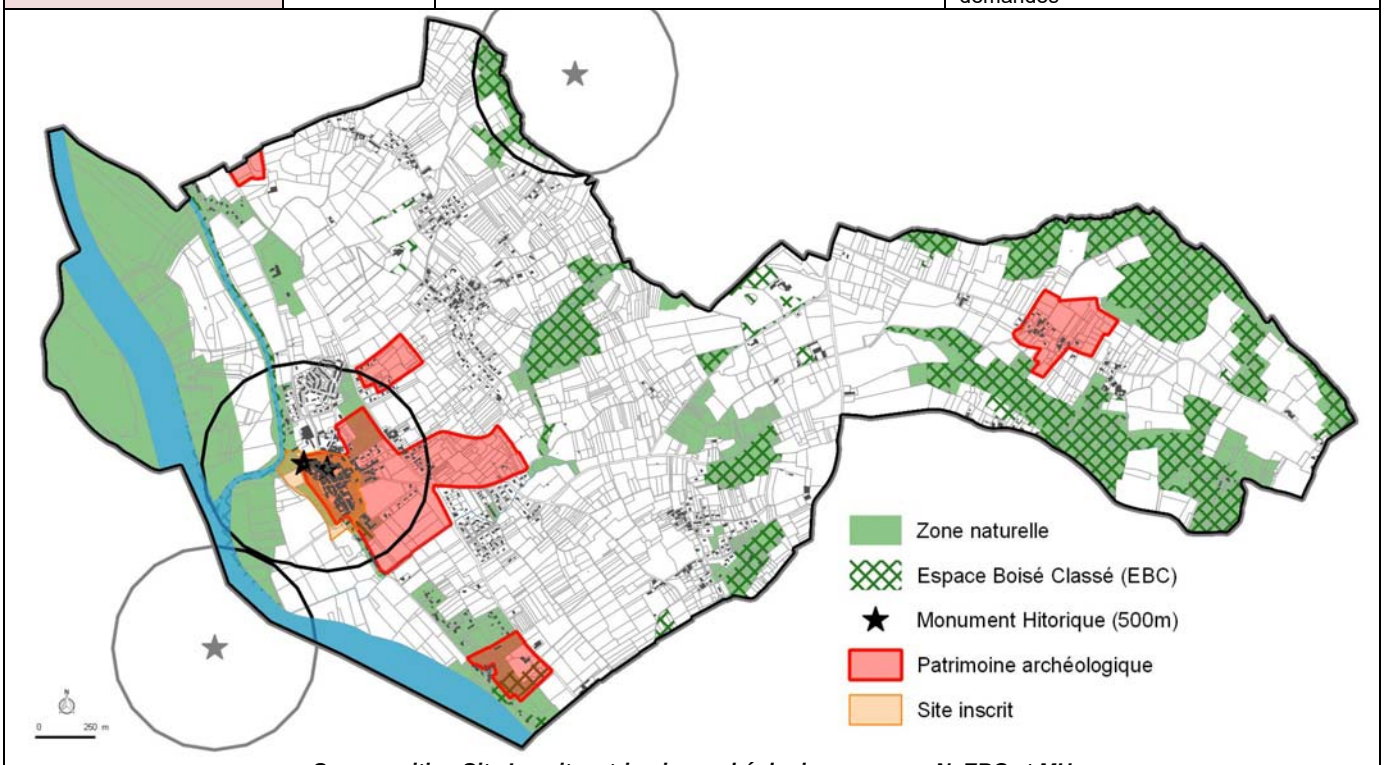


Zonage N et A

	Les zones agricoles, selon leur mode d'exploitation, forment des espaces qui participent du maintien des biodiversités en étant selon les espèces des zones de nourrissage, de reproduction ou de circulation par exemple. Ces enjeux de protection à visée écologique peuvent donc être relayés dans la zone agricole du PLU, eu égard aux **enjeux transversaux et complémentaires** de ces espaces sur le territoire tant au plan écologique qu'au plan des activités humaines : c'est le cas de certains réservoirs de biodiversité liés aux milieux prairiaux, et à certains corridors écologiques.

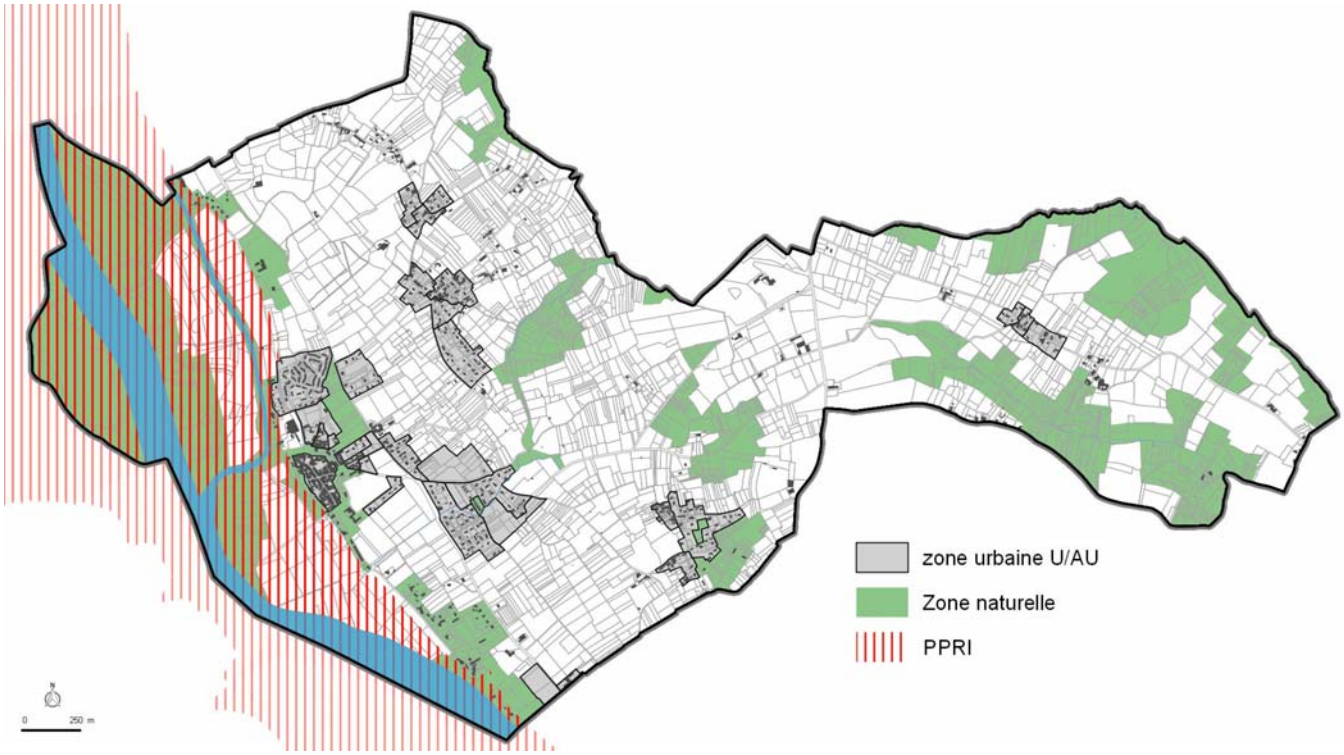
Volet	Thématique	Choix de zonage et justification	Choix et justification réglementaires ou d'orientation
RESSOURCES Objectif : protection et économie des ressources	Eau Sol Energie	Limitation de la consommation des espaces pour préserver les terres agricoles (zonage A) et les espaces naturels (Zonage N). Possibilité de faire évoluer les édifices existants (extension, annexe, pour réduire la consommation de l'espace. Protection de la qualité de l'eau par le recours exclusif à l'assainissement collectif pour le développement dans les zones U et AU de la centralité du bourg. Les ressources en eau potable se situent sur la commune, la prise en compte des périmètres de protection et l'attention à la qualité des rejets permettra de réduire les impacts sur les ressources en eau (notamment sols aptes à l'infiltration/dispersion par le sol retenus pour les terrains en autonome). Absence de zonage spécifique à la production d'énergie renouvelable :, territoire trop contraints pour envisager des champs photovoltaïques ou éoliens	Limitation de la constructibilité en zone N et A aux extensions et annexes (hors agriculture) Densification des constructions en zone U pour réduire la consommation des surfaces Possibilité de dispositifs d'énergies renouvelables individuelles évoquées par le règlement pour des raisons d'intégration paysagère

Volet	Thématique	Choix de zonage et justification	Choix et justification réglementaires ou d'orientation
CULTURE **CADRE DE VIE** Objectif : respect du patrimoine et de l'identité du territoire dans une vision dynamique qui envisage un patrimoine vivant et vécu	Patrimoine paysager Architecture Formes urbaines Identité Archéologie	Prise en compte des espaces des sites, en particulier le Site Inscrit, ses abords dans ses parties naturelles et agricoles par un zonage N ou A, qui empêche la constructibilité Protection de certains espaces boisés Choix des sites d'extension urbaine en cohérence avec la logique des lieux, des paysages et des espaces Zones archéologiques en partie en zone naturelle ou agricole, mais également en zone U ou AU.	Protection des espaces à enjeux paysagers et boisements (espace boisé classé, zone Ap ou N) Accompagnement règlementaire pour l'aspect extérieur des bâtiments dans toutes les zones Avec l'emprise Site et Monuments Historiques,site patrimonial remarquable (ex ZPPAUP), l'architecte des Bâtiments de France assure une présence importante au travers de ses avis sur les demandes

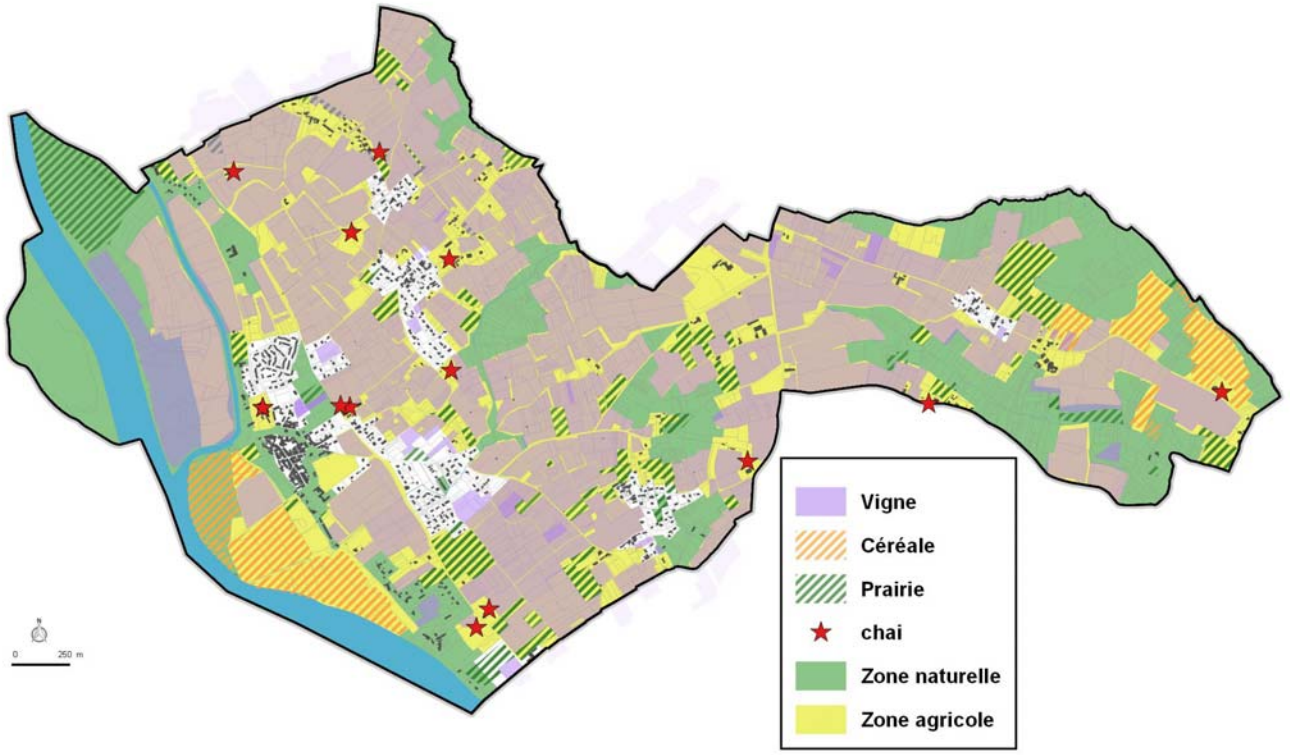


Superposition Site Inscrit, patrimoine archéologique, zonage N, EBC et MH

Volet	Thématique	Choix de zonage et justification	Choix et justification réglementaires ou d'orientation
RISQUE Objectif : limiter les expositions au risque et limiter les risques	Sécurité	Trame sur les zones inondables, cavité et effondrements mentionnés dans l'étude CEREMA (étude n'ayant pas valeur de servitude) Zonage N sur l'emprise inondable de la Garonne Absence de potentiel sur les zones à risque : cavité, argile fort, débordement du Nau Préservation des boisements (zonage N, EBC) qui permettent de tamponner et limiter les ruissellements. Maintien des thalwegs vecteurs de l'écoulement des eaux en zone Naturelle Bassin de rétention prévu en 1AUn	Relai règlementaire via la trame Règlement PPRI Limitation de l'imperméabilisation des sols dans le règlement via des emprises au sol en particulier visant le maintien d'espaces végétalisés Absence de développement dans les zones à risques inondation, argile, cavité



Volet	Thématique	Choix de zonage et justification	Choix et justification réglementaires ou d'orientation
ACTIVITE AGRICOLE	Paysage Economie locale Biodiversité Emploi Tourisme	Affirmation des entités agricoles en zone A, Absence de STECAL (secteurs de tailles et de capacité d'accueil limité)	Prise en compte des entités agricoles et conservation des entités fonctionnelles avec un zonage permettant la constructibilité nécessaire à l'activité agricole qui ici s'inscrit dans des besoins pour la production, la transformation/vente à la propriété, la diversification tourisme, notamment hébergement gîte. La zone N permet également pour de petits bâtiments l'implantation de bâtiments nécessaires à l'activité agricole (maraichage, etc…)



Superposition de l'inventaire agricole avec le zonage A (jaune) et N (vert)

Volet	Thématique	Choix de zonage et justification	Choix et justification réglementaires ou d'orientation
ACTIVITE	Commerces Services Emploi Tourisme	Zonage spécifique des zones d'activités existantes (UY) Développement et diversification des activités locales pour limiter les déplacements (commerce notamment)	Règlement affirmant la volonté de maintenir les commerces/services dans le bourg
POLLUTION-NUISANCE	Santé	Le territoire est peu contraint Il a été évité de prévoir des zones de développement de l'habitat proches des sources de nuisances ou de pollution (D10).	Evitement du développement dans ces zones exposées
MOBILITE	Pollution Changement climatique Economie d'énergie Vie sociale	Le zonage U conforte les quartiers existants. Le re-centrage du développement dans la centralité du bourg, à proximité des équipements et commerces permet d'optimiser la gestion des déplacements et assure le maintien des lieux de vie collectifs sur le long terme.	Rationalisation des stationnements Optimisation du réseau d'assainissement et des cheminements doux
LOGEMENT MIXITE SOCIALE	Vie sociale Accès au logement	Les diverses possibilités de construction : bourg, quartiers, réhabilitation ou restructuration assurent une diversité de l'offre en logement qui joue le rôle de régulateur pour la mixité sociale	La commune a défini un emplacement réservé pour le logement dans le cadre de la mixité sociale sur une zone 1AU

C-IV-POTENTIEL DU PLU

C-IV.1- POTENTIEL

Méthode : *les espaces libres de toutes construction, qui apparaissent sur le plan de zonage et qui peuvent potentiellement recevoir du logement sont estimées en terme de superficie.*

C-IV.1.1 – LE POTENTIEL DU PROJET DE PLU

Au total le potentiel théorique du PLU rassemble près de **178 logements théoriques possibles au total, dont 142 logements** en potentiel immédiat ou à moyen terme (c'est-à-dire hors zone 2AU). Cela correspond globalement aux besoins estimés pour l'objectif démographique à l'horizon 2027 (135 logements nécessaires estimés).

Objectif du PADD : +200 à 400 habitants à l'horizon 2030. Le PLU retient pour cette objectif la période 01/01/2017 au 31/12/2027, avec une démographie de 1850 habitants au 31/12/2027, soit 1.27%/an.
Le calcul du point mort fourni un besoin de 135 nouveaux logements environ à produire en faisant l'hypothèse de la résorption de 4 logements vacants.

C-IV.1.2 – LA CONSOMMATION FONCIERE ET LE POTENTIEL EN LOGEMENTS DANS LE PLU

(Chiffres arrondis)
Expliquer metho calcul
En zone U calcul à la parcelle
En zone AU utilisation de la densité (17logts/ha)

Approche théorique
Disponibilités foncières pour la construction de logements, comptabilisées à la parcelle en fonction des réalités de configuration du terrain.

Zones U logements
Soit UB, UBd, UC et UCd : 5ha36, pour54 logements possible environ, soit une densité moyenne de 10 logements par ha.

Zone 1AU logements
La disponibilité foncière dans cette zone est de l'ordre de 4ha75 environ soit un potentiel théorique de 80 logements (17 logements/ha pour objectif dans les OAP). Dans ces zones, l'équilibre proposé dans les orientations d'aménagement et de programmation est de réaliser 1/3 de logements collectifs, 1/3 de pavillonnaire et 1/3 de logements accolés.
Sur l'emplacement réservé au logement, la commune souhaite mettre en place des opérations de logements sociaux qui seront définis ultérieurement dans le cadre d'une étude spécifique.

Zone 2AU logements
La disponibilité foncière dans cette zone est de l'ordre de 2ha30 soit un potentiel théorique de 40 logements (17 logements/ha pour objectif dans les OAP)

Logement vacant : la résorption de la vacance est estimée à 4 logements

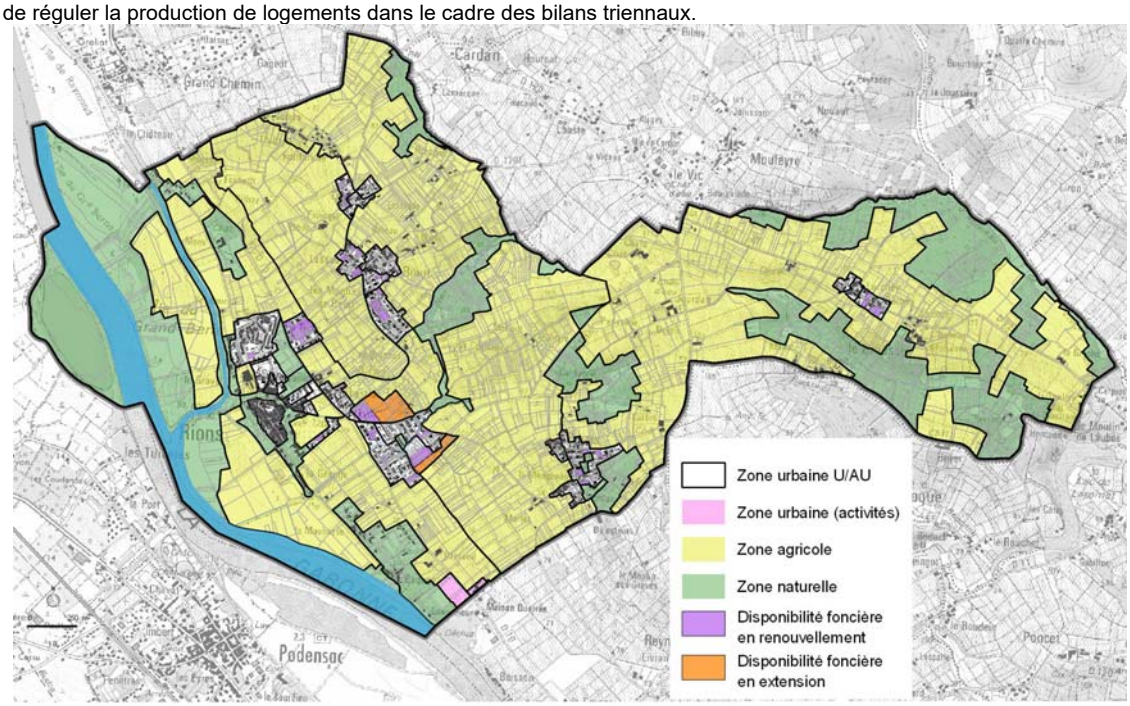
	Zone		Disponibilité foncière (ha)	Potentiel en logement	Densité Logt/ha
Zone U	UB	*Asst Collectif*	0,12	1	
	Ubd	*Asst autonome*	0,00	0	
	UC	*Asst Collectif*	3,41	40	
	UCd	*Asst Autonome*	1,83	13	
	1AU	*Asst Collectif*	4,75	80	
restructuration*	Logement vacant	*Asst collectif*		8	
	2AU*	*Asst collectif*	2,30	40	
		Total	**12,41**	**182**	**15**

*****la *zone 2AU présente une surface totale de 3ha20 dont 0ha90 en zone à risque (étude CEREMA) non prise en compte dans la surface du potentiel 2AU*
**la restructuration comprend la résorption de 4 logements vacants et la division de logements qui produirait 4 logements*

Le potentiel immédiat et à moyen terme est donc évalué à 142 logements sur une surface de 10ha11 soit une densité de 14logements/ha conforme aux objectifs du PADD.

L'effort de densification est adapté spatialement pour tenir compte également des enjeux paysagers, environnementaux.
La densification doit rester modérée en particulier sur le cœur du bourg, eu égard à la structure urbaine et paysagère existante et à l'objectif de maintenir le cadre de vie.

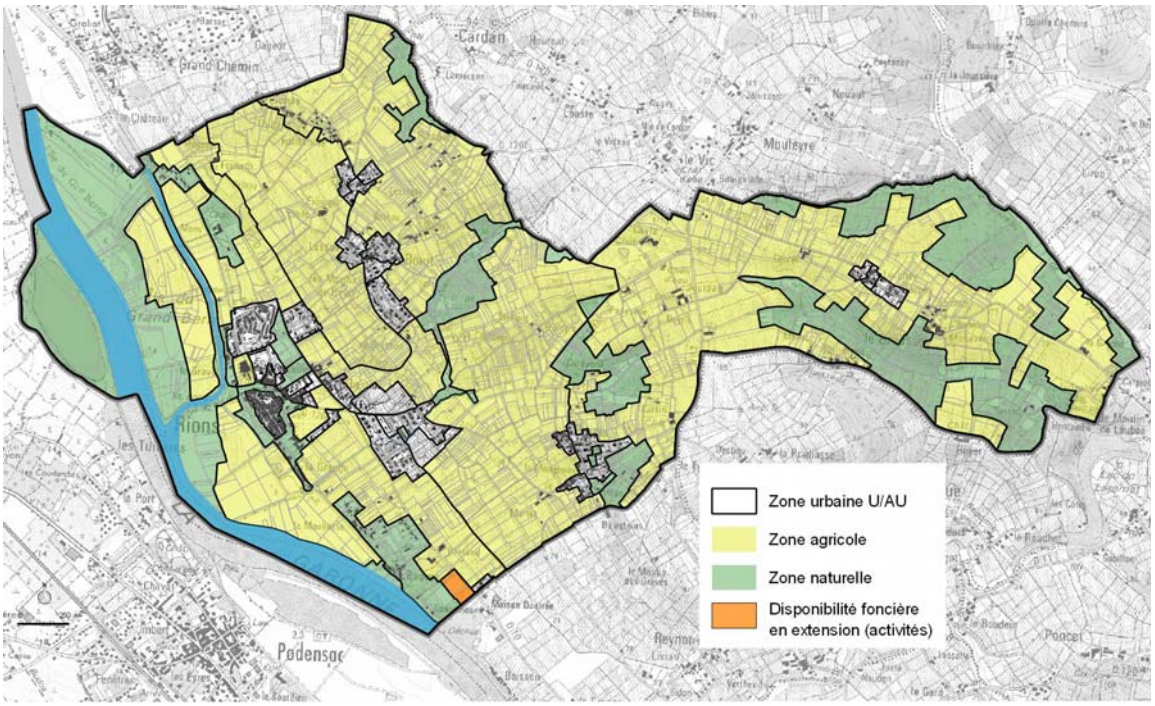
On notera que l'emplacement réservé sur la zone 1AU (4ha75 pour 60 logements) sera maîtrisé par la commune, ce qui permettra à la collectivité de réguler la production de logements dans le cadre des bilans triennaux.



Localisation des principaux terrains pouvant recevoir potentiellement de nouvelles habitations

<u>Zones activités</u> **soit 1AUy**

	Zone		Disponibilité foncière (ha)
Zone U	1AUy	*Asst collectif*	2,05
		Total	**2,05**



Localisation des principaux terrains pouvant recevoir potentiellement de nouvelles constructions (Activités/Hôtellerie)

C-IV.2- SURFACES DES ZONES

POS		total	% du territoire	PLU		total	évolution POS/PLU	% du territoire
Zones (Surface sur base informatique)				**Zones**				
UA	3,56			UA	4,82			
UAf	0,99							
UB	15,66			UB	10,82			
				UBd	3,55			
UC	10,39			UC	23,53			
				Ucd	14,42			
UE	5,10			UE	3,13			
				UY	0,60			
Zones U		**35,70**				**60,87**	70%	
NB	45,72							
NBa	10,43							
Zones NB		**56,15**					-100%	
INA	3,85			1AU	4,75			
IINA	6,22			2AU	3,20			
NAy	7,12			1AUy	2,05			
Urbanisation future		**17,19**				**10,00**	-54%	
Zones constructibles		**109,04**	10%			**70,87**	-33%	7%
NC	401,24			A	469,30			
				Ap	199,78			
zones agricoles		**401,24**	38%			**669,08**	67%	63%
ND	325,87			N	36,58			
				Nbd	285,53			
				Ns	2,94			
NDc	1,21							
NDi	202,62							
NDil	25,02							
Zones naturelles		**554,72**	52%			**325,05**	-42%	30%
Total	**1065**		**100%**		**1065**			**100%**

D – QUATRIEME PARTIE

TRACABILITE ENVIRONNEMENTALE : INCIDENCES DU PROJET, SUIVI

D-I-EFFETS DU DOCUMENT SUR L'ENVIRONNEMENT

D-I.1- DU POS AU PLU

D-I-1-1—COMPARAISON ET IMPACT ENVIRONNEMENTAL

Pour mener à bien son Projet d'Aménagement et de Développement Durable, dans le cadre des orientations données par le Code de l'Urbanisme et le SCOT, en particulier, la commune a adapté son document d'urbanisme.
En conséquence, le document du Plan Local d'Urbanisme a recomposé les différents secteurs Urbains, Agricoles et Naturels.

Comparaison entre POS actuel et PLU des zones urbaines uniquement (logements/ activités)

Document d'urbanisme	Surfaces totales des zones	Surfaces consommées entre 2006-2014	Disponibilités foncières du POS en 2006
LOGEMENT (toutes zones U, NB et NA)			
POS	**96ha82** Dont 56ha15 en NB	7ha33	33ha74
			Dont surfaces restantes disponibles du POS en 2015 : 18ha04 + 8ha37 en zone NA soit **26ha41**
LOGEMENT (toutes zones U et AU)			
PLU	**65ha09**		**12ha41**
Evolution PLU/PLU	***Diminution de -31ha73*** *des zones U pour le logement*		***Réduction de 21ha33de la disponibilité foncière pour le logement***
ACTIVITE EQUIPEMENT *(toutes zones UE, UY, NAy, 1AUy)*			
POS	**12ha22**		
PLU	**5ha78**		
Evolution PLU/PLU	**-6ha44 soit -53%**		
3ha13 concernent la zone UE d'équipements collectif dans le PLU.			
Total Evolution POS/PLU	***-38ha17 soit -35%***		

Globalement, le total des surfaces des zones constructibles toutes zones confondues (immédiates et différées, habitat (hors activité), équipement) montre que le PLU présente un bilan net de diminution de 31ha73 (soit -32% environ).

On peut se rendre compte dans une première approche que les 26ha41 disponibles à la construction pour le logement dans le POS en vigueur n'ont pas été reconduits dans la révision qui prévoit 12ha41 environ de surfaces libres à la construction (plus 0.6 pour les bassins de rétention).

Ainsi la révision a permis de **retirer près de 21ha** de disponibilité foncière destinée à la construction.

Réaffectation des surfaces des zones entre POS /PLU

(surface en ha)	**TOTAL**	Dont Bâti	Non bâti
Surfaces NC et ND dans le POS intégrées aux zones constructibles du PLU	**7ha89**	0ha	**7ha89**
7ha89 de disponibilité foncière consacrée aux espaces naturels et agricoles dans le POS, affectées au développement dans le PLU toutes zones confondues, dont 1ha16 en zone d'activités (UY) Le reste de la superficie est destinée au développement urbain majoritairement situé face au bourg sur la rive opposée de la D10.			
Surfaces U et NA dans le POS intégrées aux zones N et A du PLU	**46ha06**	18ha76	27ha30
Dont NB et NBa	***26ha80***	*15ha77*	*11ha03*
Sur les 46ha06 passant de zone constructible dans le POS à zone naturelle ou agricole dans le PLU, 27ha33 sont non bâtis et 18ha81 sont bâtis Soit **59% des terrains passant de constructible à non constructible ne sont pas bâtis et 41% sont bâtis**			
Solde	**-38ha17**	**-18ha76**	**-19ha41**

NOTA :
On été considérées comme « constructibles» au sens de la présente étude les zones NB du POS

La révision du POS en PLU diminue de 38ha17 les surfaces constructibles, majoritairement par intégration d'espaces non bâtis existants ; elle retire 27ha30 des zones non bâties actuelles et ajoute 7ha89 de surfaces libres à la construction, non constructibles au POS.
Soit un bilan sur les disponibilités foncières une économie foncière de -19ha41.

Les cartes suivantes indiquent dans les détails les principales raisons de ces transformations de zonage :

Sur les transformations « constructible dans le POS/ agricole ou naturel dans le PLU » (en vert sur la carte) :

- Des secteurs inondables, agricoles, à pentes importantes ou peu bâtis. Des secteurs également qui n'ont vocation ni à s'étendre ni à être confortés compte tenu des enjeux environnementaux ou agricoles. La présence d'un bourg ancien de grande qualité a également conduit à préserver un écrin autour de ce patrimoine exceptionnel
- Une grande partie des surfaces transférées de U, NA ou NB du POS en A ou N dans le PLU correspondent à des espaces majeurs en termes d'activité agricole et également de préservation et mise en valeur du bourg médiéval

Sur les transformations « agricole ou naturel dans le POS/ constructible dans le PLU » (en rouge sur la carte) :

- Un projet de territoire qui recentre le développement dans la plaine autour des principaux équipements publics dont l'assainissement et les services, ainsi qu'une réflexion sur la zone d'activité dont le zonage dans le POS ne permet pas le respect de l'activité agricole et des perspectives vers le grand paysage entrée de ville, conduisant à reporter cette constructibilité sur un versant de la D10 plus favorable à la constructibilité

Une grande partie des surfaces transférées de zones N ou A du POS en zones U ou AU dans le PLU correspond au projet de développement dans la plaine



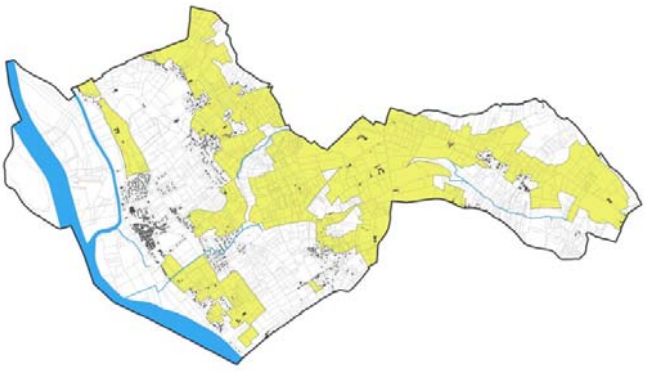
Comparaison entre le POS et le PLU

Approche par zones

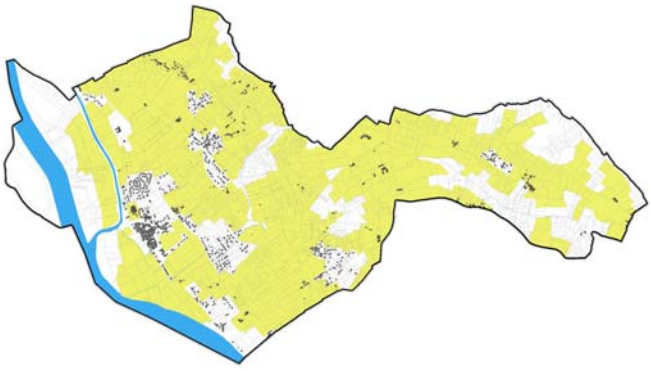
Le calcul du zonage PLU est réalisé sur le même fond de plan informatique que le PLU et calculé sur cette base. Cela peut différer des calculs du rapport de présentation figurant dans le PLU initial.

Les zones agricoles A

Au bilan la cartographie des zones A a progressé de 67% entre le POS en vigueur et le PLU révisé.

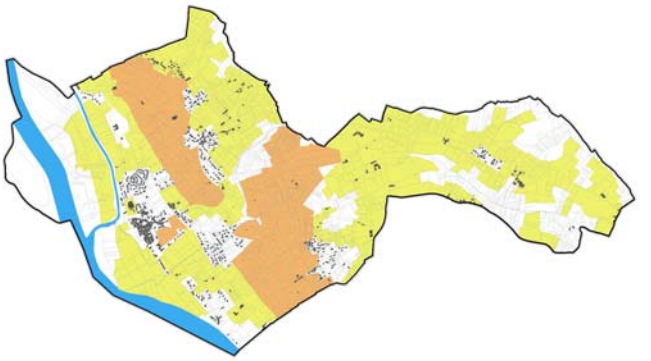


Zones agricoles du POS (NC)



Zones agricoles du PLU projet

POS zones NC	***PLU zones A***
401ha24	***669ha08 Dont 199ha83 en Ap et 469ha30 en A***
Evolution	*+267ha84 Soit **+67%** toutes zones confondues A et Ap Soit +17% entre NC et A*



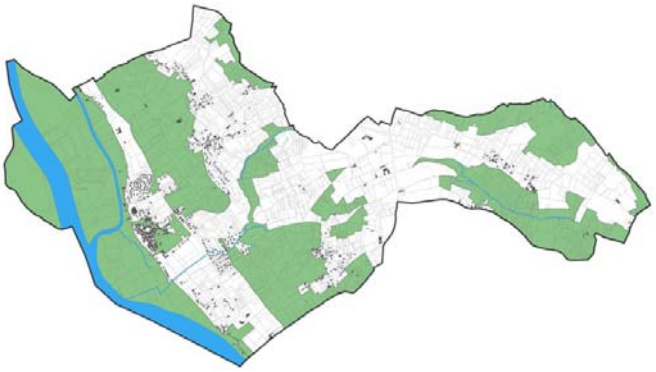
Zones agricoles du PLU projet (zone A en jaune, Ap en orange)

Evolution du zonage POS/ PLU:

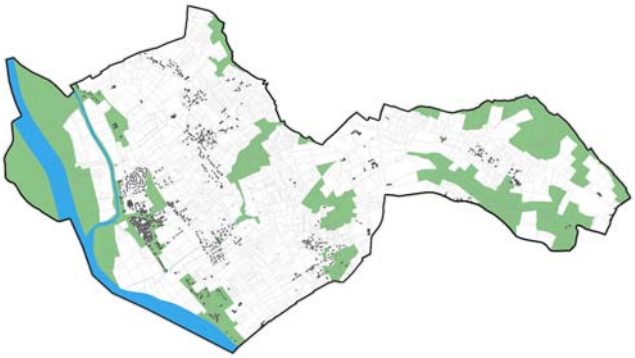
Le zonage A comporte des secteurs de manière à répondre à des cas de figures spécifique au territoire, que sont, les espaces paysagers majeurs mais à dominante agricole (Ap) C'est ainsi que la zone A voit son emprise augmenter considérablement. Pour autant la zone A (hors zone Ap) demeure plus importante que la zone NC du POS avec une augmentation de 17%

La zone agricole A a été revue selon des critères qui ont évolué par rapport à ceux étudiés dans le POS et par rapport à l'évolution de cette activité sur le territoire communal

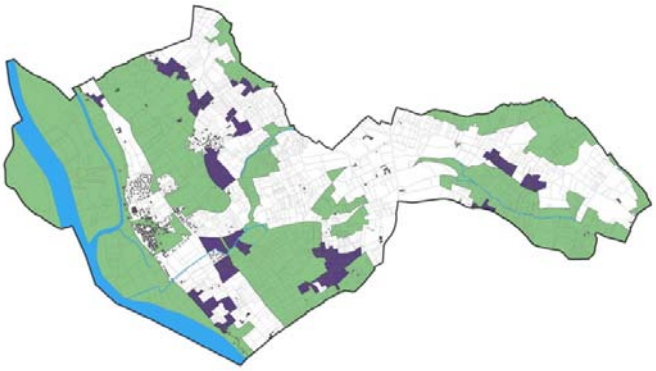
La commune a également retiré des terrains de la zone constructible au profit de la zone agricole comme par exemple aux abords du bourg ou encore en continuité de l'actuelle zone d'activité en limite avec Beguey



Zones naturelles du POS (ND)



Zones naturelles du PLU projet



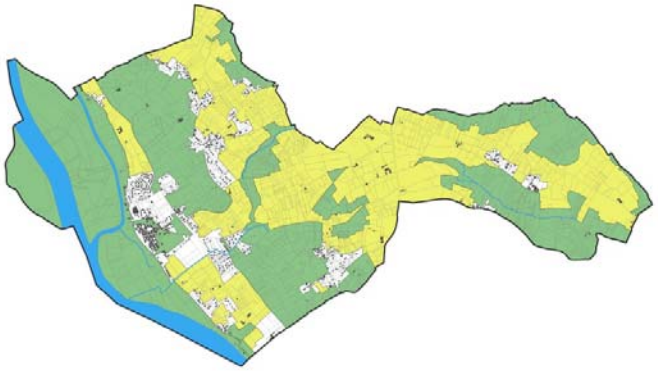
Zones naturelles (ND)en vert et zones NB en mauve du POS

POS zones ND	***PLU zones N***
554ha72	***325ha05***
	Différence -229ha67 Soit -42%
POS Zones NB	
56ha15	
TOTAL ND+NB	
610ha87	***Différence -285ha82 soit -47%***

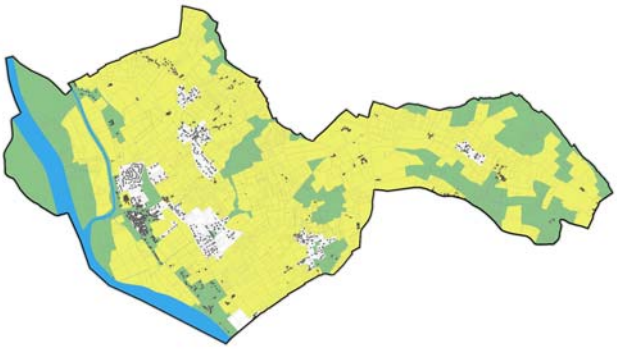
<u>Evolution du zonage POS/ PLU:</u>

Les zones agricoles ont augmenté en prenant sur les zones naturelles avec une augmentation des zones qualifiées Ap et protégées des constructions nouvelles .La diminution des zones naturelles s'est donc fait en partie au profit de zones agricoles.

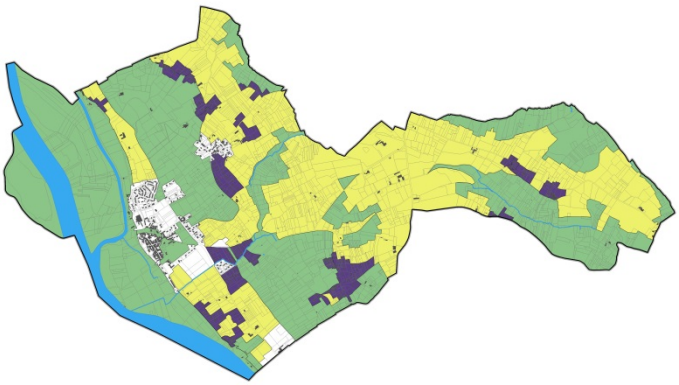
On notera que de nombreuses surfaces en zone naturelle du POS sont constitutives d'entités agricoles (vignoble sur les coteaux, palus et terrasse en vigne ou maïs) et ont donc été versées, très souvent en zone A protégée du PLU révisé.



Zones naturelles et agricoles du POS (ND et NC)



Zones naturelles et agricoles du PLU projet



Zones naturelles et agricoles du POS (NB mauves ; ND vert; NC jaune)

POS zones NC et ND	***PLU zones N et A***
955ha96	***994ha13***
	Différence +38ha17 Soit +5ù
POS Zones NB	
56ha15	
TOTAL NB+ND+NC	
1012ha11	***Différence -17ha98 soit -2%***

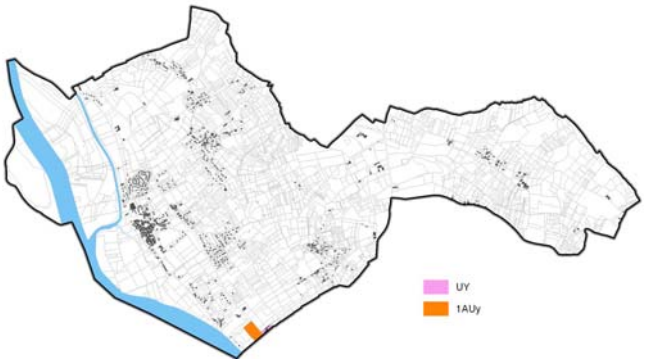
<u>Evolution du zonage POS/ PLU:</u>
Au bilan , la différence entre les deux documents est faible.
Il s'agit avant tout d'une reconfiguration globale dont l'impact sur les zones globalement reste infime
Si 'l'on extrait des zones dites naturelles du POS les zones NB qui sont en réalité des secteurs pouvant accueillir des constructions, le bilan est positif quant à l'augmentation de ces zones dans le PLU.
On notera que le PLU révisé ne prévoit pas de stecal.

Les zones d'activité artisanales, industrielles (existantes et futures)

Au total, la révision diminue de 4ha47 l'emprise des zones dédiées aux activités par comparaison au POS.



Zones NAy du POS



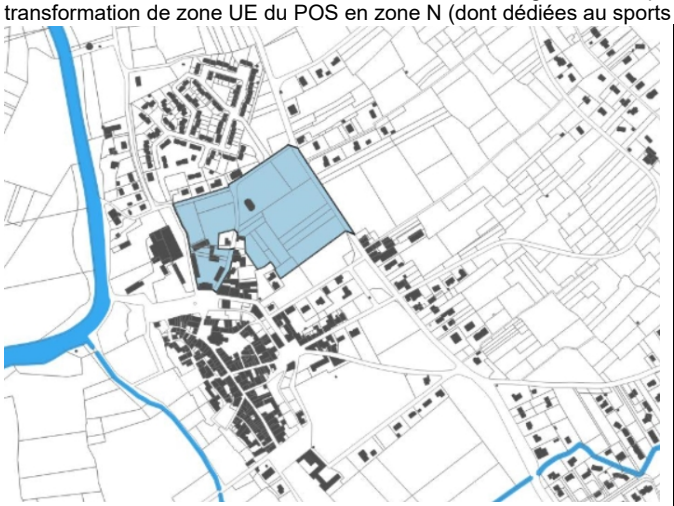
Zones UY et 1AUy du PLU

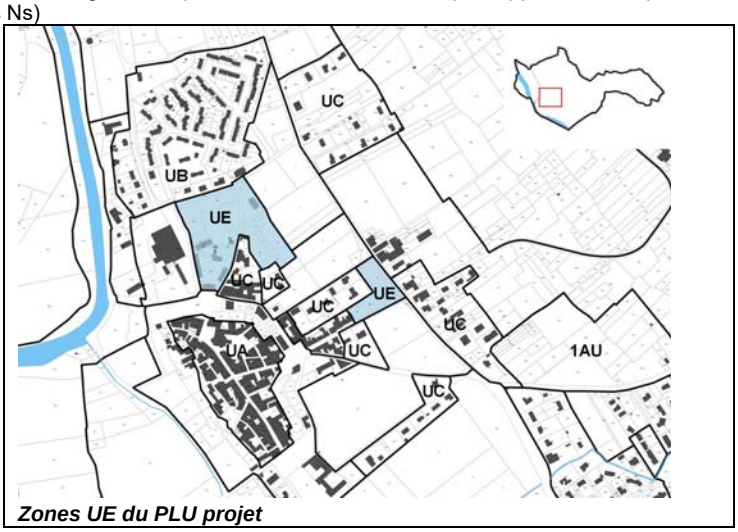
POS zones NAy	***PLU zones UY***
7ha12	***2ha65***
	-4ha47 Soit -63%

Evolution du zonage POS/ PLU:
D'une part la zone UYA dans le POS située sur la coopérative du bourg a été transformée dans le PLU en zone agricole, zonage plus approprié à la nature de cette activité.
D'autre part une zone future d'activité (NAy) en continuité de celle existante a été déplacée de l'autre côté de la RD (surface réduite) sur des espaces qui impactent moins à la fois les paysages , les perspectives vers les collines, et la viticulture.

La zone d'équipements collectifs

La révision **identifie cette zone pour affirmer le plateau public central qui couvre 3ha13** et est dédié aux équipements collectifs. Ce secteur couvre notamment les écoles, la mairie, mais également la place le long de la départementale. il est diminué par rapport au POS par transformation de zone UE du POS en zone N (dont dédiées au sports Ns)



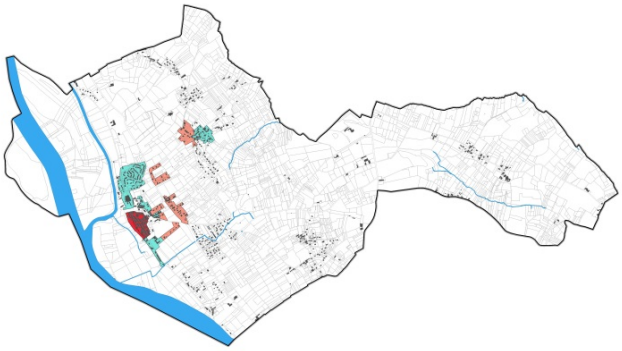


Zones UE du PLU projet

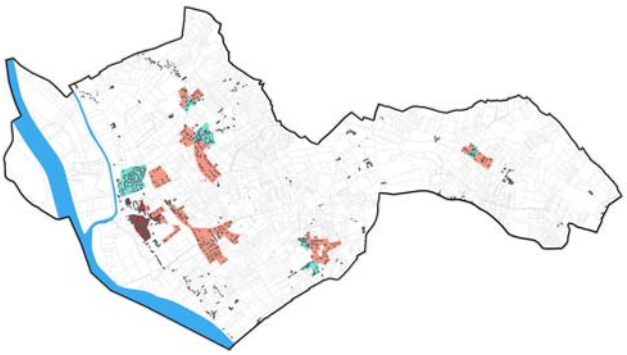
POS zones UE	***PLU zones UE***
5ha10	***3ha13***
	-1ha97 Soit -38%

Les zones Urbaines (Habitat)

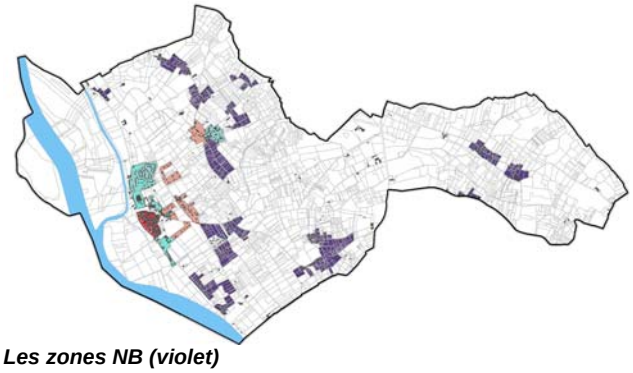
Elles se présentent sous forme de parties résidentielles, avec un habitat disposé en ordre discontinu, en dehors de la zone UA du bourg
Elles intègrent une partie des constructions réalisées avec le POS (héritages des zones NB) ou encore des constructions adjacentes existantes.



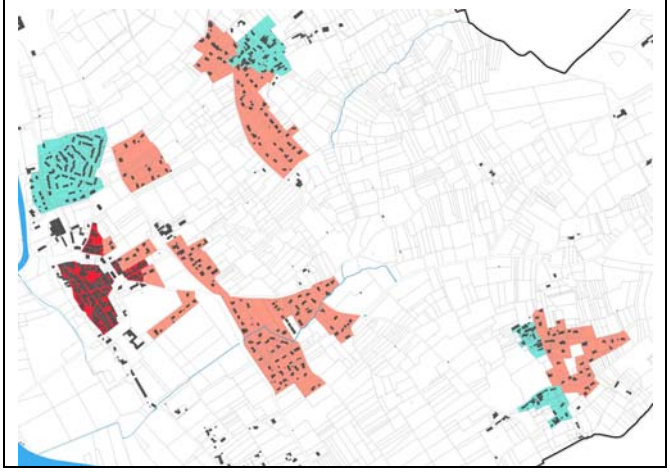
Zones UA, UAf, UB et UC du POS



Zones UA, UB,UBd,UC,UCd du PLU Projet

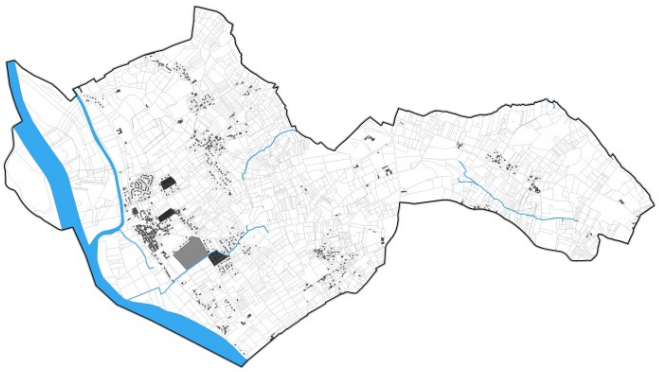


Les zones NB (violet)

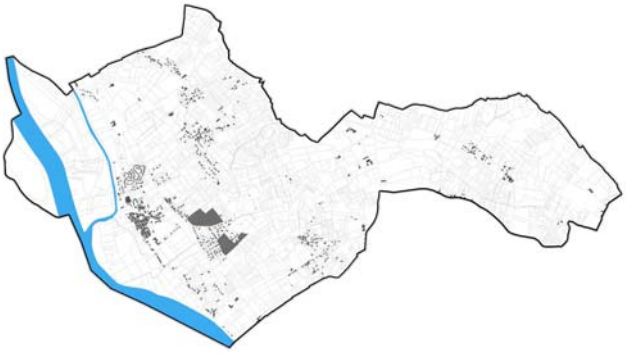


POS zones UA, UAf, UB et UC	***PLU Zones UA, UB,UBd,UC,UCd***
30ha60	***57ha14***
POS Zones NB	
56ha15	
	+26ha54 Soit +87%

Evolution du zonage POS/ PLU:
L'évolution des zones urbaines doit être pondérée par la transformation de certaines zones NB en U.
Les zones U ont augmenté avec la réalisation de travaux d'assainissement collectif.



POS zone INA t IINA



Zones 1AU et 2AU du PLU

POS zones NA	***PLU zones 1AU et 2AU***
10ha07	***7ha95***
	-2ha12 ***Soit -21%***

Evolution du zonage POS/ PLU:

Dans le POS les zones d'urbanisation future (NA) se situent en grande majorité sur le versant Sud de la RD,
Ces espaces ont été en grande partie qualifiés d'importants sur le plan paysager au titre des abords du bourg médiéval
la collectivité a donc réfléchi sur des espaces plus éloignés du bourg tout en privilégiant une réflexion urbaine globale. C'est sur la rive Nord de la RD que les espaces pour le futur de l'urbanisation sont envisagés.
Seule un secteur NA du POS est transformé en zone U à La Couture Nord dans un espace agricole encerclé par les maisons individuelles.

Approche par zones : le règlement

Des différences fondamentales issues de l'évolution législative (Lois Grenelle, ALUR notamment) rendent la comparaison délicate : suppression du recours au minimum parcellaire, au COS, ajout des articles 15 et 16, en particulier. De plus les éléments fondamentaux ont également évolué dans l'appréciation des zones avec une forte implication de l'environnement dans la réflexion.
Le tableau ci-après vise à pointer en les résumant les principales différences et évolutions entre les deux documents.

Dans toutes les zones U

Instauration systématique de création de Logement Locatif Social au-delà de 4 logements (article 2) pour répondre au besoin en LLS ainsi que pour répartir sur le territoire ces logements dans un souci de mixité sociale.

	POS	***PLU***	***Commentaire***
Zone	***UA***	***UA***	
5- superficie mini	Néant	Néant	Loi ALUR supprime le recours au minimum parcellaire
9- Emprise au sol	30% 60% pour activités	30%	Permet de gérer le rapport bâti/espaces libres en l'absence de minimum parcellaire
10-hauteur	De 5m à 7m50 à l'égout	De 5m à 7m50 à l'égout	Indication métrique permettant de la précision sur la volumétrie attendue. La hauteur est restée variable selon les rues
13-Espaces libres	1 arbre/2 places	1 arbre/2 places	Des attentes en termes d'environnement et de paysage
14- COS	Néant	Néant	COS supprimé par Loi ALUR

Zone	***UB***	***UB***	
5- superficie mini	Néant	Néant	Loi ALUR supprime le recours au minimum parcellaire
9- Emprise au sol	50% sauf équipements collectifs	40%	Permet de gérer le rapport bâti/espaces libres en l'absence de minimum parcellaire L'emprise plus importantes visent les bâtiments d'intérêt général
10-hauteur	8m au faîtage	8m au faîtage	Indication métrique permettant de la précision sur la volumétrie attendue. La hauteur a été maintenue
13-Espaces libres	1 arbre/2 places	1 arbre/2 places	Des attentes en termes d'environnement et de paysage
14- COS	Néant	Néant	COS supprimé par Loi ALUR

	UC	***UC***	
5- superficie mini	Néant	Néant	Loi ALUR supprime le recours au minimum parcellaire chiffré
9- Emprise au sol	40%	30%	Permet de gérer le rapport bâti/espaces libres en l'absence de minimum parcellaire
10-hauteur	8m au faîtage	8m au faîtage	Indication métrique permettant de la précision sur la volumétrie attendue. La hauteur a été maintenue
13-Espaces libres	10% pour terrain >5000m² 1 arbre/2 places	30% 1 arbre/2 places	Des attentes en termes d'environnement et de paysage en particulier une volonté liée à la perméabilité des sols à préserver compte tenu de la topographie
14- COS	Néant	Néant	COS supprimé par Loi ALUR

	UE	***UE***	
5- superficie mini	Néant	Néant	Loi ALUR supprime le recours au minimum parcellaire
9- Emprise au sol	Néant	Néant	Un peu plus de possibilités par rapport au PLU de 2009
10-hauteur	10m au faîtage	8m au faîtage	Indication métrique permettant plus de précision sur la volumétrie attendue, cette hauteur se cale sur la zone UA proche
13-Espaces libres	1 arbre/2 places	1 arbre/4 places	La nécessité de créer du stationnement répond indirectement aux espaces libres . le végétal est ici souligné comme important
14- COS	Néant	Néant	COS supprimé par Loi ALUR

	N'existe pas au POS	***UY***	
5- superficie mini		Néant	Loi ALUR supprime le recours au minimum parcellaire
9- Emprise au sol		70%	Activité économique à favoriser
10-hauteur		8m au faîtage	Pas plus haut que le bati du bourg
13-Espaces libres		1 arbre/4 places	La nécessité de créer du stationnement répond indirectement aux espaces libres . le végétal est ici souligné comme important
14- COS		Néant	COS supprimé par Loi ALUR

	INA	***1AU***	
5- superficie mini	800m² mini	Néant	Loi ALUR supprime le recours au minimum parcellaire
9- Emprise au sol	40%	Néant	Pas d'emprise du fait de la présence d'orientations d'aménagements
10-hauteur	8m au faîtage	8m au faîtage	Maintien
13-Espaces libres	10% 1 arbre/2 places	1 arbre/2 places	Maintien
14- COS	Néant	Néant	COS supprimé par Loi ALUR

Dans les zones A et N : règlement globalement maintenu à l'exception de :

Dans les zones A et N :
Possibilités de réaliser des extensions et annexes aux habitations existantes sous conditions (article 2)

Dans la zone N :
Possibilités de réaliser des petits bâtiments nécessaires aux activités agricoles limitées en surface, dans la perspective d'un développement de certaines filaires (maraichage, etc...) qu'il est difficile d'anticiper (article 2)

Les principaux éléments du paysage

Le PLU a repéré par des EBC des boisements d'intérêt, pour leur rôle d'accompagnement dans le paysage ou de maintien des biodiversité (réservoirs), pour au total préserver 140.36 ha soit une protection de plus de 13% du territoire communal.

	POS	PLU
Surface en ha des EBC	140ha36	142ha88
Surface totale des espaces protégés	**140ha36**	**142ha88**
% de la surface communale		***13%***



Les espaces boisés classés du PLU sur la commune

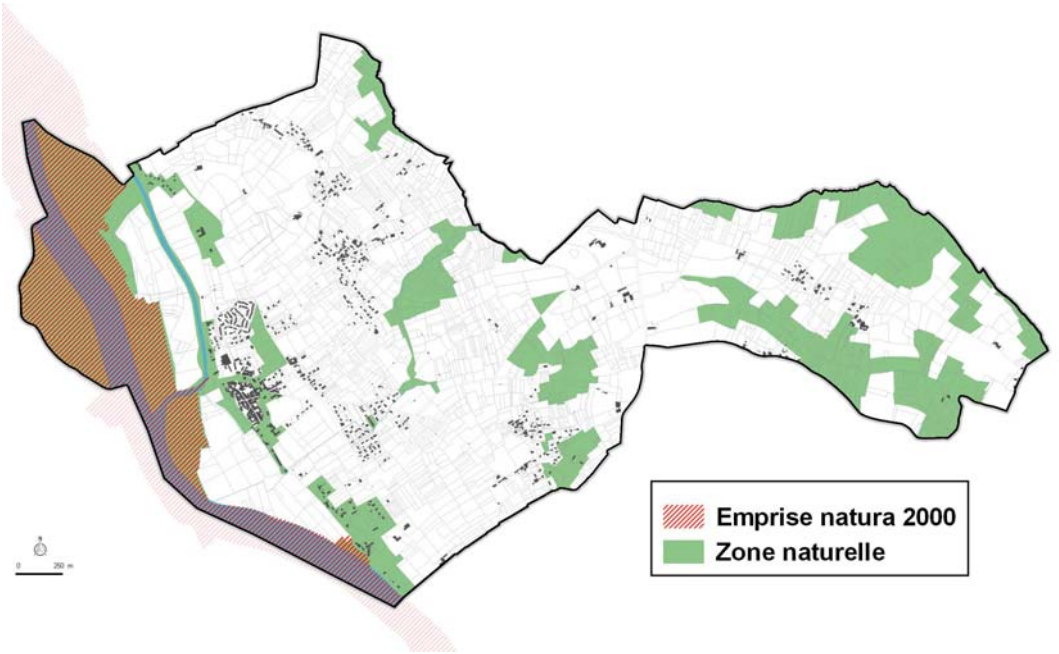
Dans le détail le choix de la préservation des boisements et des éléments du paysage

LOCALISATION	***ELEMENTS DU PAYSAGE ou Espaces Boisés Classés JUSTIFICATION***	***ENJEU DE PRESERVATION***
Abords du bourg		
	Les boisements aux abords de la cité médiévale, rôle d'écrin végétal	Intérêt paysager, hydraulique
Abords de la zone d'Activité		
	Boisements existants ou à créer pour la structuration du paysage, l'effet de coupure/masque en limite de la commune voisine.	Intérêt paysager
Massifs boisés dans les coteaux /vallons		
	Les boisements des coteaux comportent souvent des thalwegs comportant des ruisseaux. Cela leur confère un intérêt du fait à la fois de leur vocation écologique et de leur rôle structurant dans le paysage communal. Certains sont également des réservoirs de biodiversité et/ou participent des continuités écologiques	Intérêt écologique (milieux, espèces, maintien des berges, qualité des eaux, régulation des eaux), et paysager

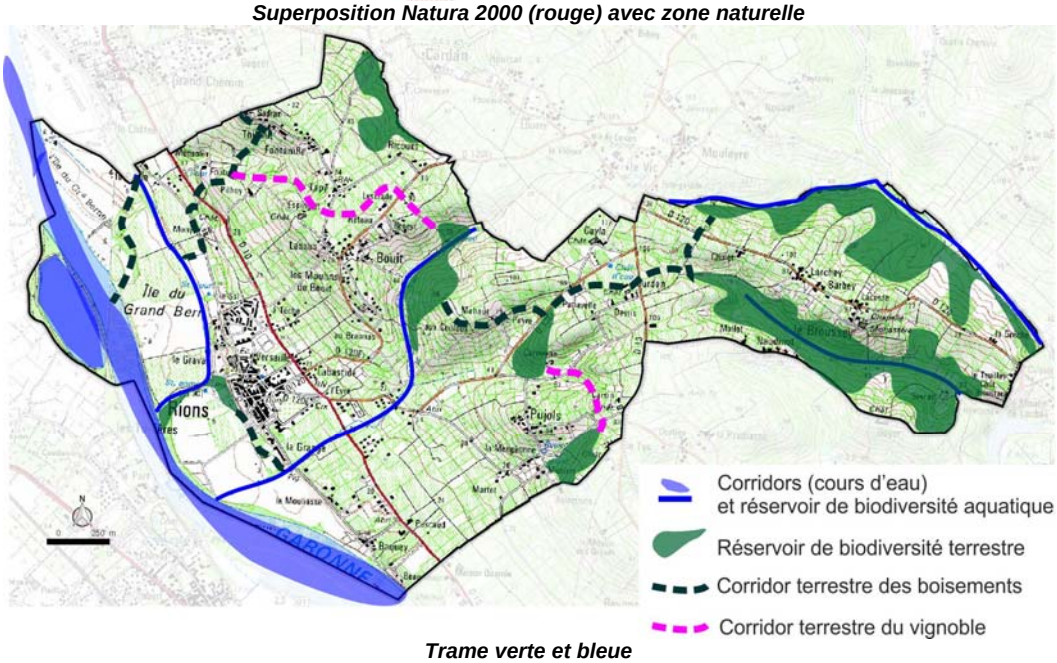
D-I.2.1 –MILIEU NATUREL ET BIODIVERSITE

La protection des espaces naturels et des biodiversités

Les impacts sur la qualité de l'eau seront traités dans un paragraphe spécifique.



Superposition Natura 2000 (rouge) avec zone naturelle



Trame verte et bleue

L'identification des espaces naturels d'intérêt a donné lieu à un zonage et règlement mettant en cohérence l'aspect fonctionnel des milieux, leur composition en termes d'espèces d'intérêt, en préservant des continuités biologiques :

1/ Le zonage Nbd a relayé les secteurs aux enjeux majeurs pour la conservation des habitats et des espèces :

- les corridors/réservoirs de la Garonne et du réseau hydrographique en général, et notamment les habitats d'intérêt répertoriés dans le DOCOB de la zone Natura 2000 de la Garonne. Dans le bassin de plaine l'emprise du PPRI protège de fait ces espaces des aménagements et des constructions.
- les massifs boisés principaux, notamment des réservoirs de biodiversité

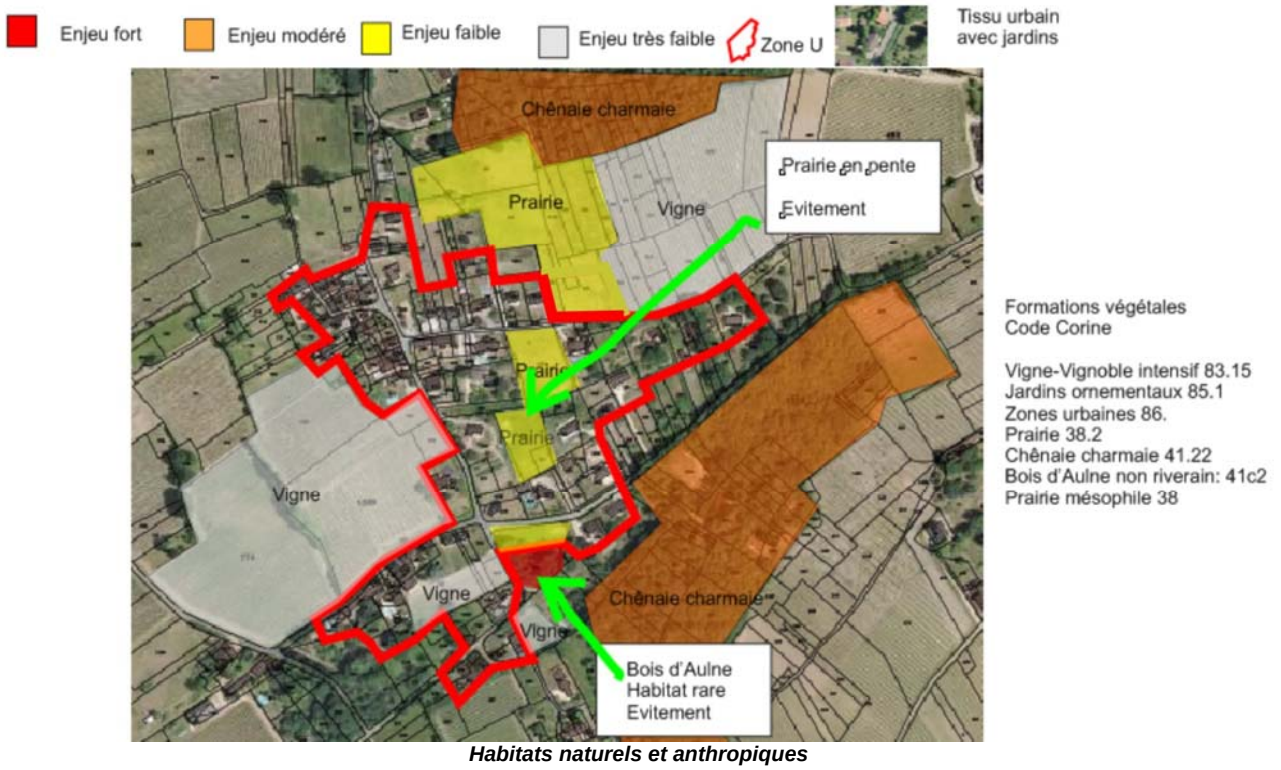
2/ Le zonage N a complété cette trame sur des espaces aux enjeux moins marqués, mais dont le rôle soit écologique, soit paysager devait être pris en compte.

Le zonage a pris en compte des enjeux ponctuels identifiés sur certains espaces dont la sensibilité a impliqué des investigations plus précises, notamment sur les zones de Bouit et Pujols :

Localisation : quartier de Pujols _ investigation du contour de la zone urbanisée

Historique du zonage : Zone NB dans le POS, passage en UB/UBd, UDd dans le PLU révisé avec adaptation de l'emprise suite à des mesures d'évitement.

Les inventaires de terrain ont porté sur l'ensemble du quartier et sa proche périphérie et ont permis de recaler un zonage en évitant les enjeux biodiversité identifiés.



Habitats naturels et anthropiques
Enjeux liés aux habitats naturels et anthropiques

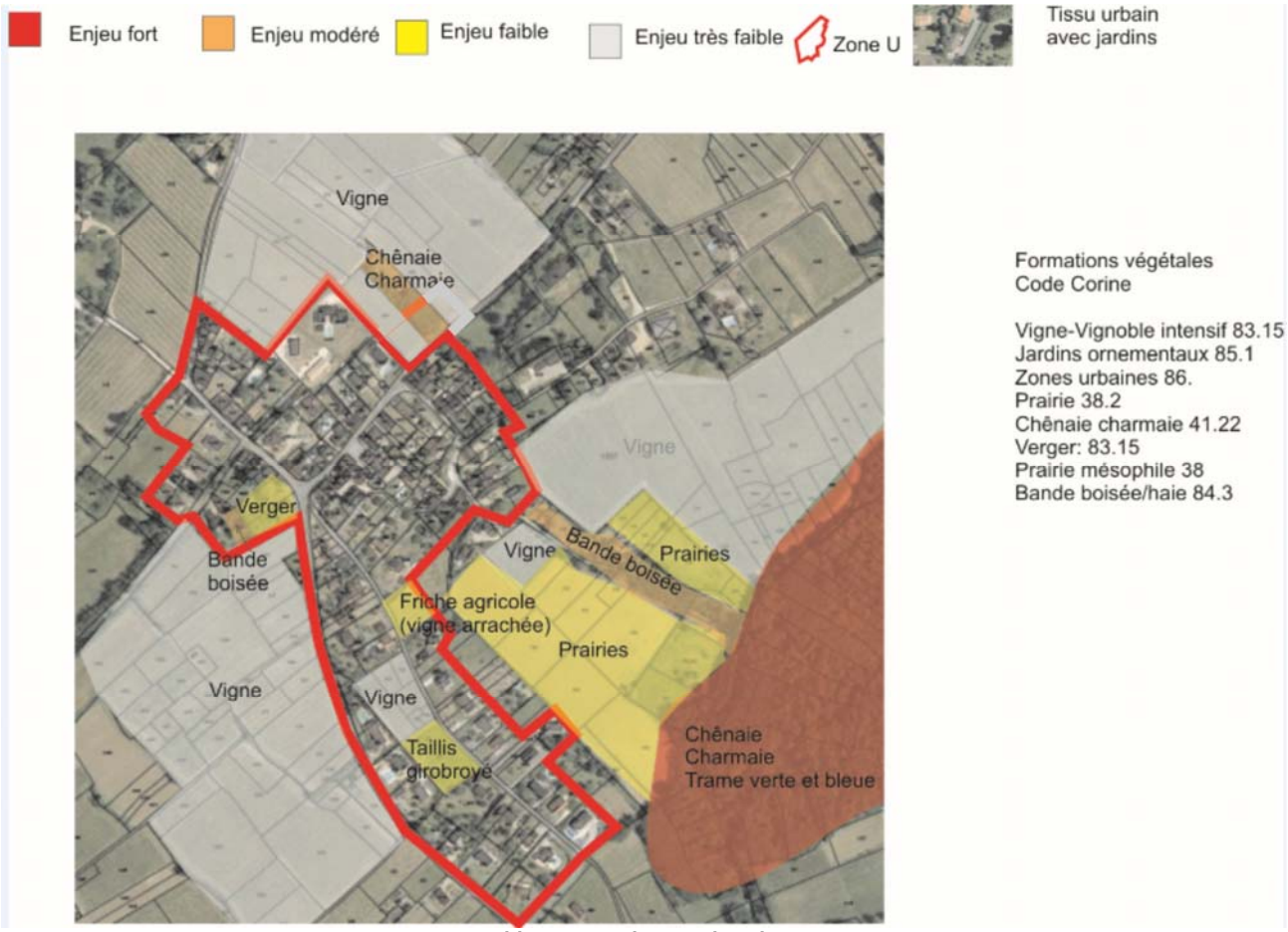
NB : le contour en rouge mentionné « zone U » a pu lègèrement évoluer, ces inventaires ayant été faits en cours d'étude. Le tissu urbain est considéré « hors enjeu »

Paramètres concernés	Impact environnemental potentiel	Mesures
paysage	Impact potentiel limité accompagné du fait du maintien des boisements périphériques et des prairies en pente en N	Protection des bois Evitement
biodiversité	Impact faible sur des prairies de faible intérêt écologique Aucun habitat d'intérêt Absence d'impact sur les corridors écologiques	Mesure d'évitement : classement du bois d'Aulne en N, classement des prairies en pente en N
Qualité des eaux	Projet raccordé en partie à l'assainissement collectif de capacité suffisante ou sur des sols aptes à l'épuration dispersion	Sans objet
Patrimoine architectural ou archéologique	Néant	Sans objet
Risque	Non concerné	Limitation de l'imperméabilisation
Agriculture	Impact marginal	Sans objet
Bilan	Impact faible Pas d'impact fonctionnel sur les milieux, ni d'impact sur des milieux d'intérêt	

Localisation : quartier de Bouit _ investigation du contour de la zone urbanisée

Historique du zonage : Zone NB/UB/UC dans le POS, passage en UB/UC, UCd dans le PLU révisé avec adaptation de l'emprise suite à des mesures d'évitement.

Les inventaires de terrain ont porté sur l'ensemble du quartier et sa proche périphérie et ont permis de recaler un zonage en évitant les enjeux biodiversité identifiés.



Habitats naturels et anthropiques
Enjeux liés aux habitats naturels et anthropiques

NB : le contour en rouge mentionné « zone U » a pu lègèrement évoluer, ces inventaires ayant été faits en cours d'étude. Le tissu urbain est considéré « hors enjeu »

Paramètres concernés	Impact environnemental potentiel	Mesures
paysage	Impact potentiel limité du fait de la limitation de l'emprise bâtie à l'existant sur le versant en perspective vers le village Maintien des perspectives visuelles	Evitement du développement sur les zones de perspectives visuelles
biodiversité	Impact faible sur des vignes, vergers, friche Aucun habitat d'intérêt Absence d'impact sur les corridors écologiques	
Qualité des eaux	Projet raccordé en partie à l'assainissement collectif de capacité suffisante ou sur des sols aptes à l'épuration dispersion	Sans objet
Patrimoine architectural ou archéologique	Néant	Sans objet
Risque	Non concerné	Limitation de l'imperméabilisation
Agriculture	Impact marginal	Sans objet
Bilan	Impact faible Pas d'impact fonctionnel sur les milieux, ni d'impact sur des milieux d'intérêt	

Bilan

La configuration actuelle du territoire communal est favorable aux continuités écologiques, de vastes surfaces naturelles et agricoles présentent des continuums fonctionnels, avec très peu de fragmentation.
Le Projet de PLU ne remet pas en cause ces continuités, et au contraire, les formalisent dans un zonage naturel ou agricole.
Par ailleurs, les sites de développement urbains s'inscrivent dans le bourg, les quartiers et leurs proches limites, proscrivant la tendance au mitage.

Le développement de l'urbanisation dans le cadre du PLU de *RIONS* ne produira pas de fragmentations dommageables au maintien des réseaux écologiques. Les facteurs de fragmentation ne sont ainsi pas aggravés du fait du parti pris de limiter le développement urbain dans les écarts, et du fait de la contrainte PPRI qui protège la plaine de la Garonne.

La qualité des milieux associés au réseau hydrographique est assurée du fait du ***zonage majoritaire N ou A*** qui affirme cette vocation naturelle, permettant par ailleurs la régulation des eaux tant au niveau quantitatif que qualitatif ; notamment les réservoirs biologiques liés au réseau hydrographiques sont intégrés au zonage N qui limite les constructibilités.

Au niveau quantitatif, le PLU présente des ***zones N*** qui couvrent 325ha05, soit près de ***30%*** du territoire.
Dans cette zone, la zone naturelle stricte concerne les secteurs N et Nbd : elle s'étend sur 322ha11.

Niveau d'incidence :

Surfaces totale des zones affectées au développement (zones U, AU)	70ha87
Surfaces consacrées aux zones naturelles strictes dans le PLU (N-Nbd)	322ha11
Surfaces des zones de taille et capacité limitées en zone N	Non concerné
Surfaces des zones spécifiques en zone N (Ns)	2ha94
Bilan	**30% du territoire en zone naturelle stricte**

Détail des Mesures prises :

Règlement	Zone naturelle restrictive notamment 100% de la zone Natura 2000 en zone Nbd
Orientations d'aménagement	Sans objet
Zonage	Intégration majoritaire des réservoirs biologiques et des continuités écologiques en zone Naturelle
Indicateurs et Mesures de suivi	Sans objet, le zonage permet la protection de ces espaces Une partie de ces espaces sont concernés par les indicateurs liés à Natura 2000

D-I.2.2 –RESSOURCES

Les ressources en eau et l'assainissement

La ressource en eau, tant d'un point de vue qualitatif ou quantitatif conditionne la qualité des habitats, donc la biodiversité. Elle constitue également un enjeu majeur en termes d'alimentation en eau potable.

Les impacts du PLU concernent :

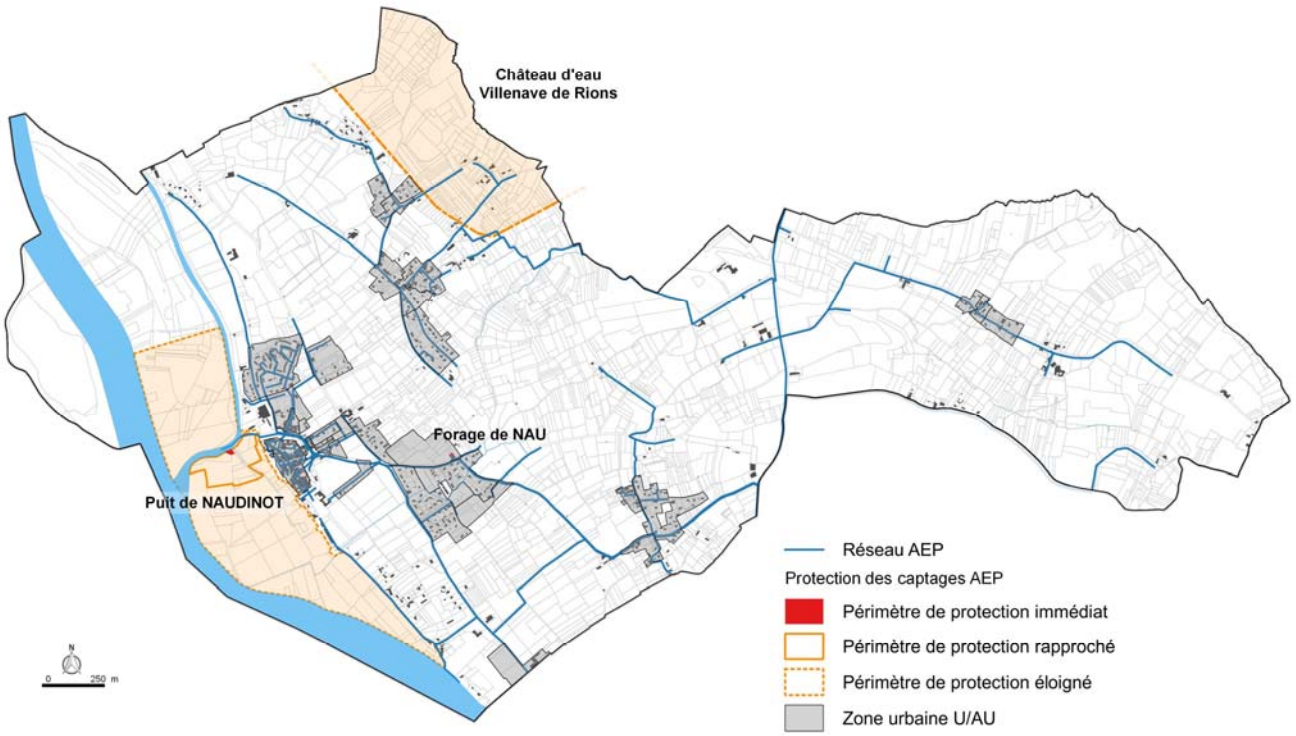
- les pollutions engendrées par le projet via la gestion des eaux usées et des eaux pluviales
- l'augmentation des prélèvements sur la ressource en eau en fonction des apports de population prévisibles

L'approche quantitative

La commune de ***Rions*** présente des ressources exploitées sur son territoire et est concernée par des périmètres de protection.
La consommation annuelle moyenne des abonnés domestiques est d'environ 103.5m3 par an pour l'année 2013.
Le projet de PLU en produisant un potentiel de 142 logements à 10 ans (182 à plus long terme avec la zone 2AU), implique une augmentation de consommation annuelle de plus de 14 953 m3 ou 41 m3/j à moyen terme sans compter les consommations liées aux zones d'activité.
A l'horizon 2027, les besoins en eau seraient ainsi de l'ordre de 960 m3/j contre une ressource de capacité nominale de 4000 m3/j avec une pointe de 1110 m3/j effective en 2015. La collectivité entend réduire les prélèvements dans la nappe éocène conformément au SAGE à travers une démarche d'interconnexion. La marge entre les besoins moyens et la pointe de pointe montre une ressource en capacité d'assurer les besoins.
La capacité résiduelle de la ressource étant importante, elle permet de couvrir les besoins à venir, d'autant plus que le maillage des réseaux sur le territoire assure la sécurisation de l'approvisionnement.
Le projet de PLU reste compatible avec la capacité actuelle de la ressource. La prospective en terme d'eau potable à l'échelle de l'agglomération devra être confirmée.

L'approche qualitative

Zonage et périmètre de protection des captages : la commune est concernée par 3 périmètres de protection
Ces périmètres sont concernés par un zonage A ou N, de constructibilité limitée. Aucune zone de développement n'est prévue dans ces secteurs.
La servitude relative aux périmètres de protection s'applique.



La bonne gestion des rejets polluants par la limitation du recours à l'assainissement autonome sur les sols défavorables permet de limiter les impacts. De même, l'adaptation de la station d'épuration en termes de capacité permet d'assurer le traitement satisfaisant des eaux usées.

Les eaux usées

Activités
L'assainissement se réalisera via des techniques d'assainissement autonome sur un secteur d'aptitude favorable.

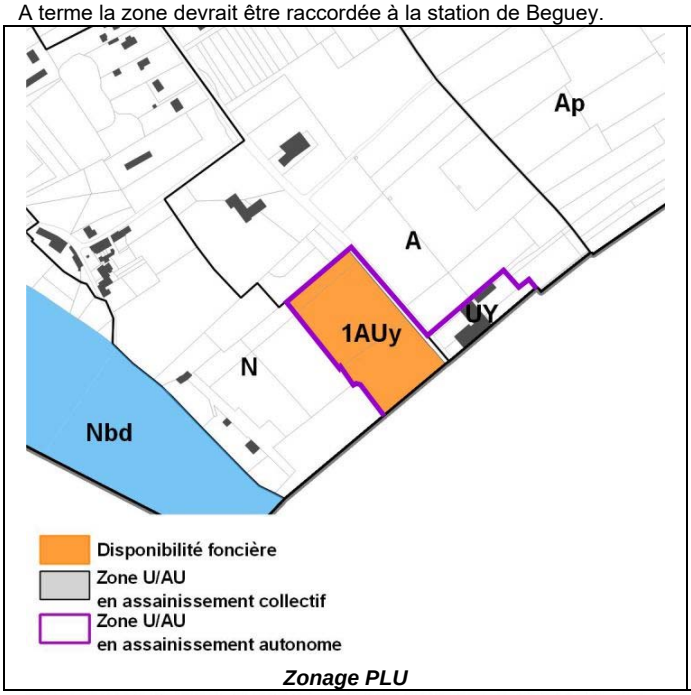
Logements
Actuellement l'assainissement des eaux domestiques est assuré par un réseau collectif raccordé à la station d'épuration communale qui dessert la majorité des espaces bâtis constitués. Les écarts éloignés relevant de dispositifs autonomes avec une aptitude des sols variable, majoritairement assez favorable.
La capacité résiduelle de la station est de 660 éq/habitants en 2013. Cette capacité permet un accroissement de population compatible avec l'objectif PADD qui est de moins de 300 habitants pour 2027.
Le PLU, en orientant majoritairement son développement sur des espaces raccordés au collectif donne les moyens de maîtriser et réguler les rejets et leur qualité.
On notera que le zonage de l'assainissement collectif sera réalisé et mis en cohérence avec le PLU.
Le PLU ne consommera pas toute la marge de la station, un résiduel de 240 équivalents/habitant (en comptant le raccordement de la zone 2AU), ce qui permettra des campagnes de raccordement de secteurs existants en autonome.

	Assainissement collectif bourg En branchements Logements (potentiels modulés)		**Assainissement autonome**	
Zonage	Existant raccordé	Potentiel supplémentaire PLU	Existant	Potentielsupplémentaire PLU
U (logements)	385	32+8 restructurations	*294*	13 dont 0 changement de destination
AU (logements)	0	142		
Sous-Total		*182*		
Total	**567**		**307**	
Capacité station	**1500 éq/hab avec 660 éq/habitants disponibles 182 branchements induits par le PLU correspondant à 419 éq/hab Restera 240 éq/hab en résiduel step**			
Capacité des sols en autonome			Trois terrains (quartier Larchey) présentent une perméabilité nécessitant la mise en place d'un filtre à sable drainé, les autres se situent sur des sols favorables à l'épuration dispersion par le sol (tranchées filtrantes), ce qui limite les impacts et rejets diffus. **En conséquence, l'impact reste marginal.**	

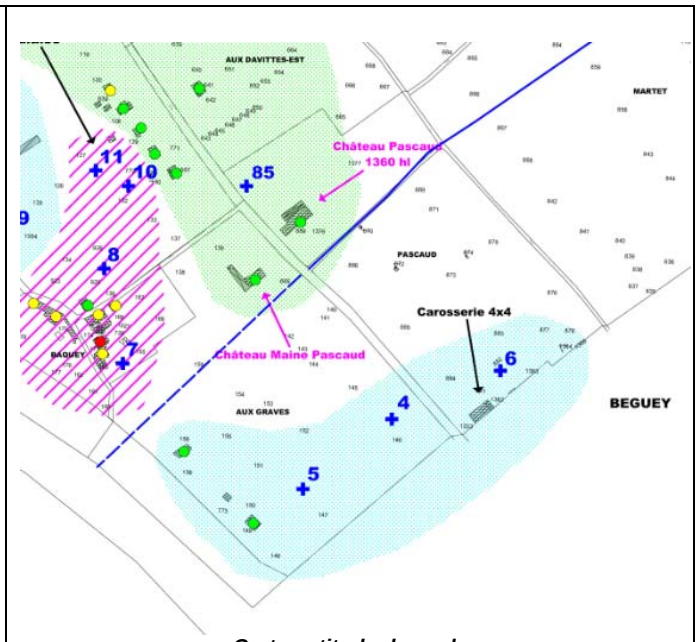
A noter que la zone d'activité est prévue dans le cadre de l'assainissement autonome, sur un secteur d'aptitude favorable à la mise en place de filière par épuration/dispersion dans le sol ce qui limite les impacts et rejets.
Il s'agit d'une zone dédiée à de l'artisanat faiblement productrice d'eau usée.
En ce sens, l'**impact de cette zone reste ponctuel et faible.**

Zone d'activités : aptitude favorable, tranchées filtrantes

A terme la zone devrait être raccordée à la station de Beguey.



Zonage PLU



Carte aptitude des sols

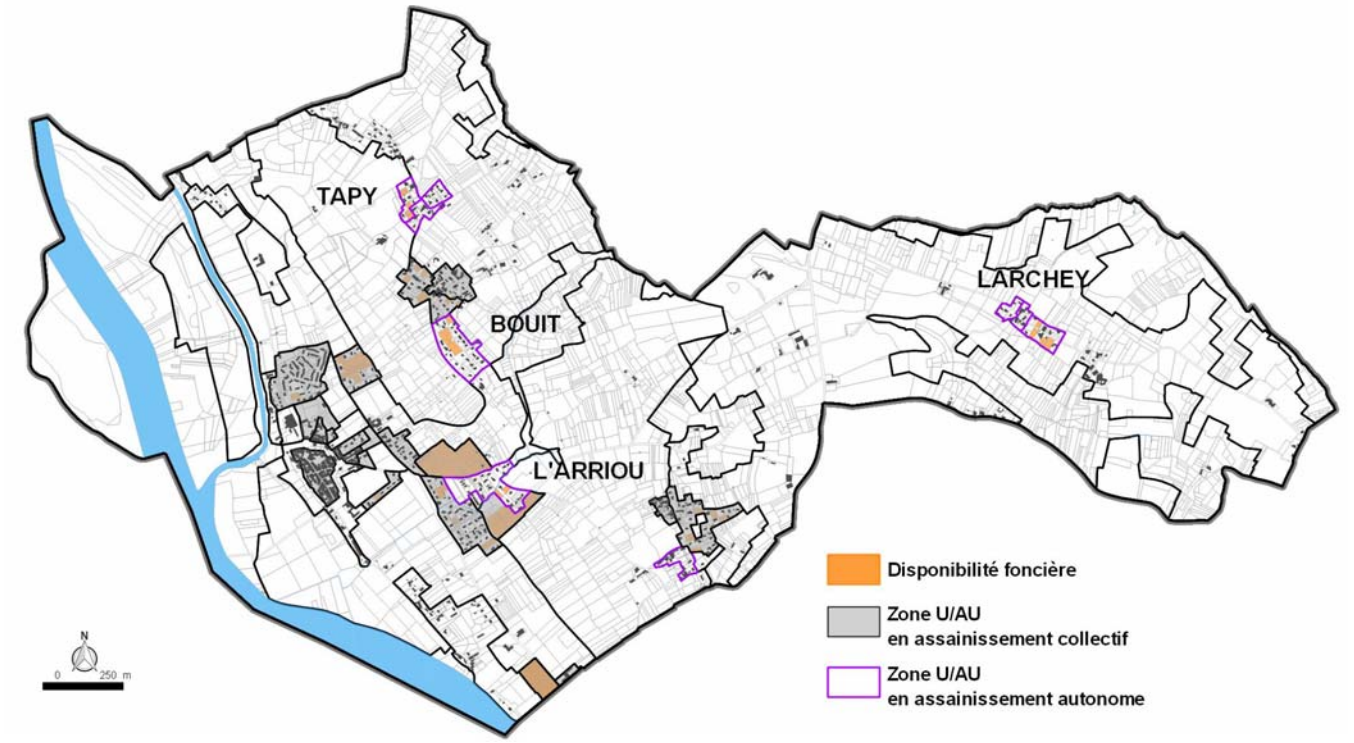
CONTRAINTES DE MISE EN OEUVRE DE L'ASSAINISSEMENT NON COLLECTIF

	: Facile
	: Possible avec des contraintes particulières
	: Trés difficile
	: Difficile (pente > 15 %)
Terrain en surplomb	: Relevage nécessaire

Aptitude des sols à l'assainissement non collectif

- Classe 1 : Epandage en sol naturel
- Classe 1R : Epandage en sol naturel remblayé
- Classe 2 : Lit filtrant non drainé
- Classe 3 : Lit filtrant drainé
- Classe 4 : Tertre d'infiltration
- Hors classe : Zone d'affleurement rocheux
- +10 Sondage à la tarière
- K Test perméabilité

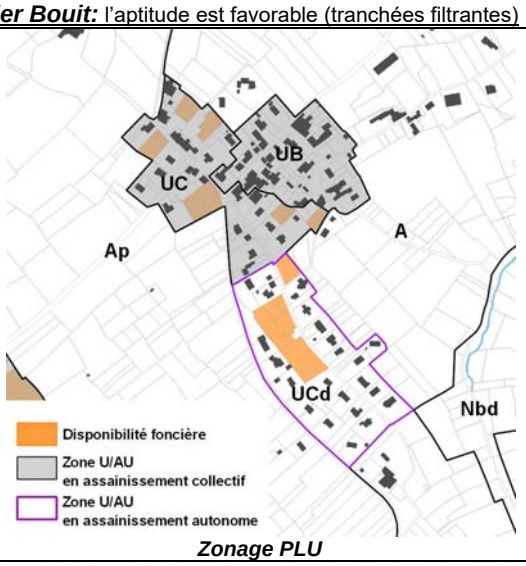
Aptitude des sols



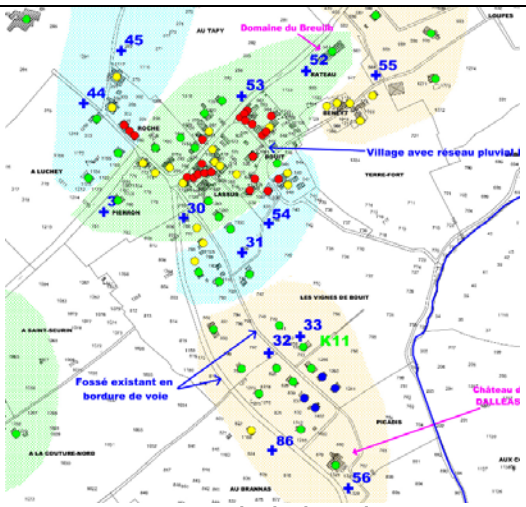
Disponibilité foncière dans les secteurs en assainissement autonome

Plusieurs secteurs concernent l'assainissement autonome :

Quartier Bouit: l'aptitude est favorable (tranchées filtrantes)



Zonage PLU



Carte aptitude des sols

CONTRAINTES DE MISE EN OEUVRE DE L'ASSAINISSEMENT NON COLLECTIF

: Facile

: Possible avec des contraintes particulières

: Trés difficile

: Difficile (pente > 15 %)

Terrain en surplomb : Relevage nécessaire

Aptitude des sols à l'assainissement non collectif

Classe 1 : Epandage en sol naturel

Classe 1R : Epandage en sol naturel remblayé

Classe 2 : Lit filtrant non drainé

Classe 3 : Lit filtrant drainé

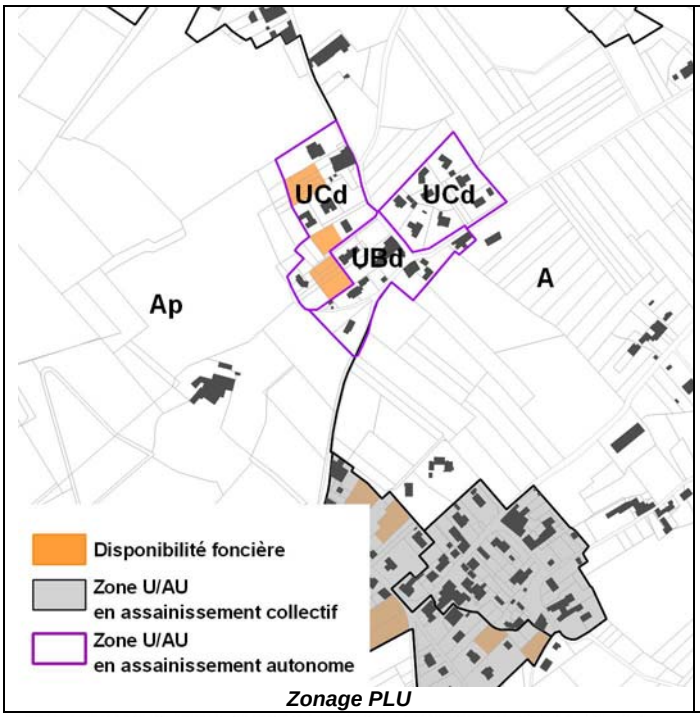
Classe 4 : Tertre d'infiltration

Hors classe : Zone d'affleurement rocheux

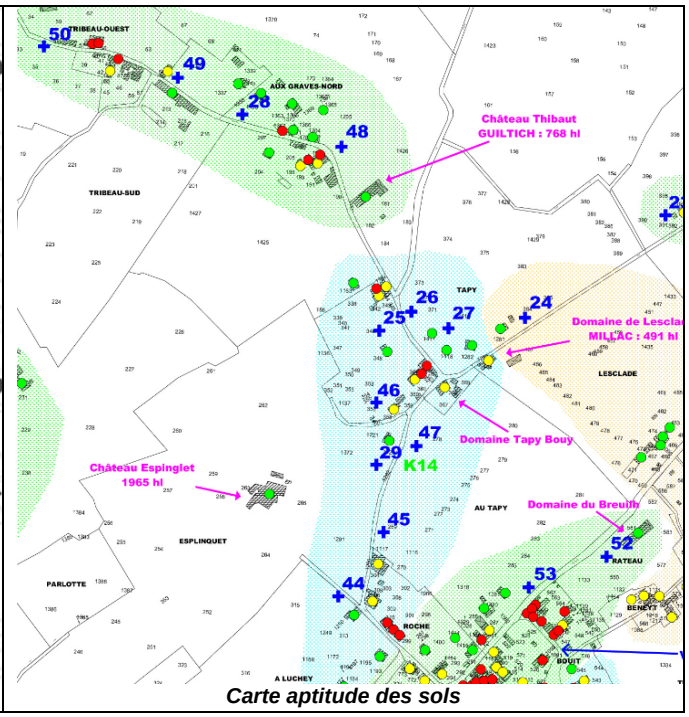
Sondage à la tarière

K Test perméabilité

Quartier Tapy : aptitude favorable, tranchées filtrantes



Zonage PLU



Carte aptitude des sols

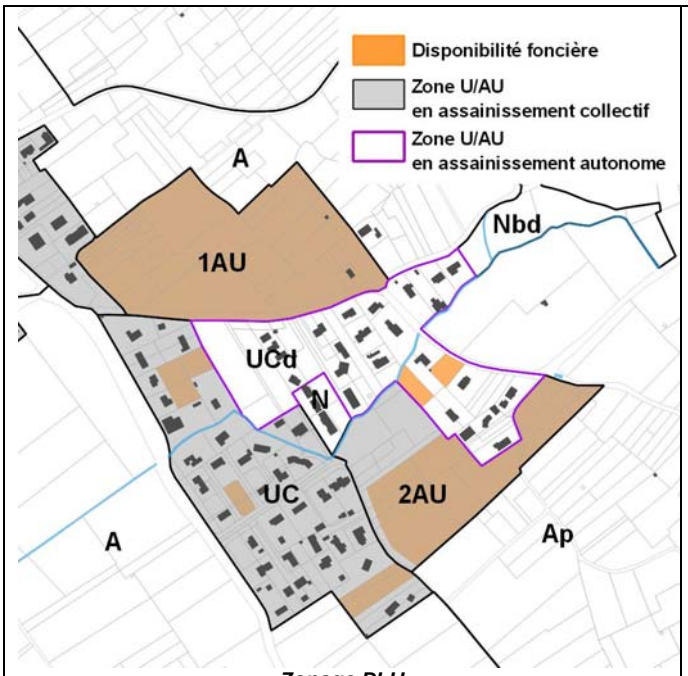
CONTRAINTES DE MISE EN OEUVRE DE L'ASSAINISSEMENT NON COLLECTIF

	: Facile
	: Possible avec des contraintes particulières
	: Trés difficile
	: Difficile (pente > 15 %)
Terrain en surplomb	: Relevage nécessaire

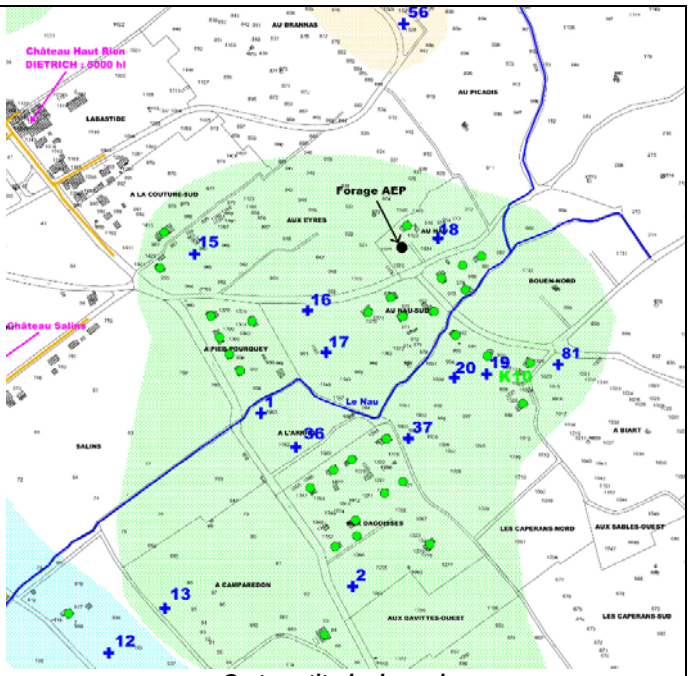
Aptitude des sols à l'assainissement non collectif

- Classe 1 : Epandage en sol naturel
- Classe 1R : Epandage en sol naturel remblayé
- Classe 2 : Lit filtrant non drainé
- Classe 3 : Lit filtrant drainé
- Classe 4 : Tertre d'infiltration
- Hors classe : Zone d'affleurement rocheux
- +10 Sondage à la tarière
- K Test perméabilité

Quartier l'Arriou : aptitude favorable (tranchées filtrantes)



Zonage PLU



Carte aptitude des sols

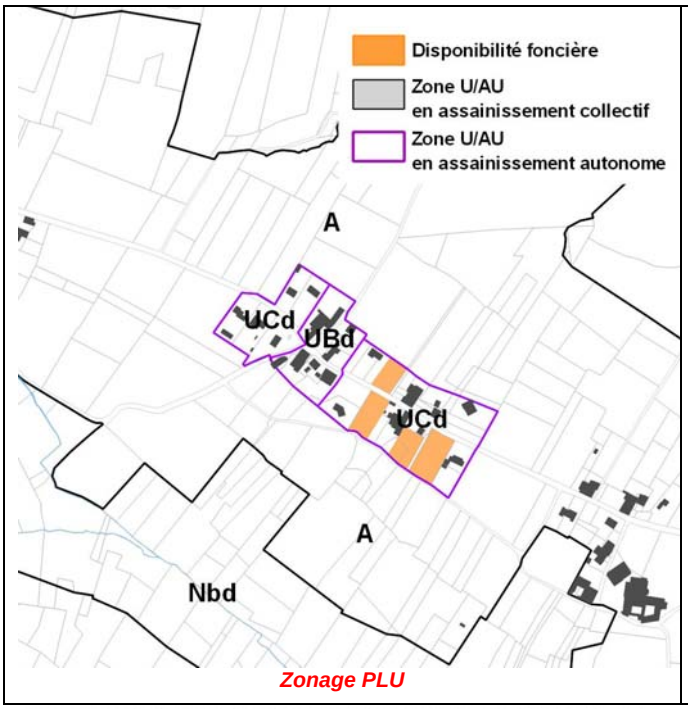
CONTRAINTES DE MISE EN OEUVRE DE L'ASSAINISSEMENT NON COLLECTIF

	: Facile
	: Possible avec des contraintes particulières
	: Trés difficile
	: Difficile (pente > 15 %)
Terrain en surplomb	: Relevage nécessaire

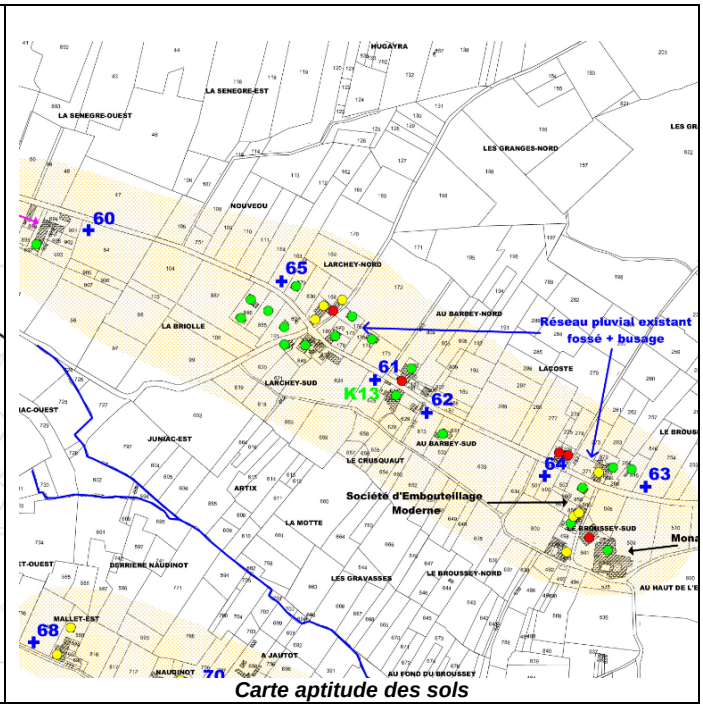
Aptitude des sols à l'assainissement non collectif

- Classe 1 : Epandage en sol naturel
- Classe 1R : Epandage en sol naturel remblayé
- Classe 2 : Lit filtrant non drainé
- Classe 3 : Lit filtrant drainé
- Classe 4 : Tertre d'infiltration
- Hors classe : Zone d'affleurement rocheux
- +10 Sondage à la tarière
- K Test perméabilité

Quartier Larchey : aptitude peu favorable filtre à sable drainé



Zonage PLU



Carte aptitude des sols

CONTRAINTES DE MISE EN OEUVRE DE L'ASSAINISSEMENT NON COLLECTIF

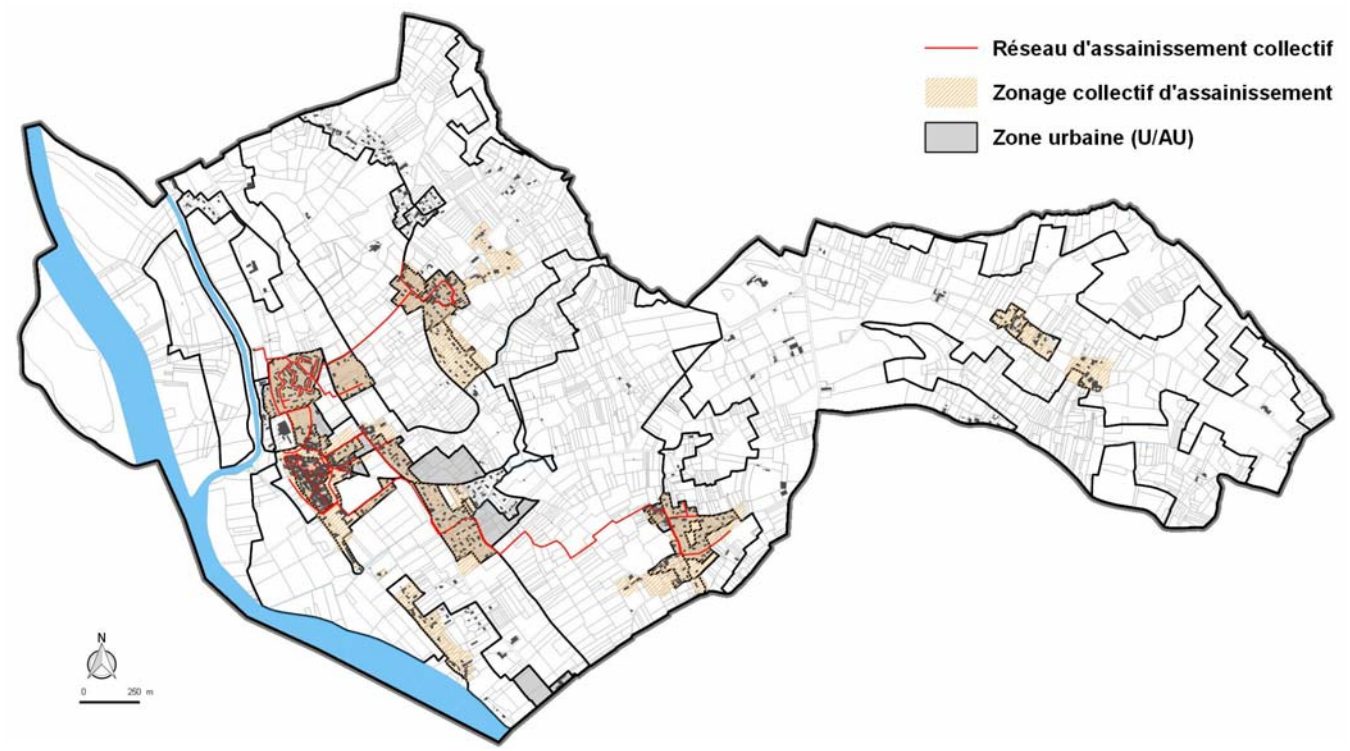
	: Facile
	: Possible avec des contraintes particulières
	: Trés difficile
	: Difficile (pente > 15 %)
Terrain en surplomb	: Relevage nécessaire

Aptitude des sols à l'assainissement non collectif

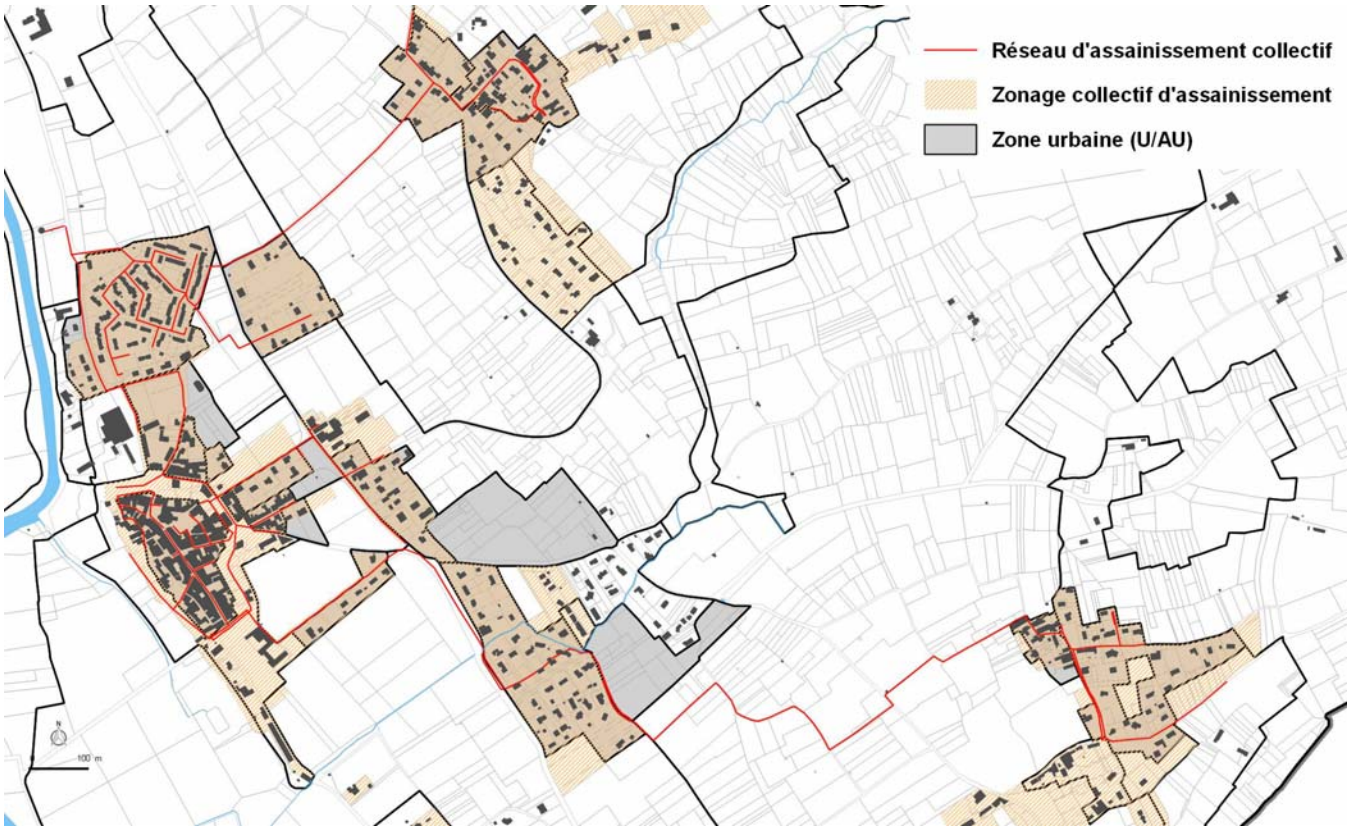
	Classe 1 : Epandage en sol naturel
	Classe 1R : Epandage en sol naturel remblayé
	Classe 2 : Lit filtrant non drainé
	Classe 3 : Lit filtrant drainé
	Classe 4 : Tertre d'infiltration
	Hors classe : Zone d'affleurement rocheux
+10	Sondage à la tarière
K	Test perméabilité

Zonage de l'assainissement collectif

Le zonage d'assainissement devra être révisé pour la mise en cohérence avec le PLU.
En effet, les zones AU ne sont pas prévues dans le zonage collectif et le secteur de Larchey avait été prévu en assainissement collectif malgré son éloignement.



Superposition des zones U et AU du PLU (gris) avec le zonage d'assainissement collectif (orange) et le réseau actuel (traits rouges)



Assainissement Pluvial

La commune ne dispose pas d'un schéma directeur des eaux pluviales.
Les eaux pluviales peuvent également être une source importante de pollution des eaux. La pollution diffuse provient des eaux pluviales qui s'écoulent à la surface du sol et le pénètrent. En s'écoulant, les eaux de ruissellement se chargent de polluants naturels et artificiels pour ensuite les déverser dans le milieu hydrographique superficiel ou souterrain. Le sol dispose d'une capacité auto épuratrice qui peut être insuffisante selon les caractéristiques de l'apport des eaux pluviales.

Ces polluants comprennent :

- les excédents d'engrais, de produits phytosanitaires provenant des terres agricoles et des secteurs résidentiels
- les huiles, résidus des carburants, les graisses et les produits chimiques toxiques provenant des ruissellements urbains
- les sédiments provenant des ruissellements de toute nature (matières en suspension produites par des aires naturelles, ou des surfaces urbaines, industrielles) et de l'érosion superficielle
- les bactéries et les éléments nutritifs provenant du bétail, des excréments d'animaux et des assainissements non collectifs défectueux

La configuration de la commune (implantation urbaine, topographie) et la qualité des sols font que la gestion des eaux pluviales reste une gestion qui s'effectue :

- par infiltration directe chez les particuliers
- par des réseaux de collecte ponctuels
- par gestion dans les fossés, noues bordant les voies, avec une partie infiltrée

La gestion des eaux pluviales est aujourd'hui réalisée de façon individuelle pour les habitations via des dispositifs d'infiltration ou sectoriellement par un réseau de fossés ponctuellement busés. Les impacts sont négligeables en termes de pollution.
La récolte des eaux pluviales de la voirie dans le bourg, avec comme milieu récepteur final la Garonne ne fait pas l'objet de traitement spécifique. Le PLU ne produit pas de changement majeur de la situation existante.
Le milieu récepteur final est constitué par l'ensemble du réseau hydrographique aval : du maintien des ripisylves et des espaces tampons des crues (via la protection PPRI notamment) dépendra la régulation des eaux de ruissellement tant au niveau quantitatif que qualitatif avec un fort pouvoir d'infiltration / rétention/dépollution.

Le PLU n'accentue pas les problèmes des pollutions par les eaux pluviales en conservant les abords des ruisseaux, les espaces libres nécessaires à l'infiltration, et les nombreux thalwegs naturels d'écoulements.
Le règlement prévoit des dispositions pour accompagner la gestion des eaux pluviales à l'article 4 du règlement des zones par la mise en place de bassins de rétention.

Un débit de fuite de 3l/s/ha est fixé dans le règlement.

Mesures compensatoires et de suivi

- expertise spécifique démontrant la possibilité d'assainissement sans impact environnemental lors des demandes de permis de construire
- suivi des assainissements autonome par le SPANC permettant d'adapter les filières sans rejet et de vérifier la conformité et les impacts
- suivi de la qualité des eaux des principaux affluents récepteurs sensibles
- mise en place de dispositif de décantation/infiltration dans le cadre d'opération de lotissement ou d'activités, et de la directive cadre eau

Niveau d'incidence :

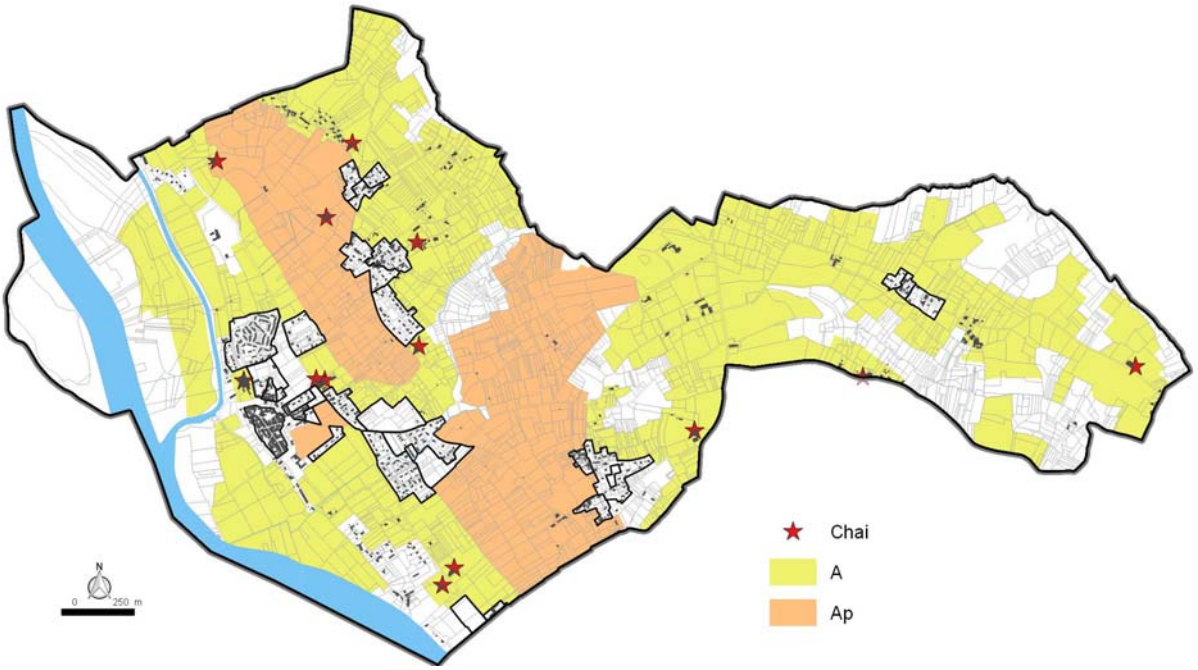
Nombre de logements supplémentaires prévus en assainissement collectif dans le PLU	182 dont 142 logements à court et moyen terme
Nombre de logements supplémentaires prévus en assainissement autonome	13 logements supplémentaires possibles Zone d'activité (2ha05 consacrés à l'artisanat)
Bilan	Augmentation faible du nombre des dispositifs autonomes Augmentation des ruissellements compatibles avec la capacité d'infiltration des espaces

Détail des Mesures prises :

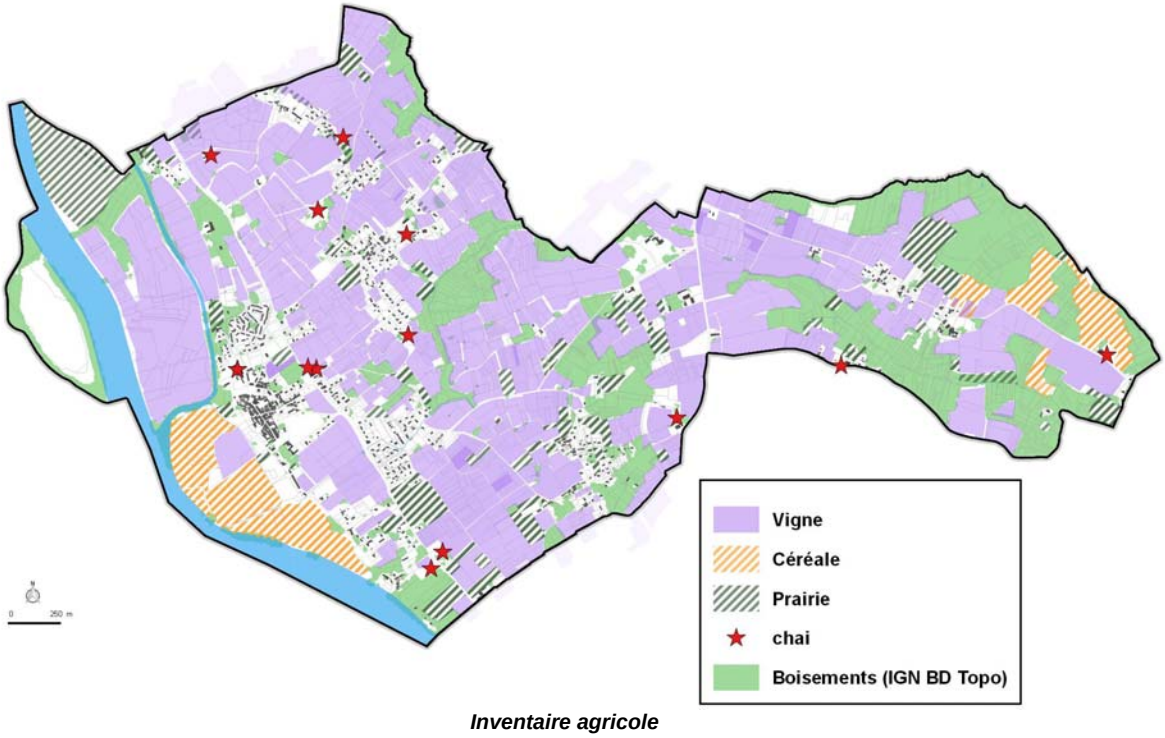
Règlement	Impose de ne pas aggraver le débit de fuite et fixe ce débit à 3l/s/ha Prise en compte de la pluie de retour 20 ans pour le calcul des infrastructures pluviales Raccordement imposé au réseau collectif sauf en zone UCd et UBd
Orientations d'aménagement	Non concerné
Zonage	Indice d pour minimum parcellaire lié à l'assainissement autonome
Indicateurs et Mesures de suivi	Suivi des assainissements autonome par le SPANC Suivi de la qualité de la Garonne, de la Barboue Indicateurs : nombre de logements en autonome, nombre de logements en collectif, qualité des eaux Garonne <u>Niveau des indicateurs janvier 2016 :</u> Nombre de logement en autonome : 294 Nombre de logement en collectif : 385 Qualité des eaux de la Garonne Etat écologique bon (état de la masse d'eau) : médiocre (sdage 2016/2021) Qualité des eaux de la Barbous Etat écologique bon (état de la masse d'eau) : bon (sdage 2016/2021)

L'espace agricole

L'inventaire des structures agricoles a permis d'identifier l'outil de travail et les zones agricoles ***A*** fonctionnelles qui permettent un déploiement de l'activité agricole sans accumulation de contraintes liées notamment à la dispersion de l'habitat.
Au total, la ***zone A*** couvre 669ha08, soit 63% du territoire communal.
Le sous-secteur Ap concerne des espaces de constructibilité agricole limitée du fait des enjeux paysagers : ce secteur couvre 199ha78 essentiellement dans les zones de perspectives ou les espaces à ambiance paysagère remarquable.



Zonage A (jaune) et Ap (orange) du PLU



Inventaire agricole

Au regard de l'inventaire agricole, qui indique plus de 618ha de SAU, le PLU permet de maintenir des surfaces agricoles satisfaisantes (669ha08). Par ailleurs le règlement permet de maintenir et de développer la diversification des activités dans l'espace agricole et d'autoriser des constructions agricoles limitées en zone naturelle.
L'ensemble des exploitations est inclus dans la zone agricole.
Le développement urbain s'est toutefois étendu essentiellement sur des parcelles agricoles, sur des espaces de franges avec le tissu urbain, sans remettre en cause des ensembles fonctionnels.
Le PLU s'est attaché à garantir le maintien de l'outil de travail agricole dans l'intérêt de cette activité économique, et des paysages communaux.
L'objectif de conserver un outil de travail fonctionnel pour aider à la pérennité de cette activité a guidé la définition des ***zones A*** du PLU.
Dans le détail, le projet de zonage présente des impacts mesurés eu égard aux enjeux de développement, en terme direct et indirect sur des emprises agricoles exploitées.

La consommation des espaces

Dans le détail, la consommation des espaces agricoles, naturels et forestiers prévue au PLU est la suivante :

Impacts directs :

Surface totale consommée pour le logement et l'activité : 15ha36 dont 4.48ha artificialisée (jardins…) et 9ha79 agricole.

	Surface agricole	Surface naturelle	Surface artificialisée	total
Logement	**7.74**	**1.09**	**4.48**	**13.31**
Activité	**2.05**			**2.05**
Total	**9.79**	**1.09**	**4.48**	**15.36**

Pour l'activité artisanale : 2ha05, dont 0ha dans l'enveloppe urbaine existante donc un développement total en extension
Pour le logement :
- **en zone U: 5ha54 en totalité dans l'enveloppe urbaine existante, montrant que la totalité du développement s'inscrit dans l'enveloppe existante**
- **pour les zones à urbaniser : 7ha77 dont 2ha98 dans l'enveloppe urbaine existante.**

Au global, la constructibilité pour le logement se situe pour 64% dans les enveloppes existantes et 36% en extension.

L'ensemble de ces surfaces se situe dans l'AOC.

Au total, l'impact sur la consommation des espaces et l'artificialisation est de 15ha36 toutes zones confondues, soit 2.1 % de la surface de l'AOC sur la commune (2.5% de la SAU).

		R Enveloppe de renouvellement urbain (ha)	E Secteur d'épaississement de l'enveloppe Extension urbaine (ha)	TOTAL (ha)
Zones Urbaines (U)				
M	Espace Mixte (jardins, pelouses, délaissés,,,,)	3,00	0,00	3,00
A	Espace agricole	2,17	0,00	2,17
N	Espace de nature et de bois	0,37	0,00	0,37
		5,54	**0**	**5,54**
		100%	*0%*	*100%*
Zones à urbaniser (1AU, 2AU)				
M	Espace Mixte (jardins, pelouses, délaissés,,,,)	0,30	1,18	1,48
A	Espace agricole	2,68	2,89	5,57
N	Espace de nature et de bois		0,72	0,72
		2,98	**4,79**	**7,77**
		38%	*62%*	*100%*
	Sous-Total U/AU	***8,52***	***4,79***	***13,31***
	Sous total U/AU	**64%**	**36%**	
Zones d'Activités (UY, 1AUy)				
M	Espace Mixte (jardins, pelouses, délaissés,,,,)			
A	Espace agricole		2,05	2,05
N	Espace de nature et de bois			
	Sous-Total UY	**0**	**2,05**	**2,05**
			100%	100%
	TOTAL	**8,52**	**6,84**	**15,36**

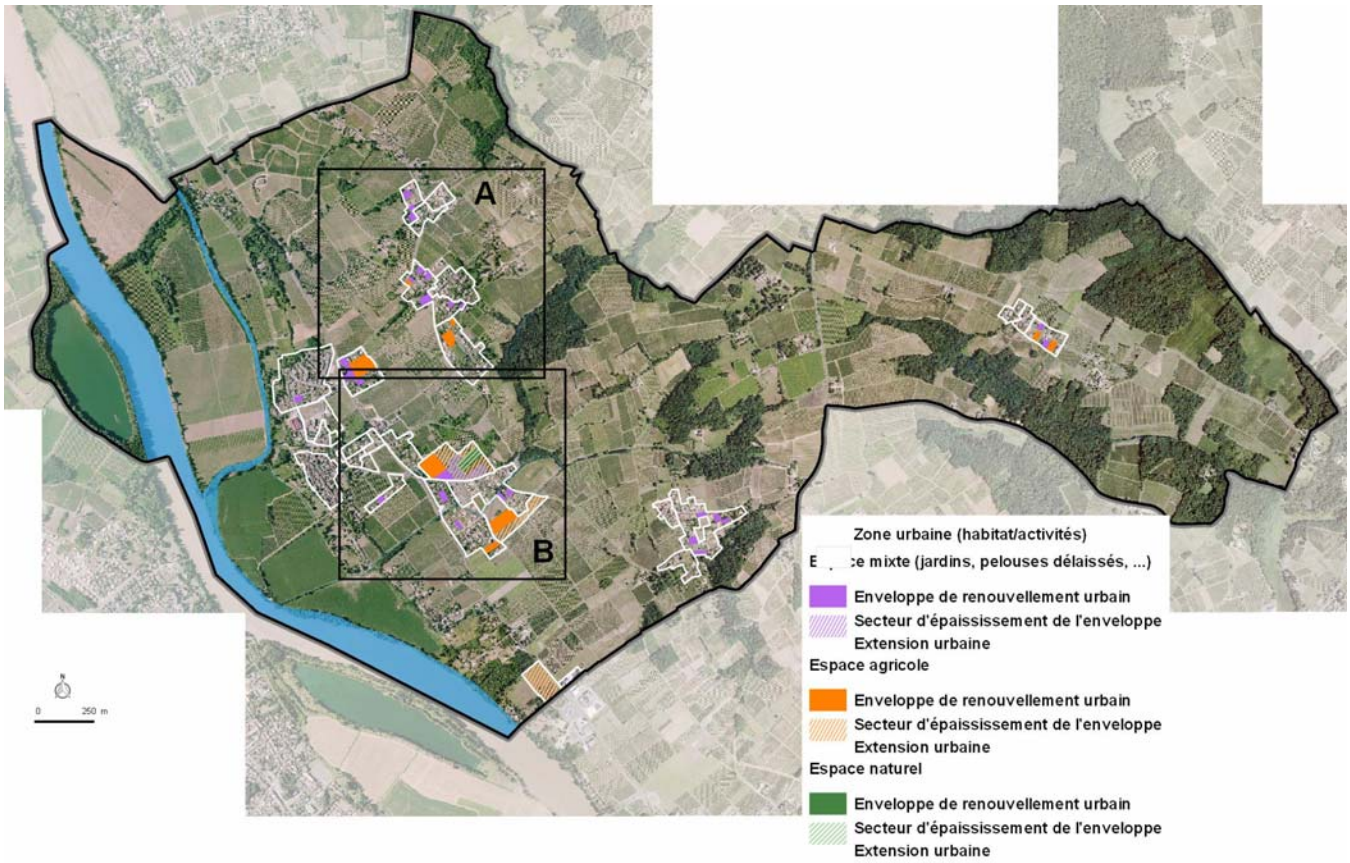
La différence de surface avec le potentiel en logement (12ha41) vient de la surface dédiée au bassin de rétention de la zone 2AU qui n'est pas prise en compte dans le potentiel (chapitre C-IV)
Les espaces impactés directement par l'urbanisation, et donc pouvant être artificialisés (les espaces mixtes sont considérés artificialisés) représentent ***10ha88*** c'est-à-dire près de 1.02% du territoire.
Le projet impacte sur près de 9ha79 de terres agricoles (1.6% de la SAU du territoire), en zone AOC, pour 7ha27 en vigne :

Les impacts sur l'activité agricoles sont disparates au-delà de la seule notion de consommation des terres agricoles du fait de la situation des parcelles concernées, leur configuration et l'effet ou non de mitage ou morcellement induit par le choix de zonage.

Cet impact est réduit dans la révision qui a centralisé le potentiel au maximum dans les enveloppes urbaines existantes (sauf pour les activités et les zones AU) et a consacré le zonage A sur des grandes entités continues.

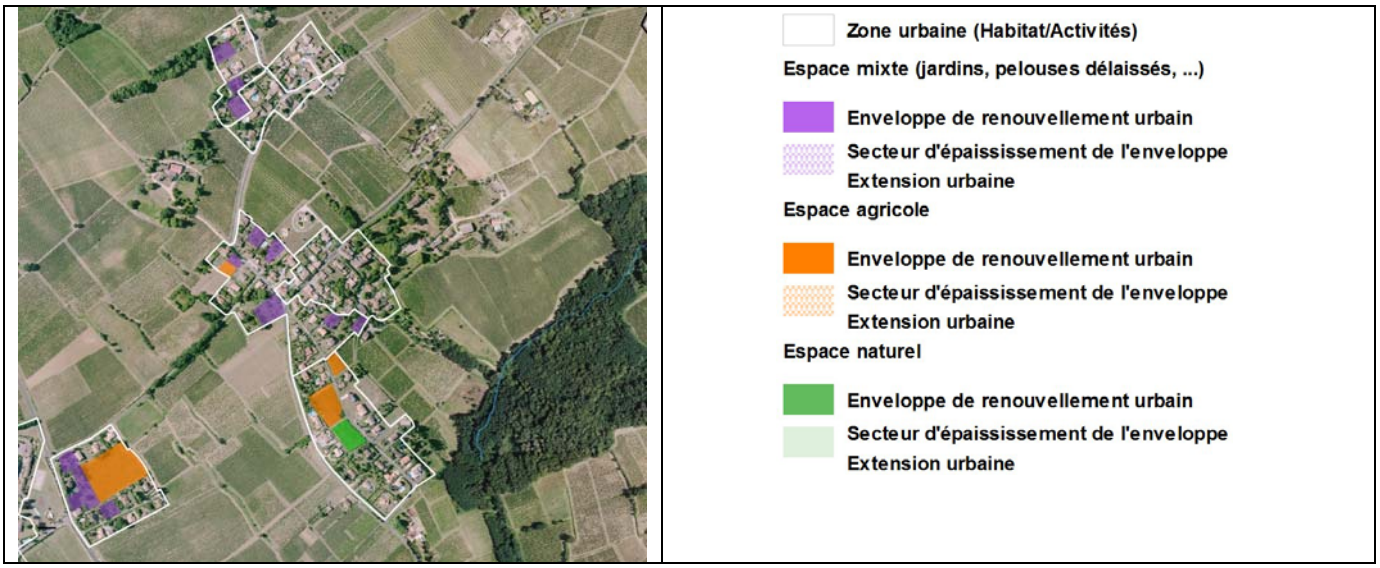
La consommation de l'espace pour l'habitat se situe à près de 64% dans les enveloppes urbaines.

Extrait de deux secteurs à titre d'illustration de la comptabilité de la consommation de l'espace



Localisation des différents secteurs

Secteur A



Secteur B



Zone urbaine (Habitat/Activités)
Espace mixte (jardins, pelouses délaissés, ...)
Enveloppe de renouvellement urbain
Secteur d'épaississement de l'enveloppe
Extension urbaine
Espace agricole
Enveloppe de renouvellement urbain
Secteur d'épaississement de l'enveloppe
Extension urbaine
Espace naturel
Enveloppe de renouvellement urbain
Secteur d'épaississement de l'enveloppe
Extension urbaine

Impacts indirects :

La limitation du mitage ou du morcellement de l'espace agricole :
La révision s'est attachée à recentrer le développement en priorité dans l'enveloppe existante ; elle a pris en compte les lisières vigne/habitat et a organisé le développement pour maintenir les lisières arborées existantes. Les zones Au font l'objet d'orientations d'aménagement qui intègrent une bande tampon entre le projet urbain et les espaces viticoles périphériques.
L'extension de l'urbanisation dans les quartiers est très réduite, la priorité étant « les dents creuses ».
La possibilité donnée de l'extension et de l'annexe (limitées) à l'habitation existante, répond à une situation factuelle, et, dès lors qu'elle intervient sur l'emprise bâtie existante, dans les limites prévues par le règlement, elle présente un impact faible sur la zone agricole.

Les extensions et développement s'inscrivent donc en continuité des implantations de bâtis existants, ce qui a permis de préserver les différentes entités agricoles en évitant un morcellement et la création de contraintes nouvelles notables pour l'activité agricole.

Niveau d'incidence :

Surfaces agricoles exploitées ou exploitables existantes	618ha SAU 2015
Surface AOC sur la commune	715 ha
Surface en vigne sur la commune	478 ha
Surfaces agricoles exploitées ou exploitables ou surfaces naturelles affectées à l'urbain	10ha88
Surfaces consacrées au zonage A dans le PLU	669ha08
Bilan : consommation	10ha88 dont 9ha79 agricole et 4ha85 dans l'enveloppe urbaine 9ha79 agricole dont 7ha27 en vigne

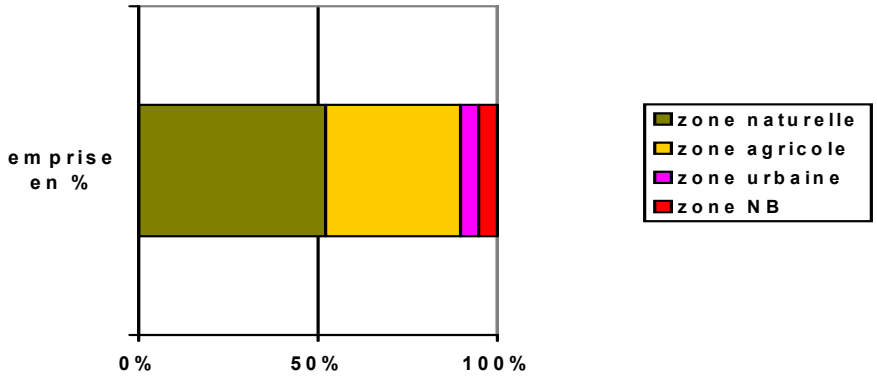
Détail des Mesures prises :

Règlement	Zone Agricole réservée à la constructibilité nécessaire à l'activité agricole
Orientations d'aménagement	Sans objet
Zonage	Préservation des entités agricoles fonctionnelles, absence d'habitat dispersé supplémentaire et limitation de développement en extension des polarités de quartiers
Indicateurs et Mesures de suivi	Suivi de la consommation des 9ha79 de terres agricoles et densité réalisée Surface de la zone A : 669ha08

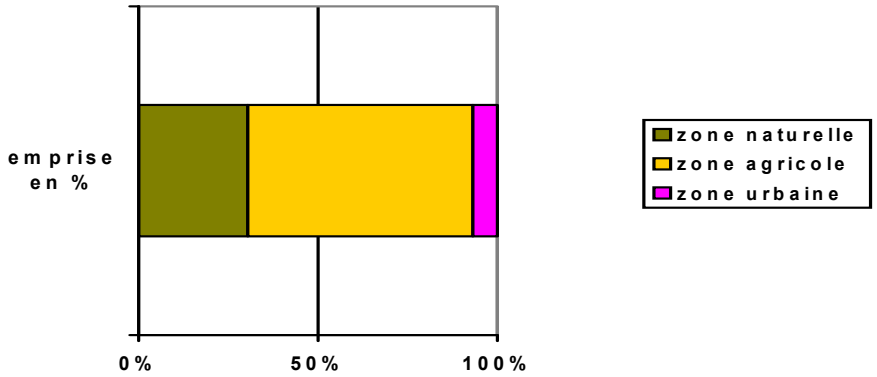
D-1-2-3- – L'UTILISATION ÉQUILIBRÉE DE L'ESPACE

Le PLU a eu pour effet de recomposer les zones A et N en prévoyant une surface de zone A plus importante. Les surfaces pour l'urbanisation diminuent sensiblement au global. De fait le potentiel en terrains disponibles pour le logement a été réduit.

POS



PLU



La répartition des vocations affectées aux espaces dans le PLU montre un équilibre satisfaisant qui correspond à la réalité du territoire.

Niveau d'incidence :

Evolution des surfaces des zones urbaines logement POS/PLU	-38ha17
Proportion des surfaces urbaines du PLU dans le territoire en %	7%
Part des zones U destinées au logement différées et servant de régulation pour la gestion du développement (dans le cadre du bilan tri-annuel sur le développement du logement).	7ha95

Détail des Mesures prises et indicateurs :

Règlement	Sans objet
Orientations d'aménagement	Sans objet
Zonage	Définition des emprises urbaines majoritairement dans l'enveloppe existante
Indicateurs et Mesures de suivi	Surface libre destinée au logement à l'arrêt : 13ha02 A l'Approbation : 12ha41

D-I.2.4– RISQUES ET NUISANCES

Les risques

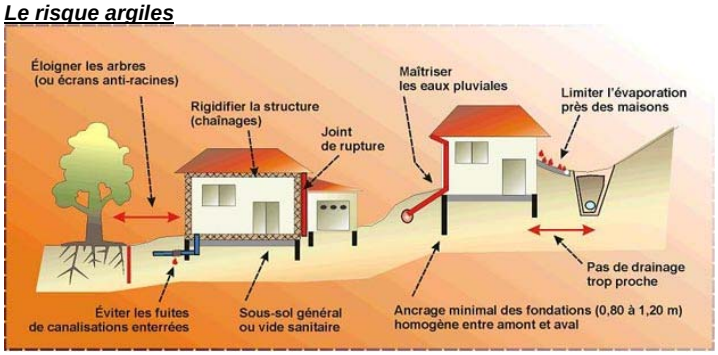
- **Les risques, nuisances industriels et technologiques**

La commune est concernée par ce type de risque au niveau d'une zone de bruits liée aux infrastructures routières.
Le projet de PLU maintien la situation actuelle. Les proximités zone d'activité/habitat ou infrastructure nuisante n'ont pas été augmentées, le PLU ayant maintenu un état de fait existant. Une ancienne décharge est mentionnée dans le quartier du Broussey qui ne fait pas l'objet de zonage constructible : il n'y a donc pas aggravation du risque.

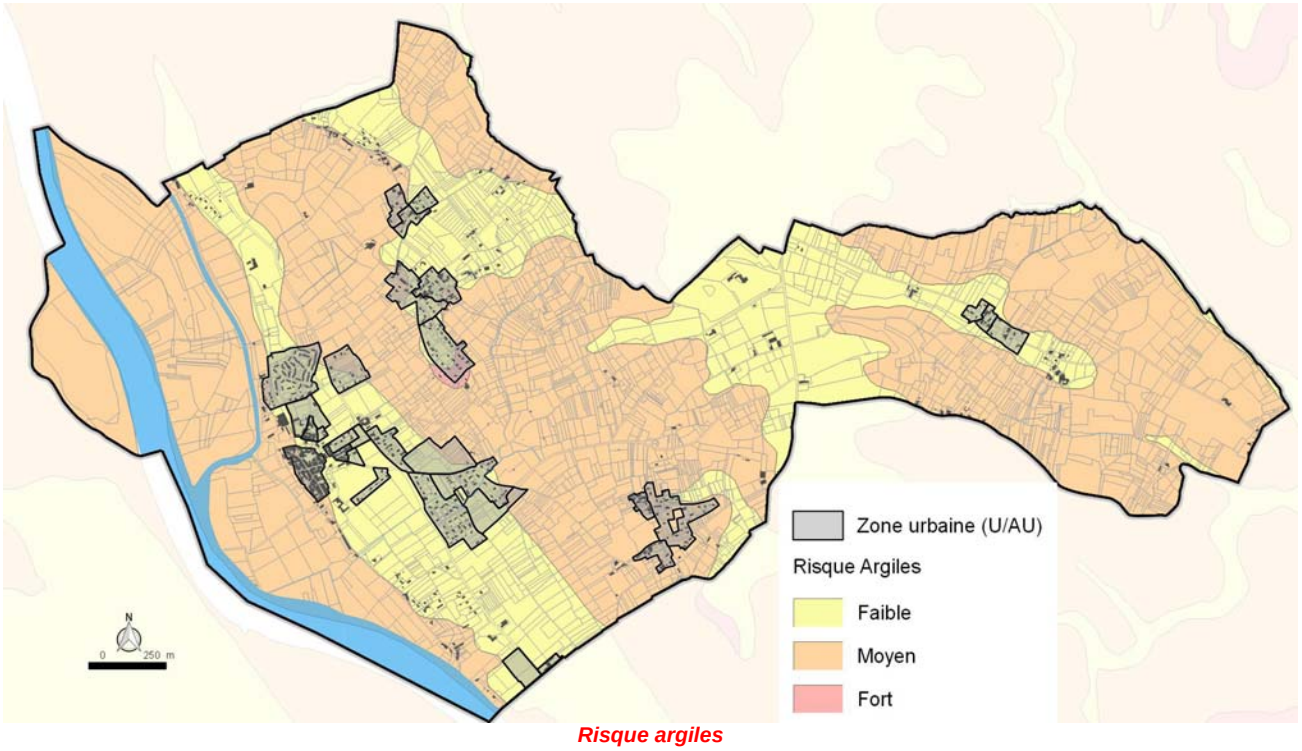
- **Les risques naturels**

Le risque sismique a été renseigné et fait l'objet d'une règlementation spécifique au niveau de la construction.

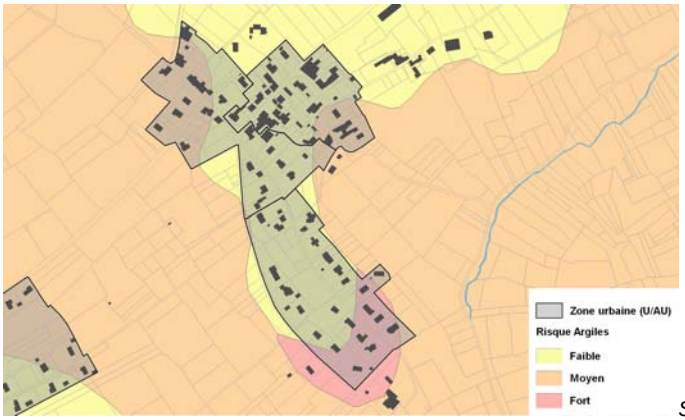
Le risque argiles



Pour le risque retrait/gonflement des argiles, le territoire communal est soumis à un aléa moyen à faible sur les zones prévues en urbain, ce qui induit une prise en compte au niveau de la construction. Ponctuellement un risque fort en zone urbaine bâtie.
Des éléments sont précisés dans les orientations d'aménagement et de programmation afin de prendre en compte au mieux cette problématique.
Au final le PLU reste peu impactant par rapport à ce risque puisque un secteur en risque fort très limité concerne le quartier de Bouit. Sur ces espaces aucun potentiel supplémentaire n'a été prévu..



Risque argiles

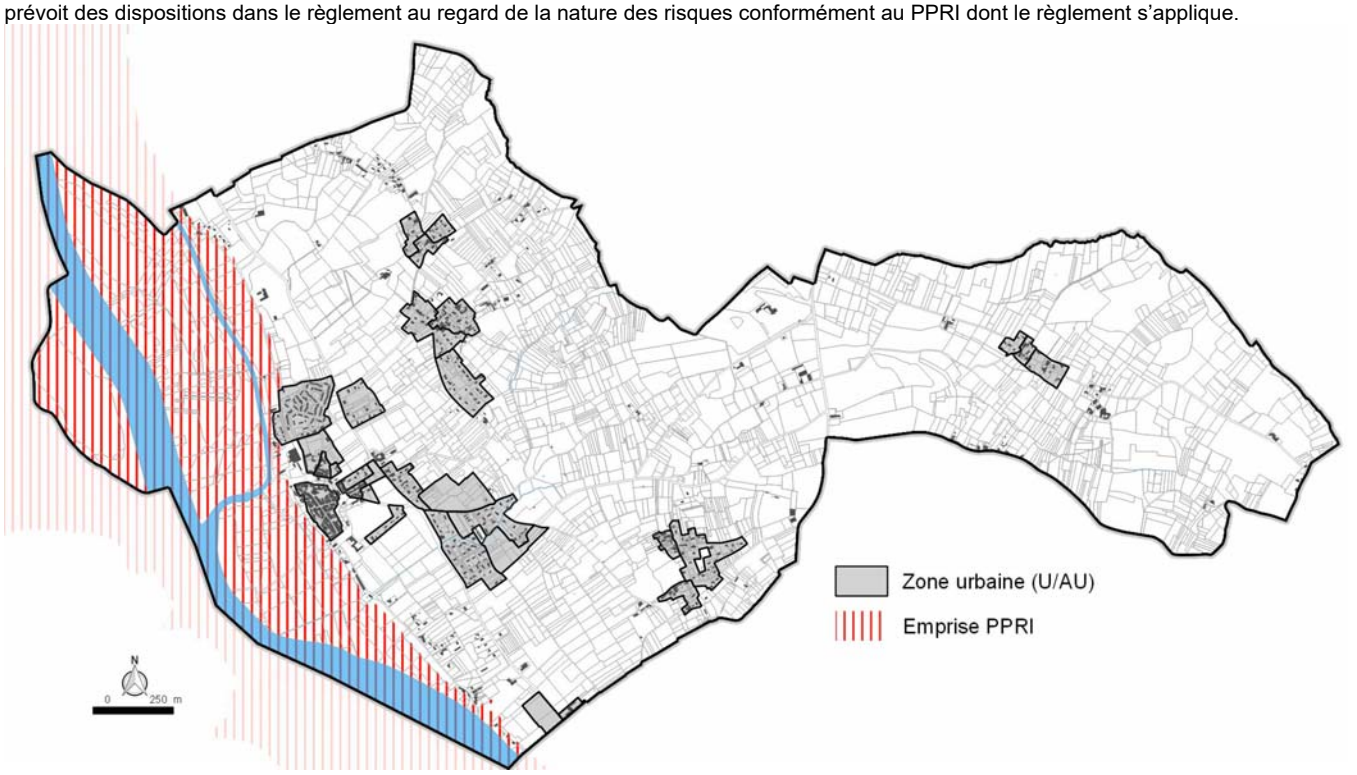


Surface en UCd : 1ha20 bâti

Aucun espace supplémentaire en disponibilité foncière n'a été ajouté dans le zonage du PLU sur le secteur à risque fort. Cette disposition a été prévue dans le cadre du principe de précaution afin de ne pas augmenter les populations soumises à ce risque en secteur d'alea fort.

Le risque inondation

Le projet de PLU a évité les possibilités de développement dans la zone du PPRI dont il a relayé la spatialité par une trame. Cette trame prévoit des dispositions dans le règlement au regard de la nature des risques conformément au PPRI dont le règlement s'applique.





Zones urbaines et risque inondation PPRI

Nota : le bleu du PPRI sur le zoom (en haut à droite) correspond à la zone rouge du ppri

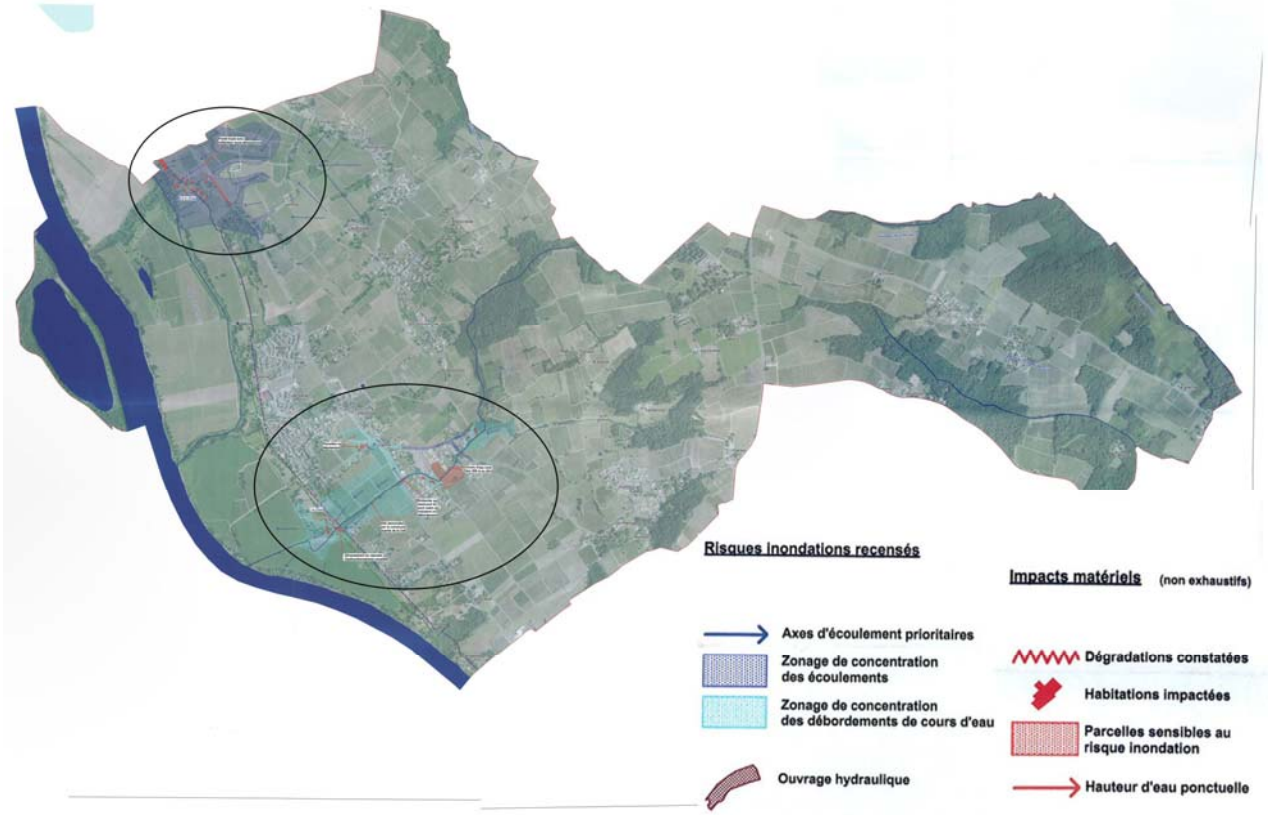
Surface en UB en PPRI : néant

La limite du zonage U a été calée à la limite du PPRI (des arrières de terrains déjà bâtis et quelques parcelles bâties sont concernés par le PPRI) : ainsi aucune partie de zone U n'est incluse dans les secteurs à risque inondation référencé par le PPRI en lien avec les crues de la Garonne. De plus, ces espaces en sous-bassement du village médiéval sont concernés par des instabilités liées aux cavités. Le zonage N implique une in constructibilité sur ces espaces. Ainsi, le PLU n'a pas augmenté les populations soumises au risque.

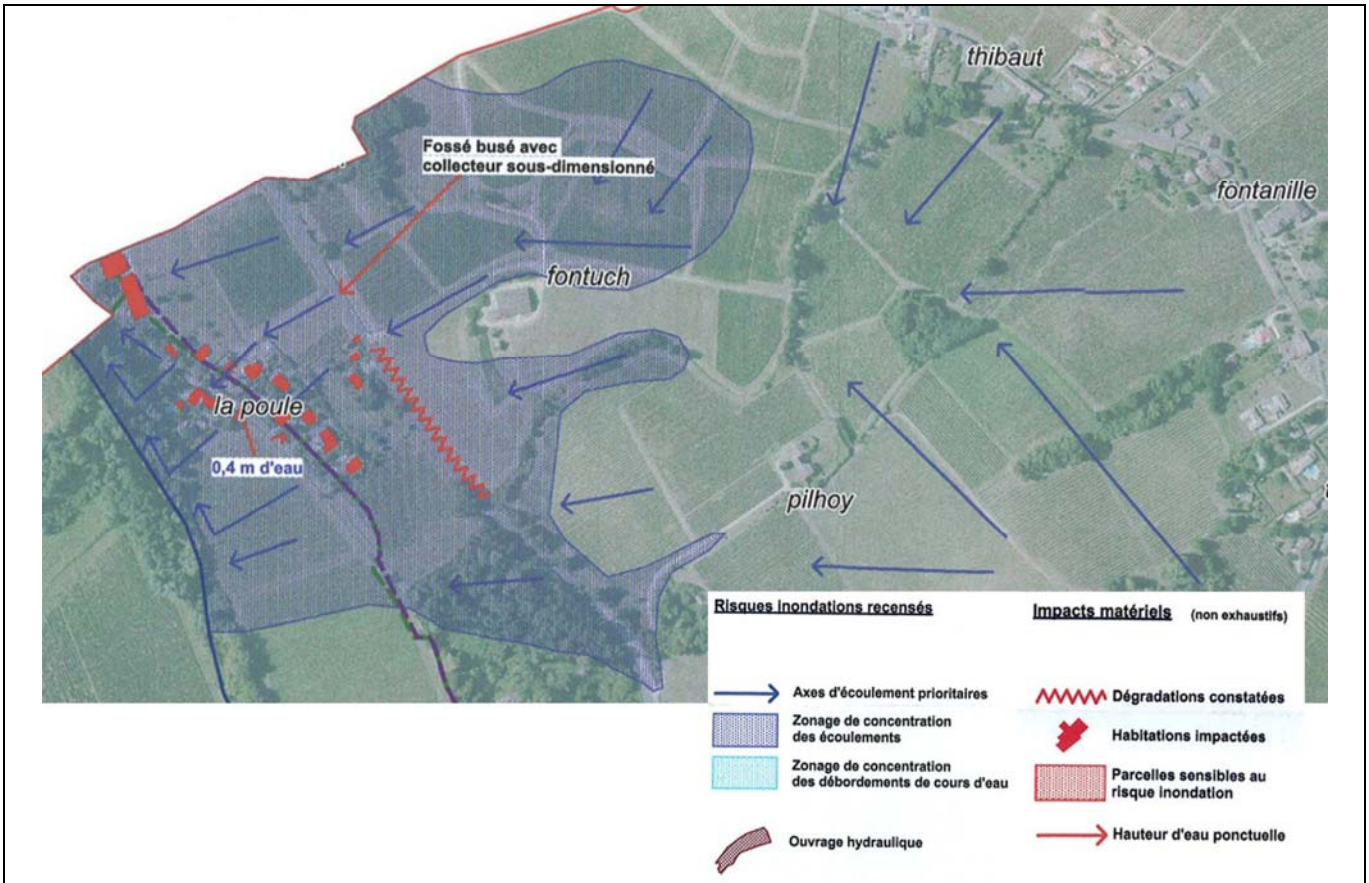
Nota : bien distinguer dans le règlement des zones :
1/ La trame de référence du PPRI qui doit renvoyer, au niveau du règlement, au règlement PPRI, c'est à dire : sur les espaces concernés par la trame PPRI indiquée au plan graphique, le règlement du PPRI s'applique.
2/ les trames de références des études Cerema, dont le relai règlementaire est effectivement l'in constructibilité par principe de précaution.

Risque naturel « inondation et mouvement de terrain »

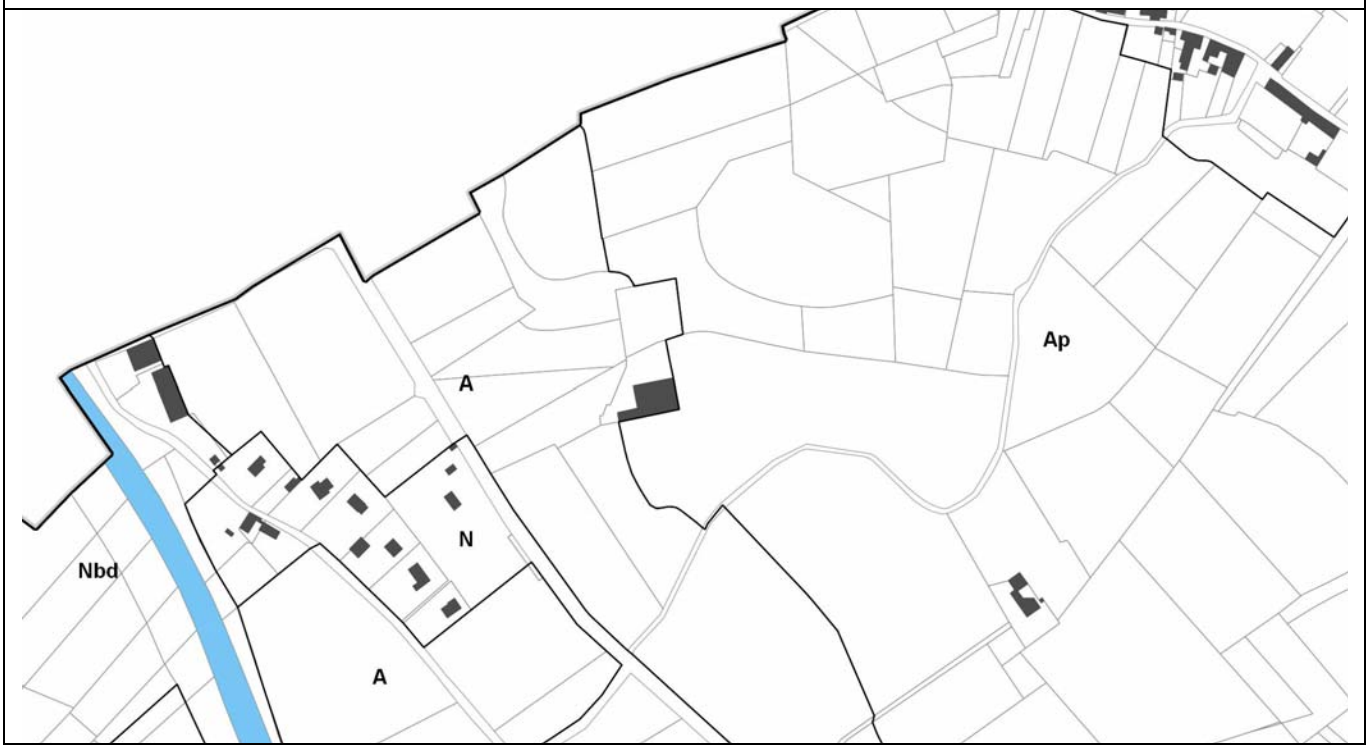
Suite aux orages catastrophiques du 25 juillet 2014 sur le territoire de la Communauté des Communes du Vallon de l'Artolie, une cartographie informative de référence a été réalisée par le Cerema/DTerSO/Laboratoire de Bordeaux.
Elle permet aux élus d'optimiser la gestion de leur territoire en termes d'urbanisme et d'engager une politique globale de prévention des risques. Ce rapport présente les résultats des observations et des mesures de réduction de la vulnérabilité en matière d'inondations et de mouvements de terrain.*(Extrait dossier Cerema- juillet 2015).*
Les emprises à risque mentionnées dans le rapport ont été reportées par une trame sur le plan graphique assorti d'un relai dans le règlement (inconstructibilité par principe de précaution).



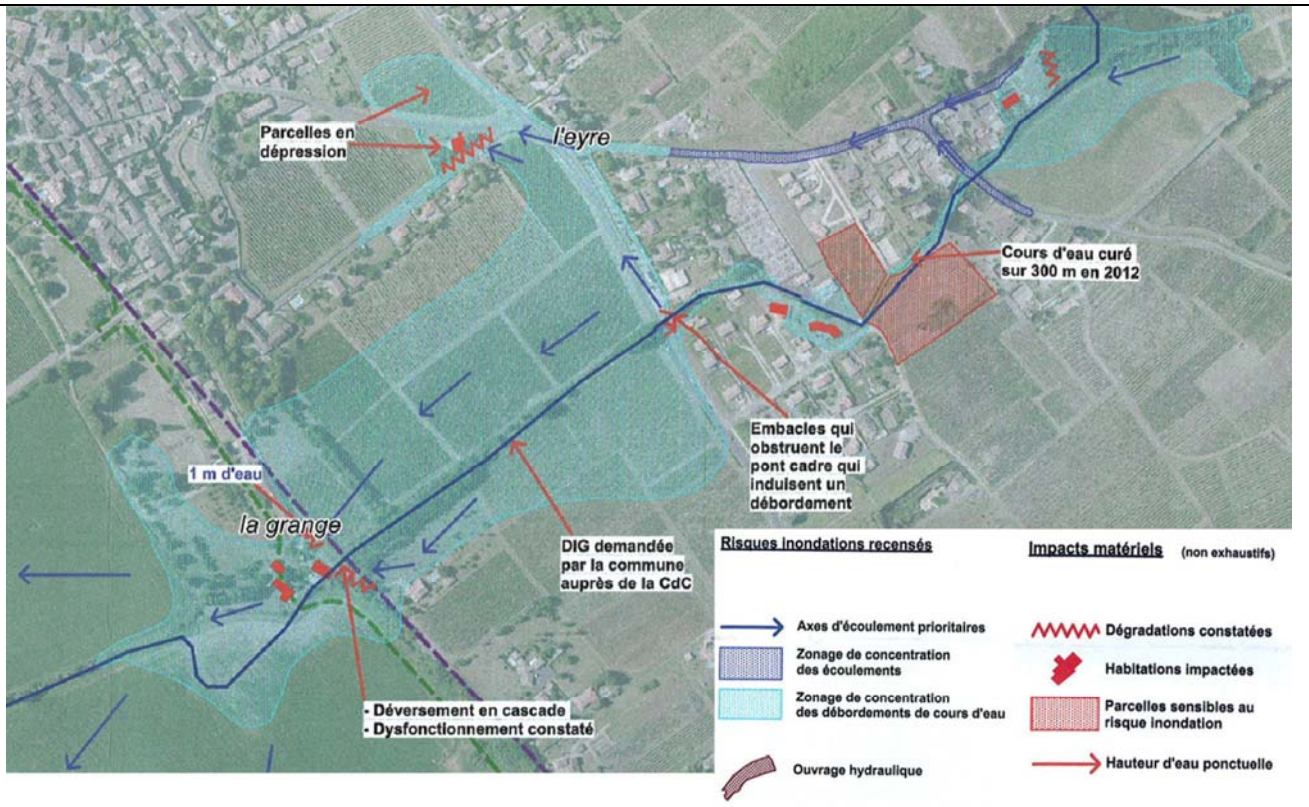
Cartographie des risques d'inondations, écoulement et débordement
Source : Etude CEREMA 15/09/2015



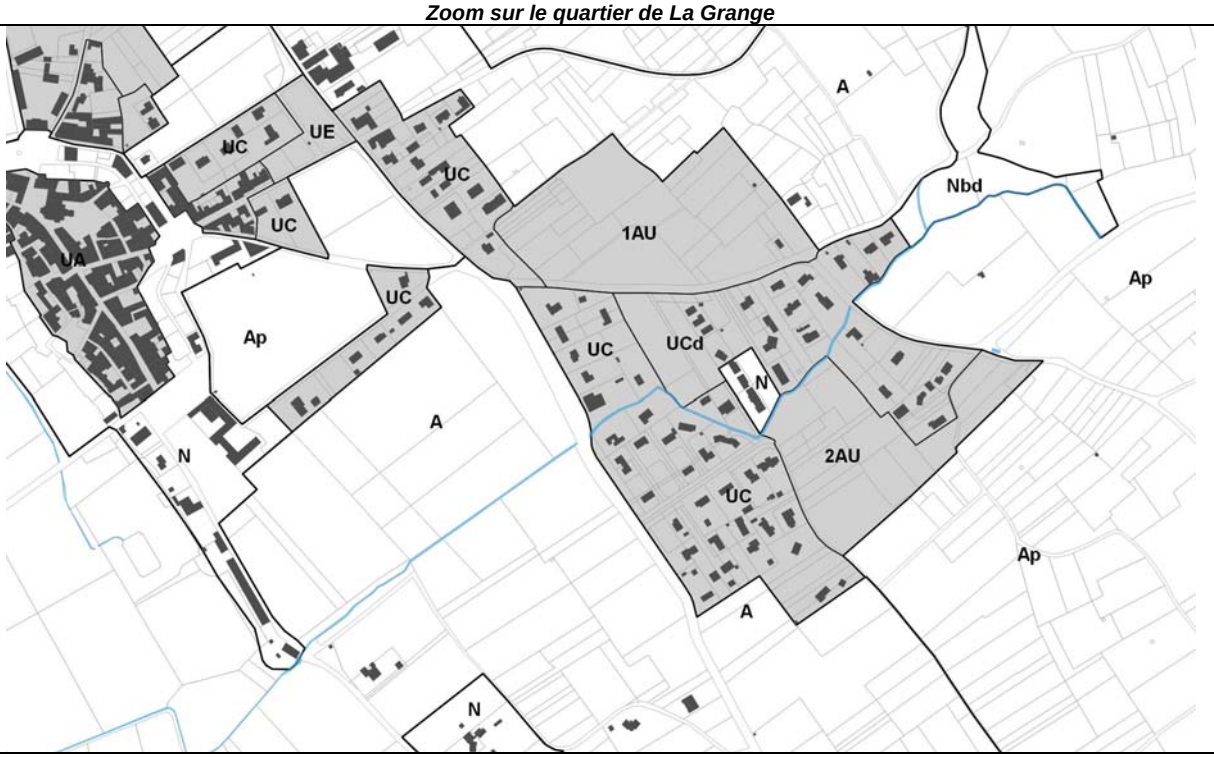
Zoom sur le quartier de La Poule



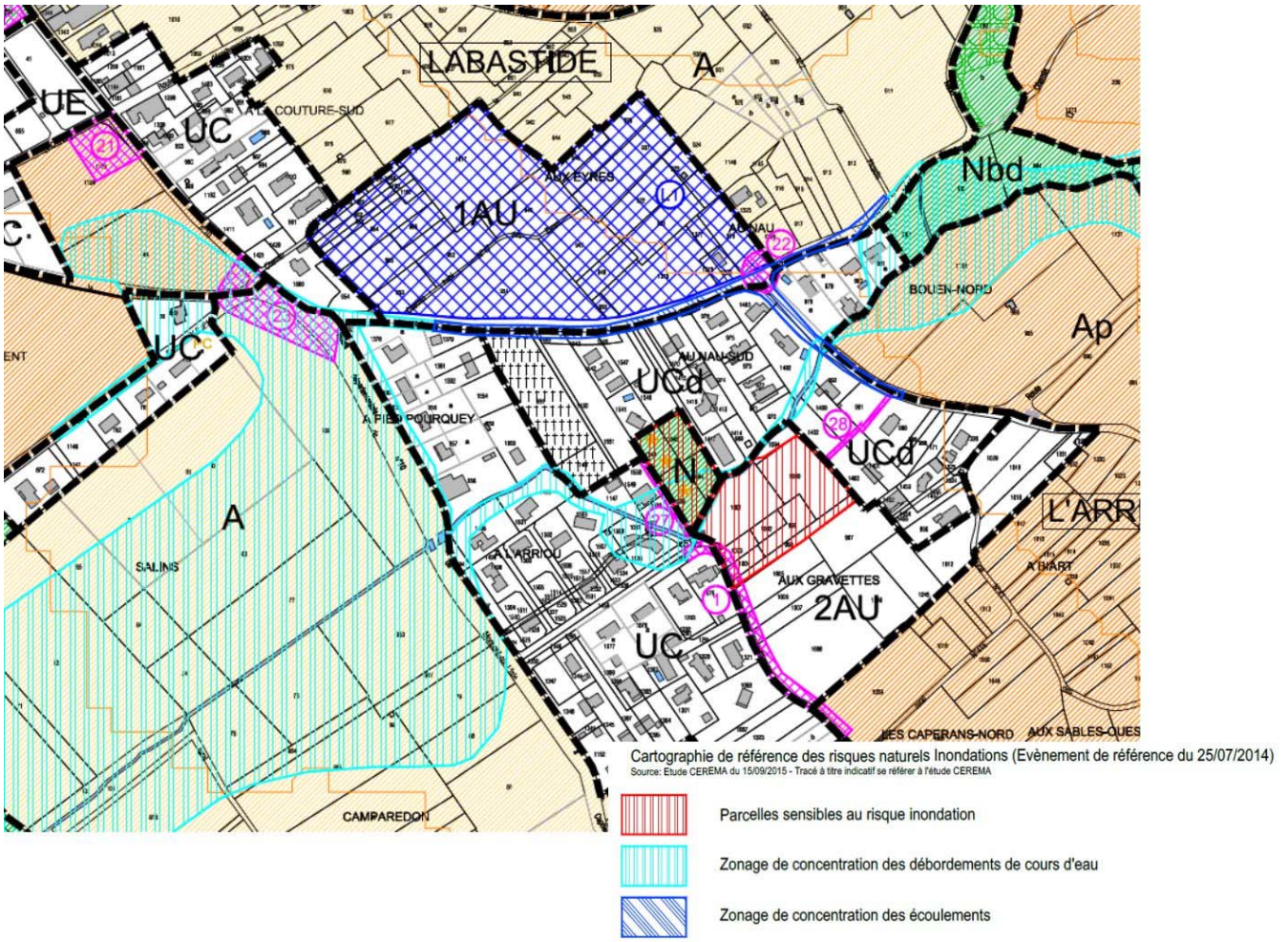
L'intégralité des secteurs de concentration des écoulements a été mise en zone A ou N sur le secteur de La Poule et l'urbanisation en amont a été très limitée de façon à ne pas induire des écoulements supplémentaires.
L'emprise du risque inondation référencé dans le cadre de l'étude CEREMA, est reportée par une trame avec un relai règlementaire qui interdit les constructions, par principe de précaution.



Zoom sur le quartier de La Grange



L'emprise du risque inondation référencé dans le cadre de l'étude CEREMA, est reportée par une trame avec un relai règlementaire qui interdit les constructions, par principe de précaution.
Si la majorité des espaces concernés sont en zone A ou N, des petites parties de zone U sont concernées, déjà bâties (pas de potentiel supplémentaire) ; la zone 2AU est concernée sur 0.90ha qui seront dédiés à des aménagements de régulation des crues préconisés dans l'orientation d'aménagement de programmation.



Remontée de nappes

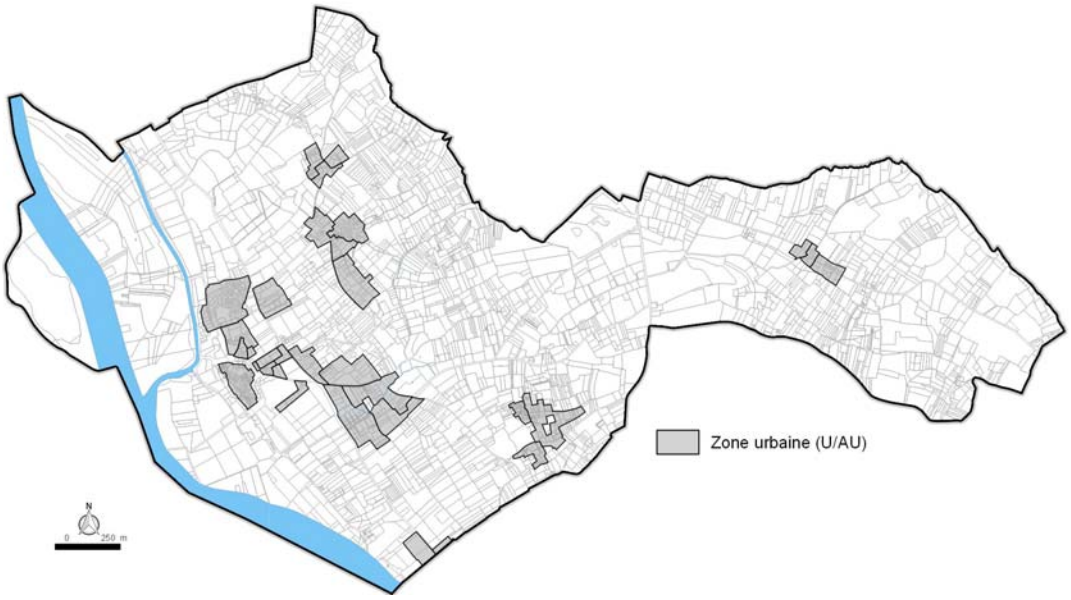
Le zonage constructible du PLU a pris en compte cette problématique :

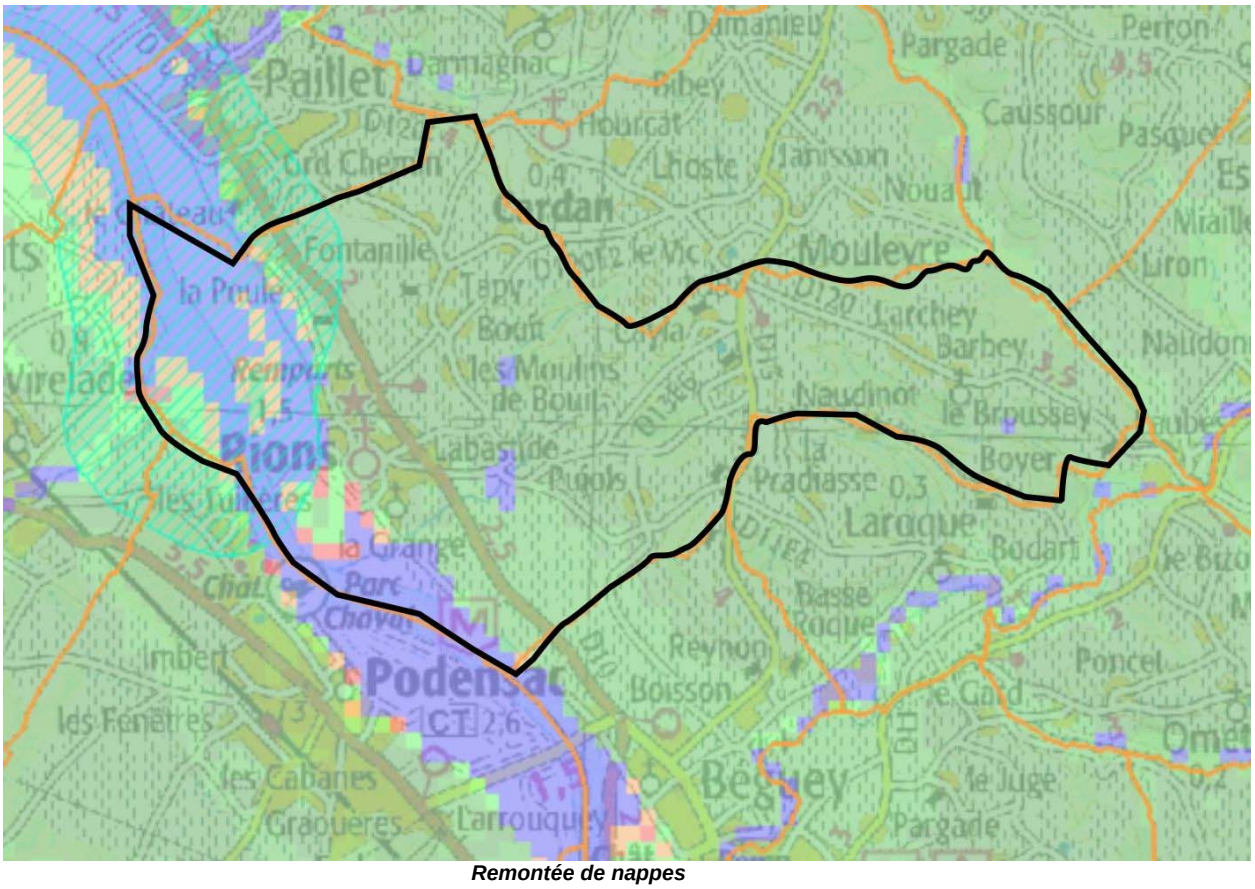
- Via la prise en compte des zones inondables répertoriées au niveau du PPRI et du ruisseau de Nau (étude CEREMA)
- Via la prise en compte de la problématique des eaux pluviales dans les zones urbaines : cela permet en outre de prévoir des dispositifs de limitation et de régulation avec un débit de fuite (3l/s/ha).

La question des remontées de nappes est une information délivrée et prise en compte dans le PLU qui n'a pas prévu d'étendre les enveloppes urbaines sur les espaces concernés, d'une manière générale, et donc ne produit pas un développement sur de nouvelles zones sensibles.

Le PLU s'est attaché à ne pas aggraver les risques en :

- ne permettant pas d'habitation nouvelle sur les zones exposées aux problèmes d'inondation, et en limitant les surfaces imperméabilisées dans les opérations (règlement notamment des surfaces en espaces verts)
- en intégrant le PPRI risque inondations
- les opérations importantes (1AU notamment) seront soumises à la Loi sur l'eau ce qui permettra d'accompagner la gestion des problématiques eau dans le cadre des projets





Remontée de nappes
Source : www.inondationsnappes.fr

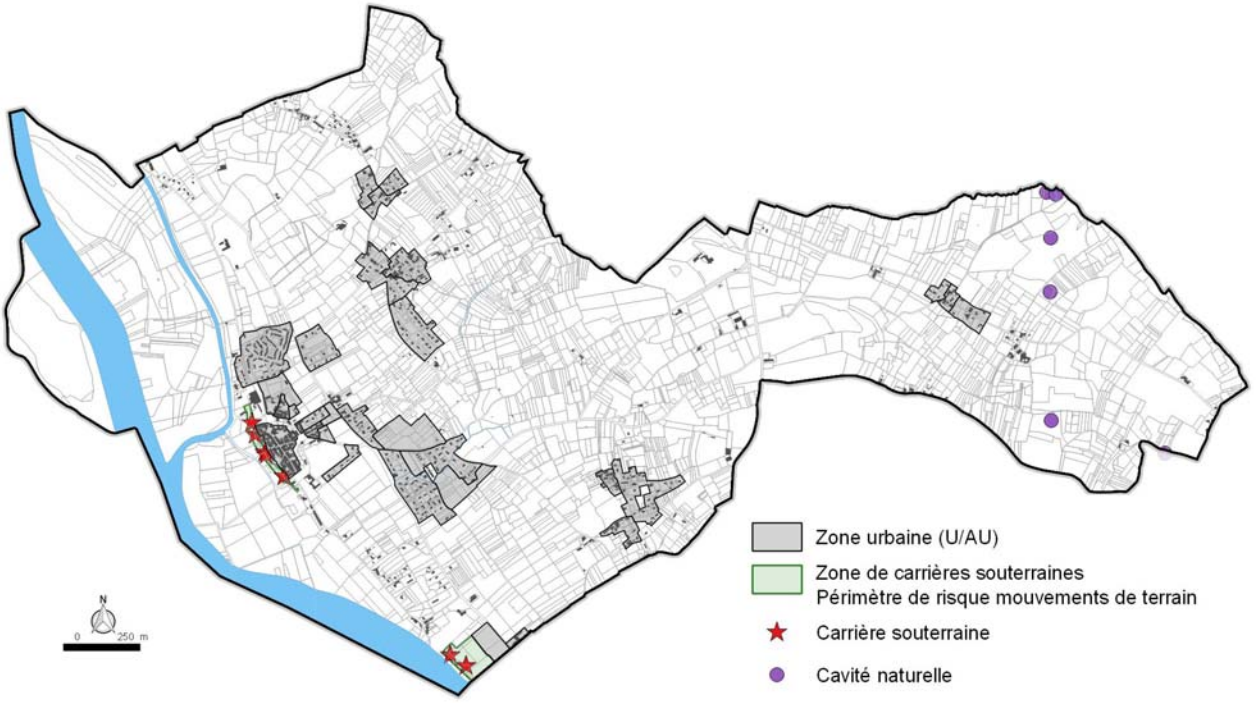
Risque cavités souterraines

Source : www.cavites.fr

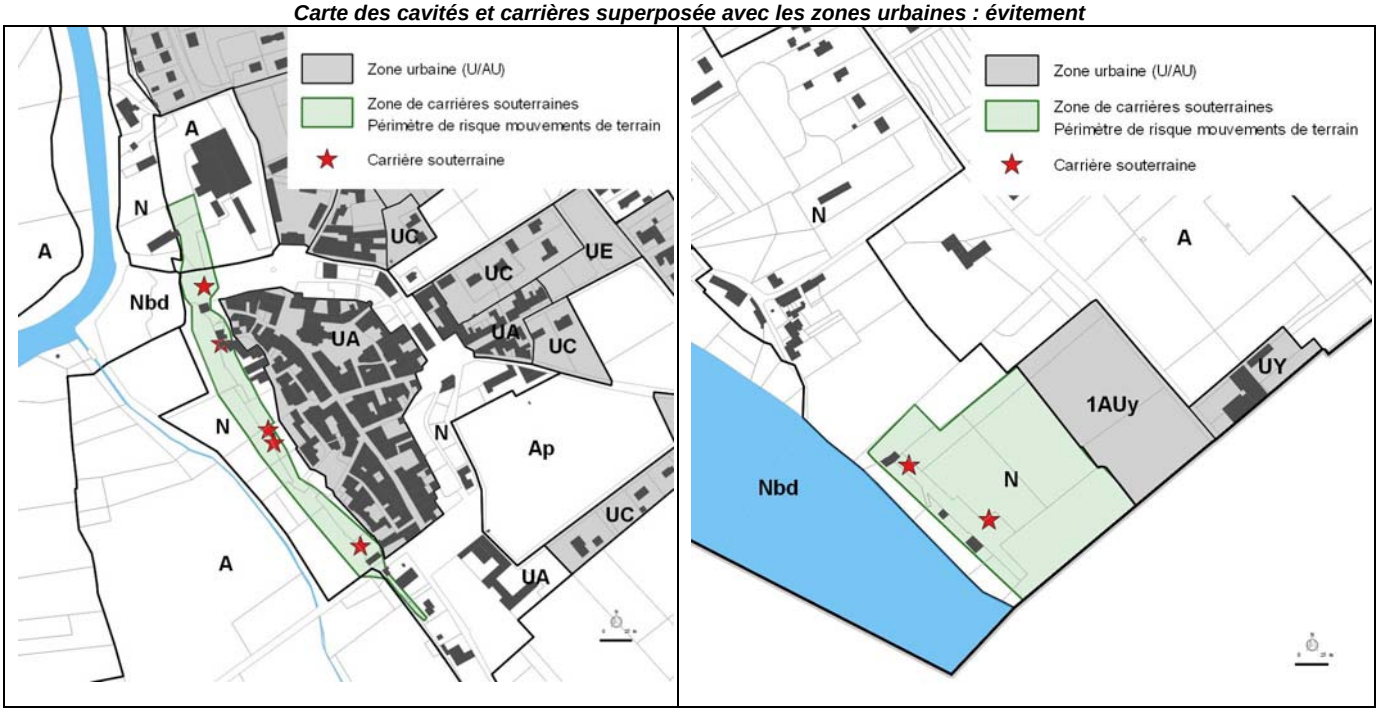
Les informations disponibles concernent la localisation des sites mais ne mentionnent pas les périmètres ni intensité des risques. Une trame indique les emprises définies dans l'étude CEREMA afin d'y interdire les constructions nouvelles, par principe de précaution, via le relai règlementaire.
Les secteurs du sous-bassement du bourg est déjà affecté par le risque inondable et est donc prévu dans un zonage N. Au-dessus, les espaces urbains ne présentent pas de potentiel de développement. Le PLU n'aggrave pas la situation.

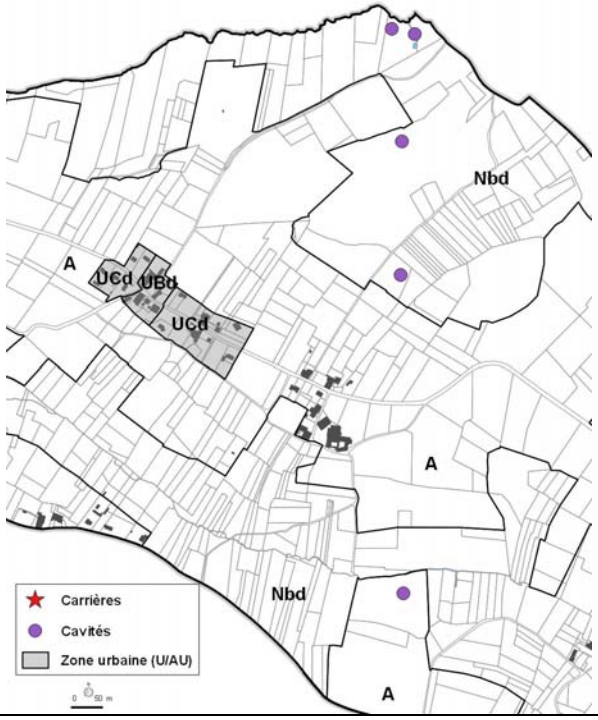
Les autres sites sont éloignés des zones bâties ou constructibles.

Le PLU a donc évité le risque liés aux mouvements de terrains induits par les carrières et cavités souterraines. Il a relayé le risque par une trame règlementaire.



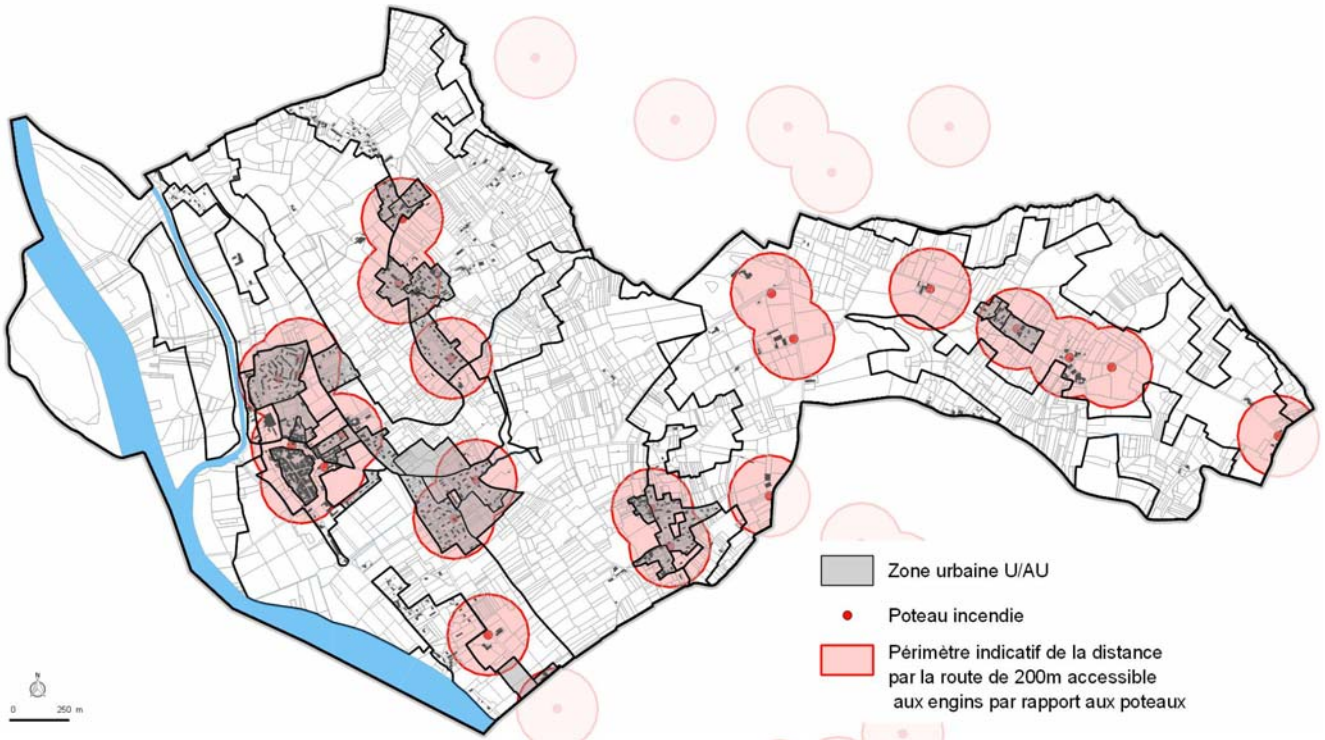
Carte des cavités et carrières superposée avec les zones urbaines : évitement





La défense incendie

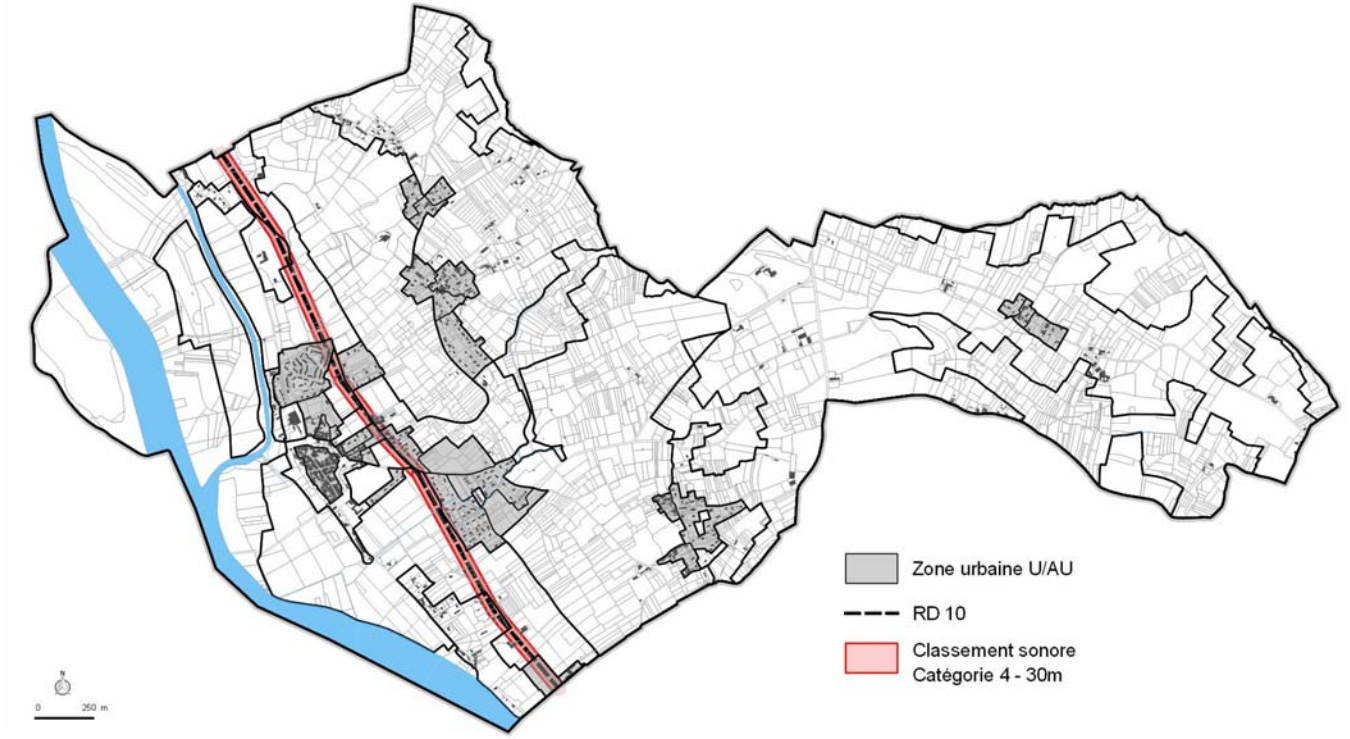
Le potentiel constructible concerne des zones urbaines existantes majoritairement équipées ; en ce qui concerne les zones à urbaniser, elles seront équipées lors de leur développement.
Ponctuellement, certains espaces sont à la marge des périmètres couverts par les poteaux incendie : zone d'activité, Pujols, Bouit, mais cela reste marginal.
La zone d'activité sera équipée d'un dispositif spécifique au regard des risques induits par les activités.



Couverture incendie et zone U/AU du PLU (gris)

Les cercles figurent de façon indicative le périmètre de 200m qui ne se substituent pas aux périmètres réels en passant par les voies existantes

Zone de bruit liée à la RD10 (catégorie 4)



Zone de bruit superposée avec les zones urbaines

La zone de bruit liée à la RD10 intercepte des zones urbaines bâties existantes, dans lesquelles il n'y a pas de surface libre pour la construction. **Le PLU est donc neutre sur cette question**.

Niveau d'incidence :

Surface couverte par le PPRI	226ha03	225ha98 en N ou A
Surface des zones bâties urbaines concernées par un risque - PPRI - Mouvement de terrain - Sensibilité au risque inondation	 0ha 0ha 0ha90 en 2AU	 Zone réservée pour un bassin de rétention des EP
Surface couverte par le risque argile fort	2ha21	Dont 1ha20 bâti en zone UCd sans potentiel
Surface en zone de bruit	31ha68 Dont 3ha50 bâti en U	Pas de surface libre pour la construction

Détail des Mesures prises et indicateurs :

Règlement	Règlement PPRI, coefficient d'espaces vert, débit de fuite 3l/s/ha
Orientations d'aménagement	Sans objet
Zonage	Evitement des zones à risque dans la définition des zones de développement Prise en compte du PPRI Trame indiquant le risque identifié dans les études CERELA et relayée par une inconstructibilité dans le règlement
Indicateurs et Mesures de suivi	Surface des zones bâties urbaines concernée par un risque : - PPRI : 0ha - Mouvement de terrain : 0ha - Zone de bruit : 3ha50 Surface libre destinée au logement concernée par un risque : - PPRI : 0ha - Mouvement de terrain : 0ha - Sensibilité au risque inondation : 0ha90 en 2AU (Pas de potentiel) - Zone de bruit : 0ha

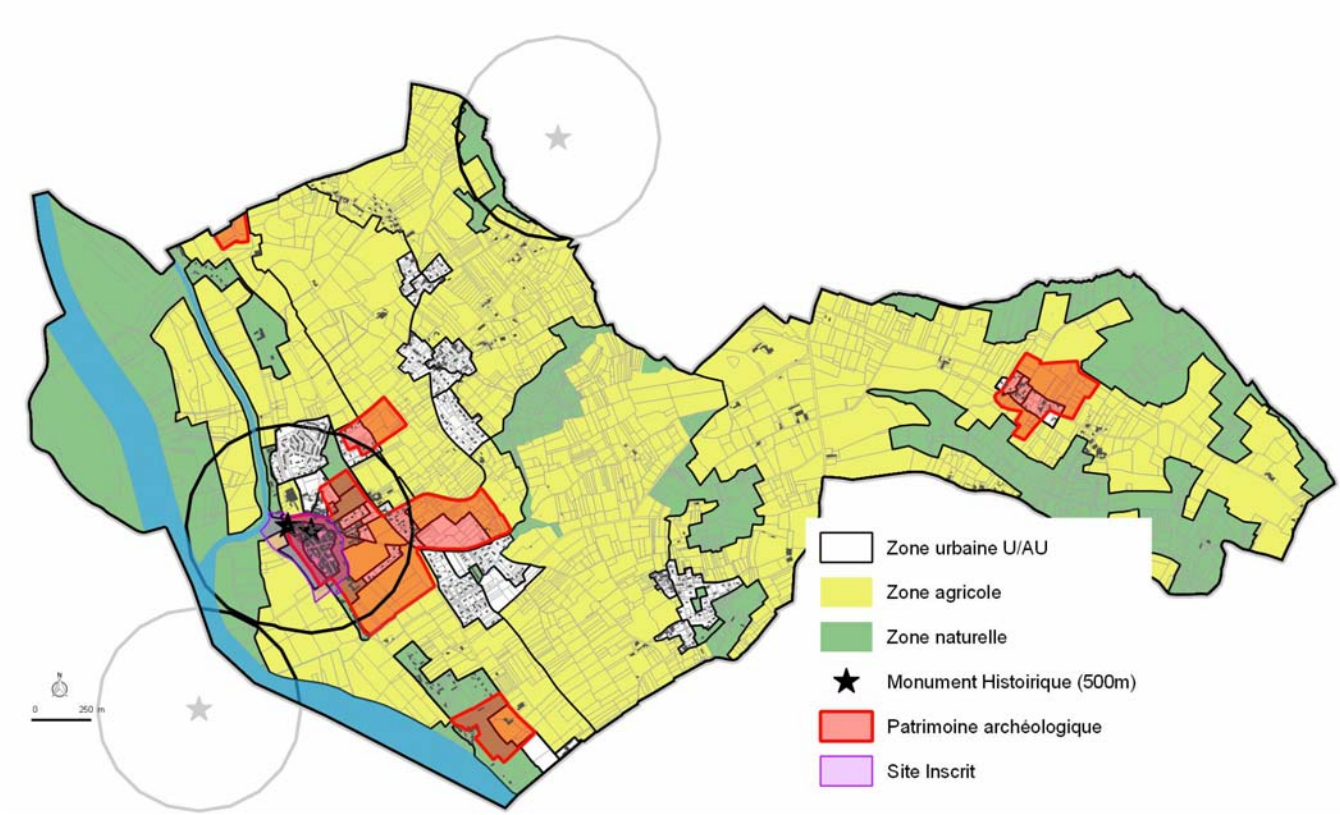
D-I.2.5 –CULTURE – PATRIMOINE – CADRE DE VIE

Paysage

Les enjeux de préservation des espaces paysagers se situent à différents échelons spatiaux.
Le PLU affiche un choix de préservation des espaces de qualité paysagère à travers les zones naturelle et agricole (dont les secteurs Ap) en particulier très importantes sur le territoire, notamment les coteaux et vignes écrins du bourg.

Le Patrimoine architectural et archéologique

Le règlement relaie les enjeux patrimoniaux et de nombreux édifices ont été repérés pour leur intérêt architectural (soumis au permis de démolir).
Les zones archéologiques sensibles occupent de vastes surfaces et s'inscrivent parfois en zone urbaine. La Loi sur l'archéologie préventive s'appliquera sur les espaces dans le cas de travaux.
Une zone 1Au se situe sur une de ces zones et sera impactée par la loi sur l'archéologique préventive. En dehors de cet espace, le PLU n'induit pas de potentiel nouveau en extension des enveloppes bâties couvertes par les zones archéologiques sensibles.

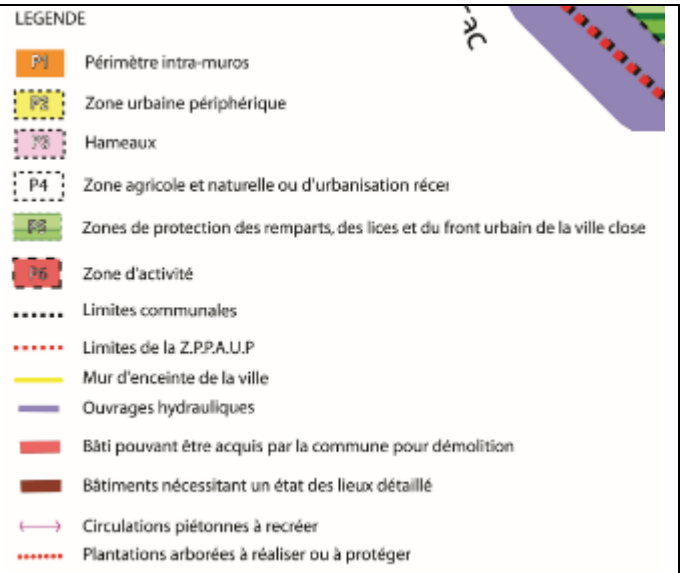


Superposition du zonage A et N avec les éléments patrimoniaux

La compatibilité avec le Site Patrimonial remarquable (ex ZPPAUP)

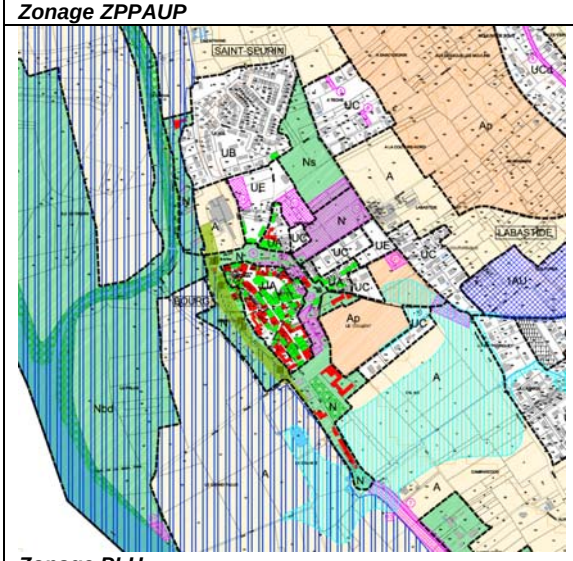
Le PLU n'a pas prévu de développement dans les zones « inconstructibles » du Site Patrimonial Remarquable (ex ZPPAUP) (P5)
Au contraire, par rapport au POS il rend inconstructible des espaces qui l'étaient dans le POS





Seul le secteur P5 est inconstructible sauf pour l'agriculture et les équipements publics.

Zonage ZPPAUP



Le zonage PLU sur le secteur P5 est constitué par des zones N, A ou Ap.

Zonage PLU

Niveau d'incidence :

Surface couverte par le site Inscrit	10ha87
Surface des zones bâties urbaines concernées par le site inscrit	3ha76
Surface couverte par les monuments historique (MH)	109ha95
Surface des zones bâties urbaines concernées par le périmètre MH	13ha23
Surface couverte par les zones archéologiques	65ha45
Surface des zones bâties urbaines concernées par les zones archéologiques	9ha69
Surface des zonages de protection (N, Nbd, Ap)	521ha89

Détail des Mesures prises et indicateurs :

Règlement	Article 11, 12
Orientations d'aménagement	Sans objet
Zonage	Prise en compte des éléments du paysage via le zonage et la protection des éléments du patrimoine via le L151-19
Indicateurs et Mesures de suivi	Nombre d'édifices repérés au titre du L151-19: 293 Surface des espaces préservés au titre du L151-19: non concerné 67% de Surface du site inscrit classé en N ou Ap et 33% classé en zone U 32% de la zone U concernée par le périmètre MH 18% de surface des zones archéologiques classé en zone N

Les transports, la qualité de l'air et les gaz à effet de serre

La problématique du transport doit être abordée aux échelles intercommunale et départementale.
Le projet de PLU a pour objectif le développement du tissu de services et commerces de proximité, de même que les activités en général.
Le confortement des activités sur le territoire communal et des commerces et services de proximité, notamment dans le bourg, permet de réduire à terme les déplacements vers les villes voisines pour les achats quotidiens. Il en est de même pour ce qui est du panel d'équipements existants et prévus d'être développés dans les zones U en cœur de ville.
La commune dispose d'un maillage de liaisons douces dans le village qu'elle entend conforter via les opérations prévues dans le PLU (voir orientations d'aménagement et de programmation).
Par ailleurs la situation de la commune sur un axe structurant de transport collectif vers Bordeaux est un facteur de transition vers des mobilités alternatives efficient.

L'incidence du PLU en matière de qualité de l'air est difficilement quantifiable : l'éloignement habitat/ travail augmente les trafics générateurs de pollution, la faible fréquentation et densité des transports collectifs multiplie les sources d'émission polluantes. Pour autant, il ne semble pas que cet enjeu soit remis en question par le projet communal.
Compte tenu de la situation de ***Rions***, le développement urbain pressenti se réalise dans un contexte existant de proximité avec le vignoble, et ponctuellement, avec la RD10, axe de transport assez important.
Le développement prévu ne se situe pas dans les secteurs les plus impactés, et les orientations d'aménagement ont intégrées des bandes tampons entre le développement urbain et les vignes.
Le PLU a donc limité l'impact sur la santé des habitants en lien avec cette problématique de qualité de l'air.

Niveau d'incidence :

Surface des zones urbaines existantes (au sens du POS) au-delà d'un rayon de 1km du centre bourg	49ha79 soit 47% des zones U/AU compris NAy et NB
Surface des zones urbaines du PLU au-delà d'un rayon de 1km du centre bourg	23ha20 soit 34% des zones U/AU compris UY

Détail des Mesures prises et indicateurs :

Règlement	Article 11 et 12
Orientations d'aménagement	Nombreuses mesures d'insertion et des formes urbaines, végétalisation. Cheminements doux
Zonage	
Indicateurs et Mesures de suivi	Surface des zones urbaines libre pour le logement du PLU au-delà d'un rayon de 1km du centre bourg, valeur à l'arrêt : 3ha78 Valeur à l'approbation : 3ha16

L'énergie

Le PLU en prévoyant un effort de densification compatible avec la préservation des paysages et de l'identité du village, permet de réduire les consommations énergétiques d'une façon générale. La question de limiter les transports par la voiture individuelle contribue également à l'économie énergétique.
La question des énergies renouvelables a été traitée dans le nécessaire compromis entre la préservation du paysage (sites inscrit, monument historique, sensibilité paysagère importante du fait des espaces ouverts) et la nécessité de permettre le développement des énergies renouvelables et l'amélioration de la performance énergétique des bâtiments.
Le règlement prévoit pour l'installation des dispositifs de production d'énergie solaire de garantir leur insertion et de limiter les impacts sur le bâti ancien et sur l'harmonie du site.
De plus, les secteurs prévus en développement en zone U présentent les capacités nécessaires en électricité ; les zones AU nécessitant des renforcements ou de nouveaux postes ;

Niveau d'incidence :

Pas d'interdiction stricte quant au recours à des énergies renouvelables

Détail des Mesures prises et indicateurs :

Règlement	Des mesures vérifiant l'insertion sont prévues pour l'ensemble des installations liées aux énergies solaires.
Orientations d'aménagement	Sans objet
Zonage	Sans objet
Indicateurs et Mesures de suivi	Localisation des implantations de systèmes ayant recours aux énergies renouvelables et moyens mis en œuvre pour en réduire l'impact (listing des solutions proposées et résultat obtenus sur le terrain)

D-I.3- EFFET SUR DES ESPACES SUCCEPTIBLES D'ETRE AFFECTES NOTABLEMENT

Cette partie ne traite que des espaces non concernés par Natura 2000 ; ceux concernés sont traités dans le paragraphe suivant. Les impacts sur la consommation des espaces agricoles et l'agriculture ont été traités dans un paragraphe spécifique.

Impacts positifs

Il est rappelé que les marges du bourg (Sud) ont été définies en prenant en compte le PPRI notamment, en limite de la plaine de la Garonne, ce qui a permis d'éviter des impacts sur des zones humides diverses dont des formations boisées et prairiales. De même, dans le bourg, la zone N qui reprend les anciens « fossés » entourant la cité médiévale ont été intégrés en zone N : ils délimitent des espaces de liens très végétalisés et forment une ambiance remarquable. En ce sens le Plu apporte un impact positif sur ces espaces de même que le classement en zone N/A de l'emprise de la zone inondable qui présentent des habitats d'intérêt et zones humides.

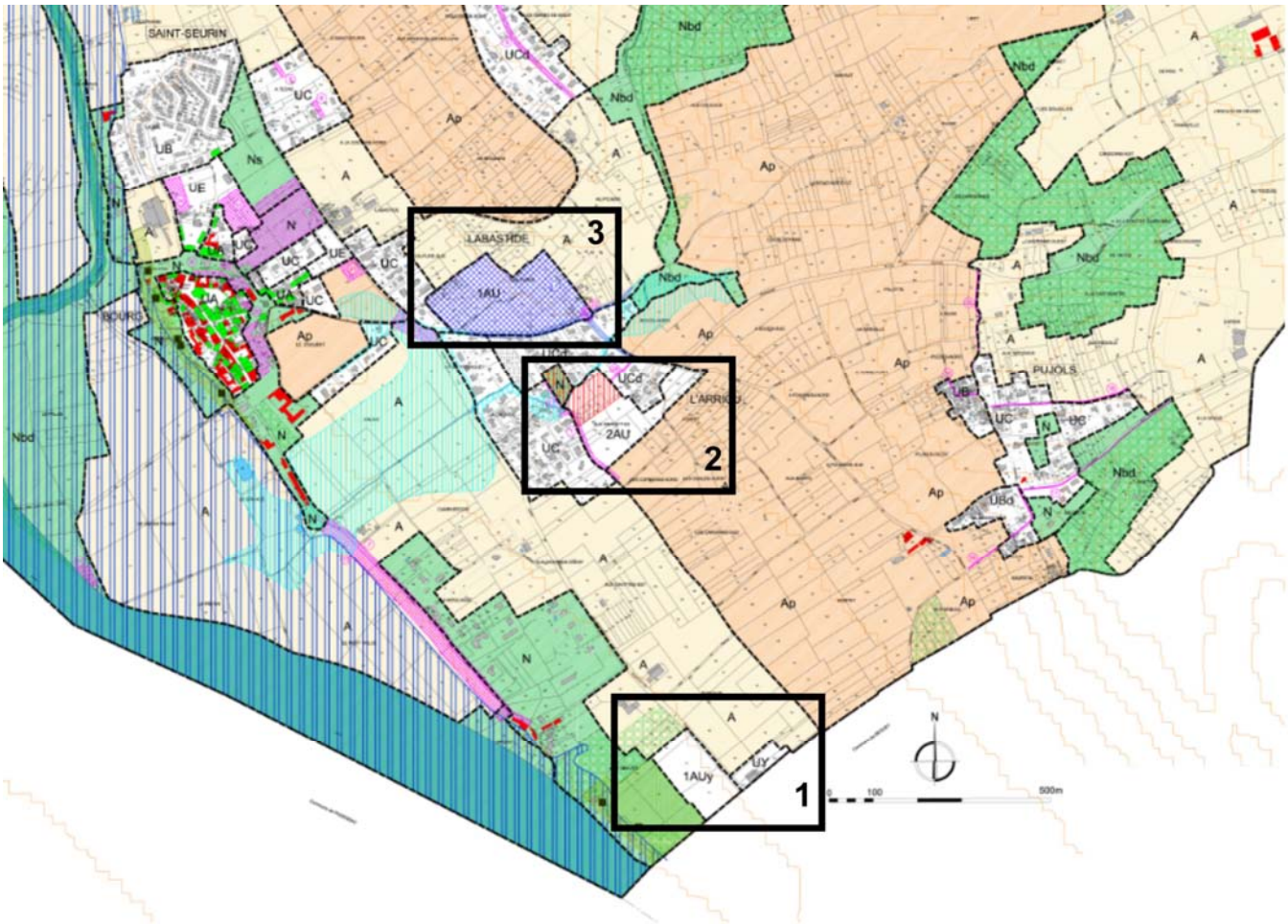
Sur les autres secteurs, notamment dans la centralité du bourg, les espaces concernés par les zones urbaines sont des espaces artificialisés (jardins, stade..), ou des parcelles en vigne.

Le classement en zone Nbd et les espaces boisés classés contribuent à une protection forte et lisible des espaces naturels les plus sensibles au titre des enjeux de conservation de natura 2000, et des éléments de biodiversité (réservoirs dont la majorité de la ZNIEFF Nord, continuités). Le PLU assure ainsi une protection stricte de ces espaces et contribue à leur préservation.

Impacts mesurés

D'un point de vue spatial, aucune zone AU ou U de potentiel de développement important n'est directement concernée par un site Natura 2000. Bien qu'en dehors des sites Natura 2000, certaines zones, de par leur superficie, sont susceptibles d'avoir un effet notable sur l'environnement :

- Site de la zone d'activité (UY, 1AUy) en limite Ouest ;
- Zones 1AU et 2AU

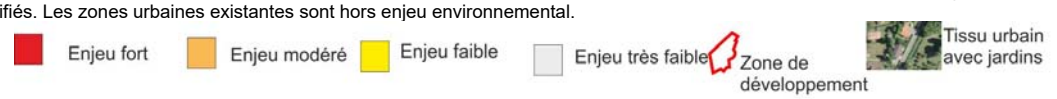


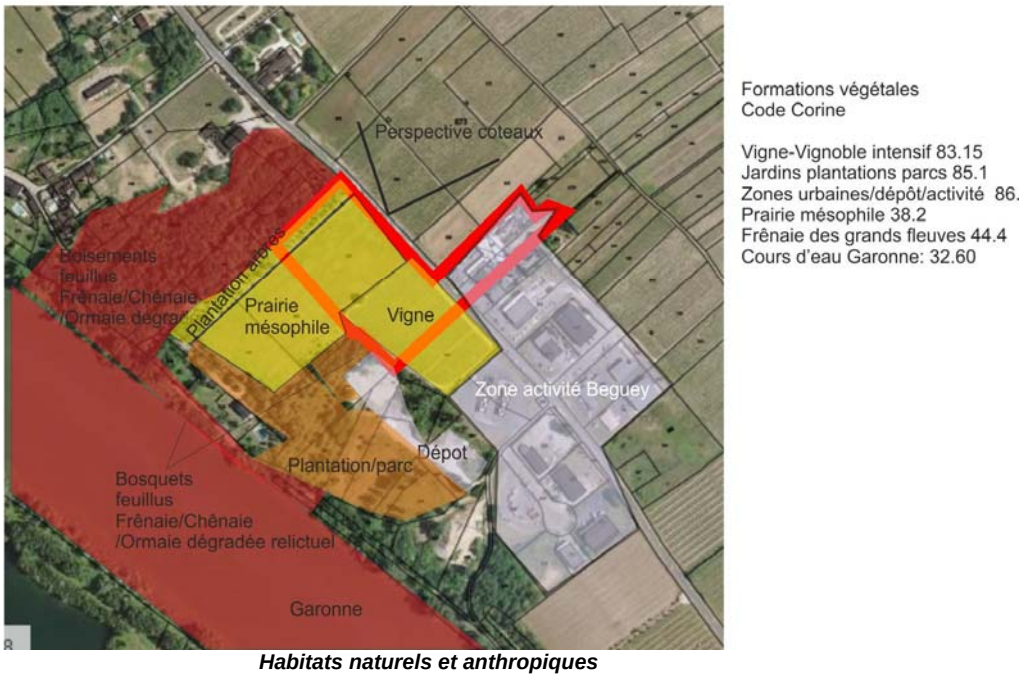
Zones de potentiel important du PLU hors zones Natura 2000

1- Localisation : Zone UY/1AUy Surface : 2ha65 dont 2ha05 de libre en 1AUy

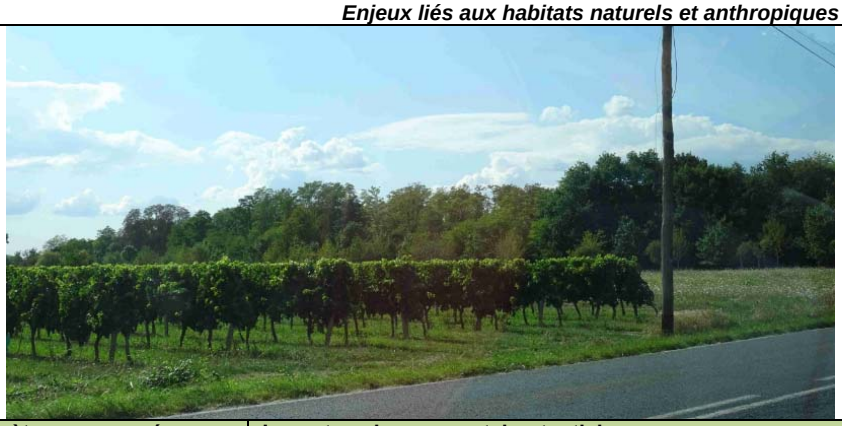
Historique du zonage : Zone en partie en 1NAy dans le POS, passage en UY et 1AUy dans le PLU révisé avec modulation de l'emprise suite à des mesures d'évitement.

Les inventaires de terrain ont porté sur l'ensemble du quartier et sa proche périphérie et ont permis de recaler un zonage en évitant les enjeux biodiversité identifiés. Les zones urbaines existantes sont hors enjeu environnemental.





Habitats naturels et anthropiques
Enjeux liés aux habitats naturels et anthropiques



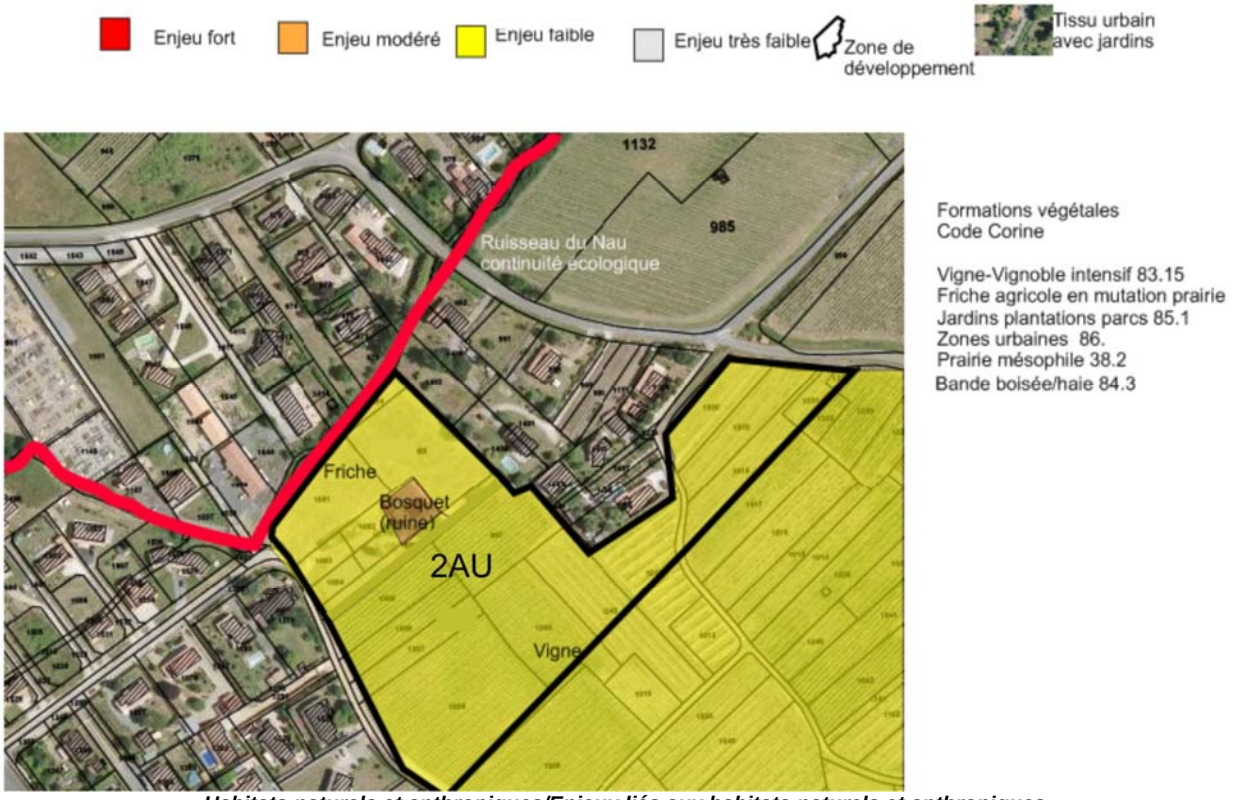
Vue sur les parcelles concernées (vigne, prairie et boisements protégés au fond)

Paramètres concernés	Impact environnemental potentiel	Mesures
paysage	Impact limité du fait du respect de la perspective sur les coteaux qui a conduit à verser la zone sur l'autre rive de la voie Préservation des boisements structurants Une bande plantée est incluse dans la zone d'activité, elle sera probablement vouée à être maintenue.	Evitement du développement sur les zones de perspectives visuelles Protection du boisement existant
biodiversité	Impact faible sur des vignes, et les prairies Impact ponctuel sur une bande boisée relictuelle et dégradée de la forêt des grands fleuves qui est un habitat d'intérêt communautaire Absence d'impact sur les corridors écologiques	Protection en Espace boisé Classé du Boisement de for^^et des grands fleuves (dégradé), d'intérêt communautaire prioritaire
Qualité des eaux	Projet en assainissement autonome sur des sols aptes à l'épuration dispersion Impact limité du fait d'activités faiblement productrices d'eaux usées	Suivi SPANC Raccordement éventuel à la station de Béguey
Patrimoine architectural ou archéologique	Néant	Sans objet
Risque	Non concerné	Limitation de l'imperméabilisation
Agriculture	Impact marginal	Sans objet
Bilan	Impact limité Pas d'impact fonctionnel sur les milieux, ni d'impact sur des milieux d'intérêt	

2- Localisation : Zone 2AU - Surface : 3ha20 dont 0ha90 pour bassin de rétention

Historique du zonage : Zone en ND dans le POS, passage en 1AU dans le PLU avec orientations d'aménagement pour intégrer notamment des mesures d'évitement. La zone 1AUn est inconstructible et prévoit des bassins de rétentions d'eau.

Les inventaires de terrain ont porté sur l'ensemble du quartier et sa proche périphérie et ont permis de recaler un zonage en évitant les enjeux biodiversité identifiés. Les zones urbaines existantes sont hors enjeu environnemental.



Habitats naturels et anthropiques/Enjeux liés aux habitats naturels et anthropiques



Limite de la zone 1AUh/1AU (friche, bosquet/vigne)



OAP prévue sur la zone



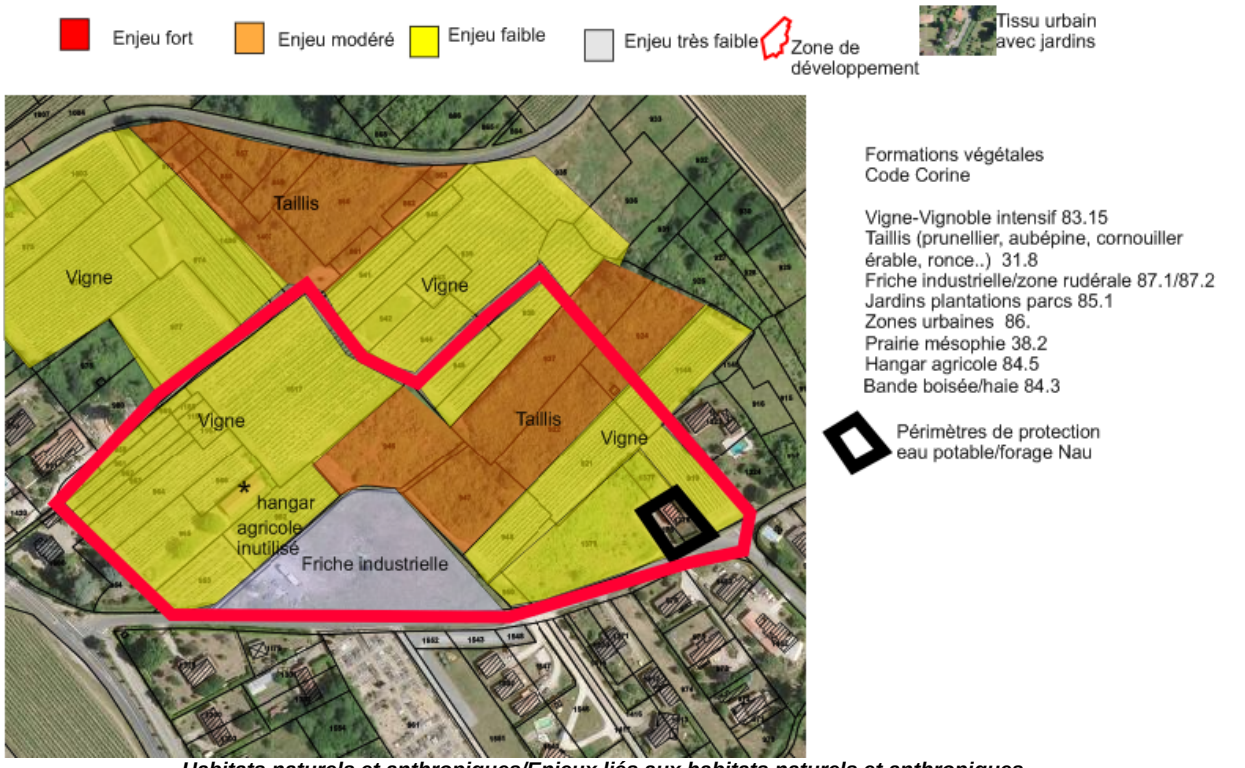
Le ruisseau du Nau en septembre 2016 (à sec, sans ripisylve sur cette zone)

Paramètres concernés	Impact environnemental potentiel	Mesures
paysage	Impact limité du fait d'une situation confidentielle et en continuité du bâti	Orientations d'aménagement pour la forme urbaine Lisières à reconstituer
biodiversité	Impact faible sur des vignes, et la friche et le bosquet en lien avec un ancien édifice Bordure du Nau inconstructible Absence d'impact sur les corridors écologiques	Lisières boisées à créer pour bande tampon avec la vigne Bordure du Nau inconstructible (risque)
Qualité des eaux	Projet en assainissement collectif Régulation des eaux de ruissellement	Gestion des eaux pluviales par un bassin de rétention
Patrimoine architectural ou archéologique	Néant	Sans objet
Risque	Inondation/débordement Nau Risques en aval à prendre en compte	Limitation de l'imperméabilisation Régulation des écoulements par un bassin de rétention
Agriculture	Impact limité, prise en compte des lisières urbains/vigne	Structuration d'une bande tampon entre le projet et les vignes, sur l'emprise du projet
Bilan	Impact limité Pas d'impact fonctionnel sur les milieux, ni d'impact sur des milieux d'intérêt	

3- Localisation : Zone 1AU - Surface : 4ha75 1AU

Historique du zonage : Zone en ND dans le POS, passage en 1AU dans le PLU révisé avec orientations d'aménagement pour intégrer notamment des mesures d'évitement. La zone 1AUn est inconstructible et prévoit des bassins de rétentions d'eau.

Les inventaires de terrain ont porté sur l'ensemble du quartier et sa proche périphérie et ont permis de recaler un zonage en évitant les enjeux biodiversité identifiés. Les zones urbaines existantes sont hors enjeu environnemental.



Habitats naturels et anthropiques/Enjeux liés aux habitats naturels et anthropiques



Vue sur la friche industrielle et le taillis



OAP prévue sur la zone

Paramètres concernés	Impact environnemental potentiel	Mesures
paysage	Impact limité du fait d'une situation en continuité du bâti	Orientations d'aménagement pour la forme urbaine Lisières, boisements à reconstituer
biodiversité	Impact faible sur des vignes, et la friche /zone rudérale Impact moyen sur le taillis dense Absence d'impact sur les corridors écologiques/réservoirs de biodiversité	Lisières boisées à créer pour bande tampon avec la vigne
Qualité des eaux	Projet en assainissement collectif Périmètres de protection du forage de Nau inclus dans le projet Régulation des eaux de ruissellement	Gestion des eaux pluviales Respect des périmètres de protection
Patrimoine architectural ou archéologique	Zone archéologique sensible	Application de la Loi Archéologie préventive
Risque	Néant	Limitation de l'imperméabilisation
Agriculture	Impact limité sur les vignes Bâtiment existant : hangar non utilisé, destruction du hangar	Structuration d'une bande tampon entre le projet et les vignes, sur l'emprise du projet
Bilan	Impact limité Pas d'impact fonctionnel sur les milieux, ni d'impact sur des milieux d'intérêt	

Source : docob du site Natura 2000, terrain, FSD,

NOTA : attention au tracé des zones Natura 2000
La zone Natura 2000 portée sur les plans est celle des données SIG fournies par la DREAL. Il y a une différence avec le périmètre proposé au Docob mais non fourni au bureau d'étude. Toutefois l'étude tient compte de cette différence.

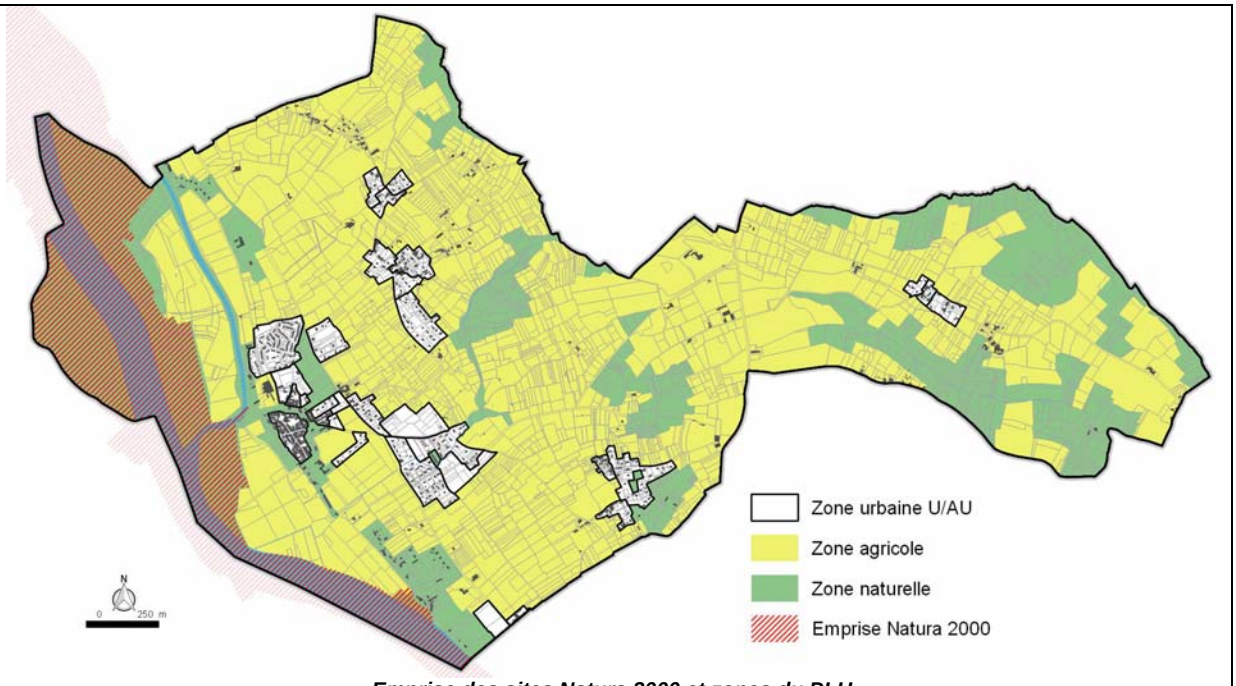
D-1-4-1 IMPACT GENERAL SUR LA ZONE NATURA 2000

La commune comporte 1 zone Natura 2000 :

Zone	
Celle liée à **La Garonne** : les enjeux concernent le maintien des continuités dans les cours d'eau, la préservation des habitats et espèces d'intérêt ainsi que le maintien de la mosaïque d'habitats en présence	La surface de cette zone Natura 2000 est de **136ha56** sur le territoire de ***Rions*** La surface de la zone ventilée par zone du PLU est la suivante : A : 0ha60 Nbd : 135ha95

Au bilan le territoire communal intercepte 136ha56 de zones Natura 2000 réparties pour 135ha95 en Nbd et 0ha60 en A. La préservation des sites est donc très majoritairement (99.5%) assurée directement par la zone Nbd très restrictive.

Répartition de la couverture du zonage sur Natura 2000 :
A : 0ha60
Nbd : 135ha95



Emprise des sites Natura 2000 et zones du PLU

D-1-4-2 -IMPACT DU ZONAGE N, SUR LA ZONE NATURA 2000

Impact direct

D'un point de vue spatial, la zone naturelle assure la protection quasi-totale de la zone Natura 2000 de la Garonne (près de 99.5% de la zone en Nbd consacrée aux espaces à enjeux pour la biodiversité.) De fait cet ensemble est concerné par la servitude PPRI ce qui limite les possibilités de construction nouvelle.

Ainsi le PLU contribue à une préservation spatiale intégrale de la zone Natura 2000 de la Garonne sur le territoire de Rions.

Un emplacement réservé (n°14) est prévu dans le projet (existant dans le POS) à des fins « aménagement d'un équipement de tourisme et de loisirs », en bord de Garonne, en zone rouge du PPRI et dans la zone Natura 2000 :

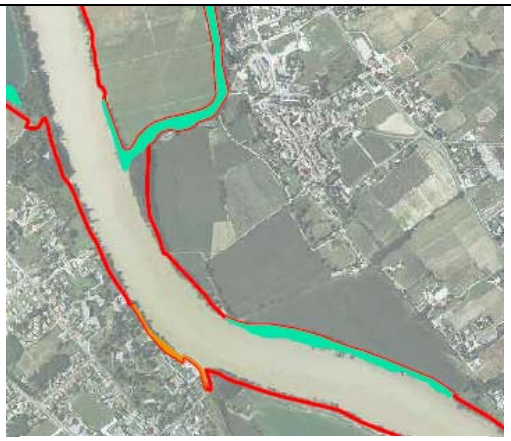
3- Localisation : emplacement réservé 14 Surface : 1000 m2 environ

Historique du zonage : emplacement réservé existant dans le POS et reconduit, zone Nbd stricte du PLU





Photographie du site (potager privatif)

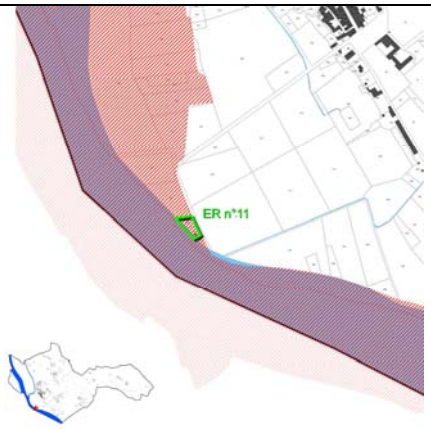


Proposition de périmètre

Habitats naturels d'intérêt communautaire

- Frênaies-Chênaies-Ormaies des grands fleuves
- Mégaphorbiaies et ourlets eutrophes
- Saulaies - Peupleraies arborescentes
- Végétations annuelles des dépôts d'alluvions
- Végétations des eaux courantes
- Végétations des eaux eutrophes calmes

Habitats répertoriés Docob



Localisation (*support Natura 2000 source DREAL)*

Différence entre le périmètre proposé au Docob/données SIG fournies par la DREAL : en effet, l'emplacement réservé se situe dans Natura 2000 dans le périmètre DREAL, et en limite dans celui du Docob.

Quoiqu'il en soit le site est constitué d'un potager dans un environnement cultivé de maïs en bordure de Garonne. Des cabanes en bois sont présentes. Cet espace ne comporte pas d'habitat d'intérêt communautaire.

Compte tenu de la situation en zone inondable, le projet restera un aménagement léger d'accueil (panneaux pédagogiques, tables/bancs..).

Paramètres concernés	Impact environnemental potentiel	Mesures
paysage	Impact limité Aménagement léger qui devra conserver les arbres existants	Ripisylve, boisements à reconstituer
biodiversité	Impact marginal à positif si est reconstituée la ripisylve avec des espèces du bord des eaux. Absence d'impact sur les corridors écologiques/réservoirs de biodiversité	
Qualité des eaux	Non concerné	
Patrimoine architectural ou archéologique	Non concerné	Application de la Loi Archéologie préventive
Risque	Zone inconstructible du PPRI	Inconstructibilité
Agriculture	Impact marginal	
Bilan	Impact marginal Pas d'impact fonctionnel sur les milieux, ni d'impact sur des milieux d'intérêt	

Impact indirect

L'impact indirect est marginal ; les possibilités d'aménagement nouveau étant elles-mêmes marginales et nécessaires à la biodiversité.

L'impact de la zone N est donc positif.

D-1-4-3 -IMPACT DU ZONAGE A, SUR LA ZONE NATURA 2000

La zone A interfère sur 6000 m2 l'emprise de la zone Natura 2000, et ce, sur l'emprise du PPRI.
L'impact de la zone A est donc marginal voire nul.

Ce zonage du PLU ne donc pas en cause les objectifs de conservation du DOCOB.

D-1-4-4 -IMPACT DU ZONAGE U/AU, SUR LA ZONE NATURA 2000

Impact direct
Non concerné
Aucune zone U ou AU n'intercepte l'emprise Natura 2000.

Impact indirect
La gestion des rejets des eaux usées pourraient impacter indirectement la zone Natura 2000.
Le chapitre relatif à l'impact sur les ressources a montré que la capacité et le fonctionnement de la station 'épuration assure un rejet de bonne qualité dans le milieu.
En ce qui concerne les assainissements autonomes, une dizaine de constructions neuves et la zone d'activité sont concernées : ils se situent essentiellement sur des secteurs d'aptitude satisfaisante à une exception près où une filière drainée pourrait être nécessaire.
L'impact des rejets reste donc marginal sur la zone Natura 2000.

Bilan
L'impact direct des zones U et AU sur la zone Natura 2000 est nul.
Les impacts indirects sont également mineurs du fait que les principaux secteurs de développement soient raccordés à l'assainissement collectif.

Au bilan le PLU ne présente pas d'impact négatif notable sur les sites Natura 2000.

Niveau d'incidence et indicateurs :

Surface Natura 2000 sur le territoire communal	136ha55	Soit 13% du territoire
Surfaces des zones Natura 2000 « concernées par un zonage autorisant de nouveaux ancrages bâtis ou des aménagements» (U, AU)	0ha	
Surface des zones de développement interceptant un habitat prioritaire ou à enjeu signalé dans un docob	0ha	
Bilan	**Absence d'impact négatif notable, les habitats naturels et habitats d'espèces d'intérêt communautaire sont intégralement conservés.**	

D-II-PRESENTATION DES MESURES DE PREVENTION ET CORRECTIVES

D-II.1- EVITEMENT DES INCIDENCES NEGATIVES SUR L'ENVIRONNEMENT ET LA SANTE HUMAINE

La réflexion sur la révision du PLU s'est inscrite dans la volonté de réunir les conditions d'une évolution du territoire dans le respect des principes du développement durable et de la singularité territoriale, dans une approche des réalités du territoire.
Dans un sens, cette posture s'inscrit dans celle de l'évitement d'incidences négatives sur le territoire.

Dans le détail, cette démarche d'évitement ou de prise en compte de l'environnement et de la santé, peut être détaillée dans le tableau suivant.

DIMENSION RESSOURCE			
OBJECTIF : PRESERVER LES RESSOURCES			
	Zonage	Règlement	Evitement environnement et santé humaine
EAU	Dimensionnement compatible avec la station d'épuration Prise en compte de l'aptitude des sols à l'assainissement autonome	Zonage A/N par rapport aux cours d'eau pour conserver les bandes tampons épuratrices	Dégradation de la qualité des eaux et des risques sanitaires rejets diffus impactant
EAU	Recours majoritaire à l'assainissement collectif pour le développement urbain	Raccordement obligatoire en zone 1AU	pollutions diffuses et des risques sanitaires
SOL	Zonage A et N strict	Limitation de la constructibilité	Réduction non maîtrisée des terres agricoles et des espaces naturels
OBJECTIF : ECONOMISER LES RESSOURCES			
SOL	Limitation de la consommation des espaces en restant au plus près de l'enveloppe urbaine existante	Densification adaptée à l'identité communale soit dans l'espace soit au niveau de la restructuration des édifices existants	Etalement urbain, mitage
SOL	Confortement autour des centralités Polarisation des équipements publics et des mobilités douces Confortement des activités locales et notamment services et commerces de proximité dans le bourg	Sans objet	Mitage, déstructuration des espaces agricoles, et des paysages
ENERGIE		Recours aux énergies renouvelables, aux possibilités d'amélioration des performances énergétiques des bâtiments	Gaspillage énergétique et surconsommations
AIR		Sans objet	Augmentation des flux de transport Production de gaz à effet de serre et des pollutions atmosphériques

DIMENSION BIODIVERSITES			
OBJECTIF : PRESERVER LES BIODIVERSITES			
	Zonage	Règlement	Evitement environnement et santé humaine
Habitat et espèce naturels	Respect quasi-systématique des habitats d'intérêts et des sites de présence d'espèces rares Maintien des continuités écologiques et réservoirs de biodiversité	Restrictif	Disparition des sites d'habitats nécessaire au maintien de la biodiversité
Boisements	Identification des boisements à enjeu et classement en zone naturelle, en espace boisé classé	Préservation des espaces boisés Constructibilité limitée	Disparition des structures boisées dans les espaces à forte activité agricole et urbaine

DIMENSION RISQUES ET NUISANCES			
OBJECTIF : PRENDRE EN COMPTE LES RISQUES EXISTANTS			
	Zonage	Règlement	Evitement environnement et santé humaine
Inondation	Corrélation avec le PPRI	Restrictif Trame pour indiquer la zone inondable	Développement dans des zones inondables Augmentation des populations soumises au risque
	Zonage N ou A dans les espaces de régulation des crues Bassin de rétention prévu	Limitation des imperméabilisations	Réduction des espaces de régulation des crues Augmentation des ruissellements
Cavité, mouvements de terrains	Absence de potentiel de construction dans les zones à risque avéré (argile, cavité..)		Augmentation du risque
Nuisance	Absence de développement de l'habitat à proximité de sites à nuisance (activité) Prise en compte des lisières viticoles		Augmentation des populations soumises aux nuisances Augmentation des nuisances

DIMENSION PATRIMOINE CADRE DE VIE			
OBJECTIF : PRESERVER LE CADRE DE VIE			
	Zonage	Règlement	Evitement environnement et santé humaine
Paysage	Préservation des écrins boisés, et massifs arborés des coteaux, du parc arboré sous le bourg et des espaces naturels et agricoles des coteaux	Zonage N, EBC, zonage Aa	Dégradation du paysage et de l'identité du village
	Choix d'implantation urbain dans la logique des ancrages existants		
	Préservation des espaces majeurs, notamment des boisements et de la cité médiévale	protection espace boisé classé, et zonage N	Disparition des éléments structurants tels que linéaires boisés, espaces ouverts,
	Prise en compte du site inscrit/de la cité médiévale et de sa sensibilité spécifique: respect des espaces qualitatifs par zonage N, Ap notamment	Constructibilité limitée voire inconstructibilité	Dégradation des paysages majeurs et du cadre de vie des habitants Banalisation des espaces
	Prise en compte de la qualité des paysages urbains du à la présence d'espaces libres	Densification adaptée par adaptation de l'emprise au sol et de la densité	Densification incompatible avec l'identité du village
Architecture	Identification des éléments de patrimoine soumis au permis de démolir	Prise en compte des typologies architecturales et du patrimoine bâti Définitions de règles adaptées à l'architecture locale	Absence de maîtrise des démolitions et évolutions des édifices d'intérêt Banalisation du village
Archéologie	Prise en compte des sites archéologiques qui est signalé	Archéologie préventive	Dégradation de ce patrimoine
Mobilités	Regroupement de la zone d'équipement collectif dans le bourg Optimisation du réseau de cheminements doux et développement d'un maillage vers les zones de développement	Privilégier les commerces services et équipements dans le bourg Orientations d'aménagement prévoyant le maillage de liaisons douces	Augmentation non mesurée des flux de voitures individuelles

D-II.2- REDUCTION DES INCIDENCES NON EVITEES DESCRIPTION, ESTIMATION ET EFFETS ESCOMPTES

Voir chapitre incidences Natura 2000

D-II.3- MESURES DE COMPENSATIONS OU JUSTIFICATION DES IMPOSSIBILITES

Voir chapitre incidences Natura 2000

D-III-TRACABILITE ET SUIVI

D-III.1- DEFINITION DES INDICATEURS

Selon l'IFEN (IFEN), un indicateur est une donnée qui a été sélectionnée à partir d'un ensemble statistique plus important car elle possède une signification et une représentativité particulière. Par exemple, les émissions nationales de CO2 constituent un indicateur de la contribution de notre pays à l'effet de serre. Ainsi, les indicateurs condensent l'information, et simplifient l'approche de phénomènes, souvent complexes, ce qui en fait des outils de communication précieux.
L'OCDE (OCDE, 1993) définit un indicateur comme une mesure récapitulative fournissant des informations sur l'état ou l'évolution d'un système.
Par définition, les indicateurs visent donc à réduire le nombre de composantes nécessaires pour rendre compte d'une condition ou d'une situation. Leur fonction principale est d'être porteur d'information, destinée à être communiquée à une cible. D'un point de vue environnemental et de manière très large et très globale, les indicateurs peuvent être définis comme étant des grandeurs, établies à partir de quantités observables ou calculables, reflétant de diverses façons possibles, les impacts sur l'environnement occasionnés par une activité donnée

DIMENSION BIODIVERSITE			
Champ de mesure	**Variables de suivi**		
Espace	surface		
objectifs	**Paramètre de mesure**	**Indicateurs**	**Valeur PLU approuvé**
Informer de l'importance des surfaces consacrées à l'urbanisation	Surface des zones urbaines	Surface et % des zones urbaines sur le territoire Surface et % des zones stecal	70ha87 soit 7 % 0 ha
Mesurer l'importance des surfaces protégées dans le PLU au regard des surfaces de protection naturaliste	Surface des zones naturelles strictes Surface des zones Natura 2000, arrêté de biotope, espace naturel sensible, …	% des zones naturelles strictes dans le territoire	322ha11 soit 30%
		% des zones naturelles Natura 2000 couverte par zonage naturel strict	100%
Informer des consommations d'espaces naturels pour l'urbanisation sur des sites Natura 2000	Surface des zones urbaines existantes dans le périmètre Natura 2000 Surfaces libres des zones urbaines dans le périmètre Natura 2000	% des zones urbaines existantes sur Natura 2000 Augmentation des surfaces urbaines dans Natura 2000	0% 0 ha
Informer des emprises de zones naturelles spécifiques en zone Natura 2000	Surface des zones Ne, Nh, Nt, Nk.Ns	% ou surface des zones naturelles spécifiques en Natura 2000	0ha
Champ de mesure	**Variables de suivi**		
Biodiversité (Information partielle)	Nombre d'espèces, nombre d'habitats		
objectifs	**Paramètre de mesure**	**Indicateurs**	**Valeur PLU approuvé**
Informer du nombre d'espèces d'intérêt recensées sur le territoire	espèces	Nombre d'espèces d'intérêt	Non connu
Informer du nombre d'habitat d'intérêt recensés sur le territoire	Milieu phytosociologique	Nombre d'habitats d'intérêt	4

DIMENSION RESSOURCES			
Champ de mesure	**Variables de suivi**		
Espace	surface		
objectifs	**Paramètre de mesure**	**Indicateurs**	**Valeur PLU approuvé**
Informer de l'importance des surfaces consacrées à la protection des zones de captages	Surface des zones de captage Surface des zones naturelles couvrant les captages	% des zones de captage en zone N	124ha50 de surface de captage Dont 39ha85 en N/Nbd Soit 32% des captages
Informer de la consommation des espaces	Surfaces agricoles libres consommées Surfaces naturelles libres consommées	Surface agricole consommée	42ha
		Surface naturelle consommée	0
Informer de l'effort de densité	Densité de logement /ha	Nombre de logements/ha en zone urbaines	14 en moyenne
Champ de mesure	**Variables de suivi**		
qualité	diverses		
objectifs	**Paramètre de mesure**	**Indicateurs**	**Valeur PLU approuvé**
Impact de l'assainissement autonome	Logements	Nombre de logements relevant de l'autonome dans le PLU	13
Adaptation des équipements assainissements collectifs	Capacité résiduelle du système Potentiel en logement du PLU relevant du collectif	Logements supplémentaires en collectif/Capacité résiduelle de l'équipement	182 logements Station adaptée
Suivi de la qualité des eaux de la Nive (milieu récepteur)	Qualité normalisée des eaux du SDAGE	Etat SDAGE	Etat écologique Garonne : médiocre (état de la masse d'eau 2012) Barboue : bon

DIMENSION RISQUE, NUISANCES, POLLUTIONS			
Champ de mesure	**Variables de suivi**		
Espace	surface		
objectifs	**Paramètre de mesure**	**Indicateurs**	**Valeur PLU approuvé**
Informer des surfaces en risque	Surface PPRI	% surface PPRI sur le territoire	226ha03 soit 21%
Informer de l'importance des surfaces urbaines soumises au risque	Surface des zones urbaines en PPRI,	Surfaces urbaines en PPRI	0ha
		Surfaces urbaines en risque argile fort	2ha21 dont 0ha en potentiel libre
		Surfaces urbaines en risque cavité	Non concerné
Informer des aires urbaines soumises à des nuisances	Surface urbaine dans zone de bruit, de nuisance	Surface urbaine en zone de bruit	3ha50 soit 11% de la zone de bruit

DIMENSION PATRIMOINE			
Champ de mesure	**Variables de suivi**		
Espace	surface		
objectifs	**Paramètre de mesure**	**Indicateurs**	**Valeur PLU approuvé**
Informer des surfaces urbaines en site inscrit	Surface urbaine	% surface urbaine en site inscrit cité médiévale	3ha76 34%
Informer de l'emprise totale couverte par les sites inscrits	surface	surface en site inscrit sur le territoire	10ha87
Informer de la protection des zones archéologiques	surface	Surface totale des zones archéologique	65ha45
		Surfaces urbaines en site archéologique	9ha69
Informer de la protection des édifices d'intérêt	Nombre d'édifices	Edifices repérés au titre du L151-19	293
Informer des surfaces protégées pour le paysage	surface	Surfaces de bois et espaces libres au titre du **L151-19**	Non concerné
		Surfaces de bois et espaces libres au titre des EBC	142ha88
		Surfaces au titre Ap	199ha78

DIMENSION ENERGIE ET MOBILITE			
Champ de mesure	**Variables de suivi**		
Espace	distance		
objectifs	**Paramètre de mesure**	**Indicateurs**	**Valeur PLU approuvé**
Informer des distances des zones urbaines du PLU au pôle bourg	Surfaces urbaines du PLU distantes de plus d'1km du centre bourg	Surface urbaines du PLU distance de plus d'1km du centre bourg	23ha20
Champ de mesure	**Variables de suivi**		
réglement	Article 11		
objectifs	**Paramètre de mesure**	**Indicateurs**	**Valeur PLU approuvé**
Informer des dispositions relatives aux énergies renouvelables	Contenu règlementaire	Nombre d'installations par type	inconnu

D-III.2- MODALITES DE SUIVI

Le suivi du PLU, en rapport avec l'évolution du territoire et les incidences du projet, sur la base des indicateurs proposés en mettant en place des outils simples ou en utilisant les bases de données disponibles que la collectivité pourra rassembler assez simplement.

Consommation de l'espace et production de logements

Indicateur	Source	Structure de suivi	Régularité
Nombre de logements produits, nature, surface Surface du terrain d'assiette	Registre des permis complété ou tableur proposé ci-dessous	Mairie ou service instructeur	Au jour le jour pour un bilan annuel

L'état zéro est donné en particulier dans l'analyse de la consommation de l'espace.
Les surfaces disponibles pour la construction de logements sont indiquées au moment de la mise en place du PLU.
Un suivi communal au fur et à mesure des délivrances de permis de construire pourra venir compléter ce tableau, le faire évoluer avec indication de la surface consommée et du nombre de logements créés.
Ainsi des dysfonctionnements pourront être pointés en rapport avec les estimations réalisées, notamment en termes de nombre de logements par hectare. La commune pourra alors agir par des ajustements de son PLU afin de rétablir l'équilibre.

Cette période de suivi pourrait être faite sur 3 ans parallèlement à l'application de l'article L123-12-1 du code de l'urbanisme portant débat au sein du Conseil Municipal sur *« les résultats de l'application du plan au regard de la satisfaction des besoins en logements et le cas échéant de l'échéancier prévisionnel de l'ouverture à l'urbanisation des zones à urbaniser et de la réalisation des équipements correspondants ».*
Ce carnet de bord permet de renseigner au fur et à mesure de la délivrance des permis de construire

INDICATEURS Suivi de la constructibilité PLU approuvé + 3ans						
Nombre de logements				Surface consommée terrain libre	Surface consommée issue de division parcellaire	Nombre de logements à l'hectare
en bâti collectif nouveau	en bâti individuel nouveau	En changement de destination	En restructuration d'un logement existant			

Ressources

Ces suivis impliquent des partenaires intercommunaux et extérieurs et la mise en place d'une structure de recueil et de traitement des données afin d'alerter la commune sur d'éventuels dysfonctionnements ;

Indicateur	Source	Structure de suivi	Régularité
Nombre de logements en assainissement autonome	Rapport annuel du service Fichier facturation des services	Intercommunalité compétente en matière d'eau et d'assainissement	Annuelle
Consommation en eau communale			
Nombre de logements en assainissement collectif			
Capacité résiduelle de la station d'épuration			
Suivi de la qualité Nivelle	Données Agence de l'eau	Agence de l'eau	Synthèse annuelle

Energie et mobilité

Indicateur	Source	Structure de suivi	Régularité
Nombre de trajets sur chaque ligne	Service transport	Intercommunalité compétente en matière de transport collectif	Annuelle une fois les lignes mises en service
Linéaire de cheminements doux sur la périphérie du bourg (1 km)	Mairie	Mairie	Bilan à chaque procédure PLU
Surface urbaines du PLU distance de plus d'1km du centre bourg			
Nombre d'installations énergie renouvelables	Mairie Suivi avec un tableur enregistrant les DC pour chaque type d'installation	mairie	Bilan à chaque procédure PLU

Biodiversité

Indicateur	Source	Structure de suivi	Régularité
% des zones urbaines sur le territoire	PLU	Mairie	A chaque procédure PLU
% des zones naturelles strictes dans le territoire			
% des zones naturelles protégées couverte par zone naturelle stricte			
% des zones urbaines existantes sur Natura 2000			
Augmentation des surfaces urbaines dans Natura 2000			
% des zones naturelles spécifiques en Natura 2000			
Nombre d'espèces d'intérêt	DOCOB	Intercommunalité	
Nombre d'habitat d'intérêt			

Risques, nuisances

Indicateur	Source	Structure de suivi	Régularité
% surface PPRI sur le territoire	PLU	Mairie	A chaque procédure PLU
Surfaces urbaines en PPRI			
Surfaces urbaines en risque argile fort			
Surface urbaine en zone de bruit			

Patrimoine, cadre de vie

Indicateur	Source	Structure de suivi	Régularité
% surface urbaine en site Inscrit	PLU	Mairie	A chaque procédure PLU
surface en site classé sur le territoire			
Surface totale des zones archéologique			
Surfaces urbaines en site archéologique			
Edifices repérés au titre du L151.19			
Surfaces de bois et espaces libres au titre du L151-19			
Surfaces de bois et espaces libres au titre des EBC			
Surfaces de bois et espaces libres au titre Aa			

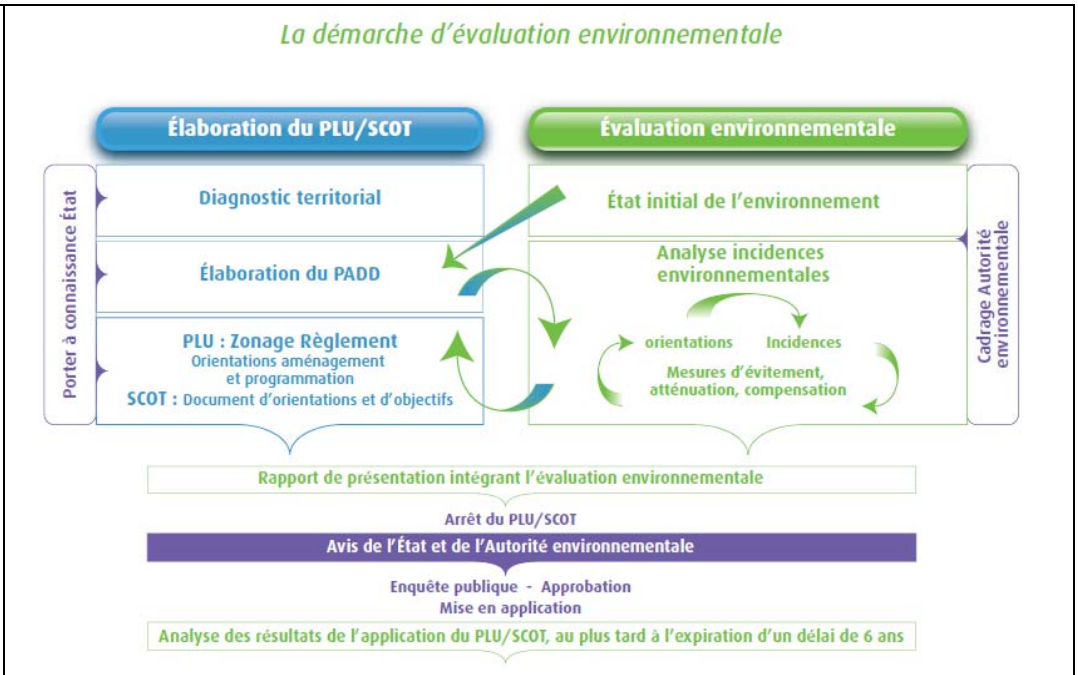
E – CINQUIEME PARTIE

METHODOLOGIE, COMPATIBILITE SCOT ET DOCUMENTS SUPRA
RESUME NON TECHNIQUE

E-I-METHODOLOGIE ET JUSTIFICATION DES MOYENS POUR ETABLIR L'EVALUATION ENVIRONNEMENTALE

La démarche méthodologique repose sur la contextualisation des enjeux environnementaux par la capitalisation d'une grande partie des connaissances. En effet, le contexte des enjeux environnementaux est logiquement traduit par les transversalités induites des différents programmes, outils de planification, schémas directeurs, documents de gestion… engagés par la commune et l'agglomération notamment : SCOT, SAGE, NATURA 2000, PLH, SDAGE , Agenda 21.

L'évaluation environnementale des documents d'urbanisme n'est pas une évaluation a posteriori des impacts une fois le document établi, mais une évaluation intégrée à son élaboration.
C'est une démarche d'aide à la décision qui prépare et accompagne la construction du document.
L'évaluation environnementale aide à traduire les enjeux environnementaux dans le projet et à anticiper ses éventuels effets.
C'est un outil pour un document d'urbanisme conçu comme un projet de développement durable du territoire.



Source : L'évaluation environnementale des documents d'urbanisme, le Guide, ministère de l'écologie, du développement durable, des transports, du logement

La démarche d'investigation s'est déclinée en plusieurs étapes :

Diagnostic environnemental : identifier et hiérarchiser les enjeux environnementaux sur le territoire
Approche documentaire :

- Bilan et synthèse des documents de planification et d'orientation (SCoT, PLU, Agenda 21, Atlas des paysages),
- Inventaires, zonages et données concernant le territoire (DOCOB, Natura 2000, données MNHN, Trame verte et bleue, avancement du SRCE, SAGE, PAC BASOL, BASIAS, liste des MH, SIEAG, installations classées …)
- Contraintes réglementaires en vigueur (PLU, servitudes, PPR…)
- Analyse de l'évolution de la commune sur la durée du POS/PLU : consommation de l'espace, spatialisation des développements
- Bilan sur la capacité des équipements tels que l'assainissement, le réseau d'eau, les liaisons douces…

La méthodologie proposée s'inscrit sur une approche progressive qui permet de cerner les enjeux sur des échelles spatio-temporelles, et des postures de planification imbriquées (urbanisme, risque, eau, milieux naturels, mobilités…).

Approche terrain :

Caractéristiques de l'occupation des sols, qualification des paysages et des perspectives visuelles majeures, identification des habitats naturels, recensement des éléments architecturaux et patrimoniaux,

- Localisation et identification des secteurs sensibles, des secteurs d'enjeux
- Entretien et visite sur le terrain avec les acteurs locaux
- Localisation des discontinuités et points de fragilité
- Identification et hiérarchisation des secteurs d'enjeux croisés
- Expression des multifonctionnalités (usages et fonctions existantes, potentielles, prévisibles) des espaces étudiés et des niveaux de compatibilité des différents enjeux, notamment au niveau des interactions agriculture/biodiversité

Le diagnostic environnemental reprend dans l'intégralité l'ensemble des thématiques et sous-thématiques environnementales dans les volets: ressources, biodiversité, patrimoine, risque.

L'objectif de ce diagnostic est de fournir un aperçu exhaustif de l'état de l'environnement dans les connaissances actuelles ainsi que de son fonctionnement. Le diagnostic environnemental permet de faire émerger les forces et faiblesses mais aussi les dysfonctionnements. Une attention particulière est portée sur la mise en évidence des interrelations et des connexions existantes entre ces différentes dimensions.
Cette approche multi-échelle et le recensement des données territoriales en relation directe ou indirecte avec chacune des thématiques, a fait l'objet d'une retranscription locale afin d'expliciter une vision stratégique.

Concernant la thématique « biodiversité », il nous paraît important de préciser le point suivant. La présence du site Natura 2000 et sa configuration sur le territoire communal, en particulier du fait de la zone inondable en PPRI, a permis d'identifier précisément les enjeux spatiaux naturalistes notamment du fait de l'existence d'un DOCOB et des contraintes du PPRI, qui protège de fait de nombreuses surfaces de la zone Natura 2000 liée à la Garonne. Les données d'inventaires ont été complétées sur le terrain et cette base s'est avérée suffisamment complet e eu égard aux enjeux de préservation, risque de dégradation appréhendés sur le territoire.

Elaboration du PLU : traduire et accompagner les enjeux environnementaux sur le territoire

Définition des objectifs du projet via le PADD, thématique par thématique dans une vision itérative
Formulation spatiale de ses objectifs et vérification des cohérences du projet par le processus de négociation et de priorisation des enjeux Le cadrage des différents enjeux thématiques permettra de situer et définir les objectifs environnementaux.
Les contraintes « imposées » sont évaluées dans leur conséquence sur les cibles afin de définir des objectifs circonstanciés.
La négociation des objectifs liées à l'ensemble des enjeux est formulée par la confrontation avec l'ensemble des thématiques environnementales ce qui permet d'établir des principes d'aménagement
Ciblage des secteurs ou thématiques identifiées comme sensibles : zones couverte par Natura 2000 concernées par des zones constructibles, site inscrit, boisements, patrimoine paysager et architectural… Ces espaces ou thèmes ont été analysés précisément sur le terrain afin de vérifier la compatibilité du projet avec les objectifs de durabilité fixés dans le PADD ou inhérent au statut des espaces.

Recalage et relai règlementaire pour optimiser la prise en compte de l'environnement ;

En particulier dans le cas de la commune de Rions, évitement systématique des habitats d'intérêt, prise en compte de la spécificité de la zone inondable de la Garonne, du bras mort et des zones humides, protection stricte des espaces paysagers majeurs au bourg…Mise en place de dispositions règlementaires précises et circonstanciées eu égard aux énergies renouvelables, à la restructuration du bâti existant, à la protection des bois dans des secteurs urbains…

Evaluation du PLU : expression des tensions environnementales produites par le PLU

Cette étape d'évaluation et de quantification des impacts environnementaux du PLU s'est réalisée via des grilles thématiques incluant des indicateurs fournissant des repères de valeur servant de support pour les suivis ultérieurs du document. La simplicité et faisabilité des indicateurs a été le critère de choix pour l'établissement de ces grilles.

E-II- JUSTIFICATION DE LA COMPATIBILITE DU PLU AVEC LE SCOT

Le PLU de Rions a pris en compte les éléments du DOO du SCOT SUD GIRONDE encours.
Des réunions intermédiaires ont permis d'orienter et de préciser le projet afin d'en assurer la compatibilité globale avec le futur SCOT.

E-III- Compatibilité SDAGE ET SAGE

E-III.1- JUSTIFICATION DE LA COMPATIBILITE AVEC LE SDAGE « ADOUR-GARONNE »

Le SDAGE est un document de planification ayant pour objet la mise en œuvre des grands principes de la loi sur l'eau du 3 Janvier 1992. Il fixe pour chaque bassin hydrographique, les orientations fondamentales d'une gestion équilibrée de la ressource en eau.
Le SDAGE du bassin Adour-Garonne 2016-2021 approuvé par arrêté du Préfet Coordonnateur du Bassin en date du 1er janvier 2016, fixe les priorités suivantes :

- focaliser l'effort de dépollution sur des programmes prioritaires : directives européennes (rejets urbains, nitrates), points noirs de pollution domestique et industrielle, toxiques, zones de baignade,
- restaurer les débits d'étiage : un réseau de débits minima à respecter est proposé, pour déterminer les autorisations de prélèvements et les programmes de soutien d'étiage et inciter aux économies d'eau,
- protéger et restaurer les milieux aquatiques remarquables du bassin (zones vertes), ouvrir les cours d'eau aux grands poissons migrateurs (axes bleus),
- remettre et maintenir les rivières en bon état de fonctionner,
- sauvegarder la qualité des aquifères d'eau douce nécessaires à l'alimentation humaine avec des règles collectives de gestion et de protection,
- délimiter et faire connaître largement les zones soumises au risque d'inondation,
- instaurer la gestion équilibrée par bassin versant (grandes vallées, rivières) et par système aquifère : organisation des acteurs, des programmes et de l'information.

Six grandes orientations guident la mise en œuvre du SDAGE : elles peuvent être confrontées aux orientations du PLU :

Orientations SDAGE	Articulation avec les orientations du PLU
- créer les conditions favorables à une bonne gouvernance,	Non concerné
- réduire l'impact des activités sur les milieux aquatiques,	Le PLU a prévu un développement majoritaire en assainissement collectif avec un équipement satisfaisant. La question de l'assainissement autonome a été examinée en vérifiant les perméabilités du sol. La zone d'activité à l'Est est prévue en autonome mais devrait probablement pouvoir se raccorder à la station de la commune de Béguey.
- gérer durablement les eaux souterraines, préserver et restaurer les fonctionnalités des milieux aquatiques et humides,	La commune a précisé les trames bleues sur son territoire et prévu leur protection. L'ensemble de la plaine inondable est concernée par un PPRI qui protège de fait les fonctionnalités des milieux aquatiques et des zones humides
- assurer une eau de qualité pour les activités et usages respectueux des milieux aquatiques,	En limitant les rejets diffus, en évitant les développements sur les zones humides le PLU s'inscrit dans cette orientation
- maîtriser la gestion quantitative de l'eau dans la perspective du changement climatique,	Le PLU prévoit de préserver les grandes surfaces nécessaires à la régulation du cycle de l'eau. La question de la gestion quantitative dépend d'autres compétences, notamment le syndicat des eaux
- privilégier une approche territoriale et placer l'eau au cœur de l'aménagement du territoire.	En s'inscrivant dans le SYSDAU, la commune relaie cette démarche Du fait de sa situation en bord de Garonne ; le projet s'est engagé naturellement dans cette direction.

E-III.2- JUSTIFICATION DE LA COMPATIBILITE AVEC LE SAGE « NAPPES PROFONDES»

L'objectif du SAGE est de garantir, le cas échéant après l'avoir restauré, le "bon état" des ressources de son périmètre, ce qui renvoie :

- pour le "bon état qualitatif", aux directives 2000/60/CE et 2006/118/CE du parlement européen et du conseil, qui arrêtent une liste de substances polluantes à rechercher et des valeurs limites ;
- pour le "bon état quantitatif", à la définition adoptée par la CLE lors de sa réunion du 4 juillet 2011, qui combine une approche globale en bilan et des approches locales en pression.

La commune étant concernée par trois périmètres de protection, ceux-ci ont été respectés et ne présentent pas de zone de développement sur leur emprise. Le forage de Nau qui s'inscrit dans une zone AU présente un périmètre restreint qui n'est pas impacté par le projet urbain.
Le PLU a proscrit l'habitat diffus et limité le développement en assainissement autonome (sur des sols aptes) afin de réduire les impacts sur le milieu récepteur.
L'évitement des zones humides contribue à respecter le cycle de l'eau et limite les impacts en lien avec des interactions entre milieux superficiels et nappes souterraines, notamment dans les zones de remontées de nappes. En ce sens le PLU contribue à relayer les orientations du SAGE
En zone U et AU, le règlement du PLU prévoit la gestion des eaux pluviales et indique majoritairement la prescription de raccordement au réseau collectif d'assainissement avec un équipement de capacité résiduelle plus importante que le gabarit de projet de PLU ; le Plu tend également à optimiser ce réseau d'assainissement collectif. Cela va dans le sens du respect et de la bonne gestion des rejets pour assurer la qualité des eaux et des milieux aquatiques.
Concernant l'objectif quantitatif, la commune dépend de la ressource éocène et le SIAEP de Rions a la compétence pour la ressource en eau potable. Le projet de PLU reste dans la capacité de la ressource et le syndicat met en œuvre des dispositions de façon à réduire les prélèvements dur la nappe éocène par des ressources de substitution.

E-IV- Compatibilité SRCAE et PCET

Le PLU doit prendre en compte un certain nombre de documents cadres de références.
En matière de lutte contre la pollution atmosphérique, de maîtrise de la demande énergétique, de développement des énergies renouvelables, de réduction des émissions de gaz à effet de serre et d'adaptation aux changements climatiques, le PLU doit s'appuyer sur les orientations stratégiques à horizon 2020 et 2050, définies dans le SRCAE (Schéma Régional Climat Air et Energie) et dans le PCET (Plan Climat Energie Territorial).

Le Département de la Gironde a réalisé à l'échelle du département un PCET. Celui-ci a été adopté le 20 décembre 2012. Le PCET est décliné en 9 axes qui se traduisent de façon plus opérationnelle en 19 actions thématiques.
Le PCET33, qui doit être compatible avec le SRCAE Aquitaine, se situe dans le contexte national et régional de l'effort collectif de lutte contre le changement climatique. Il s'agit, comme pour les autres grandes collectivités girondines, de décliner ses objectifs et ses orientations au niveau départemental et territorial. Le PCET33 comprend un certain nombre d'engagements, lesquels représentent une prise de position de l'assemblée départementale, qui doivent être prises en compte dans les documents de planification de son territoire, notamment les PLU. Le PCET33 couvre la période quinquennale 2013 à 2017, date où il sera mis en révision.

En termes d'objectifs énergétiques, sur la période 2008-2020, le PCET33 se base sur le scénario Grenelle développé par le SRCAE Aquitaine, et fixe un objectif de réduction de GES de 20%. Pour y arriver, l'efficacité énergétique doit être améliorée de 28,5% et les EnR couvrir 25,4% de la consommation d'énergie finale.
Par ailleurs, le PCET33 s'inscrit dans la perspective du Facteur 4, qui correspond à la division par 4 de ses émissions de gaz à effet de serre entre 1990 et 2050, c'est-à-dire viser l'objectif de 1738 ktéq C02 pour le territoire girondin. Dans le cadre de ce premier PCET33, un seuil de 4604 ktéq C02 est fixé pour les émissions de GES du territoire à l'horizon 2017. Par type de GES, des objectifs sont définis avec pour corollaire des leviers d'action qui peuvent être mobilisé à l'échelle des territoires infra-départementaux.

Notons notamment :

- Dioxyde de carbone (C02) : baisse de 1154 ktC02, l'effort étant à faire dans les transports routiers, et le résidentiel et le tertiaire par la combustion ;
- Méthane (CH4) : diminution de 104 ktéqC02, l'effort devant se porter sur les émissions liées au traitement des déchets ;
- Protoxyde d'azote (N20) : réduction de 97 ktéqC02, l'effort se portant sur les épandages de fertilisants agricoles.

Dans le cadre de son PLU, la commune de Rions a pris en compte la qualité de l'air et le changement climatique dans le cadre de ses objectifs de développement et de diversification des offres de mobilité.

<u>vis-à-vis de l'augmentation des déplacements automobiles</u>

Le PLU décline plusieurs dispositions destinées à limiter les déplacements automobiles :

- Un projet urbain basé principalement sur le développement de la centralité du bourg, sur des secteurs desservis par le bus départemental qui offre une ligne cadencée vers Bordeaux notamment, ce qui incite à développer ce mode de déplacement
- Le projet, en maîtrisant le développement des pôles d'habitat sur les écarts du territoire communal contribue à limiter les déplacements intra-communaux.
- L'extension du maillage de liaisons douces existantes, le confortement de l'aire de co-voiturage sont également des éléments réduisant les déplacements automobiles

<u>vis-à-vis de l'augmentation de la production d'énergie pour la régulation thermique des bâtiments</u>

- Le projet de PLU promeut, dans son ensemble, des formes urbaines et des typologies d'habitat compact, qui sont vecteurs de réduction des émissions de CO^2 et de modération énergétique , notamment dans les zones AU avec les orientations d'aménagement et de programmation (les Orientations d'Aménagement et de Programmation déclinent dans leurs principes une mixité des formes urbaines (habitat individuel de type pavillonnaire, habitat individuel en ordre semi-continu ou continu, dont le respect est soumis à compatibilité)

Concernant le recours aux énergies renouvelables en alternative aux énergies fossiles sources de GES, le règlement d'urbanisme ne décline aucune disposition qui pourrait constituer une impossibilité réglementaire à la mise en œuvre de dispositif de production d'énergie renouvelable à titre individuel (panneaux photovoltaïques notamment) ou à la mise en œuvre d'habitat bioclimatique (murs et toiture végétalisés, ossature bois, ...) sauf sur les secteurs patrimoniaux
Le rôle de la végétation dans l'adaptation de l'habitat au climat est manifeste ; la lutte contre le réchauffement climatique et les étés caniculaires peut passer par l'introduction en milieux urbains du végétal, dont la présence peut abattre de plusieurs degrés la température ressentie ; à ce titre, le règlement d'urbanisme impose un ratio de végétalisation, à savoir 30 % du terrain d'assiette de l'opération d'aménagement doivent être traités en espace vert planté,. Ces dispositions, avec l'organisation bioclimatique de l'habitat développée précédemment, constituent une alternative au recours des installations de climatisation très consommatrices d'énergie. Le zonage prévoit le maintien d'espaces naturels et arborées dans les emprises urbaines ou à proximité, ce qui contribue également à la régulation thermique naturelle.

<u>Pérennisation de l'effet puits de carbone</u>

La couverture boisée développée sur l'ensemble du territoire est pérennisée grâce à un classement en zone Naturelle et forestière, et sur les massifs les plus structurants, en espaces boisés classés (ce qui garantit leur pérennité) au regard de la fonction biologique qu'elle remplit ; en effet en consommant pour sa croissance du CO2, la masse boisée participe à réduire la production de CO2 et fonctionne comme un puits de carbone.

E-V-RESUME NON TECHNIQUE

E-V-1 – DIAGNOSTIC - OBJECTIFS CONTEXTUALISES DU PROJET DURABLE

ESQUISSE GENERALE DU CONTEXTE COMMUNAL

La commune de ***Rions*** présente une histoire ancienne attestée par les nombreux sites archéologiques, la cité médiévale et les édifices existants. L'origine de la cité est incertaine, il semble que c'est à partir du VIIème siècle que la cité se serait structurée.

La commune s'inscrit sur un territoire de 1065ha, marqué par la zone inondable de la Garonne (PPRI) et un territoire présentant d'importantes surfaces naturelles et viticoles. Distante de près de quarante kilomètres de la métropole bordelaise, elle fait partie de la communauté de communes du Vallon de l'Artolie, et se situe comme « village dans les bassins de vie » dans le SCOT de l'aire métropolitaine bordelaise approuvé en 2014.

Avec 1589 habitants en 2012, ***Rions*** présentait une densité de plus 148 habitants/km2. Le développement démographique de ***Rions*** a montré une baisse récente du fait d'un ralentissement observé des demandes de permis. Entre 2007 et 2012 la croissance démographique montre un rythme de 0.7%/an ce reste modéré et inférieur à la moyenne communautaire (1%/an).
En 2012, ***Rions*** compte 662 ménages soit 60 ménages de plus qu'en 2007 alors que la population gagnait 56 habitants.
Sur la période 2007/2012, la commune a produit 12 logements principaux par an et présente 662 résidences principales en 2012. Le parc social représente 43 logements en 2015 (6.5% du parc environ).
Le parc locatif s'est réduit ces dernières années et contribue à 33% du logement principal environ en 2012. Cette réduction est due à la vente des locatifs sociaux dans le cadre de la location/vente.

La commune présente un bassin d'emploi modeste (73 emplois en 2012) basé sur l'agriculture, quelques activités et le centre administratif communal. Seulement 17% des actifs habitants sur la commune travaillent sur la commune : cela induit des besoins en mobilité importants. Le développement de l'activité économique est modéré (+4% depuis 2004) et reste toujours marqué par une proportion agricole de 21%.

L'activité agricole reste encore bien représentée avec 618 ha de SAU (58% du territoire) et une vingtaine d'exploitations. Le terroir viticole est reconnu par des AOC/AOP sur 715ha.
Le panel de services et d'équipements est relativement satisfaisant avec le pôle central du bourg qui rassemble l'essentiel des commodités et équipements publics.

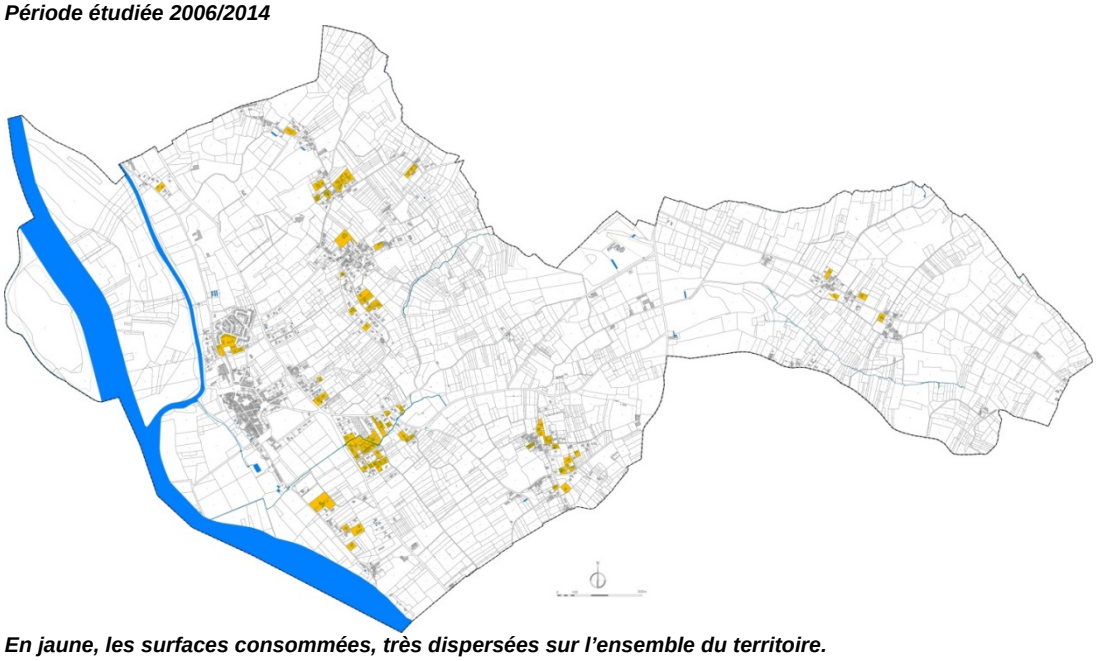
L'assainissement collectif dessert le bourg et sa périphérie jusqu'aux quartiers de Bouit et Pujols (en partie desservis) avec une station qui laisse une marge de 660 équivalent-habitants. Ce réseau permet d'envisager une densification.
Le transport reste un point intéressant sur ce territoire qui est desservi par une ligne structurante du département vers la métropole. La proximité relative de l'autoroute (St Selve) est à noter autant que la présence de la D10 sui traverse la commune et est un axe de transport important.

La commune a entrepris la révision de POS afin de de procéder à une réactualisation de ce document et de son projet notamment de le « grenelliser » et de le mettre en compatibilité avec le SCOT.

ANALYSE DE LA CONSOMMATION DE L'ESPACE ET CAPACITE DE DENSIFICATION

Sur la **période 2006/2014 la commune a consommé en moyenne, 0.81ha/an**. En moyenne, hors changement de destination et restructuration de l'existant, la consommation a été de 1242m2/logements soit une densité de 8 logements/ha.
La commune a montré dans cette période une nette amélioration de l'économie spatiale du fait d'une proportion en **logements collectifs dans la production neuve de 14**%.

PRODUCTION DE LOGEMENTS
Période étudiée 2006/2014



En jaune, les surfaces consommées, très dispersées sur l'ensemble du territoire.

Le potentiel de développement et de densification existant dans le POS n'a pas été entierement consommé : il peut s'agir de parcelles entièrement disponibles mais également de terrains issus de divisions foncières. L'importace de ce potentiel montre plus de **plus de 26 ha disponibles, soit au minimum 245 logements.**
Ces chiffres sont très important ce qui nécessite que le POS revoie ce potentiel à la baisse.

L'ARMATURE URBAINE ET L'ARTIFICIALISATION

L'armature urbaine : un potentiel non mobilisable dans les enveloppes bâties existantes proches de la cité médiévale

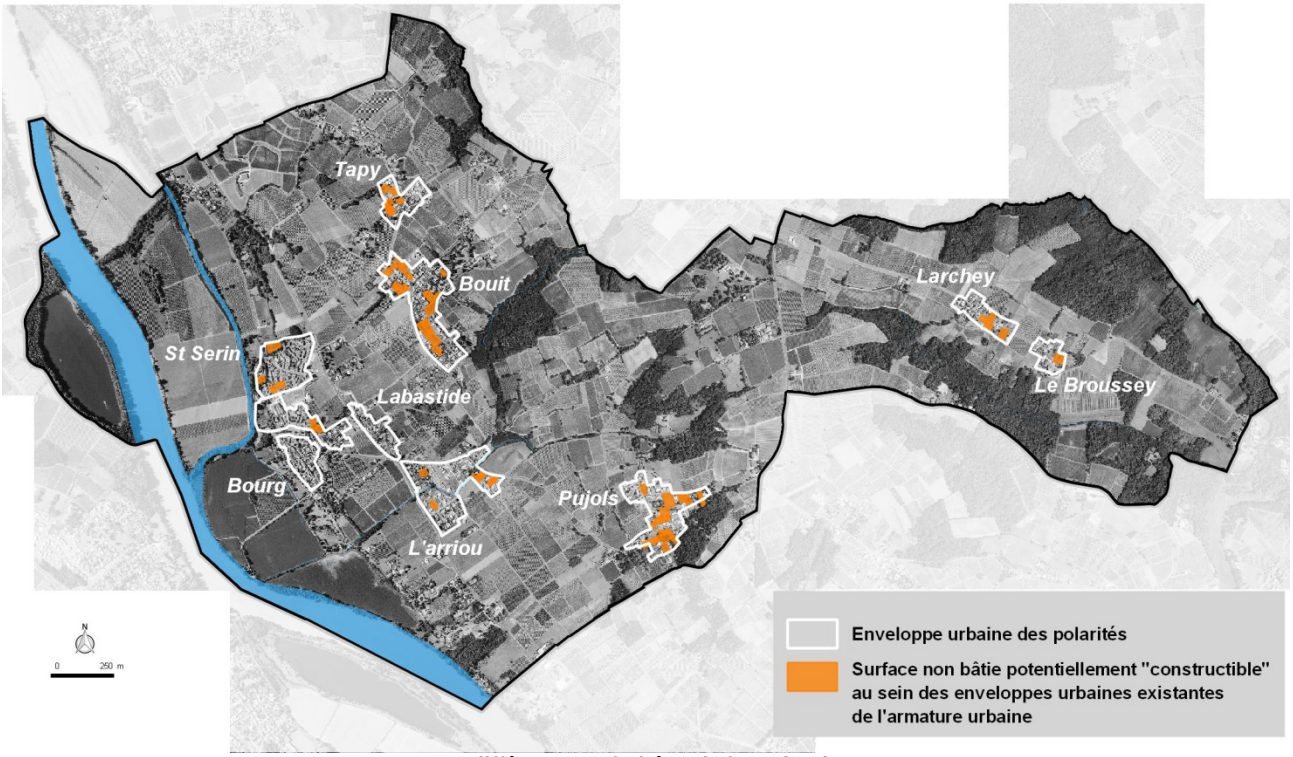
Le développement urbain de ***Rions doit prendre en compte la dimension patrimoniale de la cité historique,*** *et notamment les abords paysagers de la cité médiévale : de nombreuses perspectives ou espaces paysagers, inclus dans les enveloppes ne peuvent en ce sens recevoir de développement au risque d'impacter cette qualité de site.*

L'armature urbaine présente différentes structures :

- La centralité du bourg : le bourg et les espaces urbains périphériques. Cette centralité dispose de l'équipement assainissement collectif et rassemble autour du pôle public central des espaces libres à vocation d'équipements sportifs. L'écrin viticole et naturel de la cité médiévale marque fortement cet espace.
- Des polarités de quartiers : ces quartiers historiques fondent l'occupation du territoire sur les ensembles
- Les quartiers de Bouit et Pujols quartier constitués par des groupes d'habitations importants et en partie reliés au collectif
- Le quartier Tapy, petit groupe d'habitations
- Le quartier Larchey, petit groupe d'habitations
- Le quartier Broussey, petit groupe d'habitations

Ces lieux ne peuvent en aucun cas être des lieux de développement, et restent relativement à l'écart en termes d'accès.

- Les polarités économiques : la commune présente une zone d'activité à l'Est en continuité de la zone d'activité de Béguey



Les différentes polarités urbaines de Rions

Bilan

- ***La centralité du bourg avec St Serin et L'Arriou***
  compte 1h40 de disponibilité sur une enveloppe urbaine globale de 29ha55 soit ***4.74%***
- ***Les quartiers Bouit Tapy et Pujols***
  disposent d'une enveloppe urbaine de 23ha78 pour une disponibilité foncière de 4ha94 soit ***20.77%***
- ***Larchey ey Le Broussey***
  sur une enveloppe urbaine de 5ha84 dispose de 0ha83 de disponibilité soit ***14.21%***

Ce sont dans les espaces intermédiaires des collines, sur les quartiers en partie équipés de l'assainissement collectif que la disponibilité foncière est la plus forte dans les enveloppes urbaines existantes.

La centralité du bourg et de ses quartiers satellites disposent dans leur enveloppe urbaine de la plus faible disponibilité foncière.

VOLET NATURE ET BIODIVERSITE

La commune présente un espace naturel vaste et varié, avec de forts intérêts pour la biodiversité. La synthèse de ces éléments est indiquée dans le tableau ci-dessous :

MILIEU NATUREL		DONNEES DE CADRAGE
		136ha55 concerné par Natura 2000 et 89ha60 par une ZNIEFF Plus de 21% du territoire est concerné par des milieux référencés d'intérêt écologique (Natura 2000 + znieff)
CLIMAT	Climat océanique	
RELIEF	Topographie peu marquée, rupture de pente de la vallée de la Garonne, des vallons des ruisseaux du Nau et de la Bégonne	
HYDROLOGIE		Réservoirs biologiques
Natura 2000	FR 7200700 : La Garonne	Biodiversité élevée en zone alluviale **Habitats prioritaires**
ZICO		
ZNIEFF	ZNIEFF II : 720015759 Vallées et côteaux de l'Euille et de ses affluents	

Les éléments principaux à retenir :

- Le climat reflète une relative douceur couplée à de fortes précipitations parfois brutales. L'ensoleillement présente un potentiel favorable pour le développement de l'énergie solaire.
- le relief associe une vaste surface de plaine inondable et des espaces de coteaux découpés par des thalwegs encaissés souvent boisés : la problématique inondation est majeure.
- Le territoire communal présente une variété de formations géologiques. Les ressources en eau produites par les aquifèressont importantes et sensibles (nappe éocène concernée par el SAGE nappe profonde). Les sols sur la commune présentent des capacités d'infiltration variées et relativement favorables à l'assainissement autonome.
- Un réseau hydrographique à enjeu pour la biodiversité (réservoir et continuité écologique) et l'hydraulique avec une faune piscicole d'intérêt

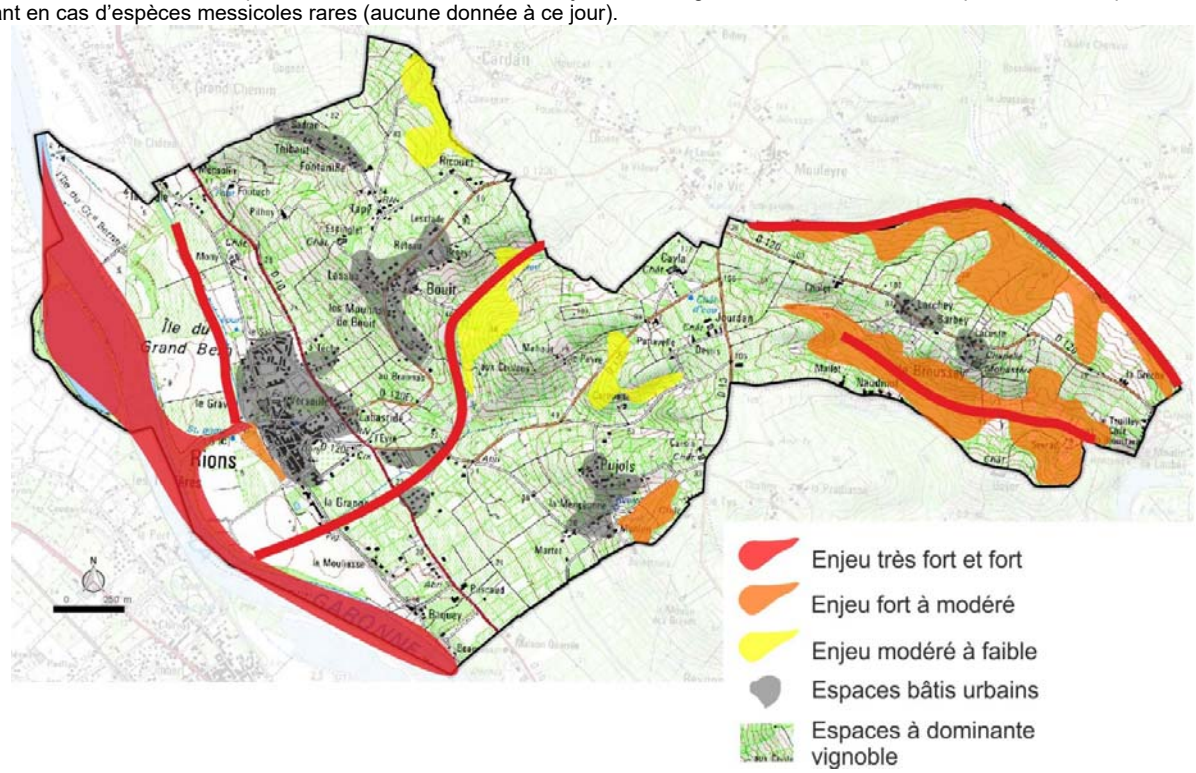
- Une biodiversité importante et reconnu (ZNIEFF, Natura 2000), notamment des zones humides (prairies, forêts alluviales) et espèces inféodées: plusieurs formations à enjeu très fort ou fort sont présentes..

Bioévaluation des habitats naturels et anthropiques

Habitats naturels	Habitats d'espèces associés	Enjeu correspondant
Forêt de Frêne et d'Aulne à Laîches/ Aulnaie rivulaire / Bois marécageux d'Aulne / Aulnaie	Habitats favorables à la réalisation du cycle biologique des amphibiens odonates, rhopalocères, reptiles mammifères et autres espèces inféodées aux zones humides	Enjeu fort à très fort
Cours d'eau, réseau de fossés en eau, bras morts, thalwegs en eau	Habitat préférentiel pour la réalisation du cycle biologique des poissons, amphibiens, odonates, reptiles, mammifères et autres espèces inféodées aux milieux aquatiques ¶ Important corridor écologique favorable au transit des espèces aquatiques et terrestres (chiroptères, grands mammifères,...)	Enjeu fort à très fort
Cavité, affleurements calcaires	Milieu rare sur la commune et propices à des espèces typées	Enjeu fort

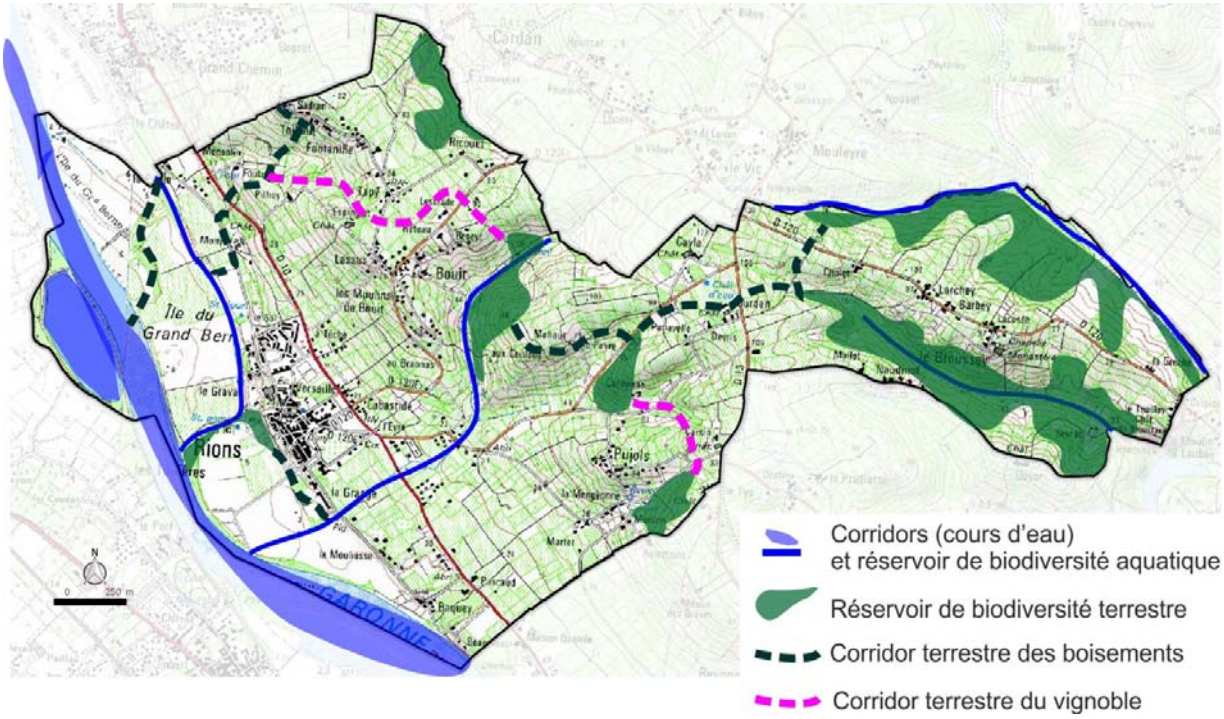
Carte de synthèse des enjeux biodiversité sur le territoire

Cette carte permet d'indiquer les secteurs de sensibilité du milieu naturel au titre des habitats et des espèces.
Le vignoble est constitutif d'un espace de biodiversité ordinaire à enjeu variable, généralement moindre mais ponctuellement pouvant être important en cas d'espèces messicoles rares (aucune donnée à ce jour).



TRAME VERTE ET BLEUE

L'ensemble « réservoirs, corridors et cours d'eau » forme les continuités écologiques.
La proposition acte la présence des réservoirs de biodiversité et corridors aquatiques que sont la Garonne, le Nau et les ruisseaux Vignon, Begonne, Naudinaut.
Eu égard à la présence d'habitats humides spécifiques ou de boisements d'intérêt dans la plaine alluviale, des réservoirs de biodiversité sont pris en compte aux abords du bras mort, et du sous bassement du village (bocage). Les massifs boisés ont été intégrés aux réservoirs de biodiversité liés aux boisements feuillus. Les continuités terrestres se basent sur des espaces très souvent jalonnés par des haies qui permettent la circulation des espèces. Le vignoble, est considéré comme un espace de biodiversité ordinaire : il permet d'établir des continuités nécessaires au fonctionnement écologique du territoire.



VOLET RESSOURCES

RESSOURCE EAU : CONTEXTE HYDROGRAPHIQUE ET HYDROGEOLOGIQUE, UN ENJEU MAJEUR QUALITE

La commune s'inscrit majoritairement sur le bassin versant de la Garonne.

Les principales données sont récapitulées dans le tableau ci-dessous :

RESSOURCE EN EAU		DONNEES DE CADRAGE
COURS D'EAU	- La Garonne Le ruisseau du Nau, la Barboue	Réseau hydrographique traversant le territoire de Rions relativement clairsemé.
MASSES D'EAU SUPERFICELLE	1 masse d'eau rivière : - La Barboue 1 masse d'eau de transition Estuaire fluvial Garonne Amont - Ruisseau de Hillans	Sensibilité du milieu récepteur La Garonne : enjeu biodiversité
MASSES D'EAU SOUTERRAINE	plusieurs masses d'eau souterraine : alluvions et calcaires	Nappes profondes : sensibilité de cette nappe surexploitée Pression forte
EAU POTABLE	Alimentation issue de prélèvements dans la nappe éocène et alluviale Rions (périmètre de protection)	prélèvement d'eau potable sur la commune
ZONAGES LIES AU SDAGE	- Axe migrateurs amphihalins - Cours d'eau en Liste 1 et 2	La Garonne : cours d'eau à enjeu écologique
GESTION DES EAUX USEES	1 STEP communale qui dessert en quasi-totalité le bourg et en partie Bouit et Pujols	1500 eh, capacité résiduelle d'environ 600 eh Conforme

Les mares, étangs et plans d'eau
Un plan d'eau et quelques mares sont à noter.

Zones humides
L'ensemble des zones humides se situent dans la plaine inondable ou dans les fonds de thalwegs des coteaux.

Rions, un territoire concerné par plusieurs masses d'eau souterraine dont la nappe éocène à fort enjeu

FRFG062 Alluvions de la Garonne aval
FRFG068 Calcaires de l'Entre 2 Mers du BV de la Garonne
FRFG071 Sables, graviers, galets et calcaires de l'éocène nord AG
FRFG072 Calcaires du sommet du crétacé supérieur captif nord-aquitain
FRFG073 Calcaires et sables du turonien coniacien captif nord-aquitain
FRFG075 Calcaires, grés et sables de l'infra-cénomanien/cénomanien captif nord-aquitain
FRFG080 Calcaires du jurassique moyen et supérieur captif

Plusieurs masses d'eau relevant des nappes profondes montrent un état mauvais et les pressions sur le territoire sont fortes et significatives en général. Sur la commune deux captages en eau souterraine pour l'alimentation en eau potable sont présents et le territoire est concerné par trois périmètres de protection (un captage sur la commune voisine présente un périmètre qui déborde sur Rions).

2 masses d'eau superficielle sur le territoire de Rions : la qualité de l'eau de l'estuaire aval est médiocre

	RUISSEAU LA BARBOUE (FRFRT33_9)
Etat écologique	**Bon**
Etat chimique	**Non classé**
Pression des rejets de stations d'épuration domestiques	**Significative**
Pressions liées aux débordements des déversoirs d'orage	**Non significative**
Pression des rejets de stations d'épuration industrielles (macro-polluants)	**Significative**
Objectif état écologique	**2015**
Objectif état chimique	**2021**

	ESTUAIRE FLUVIAL (FRFT33)
Etat écologique	**Médiocre**
Etat chimique	**Non classé**
Pression ponctuelle Pollution domestique	**Inconnue**
Pression diffuse Nitrates navigation	**Inconnue** **Inconnue**
Objectif état écologique	**2027**
Objectif état chimique	**2027**

Des zonages et territoires de gestion pour la pérennité de l'eau potable et de la ressource en eau

- **ZONE A PRESERVER POUR SON UTILISATION FUTURE EN EAU POTABLE (ZPF SOUTERRAINE)**

Identification des Zones à Préserver pour l'alimentation en eau potable dans le Futur (ZPF). Parmi ces ZPF, des ZOS (Zones à objectifs plus stricts) ont été identifiées comme des zones nécessité des programmes pour réduire les coûts de traitement de l'eau potable.

Le territoire communal de RIONS, une ZPF et une ZOS est recensée.

- **PERIMETRES DE PROTECTION DE CAPTAGE POUR ASSURER UNE PROTECTION DE LA RESSOURCE**

Sur la commune de *Rions*, 3 périmètres de captage sont existants

Des zonages pour la qualité écologique et chimique des milieux aquatiques

- **AXES MIGRATEURS AMPHIHALINS**

La Garonne, présente sur la commune de *Rions*, est classée en axe migrateur amphihalin.
Ce classement n'impacte pas directement l'occupation des sols mais il est nécessaire de veiller à ce que la qualité des eaux superficielles ne soit pas dégradée par des rejets anthropiques (eaux pluviales, eaux usées,…), afin de favoriser le maintien de ces espèces à fort enjeu dans nos rivières.

- **LISTES 1 ET 2 DES COURS D'EAU**

La Garonne, matérialisant la constitue un cours d'eau classé en liste 1 et 2 de la Loi sur l'Eau.

SOL ET ESPACE

La partie dédiée à l'activité agricole montre l'importance de la ressource espace en matière agricole. Les ensembles non artificialisés sur la commune comptent 850ha en 2015. Entre 2006 et 2014, la commune a consommé près de 0.81ha/an.
Absence de potentiel extractif sur la commune.

ENERGIE

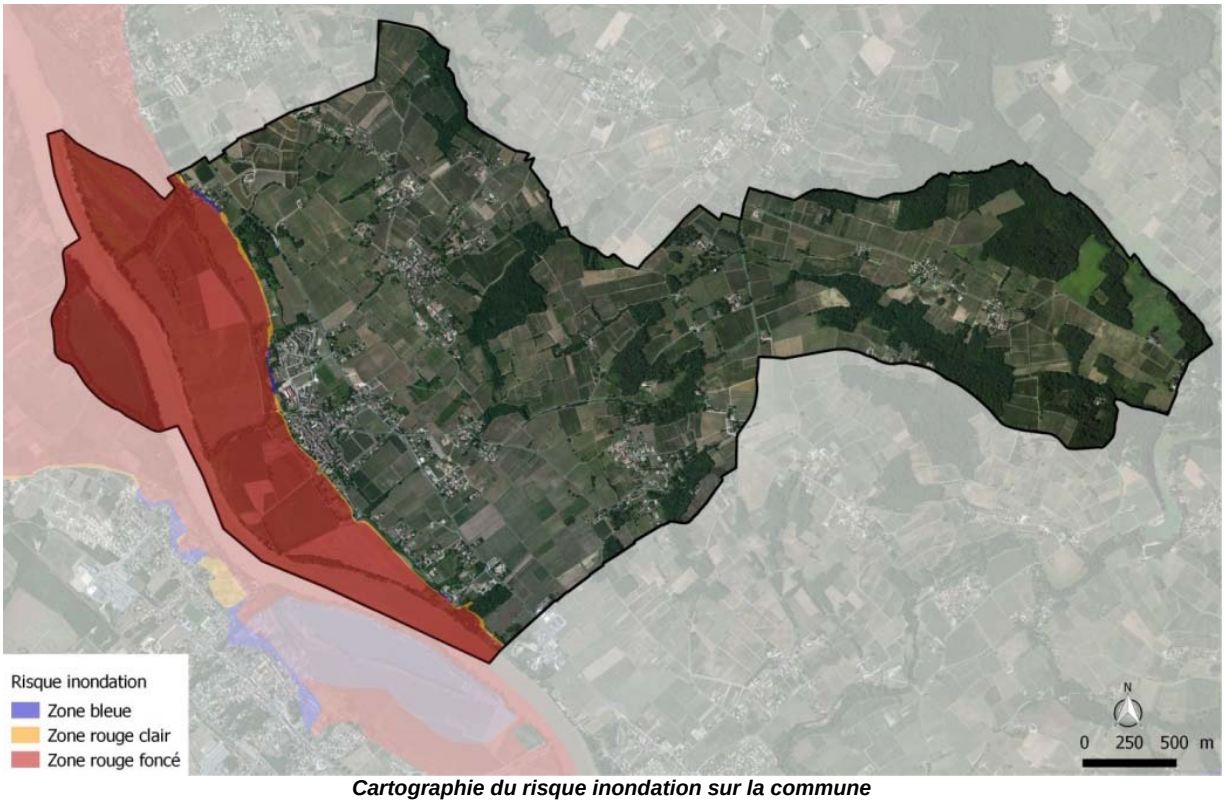
La **consommation totale d'énergie est due** en majorité aux transports (45.5%), au résidentiel (41.42%). L'agriculture ne comptant que pour 4%. **On peut estimer le niveau de consommation énergétique de la commune de *Rions* à 2000 et 3000 MWh/km² en 2013**.
La production énergétique est marginale.
Rions présente une consommation énergétique modérée à basse eu égard au contexte local, de 2 000 à 3 000 MWh/km².
Sur la commune les potentiels solaire, bois/biomasse ou géothermique sont bien présents.

RISQUES - NUISANCES

La commune est concernée par :

		DONNEES DE CADRAGE
RISQUES		
Zone inondable	PPRI approuvé le 17/12/2001	
Risques Industriel	- Site pollué	
Naturel	- Effondrement des carrières souterraines abandonnées - Eboulement - Mouvement de terrain - Risque sismique - Retrait gonflement des argiles - Remontée de nappes - Inondation	
NUISANCES		
Marge de recul routes grande circulation		
L111-6 à 10	Non concernée	
Zone de bruit	Concernée	
Carrière	Concernée	

Sur la commune, 230ha87 sont inondables soit 21,5% de sa surface. La grande majorité de ces surfaces sont agricoles, mais on trouve 5.46 ha de zone inondable qui concerne des espaces de vie.



Cartographie du risque inondation sur la commune

Les zones mentionnées dans la carte obéissent à la catégorisation suivante :

	Zones peu ou pas urbanisées	Zones urbanisées	
		Centre urbain	Hors centre urbain
Aléa faible (h < 1 m **ET** v < 0,5 m/s)	Rouge clair	Bleu	Bleu
Aléa fort (h ≥ 1 m **OU** v ≥ 0,5 m/s)	Rouge foncé	H < 2m Violet	
Zone en arrière des digues	Grenat	Grenat	Grenat

On note que la zone rouge foncée occupe la majeure partie du territoire inondable de Rions. Cette zone se trouve être peu urbanisée, surtout occupée par des activités agricoles et aucune habitation n'y est implantée.
Les zones bleues et rouge clair occupent une partie étroite en limite de zone inondable.

Depuis 1982, 5 arrêtés de reconnaissance de catastrophes naturelles inondation ont été pris sur la commune, ce qui représente en moyenne une inondation importante tous les 7 ans. Le risque d'inondation est donc important sur la commune.

Autre risque d'inondation

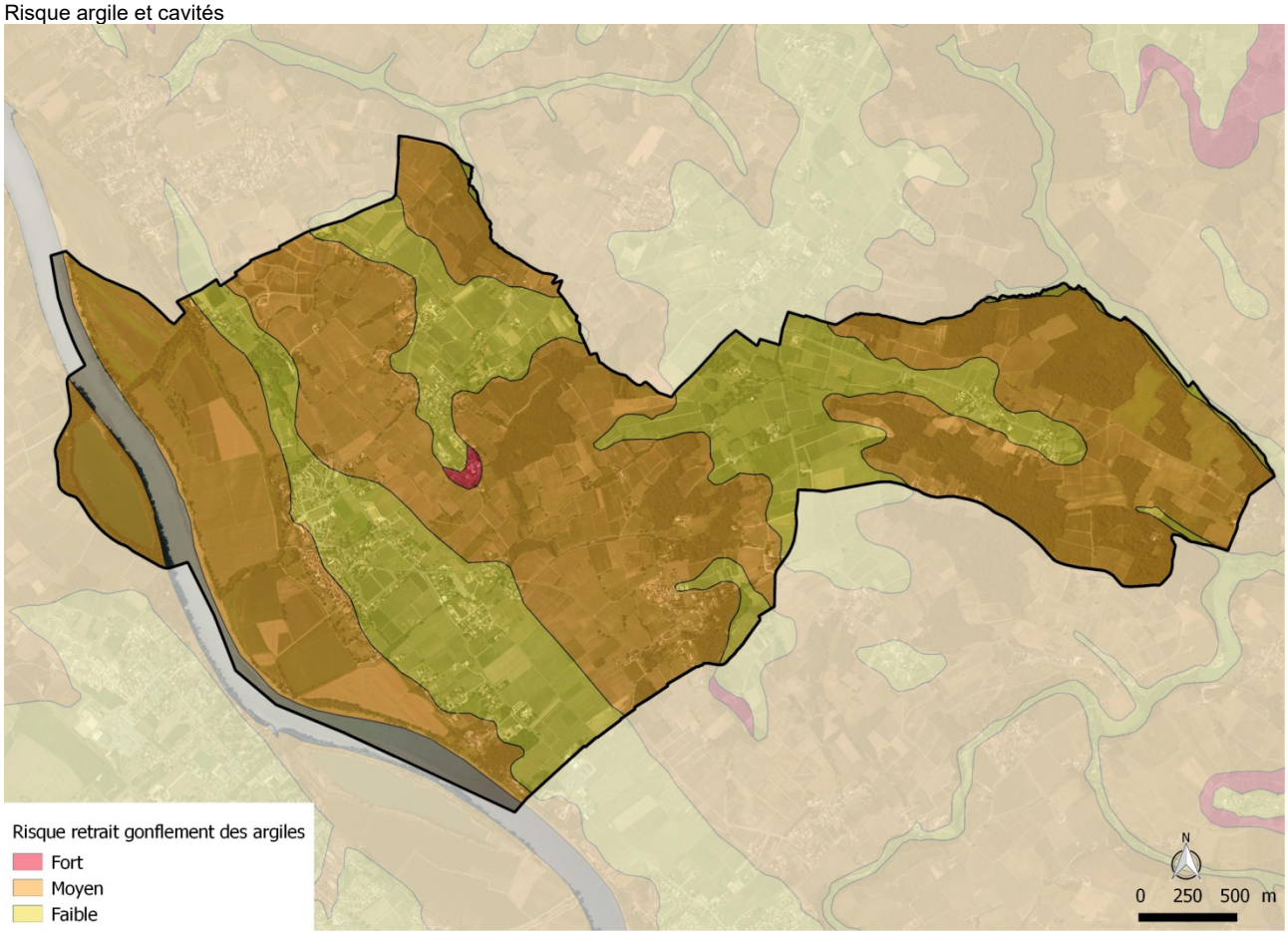


La commune comporte d'autres zones à risque au regard des écoulements d'eau, dans le secteur de la Poule, et le long du ruisseau du Nau.

Cartographie des risques d'inondations, écoulement et débordement
Source : CEREMA (15/09/2015)

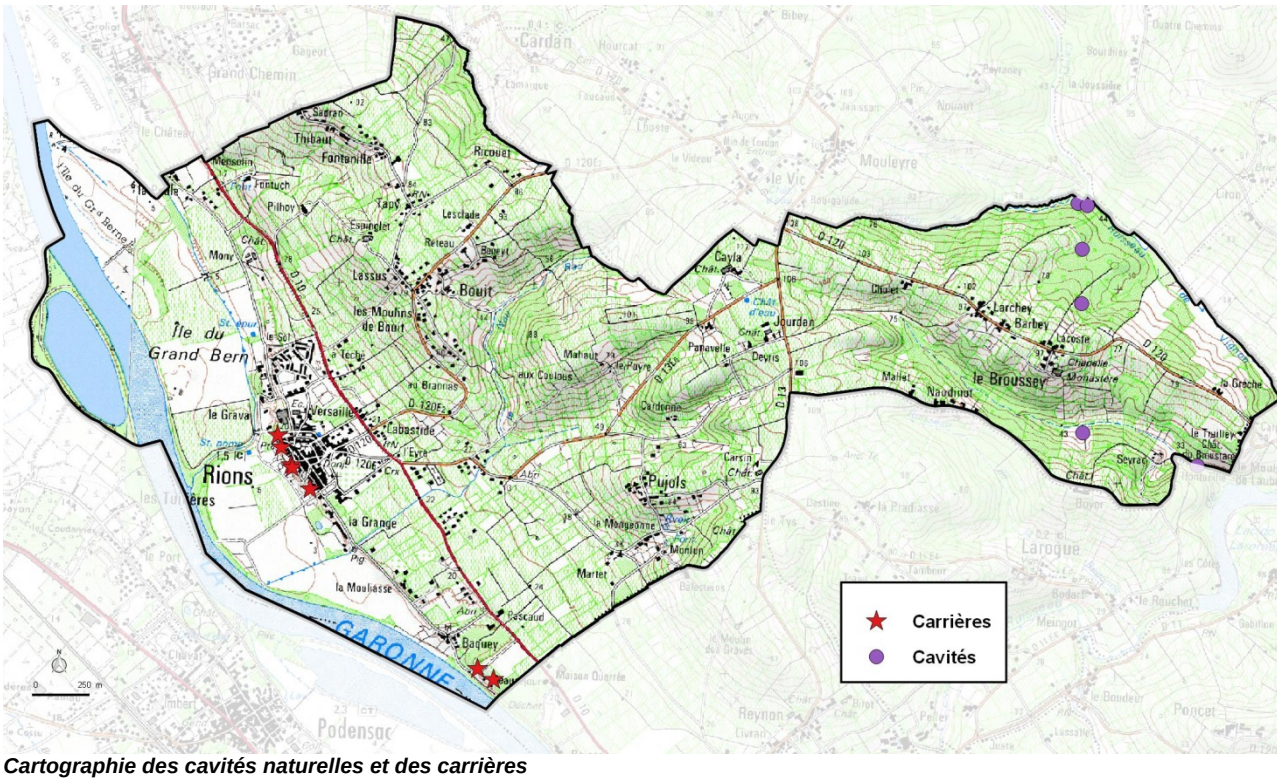


Risque argile et cavités



La commune présente des secteurs d'aléas faible, moyen et fort de retrait et gonflement des argiles sur 100% de son territoire :

- 69.8 % Moyen
- 30% Faible
- 0.2% Fort



Cartographie des cavités naturelles et des carrières

On trouve 7 cavités issues de l'exploitation de carrières, principalement situées à proximité du bourg et au lieu-dit Baquey.
On trouve également 7 cavités naturelles aux Broussey et à Boyer.

CULTURE – PATRIMOINE – CADRE DE VIE

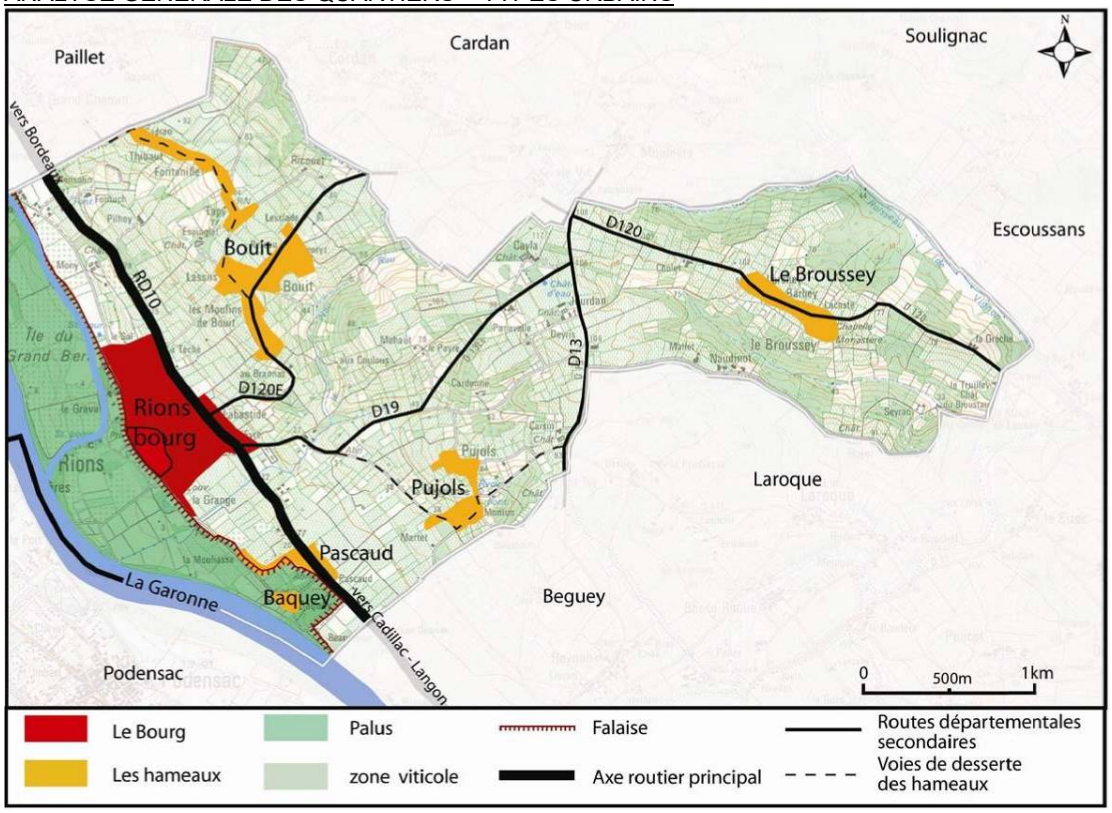
La commune est marqué par un environnement de qualité du fait des vastes surfaces naturelle (dont boisées) et agricole, du relief offrant des perspectives lointaines ainsi que des espaces paysagers d'ambiances spécifiques comme la plaine inondable. Les éléments du patrimoine urbain et architectural sont remarquables.

		DONNEES DE CADRAGE
LE PAYSAGE		
Echelle territoire	Relief de plaine inondable et de collines Nombreux points de vues Bourg marqué par son insularité et son écrin paysager	Des espaces à sensibilité paysagère Abords du, bourg médiéval Collines ouvertes Demeures et châteaux
LE PAYSAGE URBAIN ET ARCHITECTURAL		
Patrimoine urbain	Une centralité du bourg Entités de quartiers	Préserver l'identité du bourg Contribution des espaces agricoles ouverts autour du bourg et des quartiers
Patrimoine architectural	***Protégé (MH)***	Préserver un patrimoine identitaire

PATRIMOINE RECONNU	
Servitudes	**Monuments Historiques** • Eglise de Rions classée le 01/12/1908 • Enceinte fortifiée classée en 1862 • Rayon de protection de l'église de Cardan : portail et abside classés le 02/09/1907, restes de l'édifice classé le 10/12/1925 • Parc du château du Chavat de Podensac, ses serres et le château d'eau classés le 03/07/2006 **Site inscrit** • Bourg (totalité de la section D dite du bourg) site inscrit le 26/03/1973 **Site Patrimonial Remarquable (Ancienne ZPPAUP Zone de Protection du Patrimoine Architectural Urbain et Paysager)** • Approuvée le 27 mai 2009

3 entités paysagères sont en présence :
1. Le palu cultivé dans la plaine inondable de la Garonne
2. Les coteaux de la Garonne
3. Les coteaux boisés des profondes vallées intérieures

ANALYSE GENERALE DES QUARTIERS – TYPES URBAINS



Il peut se décomposer en plusieurs catégories:

- le « bourg», et les quartiers

Connu et reconnu le patrimoine du bourg constitue un élément phare de l'urbanisation du territoire.
Son urbanisme et son architecture ont fait l'objet d'analyses et de protection au titre du patrimoine.
Pujols, Tapy et Bouit sont disposés sur les collines intermédiaires. Ces quartiers anciens disposent d'édifices patrimoniaux

- les lotissements

Les opérations d'habitat regroupé se sont développées dans la deuxième moitié du 20° siècle avec des habitations pavillonnaires à proximité des grands axes et du bourg ancien.
Ces interventions ont souvent apporté une banalisation des espaces que ce soit par l'arrivée d'organisation urbaines insulaires aussi bien que par un apport de style architectural sans grand lien avec le lieu dans lequel les constructions prennent place

- l'habitat dispersé.

Situées au milieu d'un jardin ou parc ces maisons se caractérisent par leur unité et leur individualité. Leur architecture est emprunte du style local et reprend les principaux éléments comme la volumétrie simple, le toit à plusieurs pentes, les ouvertures plus hautes que larges, etc…
Les maisons neuves sont généralement d'une volumétrie beaucoup plus standardisé.
Les besoins ne sont plus les même, les modes d'habiter non plus. Leur implantation, leur volumétrie, la disposition de leurs ouvertures peuvent également faire abstraction des données climatiques et techniques compte tenu des progrès qui ne font plus craindre les vents et intempéries comme autrefois.

- les châteaux

Ils demeurent la marque de fabrique de ces territoires viticoles

Synthèse

- Le village présente des caractéristiques architecturales et paysagères de qualité : bourg médiéval et ses abords, châteaux et demeures, ensemble du Broussey
- Des quartiers ont évolué par des constructions principalement pavillonnaires, pour autant dans certains espaces la présence végétale reste importante
- Le patrimoine architectural et paysager de la commune est très identitaire (site, ZPPAUP, monuments historiques)

Les enjeux/ Questionnements spécifiques au territoire

- Réflexion sur les formes urbaines, sur les lieux de centralité et de développement eu égard à la cité médiévale
- Réflexion sur les zones de transition entre espace urbain et agricole, structuration des limites de l'urbain, évitement de l'étalement urbain
- Réflexion sur la densification et le maintien du cadre paysager très identitaire du village, un paradoxe
- Conservation d'un patrimoine architectural et moyens de le préserver
- Accompagnement réglementaire du patrimoine architectural à venir dans le respect d'une identité forte

DEMARCHE DE PRINCIPE : un projet adapté au territoire

La commune de ***Rions*** représente un territoire de 1065 ha marqué par la plaine inondable (Palu) de la Garonne et le vignoble de l'entre-deux-mer.
Son territoire est donc fortement concerné par la zone Natura 2000 de la Garonne et des abords qui présentent une biodiversité reconnue (Natura 2000, zones humides…).
La population officielle au premier janvier **2013** est estimée à **1 583 habitants**. La commune est traversée par un axe structurant (D10) du transport collectif départemental qui la relie à Bordeaux.
Actuellement inscrite dans la communauté de communes des Vallons de l'Artolie et dans le SYSDAU de l'aire métropolitaine bordelaise, Rions dépendra à partir de janvier 2017 de la communauté de communes de Cadillac et du SCOT Sud Gironde.

Au sens du SYSDAU, Rions s'inscrit dans les bassins de vie, notamment dans celui des vallons de l'Artolie où la croissance démographique doit rester en moyenne de l'ordre de 1%/an.
Rions qui a connu une période de recul démographique souhaite fixer de nouvelles populations, dans le cadre de la mixité sociale et intergénérationnelle afin d'assurer une dynamique de vie pérenne sur le village.

Considérée comme un village des bassins de vie, la commune de ***Rions*** souhaite affirmer son identité de cité historique associé au caractère viticole de son territoire, notamment ses grands paysages de coteaux et de plaine.
C'est ainsi qu'elle se positionne comme un village résidentiel vivant qui souhaite reconquérir une qualité de village, maintenir l'art de vivre local avec le lien social et les animations au cœur de village, et développer l'activité économique en lien avec les commerces et services de proximité, le tourisme et la viticulture notamment.

Si la majorité des grands commerces et services sont situés sur la métropole bordelaise, la commune entend structurer et étoffer les services et commerces de proximité dans le cœur de village pour maintenir une vie locale agréable et conviviale.
La question de la mobilité avec la présence d'une ligne structurante qui dessert le territoire est un atout pour la commune qui peut ainsi opter pour un développement urbain durable ; tout en développant un maillage déjà bien présent de liaisons douces sur le village.
La future voie verte le long de la Garonne sera également un axe de cheminement doux qui permettra de découvrir le village depuis son plus beau point de vue, celui des berges de Garonne.

L'agriculture doit pouvoir trouver toute sa place, sur un territoire qui saura offrir les possibilités de son adaptation aux changements contemporains (diversification, circuits courts, qualité, changement climatique..) et à certains enjeux comme le tourisme (route des vins) et la gestion des lisières entre le vignoble et le résidentiel (santé publique).

La relative proximité de l'autoroute et la présence de la zone d'activité communale complète l'éventail d'attractivité de la commune comme pôle d'emploi local.
L'étendue et la diversité de ses espaces constituent une réelle attractivité pour un tourisme péri-urbain de proximité, ou des activités économiques diversifiées en lien avec le loisir, le tourisme.

PERSPECTIVES D'EVOLUTION DU TERRITOIRE. : HYPOTHESES ENVISAGEES ET RAISON DES CHOIX RETENUS

De fait, le POS est ancien et ne relaie pas les nouveaux enjeux de l'urbanisme.
Ce chapitre explore les options envisagées pour le parti d'aménagement du document d'urbanisme.
Ce chapitre explore les options envisagées pour le parti d'aménagement du document d'urbanisme.

1/ Des enjeux biodiversités actualisés et pris en compte

Dans un premier temps, l'actualisation des éléments concernant la biodiversité (Habitats d'intérêt, zones humides, réservoirs de biodiversité, corridors aquatiques…) a été le support du projet de territoire et n'a pas remis en question fondamentalement la structure urbaine existante. Cela a eu pour conséquence des retraits ponctuels de parcelles ou parties de parcelles au sein des enveloppes urbaines ou l'évitement du développement en continuité de certaines d'entre-elles.

2/ La prise en compte des risques

La présence d'un PPRI et de problématiques localisées ayant occasionné récemment des sinistres (débordements du Nau, instabilité des sols en lien avec des cavités anciennes..) a permis de configurer précisément les zones à risques pour les éviter.

3/ Une armature urbaine héritée de l'urbanisation des 20 dernières années

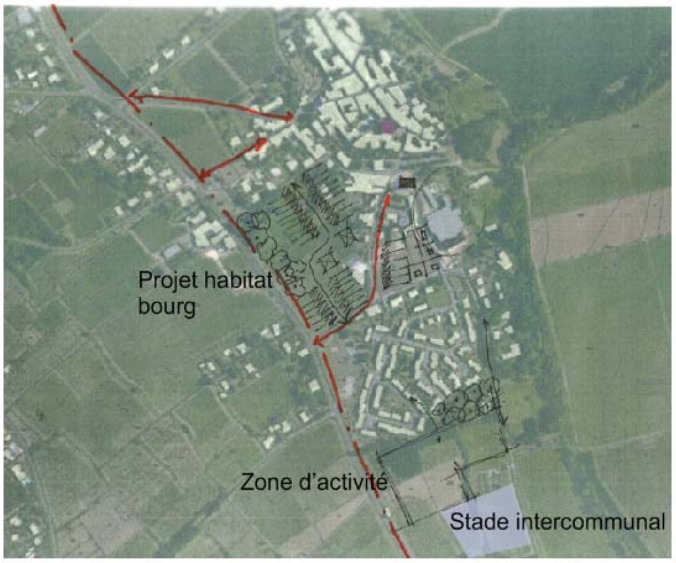
Un développement préférentiel sur le bourg

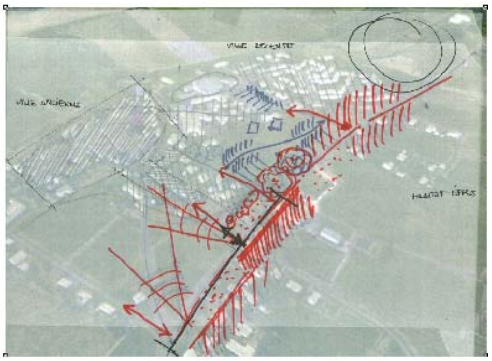
Le travail sur l'armature urbaine et le potentiel existant à l'intérieur des enveloppes bâties des polarités retenues a induit une difficulté majeure.

En effet, la singularité de la cité médiévale, ses points de vue perspectifs, la zone inondable configurent dans la réalité de qualité où le développement urbain n'est pas envisageable malgré la logique de la continuité. Au contraire, il 'est avéré nécessaire de prévoir du développement sur des secteurs non en vue directe avec la cité historique.

Si rapidement il a été établi que les quartiers historiques, identifiés comme structurants, en partie équipés pour certains du réseau collectif (Bouit, Pujols), devaient recevoir un développement limité, adapté aux contraintes de chaque site, la question du développement au bourg a conduit à plusieurs réflexions.

Une des propositions était de bâtir le développement au bourg sur l'emprise des installations sportives existantes, celles-ci devant être déplacées vers l'Ouest. Une zone d'activité/équipement a été envisagé le long de la D10 en amont du village sur des terroirs viticoles que le SYSDAU avait identifié à préserver. Cette option n'a pas été retenue du fait de la volonté de la commune de maintenir ses équipements sportifs proches de l'école, au coeur du village.





Première option envisagée pour le développement du bourg (diagnostic des séquences paysagères à droite)

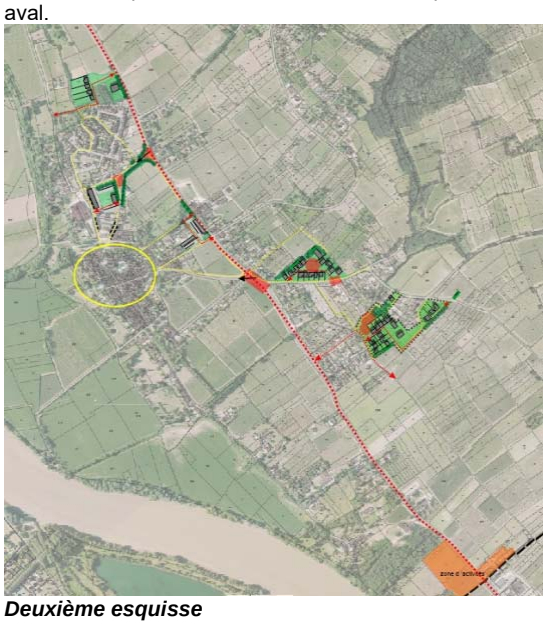
Le projet a donc été réorienté pour prévoir des zones de développement qui respectent les perspectives sur la cité, et se situent sur des quartiers périphériques ayant déjà été urbanisés (la Bastide).

Le projet maintient une zone d'activité en entrée Ouest, et maintien l'existante à l'Est en limite de Béguey. Il prévoit de structurer l'urbanisation nouvelle sur des zones AU avec une proportion 1/3 collectif, 1/3 pavillonnaire, 1/3 accolé. Le projet prévoit de hiérarchiser les entrées dans la ville, et notamment un pôle commercial sur la D10 au niveau du parking existant.

Cette esquisse a été présentée en réunion PPA en janvier 2016, ce qui a permis de valider les principes à l'exception de la zone d'activité Ouest qui s'inscrivait sur des terroirs à préserver au sens du Sysdau.

Par la suite, cette esquisse a été travaillée et précisée pour arriver à la forme validée dans le présent dossier.

Notamment sur la zone 1AU en bordure du Nau, une partie de la zone soumise aux inondations a été consacrée à un espace non constructible permettant en autre la mise en place d'un bassin de rétention pour réguler les eaux induites par le projet et soulager les zones aval.



Deuxième esquisse

Les schémas des orientations d'aménagement ont intégré un maillage de liaisons douces connecté à l'existant. Compte tenu de la volonté de la commune de réaliser une opération de logement dans le cadre de la mixité sociale, l'outil emplacement réservé a été retenu que une des deux zones 1AU, qui est phasée en trois temps afin de réguler le développement démographique. Il est à noter que les orientations d'aménagement et de programmation, conformément aux demandes exprimées en réunion et par courrier ont pris en compte la question des lisières agricoles/urbains.
Suite à l'enquête publique et l'avis des personnes publiques associées, la zone 1AU de La Grange a été classée en zone 2AU, pour une ouverture à plus long-terme.
Dans le même temps, le diagnostic agricole et les investigations de terrains, notamment sur les milieux en présence, ont permis de traduire les zonages A et N ; les enveloppes des quartiers ont été traduites par le zonage U en évitant les impacts sur la biodiversité et en limitant les impacts sur le vignoble.
La prise de conscience des potentiels existants issue de l'étude de densification et du POS ont permis de mettre en évidence des terrains trop en pente, qui ont été retirés de la constructibilité, ou des surfaces trop importantes qu'il s'est agi de limiter.

La prise en compte de la perméabilité des sols a finalement été un critère objectif pour éviter certains secteurs.

4/ Le projet de développement communal et cadrage SCOT

La commune souhaitait inverser la tendance observée à la chute démographique. Elle a envisagé une enveloppe entre 200 et 400 habitants supplémentaires pour 2030 dans le PADD. Ce chiffre a été affiné de façon à prendre en compte les dynamiques souhaitées par le SYSDAU et pour conserver un rythme proche d'une moyenne effective avant les phénomènes de chute du nombre de permis.
La volonté de maîtriser le développement a donc conduit à un gabarit visant un objectif de 1850 habitants en 2027 soit 240 habitants de plus entre le 01/01/2017 et le 31/12/2027.
Cela correspond à environ 13 à 14 logements par an (méthode du point mort) pour laquelle la résorption de la vacance a été estimée à 4 logements. La vacance se site particulièrement dans la cité médiévale, sur des situations d'immeubles en mauvais état pour lesquelles des outils pourraient permettre la résorption à terme (mais à plus long terme que le PLU). De plus le gisement du parc à restructurer par division a été estimé à 4 logements (largement investi les années précédentes, donc relativement modéré dans la décennie du PLU en projet)
Concernant le logement social, la commune n'a pas indiqué d'objectifs spécifiques mais a prévu un emplacement réservé au titre de l'article L151-41-4° du code de l'urbanisme. L'orientation d'aménagement de la zone AU précise les éléments du projet.

La commune entend utiliser le recours au bilan triennal sur la production de logements afin de permettre le cas échéant des procédures d'adaptation du PLU. La temporalité du PLU pourrait s'entendre également entre 2017 et 2027, l'approbation intervenant en 2017.

5/ Zones d'activité

La commune a repris le zonage de la zone d'activité existante dans le POS en continuité de la zone d'activité de Béguey. Il a été choisi de la prévoir sur la rive Sud de la voie afin de maintenir les perspectives sur les coteaux.
Afin d'assurer le maintien des écrins végétaux, le boisement existant est protégé par un espace boisé classé au titre du paysage mais également des enjeux biodiversité puisqu'il s'agit en partie d'un boisement d'intérêt communautaire, certes dégradé, mais dont la continuité jusqu'au fleuve mérite sa protection intégrale.
Cette zone prévue actuellement en assainissement autonome sur des sols aptes, pourrait certainement être raccordée à la station de Béguey. Cette disposition devra être précisée avec l'autorité compétente.
Suite à l'enquête publiques et aux avis des personnes publiques associées, le zonage a été revu en 1AUy avec une orientation d'aménagement et de programmation.

6) Agriculture

La commune maintient son positionnement global sur la protection des espaces agricoles et la protection de cette activité.
Cela se traduit par la prise en compte des terres effectivement exploitées, la limitation de la constructibilité et l'économie de l'espace dans les écarts, la protection des terroirs et des paysages (Ap).
Le règlement entend assurer les besoins en constructibilité de cette activité, en couvrant également ceux liés à la diversification.

7) Patrimoine

La commune maintient ses objectifs de protection des paysages et des édifices d'intérêts. Elle souhaite à terme réviser la ZPPAUP pour prévoir un périmètre plus restreint intégrant la cité médiévale, et sans continuité, le monastère du Broussey. C'est notamment cette dimension patrimoniale qui a conduit la commune à ne pas prévoir de zone constructible au Broussey contrairement à ce qui existait dans le POS.
Les éléments de patrimoine identifiés dans la ZPPAUP ont été majoritairement traduits dans le PLU.

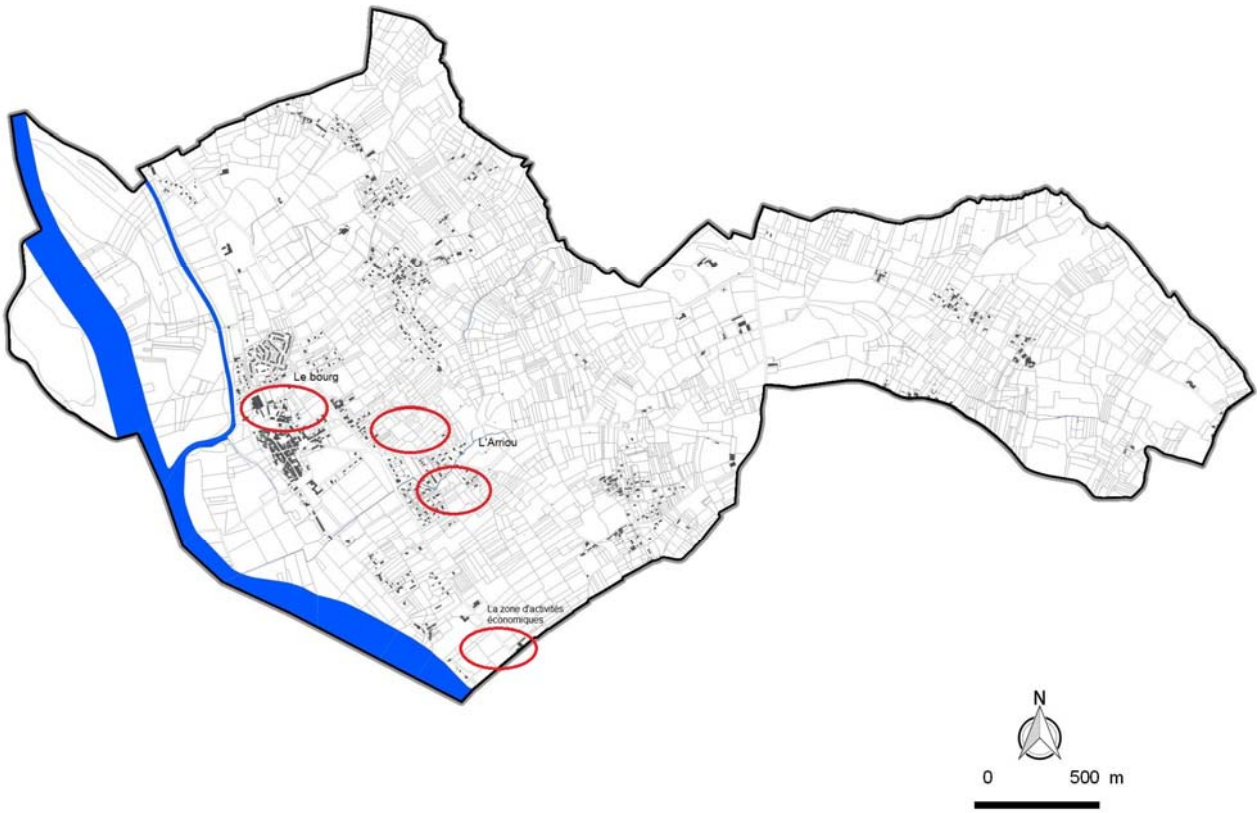
ARGUMENTATION DES RAISONS DU CHOIX DU PROJET

Objectifs PADD	Justification	Document supra
A – DEVELOPPEMENT URBAIN ET HABITAT - Donner la priorité de développement au bourg et sa couronne urbaine et dans un second temps aux quartiers ou hameaux historiques - Maîtriser l'augmentation de la population avec l'objectif de ne pas dépasser +200/400 habitants à l'horizon de 2030, Limiter l'artificialisation nouvelle pour le logement entre le 01/01/2017 et le 31/12/2027 à moins de 0.85 ha par an Limiter les extensions urbaines à moins de 0.50ha/an Atteindre une densité moyenne de 14 logements par ha contre 8 à 10 constaté sur la 2006/2014 Prise en compte des risques d'inondation et de la gestion des eaux pluviales Prendre en compte la question des mobilités et de l'énergie	Rions est un centre de vie très local du point de vue de ses équipements scolaires, administratifs, culturels, sportifs. La configuration du territoire, autant que son histoire explique la structure des sites bâtis et l'implantation urbaine, en partie dans la centralité du bourg, mais également dans des quartiers structurés qui ne peuvent considérés comme des espaces naturels ou agricoles. En accès aisé à la métropole, la commune se situe sur une périphérie rurale, largement viticole, avec un patrimoine historique remarquable. A ce titre la commune justifie un projet de développement maîtrisé pour maintenir et conforter la vie sociale et économique de son territoire. Le développement de la zone d'activité existante, des structures commerciales et d'équipements seront le support de la dynamique de ce territoire dont le développement a été très modéré. L'économie de l'espace en modulant les espaces de développement et la densité au regard des formes urbaines et de la nécessaire diversité de l'offre en logement trouve une place centrale dans le projet conformément aux enjeux nationaux et locaux.	SCOT non approuvé absence de PLH
B- PROTECTION DES ESPACES NATURELS, AGRICOLES ET FORESTIERS	- soutenir l'économie agricole pour assurer le maintien et le développement d'une agriculture locale Protection des entités agricoles et prise en compte des lisières vigne/urbain Prise en compte des éléments de la biodiversité (réservoirs, corridors, habitats d'intérêt, natura 2000) Protection des paysages notamment des coteaux et des perspectives vers la cité médiévale Prise en compte de la trame bleue et déclinaison locale Prise en compte des milieux d'intérêt des inventaires terrains, notamment des zones humides	
C/ PROTECTION DES PAYSAGES, DU PATRIMOINE ET DU CADRE DE VIE, ET DE L'IDENTITE DU TERRITOIRE déterminer les secteurs ou quartiers les plus propices au développement urbain des prochaines années, La présence de l'assainissement collectif peut conduire à une urbanisation qui peut se densifier aujourd'hui Préserver le Broussey et les châteaux/demeures emblématiques	- conforter/renforcer l'ancrage des services et commerces de proximité dans le bourg - maintenir et développer les activités culturelles, sportives et de loisirs procèdent de ce même objectif Economiser l'espace et limiter l'artificialisation et l'extension urbaine Maîtriser les pollutions diffuses et limiter leur impact (prise en compte de l'aptitude des sols) Préserver le patrimoine architectural et les paysages, notamment l'identité « coteaux de Garonne »	Cohérence avec la politique d'aménagement économique communautaire SDAGE Adour Garonne

D/ OFFRIR UN SOCLE ECONOMIQUE ET SOCIAL ADAPTES AUX BESOINS ***Développement économique*** ***Développement des communications numériques*** ***Equipement commercial*** ***Loisirs***	- conforter le pole artisanal communal et permettre l'installation de nouvelles activités afin de diversifier le bassin d'activité local Prévoir un bassin de vie qui maintienne un niveau d'emploi suffisant Assurer le maintien de l'économie de la sphère productive, notamment l'agriculture Le réseau numérique est un facteur de développement indéniable qu'il est important de développer et d'optimiser Offrir le panel de services et commerces de proximité Assurer un cadre de vie harmonieux et garant du lien social, c'est-à-dire maintenir la ruralité	Politique économique et touristique de l'intercommunalité

LES ORIENTATIONS D'AMENAGEMENT ET DE PROGRAMMATION

La commune traduit ses intentions dans le dossier d'orientations sur des secteurs importants dans son projet.
Ce sont tous des secteurs en lien avec le logement
Dès lors que le choix est acté de préserver les abords du bourg médiéval, la constructibilité est obligée de s'écarter de ce centre urbain.
A cela s'ajoute les aspects de préservations des terres agricoles et des paysages ainsi que la prise en compte de la ZPPAUP qui rend une grande partie du territoire inconstructible.
Les secteurs concernés par les orientations sont ceux qui accueilleront principalement la population à venir. Les orientations visent à la fois à une maitrise de la forme urbaine, de la prise en compte des risques et de l'environnement au sens large, tout en veillant à éviter de gaspiller un foncier rare sur ce territoire. La maitrise foncière en partie communale via un emplacement réservé est destinée à assurer à minima un développement nécessaire au maintien des équipements et à la vie dans la commune.



Le ZONAGE et le REGLEMENT: principales orientations

La centralité du Bourg

Le zonage *UA* indique la présence du bourg médiéval. La zone UE fait l'interface entre ces deux secteurs comme transition à la fois fonctionnelle et urbaine.
Des zones N et A sont indiquées très proche du bourg ancien, les plus importantes au plan paysager sont protégés de la constructibilité (N et Ap).
La zone inondable fait frontière naturelle sur le flanc ouest du bourg ancien.
L'ensemble de ces espaces sont reliés à l'assainissement collectif

La centralité Labastide-L'Arriou et St Serin

La zone UB, représente le développement pour les logements dans un modèle pavillonnaire de la fin du 20° siècle. Alors que la zone UC représente des logements ponctuellement implantés dans de plus grands jardins qui participent à « l'écrin végétal » du bourg.

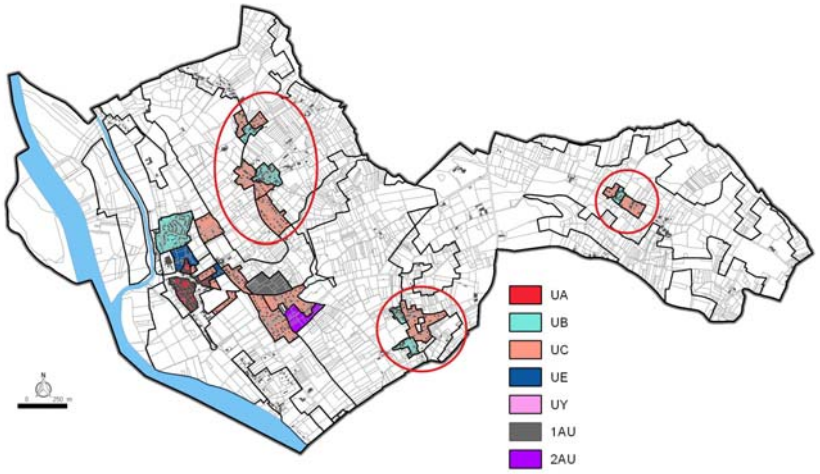


Zonage PLU

Les quartiers

Ces espaces ne sont pas la cible du développement ; ils correspondent à des espaces urbanisés conséquent qu'il est prévu de conforté de façon très limitée. Plusieurs entités ont été définies :

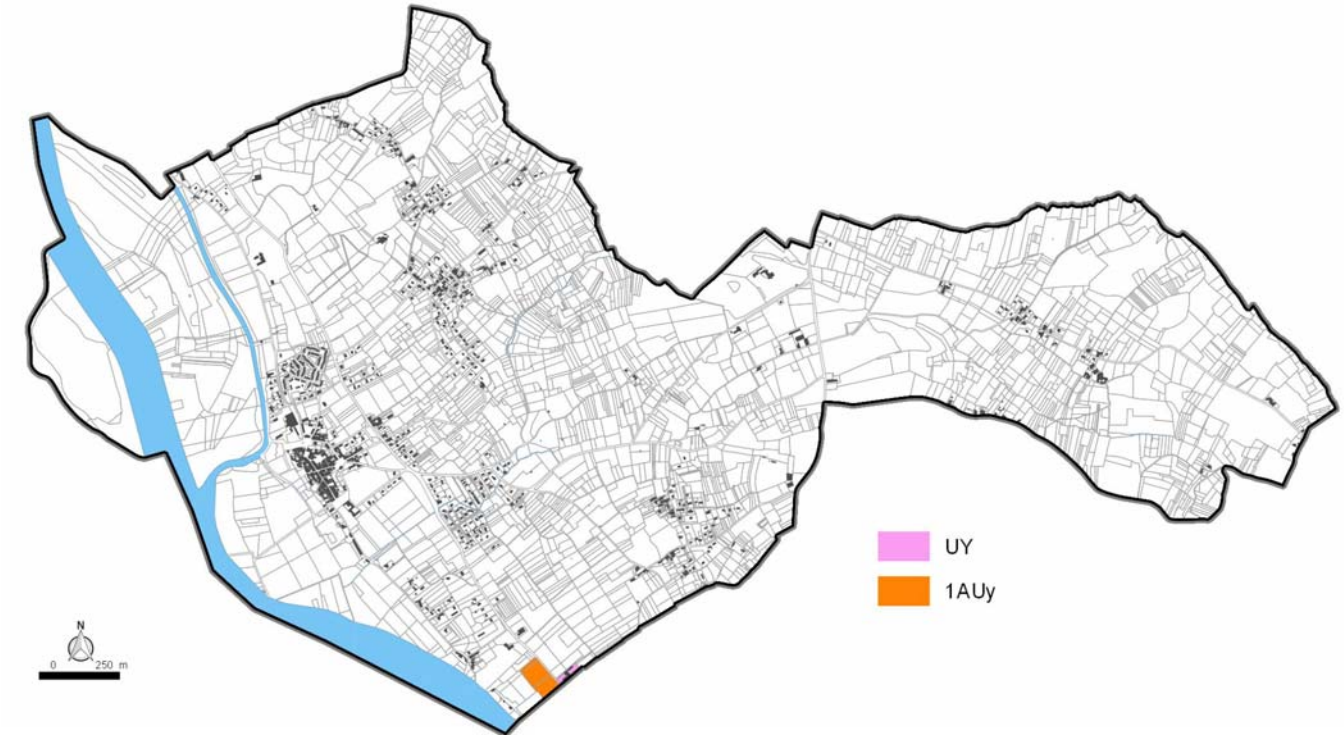
- ***Le quartier Bouit et le quartier Tapy*** dont la zone urbaine est calée au plus près des constructions existantes. Sur Bouit, un secteur s'étend très légèrement vers le Nord en lien avec la mise en place de l'assainissement collectif, mais ce potentiel fait face à une urbanisation existante de l'autre côté de la route
- ***Le quartier Pujols***, relié à l'assainissement collectif partiellement ne se développe pas au-delà de ses limites actuelles. Le zonage a été calé pour éviter des pentes importantes non propices aux constructions
- ***Le quartier Larchey*** est le plus au Nord et constitue la porte d'entrée au quartier du Broussey dans lequel prend place l'abbaye. Ces espaces ont été calés sur les maisons existantes à l'exception de Broussey qui a été versé en zone agricole en vue de sa préservation en tant que patrimoine que ce soit in situ aussi bien que par rapport à son environnement immédiat.



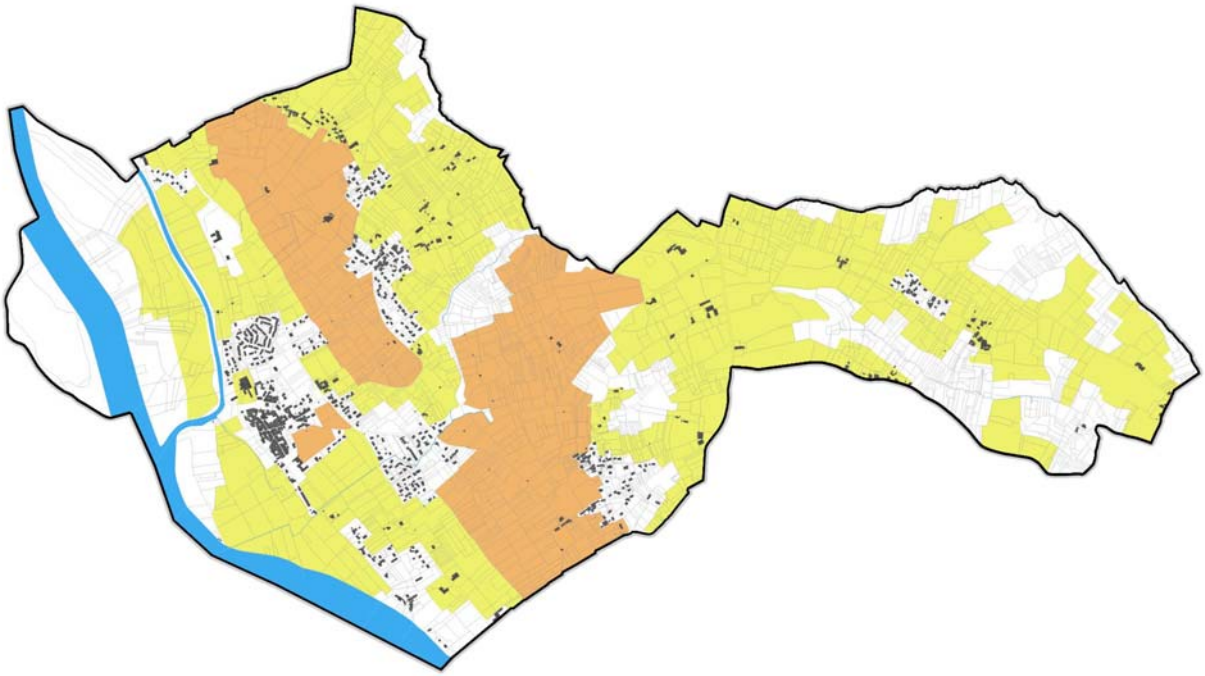
Zonage PLU

Les zones d'activités

Le zonage a relayé le site d'activités existant en continuité de celui de Beguey:
Les volontés de développement déjà initiées dans le POS mais en continuité de ce qui existe le long de la voie a été transformé dans le PLU sur la rive opposée mais toujours en continuité avec Beguey. En effet les terrains y sont plus propices car n'étant impactés ni par des espaces en vignes ni par des perspectives majeures qu'il y a lieu de préserver.
Cette zone se cale également sur les boisements existants qui sont portés en Espaces Boisés Classés ce qui atteste de la volonté de contenir cette urbanisation



Les zones agricoles



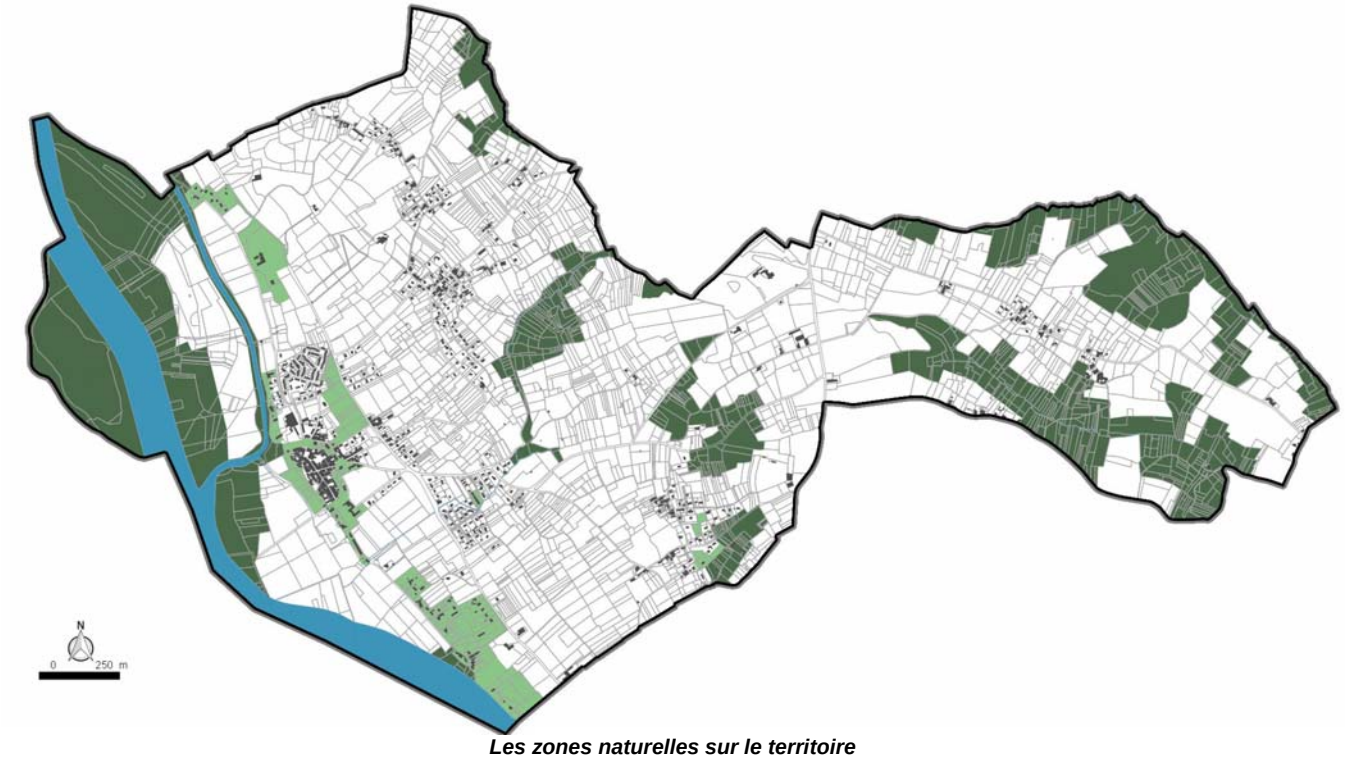
Les zones agricoles sur le territoire
En orange les secteurs Ap

La présence de l'activité agricole sur le territoire est forte et des entités importantes ont été identifiées pour être prises en compte via le zonage A qui assure la constructibilité nécessaire à l'activité agricole. Certains espaces agricoles eu égard à leur caractère inondable et aux enjeux de biodiversité ont été intégrées en zone N.

Le PLU met en valeur deux grands espaces de coteaux très perceptibles tant depuis la route départementale que depuis le bourg médiéval en les intégrant au zonage Ap. Le secteur Ap délimite en effet les espaces agricoles sensibles sur le plan du paysage, comme les coteaux agricoles fortement perceptibles (qui sont également les meilleurs terroirs de l'AOC), sur lesquelles la constructibilité est très limitée (extension mesuré de ce qui existe). Cette vocation paysagère cumulée aux enjeux de terroirs explique la limitation de la constructibilité.

L'activité agricole tient un rôle important en termes de perception de ces espaces. Cette identification répond en partie à des indications, relayées en cela dans les préconisations du SCOT. On notera également en plein bourg, des espaces viticoles à enjeu paysager majeur, dans l'approche de la cité médiévale. Ces espaces sont également classés en zone Ap.
Le bourg est ainsi protégé dans son écrin naturel mais également par des espaces agricoles qui ont été portés en secteurs Ap

Les zones naturelles



Les zones naturelles sur le territoire
En vert foncé les zones Nbd

Une partie de la zone inondable a été classée en zone N indice « bd » pour son rôle dans la bio diversité notamment (en partie zone Natura 2000).
La zone Nbd a intégré l'ensemble des éléments relatifs à la biodiversité : à savoir les réservoirs de biodiversité, dont les massifs boisés des vallons Nord, la Garonne et le plan d'eau…
Le document d'urbanisme a relayé avec le zonage « naturel », les principaux boisements mais également des secteurs plus modestes en surfaces mais très importants comme l'écrin du bourg médiéval, l'entrée de ville Nord Ouest et Sud Est, les espaces d'équipements d'intérêt général en lien avec le sport dans le centre près des équipements collectifs.
Cette proximité des zones naturelles vis-à-vis de l'espace urbain du bourg est un élément important de la perception du village et de l'effet de nature en ville.

LES EMPLACEMENTS RESERVES

Le PLU présente emplacements réservés en majorité pour la voirie/stationnement mais également pour des équipements publics.
Un emplacement résrevé est établi pour du logement dans le cadre de la mixité sociale sur une zone 1Au avec orientations d'aménagement et de programmation.

ARGUMENTATION DES CHOIX DE DELIMITATION DES ZONES AU REGARD DES ENJEUX ENVIRONNEMENTAIX ET AUTRES

Volet	Thématique	Choix de zonage et justification	Choix et justification réglementaires ou d'orientation
BIODIVERSITE Objectifs : maintien des biodiversités	Milieux, Fonctionnalité Espèces Corridors écologiques Réservoir de biodiversité	Les espaces naturels d'intérêt majeurs ont été intégrés au zonage N, secteur Nbd : Natura 2000 (entièrement en zone Nbd), réservoirs biologiques, thalwegs des ruisseaux, massifs boisés…L'ensemble des zones humides de la plaine inondable de la Garonne a été inclus dans le zonage N. Les boisements les plus importants du point de vue biodiversité et paysage ont été protégés avec l'outil Espace Boisé Classé.	Limitation de la constructibilité en zone N (secteur Nbd strict) tout en affirmant le maintien très encadré des zones habitées existantes en y prévoyant des possibilités d'aménagement, limitées à des extensions et des annexes, Constructibilité agricole limitée

Volet	Thématique	Choix de zonage et justification	Choix et justification réglementaires ou d'orientation
RESSOURCES Objectif : protection et économie des ressources	Eau Sol Energie	Limitation de la consommation des espaces pour préserver les terres agricoles (zonage A) et les espaces naturels (Zonage N). Possibilité de faire évoluer les édifices existants (extension, annexe, pour réduire la consommation de l'espace. Protection de la qualité de l'eau par le recours exclusif à l'assainissement collectif pour le développement dans les zones U et AU de la centralité du bourg. Les ressources en eau potable se situent sur la commune, la prise en compte des périmètres de protection et l'attention à la qualité des rejets permettra de réduire les impacts sur les ressources en eau (notamment sols aptes à l'infiltration/dispersion par le sol retenus pour les terrains en autonome). Absence de zonage spécifique à la production d'énergie renouvelable :, territoire trop contraints pour envisager des champs photovoltaïques ou éoliens	Limitation de la constructibilité en zone N et A aux extensions et annexes (hors agriculture) Densification des constructions en zone U pour réduire la consommation des surfaces Possibilité de dispositifs d'énergies renouvelables individuelles évoquées par le règlement pour des raisons d'intégration paysagère

Volet	Thématique	Choix de zonage et justification	Choix et justification réglementaires ou d'orientation
CULTURE **CADRE DE VIE** Objectif : respect du patrimoine et de l'identité du territoire dans une vision dynamique qui envisage un patrimoine vivant et vécu	Patrimoine paysager Architecture Formes urbaines Identité Archéologie	Prise en compte des espaces des sites, en particulier le Site Inscrit, ses abords dans ses parties naturelles et agricoles par un zonage N ou A, qui empêche la constructibilité Protection de certains espaces boisés Choix des sites d'extension urbaine en cohérence avec la logique des lieux, des paysages et des espaces Zones archéologiques en partie en zone naturelle ou agricole, mais également en zone U ou AU.	Protection des espaces à enjeux paysagers et boisements (espace boisé classé, zone Ap ou N) Accompagnement règlementaire pour l'aspect extérieur des bâtiments dans toutes les zones Avec l'emprise Site et Monuments Historiques, ZPPAUP, l'architecte des Bâtiments de France assure une présence importante au travers de ses avis sur les demandes

Volet	Thématique	Choix de zonage et justification	Choix et justification réglementaires ou d'orientation
RISQUE Objectif : limiter les expositions au risque et limiter les risques	Sécurité	Zonage N sur l'emprise inondable de la Garonne Trames indiquant les risques référencés par l'étude CEREMA Absence de potentiel sur les zones à risque : cavité, argile fort, débordmeent du Nau Préservation des boisements (zonage N, EBC) qui permettent de tamponner et limiter les ruissellements. Maintien des thalwegs vecteurs de l'écoulement des eaux en zone Naturelle Bassin de rétention prévu en 1AUn	Règlement PPRI : servitude d'utilité publique Inconstructibilité sur les zones à risques référencées par CEREMA : principe de précaution Limitation de l'imperméabilisation des sols dans le règlement via des emprises au sol en particulier visant le maintien d'espaces végétalisés Absence de développement dans les zones à risques inondation, argile, cavité

Volet	Thématique	Choix de zonage et justification	**Choix et justification réglementaires ou d'orientation**
ACTIVITE AGRICOLE	Paysage Economie locale Biodiversité Emploi Tourisme	Affirmation des entités agricoles en zone A, Absence de STECAL (secteurs de tailles et de capacité d'accueil limité)	Prise en compte des entités agricoles et conservation des entités fonctionnelles avec un zonage permettant la constructibilité nécessaire à l'activité agricole qui ici s'inscrit dans des besoins pour la production, la transformation/vente à la propriété, la diversification tourisme, notamment hébergement gîte. La zone N permet également pour de petits bâtiments l'implantation de bâtiments nécessaires à l'activité agricole (maraichage, etc…)

Volet	Thématique	Choix de zonage et justification	**Choix et justification réglementaires ou d'orientation**
ACTIVITE	Commerces Services Emploi Tourisme	Zonage spécifique des zones d'activités existantes (UY) Développement et diversification des activités locales pour limiter les déplacements (commerce notamment)	Règlement affirmant la volonté de maintenir les commerces/services dans le bourg
POLLUTION-NUISANCE	Santé	Le territoire est peu contraint Il a été évité de prévoir des zones de développement de l'habitat proches des sources de nuisances ou de pollution (D10).	Evitement du développement dans ces zones exposées
MOBILITE	Pollution Changement climatique Economie d'énergie Vie sociale	Le zonage U conforte les quartiers existants. Le re-centrage du développement dans la centralité du bourg, à proximité des équipements et commerces permet d'optimiser la gestion des déplacements et assure le maintien des lieux de vie collectifs sur le long terme.	Rationalisation des stationnements Optimisation du réseau d'assainissement et des cheminements doux
LOGEMENT MIXITE SOCIALE	Vie sociale Accès au logement	Les diverses possibilités de construction : bourg, quartiers, réhabilitation ou restructuration assurent une diversité de l'offre en logement qui joue le rôle de régulateur pour la mixité sociale	La commune a défini un emplacement réservé pour le logement dans le cadre de la mixité sociale sur une zone 1AU

POTENTIEL DU PLU

Au total le potentiel théorique du PLU rassemble près de **178 logements théoriques possibles au total, dont 142 logements** en potentiel immédiat ou à moyen terme (c'est-à-dire hors zone 2AU). Cela correspond globalement aux besoins estimés pour l'objectif démographique à l'horizon 2027 (135 logements nécessaires estimés).

Approche théorique
Disponibilités foncières pour la construction de logements, comptabilisées à la parcelle en fonction des réalités de configuration du terrain.

Zones U logements
Soit UB, UBd, UC et UCd : 5ha36, pour54 logements possible environ, soit une densité moyenne de 10 logements par ha.

Zone 1AU logements
La disponibilité foncière dans cette zone est de l'ordre de 4.75 ha environ soit un potentiel théorique de 80 logements (17 logements/ha pour objectif dans les OAP). Dans ces zones, l'équilibre proposé dans les orientations d'aménagement et de programmation est de réaliser 1/3 de logements collectifs, 1/3 de pavillonnaire et 1/3 de logements accolés.
Sur l'emplacement réservé au logement, la commune souhaite mettre en place des opérations de logements sociaux qui seront définis ultérieurement dans le cadre d'une étude spécifique.

Zone 2AU logements
La disponibilité foncière dans cette zone est de l'ordre de 2.3 ha environ soit un potentiel théorique de 40 logements (17 logements/ha pour objectif dans les OAP)

Logement vacant : la résorption de la vacance est estimée à 4 logements

	Zone		Disponibilité foncière (ha)	Potentiel en logement	Densité Logt/ha
Zone U	UB	*Asst Collectif*	0,12	1	
	Ubd	*Asst autonome*	0,00	0	
	UC	*Asst Collectif*	3,41	40	
	UCd	*Asst Autonome*	1,83	13	
	1AU	*Asst Collectif*	4,75	80	
restructuration*	logement vacant	*Asst collectif*		8	
	2AU*	*Asst collectif*	2,30	40	
		Total	**12,41**	**182**	**15**

*la *zone 2AU présente une surface totale de 3ha20 dont 0ha90 en zone à risque (étude CEREMA) non prise en compte dans la surface du potentiel 2AU*
** la restructuration comprend la résorption de 4 logements vacants et la division de logements qui produirait 4 logements*

Le potentiel immédiat et à moyen terme est donc évalué à 142 logements sur une surface de 10.11 ha soit une densité de 14 logements/ha conforme aux objectifs du PADD.

SURFACES DES ZONES

POS		total	% du territoire	**PLU**		total	évolution POS/PLU	% du territoire
Zones (Surface sur base informatique)				**Zones**				
Zones U		**35,70**				**60,87**	70%	
Zones NB		**56,15**		STECAL		0	-100%	
Urbanisation future		**17,19**				**10,00**	-54%	
Zones constructibles		**109,04**	10%			**70,87**	-33%	7%
zones agricoles		**401,24**	38%			**669,08**	67%	63,00%
Zones naturelles		**554,72**	52%			**325,05**	-42%	30%
Total	**1035**		**100%**		**1065**			**100%**

DU POS AU PLU

Comparaison entre POS actuel et PLU des zones urbaines uniquement (logements/ activités)

Document d'urbanisme	Surfaces totales des zones	Surfaces consommées entre 2006-2014	Disponibilités foncières du POS en 2006
LOGEMENT (toutes zones U, NB et NA)			
POS	**96ha82** Dont 56ha15 en NB	7ha33	33ha74
			Dont surfaces restantes disponibles du POS en 2015 : 18ha04 + 8ha37 en zone NA soit **26ha41**
LOGEMENT (toutes zones U et AU)			
PLU	**65ha09**		**12ha41**
Evolution PLU/PLU	***Diminution de -31ha73*** *des zones U pour le logement*		***Réduction de 21ha33de la disponibilité foncière pour le logement***
ACTIVITE EQUIPEMENT *(toutes zones UE, UY, NAy, 1AUy)*			
POS	**12ha22**		
PLU	**5ha78**		
Evolution PLU/PLU	**-6ha44 soit -53%**		
3ha13 concernent la zone UE d'équipements collectif dans le PLU.			
Total Evolution POS/PLU	***-38ha17 soit -35%***		

Globalement, le total des surfaces des zones constructibles toutes zones confondues (immédiates et différées, habitat (hors activité), équipement) montre que le PLU présente un bilan net de diminution de 31ha73 (soit -32% environ).

On peut se rendre compte dans une première approche que les 26ha41 disponibles à la construction pour le logement dans le POS en vigueur n'ont pas été reconduits dans la révision qui prévoit 12ha41 environ de surfaces libres à la construction (plus 0.6 pour les bassins de rétention).

Réaffectation des surfaces des zones entre POS /PLU

(surface en ha)	**TOTAL**	Dont Bâti	Non bâti
Surfaces NC et ND dans le POS intégrées aux zones constructibles du PLU	**7ha89**	0ha	**7ha89**
7ha89 de disponibilité foncière consacrée aux espaces naturels et agricoles dans le POS, affectées au développement dans le PLU toutes zones confondues, dont 1ha16 en zone d'activités (UY) Le reste de la superficie est destinée au développement urbain majoritairement situé face au bourg sur la rive opposée de la D10.			
Surfaces U et NA dans le POS intégrées aux zones N et A du PLU	**46ha06**	18ha76	27ha30
Dont NB et NBa	***26ha80***	*15ha77*	*11ha03*
Sur les 46ha06 passant de zone constructible dans le POS à zone naturelle ou agricole dans le PLU, 27ha33 sont non bâtis et 18ha81 sont bâtis Soit **59% des terrains passant de constructible à non constructible ne sont pas bâtis et 41% sont bâtis**			
Solde	**-38ha17**	**-18ha76**	**-19ha41**

NOTA :
On été considérées comme « constructibles» au sens de la présente étude les zones NB du POS

La révision du POS en PLU diminue de 38ha17 les surfaces constructibles, majoritairement par intégration d'espaces non bâtis existants ; elle retire 27ha30 des zones non bâties actuelles et ajoute 7ha89 de surfaces libres à la construction, non constructibles au POS.
Soit un bilan sur les disponibilités foncières une économie foncière de -19ha41.

Les cartes suivantes indiquent dans les détails les principales raisons de ces transformations de zonage :

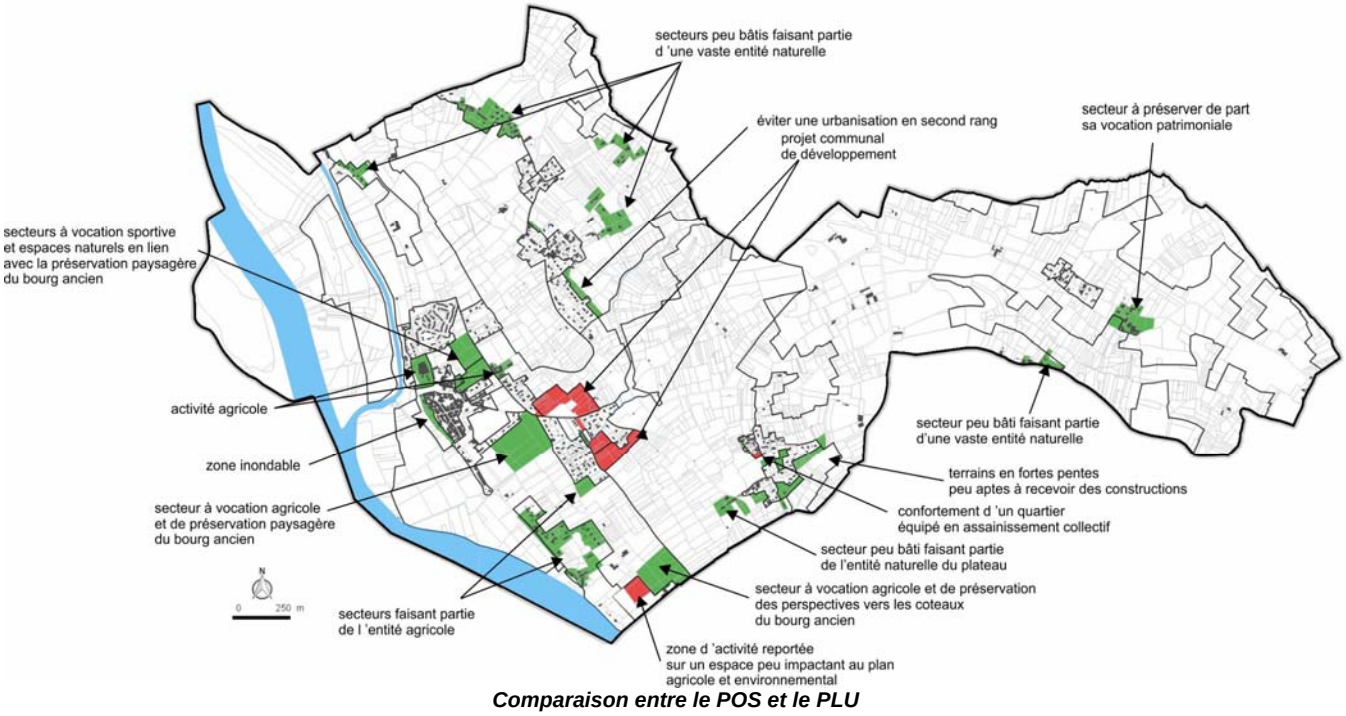
Sur les transformations « constructible dans le POS/ agricole ou naturel dans le PLU » (en vert sur la carte) :

- Des secteurs inondables, agricoles, à pentes importantes ou peu bâtis. Des secteurs également qui n'ont vocation ni à s'étendre ni à être confortés compte tenu des enjeux environnementaux ou agricoles. La présence d'un bourg ancien de grande qualité a également conduit à préserver un écrin autour de ce patrimoine exceptionnel
- Une grande partie des surfaces transférées de U, NA ou NB du POS en A ou N dans le PLU correspondent à des espaces majeurs en termes d'activité agricole et également de préservation et mise en valeur du bourg médiéval

Sur les transformations « agricole ou naturel dans le POS/ constructible dans le PLU » (en rouge sur la carte) :

- Un projet de territoire qui recentre le développement dans la plaine autour des principaux équipements publics dont l'assainissement et les services, ainsi qu'une réflexion sur la zone d'activité dont le zonage dans le POS ne permet pas le respect de l'activité agricole et des perspectives vers le grand paysage entrée de ville, conduisant à reporter cette constructibilité sur un versant de la D10 plus favorable à la constructibilité

Une grande partie des surfaces transférées de zones N ou A du POS en zones U ou AU dans le PLU correspond au projet de développement dans la plaine



Comparaison entre le POS et le PLU

Approche par zones

Le calcul du zonage PLU est réalisé sur le même fond de plan informatique que le PLU et calculé sur cette base. Cela peut différer des calculs du rapport de présentation figurant dans le PLU initial.

Les zones agricoles A et Naturelles

Au bilan la cartographie des zones A a progressé de 67% entre le POS en vigueur et le PLU révisé.
Les zones agricoles ont augmenté en prenant sur les zones naturelles avec une augmentation des zones qualifiées Ap et protégées des constructions nouvelles .La diminution des zones naturelles s'est donc fait en partie au profit de zones agricoles.On notera que de nombreuses surfaces en zone naturelle du POS sont constitutives d'entités agricoles (vignoble sur les coteaux, palus et terrasse en vigne ou maïs) et ont donc été versées, très souvent en zone A protégée du PLU révisé
Au bilan, la différence entre les deux documents est faible.
Il s'agit avant tout d'une reconfiguration globale dont l'impact sur les zones globalement reste infime
On notera que le PLU révisé ne prévoit pas de stecal.

Les zones d'activité artisanales, industrielles (existantes et futures)

Au total, la révision diminue de 4ha47 l'emprise des zones dédiées aux activités par comparaison au POS (7ha12).

La zone d'équipements collectifs

La révision crée cette zone pour affirmer le plateau public central qui couvre 3ha13 et est dédié aux équipements collectifs. Ce secteur couvre notamment les écoles, la mairie, mais également la place le long de la départementale.

Les zones Urbaines (Habitat)

Elles se présentent sous forme de parties résidentielles, avec un habitat disposé en ordre discontinu, en dehors de la zone UA du bourg
Elles intègrent une partie des constructions réalisées avec le POS (héritages des zones NB) ou encore des constructions adjacentes existantes.

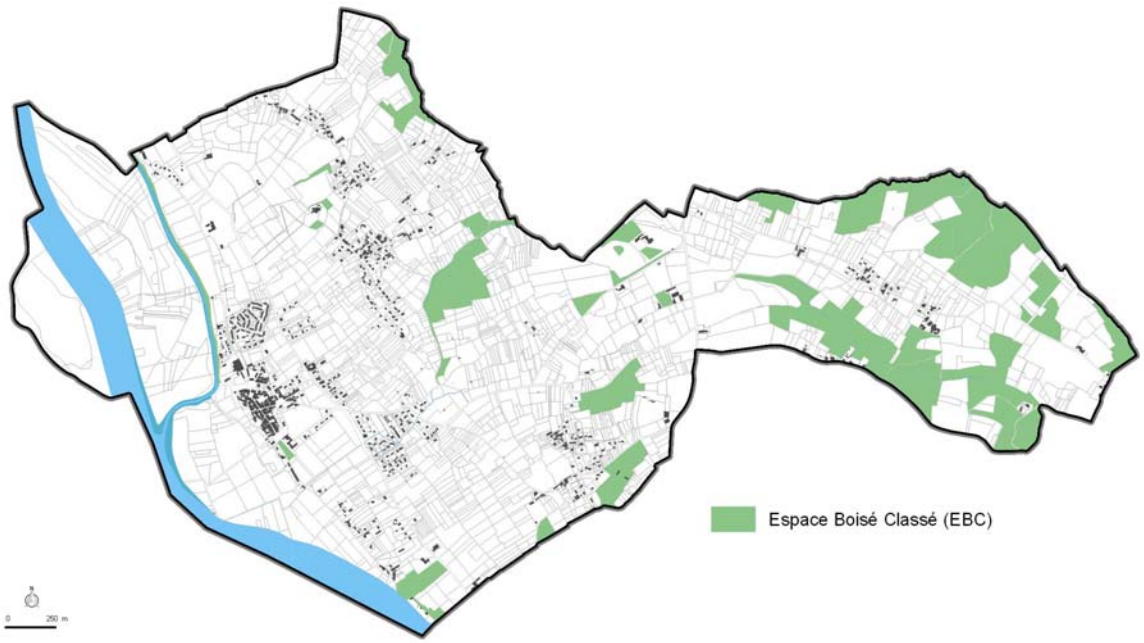
Les zones d'urbanisation future

Dans le POS les zones d'urbanisation future (NA) se situent en grande majorité sur le versant Sud de la RD,
Ces espaces ont été en grande partie qualifiés d'importants sur le plan paysager au titre des abords du bourg médiéval
la collectivité a donc réfléchi sur des espaces plus éloignés du bourg tout en privilégiant une réflexion urbaine globale. C'est sur la rive Nord de la RD que les espaces pour le futur de l'urbanisation sont envisagés.
Seule un secteur NA du POS est transformé en zone U à La Couture Nord dans un espace agricole encerclé par les maisons individuelles.

Les principaux éléments du paysage

Le PLU a repéré par des EBC des boisements d'intérêt, pour leur rôle d'accompagnement dans le paysage ou de maintien des biodiversité (réservoirs), pour au total préserver 140.36 ha soit une protection de plus de 13% du territoire communal.

	POS	PLU
Surface en ha des EBC	140ha36	142ha88
Surface totale des espaces protégés	**140ha36**	**142ha88**
% de la surface communale		***13%***



IMPACT SUR LES PARAMETRES ENVIRONNEMENTAUX, INDICATEURS ET SUIVI

MILIEU NATUREL ET BIODIVERSITE

La protection des espaces naturels et des biodiversités

Le développement de l'urbanisation dans le cadre du PLU de *RIONS* ne produira pas de fragmentations dommageables au maintien des réseaux écologiques. Les facteurs de fragmentation ne sont ainsi pas aggravés du fait du parti pris de limiter le développement urbain dans les écarts, et du fait de la contrainte PPRI qui protège la plaine de la Garonne.

La qualité des milieux associés au réseau hydrographique est assurée du fait du ***zonage majoritaire N ou A*** qui affirme cette vocation naturelle, permettant par ailleurs la régulation des eaux tant au niveau quantitatif que qualitatif ; notamment les réservoirs biologiques liés au réseau hydrographiques sont intégrés au zonage N qui limite les constructibilités.

Au niveau quantitatif, le PLU présente des ***zones N*** qui couvrent 325ha05, soit près de ***30%*** du territoire.
Dans cette zone, la zone naturelle stricte concerne les secteurs N et Nbd : elle s'étend sur 322ha11.

Niveau d'incidence :

Surfaces totale des zones affectées au développement (zones U, AU)	70ha87
Surfaces consacrées aux zones naturelles strictes dans le PLU (N-Nbd)	322ha11
Surfaces des zones de taille et capacité limitées en zone N	Non concerné
Surfaces des zones spécifiques en zone N (Ns)	2ha94
Bilan	**30% du territoire en zone naturelle stricte**

Détail des Mesures prises :

Règlement	Zone naturelle restrictive notamment 100% de la zone Natura 2000 en zone Bdb
Orientations d'aménagement	Sans objet
Zonage	Intégration majoritaire des réservoirs biologiques et des continuités écologiques en zone Naturelle
Indicateurs et Mesures de suivi	Sans objet, le zonage permet la protection de ces espaces Une partie de ces espaces sont concernés par les indicateurs liés à Natura 2000

RESSOURCES

Les ressources en eau et l'assainissement

L'approche quantitative
La commune de ***Rions*** présente 2 ressources exploitées sur son territoire et concernées par des périmètres de protection qui ont été pris en compte. Le projet de PLU reste compatible avec la capacité actuelle de la ressource

L'approche quantitative
Les eaux usées
Seulement 13 constructions nouvelles en autonome avec impact marginal car sur des sols aptes.
Sur le collectif, la capacité de la station est bien supérieure au gabarit du projet de PLU.

Assainissement Pluvial
Un débit de fuite de 3l/s/ha est fixé dans le règlement pour la régulation des eaux issues des surfaces imperméabilisées. Un coefficient d'espace vert de 30% permet de limiter cette imperméabilisation.

Mesures compensatoires et de suivi

- expertise spécifique démontrant la possibilité d'assainissement sans impact environnemental lors des demandes de permis de construire
- suivi des assainissements autonome par le SPANC permettant d'adapter les filières sans rejet et de vérifier la conformité et les impacts
- suivi de la qualité des eaux des principaux affluents récepteurs sensibles
- mise en place de dispositif de décantation/infiltration dans le cadre d'opération de lotissement ou d'activités, et de la directive cadre eau

Niveau d'incidence :

Nombre de logements supplémentaires prévus en assainissement collectif dans le PLU	169 logements
Nombre de logements supplémentaires prévus en assainissement autonome	13 logements supplémentaires possibles (potentiel modulé), Zone d'activité (2ha05 consacrés à l'artisanat)
Bilan	Augmentation faible du nombre des dispositifs autonomes Augmentation des ruissellements compatibles avec la capacité d'infiltration des espaces

Détail des Mesures prises :

Règlement	Impose de ne pas aggraver le débit de fuite et fixe ce débit à 3l/s/ha Prise en compte de la pluie de retour 20 ans pour le calcul des infrastructures pluviales Raccordement imposé au réseau collectif sauf en zone UCd et UBd
Orientations d'aménagement	Non concerné
Zonage	Indice d pour minimum parcellaire lié à l'assainissement autonome
Indicateurs et Mesures de suivi	Suivi des assainissements autonome par le SPANC Suivi de la qualité de la Garonne, de la Barboue Indicateurs : nombre de logements en autonome, nombre de logements en collectif, qualité des eaux Garonne Niveau des indicateurs janvier 2016 : Nombre de logement en autonome : 294 Nombre de logement en collectif : 385 Qualité des eaux de la Garonne Etat écologique bon (état de la masse d'eau) : médiocre (sdage 2016/2021) Qualité des eaux de la Barbous Etat écologique bon (état de la masse d'eau) : bon (sdage 2016/2021)

L'espace agricole

L'inventaire des structures agricoles a permis d'identifier l'outil de travail et les zones agricoles ***A*** fonctionnelles qui permettent un déploiement de l'activité agricole sans accumulation de contraintes liées notamment à la dispersion de l'habitat.

Au total, la ***zone A*** couvre 669ha05, soit 63% du territoire communal.
Le sous-secteur Ap concerne des espaces de constructibilité agricole limitée du fait des enjeux paysagers : ce secteur couvre 199ha78 essentiellement dans les zones de perspectives ou les espaces à ambiance paysagère remarquable.

La consommation des espaces

Dans le détail, la consommation des espaces agricoles, naturels et forestiers prévue au PLU est la suivante :

Impacts directs :

Surface totale consommée pour le logement et l'activité : 15ha36 dont 4ha48 artificialisée (jardins…) et 9ha79 agricole.

	Surface agricole	Surface naturelle	Surface artificialisée	total
Logement	**7.74**	**1.09**	**4.48**	**13.31**
Activité	**2.05**			**2.05**
Total	**9.79**	**1.09**	**4.48**	**15.36**

Pour l'activité artisanale : 2ha05 dont 0ha dans l'enveloppe urbaine existante, donc un développement majoritaire en extension
Pour le logement :
- **en zone U: 5ha54 en totalité dans l'enveloppe urbaine existante, montrant que la totalité du développement s'inscrit dans l'enveloppe existante**
- **pour les zones à urbaniser : 7ha77 dont 2ha98 dans l'enveloppe urbaine existante.**

Au global, la constructibilité pour le logement se situe pour 64% dans les enveloppes existantes et 36% en extension.

L'ensemble de ces surfaces se situe dans l'AOC.

Impacts indirects : prise en compte des lisières urbain/vigne et évitement de la fragmentation des espaces viticoles

Niveau d'incidence :

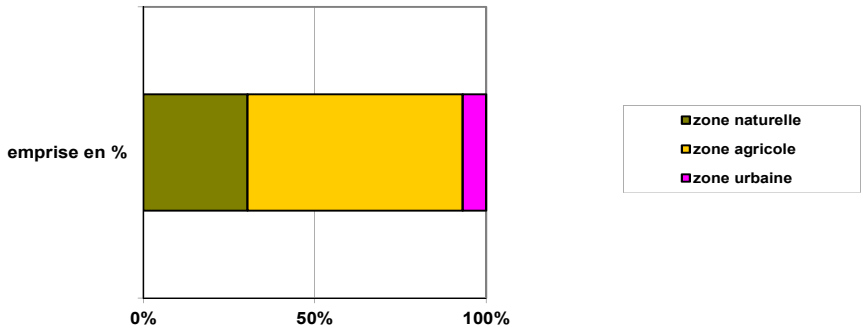
Surfaces agricoles exploitées ou exploitables existantes	618ha SAU 2015
Surface AOC sur la commune	715 ha
Surface en vigne sur la commune	478 ha
Surfaces agricoles exploitées ou exploitables ou surfaces naturelles affectées à l'urbain	10ha88
Surfaces consacrées au zonage A dans le PLU	669ha08
Bilan : consommation	10ha88 dont 9ha79 agricole et 4ha85 dans l'enveloppe urbaine 9ha79 agricole dont 7ha27 en vigne

Détail des Mesures prises :

Règlement	Zone Agricole réservée à la constructibilité nécessaire à l'activité agricole
Orientations d'aménagement	Sans objet
Zonage	Préservation des entités agricoles fonctionnelles, absence d'habitat dispersé supplémentaire et limitation de développement en extension des polarités de quartiers
Indicateurs et Mesures de suivi	Suivi de la consommation des 9ha79 de terres agricoles et densité réalisée Surface de la zone A : 669ha08

L'UTILISATION ÉQUILIBRÉE DE L'ESPACE

Le PLU a eu pour effet de recomposer les zones A et N en prévoyant une surface de zone A plus importante.
La répartition des vocations affectées aux espaces dans le PLU montre un équilibre satisfaisant qui correspond à la réalité du territoire.



Niveau d'incidence :

Evolution des surfaces des zones urbaines logement POS/PLU	-38ha17
Proportion des surfaces urbaines du PLU dans le territoire en %	7%
Part des zones U destinées au logement différées et servant de régulation pour la gestion du développement (dans le cadre du bilan tri-annuel sur le développement du logement).	7ha95

Détail des Mesures prises et indicateurs :

Règlement	Sans objet
Orientations d'aménagement	Sans objet
Zonage	Définition des emprises urbaines majoritairement dans l'enveloppe existante
Indicateurs et Mesures de suivi	Surface libre destinée au logement à l'arrêt : 13ha02 A l'Approbation : 12ha41

Les risques

- **Les risques, nuisances industriels et technologiques**

La commune est peu impactée.
Absence de développement en bordure de la RD10. Evitement de développement sur certaines zones : ancienne décharge et zones de proximité industriels/activité.

- **Les risques naturels**

Le PLU s'est attaché à ne pas aggraver les risques en :

- ne permettant pas d'habitation nouvelle sur les zones exposées aux problèmes d'inondation, et en limitant les surfaces imperméabilisées dans les opérations (règlement)
- en évitant du développement sur le risque cavité et argile fort
- en intégrant le PPRI risque inondations
- les opérations importantes (1AUy, 2AU, 1AU) seront soumises à la Loi sur l'eau ce qui permettra d'accompagner la gestion des problématiques eau dans le cadre des projets

Niveau d'incidence :

Surface couverte par le PPRI	226ha03	225ha98 en N ou A
Surface des zones bâties urbaines concernées par un risque - PPRI - Mouvement de terrain - Sensibilité au risque inondation	 0ha 0ha 0ha90 en 2AU	 Zone réservée pour un bassin de rétention des EP
Surface couverte par le risque argile fort	2ha21	Dont 1ha20 bâti en zone UCd sans potentiel
Surface en zone de bruit	31ha68 Dont 3ha50 bâti en U	Pas de surface libre pour la construction

Détail des Mesures prises et indicateurs :

Règlement	Règlement PPRI, coefficient d'espaces vert, débit de fuite 3l/s/ha
Orientations d'aménagement	Sans objet
Zonage	Evitement des zones à risque dans la définition des zones de développement Prise en compte du PPRI, trame faisant le relai règlementaire Trame indiquant les risques référencés par CEREMAet relayée par une inconstructibilité dans le règlement
Indicateurs et Mesures de suivi	Surface des zones bâties urbaines concernée par un risque : - PPRI : 0ha - Mouvement de terrain : 0ha - Zone de bruit : 3ha50 Surface libre destinée au logement concernée par un risque : - PPRI : 0ha - Mouvement de terrain : 0ha - Sensibilité au risque inondation : 0ha90 en 2AU (Pas de potentiel) - Zone de bruit : 0ha

CULTURE – PATRIMOINE – CADRE DE VIE

Le PLU affiche un choix de préservation des espaces de qualité paysagère à travers la zone naturelle en particulier très importante sur le territoire, notamment les coteaux et thalwegs, sur les écrins du bourg. La prise en compte du patrimoine architectural a été effective et s'est inscrite dans les éléments de la ZPPAUP.

Le Patrimoine architectural et archéologique

Les zones archéologiques sensibles occupent de vastes surfaces et s'inscrivent parfois en zone urbaine ou dans les zones d'activités. La Loi sur l'archéologie préventive s'appliquera sur les espaces dans le cas de travaux.

Niveau d'incidence :

Surface couverte par le site Inscrit	10ha87
Surface des zones bâties urbaines concernées par le site inscrit	3ha76
Surface couverte par les monuments historique (MH)	109ha95
Surface des zones bâties urbaines concernées par le périmètre MH	13ha23
Surface couverte par les zones archéologiques	65ha45
Surface des zones bâties urbaines concernées par les zones archéologiques	9ha69
Surface des zonages de protection (N , Nbd, Ap)	521ha89

Détail des Mesures prises et indicateurs :

Règlement	Article 11, 12
Orientations d'aménagement	Sans objet
Zonage	Prise en compte des éléments du paysage via le zonage et la protection des éléments du patrimoine via le L151-19
Indicateurs et Mesures de suivi	Nombre d'édifices repérés au titre du L151-19: 293 Surface des espaces préservés au titre du L151-19: non concerné 67% de Surface du site inscrit classé en N ou Ap et 33% classé en zone U 32% de la zone U concernée par le périmètre MH 18% de surface des zones archéologiques classé en zone N

Les transports, la qualité de l'air et les gaz à effet de serre

La problématique du transport doit être abordée aux échelles intercommunale et départementale.
Le projet de PLU a pour objectif le développement du tissu de services et commerces de proximité, de même que les activités en général.
Le confortement des activités sur le territoire communal et des commerces et services de proximité, notamment dans le bourg, permet de réduire à terme les déplacements vers les villes voisines pour les achats quotidiens. Il en est de même pour ce qui est du panel d'équipements existants et prévus d'être développés dans les zones U en cœur de ville.
La commune dispose d'un maillage de liaisons douces dans le village qu'elle entend conforter via les opérations prévues dans le PLU (voir orientations d'aménagement et de programmation).
Par ailleurs la situation de la commune sur un axe structurant de transport collectif vers Bordeaux est un facteur de transition vers des mobilités alternatives efficient.

Le PLU a limité l'impact sur la santé des habitants en lien avec cette problématique de qualité de l'air.

Niveau d'incidence :

Surface des zones urbaines existantes (au sens du POS) au-delà d'un rayon de 1km du centre bourg	49ha79 soit 47% des zones U/AU compris NAy et NB
Surface des zones urbaines du PLU au-delà d'un rayon de 1km du centre bourg	23ha20 soit 34% des zones U/AU compris UY

Détail des Mesures prises et indicateurs :

Règlement	Article 11 et 12
Orientations d'aménagement	Nombreuses mesures d'insertion et des formes urbaines, végétalisation. Cheminements doux
Zonage	
Indicateurs et Mesures de suivi	Surface des zones urbaines libre pour le logement du PLU au-delà d'un rayon de 1km du centre bourg, valeur à l'arrêt : 3ha78 Valeur à l'approbation : 3ha16

L'énergie

Le PLU en prévoyant un effort de densification compatible avec la préservation des paysages et de l'identité du village, permet de réduire les consommations énergétiques d'une façon générale.

Niveau d'incidence :

Pas d'interdiction stricte quant au recours à des énergies renouvelables

EFFET SUR DES ESPACES SUCCEPTIBLES D'ETRE AFFECTES NOTABLEMENT

Le PLU ne présente pas d'impact significatif au regard des zones 1AU.

INCIDENCES NATURA 2000

Source : docob du site Natura 2000, terrain, FSD,

Au bilan le territoire communal intercepte 136ha55 de zones Natura 2000 réparties pour 135ha95 en Nbd et 0ha60 en A. La préservation des sites est donc très majoritairement (99.5%) assurée directement par la zone Nbd très restrictive.

Au bilan le PLU ne présente pas d'impact notable négatif sur les sites Natura 2000.

Niveau d'incidence et indicateurs :

Surface Natura 2000 sur le territoire communal	136ha55	Soit 13% du territoire
Surfaces des zones Natura 2000 « concernées par un zonage autorisant de nouveaux ancrages bâtis ou des aménagements» (U, AU)	0 ha	
Surface des zones de développement interceptant un habitat prioritaire ou à enjeu signalé dans un docob	0 ha	
Bilan	**Absence d'impact négatif notable, les habitats naturels et habitats d'espèces d'intérêt communautaire sont intégralement conservés.**	

TRACABILITE ET SUIVI

DEFINITION DES INDICATEURS

Ils ont été définis avec leur valeur PLU arrêté afin de permettre leur traçabilité dans le temps.